

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1897



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SERIE

TOME LXIV

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	55 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire } simple.....	5 —
} double.....	9 —

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

JAPON — PORTUGAL

Traité de commerce et de navigation.

(26 janvier 1897).

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et S. M. l'empereur du Japon, animés d'un égal désir de maintenir les bons rapports déjà heureusement établis entre eux, en étendant et en augmentant les relations entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des traités jusqu'ici en vigueur entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision sur les bases de l'équité et de l'intérêt mutuels, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le roi de Portugal et des Algarves :

Le conseiller Luiz Maria Pinto de Soveral, ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères, grand cordon de l'ordre du Christ, de l'ordre de Saint Michel et de Saint-Georges d'Angleterre, et de l'ordre de Ernest Pie de Saxe-Cobourg Gotha, etc.

S. M. l'empereur du Japon :

M. Soné Arasuké, Jushii, 3^e classe de l'ordre impérial du Trésor Sacré, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de S. M. Très-Fidèle.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Article premier. — Les sujets de chacune des deux hautes parties contractantes auront toute liberté d'entrer, de voyager ou de résider en un lieu quelconque du territoire de l'autre, et y jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront un accès libre et facile aux tribunaux pour la poursuite ou la défense de leurs droits ; ils auront, sur le même pied que les sujets du pays,

la faculté de choisir et d'employer des avoués, des avocats et des mandataires, afin de poursuivre et de défendre leurs droits devant ces tribunaux, et, quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront de tous les droits et privilèges dont jouissent les sujets du pays.

Pour tout ce qui concerne le droit de résidence et de voyage, la possession de biens et d'effets mobiliers de quelque espèce que ce soit, la transmission de biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, les sujets de chacune des deux parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, des mêmes privilèges, libertés et droits et ne seront soumis, sous ce rapport, à aucun impôt ou charge plus élevés que les sujets du pays ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée. Les sujets de chacune des parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, d'une liberté entière de conscience, et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements, se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte; ils jouiront aussi du droit d'inhumier leurs nationaux respectifs, suivant leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés qui seront établis et entretenus à cet effet.

Ils ne seront contraints, sous aucun prétexte, à payer des charges ou taxes autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront imposées aux sujets du pays ou aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets de chacune des parties contractantes qui résident dans le territoire de l'autre ne seront astreints à aucun service militaire obligatoire, soit dans l'armée ou la marine, soit dans la garde nationale ou la milice; ils seront exempts de toutes contributions imposées en lieu et place du service personnel, et de tous emprunts forcés, de toutes exactions ou de contributions militaires.

Art. 2. — Il y aura, entre les territoires des deux hautes parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les sujets de chacune des parties contractantes pourront exercer en quelque lieu que ce soit du territoire de l'autre, le commerce en gros ou en détail de tous produits, objets fabriqués et marchandises de commerce licite, soit en personne, soit par leurs représentants, tant seuls qu'en société avec des étrangers ou des sujets du pays; ils pourront y posséder ou louer, même par bail emphytéotique, et occuper des maisons, des fabriques, des magasins et des boutiques, et louer des terrains et les prendre à bail emphytéotique, à l'effet d'y résider ou d'y exercer leur profession; le tout en se conformant aux lois, aux règlements de police et de douane du pays, comme les nationaux eux-mêmes.

Ils auront pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce étranger, et ils jouiront respectivement, en matière de commerce et de navigation, du même traitement que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, sans avoir à payer aucun impôt, taxe ou droit de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus ou non au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou établissements quelconques, autres ou plus élevés que ceux imposés aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Il est toutefois entendu que les stipulations contenues dans cet article

ainsi que dans l'article précédent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'agriculture, de mines, de pêche, de police et de sécurité publique en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 3. — Les habitations, fabriques, magasins et boutiques des sujets de chacune des hautes parties contractantes dans le territoire de l'autre, ainsi que leurs dépendances, seront respectés.

Il ne sera pas permis de procéder à des perquisitions ou visites domiciliaires dans ces habitations, fabriques, magasins et boutiques, ou bien d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux sujets du pays.

Art. 4. — Il ne sera imposé à l'importation directe dans le territoire de S. M. le roi de Portugal, de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de S. M. l'empereur du Japon, énumérés à la table A, de quelque endroit qu'ils viennent, et à l'importation directe dans le territoire de S. M. l'empereur du Japon, de tous articles produits ou fabriqués dans le territoire de S. M. le roi de Portugal, énumérés à la table B, de quelque endroit qu'ils viennent, aucuns droits autres ou plus élevés que ceux imposés sur les articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger.

L'importation directe consiste dans l'embarquement des marchandises dans un port de l'une des hautes parties contractantes et dans leur débarquement, durant le même voyage, dans un port de l'autre partie contractante, quelle que soit la nationalité du navire, et bien que celui-ci aborde, en escale ou en relâche, un ou plusieurs ports d'une tierce puissance. Elle est démontrée par le manifeste et les connaissements. Est assimilée à l'importation directe l'importation sous connaissement direct (*through bill of lading*), quand bien même les marchandises spécifiées sur ledit connaissement auraient été transbordées ou déposées dans les entrepôts d'une tierce puissance. Dans ce cas il sera exigé le certificat d'origine.

De même, aucune prohibition ne sera maintenue ou imposée sur l'importation dans le territoire de l'une des parties contractantes d'un article quelconque produit ou fabriqué dans le territoire de l'autre, de quelque endroit qu'il vienne, à moins que cette prohibition ne soit également appliquée à l'importation des articles similaires produits ou fabriqués dans tout autre pays.

Cette dernière disposition n'est pas applicable aux prohibitions d'articles qui, pour des raisons sanitaires, ou en vue de la sécurité ou de la morale publiques, pourront offrir quelque danger; elle n'est aussi pas applicable à d'autres prohibitions, provenant de la nécessité de protéger les droits de propriété commerciale, industrielle ou littéraire, et de protéger la conservation du bétail et des plantes utiles à l'agriculture.

Art. 5. — Il ne sera imposé dans le territoire de chacune des hautes parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque à destination du territoire de l'autre, aucuns droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payables à l'exportation des articles similaires à destination d'un autre pays étranger quel qu'il soit; de même, aucune prohibition ne sera imposée à l'exportation d'aucun article du territoire de l'une des parties contractantes à destination du territoire de l'autre, sans que cette prohibition soit également étendue à l'exportation des articles similaires à destination de tout autre pays.

Art. 6. — Les sujets de chacune des hautes parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, et jouiront d'une parfaite égalité de traitement avec les sujets du pays relativement à tout ce qui concerne l'emmagasinage, les primes, les facilités et les *drawbacks*.

Art. 7. — Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports du territoire de S. M. le roi de Portugal sur des navires portugais pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires japonais; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucuns droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires portugais. Réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports du territoire de S. M. l'empereur du Japon sur des navires japonais pourront, de même, être importés dans ces ports sur des navires portugais; dans ce cas, ces articles n'auront à payer aucuns droits ou charges, de quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux imposés sur les mêmes articles importés par des navires japonais.

Cette égalité réciproque de traitement sera accordée indistinctement, soit que ces articles viennent directement des pays d'origine, soit qu'ils viennent de tout autre lieu.

De la même manière, il y aura parfaite égalité de traitement relativement à l'exportation; ainsi, les mêmes droits d'exportation seront payés, et les mêmes primes et *drawbacks* seront accordés, dans le territoire de chacune des hautes parties contractantes, sur l'exportation de tout article qui est ou pourra être légalement exporté, que cette exportation ait lieu sur des navires portugais ou sur des navires japonais et quel que soit le lieu de destination, qu'il soit un des ports de chacune des parties contractantes ou un des ports d'une puissance tierce.

Art. 8. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits similaires ou analogues, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des particuliers, des corporations ou des établissements de toutes sortes, qui ne seraient également et sous les mêmes conditions imposés, en pareil cas, sur les navires de la nation la plus favorisée, ne seront imposés dans les ports des territoires de chacun des deux pays sur les navires de l'autre.

Toutefois cette disposition ne portera pas sur les traités que le Portugal a conclus avec la République Sud-Africaine, le 11 décembre 1875, et l'Etat libre d'Orange, le 10 mars 1876, ni sur les stipulations intervenues ou qui pourront intervenir entre le Portugal et le Brésil.

Art. 9. — En tout ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des territoires des deux pays, les navires portugais et les navires japonais jouiront réciproquement au Japon et au Portugal des privilèges accordés aux navires de la nation la plus favorisée.

Art. 10. — Le cabotage dans les territoires de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes sera régi par les lois, ordonnances et règlements du Portugal et du Japon respectivement. Il est toutefois entendu que les sujets portugais dans le territoire de S. M. l'empereur du Japon et les sujets japonais dans le territoire de S. M. le roi de Portugal jouiront,

sous ce rapport, des droits qui sont ou pourront être accordés par ces lois, ordonnances et règlements, aux sujets ou citoyens de tout autre pays.

Tout navire portugais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports du territoire du Japon, et tout navire japonais chargé à l'étranger d'une cargaison destinée à deux ou plusieurs ports du territoire de S. M. le roi de Portugal, pourra décharger une partie de sa cargaison dans un port, et continuer son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination où le commerce étranger est autorisé, dans le but d'y décharger le reste de sa cargaison d'origine, en se conformant toujours aux lois et aux règlements de douane des deux pays.

Art. 11. — Tout vaisseau de guerre ou navire de commerce de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes qui serait forcé par un mauvais temps ou par suite de tout autre danger de s'abriter dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y faire réparer, de s'y procurer toutes les provisions nécessaires, et de reprendre la mer, sans payer d'autres charges que celles qui seraient payées par les navires nationaux. Dans le cas, cependant, où le capitaine du navire de commerce se trouverait dans la nécessité de vendre une partie de sa cargaison pour payer les frais, il sera obligé de se conformer aux règlements et tarifs du lieu où il aurait relâché.

Si un vaisseau de guerre ou un navire de commerce de l'une des parties contractantes a échoué ou naufragé sur les côtes de l'autre, les autorités locales en informeront le consul général, le consul, le vice-consul ou l'agent consulaire du lieu de l'accident, et, s'il n'y existe pas de ces officiers consulaires, elles en informeront le consul général, le consul, le vice-consul ou l'agent consulaire du district le plus voisin.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires portugais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de S. M. l'empereur du Japon auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Japon et, réciproquement, toutes les mesures de sauvetage relatives aux navires japonais naufragés ou échoués dans les eaux territoriales de S. M. le roi de Portugal auront lieu conformément aux lois, ordonnances et règlements du Portugal.

Tous navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, tous débris et accessoires, toutes fournitures leur appartenant, et tous effets et marchandises sauvés des dits navires ou vaisseaux, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou les produits des dits objets, s'ils sont vendus, ainsi que tous papiers trouvés à bord de ces navires ou vaisseaux échoués ou naufragés, seront remis aux propriétaires ou à leurs représentants, quand ils le réclameront. Dans le cas où ces propriétaires ou représentants ne se trouveraient pas sur les lieux, les dits produits ou objets seront remis aux consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs, sur leur réclamation, dans le délai fixé par les lois du pays, et ces officiers consulaires, propriétaires ou représentants, payeront seulement les dépenses, occasionnées pour la conservation des dits objets ainsi que les frais de sauvetage ou autres dépenses auxquels seraient soumis, en cas de naufrage, les navires nationaux.

Les effets et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils n'entrent à la douane pour la consommation intérieure, auquel cas ils payeront les droits ordinaires.

Dans le cas où un navire appartenant aux sujets d'une des parties contractantes ferait naufrage ou échouerait sur le territoire de l'autre, les

consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires respectifs seront autorisés, en l'absence du propriétaire, du capitaine ou autre représentant du propriétaire, à prêter leur appui officiel pour procurer toute l'assistance nécessaire aux sujets des Etats respectifs. Il en sera de même dans le cas où le propriétaire, capitaine ou autre représentant, serait présent et demanderait une telle assistance.

Art. 12. — Tous les navires qui, conformément aux lois portugaises, sont considérés comme navires portugais, et tous les navires qui, conformément aux lois japonaises, sont considérés comme navires japonais, seront respectivement considérés comme navires portugais et japonais pour le but de ce traité.

Art. 13. — Si un marin déserte d'un vaisseau de guerre ou d'un navire de commerce appartenant à l'une ou l'autre des autres parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter toute l'assistance en leur pouvoir pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée par le consul du pays auquel appartient le navire ou vaisseau du déserteur ou par le représentant dudit consul.

Il est entendu que cette stipulation ne s'appliquera pas aux sujets du pays où la désertion a eu lieu.

Art. 14. — Les hautes parties contractantes conviennent qu'en tout ce qui concerne l'exercice du commerce, la navigation et l'industrie, tous privilèges, faveurs ou immunités que l'une ou l'autre des parties contractantes a déjà accordés ou accorderait à l'avenir, au gouvernement ou aux sujets ou citoyens de tout autre Etat, seront étendus immédiatement et sans condition au gouvernement ou aux sujets de la partie contractante, leur intention étant que l'exercice du commerce, la navigation et l'industrie, de chaque pays soient placés, à tous égards, par l'autre, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les prescriptions de cet article et de l'article 4 ne s'appliquent pas aux faveurs, ayant le caractère de privilèges, que le Portugal a accordées ou accordera à l'Espagne et au Brésil.

Art. 15. — Chacune des hautes parties contractantes pourra nommer les consuls généraux, consuls, vice-consuls, pro-consuls et agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre, sauf dans les localités où il y aurait inconvénient à admettre de tels officiers consulaires.

Cette exception ne sera cependant pas faite à l'égard de l'une des parties contractantes sans l'être également à l'égard de toutes les autres puissances.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls, pro-consuls et agents consulaires exerceront toutes leurs fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 16. — Les sujets de chacune des hautes parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les sujets du pays relativement aux patentes, marques de fabrique et dessins, en remplissant les formalités prescrites par la loi.

Art. 17. — Le gouvernement de S. M. le roi de Portugal donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'arrangement suivant :

Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes

les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses, et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront, de plein droit, transférés aux dites autorités japonaises.

Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés dans les quartiers seront confirmés, et les propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucuns impôts, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question. Il est toutefois entendu qu'aux autorités consulaires dont il est fait mention seront substituées les autorités japonaises.

Les terrains que le gouvernement japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de la souveraineté territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges, et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés.

Art. 18. — Le présent traité prendra, du jour où il entrera en vigueur, lieu et place des stipulations du traité et de tous les arrangements et conventions subsidiaires existant entre les hautes parties contractantes, et, à partir du même jour, les dites stipulations, arrangements et conventions cesseront d'être obligatoires.

Art. 19. — Le présent traité entrera en vigueur le 17 juillet 1899, correspondant au 17^e jour du 7^e mois de la 32^e année de Meiji, et il restera valable pendant une période de douze ans après le jour où il entrera en vigueur. Il sera exécutoire, pour le Portugal, dans la métropole, aux îles adjacentes (*Madère, Porto-Santo et Açores*) et à Macao.

L'une ou l'autre des hautes parties contractantes aura le droit, à un moment quelconque après que onze ans se seront écoulés depuis l'entrée en vigueur de ce traité, de notifier à l'autre son intention de mettre fin au présent traité et à l'expiration de douze mois après cette notification, ce traité cessera et finira entièrement.

Art. 20. — Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Lisbonne au plus tôt possible, n'excédant pas le délai de six mois après la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent traité, fait en double exemplaire et écrit en langue française, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Lisbonne le 26 janvier 1897, correspondant au 27^e jour du 1^{er} mois de la 30^e année de Meiji.

(L. S.) : LUIZ DE SOVERAL.

(L. S.) : SONÉ ARASUKÉ.

BULGARIE — GRANDE-BRETAGNE

Arrangement commercial.

12/24 juillet 1897.

Les soussignés, M. Francis Edmund Hugh Elliot, agent et consul-général de Sa Majesté Britannique en Bulgarie, et Son Excellence M. le docteur C. Stoïloff, Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes de Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, Grand-Croix de l'Ordre

Princier de Saint-Alexandre en brillants, Grand-Cordon des Ordres de l'Osmanî et du Medjidié en brillants, etc., dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Les sujets britanniques en Bulgarie, et les Bulgares dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, jouiront respectivement, immédiatement et sans conditions, en toute matière de navigation, d'industrie et de commerce, tant pour l'importation et l'exportation que pour le transit, des mêmes droits, privilèges, libertés, facilités, immunités, et franchises dont jouissent, ou pourraient jouir à l'avenir, les nationaux ou les sujets de tout autre Etat étranger, sans payer aucun impôt, taxe, droit de douane, ou frais, autres ou plus élevés que ceux auxquels ces derniers sont assujettis ; en outre, il ne sera prélevé à l'une des frontières des droits de douane ou autres droits ou charges, différents ou plus élevés que ceux qui sont prélevés à toute autre frontière sur les articles similaires. Les sujets britanniques en Bulgarie, et les Bulgares dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, jouiront d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux et les sujets de tout autre Etat étranger, en tout ce qui concerne l'entreposage, les primes, les drawbacks, les facilités, les brevets d'invention, les marques de fabrique, les marques distinctives de fabrication et de provenance, les modèles et les dessins.

Art. 2. — Il ne sera maintenu ou édicté contre l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'un ou de l'autre des pays contractants, de quelque provenance que ce soit, aucune prohibition ou restriction qui ne s'appliquerait pas également à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. Il est néanmoins entendu que chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'appliquer des mesures et restrictions sanitaires concernant l'importation de toute marchandise ou colis nuisible à la santé publique, aux animaux, ou aux plantes.

Art. 3. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent, pour la durée du présent Arrangement, que les marchandises d'origine ou de manufacture britannique acquittent à leur entrée en Bulgarie les droits de douane, d'octroi, et d'accise indiqués dans l'Annexe (A), et dans le Protocole Final du Traité signé le 9/21 décembre 1896, entre les Plénipotentiaires Austro-Hongrois et Bulgares, sauf toutes les réductions accordées ou qui seront accordées à d'autres puissances, et à l'exception des articles indiqués dans l'Annexe II du présent Arrangement, qui paieront les droits y mentionnés.

Art. 4. — Les Annexes nos 1, 2 et 3 seront considérées comme formant partie intégrante du présent Arrangement.

Art. 5. — Le présent Arrangement sera applicable, dans la mesure compatible avec les lois, à toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique ; sous la réserve, toutefois, que chacune des dites colonies et possessions étrangères sera libre de renoncer à l'acceptation de l'Arrangement dans un délai de six mois à partir de la date de la signature de cet Arrangement, notification à cet effet étant donnée par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Sophia au Ministre des Affaires étrangères de Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Art. 6. — Le présent Arrangement entrera en vigueur le 12/24 juillet 1897, et demeurera exécutoire jusqu'au 19/31 décembre 1899.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié six mois

avant la fin de la dite période son intention d'en faire cesser les effets, le dit Arrangement demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Fait en double exemplaire à Vienne, ce 12/24 juillet 1897.

(L. S.) *Signé* : FRANCIS E. H. ELLIOT.

(L. S.) *Signé* : D^r C. STOÏLOFF.

ANNEXE N° 1.

1. Le droit de cabotage est maintenu pour les navires britanniques. Pendant la durée de l'arrangement signé le 12/24 juillet 1897, les navires britanniques faisant escale aux ports de la Bulgarie ne seront soumis à aucuns droits ou charges autres ni plus élevés que ceux indiqués dans l'Ordonnance-Circulaire du 3/15 avril 1885, dont copie annexée.

Lorsque les navires pourront profiter des travaux des ports actuellement en construction, ou qui seront construits à l'avenir, la question de nouveaux droits à payer dans ces ports sera réglée d'un commun accord.

2. Dans toutes les opérations relatives au commerce ou à la navigation (opérations de douane, amendes, etc.) où les sujets britanniques seront tenus de fournir caution, il ne sera accepté comme caution suffisante, en fait de garanties de banque, que les garanties des banques formées en Bulgarie avec la sanction de l'autorité Princièrè.

3. Toute facilité sera accordée aux sujets britanniques pour l'entreposage de marchandises aux ports de mer, et l'entreposage du charbon de terre sera permis tant dans des dépôts sur terre que dans des dépôts flottants.

4. L'exercice de la profession de courtier maritime sera libre pour les sujets britanniques. L'exercice de la profession de courtier pour les céréales sera libre pour les sujets britanniques qui paient la taxe de patente de 400 francs par an.

5. Dans le cas où le Gouvernement Bulgare se chargerait de l'administration du service Sanitaire et du service des Phares sur le littoral bulgare de la Mer Noire, il ne percevra pas des taxes plus élevées que celles actuellement prélevées par les Administrations existantes.

6. En ce qui concerne le transport de marchandises par chemin de fer, le Gouvernement Bulgare s'engage à faire participer les marchandises britanniques, et celles importées par des sujets britanniques ou leurs ayants cause, à tout avantage ou diminution de frais de transport ou d'autres charges, et à tout privilège et facilité qui sont ou qui seront accordés aux marchandises provenant de tout autre pays étranger, ou importés par les sujets de la nation la plus favorisée.

Toutes marchandises débarquées aux ports bulgares, même celles qui seraient destinées à être immédiatement dirigées vers l'intérieur de la Principauté, sous les conditions d'un tarif de transport direct, pourront être dédouanées à la douane du port d'entrée.

(L. S.) *Signé* : FRANCIS E. H. ELLIOT.

(L. S.) *Signé* : D^r C. STOÏLOFF.

Circulaire adressée le 3 avril 1885, par le Ministère Princier des Finances, à M. les Directeurs des Douanes établies dans les Ports, N° 8752.

(Traduction.)

Le Tarif concernant la perception des droits de port et annexé à l'Ordonnance en date du 28 février, année courante, N° 5277, prévoit des taxes assez élevées ; quelques-unes de ces taxes sont même inutiles. Le Ministère des Finances désirant éviter des réclamations de la part des propriétaires

indigènes ou étrangers de bateaux et écarter toute difficulté, a élaboré le Tarif ci-joint, aux lieu et place de l'ancien Tarif et des modifications qui y ont été apportées à diverses reprises par les Circulaires ultérieures. Vous êtes en conséquence prié, M. le Directeur, de vous conformer au nouveau Tarif lors de la perception des droits de port afférents aux bateaux qui arrivent dans nos ports.

Tarif des Droits de Port.

§ 1. Pour ancrage et bouée :

Tous les bâtiments de commerce battant pavillon bulgare ou étranger, qui arrivent dans des ports bulgares où le chargement et le déchargement des marchandises sont autorisés, acquitteront les droits suivants :

1. Si les bâtiments ne chargent ni ne déchargent, dans un délai de huit jours à partir de leur arrivée dans le port, ils ne paient aucune taxe. Passé ce délai, s'ils commencent à charger, ils acquittent :

- (a.) Les bâtiments jaugeant jusqu'à 5 tonneaux, 1 fr.
- (b.) » » de 5 à 50 tonneaux, 2 fr. 50 cent.
- (c.) » » de 50 à 300 » 10 fr.
- (d.) » » de 300 à 600 » 15 fr.
- (e.) » » de 600 tonneaux et au delà, 20 fr.

(f.) Les schleps ou radeaux, 2 fr.

Les bâtiments qui, après le délai de huit jours, ne chargent point de marchandises acquitteront la moitié des taxes correspondantes; mais si, après avoir payé cette dernière taxe, ils commencent à charger, ils devront acquitter l'autre moitié.

Remarque 1 : Les petits bâtiments qui voyagent munis d'un certificat de cabotage, les bateaux de poste, et les Sociétés de Navigation qui font un service régulier sont exemptés du paiement de ces taxes.

Remarque 2 : Les bâtiments venant d'un port bulgare acquitteront la moitié du droit d'ancrage.

Remarque 3 : Sont également exemptés du paiement du droit d'ancrage les bâtiments qui, pour cause de tempête ou autre accident de mer, accostent à un point du littoral où le chargement et le déchargement des marchandises ne sont pas autorisés.

§ 2. Droits perçus annuellement des propriétaires de bâtiments et embarcations bulgares :

(a.) Tout propriétaire de bâtiment jaugeant jusqu'à 5 tonneaux paie annuellement 8 fr.

(b.) Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 5 à 50 tonneaux paie annuellement 15 fr.

(c.) Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 50 à 100 tonneaux paie annuellement 25 fr.

(d.) Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 100 à 200 tonneaux paie annuellement 40 fr.

(e.) Tout propriétaire de bâtiment jaugeant de 200 tonneaux et au delà paie annuellement 50 fr.

Les petites barques de pêche et les moulins à nef sont exemptés du paiement de ces taxes. Les barques payeront seulement les droits établis par la Loi sur la Pêche et les moulins acquitteront les droits prévus dans la Loi sur les Patentes.

§ 3. Les bâtiments neufs, construits dans la Principauté, paieront, lorsqu'ils seront lancés :

- (a.) Les bateaux jaugeant 5 tonneaux, 2 fr.
- (b.) » » de 5 à 50 tonneaux, 10 fr.
- (c.) » » de 50 à 100 » 15 fr.
- (d.) » » de 100 à 200 » 20 fr.
- (e.) » » de 200 tonneaux et au delà, 25 fr.

§ 4. Les bâtiments construits à l'étranger et battant pavillon bulgare acquittent les taxes dans la proportion prévue au § 3.

§ 5. Droits pour délivrer différents documents et pour visa :

(a.) Les bâtiments sous pavillon bulgare, qui désirent se munir d'un diplôme de sujétion, doivent payer :

1. Les bâtiments jaugeant de 5 à 300 tonneaux, 10 c. par tonneau ;
2. Les bâtiments jaugeant plus de 300 tonneaux paient 4 c. par tonneau en plus. Les diplômes doivent en outre être munis d'un timbre d'enregistrement de 1 fr.

(b.) Pour un acte de congé délivré à des bâtiments sous pavillon bulgare il est perçu 5 fr. Cet acte doit être également muni d'un timbre de 1 franc.

(c.) Pour un rôle d'équipage délivré à des bâtiments sous pavillon bulgare, pour un long ou court voyage, il est perçu 2 fr.

(d.) Pour un certificat de navigation le long du littoral, délivré aux petites embarcations, 1 fr. Ce certificat sera muni d'un timbre de 0 fr. 50 c.

(e) Pour dresser ou légaliser un acte quelconque, 4 fr.

(f.) Pour visa, lors du départ du bâtiment, 2 fr.

Remarque 1 : Sont exemptés du visa les documents délivrés aux petites embarcations naviguant le long du littoral.

Remarque 2 : Toutes les autres taxes pour dresser et légaliser différents actes relatifs à la navigation sont perçues par les Tribunaux compétents ou par les agences de Bulgarie à l'étranger conformément au tarif annexé à la Loi sur la Navigation de commerce. (Voir « Législation Ottomane », tome I, traduit par Ch. S. Arnaudoff, p. 346.)

§ 6. Droit de lest :

(a.) Tout bâtiment qui a jeté son lest dans un port maritime bulgare à l'endroit fixé par l'Administration du port paiera 3 centimes par tonne de jaugeage du bâtiment. Si le lest est déchargé à terre ou chargé dans un autre bâtiment, il ne sera perçu aucun droit.

(b.) Tout bâtiment qui prend du lest dans un port bulgare où le lest est affermé, doit en payer le prix à l'entrepreneur conformément au tarif en vigueur.

Les droits de port doivent être acquittés en argent lorsqu'ils ne dépassent pas 20 fr., et en or lorsqu'ils sont supérieurs à cette somme, ainsi qu'il est établi pour les droits de douane.

ANNEXE N° 2.

1. Pendant la durée de l'Arrangement signé le 12/24 juillet 1897, les droits d'importation sur les marchandises ci-dessous spécifiées ne dépasseront pas les limites des taux indiquées comme suit :

- (1.) Cuivre, en lingots, plaques et feuilles, 10 pour cent *ad valorem*.
- (2.) Soude caustique et soude de toute espèce ; potasse ; aluns de toute espèce ; carbonate d'ammonium ; salmiac ; esprit de sel d'ammoniac et sulfate d'ammonium ; vitriol vert et vitriol bleu, 12 pour cent *ad valorem*.
- (3.) Charbon de terre, 10 pour cent *ad valorem*.
- (4.) Déchets de vieux fer et acier, 8 pour cent *ad valorem*.
- (5.) Fonte brute en saumons, 8 pour cent *ad valorem*.

(6.) Fer et acier, en morceaux, lingots, barres, plaques, feuilles, tôles, et bandes; fer pour fabrication de clous, 10 pour cent *ad valorem*.

(7.) Plaques d'acier et de fer forgé, polies, vernies, cuivrées, zinguées, ou étamées, 12 pour cent *ad valorem*.

(8.) Feuilles de fer-blanc, 12 pour cent *ad valorem*.

(9.) Coke, exempt.

(10.) Sacs de tout genre pour exportation de céréales, exempts.

(11.) Machines agricoles et autres, exemptes (1).

2. En ce qui concerne la faculté que le Gouvernement Princier se réserve de prélever des droits d'accise sur les matériaux de construction et les combustibles, il est convenu que, comme matériaux de construction, seulement les bois de construction seront passibles de ce droit, et que le charbon de terre et le coke seront exempts de tout droit d'accise. Il est également convenu que le droit d'accise qui pourrait être prélevé sur les conserves sucrées ne dépassera pas le taux de 40 fr. par 100 kilog., et sur les biscuits sucrés de 10 fr. par 100 kilog.

(L. S.) *Signé* : FRANCIS E. H. ELLIOT.

(L. S.) *Signé* : D^r C. STOÏLOFF.

ANNEXE N° 3.

1. Il est convenu que les cartes de légitimation pour les voyageurs de commerce pourront être délivrées par les Chambres de commerce dans le Royaume-Uni et par les autorités Consulaires Britanniques conformément au modèle ci-joint.

2. Il est convenu que les certificats d'origine qui pourront être demandés à l'importation en Bulgarie de certaines marchandises seront conformes au modèle ci-joint. Aucun certificat ne sera demandé à l'importation du coton.

3. Les certificats d'origine susmentionnés seront délivrés par la Chambre de Commerce ou l'autorité locale, Britannique, compétente.

(L. S.) *Signé* : FRANCIS E. H. ELLIOT.

(L. S.) *Signé* : D^r C. STOÏLOFF.

Déclaration annexée à l'Arrangement Commercial entre la Grande-Bretagne et la Bulgarie.

Il est entendu que toutes les stipulations et conditions des Traités et Conventions actuellement en vigueur sont maintenues en tant qu'elles n'auront pas été modifiées pour la durée de l'Arrangement signé le 12/24 juillet 1897, par le dit Arrangement lui-même, ou par la conclusion d'une Convention spéciale entre les deux Parties Contractantes.

(L. S.) *Signé* : FRANCIS E. H. ELLIOT.

(L. S.) *Signé* : D^r C. STOÏLOFF.

Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes.

Sofia, le 17/29 avril 1897.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint un règlement fixant les limites maximum des taux des droits de statistique à prélever sur différentes catégories de marchandises importées et exportées par les frontières de la Principauté.

(1) En conformité avec les prévisions de la Loi des Douanes du 8 janvier 1883, article 4, clauses (c) et (j), et de la Loi pour l'Encouragement de l'Industrie du 20 décembre 1894, article 3, clause (b).

Ainsi que vous pourrez le constater, ce règlement offre toutes les garanties voulues que les droits de statistique ne grèveront nullement le commerce au delà de ce qui est strictement nécessaire pour couvrir les frais de statistique du mouvement commercial dans nos douanes.

En espérant que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique voudra bien reconnaître que ces droits ainsi limités n'apporteront aucune entrave au libre développement du commerce, je saisis, etc.

Signé : Dr C. STOÏLOFF.

Monsieur F. Elliot.

Droits de statistique.

Les droits de statistique seront perçus d'après les dispositions ci-dessous indiquées :

Dix centimes par colis, avec les exceptions suivantes :

1. Les envois postaux seront affranchis de tout droit de statistique.
 2. Les pointes de Paris et les clous de toute espèce, importés en caisse et en futailles, ainsi que les verres à vitre, paieront un droit de 10 centimes par 100 kilog.
 3. Le ciment et la chaux hydraulique, importés en futailles ou en sacs, paieront 10 centimes par 250 kilog.
 4. Le fer et l'acier, bruts ou demi-ouvrés, tels que le fer à cerceaux, le fer Suède, le fer et l'acier en barres, plaques, tôles, et feuilles, ainsi que le fer blanc, paieront toujours d'après les dispositions pour la marchandise chargée en vrac.
 5. Le charbon de terre et le coke, importés en sacs, paieront le même droit que les importations chargées en vrac.
- Toutes marchandises importées, chargées en vrac, paieront un droit de statistique de 15 centimes par 1.000 kilog.
- Les bestiaux paieront 10 centimes par tête.

COLOMBIE — COSTA-RICA

Convention d'arbitrage pour la délimitation des frontières.

4 novembre 1896.

La République de Costa-Rica et la République de Colombie désirant terminer la question de frontières pendant entre les deux pays et résoudre définitivement la délimitation territoriale et ayant convenu de mettre en vigueur, avec les additions et les modifications qui seront indiquées, les conventions d'arbitrage conclues à San José, le 15 décembre 1880 et à Paris le 20 janvier 1888, ont accrédité à cet effet, comme plénipotentiaires, M. Ascension Esquivel, de Costa-Rica, et M. le général Jorge Holguín, ministre des affaires étrangères de la Colombie, qui ont rédigé les articles suivants :

Article premier. — On déclare remises en vigueur les conventions d'arbitrage indiquées et qui seront observées et accomplies avec les modifications déterminées dans les articles suivants.

Art. 2. — Les hautes parties contractantes désignent comme arbitre

ARCH. DIPL. 1897. — 2^e SÉRIE, T. LXIV (126)

2

S. Exc. M. le président de la République française ; dans le cas inattendu où celui-ci ne daignerait pas accepter, on choisirait S. Exc. M. le président des Etats-Unis mexicain-, et si celui-ci se refusait aussi, la mission d'arbitre sera confiée à l'excellentissime président de la Confédération suisse. Les hautes parties contractantes ont en ces trois personnages une confiance illimitée.

Les hautes parties contractantes tiennent à déclarer que si, pour remettre en vigueur les conventions d'arbitrage, elles n'ont pas désigné comme arbitre le gouvernement d'Espagne, qui avait auparavant accepté cette mission, c'est en considération des difficultés qu'éprouve la Colombie de recourir tant de fois aux bons offices de ce gouvernement, puisqu'elle avait souscrit, il y a peu de temps, avec l'Equateur et le Pérou, un traité de délimitation qui désigne comme arbitre Sa Majesté Catholique qui avait servi d'arbitre dans les travaux laborieux de la délimitation colombienne-vénézuélienne.

Art. 3. — L'acceptation du premier arbitre sera demandée dans le délai de trois mois, à partir de la vérification de l'échange des ratifications du présent traité. Il est convenu que si, à la suite du refus de l'un des arbitres, on devait recourir à celui qui le suit dans l'ordre de désignation, la demande d'acceptation se fera dans le délai de trois mois à partir du jour où le refus aura été notifié aux parties.

Si, passé trois mois, aucune des deux parties n'avait sollicité l'acceptation, celle qui se trouverait présente resterait autorisée à la demander et l'acceptation serait valable comme si les deux parties l'avaient sollicitée.

Art. 4. — L'arbitrage aura lieu conformément aux règles suivantes :

Dans le délai de huit mois, compté à partir du jour où aura été notifiée l'acceptation de l'arbitre aux hautes parties contractantes, celles-ci présenteront leurs mémoires et documents.

Pour que l'acceptation passe pour suffisamment notifiée aux parties, de sorte que celles-ci ne puissent alléguer l'ignorance de ce fait, il suffit qu'elle soit publiée dans le journal officiel du pays de l'arbitre.

L'arbitre communiquera, dans le délai de trois mois, les mémoires de la partie adverse au représentant de chaque gouvernement intéressé pour que celui-ci puisse y répondre dans le délai des six mois suivants.

L'arbitre doit prononcer son arrêt pour que celui-ci soit valable dans le délai d'un an à compter de la date de l'échéance du terme accordé pour répondre aux mémoires, que des mémoires aient été présentés ou non.

L'arbitre peut déléguer ses fonctions à quelqu'un qu'il ne laissera pas intervenir directement quand il s'agira de prononcer l'arrêt définitif.

La décision de l'arbitre, quelle qu'elle soit, doit, en vertu du traité, être considérée parfaite et obligatoire pour les hautes parties contractantes. Aucun recours contre cette décision n'est admissible. Les deux parties s'engagent à s'y soumettre complètement et renoncent à toute réclamation contre la décision.

Art 5. — Les articles 2 et 4 de la présente convention remplacent les articles 2 et 6 de la convention du 25 décembre 1880 et les articles 1 et 4 de la convention du 10 janvier 1886. Sauf les modifications et les additions expresses qui doivent être accomplies, les conventions d'arbitrage sus-citées sont remises en vigueur dans toutes leurs autres parties.

Art. 6. — La présente convention sera soumise à l'approbation du congrès de Colombie dans ses sessions actuelles et du congrès de Costa-Rica

dans ses sessions prochaines; elle sera échangée à Panama, à San José de Costa-Rica ou à Washington, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé et scellé le présent accord à Bogota le 4 novembre 1896.

ASCENSION ESQUIVAL.

JORGE HOLGUIN.

ETHIOPIE — ITALIE

Traité de paix.

26 octobre 1896.

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Sa Majesté Humbert I, Roi d'Italie, et Sa Majesté Menilek II, Empereur d'Ethiopie, désireux de mettre fin à la guerre et de faire revivre leur ancienne amitié, ont stipulé le traité suivant :

Pour conclure ce traité, Sa Majesté le Roi d'Italie a délégué, comme son envoyé plénipotentiaire, le major docteur Cézar Nerazzini, chevalier des Saints Maurice et Lazare, officier de la couronne d'Italie. Les pleins pouvoirs du major Nerazzini ayant été reconnus en bonne et due forme, Son Excellence le major Nerazzini, au nom de Sa Majesté le roi d'Italie, et Sa Majesté Ménilek II, Empereur d'Ethiopie et des Pays Galla, en son propre nom, ont convenu et conclu les articles suivants :

Article premier. — L'état de guerre entre l'Italie et l'Ethiopie a pris définitivement fin. En conséquence, il y aura paix et amitié perpétuelles entre Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi d'Ethiopie, ainsi qu'entre leurs successeurs et sujets.

Art. 2. — Le traité conclu à Outchalé le 25 Miazia 1881 (correspondant au 2 mai 1889) est et demeure définitivement annulé ainsi que ses annexes.

Art. 3. — L'Italie reconnaît l'indépendance absolue et sans réserve de l'empire éthiopien comme Etat souverain et indépendant.

Art. 4. — Les deux puissances contractantes n'ayant pu se mettre d'accord sur la question des frontières, et désireuses cependant de conclure la paix sans délai et d'assurer ainsi à leurs pays les bienfaits de la paix, il a été convenu que dans le délai d'un an, à dater de ce jour, des délégués de confiance de Sa Majesté le Roi d'Italie et de Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie établiront, par une entente amicale, les frontières définitives. Jusqu'à ce que ces frontières aient été ainsi fixées, les deux parties contractantes conviennent d'observer le *statu quo ante*, s'interdisant strictement de part et d'autre de franchir la frontière provisoire, déterminée par le cours des rivières Mareb, Belessa et Mouna.

Art. 5. — Jusqu'à ce que le gouvernement italien et le gouvernement éthiopien aient d'un commun accord fixé leurs frontières définitives, le gouvernement italien s'engage à ne faire de cession quelconque de territoire à aucune autre puissance. Au cas où il voudrait abandonner de sa propre volonté une partie du territoire qu'il détient, il en ferait remise à l'Ethiopie.

Art. 6. — Dans le but de favoriser les rapports commerciaux et industriels entre l'Italie et l'Ethiopie, des accords ultérieurs pourront être conclus entre les deux gouvernements.

Art. 7. — Le présent traité sera porté à la connaissance des autres puissances par les soins des deux gouvernements contractants.

Art. 8. — Le présent traité devra être ratifié par le gouvernement italien dans le délai de trois mois à dater de ce jour.

Art. 9. — Le présent traité de paix conclu ce jour sera écrit en amhari-gna et en français, les deux textes absolument conformes, et fait en deux exemplaires, signés des deux parties, dont un restera entre les mains de Sa Majesté le Roi d'Italie et l'autre entre les mains de Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie.

Etant bien d'accord sur les termes de ce traité, Sa Majesté Menilek II, Empereur d'Ethiopie, en son propre nom, et Son Excellence le major docteur Nerazzini, au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie, l'ont approuvé et revêtu de leurs sceaux.

Fait à Addis-Abeba, le dix-sept Tekemt mil huit cent quatre-vingt-neuf (correspondant au 26 octobre 1896).

(L. S.) Maggiore CESARE NERAZZINI
inviato plenipotenziario di S. M. il Re d'Italia
(Sigillo di S. M. l'Imperatore Menilek II).

ETHIOPIE — ITALIE

Convention relative à la reddition des prisonniers de guerre italiens.

(26 octobre 1896).

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Entre Sa Majesté Menilek II, Empereur d'Ethiopie et des Pays Galla, et Son Excellence le major docteur César Nerazzini, envoyé plénipotentiaire de Sa Majesté Humbert I, Roi d'Italie, a été convenue et conclue la présente convention :

Article premier. -- Comme conséquence du traité de paix entre le royaume d'Italie et l'empire d'Ethiopie signé ce jour, les prisonniers de guerre italiens retenus en Ethiopie sont déclarés libres. Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie s'engage à les réunir dans le plus bref délai possible et à les remettre à Harar au plénipotentiaire italien, aussitôt que le traité de paix aura été ratifié.

Art. 2. -- Pour faciliter le rapatriement de ces prisonniers de guerre et leur assurer tous les soins nécessaires, Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie autorise un détachement de la Croix-Rouge italienne à venir jusqu'à Guellessa.

Art. 3. -- Le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, ayant spontanément reconnu que les prisonniers ont été l'objet de la plus grande sollicitude de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie, constate que leur entretien a entraîné des dépenses considérables et que de ce fait le gouvernement italien est redevable envers Sa Majesté des sommes correspondant à ces dépenses.

Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie déclare s'en rapporter à l'équité du gouvernement italien pour le dédommager de ces sacrifices.

En foi de quoi, Sa Majesté l'Empereur d'Ethiopie, en son propre nom,

et Son Excellence le major docteur César Nerazzini, au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie, ont approuvé et revêtu de leurs sceaux la présente convention.

Fait à Addis-Abeba le 17 Tekemt 1889 (correspondant au 26 octobre 1896).

(L. S.) Maggiore CESARE NERAZZINI,
inviato plenipotenziario di S. M. il Re d'Italia.
(*Sigillo di S. M. l'Imperatore Menilek II.*)

GRÈCE — SUISSE

Déclaration concernant la communication réciproque des renseignements fournis par les recensements de la population.

8 décembre 1896 (1).

Le gouvernement de la Confédération suisse et le gouvernement de S. M. le roi des Hellènes sont convenus de ce qui suit relativement aux données recueillies, lors des recensements périodiques de la population, au sujet des ressortissants d'un des pays résidant sur le territoire de l'autre.

Article premier. — Les deux gouvernements de Suisse et de Grèce s'engagent à se remettre réciproquement et sans frais, après chaque recensement de la population de leur territoire, des bulletins individuels se rapportant spécialement aux ressortissants de l'autre Etat compris dans lesdits recensements.

En ce qui concerne la confection et le contenu des bulletins de recensement, les deux gouvernements ne sont tenus à aucune obligation quelconque.

Art. 2. — Il est bien entendu que la délivrance ou l'acceptation des bulletins ne préjugera pas les questions d'identité ou de nationalité.

Art. 3. — Les bulletins individuels seront remis par le gouvernement suisse au consulat général de Grèce à Genève et par le gouvernement hellénique au consulat général de la Confédération à Patras.

Art. 4. — Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de dénoncer l'accord en question moyennant avis préalable donné une année à l'avance.

En foi de quoi, le chef du Département politique fédéral a signé, au nom de la Confédération suisse, la présente déclaration, qui sera échangée contre une déclaration analogue signée par le ministre hellénique des affaires étrangères.

Berne et Athènes, le 8 décembre 1896.

(L. S.) A. LACHENAL.

(L. S.) A. SKOUSÉS.

(1) Entrée en vigueur le 29 mai 1897.

DEUXIEME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DE CRÈTE

JUIN 1893-FÉVRIER 1897

(Suite) (1).

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française a Saint-Petersbourg.

Paris, le 7 août 1896.

Le chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie à Paris m'a remis le 5 août, au sujet de la Crète, une nouvelle note dont le Gouvernement impérial a dû, de son côté, recevoir communication. Je continue d'être, en principe, favorable à l'examen des propositions du Cabinet de Vienne dont la rédaction paraît offrir une base permettant de travailler à l'accord des puissances avec l'espoir de le réaliser.

Il est évident que si l'on obtenait une adhésion de toutes les puissances au principe et à la mise à l'étude en commun de ces propositions, un grand pas serait fait et je reste d'avis qu'il conviendrait de s'en remettre au concert de nos ambassades à Constantinople pour les détails de rédaction ainsi que pour la haute surveillance des mesures d'exécution.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 7 août 1896.

Le chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie a expliqué hier à lord Salisbury que, dans la pensée du comte Goluchowski, les puissances devraient obtenir du Sultan, qu'il déclarât fermés les ports de la Crète; la Turquie se chargerait alors de la surveillance d'un de ces ports, tandis que les puissances surveilleraient le reste des côtes crétoises de manière à empêcher le débarquement des volontaires et l'introduction d'armes ou de munitions de guerre. Eu même temps, la Turquie s'engagerait à ne pas envoyer en Crète de nouveaux renforts de troupes.

(1) V. *Archives*, 1897, III, p. 152 et 258

Malgré l'insistance du chargé d'affaires austro-hongrois, lord Salisbury s'est nettement refusé à coopérer à un plan de ce genre. Il a fait remarquer que la proposition autrichienne comportait une véritable intervention en faveur du Sultan contre les chrétiens. Tandis que les puissances prêteraient le concours effectif de leurs forces pour agir contre ces derniers, il n'était nullement question de mesures corrélatives à prendre contre les turcs dans le cas où ceux-ci refuseraient de faire aux chrétiens les concessions que les puissances croiraient devoir conseiller, non plus que dans le cas plus probable encore où les turcs, après avoir promis les concessions, ne mettraient pas leurs promesses à exécution. Une telle manière de procéder, contraire aux principes généraux de la politique de la Grande-Bretagne, serait particulièrement inacceptable dans l'état actuel de l'opinion anglaise, après ce qu'avaient fait les turcs en Arménie.

Lord Salisbury, pour ce qui le concerne, ne veut prendre aucune initiative, mais il ne se séparerait pas des puissances si elles convenaient d'abord ensemble l'examen de l'état général des choses en Crète et de rechercher de concert les moyens d'y porter remède.

Il approuve d'ailleurs les consultations communes des Représentants des puissances à Constantinople et a spécialement autorisé M. Herbert, chargé d'affaires d'Angleterre, à y prendre part.

Il approuve également les mesures adoptées par les consuls en Crète pour la protection de leurs nationaux et pour parer aux dangers qui, en cas de panique, viendraient à s'y produire.

Alph. DE COURCEL.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 8 août 1896.

L'ambassadeur de Turquie est venu, le 5 de ce mois, donner lecture au directeur politique de mon département, d'un télégramme de Tewfik Pacha dont il a déclaré, d'ailleurs, n'être pas autorisé à lui laisser copie.

Après avoir rappelé les concessions faites en Crète par la Porte à la demande des puissances, savoir : 1^o nomination d'un gouverneur chrétien ; 2^o retour à l'acte de Halepa ; 3^o amnistie ; 4^o ordre donné aux troupes de rester sur la défensive, ce document signale que « les députés chrétiens » ont formulé des demandes inadmissibles en dehors du firman impérial « rendu en faveur des crétois, et que des secours en armes et en hommes « sont expédiés quotidiennement de Grèce en Crète.

« Ces secours et la présence des bâtiments étrangers à la Canée ne « peuvent tendre qu'à encourager les insurgés à la résistance. La prolongation de cet état de choses aura pour effet d'aggraver l'insurrection, ce « qui amènera peut-être l'éclosion de discordes dans les provinces européennes de l'Empire. »

Au moment où les ambassadeurs ont proposé à la Porte les concessions dont il s'agit, ils lui avaient « fait savoir qu'elle était libre de parer à toute « éventualité dans l'île si leurs tentatives venaient à échouer ».

Dans son désir de maintenir la paix, le Gouvernement turc s'abstient cependant d'user de rigueur à l'égard des insurgés, mais « il fait un nouvel « appel aux puissances pour que, conformément aux engagements moraux,

« elles avisent aux mesures qu'elles jugeront le plus propres à atteindre le but désiré ».

Dans l'état actuel des pourparlers engagés entre les puissances, j'ai jugé préférable de ne donner pour le moment aucune réponse à Munir Bey.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 9 août 1896.

Hier matin, une troupe de volontaires, beaucoup plus importante que les précédentes, est partie pour la Crète; elle comprend une soixantaine de soldats, officiers et sous-officiers, de toutes les armes, abondamment pourvus des moyens de combattre et suivis de journalistes et professeurs qui seront là « pour l'histoire ». Les officiers appartiennent pour la plupart aux meilleures familles d'Athènes et sont apparentés aux Ministres et aux grands dignitaires du Palais; l'esprit de l'armée est avec eux, on qualifie leur désertion d'héroïque.

L'action gouvernementale est paralysée, les artilleurs chargés de poursuivre et d'arrêter les fugitifs sont partis avec eux. Cet événement aura vraisemblablement un grand retentissement dans les corps de troupe où l'enthousiasme s'éveille, stimulant chez tous l'esprit d'initiative. Il sera bien difficile au Cabinet d'enrayer, désormais, un pareil mouvement.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 9 août 1896.

Une bande de 1,500 musulmans indigènes a attaqué le village d'Anopolis, tuant 13 moines, 13 femmes, 2 enfants, 24 hommes, blessant 8 personnes dont un moine, une femme et un enfant, et a incendié 3 villages.

Un français habitant Mirabello où des troubles ont éclaté réclame mon secours et demande à être recueilli. Toute communication étant interceptée, je pars cette nuit avec le *Cosmao* pour le délivrer. Je rentrerai à la Canée mardi. Pendant mon absence le croiseur russe protégera les français de la Canée.

Paul BLANC.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 10 août 1896.

Le comte Goluchowski me dit qu'il a répondu à l'ambassadeur de Turquie, lorsque celui-ci lui a donné communication de la récente Note ottomane, que les concessions de la Porte étaient toujours aussi tardives qu'insuffisantes; avant de demander de nouveaux conseils aux puissances, elle devrait mettre fin au conflit qui existe entre le gouverneur civil et le commandant militaire en Crète.

Il a rappelé à l'ambassadeur que la Porte avait promis le rappel d'Abdullah Pacha et que, malgré les instances des puissances, cette mesure n'était pas encore prise.

Lozé.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 10 août 1896.

Les Représentants des puissances à Constantinople ont terminé l'examen des demandes des députés chrétiens de Crète. J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, un résumé des dispositions résultant de nos observations et qui pourraient être appliquées à la Crète.

Nous nous sommes inspirés dans ce travail du désir de donner satisfaction aux chrétiens sans enlever aux musulmans les garanties auxquelles ils ont droit. Nous croyons suffisantes et praticables, si les uns et les autres y mettent quelque bonne foi, les réformes mentionnées dans le document ci-joint.

Nous ne nous dissimulons pas cependant les difficultés que nous éprouverons à faire adopter par le Sultan les dispositions proposées, dans le cas où nos Gouvernements croiraient devoir les approuver et nous prescrire d'en réclamer l'application.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 10 AOUT 1896.

Dispositions que les Représentants des puissances considèrent comme pouvant être proposées à la Porte.

1. — Le gouverneur général de Crète sera chrétien et nommé pour cinq ans par le Sultan avec l'assentiment des puissances.

2. — Le gouverneur général aura le droit de *veto* sur les lois votées par l'Assemblée à l'exception de celles qui visent à des changements aux règlements constitutionnels de l'île (statut organique, pacte d'Halepa et ses modifications), lesquelles seront soumises à la sanction de S. M. I. le Sultan.

Le droit de *veto* s'exercera dans un délai de deux mois, passé lequel les lois seront considérées comme sanctionnées.

3. — Le gouverneur général pourra, en cas de troubles dans l'île, disposer pour le rétablissement de l'ordre des troupes impériales qui, en temps ordinaire, tiendront garnison dans des points déterminés.

4. — Le gouverneur général nommera directement aux emplois secondaires, dont la liste sera ultérieurement fixée. Les emplois supérieurs resteront à la nomination du Sultan.

5. — Les fonctions publiques seront attribuées pour les deux tiers aux chrétiens et pour un tiers aux musulmans.

6. — Les élections à l'Assemblée générale et les sessions de cette Assemblée auront lieu tous les deux ans.

Les sessions dureront de 40 à 80 jours.

L'Assemblée votera le budget biennal, vérifiera les comptes, discutera et votera à la majorité des membres présents les projets de loi et propositions qui lui seront soumis par le gouverneur général ou les députés.

Les propositions relatives à des modifications à introduire dans les règlements constitutionnels de l'île devront être votées à la majorité des deux tiers; aucune loi nouvelle ne sera applicable si elle n'a pas été votée par l'Assemblée.

7. — Les propositions tendant à une augmentation des dépenses du budget ne peuvent faire l'objet d'une discussion de l'Assemblée que si elles sont introduites par le gouverneur général, le Conseil administratif ou les bureaux compétents.

8. — 1^o Les dispositions du firman de 1887 accordant à la Crète la moitié du revenu des douanes de l'île seront remises en vigueur;

2° L'impôt sur l'importation du tabac appartiendra à l'île;

3° La Sublime Porte prend à sa charge les dépenses provenant des budgets non votés par l'Assemblée, déduction faite des sommes avancées à l'île par le trésor impérial.

9. — Une Commission comprenant des officiers européens procédera à la réorganisation de la gendarmerie.

10. — Une Commission comprenant des jurisconsultes étrangers étudiera les réformes à opérer dans l'organisation de la justice sous la réserve la plus expresse des droits résultant des capitulations.

11. La publication des livres et journaux, la fondation d'imprimeries et celle de Sociétés scientifiques seront autorisées par le gouverneur général conformément à la loi.

12. — Les émigrants originaires de la Cyrénaïque ne pourront s'installer en Crète sans autorisation du gouverneur. Ce fonctionnaire aura le droit d'expulser tous les émigrés de cette région qui ne pourront justifier de moyens d'existence ou dont la présence lui paraîtrait dangereuse pour l'ordre public.

13. — Dans les six mois qui suivront la sanction des présentes dispositions, l'Assemblée générale sera convoquée et les élections seront ordonnées conformément à la loi de 1888. Jusqu'à la réunion de l'Assemblée, le gouverneur général d'accord avec le Conseil administratif réglera par des ordonnances provisoires l'exécution des présentes dispositions.

14. — Les Puissances s'assureront auprès de la Sublime Porte de l'exécution de toutes ces dispositions.

NOTA. — Les Représentants des Puissances sont d'avis qu'il y a lieu d'accueillir favorablement la demande d'établissement d'une surtaxe douanière destinée aux indemnités pour les dommages causés par les derniers événements. Mais il est essentiel d'après eux d'en faire surveiller l'emploi par les consuls.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 10 août 1896.

Le secrétaire général de la consulta m'a dit ce matin que le Gouvernement royal a reçu du Représentant austro-hongrois une communication analogue à celle qui vous a été remise le 5 août. Le Gouvernement italien estime que les nouvelles propositions du comte Goluchowski sont en substance identiques aux précédentes. En conséquence, il a répondu de la même manière qu'à celles-ci : à savoir que, en ce qui concerne les demandes des crétois et les réformes, il est tout disposé à s'entendre avec les puissances, mais qu'il n'avait pas pris une décision quant aux mesures coercitives que comporte la seconde partie du programme du comte Goluchowski.

LAVOUR.

Le vicomte de Lavaur de Sainte-Fortunade, chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 10 août 1896.

Le secrétaire général de la consulta m'a dit que le Représentant de la Turquie à Rome a fait, dans ces derniers temps, plusieurs communications à peu près analogues au télégramme dont Munir Bey a donné lecture à M. Nisard.

Le Gouvernement italien y aurait répondu que certains des desiderata des chrétiens lui semblaient en effet présenter quelques difficultés, mais il aurait cependant conseillé à la Porte d'examiner dans un esprit équitable les demandes formulées.

Il n'est pas à la connaissance de M. Malvano qu'une nouvelle démarche analogue à celle de Munir Bey ait été faite auprès de M. Visconti-Venosta par l'ambassadeur de Turquie à Rome.

Il ne croit pas que Rechid Bey ait dit au Ministre d'Italie que la présence des navires étrangers encouragerait les insurgés à la rébellion.

« Ces navires sont nécessaires à la protection de nos nationaux », a ajouté M. Malvano, au cours de notre entretien.

LAVAURO.

**M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires de France à Berlin,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Berlin, le 11 août 1896.

Lors de la récente démarche des ambassadeurs de la Porte auprès des différents Cours, le sous-secrétaire d'Etat m'a dit avoir répondu à l'ambassadeur de Turquie que, sans prendre d'initiative, l'Allemagne se rallierait à tout moyen de pacification adopté par les puissances.

Au sujet de la dernière proposition de l'Autriche, le baron de Rotenhan se borne à formuler en termes généraux une opinion favorable ; il a été frappé de l'idée de Votre Excellence consistant à confier au concert des ambassadeurs à Constantinople la préparation et la surveillance des moyens d'exécution ; il estime que ce serait là une manière véritablement pratique de s'attaquer aux difficultés actuelles en vue de leur prompt solution.

SOULANGE-BODIN.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 12 août 1896.

Le vali de Brousse, Zihni Pacha, est envoyé en Crète en qualité de commissaire impérial.

Il a une mission pacificatrice, et est autorisé à examiner les demandes des députés chrétiens. Un général de division, Ibrahim Pacha, l'accompagne et remplacera Abdullah comme commandant militaire.

La mission de Zihni Pacha est due à l'initiative du Sultan.

Vous voudrez bien me tenir aussi bien informé que possible de la manière dont il s'en acquittera et de l'impression qu'il produira sur les crétois.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre
des affaires étrangères.**

La Canée, le 12 août 1896.

On annonce la prochaine arrivée d'un haut commissaire impérial en Crète. Cette nouvelle a produit une très mauvaise impression sur les députés qui ont cru y trouver la preuve du désir du Sultan de soustraire leurs demandes à l'examen des puissances pour en arriver à un arrangement direct dont ils ne veulent pas entendre parler. On m'affirme qu'ils

ont l'intention de déclarer au commissaire impérial qu'ils n'entreront pas en pourparlers avec lui si les consuls ne sont pas autorisés à intervenir dans les négociations.

La situation des consuls est d'autant plus délicate que les députés retenus avec tant de peine à la Canée laissent entendre qu'on les abandonne en présence de la Porte et qu'on les a trompés.

Dans ces conditions, une reprise générale des hostilités est à craindre et il pourrait se faire que nous eussions bien de la peine à l'empêcher.

Paul BLANC.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 13 août 1896.

Le Sultan ayant décidé en dehors de nous la mission de Zihni Pacha, nous ne sommes pas encore en mesure d'autoriser les consuls à intervenir dans ses pourparlers avec les crétois.

Toutefois, pour ne pas compromettre la chance d'un arrangement, nous estimons qu'il y a lieu, dans l'intérêt des crétois, de les inviter à ne pas refuser d'entrer en conversation avec le commissaire impérial.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 15 août 1896.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie a vu aujourd'hui le Sultan et lui a fait connaître les instructions envoyées aux consuls à la Canée, après entente entre les Représentants des grandes puissances; il ne lui a pas caché que les circonstances s'étaient modifiées depuis quelques semaines et que, dans l'intérêt de la pacification, de nouvelles concessions pourraient être nécessaires.

Sur les instances de Sa Majesté et en son nom personnel, le baron de Calice a fait connaître au Sultan quelques-unes des dispositions qui ont paru acceptables aux ambassadeurs; il a fait remarquer que quelques dispositions portant atteinte aux droits souverains du Sultan ou oppressives pour la minorité avaient été écartées. Il a eu soin de déclarer qu'il ne connaissait pas encore le sentiment des Gouvernements. Le Sultan a paru impressionné. L'entente que dénotait la démarche du baron de Calice auprès de lui de la part de tous les ambassadeurs l'avait frappé.

Se bornant cependant à des formules vagues sur son désir d'un arrangement pacifique et sur les bons offices des puissances, le Sultan a dit qu'il allait prendre immédiatement l'avis de ses Ministres. Il a, de plus, chargé Izzet Bey de donner au baron de Calice des explications sur la véritable mission de Zihni Pacha.

D'après ces explications, il n'y aurait, en réalité, pas un commissaire mais une Commission impériale composée de musulmans et de chrétiens. Zihni Pacha est le principal musulman; Ikiadès Effendi est le plus important des chrétiens. Cette Commission a pour but d'aider le vali et de travailler avec lui à décider les crétois à accepter les concessions déjà faites à la demande des puissances et sur la base de la Convention de Halepa.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 15 août 1896.

Il y a lieu de supposer que le Gouvernement impérial a reçu comme nous l'exposé des réformes sur lequel les ambassades des puissances à Constantinople se sont mis d'accord après avoir examiné les demandes des crétois.

Je me demande si les deux Cabinets de Paris et de Saint-Petersbourg ne pourraient pas prendre dès maintenant l'initiative d'une action diplomatique ayant pour point de départ l'entente intervenue entre les puissances. Cette action s'exercerait simultanément à Constantinople et à la Canée et au besoin auprès des ambassadeurs ottomans. Le caractère de cette action concertée serait celui-ci : agir le plus vigoureusement possible sur l'esprit du Sultan pour qu'il accepte sans retard les propositions des ambassadeurs avec le minimum de modifications. Si le Sultan se ralliait à nos conseils, il lui appartiendrait d'octroyer les réformes ainsi arrêtées aux députés crétois par l'organe du nouveau commissaire, ce qui sauvegarderait l'autorité du Souverain. Les consuls appuieraient au besoin le haut commissaire de leurs conseils et de leur action près des insurgés.

Quant aux garanties que les insurgés réclameraient probablement des puissances, on pourrait, tout en s'en tenant à la formule employée par l'exposé des ambassadeurs, « les puissances s'assureront auprès de la Porte de « l'exécution de toutes ces dispositions », prendre, dans les propositions du comte Goluchowski, l'idée d'une Commission consulaire, avec mandat européen, surveillant l'application des réformes concédées par la Porte, soit seulement dans la période de pacification, soit même ultérieurement.

Si le prince Lobanoff voulait bien examiner attentivement les indications toutes personnelles et confidentielles contenues dans le présent télégramme et me faire connaître son sentiment, nous pourrions en les modifiant bien entendu, au besoin, selon les vues du Gouvernement impérial, donner aux pourparlers pendants, une impulsion décisive qui, aux approches de l'hiver, permettrait peut-être d'en finir avec cette difficulté qui dure depuis trop longtemps.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 15 août 1896.

On assure que plusieurs officiers et sous-officiers de l'armée grecque ont débarqué en Crète et que les armes et les munitions continuent à arriver de la Grèce. Sur nos conseils pressants, les députés ont décidé d'attendre les ouvertures du commissaire impérial. Si ce dernier tient aux députés le langage décourageant qu'il a fait entendre hier aux consuls et s'il cherche à traîner les choses en longueur, il sera probablement impossible d'empêcher l'ouverture des hostilités.

Le pays est prêt et n'est retenu qu'à grand peine par nous.

Cette mission malencontreuse nous éloigne plutôt qu'elle ne nous rapproche d'une solution pacifique.

Paul BLANC.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 15 août 1896.

L'attention du Sultan a été appelée par les Représentants des puissances sur les inconvénients et le danger même de la mission confiée à Zihni Pacha. Nous attendons l'effet de nos observations qui ont paru impressionner Sa Majesté. Employez-vous à empêcher de la part des députés chrétiens toute rupture et toute décision précipitée.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 16 août 1896.

Le Sultan m'a fait dire par le ministre des affaires étrangères que la mission du commissaire impérial était temporaire, uniquement d'information, et que la situation du vali restait intacte. Il a dû faire une communication analogue à tous les ambassadeurs. C'est là un premier effet de nos observations.

Efforcez-vous de faire comprendre à Zihni Pacha que tout acte isolé sans le concours des puissances peut compromettre l'arrangement pacifique que son souverain désire et que les puissances cherchent à faciliter. Continuez, d'autre part, avec patience votre œuvre modératrice auprès des députés.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 17 août 1896.

La Porte a reçu du gouverneur général la nouvelle du débarquement en Crète de 500 Crétois, avec 10,000 fusils, 3 pièces de montagne et 700,000 cartouches. Le gouverneur de Lasithi signale de son côté l'arrivée de 38 officiers hellènes avec 2,000 chassepots.

Renseignez le ministre et l'ambassade aussi exactement que possible à ce sujet.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française
à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Saint-Petersbourg, le 18 août 1896.

Le prince Lobanoff approuve entièrement votre proposition de prendre ensemble l'initiative d'une démarche vigoureuse auprès du Sultan pour lui faire accepter l'accord intervenu entre les ambassadeurs au sujet des modifications du statut crétois demandées par les députés chrétiens de l'île.

G. DE MONTEBELLO.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

La Canée, le 18 août 1896.

Depuis les événements de Candie et d'Anapolis, il paraît certain que le Gouvernement grec n'empêche plus l'envoi en Crète de volontaires, d'armes et de munitions. Le Gouvernement me paraît d'ailleurs exagérer considérablement l'importance de ces arrivages.

On annonce que les chrétiens ont surpris un convoi militaire, tué plusieurs soldats et se sont emparés de la plus grande partie du convoi, notamment de 7 mulets chargés de munitions. Il se confirme qu'une Assemblée insurrectionnelle est constituée dans la montagne. Elle remplace déjà l'ancienne Epiropie et se transforme même en Gouvernement provisoire en cas de rupture définitive.

Le commissaire impérial a invité les députés chrétiens à venir le voir aujourd'hui.

Paul BLANC.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Blanc, consul de France à la Canée,

Thérapia, le 18 août 1896.

Le prince Mavrocordato a reçu un télégramme du consul grec à la Canée lui faisant savoir que le vali désirait la prolongation de la session de l'Assemblée crétoise et que les députés étaient prêts à y consentir, si le ministre de Grèce le leur conseillait.

Le prince Mavrocordato, en me faisant cette communication, a ajouté qu'il conseillait aux députés de suivre les avis des consuls et les invitait, le cas échéant, à rester en session.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 19 août 1896.

Dans le travail qui vient d'être soumis aux puissances par les ambassadeurs à Constantinople, relativement aux concessions qu'on peut demander à la Porte en faveur des Crétois, le comte Goluchowski approuve particulièrement les propositions qui ont rapport à la nomination du vali pour cinq ans, avec l'agrément des puissances, au règlement des finances de l'île et à l'organisation de la gendarmerie sous le commandement d'officiers étrangers. Le travail, dans son ensemble, paraît acceptable au ministre des affaires étrangères austro-hongrois.

Le comte Goluchowski estime également que les consuls à la Canée peuvent servir actuellement d'intermédiaires entre Zihni Pacha et les Crétois, afin d'éviter que les relations ne soient rompues et que de nouveaux conflits graves se produisent durant les négociations qui auront lieu à Constantinople.

C'est, selon lui, le moment psychologique pour exercer une pression énergique sur le Sultan, afin d'obtenir les concessions que l'Europe exige. La situation financière, si critique, devrait décider le Sultan à céder.

Le prince Labanoff vient de télégraphier qu'il espérait qu'une action

unanime des puissances viendrait à bout de la résistance de la Turquie, et qu'il n'y avait plus à tarder davantage. L'ambassadeur d'Italie a informé le comte Goluchowski que son Gouvernement partageait sa manière de voir. Lord Salisbury a fait savoir, hier, qu'il ne se séparait pas, dans cette occasion, du concert européen.

Le comte Goluchowski a complété sa communication en me disant qu'un télégramme du représentant de S. M. Impériale et Royale apostolique à Athènes l'informe que, dans une longue conversation que celui-ci a eue avec le Roi, ce dernier lui a affirmé que, si les concessions de la Turquie étaient suffisantes, l'insurrection prendrait fin rapidement, et que la Grèce ne cherchait pas en ce moment l'annexion de la Crète.

H. LOZÉ.

**M Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 19 août 1896.

Apprenant que les députés comptaient partir cette semaine, après l'expiration de la session de l'Assemblée, les consuls des grandes puissances avaient, depuis deux jours déjà, conseillé aux députés d'accepter une prolongation de la session de l'Assemblée. Après une certaine résistance, ceux-ci nous ont promis hier de déférer à notre désir. Toutefois, ils nous ont déclaré que leur rôle devrait se borner à recevoir la réponse qui leur sera donnée de Constantinople, car ils ne sauraient se prêter à des négociations entamées à la Canée avec les commissaires impériaux et ayant pour objet la réduction de leurs demandes. Cette réponse me confirme dans mon opinion qu'il est inutile de chercher à régler à la Canée la question actuelle, et que seul un accord intervenu entre la Porte et les ambassades et imposé aux Crétois a chance d'être accepté par eux.

Paul BLANC.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Therapia, le 19 août 1896.

Les puissances considèrent comme très important de prévenir une rupture définitive entre les commissaires turcs et les Députés chrétiens. Entendez-vous avec vos collègues pour prêter, dans ce but, vos bons offices et pour nous renseigner sur les points principaux où il y a divergence ou entente possible entre les parties intéressées.

Vos collègues reçoivent les mêmes instructions.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 19 août 1896.

Les députés nous ayant déclaré qu'ils craignaient de voir les hostilités recommencer incessamment et que leur influence modératrice sur les insurgés a presque complètement disparu, les consuls ont écrit aux notables

chrétiens pour les inviter à empêcher toute action agressive et pour déclarer que c'est sur leurs conseils que les députés ont accepté une prorogation de la session de l'Assemblée.

Paul BLANC.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 20 août 1896.

Les ambassadeurs d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie ont reçu les instructions les autorisant à agir sur les bases du travail préparé par les ambassadeurs. Pour aider les consuls dans leurs efforts et attendre l'arrivée des instructions définitives qui manquent à l'Ambassadeur de Russie, à mon collègue d'Angleterre et à moi, nous avons décidé d'envoyer, tous, le télégramme identique suivant à nos consuls à la Canée : « Les puissances considèrent comme très important de prévenir une rupture définitive entre les commissaires turcs et les députés chrétiens ; entendez-vous avec vos collègues pour prêter, dans ce but, vos bons offices, et pour nous renseigner sur les points principaux où il y a divergence ou entente possible entre les parties intéressées. »

D'après les déclarations confidentielles faites par Ikiadès Effendi au consul de Russie à la Canée, les commissaires recommandent à la Porte d'accepter les demandes des députés chrétiens, excepté celles portant atteinte aux droits souverains du Sultan. Ils considèrent comme telles l'assentiment des puissances à la nomination du vali et le droit de veto du vali ». Sauf sur ces deux points, leur projet, d'après les renseignements donnés par le consul de Russie, ferait plus de concessions que le projet des ambassadeurs.

C'est pourquoi nous avons formulé dans notre télégramme aux consuls une demande de renseignements.

On a discuté dans notre réunion l'idée d'une commission de consuls mise en avant par le Gouvernement austro-hongrois. Elle a été écartée, quant à présent. Une action commune des ambassadeurs provoquant à Constantinople et en Crète des décisions précises a paru préférable.

Nous avons, M. de Nélidoff et moi, soutenu cette opinion, qui réserve à nos consuls un simple rôle d'intermédiaires et d'informateurs sans leur confier une négociation qui pourrait être une source de complications.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 20 août 1896.

La Porte vient de demander au baron de Calice, doyen des ambassadeurs, les bons offices des ambassades pour régler la question crétoise. J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie de la Note verbale que le baron de Calice a reçue à ce sujet.

J. DE LA BOULINIÈRE.

ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 20 AOÛT 1896.

Note verbale du Ministère des Affaires étrangères de Turquie, au baron de Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople.

20 août 1896.

Sa Majesté le Sultan désire, pour différentes raisons, finir pacifiquement la question crétoise le plus vite possible et verrait, par conséquent, avec plaisir si les ambassadeurs voulaient offrir leurs bons offices pour terminer cette question sur une base qui, tout en donnant satisfaction au peuple crétois, sauvegarderait Ses droits souverains.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,
à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.**

Paris, le 20 août 1896.

Je me suis mis d'accord avec le prince Lobanoff au sujet de l'action qu'il convient d'exercer maintenant en vue du règlement de la question crétoise. J'estime, et le Gouvernement russe à qui j'ai fait part de mon sentiment le partage, que le moment est venu d'agir énergiquement à Constantinople et au besoin auprès des ambassadeurs ottomans afin d'obtenir sans retard l'acceptation des propositions des ambassadeurs accrédités en Turquie. Ces propositions ont été jugées acceptables par toutes les puissances ; le comte Goluchowski s'est exprimé très nettement à ce sujet auprès de M. Lozé ; le comte Tornielli m'a parlé dans le même sens. Quant à Lord Salisbury, il a fait savoir avant-hier à Vienne qu'il ne se séparerait pas dans cette occasion des puissances.

Une visite que j'ai reçue du ministre de Grèce à Paris et diverses indications qui me sont adressées d'autre part, me montrent que le Gouvernement hellénique se rend compte des inconvénients de tout ordre et même des complications extérieures dangereuses pour lui que la prolongation des troubles pourrait entraîner. Enfin, les indications que vous-même me transmettez me donnent lieu de penser que les propositions formulées par les commissaires turcs prédisposeraient le Sultan en faveur d'un arrangement de la nature de celui que recommandent les ambassadeurs.

Il convient, dans ces conditions, de ne pas attendre davantage. Entendez-vous avec M. de Nélidoff qui, d'après ce que me télégraphie M. de Montebello, recevra sans doute ses instructions en même temps que vous, et agissez tous deux de concert auprès de vos collègues pour déterminer une action très forte des puissances auprès du Sultan, afin de le décider à accepter les propositions des ambassadeurs, combinées, s'il y a lieu, avec ce que les suggestions des commissaires turcs peuvent offrir d'avantageux.

Quant au rôle de nos consuls à la Canée, le comte Goluchowski dans la proposition dont il nous a saisis indique qu'il verrait avantage à les constituer en Commission chargée de prendre part aux pourparlers entre les délégués de la Porte et les membres chrétiens de l'Assemblée nationale. J'estime, pour ma part, comme vous et comme M. de Nélidoff, qu'il vaut mieux que le centre de l'action diplomatique demeure à Constantinople, que nos consuls soient maintenus dans leur rôle d'informateurs et d'intermédiaires et qu'ils se bornent à exécuter, sans prendre aucune initiative,

les instructions que les ambassadeurs leur adresseraient d'un commun accord.

J'approuve, d'ailleurs, de tous points l'attitude que vous avez observée à l'occasion de ces derniers pourparlers, de concert avec M. de Nélidoff.

G. HANOTAUX.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 21 août 1896.

Les représentants des grandes puissances ont été autorisés par leurs Gouvernements à prêter leurs bons offices pour régler la question crétoise.

Convaincus que les Crétois se soumettront à l'arrangement à conclure, par notre entremise, avec la Sublime Porte, nous sommes disposés à nous charger de cette œuvre de médiation en tenant compte des points essentiels des demandes des députés chrétiens.

Veuillez en faire part aux députés.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. de la Boulinière,
chargé d'affaires de France à Constantinople.**

La Canée, le 22 août 1896.

Les députés chrétiens ayant reçu communication du contenu du télégramme identique des ambassades ont répondu que la médiation des puissances était ce qu'ils désiraient eux-mêmes et que c'était le seul moyen qui pouvait terminer promptement la question. L'arrangement, espèrent-ils, sera placé sous la garantie des puissances et donnera satisfaction à leurs demandes.

Paul BLANC.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 22 août 1896.

Le baron de Calice vient, par la Note ci-jointe en copie, de faire savoir à Tewfik-Pacha que les ambassadeurs sont disposés à prêter leurs bons offices au Gouvernement ottoman pour amener la pacification de la Crète.

J. DE LA BOULINIÈRE.

ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 22 AOUT 1896.

Le baron de Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople, à Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie.

Buyuk-Déré, le 22 août 1896.

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que moi et mes collègues avons été autorisés par nos Gouvernements à entrer en rapports avec le Gouvernement impérial et à lui prêter les bons offices que S. M. I. le Sultan nous a demandés pour amener la pacification de la Crète.

Nous nous mettons à la disposition de Votre Excellence et nous vous

prions de nous faire connaître le plus tôt possible quand nous pourrions nous réunir.

CALICE.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 23 août 1896.

Les chrétiens insurgés ont cerné et brûlé plusieurs villages musulmans, dans les environs de Candie. De leur côté, les musulmans organisent des expéditions armées qui achèvent l'œuvre de destruction.

Il y a de nombreuses victimes et la situation est très critique dans ce district.

Tant que le gouverneur militaire laissera la population musulmane libre d'agir à sa guise, les conflits seront journaliers et les chrétiens continueront leurs représailles.

Un cuirassé anglais est arrivé aujourd'hui pour remplacer le *Hood* qui part demain matin pour Malte et reviendra dans trois semaines.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

La Canée, le 24 août 1896.

La situation n'a pas changé à Candie, où le mutessarif civil se déclare impuissant et prévoit de graves complications. Il n'est pas douteux que, sans ordres formels du Gouvernement, les autorités militaires ne feront rien pour empêcher les expéditions armées des musulmans qui entraînent des représailles de la part des chrétiens.

Un gouverneur militaire, rappelé en 1889 pour incapacité, vient d'être envoyé à Candie.

Le choix du mutessarif actuel est également déplorable et je crains la continuation et même l'aggravation de la situation.

Paul BLANC.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 25 août 1896.

Nous avons réussi, dans la réunion de cet après-midi, à faire accepter par Tewfik Pacha nos propositions relatives à la Crète.

Sauf trois modifications de détail à l'article 3, à l'article 12 et à l'article 14, qui feront l'objet d'une communication spéciale, le texte adopté est celui qui a été communiqué au Département, sous la date du 10 août.

Le ministre des affaires étrangères s'était certainement conformé aux recommandations que lui avait faites hier le baron de Calice. Il avait les pouvoirs nécessaires. Il a emporté le texte de nos propositions, signé et paraphé par les représentants des puissances. Il doit nous le renvoyer revêtu également de sa signature, après s'être assuré de la sanction définitive de Sa Majesté. Notre pression ferme et énergique a produit son effet à Constantinople, et nous pouvons d'autant plus, en ce qui nous concerne,

nous en féliciter, que la solution a été acquise dans les conditions recommandées par Votre Excellence.

Les représentants des puissances se sont immédiatement occupés des instructions qui devront être adressées à leurs consuls à la Canée dès l'arrivée de l'acceptation de l'arrangement par le Sultan.

Ils ont arrêté les points principaux suivants : notifier l'arrangement aux députés chrétiens ; leur donner un délai de trois jours pour faire connaître leur acceptation sans réserve, les engager à faire, dès la promulgation officielle qui suivra, une proclamation aux Crétois ; leur rappeler la bienveillance des puissances ; indiquer qu'une commission des consuls des grandes puissances veillera à l'exécution et au développement des nouvelles dispositions ; enfin, faire savoir aux députés qu'en cas de refus, les puissances seraient obligées de se désintéresser de leur sort et qu'en cas de continuation de l'insurrection après l'acceptation, l'arrangement obtenu en leur faveur deviendrait nul.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 26 août 1896.

Les propositions des représentants des grandes puissances sont acceptées et soumises à la sanction impériale. Dès que cette dernière formalité sera remplie, je vous communiquerai le texte des modifications qui sont très favorables aux Crétois. La première demande des députés chrétiens est intégralement maintenue.

Je vous prie donc de recommander avec force la soumission et la confiance.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 26 août 1896.

Le mutessarif de Rethymo, ayant empêché les musulmans indigènes d'aller piller hier aux environs, ceux-ci ont fait en ville une manifestation tumultueuse et ont saccagé des boulangeries chrétiennes. Panique dans la ville. Le *Cosmao* part pour Rethymo. Un croiseur anglais va s'y rendre.

D'après mes informations personnelles, la nouvelle de la médiation des puissances a causé une bonne impression aux chefs insurgés. Le parti de l'action est encore peu nombreux et maintenu par les partisans de la conciliation qui forment la grande majorité. Notre agent à Candie me télégraphie que certains symptômes font craindre des troubles prochains.

Paul BLANC.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 26 août 1896.

Dans nos négociations relatives à la Crète, Tewfik Pacha joue un rôle très utile d'intermédiaire entre nous et le Sultan. J'ai insisté très sérieuse-

ment auprès de lui pour que les autorités militaires de Crète soient rappelées à leur devoir et munies d'instructions très précises et très sévères de nature à faciliter la pacification.

En présence des nouvelles que M. Blanc a fait parvenir à Votre Excellence en même temps qu'à moi sur le désaccord regrettable qui existe entre les autorités civiles et militaires, les représentants des grandes puissances réunis ce matin, ont chargé le baron de Calice de déclarer à Tewfik Pacha que nous faisons des réserves formelles au sujet du résultat de notre arrangement, si, par des instructions fermes et précises au commandant militaire, il n'était pas immédiatement porté remède à cet état de choses.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 26 août 1896.

Ne manquez pas de faire valoir à la Canée l'importance des concessions obtenues qui sont de telle nature qu'un acquiescement semble probable.

Vous me dites que la solution est acquise dans les conditions que j'avais recommandées, et vous parlez néanmoins de la formation d'une commission des consuls qui aurait été décidée en principe par les représentants des puissances. Je vous ai indiqué le 20 août les inconvénients que, conformément à vos propres vues et à celles de M. de Nélidoff, je voyais à la formation de cette commission de consuls.

Veuillez me renseigner.

G. HANOTAUX.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 26 août 1896.

Voici les modifications apportées, d'accord avec Tewfik Pacha, à notre projet d'arrangement concernant la Crète : l'article 3, au lieu de se terminer par les mots « en temps... tiendront », etc., se termine ainsi : « en dehors de ces cas, se tiendront dans leurs garnisons ordinaires ». Dans la dernière phrase de l'article 12, les mots « tous les émigrés de cette région qui ne pourront... » sont remplacés par « tout individu qui ne pourra... », et le membre de phrase suivant a été ajouté à la fin : « sous la réserve des droits acquis aux sujets étrangers ». Dans l'article 14, les mots « auprès de la Sublime Porte » sont supprimés sur notre demande pour laisser à notre surveillance plus de latitude.

J. DE LA BOULINIÈRE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

Paris, le 27 août 1896.

Il convient d'éviter que la communication transmise aux chrétiens ait un caractère trop comminatoire. Les concessions obtenues étant considérables, c'est leur importance qu'il faut avant toute chose mettre en lumière.

Si les ambassadeurs indiquent dès maintenant qu'ils redoutent un refus et marquent leur intention d'abandonner les Crétois, ils donneront à ceux-ci l'impression qu'un refus est possible, et peut-être aussi que les ambassadeurs, désireux d'en finir, auraient agi dans l'intérêt du Sultan plus que dans celui de la Crète ; ce qui n'est pas le cas et pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses.

Il y a là une nuance importante à observer : je la recommande à votre attention en même temps que la question du « développement des nouvelles dispositions » et celle de la « Commission consulaire ».

G. HANOTAUX.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapie, le 27 août 1896.

La Commission consulaire, écartée conformément aux vues et aux instructions de Votre Excellence, était destinée à prendre part aux négociations entre Zihni Pacha et les insurgés. Celle dont fait mention mon télégramme d'hier n'a pour objet que la surveillance de l'exécution des décisions prises à la suite d'un accord direct entre les représentants des puissances et la Porte.

Le baron Calice nous a demandé de substituer aux mots « les consuls seront chargés de veiller », etc., ceux-ci « une commission de consuls sera chargée », etc. Nous avons pensé, M. de Nélidoff et moi, pouvoir en principe adhérer à cette demande qui nous a paru de pure forme. Nous considérons comme inévitable la sanction impériale que les graves désordres d'hier ont sans doute empêché Tewfik Pacha de nous apporter.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapie, le 27 août 1896.

Le Sultan a sanctionné les arrangements relatifs à la Crète. Nous en télégraphions le texte aux consuls. Puis-je envoyer les instructions acceptées par tous les représentants des autres puissances et admettant une commission des consuls chargée de surveiller l'exécution de l'arrangement ? Le texte français a été accepté par tous et je suis chargé de l'envoyer.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. de la Boulinière,
chargé d'affaires de France à Constantinople.**

Paris, le 28 août 1896.

En raison de l'importance des intérêts engagés et de la nécessité de hâter la solution, je vous autorise à envoyer aux consuls les instructions concertées par les ambassades, mais je ne puis que regretter qu'il n'ait pas été tenu compte des vues que j'avais nettement exprimées au sujet de la commission. Veillez à ce que tout au moins il soit bien entendu que la commission ne saurait être que consultative ; elle n'a ni initiative ni déci-

sions à prendre et doit sur chaque point en référer aux ambassadeurs à Constantinople.

G. HANOTAUX.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 28 août 1896.

Le Sultan a sanctionné l'arrangement relatif à la Crète, arrêté à la suite d'un accord unanime des grandes puissances. Je vous en envoie ci-dessous le texte.

Des instructions également collectives suivent, réclamant l'acceptation des députés dans un délai de 3 jours et vous faisant connaître le mode d'exécution que nous avons fixé.

Ces deux textes sont adoptés par toutes les grandes puissances ; vous les communiquerez à vos collègues.

J. DE LA BOULINIÈRE.

1^{re} ANNEXE A LA DÉPÊCHE ADRESSÉE PAR M. DE LA BOULINIÈRE A M. BLANC,
LE 28 AOUT 1896.

Arrangement du 25 août 1896 relatif à la Crète.

1^o Le gouverneur général de Crète sera chrétien et nommé pour cinq ans par le Sultan avec l'assentiment des puissances ;

2^o Le gouverneur général aura le droit de *veto* sur les lois votées par l'Assemblée, à l'exception de celles qui visent à des changements aux règlements constitutionnels de l'île (statut organique, pacte d'Halépa, et ses modifications) lesquelles seront soumises à la sanction de S. M. I. le Sultan.

Le droit de *veto* s'exercera dans un délai de deux mois, passé lequel les lois seront considérées comme sanctionnées ;

3^o Le gouverneur général pourra, en cas de troubles dans l'île, disposer pour le rétablissement de l'ordre des troupes impériales qui, en dehors de ces cas, se tiendront dans leurs garnisons ordinaires ;

4^o Le gouverneur général nommera directement aux emplois secondaires, dont la liste sera ultérieurement fixée. Les emplois supérieurs resteront à la nomination du Sultan ;

5^o Les fonctions publiques seront attribuées pour les deux tiers aux chrétiens et pour un tiers aux musulmans ;

6^o Les élections à l'Assemblée générale et les sessions de cette Assemblée auront lieu tous les deux ans.

Les sessions dureront de 40 à 80 jours.

L'Assemblée votera le budget biennal, vérifiera les comptes, discutera et votera à la majorité des membres présents les projets de lois et propositions qui lui seront soumis par le gouverneur général ou les députés.

Les propositions relatives à des modifications à introduire dans les règlements constitutionnels de l'île devront être votées à la majorité des deux tiers.

Aucune loi nouvelle ne sera applicable si elle n'a pas été votée par l'Assemblée ;

7^o Les propositions tendant à une augmentation des dépenses du budget ne peuvent faire l'objet d'une discussion de l'Assemblée que si elles sont introduites par le gouverneur général, le Conseil administratif ou les bureaux compétents ;

8° § 1. Les dispositions du firman de 1887 accordant à la Crète la moitié du revenu des douanes de l'île seront remises en vigueur.

§ 2. L'impôt sur l'importation du tabac appartiendra à l'île.

§ 3. La Sublime Porte prend à sa charge les déficits provenant des budgets non votés par l'Assemblée, déduction faite des sommes avancées à l'île par le Trésor impérial ;

9° Une Commission comprenant des officiers européens procèdera à la réorganisation de la gendarmerie ;

10° Une Commission comprenant des jurisconsultes étrangers étudiera les réformes à opérer dans l'organisation de la justice sous la réserve la plus expresse des droits résultant des capitulations ;

11° La publication des livres et journaux, la fondation d'imprimeries et celle de sociétés scientifiques seront autorisées par le gouverneur général conformément à la loi ;

12° Les immigrants originaires de la Cyrénaïque ne pourront s'installer en Crète sans autorisation du gouverneur. Ce fonctionnaire aura le droit d'expulser tout individu qui ne pourra justifier de moyens d'existence ou dont la présence lui paraîtra dangereuse pour l'ordre public, sous la réserve des droits acquis aux sujets étrangers ;

13° Dans les six mois qui suivront la sanction des présentes dispositions, l'Assemblée générale sera convoquée, et les élections seront ordonnées conformément à la loi de 1888. Jusqu'à la réunion de l'Assemblée, le gouverneur général, d'accord avec le Conseil administratif, règlera par des ordonnances provisoires, l'exécution des présentes dispositions ;

14° Les puissances s'assureront de l'exécution de toutes ces dispositions.

Nota. — Les représentants des puissances sont d'avis qu'il y a lieu d'accueillir favorablement la demande d'établissement d'une surtaxe douanière destinée aux indemnités pour les dommages causés par les derniers événements. Mais il est essentiel d'après eux d'en faire surveiller l'emploi par les consuls.

Buyuk-Déré, 25 août 1896.

TEWFIK.

CALICE.

NELIDOW.

SAURMA.

PANSA.

HERBERT.

LA BOULINIÈRE.

II^e ANNEXE A LA DÛPÊCHE ADRESSÉE PAR M. DE LA BOULINIÈRE A M. BLANC,
LE 28 AOUT 1896.

Instructions identiques aux consuls à la Canée.

Les représentants des puissances ont été autorisés par leurs Gouvernements à faire à la Sublime Porte certaines propositions de nature à amener la pacification de l'île et dont le texte vous a été envoyé.

Ces propositions sont conçues dans un esprit de justice et de parfaite impartialité. Elles forment, de l'avis unanime des puissances, le maximum des concessions qui, dans les circonstances actuelles, pouvaient être recommandées au Sultan. Elles sont, en même temps, pleinement suffisantes pour améliorer l'Administration de l'île et pour donner une satisfaction équitable aux vœux des Crétois.

S. M. le Sultan étant prêt à obtempérer à nos demandes à la condition que ces concessions f-ront rentrer les Crétois dans la légalité, vous êtes invité à notifier, d'accord avec vos collègues, le texte de cet arrangement aux députés chrétiens et à les engager à déclarer sans réserves leur acceptation dans un délai de trois jours. La promulgation officielle de ces nouvelles concessions

suivrait immédiatement dans ce cas, et les députés devraient en même temps adresser une proclamation aux habitants de la Crète pour faire cesser toute lutte. Comme preuve de leur intérêt pour la population de l'île, les puissances donneraient alors leur consentement à la surtaxe douanière demandée par les Crétois pour atténuer les conséquences douloureuses des derniers événements.

Ainsi qu'il est dit à l'article 14, les puissances s'assureront de l'exécution de l'arrangement, tant auprès de la Sublime Porte que sur les lieux où une Commission composée de leurs consuls sera chargée de veiller à l'application et au développement des dispositions dudit arrangement.

L'acceptation par les députés crétois des termes de cet arrangement impliquera nécessairement la cessation immédiate des hostilités et le retour à l'ordre. Leur refus obligerait au contraire les puissances à se désintéresser de la question et à abandonner les Crétois à toutes les conséquences qui s'ensuivraient.

Les Crétois comprendront qu'il dépendra désormais d'eux de développer et de compléter la nouvelle organisation par de sages dispositions législatives que facilitent plusieurs articles de l'arrangement et notamment l'article 2 relatif au veto du Gouverneur général.

Il va de soi que la continuation de l'insurrection, après acceptation de cet arrangement, le rendrait nul et non avenue.

26 août 1896.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 11 septembre 1896.

Ce soir le vali a publié et fait afficher le texte des nouvelles réformes.

On remarque que ces réformes, apportant des modifications à des firmans antérieurs, n'ont pas fait, comme on s'y attendait, l'objet d'un nouveau firman. On se demande si un firman ne doit pas être promulgué pour rendre les réformes définitives.

Le vali a également publié qu'il était nommé gouverneur général pour cinq ans.

Paul BLANC.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 11 septembre 1896.

Pour donner une garantie plus efficace au nouveau règlement pour la Crète, le chargé d'affaires de Grèce a été invité à exposer au comte Goluchowski que son Gouvernement croyait utile que ce règlement fût communiqué officiellement par le Sultan aux ambassadeurs, lesquels, à leur tour, le notifieraient officiellement à l'Assemblée crétoise. Le Ministre des affaires étrangères a répondu que le règlement étant l'œuvre des ambassadeurs et son exécution devant être surveillée par les consuls des puissances à la Canée, il y avait là une garantie morale qui rendait superflue la procédure suggérée par le Gouvernement hellénique.

Le Roi de Grèce, qui a traversé Vienne hier, a déclaré à son représentant qu'il était très satisfait de la solution donnée à la question crétoise.

LOZÉ.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 14 septembre 1896.

Les réfugiés musulmans manifestent l'intention de rentrer dans leurs villages à condition d'être escortés par des troupes.

Le vali se propose de déférer à ce désir et d'enrôler des gendarmes chrétiens pour accompagner les soldats.

La solution de la question de l'emprunt faciliterait beaucoup le départ des musulmans.

Il serait bon de conseiller à la Porte de maintenir comme mutessarif à Candie Chefki Bey, qui en remplit provisoirement les fonctions et dont la population entière est satisfaite.

Paul BLANC.

Note verbale collective adressée à la Sublime Porte par les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Constantinople, le 15 septembre 1896.

Les soussignés, Représentants des puissances, ont l'honneur d'accuser réception à S. Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de S. M. I. le Sultan, de la Note en date du 10 septembre dernier par laquelle il leur a fait savoir que la Sublime Porte vient de promulguer l'arrangement conclu avec leur médiation relativement à la Crète et leur en communique officiellement le texte.

Les soussignés sont heureux de prendre acte de cette communication.

En présence de cette solution, ils s'empressent d'annoncer à la Sublime Porte qu', conformément à l'arrangement intervenu, ils donnent leur consentement à l'établissement d'une surtaxe douanière de 3 p. 0/0 dans les conditions et pour la période de temps prévues par la demande des crétois qui est ainsi conçue :

« La première Assemblée générale convoquée prendra des mesures pour
 « la vérification des dégâts causés durant les troubles actuels, ainsi que
 « pour l'indemnisation des propriétaires; dans ce but, le Gouvernement
 « est prié de donner son propre consentement et de solliciter celui des
 « autres Etats, afin qu'une surtaxe supplémentaire de 3 p. 0/0 soit perçue
 « pour une période de dix années sur toutes les marchandises importées
 « du reste de l'Empire et de l'étranger. Ce revenu sera exclusivement
 « employé pour l'indemnisation des dégâts causés tant aux étrangers
 « qu'aux indigènes. Si, avant l'expiration de la période de dix ans, toutes
 « les indemnités venaient à être payées, la surtaxe supplémentaire serait
 « aussitôt supprimée. »

« Il est bien entendu que l'emploi de cette surtaxe sera placé sous la
 « surveillance des consuls des grandes puissances. »

CALICE.

NELIDOW.

CURRIE.

SAURMA.

PANSA.

LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Blanc, consul de France à la Canée.**

Thérapia, le 15 septembre 1896.

Les représentants des puissances ont fait parvenir à la Sublime Porte leur assentiment à l'établissement de la surtaxe douanière dans les conditions prévues. Elles ont prié la Porte de faire de même sans retard et de faire connaître au vali la date à partir de laquelle cette concession doit être appliquée.

J. DE LA BOULINIÈRE.

**M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Thérapia, le 15 septembre 1896.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie nous a rendu compte de la réponse faite au premier drogman de son ambassade par le ministre des affaires étrangères de Turquie au sujet du consentement des puissances à la nomination de Berovitch Pacha et de l'établissement de la surtaxe douanière de 3 p. 0/0 en Crète.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence une note du premier drogman de l'ambassade d'Autriche-Hongrie qui vise ces deux questions.

J. DE LA BOULINIÈRE.

ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 15 SEPTEMBRE 1896.

Note du premier drogman de l'ambassade d'Autriche-Hongrie.

15 septembre 1896.

J'ai remis aujourd'hui à Tewfik Pacha, au nom des Représentants des grandes puissances, leur note collective signée, en date du 15 septembre, concernant la Crète.

J'ai, en outre, informé verbalement Son Excellence du désir de Leurs Excellences, que la nomination de Berovitch Pacha leur soit notifiée par une note et que cette note fasse mention de ce que cette nomination était faite avec leur consentement. J'ai aussi fait observer à Son Excellence que Leurs Excellences désirent connaître le terme de l'établissement de la surtaxe et qu'Elles recommandent à la Porte de l'introduire le plus tôt possible.

Son Excellence parut adhérer à ces deux demandes et il m'exprima l'intention d'inviter Berovitch Pacha télégraphiquement à accélérer autant que possible et à notifier à la Porte l'établissement de cette surtaxe.

**M. Maurouard, chargé d'affaires de France à Athènes,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 15 septembre 1896.

A l'occasion d'un récent meeting gréco-crétois, les manifestants avaient demandé à M. Delyannis de faire parvenir aux puissances, pour leurs bons offices dans la question crétoise, l'expression de la reconnaissance populaire.

Le Ministre des affaires étrangères vient de me prier de vous faire part de ces remerciements en y associant le Gouvernement hellénique.

MAUROUARD.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 17 septembre 1896.

Votre Excellence m'a recommandé de veiller discrètement à ce que la Commission consulaire ne sorte pas de son rôle qui est un rôle d'intermédiaire, et de faire en sorte que mes collègues se rangent à cet avis. J'ai fait mon possible pour arriver à ce but et je n'ai rencontré aucune difficulté. Toutefois, pour mieux fixer cette ligne de conduite, j'ai pensé que je devais profiter de la première réunion de la Commission consulaire pour lire à mes collègues une déclaration préliminaire dans laquelle j'indiquais le rôle de la Commission et les limites qu'elle ne devait pas franchir. J'ai eu la bonne fortune de voir les autres consuls accepter à l'unanimité cette proposition et décider qu'elle serait inscrite au procès-verbal de notre réunion.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence copie de ce procès-verbal et j'ai l'espoir qu'en agissant de la sorte j'aurai répondu au désir qu'Elle a bien voulu m'exprimer.

Paul BLANC.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LA CANÉE EN DATE DU 17 SEPTEMBRE 1896.

Commission consulaire. — Séance du lundi 14 septembre 1896.

La Commission consulaire s'est réunie le lundi 14 septembre 1896 au consulat d'Angleterre à Halepa.

Etaient présents :

MM. Alfred Biliotti, consul d'Angleterre, président ;
 Paul Blanc, consul de France ;
 Jules Pinter, consul d'Autriche-Hongrie ;
 Auguste Medana, consul d'Italie ;
 Nicolas Démerie, consul de Russie.

La séance est ouverte à trois heures de l'après-midi.

Le consul de France donne lecture de la proposition suivante.

J'ai l'honneur de soumettre à mes collègues la proposition suivante :

Conformément aux dispositions qui ont fait l'objet du télégramme identique qui nous a été adressé par MM. les Représentants des puissances à Constantinople, à la date du 28 août 1896, les consuls des grandes puissances doivent former à la Canée une Commission consulaire chargée de surveiller l'exécution des dispositions du nouveau statut crétois.

D'autre part, MM. les Représentants des puissances nous ont invités, par un télégramme également identique, à leur faire connaître la nature du concours que les consuls peuvent prêter.

Or, il ne faut pas nous dissimuler que les difficultés qui nous attendent seront nombreuses et que nombreuses seront les questions concernant l'interprétation ou l'application du nouveau statut qui seront soumises à l'examen de la Commission consulaire.

Il importe donc, pour éviter toute équivoque, que nous échangeons en premier lieu nos vues sur la façon dont nous devons comprendre le mandat qui nous a été confié et que nous nous mettions d'accord sur les moyens que nous comptons employer pour exercer notre droit de surveillance.

D'après moi, la Commission consulaire doit, en principe, éviter de donner des interprétations ou de rendre la moindre décision sans y avoir été préalablement autorisée par MM. les Représentants des puissances à Constantinople dont la médiation a été acceptée de confiance, et qui ont assumé la charge de surveiller l'exécution des dispositions du statut crétois.

Notre mandat découle de leur, et, si nous pouvons exercer sur place un droit de surveillance, ce droit ne peut être qu'un droit limité. Nous devons

donc nous borner à être des intermédiaires, des agents d'informations, chargés de porter à la connaissance de MM. les Représentants des puissances les difficultés ou contestations qui viendraient à surgir sur place, et de leur transmettre les renseignements ou documents que nous aurons pu recueillir.

Toutefois, et pour répondre à l'invitation qui nous a été adressée de faire connaître notre avis sur les meilleurs procédés d'exécution, nous pourrions, après avoir entendu les plaintes ou réclamations et demandé, s'il y a lieu, des éclaircissements au gouverneur général, nous concerter sur les communications à faire en commun à nos ambassades au sujet des points contestés.

Ce travail préparatoire achevé, il ne nous resterait plus qu'à soumettre toute question concernant l'interprétation ou l'application du statut crétois à l'appréciation de MM. les Représentants des puissances à Constantinople et à attendre leur décision pour la communiquer aux parties intéressées.

Si mes collègues acceptent cet ensemble de propositions, nous pourrions les consigner dans le procès-verbal de notre réunion, dont nous enverrions copie à nos ambassades en sollicitant leurs directions.

Nous aurions, de la sorte, déféré à l'invitation que nous avons reçue d'indiquer la nature du concours que les consuls peuvent apporter à l'application des dispositions du nouveau statut crétois.

La Canée, le 14 septembre 1896.

A la suite de cette lecture, le Président met aux voix la proposition faite par M. le consul de France, qui est acceptée à l'unanimité, et la Commission décide que cette proposition sera consignée dans le procès-verbal de la séance.

Sur la demande de M. le consul d'Angleterre, la Commission consulaire décide de procéder à la comparaison du texte de la publication faite en grec, d'après le texte turc, samedi dernier, par le gouverneur général, pour porter à la connaissance de la population l'arrangement intervenu entre les grandes puissances et la Sublime Porte, concernant le règlement de la question crétoise et le texte primitif adressé aux consuls par leurs ambassades respectives.

La lecture de ces deux documents a permis de constater les inexactitudes ou omissions suivantes :

A l'article 2, les mots entre parenthèses (statut organique, pacte de Halépa et ses modifications) ont été supprimés.

Dans le second paragraphe du même article, on a ajouté après le mot « sanctionnées » les mots « par le Gouvernement impérial ».

A l'article 3, on a remplacé le mot « garnisons » par le mot « positions ».

Dans le paragraphe 3 de l'article 7, on a mis le mot « prêtées » au lieu du mot « avancées ».

A l'article 10, au lieu de « capitulations » on a mis « anciennes capitulations ».

A l'article 12, on a mis « originaires de Benghazi » au lieu de « originaires de la Cyrénaïque ».

Dans le même article, on a mis « renvoyer » au lieu de « expulser ».

La Commission consulaire confie à son Président le soin d'attirer l'attention du gouverneur général sur les différences de rédaction qui existent entre les deux textes et de lui demander s'il peut prendre sur lui de faire rectifier le texte officiellement publié.

Dans le cas où le vali ne pourrait déférer à ce désir, la Commission en informerait par télégramme MM. les Représentants des puissances à Constantinople.

M. le consul d'Autriche-Hongrie prie la Commission d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de signaler par la voie télégraphique aux ambassades le contenu de la lettre adressée, le 1^{er} 13 septembre dernier, par M. le gouverneur

général, au Corps consulaire concernant la surtaxe douanière prévue par la note de l'arrangement.

Le gouverneur général ayant informé le Corps consulaire qu'il avait déjà donné l'ordre aux autorités douanières de l'île d'enregistrer dès à présent toute marchandise importée, et demandant aux consuls, en raison de l'urgence qu'il y aurait à encaisser le plus tôt possible cette surtaxe, de vouloir bien le mettre au courant des instructions qu'ils auraient reçues à cet égard, la Commission décide qu'il y a lieu de communiquer par télégramme aux ambassades le contenu de cette lettre et de répondre au vali que les consuls ont sollicité les instructions de leurs Gouvernements.

La Commission arrête alors les termes du télégramme qui sera envoyé aux ambassades.

A la suite d'une observation de M. le consul d'Autriche-Hongrie, la Commission décide qu'elle n'aura pas de jours de séance réguliers, mais que chacun de ses membres pourra, quand il le croira nécessaire, provoquer la réunion de la Commission en s'adressant au Président, qui accepte la charge de convoquer ses autres collègues. A moins qu'il ne s'agisse d'un cas urgent, le Président enverra, dès la veille, ses avis de convocation pour la réunion du lendemain.

M. le consul de France propose à ses collègues, qui acceptent et le remercient, de se charger de la rédaction des procès-verbaux des réunions de la Commission.

La séance est levée à 6 heures.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 17 septembre 1896.

Le manque d'argent nous empêche depuis une semaine de faire réellement une besogne utile.

Un grand nombre de musulmans et de chrétiens voudraient rentrer dans leurs villages, mais le Gouvernement n'a pas un centime en caisse et ne peut ni venir au secours des nécessiteux ni enrôler quelques gendarmes pour faire la police dans les villages réoccupés. Cette situation est lamentable et fait le jeu des mauvais sujets, musulmans et chrétiens, qui profitent de cette incertitude générale pour continuer leurs méfaits.

J'ai peur que la continuation de ces excès ne fasse disparaître la confiance et n'atténue l'effet heureux produit par la promulgation des réformes. Or, dans ce cas, il deviendrait de plus en plus difficile d'opérer le travail de désagrégation auquel on doit recourir pour renvoyer chacun chez soi. La confiance disparaissant, il deviendrait impossible de décider les musulmans qui habitent les villages de l'intérieur à se mettre en route.

Il faut donc se hâter de faire conclure l'emprunt et de fournir un peu d'argent au vali, qui est plein de bonne volonté, mais que la détresse financière paralyse absolument.

Paul BLANC.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapie, le 17 septembre 1896.

J'ai l'honneur d'envoyer, ci-joint, à Votre Excellence, le texte de la communication par laquelle Tewfik Pacha a notifié aux Représentants des

grandes puissances la nomination de Berovitch Pacha au poste de gouverneur général pour une période de cinq ans, et précise que sa désignation avait reçu l'assentiment des puissances.

Notre intention est de prendre acte par écrit de cette communication et de spécifier que, si, vu les circonstances et la nécessité de se hâter, nous avons donné verbalement notre assentiment à la nomination de Berovitch Pacha, il demeure entendu que la désignation de ses successeurs devra, à l'avenir, être faite dans des conditions analogues à celles qui accompagnent le choix par les puissances et la Porte du gouverneur général du Liban.

J. DE LA BOULINIÈRE.

ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 17 SEPTEMBRE 1896.

Note verbale adressée par Tewfik-Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, aux Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Constantinople, le 17 septembre 1896.

Le soussigné, Ministre des affaires étrangères de S. M. I. le Sultan, a l'honneur d'informer LL. EE. MM. les ambassadeurs des six grandes puissances que Georgi Pacha Berovitch est, conformément à l'article 1^{er} de l'arrangement intervenu dernièrement, nommé gouverneur général du vilayet de l'île de Crète pour une période de cinq ans.

TEWFIK.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 18 septembre 1896.

Conformément à l'invitation que MM. les Représentants des puissances à Constantinople leur ont fait parvenir par notre intermédiaire, les députés chrétiens ont adressé une proclamation à la population pour l'inviter à rétablir l'ordre dans l'île.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence une traduction de ce document.

Paul BLANC.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE LA CANÉE DU 18 SEPTEMBRE 1896.

Proclamation aux habitants chrétiens de l'île.

Par suite d'une entente amicale entre S. M. I. le Sultan et les grandes puissances, les demandes soumises par les Représentants de la population chrétienne ont été en grande partie acceptées.

Le règlement qui a été rédigé contient des dispositions sur l'administration, le pouvoir législatif et les finances, qui permettent à la Crète une vie politique à part et un développement sans obstacle.

L'extension des droits qui nous est accordée de la sorte et le pouvoir de statuer librement sur nos propres affaires est de nature à nous inspirer de l'orgueil, mais en même temps il nous impose des devoirs dont les principaux sont la loyauté, la modération et le respect des droits d'autrui.

Sans l'accomplissement de ces devoirs, ces droits et la liberté non seulement deviennent inutiles, mais ils peuvent occasionner de grands malheurs.

Les habitants chrétiens surtout qui forment la grande majorité de la population et qui, au profit de tous les crétois, ont sollicité et obtenu les conces-

sions récentes, doivent également donner les premiers le bon exemple. Du moment que leurs Représentants légitimes ont déclaré aux grandes puissances qu'ils acceptent le nouveau règlement, il est de notre devoir à nous tous de prêter notre concours aux autorités pour son exécution. Véritable ennemi de la Patrie mériterait d'être considéré celui qui, contre la volonté unanime, oserait continuer à troubler l'ordre public ou à maltraiter qui que ce soit, surtout des musulmans que nous devons dorénavant considérer comme frères.

Nous aurons témoigné notre reconnaissance envers S. M. I. le Sultan et envers les grandes puissances, en revenant immédiatement à l'ordre, en reprenant nos occupations pacifiques et en facilitant de notre mieux le retour des musulmans à leurs villages. Les musulmans à leur tour évacueraient également dans les villes les maisons des chrétiens qui ont été obligés de se réfugier hors de l'île et ceux-ci pourraient alors regagner leurs foyers.

Enfants de la même Patrie, appartenant à la même race, ayant également à gagner ou à perdre au bonheur et au malheur du pays, chrétiens et musulmans, cessons désormais de nous ruiner et de nous entr'égorgers. Jetons à l'oubli les maux récents en faveur de l'intérêt général et, puisque nous avons les mêmes souffrances, aidons-nous mutuellement pour guérir des plaies mutuelles. Que le travail pacifique soit désormais la seule lutte que nous eussions à soutenir! C'est pour faciliter cette lutte pacifique et fructueuse que les récentes concessions ont été faites et c'est en y consacrant toutes nos forces que nous pouvons témoigner notre reconnaissance envers S. M. I. le Sultan et envers les grandes puissances bienfaitrices.

La Canée, le 22 août 1896.

Signé : LES DÉPUTÉS CHRÉTIENS.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople.

18 septembre 1896.

Le vali a reçu l'ordre de la Sublime Porte de s'entendre avec les consuls pour fixer le montant de la surtaxe douanière, la date de son application, le mode de contrôle consulaire. Bien que la demande des députés parle d'une surtaxe de 3 p. 0/0 et que ce chiffre paraisse raisonnable, je vous prie de me donner vos instructions par le télégraphe au moins sur les deux premiers points.

Paul BLANC.

M. de la Boulinière, chargé d'affaires de France à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Constantinople, le 21 septembre 1896.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence copie de la note verbale collective par laquelle les Représentants des grandes puissances ont pris acte de la communication de la Porte relative à la nomination de Berovitch Pacha comme vali de Crète.

J. DE LA BOULINIÈRE.

ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 21 SEPTEMBRE 1896.

**Note verbale collective remise à la Sublime Porte
par les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.**

Constantinople, le 21 septembre 1896.

Les soussignés, Représentants des grandes puissances, ont l'honneur d'accuser réception de la communication par laquelle S. Exc. Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de S. M. I. le Sultan, leur a fait part de la nomination de Berovitch Pacha comme gouverneur général du vilayet de Crète pour cinq ans, dans les conditions prévues par l'article 1^{er} de l'arrangement du 25 août de cette année.

Ils prennent acte de cette décision à laquelle les puissances avaient préalablement donné leur assentiment, conformément aux termes de l'article 1^{er} ci-dessus mentionné.

CALICE.
NELIDOW.
CURRIE.
SAURMA.
PANS.
LA BOULINIÈRE.

**M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 22 septembre 1896.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie d'une lettre que j'adresse à M. le Chargé d'affaires de la République française à Constantinople au sujet du projet de surtaxe douanière en Crète.

Paul BLANC.

ANNEXE A LA LETTRE DU CONSUL DE FRANCE A LA CANÉE,
EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 1896.

**M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. de la Boulinière,
chargé d'affaires de France à Constantinople.**

La Canée, le 22 septembre 1896.

Vous avez bien voulu me faire savoir que les Représentants des grandes puissances avaient fait parvenir à la Porte leur assentiment à l'établissement de la surtaxe douanière dans les conditions prévues et qu'ils avaient prié la Porte de faire de même sans retard et de faire savoir au vali la date à partir de laquelle cette concession devait être appliquée.

Je supposais donc que la Porte enverrait des instructions définitives au vali sur cette question et que tout avait été réglé à Constantinople. Mon étonnement a été grand en apprenant que le vali avait été simplement invité par la Porte à s'entendre avec les consuls. A la suite de cet ordre, Berovitch Pacha me demanda, ainsi qu'à mes autres collègues, de nous mettre d'accord sur le montant de la surtaxe, sur la date de son application et sur le mode de contrôle qui devrait être exercé par les consuls.

N'ayant reçu aucune indication sur ces différents points, j'ai dû répondre au vali que je devais solliciter vos directions.

J'ai reçu depuis lors vos instructions m'indiquant que la surtaxe est de 3 p. 0,0 en sus des droits d'importation et que la date de promulgation de l'arrangement peut être prise comme point de départ pour l'application de cette surtaxe. J'en ai communiqué le contenu au gouverneur général.

Paul BLANC.

**M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 25 septembre 1896.

La situation, loin de s'améliorer, me paraît plus inquiétante et cela du fait des musulmans. Je ne sais ce qui se passe dans la tête des beys et des principaux notables musulmans, mais je constate qu'ils font preuve du plus grand mauvais vouloir et j'ai bien peur qu'ils n'obéissent à un mot d'ordre et qu'ils n'écoutent certaines suggestions leur venant de Constantinople.

Le fait est que, dans ces derniers temps, les musulmans déclaraient qu'ils ne pourraient rentrer dans leurs villages à moins d'être accompagnés par des soldats. Les consuls se sont aussitôt mis en mouvement pour décider les chrétiens à ne faire aucune opposition à l'envoi de l'armée dans les provinces de l'intérieur. Ce n'a pas été chose facile que d'amener les chrétiens à laisser réoccuper militairement plusieurs de leurs villages. Et pourtant, nous avons complètement réussi et les soldats sont aujourd'hui installés dans la plupart de leurs garnisons sans qu'il y ait eu un seul coup de fusil échangé. Cette occupation achevée, nous avons recommandé et fait recommander aux musulmans par nos agents consulaires de se mettre en route. Il y a quelques jours, nous espérions que nos conseils seraient écoutés et, à Rethymo aussi bien qu'à Candie, un certain nombre de musulmans se déclaraient prêts à partir tandis que les notables chrétiens leur promettaient, de leur côté, de faciliter leur installation.

Que s'est-il passé depuis? Nous l'ignorons. Aussi bien à la Canée qu'à Candie et à Rethymo, les musulmans déclarent aujourd'hui qu'ils ne peuvent partir et ils allèguent pour justifier leur refus, le manque d'argent et la nécessité de procéder au préalable à l'estimation des dommages qui leur ont été causés.

Il y a du vrai dans ce qu'ils disent et pour un grand nombre d'entre eux, qui sont dénués de toutes ressources, il fallait s'attendre à un refus catégorique tout autant que le Gouvernement ne serait pas en état de leur fournir les moyens de recouvrir leurs maisons incendiées. Je l'avais annoncé dans mes rapports précédents.

D'un autre côté, il eût été préférable que l'expertise des dégâts fût faite avant que les gens aient pu réparer leurs maisons. Certaines personnes refusent de procéder à ces réparations par crainte que, une fois le mal réparé, on ne leur alloue aucune indemnité.

Mais il ne faut pas perdre de vue en même temps qu'il y a également bon nombre de familles musulmanes qui ont des ressources suffisantes pour pouvoir se réinstaller dans leurs propriétés.

Il ne faut pas oublier non plus qu'en 1889 les musulmans, dont les villages avaient été incendiés, sont rentrés chez eux avant qu'on ne réglât la question des indemnités. Ce n'est que plusieurs mois après la réinstallation des émigrés que les Commissions d'expertise ont été installées et des secours distribués.

On ne peut donc s'expliquer aujourd'hui la résistance systématique et générale des musulmans que par un mot d'ordre envoyé de Constantinople, et je me suis laissé dire que Mahmoud Djellaleddin Pacha recommanderait à ses coreligionnaires de rester massés autour des villes pour protester contre l'arrangement et établir qu'ils n'ont aucune confiance dans le régime nouveau.

Il leur laisserait même espérer qu'en présence de cette manifestation, les puissances consentiraient à modifier les conditions faites aux musulmans par le dernier statut.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le parti des beys musulmans retient aujourd'hui dans les villes ceux de leurs coreligionnaires qui seraient disposés à rentrer dans leurs provinces et cela au risque de leur faire perdre complètement leurs récoltes et de les ruiner à tout jamais.

Or, tout autant que nous aurons dans les villes une agglomération de 80,000 musulmans, on peut s'attendre à toutes sortes de désordres. Telle est la raison pour laquelle mes collègues et moi recommençons à être inquiets, et nos appréhensions méritent d'être prises au sérieux par nos Gouvernements.

Le seul moyen de réagir contre cette situation serait l'argent, et le vali malheureusement n'a pas un centime dans la caisse du Gouvernement. Il ne lui est donc pas possible d'employer la force pour contraindre les musulmans à retourner dans leurs villages et, si cette situation se prolonge, sa position deviendra fort critique.

Il est donc bien à souhaiter que la question de l'emprunt reçoive une prompte solution si l'on tient à éviter de nouvelles complications en Crète.

L'attitude des commissaires impériaux est, elle-même, fort étrange. Leur cabinet est le lieu de rendez-vous de tous les beys musulmans et est devenu un véritable foyer d'intrigues. A chaque instant, le vali est interpellé par les commissaires qui lui demandent les raisons de telle ou telle mesure qu'il vient de prendre ou qui lui conseillent l'emploi de tel ou tel moyen plus maladroit l'un que l'autre. Il y a quelques jours, Zihny Pacha insistait pour que le gouverneur général envoyât des soldats dans la province d'Apocorona, où il n'y a pas de musulmans et où l'arrivée des troupes aurait donné lieu à une reprise des hostilités. Berovitch Pacha s'y est refusé, mais il a dû avoir à ce sujet une longue altercation avec le commissaire impérial et il se demande ce que ce dernier a dû télégraphier ensuite à Yldiz.

D'un autre côté, la prolongation inexplicable du séjour des commissaires inquiète les chrétiens qui se demandent si l'on ne cherche pas tout simplement à ruiner la position du vali chrétien en le plaçant sous le contrôle d'un musulman.

Il y aurait donc un intérêt majeur à ce que les commissaires fussent rappelés au plus tôt et à ce que le gouverneur général finit par avoir ses coudées franches.

Un nouveau mouchavir, Ismaïl Bey, vient d'être nommé en remplacement de Hassan Pacha. On dit le plus grand bien de ce fonctionnaire. Mais pourquoi faut-il que la Porte s'entête à envoyer des fonctionnaires d'un grade supérieur à celui du vali? Ne serait-il pas plus sage alors de donner un moment plus tôt le grade de vizir à Berovitch Pacha et d'écarter de la sorte toutes ces difficultés qui ont une réelle importance?

Je ne puis terminer ce rapport sans indiquer également l'intérêt qu'il y aurait à ce que les Commissions spéciales qui doivent s'occuper de la réorganisation de la justice et de la gendarmerie soient constituées sans perte de temps. Il faut faire comprendre aux crétois que le nouvel arrangement n'existe pas seulement sur le papier et que l'on tiendra la main à ce que les dispositions du statut soient respectées et mises en application. Du reste, il est nécessaire pour le rétablissement complet de l'ordre et pour l'achèvement de la pacification du pays qu'une gendarmerie soit formée

dans le plus bref délai possible et que les autorités puissent se réinstaller dans les provinces naguère insurgées. On peut bien envoyer provisoirement des soldats avec les nouveaux fonctionnaires, mais ce ne saurait être qu'une mesure exceptionnelle et transitoire.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 25 septembre 1896.

Les musulmans refusent de rentrer dans leurs villages, bien que les chrétiens aient laissé réoccuper par l'armée les positions de l'intérieur pour faciliter leur retour. Le vali, faute d'argent, ne peut les contraindre à partir. Cette situation inspire de sérieuses appréhensions.

D'autre part, le rappel immédiat des commissaires impériaux serait nécessaire; ils se prêtent à toutes les intrigues des musulmans et la prolongation inexplicable de leur séjour inquiète les chrétiens et entrave l'action du vali.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Thérapia, le 26 septembre 1896.

Veuillez communiquer à vos collègues les instructions suivantes que les ambassadeurs adressent à leurs consuls :

« En ce qui concerne les dommages, les consuls s'entendront pour se faire représenter par un Délégué dans chacune des Commissions chargées de procéder à leur évaluation.

« En ce qui concerne le contrôle de la perception et de l'emploi de la surtaxe, les consuls sont invités à se concerter et à donner leur avis aux ambassadeurs sur le meilleur moyen d'établir un contrôle suffisant sans ingérence dans les détails de l'administration douanière.

« Ils examineront notamment s'il ne suffirait pas qu'un délégué de consul vérifiât périodiquement les comptes de la douane, le chiffre des droits perçus et des sommes versées pour les indemnités. »

Vous devrez également communiquer à vos collègues les informations suivantes :

Les ambassadeurs ont décidé de demander la publication du texte français de l'arrangement qui leur a été communiqué officiellement par la Porte et qu'ils considèrent comme seul authentique.

Ils réclameront pour le vali l'autorisation de contracter l'emprunt et de percevoir la surtaxe.

Ils insisteront pour la constitution immédiate de la Commission d'organisation de la gendarmerie, demandent la nomination des commissaires turcs et annoncent l'intention de déléguer comme Délégués européens plusieurs de leurs attachés militaires.

Ils s'occuperont également de la Commission judiciaire.

Ils demanderont le rappel des commissaires impériaux dont la présence affaiblit l'autorité du vali.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Thérapia, le 28 septembre 1896.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie vient de me communiquer une note par laquelle le premier drogman de son ambassade rend compte d'une démarche qu'il a faite à la Sublime Porte au sujet de l'organisation de la Crète.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie de cette note.
P. CAMBON.

ANNEXE A LA LETTRE DE CONSTANTINOPLE DU 28 SEPTEMBRE 1896.

Rapport du premier drogman de l'ambassade d'Autriche-Hongrie, au baron de Calice, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, à Constantinople.

28 septembre 1896.

Suivant les instructions que Votre Excellence m'avait données, j'ai appelé aujourd'hui l'attention de S. Exc. Tewfik Pacha sur les six points concernant la Crète.

Le Ministre me répondit au sujet de l'emprunt que le Ministre des finances avait voulu se charger de trouver un prêteur ou un groupe de prêteurs. La Banque ottomane a refusé, mais sir Edgar Vincent s'est chargé d'en parler à M. Eustache Eugenidi en sa qualité de directeur de la Société de change et valeurs. Le Ministre est pénétré de l'urgence de l'emprunt et partage l'avis qu'il faut laisser à Georgi Pacha le soin de contracter l'emprunt. Aussi proposera-t-il de l'y autoriser. Quant à l'établissement effectif de la surtaxe, Son Excellence a reconnu que cette mesure était également urgente et même plus urgente que l'emprunt dont il sera la base. Si la surtaxe n'est pas prélevée encore, c'est que la Porte attend que les Gouvernements qui ne sont pas signataires de l'arrangement donnent également leur consentement. Le Ministre enverra aujourd'hui même Youssouf Bey auprès de LL. EE. les Ministres respectifs de ces Gouvernements pour solliciter leurs réponses.

En ce qui concerne la formation de la Commission pour la réforme de la gendarmerie, le Ministre a déjà été invité par le Grand Vizir à demander aux grandes puissances de nouveau des membres étrangers à cette Commission; seulement, Tewfik Pacha, avant de le faire, a demandé, à son tour, que des membres turcs fussent désignés d'abord pour qu'il pût les nommer si les grandes puissances voulaient les connaître.

De même pour la Commission judiciaire.

Les différences entre les textes français et turc parurent étonner Son Excellence, qui ne saurait les attribuer qu'à la traduction grecque, attendu que la traduction turque est absolument conforme à l'arrangement. N'ayant sous la main ni l'un ni l'autre, le Ministre se réserve de comparer les deux textes.

Pour ce qui est de Zihni Pacha, Son Excellence a demandé hier même au Grand Vizir qu'il fût rappelé, attendu que sa présence dans l'île pouvait faire croire que la question crétoise n'est pas encore réglée.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 29 septembre 1896.

Vous avez bien voulu, par votre lettre du 17 de ce mois, me faire parvenir le texte de la proposition dont vous avez cru devoir donner lecture à la première séance de la Commission consulaire récemment instituée en Crète.

En vous remerciant de cet envoi, il m'est agréable de constater que cette proposition, destinée à déterminer et à limiter le rôle de ladite Commission, conformément aux instructions que je vous avais adressées à ce sujet, a réuni l'unanimité de vos collègues.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Thérapia, le 1^{er} octobre 1896.

Je vous prie de communiquer à vos collègues les instructions suivantes des six ambassadeurs :

« Les consuls des grandes puissances devront étudier entre eux l'organisation du contrôle de la perception et de l'emploi de la surtaxe et transmettre leur avis aux ambassadeurs.

« Le contrôle une fois organisé, le consul de Grèce et les autres consuls qui en feront la demande pourront être invités à assister aux réunions où seront traitées les questions relatives à la surtaxe. Ils participeront à la nomination des Délégués et à l'établissement de toute mesure de surveillance.

« Pour l'évaluation des dommages, les consuls des grandes Puissances pourront, dès à présent, faire participer à la désignation des Délégués les consuls dont les nationaux ont des réclamations à présenter.

« En aucun cas, la présidence des réunions consulaires n'appartiendra à un consul autre qu'un de ceux des grandes puissances. »

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 1^{er} octobre 1896.

Je vous prie de me renseigner sur les conditions de l'emprunt.

Sous quelle forme l'assemblée crétoise a-t-elle autorisé le vali à contracter l'emprunt? Celui-ci a-t-il reçu pleins pouvoirs pour traiter des conditions de l'émission?

Y a-t-il un terme fixé pour l'amortissement? Dans quelles conditions la taxe douanière est-elle hypothéquée? La totalité des deux surtaxes est-elle affectée? Y a-t-il des redevances à payer à la Turquie? D'une manière générale, comment le budget crétois se solde-t-il?

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 1^{er} octobre 1896.

M. l'ambassadeur de la République à Constantinople m'a fait savoir que MM. les Représentants des puissances invitaient leurs Consuls à étudier entre eux l'organisation d'un contrôle de la perception et de l'emploi de la surtaxe et à transmettre leur avis aux ambassades.

Pour répondre à cette invitation, les consuls des grandes puissances se sont réunis, cet après-midi, au consulat d'Angleterre, et j'ai proposé à mes

collègues de soumettre à nos ambassades le projet de contrôle suivant qu'il a eu la bonne fortune d'être accepté par eux.

Contrôle de la perception. — Pour des raisons d'économie, le soin d'encaisser les revenus de la surtaxe de 3 0/0 sera confié aux autorités douanières. Celles-ci devront tenir trois registres spéciaux :

a) Carnet à souche des reçus qui seront délivrés aux négociants importateurs ;

b) Journal tenu par le caissier ;

c) Registre tenu par le premier secrétaire de la comptabilité où seront inscrites les sommes encaissées par la douane et celles versées à la caisse du Gouvernement général.

Ces trois registres seront paraphés par le Délégué consulaire qui sera désigné à cet effet.

Ce Délégué procédera chaque semaine à la vérification de ces registres qui seront toujours tenus à sa disposition. Il pourra, au besoin, procéder à des vérifications supplémentaires.

Les sommes provenant de la surtaxe qui auront été encaissées par la douane seront versées chaque quinze jours à la caisse du Gouvernement général qui devra en délivrer quittance. Ces quittances seront prises sur un carnet à souche dont les feuilles détachées seront remises à l'Administration des douanes pour sa décharge.

Il résulte de cet ensemble de mesures que le Délégué consulaire n'aura pas à s'ingérer dans les affaires intérieures de la douane puisque la comptabilité relative à la perception de la surtaxe sera une comptabilité spéciale tenue sur les carnets et registres qui lui sont affectés.

D'un autre côté, notre Délégué pourra exercer utilement son contrôle puisqu'il pourra se faire présenter à toute réquisition deux carnets à souche, un journal de caisse et un registre de comptabilité qui seront tenus chacun par un employé différent et qui devront balancer entre eux. Il pourra donc suivre semaine par semaine les encaissements des produits de la surtaxe faits par la douane et les versements faits par la douane à la caisse du Gouvernement général.

Ce mode de contrôle me paraît suffisant et ne laisse guère de place à la fraude.

Contrôle de l'emploi des sommes. — Le soin de centraliser les sommes produites par la surtaxe et de payer les indemnités est confié également, pour raison d'économie, à l'administration de la caisse du Gouvernement général.

Les revenus de la surtaxe formeront une caisse spéciale et des registres spéciaux seront tenus par les employés de la comptabilité. Ces registres, qui devront être tous paraphés par le Délégué consulaire, seront au nombre de trois :

a) Registre à souche des quittances qui seront délivrées à l'administration des douanes comme décharge de ces versements ;

b) Registre de comptabilité où seront inscrits toutes les sommes reçues et les paiements effectués ;

c) Carnet de bons.

Ce carnet à souche contiendra les bons qui seront détachés et délivrés à chaque intéressé une fois que les commissions d'évaluation auront terminé leurs travaux et établi le tableau définitif des indemnités fixées par elle.

Ces bons seront signés par le vali et un consul et ils indiqueront, en toutes lettres, le montant de la somme totale attribuée au porteur.

Comme les indemnités seront payées par acomptes successifs, les détenteurs des bons les présenteront, après chaque publication officielle annonçant le paiement d'un acompte, à la caisse du Gouvernement qui inscrira au dos de ces bons les paiements faits par elle.

Les parties prenantes signeront leurs reçus sur la souche même des bons qui restera entre les mains du caissier du Gouvernement.

Ces registres et carnets seront vérifiés chaque semaine par le Délégué consulaire. Sachant par le premier carnet les sommes versées à la caisse spéciale des revenus de la surtaxe par l'administration des douanes, pouvant contrôler par la comparaison entre le registre de comptabilité et le carnet des bons sur la souche duquel seront inscrits les acomptes payés aux intéressés, les sommes réellement dépensées, il n'aura qu'à vérifier ce qui se trouve en caisse pour s'assurer de la régularité des opérations.

Rien de vexatoire, par conséquent, dans ce mode de contrôle qui sera, en même temps, largement suffisant.

Le gouverneur général l'a si bien compris qu'étant arrivé au consulat d'Angleterre au moment où mes collègues venaient d'approuver ce projet, il s'est empressé de déclarer qu'il lui accordait également son approbation et qu'il allait préparer des règlements permettant d'appliquer sans difficulté ce mode de contrôle.

Nous lui avons alors fait observer qu'il ne s'agissait que d'un projet que nous devions soumettre à l'approbation de nos ambassades. Il nous a répliqué qu'il allait, pour éviter toute perte de temps, préparer les règlements nécessaires et qu'il les modifierait plus tard si les ambassades apportaient des changements à ce projet.

Il nous a demandé, en outre, d'accepter que des indemnités fort discrètes soient accordées aux employés des douanes et de la Caisse pour le travail supplémentaire qui leur serait imposé. Nous y avons consenti.

De son côté, le vali a accepté qu'une indemnité perçue sur les revenus de la surtaxe serait accordée, pour chaque vacation, au Délégué consulaire. Celui-ci sera certainement un négociant ou comptable appartenant à une colonie étrangère et il est juste de le rémunérer pour le temps qu'il consacrera à ce service spécial.

Berovitch Pacha a également admis que les Délégués consulaires dans les commissions d'évaluation recevraient une indemnité égale à celle des autres membres de la Commission désignés par le Gouvernement général.

Tel est, Monsieur le Ministre, le projet de contrôle que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de M. l'ambassadeur de la République à Constantinople.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 2 octobre 1896.

La Sublime Porte a autorisé le vali à contracter un emprunt, mais les conditions doivent en être soumises à la sanction du Gouvernement turc.

Demain les Commissaires impériaux quitteront la Canée.

La situation demeure la même dans le pays. Les musulmans ne veulent toujours pas retourner dans leurs villages et un grand nombre de familles ne peuvent rentrer en Crète, les musulmans occupant leurs maisons.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 2 octobre 1896.

La population commence à témoigner de l'inquiétude, elle craint que les réformes ne soient pas mises à exécution ; une réunion a eu lieu déjà à Apocorona et on propage cette idée. Le vali a télégraphié à la Porte pour lui signaler ce nouveau danger ; et il attire l'attention du corps consulaire sur la nécessité de hâter la formation des commissions pour la réorganisation de la gendarmerie et de la justice. Il vient de s'adresser à la Dette publique ottomane pour lui demander de faire l'emprunt ou au moins l'avance de 25,000 livres turques.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 2 octobre 1896.

Nous continuons à nous débattre au milieu de difficultés journalières et cela faute d'argent. Les musulmans n'ont pas bougé et restent dans les villes, empêchant ainsi le retour de Grèce d'un grand nombre de chrétiens dont ils occupent les maisons. Cette situation déplorable favorise la continuation de certains désordres, surtout d'actes de pillage et de destruction, et nous devons intervenir à chaque instant pour empêcher la propagation du mal. Malgré leurs promesses, les musulmans se retranchent toujours, pour différer leur départ, derrière l'impossibilité de se mettre en route tout autant que le Gouvernement ne leur aura pas fourni les premières ressources.

Il serait bien malheureux de voir échouer au dernier moment et faute d'une avance pécuniaire relativement faible, puisqu'il ne s'agit que de 20 ou 25,000 livres, le travail de pacification auquel nous avons consacré tous nos efforts.

Le vali a reçu l'autorisation de contracter l'emprunt, mais il doit en soumettre les conditions à la sanction de la Porte. Il faudra toujours un certain temps pour que cette opération puisse être conclue et, en attendant, les événements marchent et la rentrée des musulmans deviendra chose de plus en plus difficile. Une offre a déjà été faite au vali au nom d'un syndicat de banquiers d'Alexandrie. On attend une réponse ferme aujourd'hui ou demain.

Les commissaires impériaux ont reçu ordre de rentrer à Constantinople après avoir fait signer par les musulmans et les chrétiens une adresse de remerciement au Sultan.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 2 octobre 1896.

Les députés chrétiens ont remis au vali une déclaration votée par eux l'autorisant à contracter un emprunt de 100,000 livres turques.

Le vali a des pleins pouvoirs pour traiter, mais il doit soumettre les conditions à l'approbation du Sultan.

Aucun terme n'est fixé pour l'amortissement, mais on calcule qu'avec

les revenus affectés au service de l'intérêt et de l'amortissement, l'emprunt sera libéré au plus tard en 6 ans.

La surtaxe douanière de 3 0/0 n'est pas actuellement hypothéquée. Elle sera consacrée exclusivement au service de l'emprunt.

Les deux surtaxes y sont affectées. Elles donneront un minimum annuel de 25,000 livres turques.

Il n'y a aucune redevance à payer à la Turquie. Le budget crétois se solde presque toujours par des déficits. Mais il s'agissait là d'une manœuvre politique qui, depuis le nouvel arrangement, n'aura plus sa raison d'être et qui est étrangère à la question de l'emprunt puisque des revenus spéciaux le garantissent.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 3 octobre 1896.

Le gouverneur général vient de me transmettre une traduction faite au Conak, d'un nouveau règlement concernant la perception de la surtaxe douanière.

J'ai l'honneur de communiquer ci-joint ce document à Votre Excellence.

Paul BLANC.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LA CANÉE DU 3 OCTOBRE 1896.

Règlement pour l'application de la surtaxe de 3 p. 100 sur les marchandises importées en Crète.

Article premier. — A la surtaxe de 3 p. 100 sont soumises toutes les marchandises qui sont importées en Crète de l'étranger et des autres provinces de l'Empire ottoman, sans excepter les marchandises qui ont été soumises aux droits de douane dans les autres ports de l'Empire et celles qui, bien qu'exemptes de droits de douane, sont destinées à la consommation locale.

Dans ces marchandises sont compris les tumbekis qui sont importés par la Société des Tombacs, parce que l'imposition sur cet article est prévue par la convention conclue avec cette Société.

Art. 2. — Sont exempts de la surtaxe de 3 p. 100, le tabac qui est importé en Crète, pendant tout le temps qu'il sera soumis à la surtaxe de 53 paras qui a été imposée sur chaque kilogramme.

Sont également exemptes de la surtaxe de 3 p. 100 les marchandises de toute espèce qui sont transportées d'une à l'autre partie de l'île, ainsi que les marchandises qui arrivent en Crète ou sont chargées d'un bateau à un autre pour être expédiées hors de l'île, ou, débarquées aux douanes, sont envoyées plus tard hors de l'île avant d'être transportées dans les dépôts des commerçants. En ce qui concerne les futailles, la surtaxe est appliquée seulement pour celles qui sont importées pour la première fois dans l'île neuves, soit de l'étranger, soit de la Turquie. Sont exemptes de la surtaxe celles qui ont été exportées de l'île, employées déjà et retournées après, et celles qui ne passent dans l'île qu'en transit.

Comment la surtaxe est payée.

Art. 3. — La surtaxe de 3 p. 100 sera payée toujours en argent selon le tarif douanier des monnaies; elle sera calculée sur la valeur des articles taxés. La valeur de ces articles sera fixée sur la base de l'évaluation faite à la douane pour les marchandises importées.

Art. 4. — Si le commerçant croit que l'estimation est erronée et faite à son désavantage, il pourra, après dépôt d'une provision préalable, demander qu'une expertise soit faite par deux experts nommés, l'un par la douane et l'autre par le commerçant plaignant. En cas de divergences d'opinions, un autre expert sera nommé par tirage au sort, parmi deux experts proposés par toutes les deux parties. Dans le cas où la réclamation du négociant aura été établie ne pas être justifiée, il supportera les frais d'expertise.

Art. 5. — Le service de la perception de cette surtaxe est confié aux autorités douanières, de la manière suivante. En ce qui concerne les marchandises dont les droits de douanes sont payés en Crète, seront en vigueur pour la surtaxe de 3 p. 100 la même vérification et le même enregistrement et estimation des marchandises qui se fait par les employés compétents de la douane.

Après l'enregistrement de l'estimation qui sont insérés dans les livres ordinaires, appelés *Mumbessir Testeri*, l'employé compétent de la comptabilité de la douane faisant les enregistrements des droits de douane dans le livre journalier, procédera en même temps aux enregistrements relatifs de la surtaxe de 3 p. 100 dans un livre particulier pour cette surtaxe qui sera paraphé par le Délégué consulaire.

Le caissier de la douane étant appelé à percevoir les droits de douane, procédera en même temps à la perception des droits de la surtaxe de 3 p. 100 ayant soin d'inscrire ces derniers droits dans un registre spécial paraphé par le Délégué consulaire dans la caisse de la douane sous un titre particulier.

Les reçus en double du paiement de cette surtaxe seront séparés des reçus de la douane et ils seront tenus par l'employé compétent qui délivre les reçus de la douane. Ces reçus seront établis sur un livre à souche paraphé par le Délégué consulaire.

En ce qui concerne les marchandises qui arrivent avec des *Teskerés* et qui ont payé les droits de douane dans d'autres ports de l'Empire ottoman, leur vérification et leur enregistrement seront faits dans les livres spéciaux établis pour la perception de la surtaxe et paraphés comme il est dit plus haut par le Délégué consulaire, et les formalités nécessaires d'estimation, d'enregistrement, des reçus en double, seront remplis dans le livre du jour et dans la caisse par les mêmes employés ci-dessus mentionnés ainsi que cela se pratique pour les marchandises qui sont importées sans avoir acquitté ailleurs les droits de douane.

Art. 6. — Les employés de la douane qui participent à ce service sont soumis vis-à-vis du Gouvernement général en ce qui concerne cette surtaxe aux mêmes engagements et aux mêmes responsabilités qu'ils portent pour le service en général de la douane, et ils sont soumis pour toute contravention de leurs nouvelles fonctions aux peines prévues par les règlements douaniers. Particulièrement les employés pour l'enregistrement *Mumbessir*, les estimateurs, les chercheurs et les peseurs doivent, sous peine de destitution du service en général des douanes, ne pas montrer de la partialité dans l'exercice de leurs fonctions, soit à l'avantage, soit au désavantage des contribuables.

Ils doivent tenir au courant des actes du jour les livres relatifs à cette surtaxe et fermer chaque soir les comptes, ainsi que cela se pratique dans le service en général de la douane.

La comptabilité générale de ce service est confiée au premier secrétaire de la comptabilité de la douane centrale, qui doit à la fin de chaque mois soumettre un état complet et régulier avec les éclaircissements relatifs et d'autres tableaux et pièces.

Subsides qui seront donnés aux employés de la Douane qui participeront à ce service.

Art. 7. — Les employés qui participeront à ce service seront les secrétaires

de la comptabilité, les comptables, les estimateurs, les caissiers, les chercheurs « Araidji », les gardiens sur le débarcadère, les peseurs et les gardiens de la douane, auxquels un subside sur cette surtaxe sera accordé, conformément au tableau qui sera publié ultérieurement.

Contrôle du service de cette surtaxe.

Art. 8. — En dehors de la surveillance que le Gouvernement général exercera par des employés compétents à chaque moment sur la perception et le fonctionnement en général de cette surtaxe, un inspecteur compétent procédera à la vérification voulue sur les recettes et sur les comptes du service de cette surtaxe.

Art. 9. — A la suite d'une entente intervenue entre le Gouvernement général et MM. les consuls des grandes puissances, un Délégué consulaire chargé de contrôler la perception et l'emploi de la surtaxe sera désigné dans chaque port de l'île par les consuls établis en Crète. Les registres et autres comptes relatifs à la perception et l'emploi de la surtaxe devront être tenus à sa disposition.

Art. 10. — Les recettes de la surtaxe seront versées chaque quinze jours à la Caisse générale du Gouvernement, qui en délivrera quittance.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 9 octobre 1896.

A la Canée, où le gouverneur général a pu disposer d'une petite somme d'argent, quelques familles musulmanes se sont mises en route pour gagner leurs villages proches de notre ville. Il ne s'agit malheureusement que d'un très petit nombre de familles, et la situation reste la même à Rethymo et à Candie.

Cette dernière ville nous donne les plus grandes inquiétudes. Elle renferme environ 30,000 musulmans émigrés, il y aura un gros effort à faire pour désagréger cette masse toujours menaçante.

Pour cela, il faut de l'argent et il en faut à brève échéance. La récolte des olives a déjà commencé dans plusieurs provinces de l'île. Si les musulmans n'arrivent pas à temps pour recueillir leur récolte, elle sera fatalement pillée par les chrétiens.

Complètement ruinés, les musulmans resteront massés autour des villes et les désordres recommenceront.

Je ne saurais trop insister sur cette situation qui me cause les plus vives appréhensions, car il ne faut pas se dissimuler que les partisans du désordre n'ont pas complètement abdiqué.

Les musulmans candiotes ont, la semaine dernière, incendié quatre villages chrétiens, profané le cimetière orthodoxe de Candie, violé 67 tombes, brisé tout autant de croix. Des représailles sont inévitables. Or cette situation ne prendra fin que quand musulmans et chrétiens auront dû rentrer dans leurs villages.

Il y aurait un intérêt majeur à hâter la formation des Commissions de réorganisation de la gendarmerie et de la justice.

Le pays témoigne, en effet, d'une certaine inquiétude et craint que ces réformes restent à l'état de lettre morte.

En Crète, l'incertitude est toujours mauvaise conseillère. En outre, la marche de la justice est complètement suspendue. Le rétablissement de la Convention de Halépa ne permet plus de considérer les Tribunaux, formés

d'après la législation mise en vigueur par Mahmoud Pacha, comme régulièrement constitués. Procéder à une réforme faite conformément aux prescriptions du pacte de Halépa, alors que la Commission de réorganisation de la justice détruira certainement tout ce qui existe et procédera à une réorganisation complète, serait un travail inutile.

Les Tribunaux chôment donc. Mais il y a déjà des plaintes, et il serait prudent de ne pas prolonger outre mesure cet état provisoire.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Thérapia, le 12 octobre 1896.

Je vous prie de communiquer à vos collègues le télégramme suivant :

« Le projet de contrôle consulaire pour la perception de la surtaxe de 3 p. 100 proposé dans les rapports adressés par les consuls à leurs ambassades à la date du 1^{er} octobre est approuvé par les ambassadeurs.

« Les Délégués des consuls pour l'évaluation des dommages devront donc attirer l'attention des membres des Commissions sur les inconvénients des demandes trop élevées et faire comprendre que le paiement des indemnités qui dépasseraient le produit de la surtaxe ne serait pas garanti, cette surtaxe dont il ne faut pas du reste s'exagérer le produit, n'étant consentie que pour dix ans au maximum. »

P. CAMBON.

Note verbale de la Sublime Porte à l'ambassade de France à Constantinople.

Le 15 octobre 1896.

Le Ministère des affaires étrangères a l'honneur d'informer l'ambassade de France que Tewfik Bey, commandant de la gendarmerie du vilâyet d'Aidin et Moustapha Effendi, chef du bataillon de gendarmerie de Rodosto, ont été désignés comme délégués du département impérial de la guerre à la Commission chargée, aux termes du paragraphe 9 de l'arrangement, de la réorganisation de la gendarmerie de Crète.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 23 octobre 1896.

Il semble résulter de vos informations que le vali a été régulièrement autorisé à la fois par la Porte et par l'Assemblée crétoise à contracter un emprunt de 100,000 livres turques, sous la seule réserve qu'il en devrait soumettre les conditions à l'approbation du Sultan.

En vue de la conclusion probable de l'opération financière dont il s'agit, il me serait nécessaire d'avoir d'urgence la confirmation de ces renseignements.

Veuillez me fournir également les indications qui seraient propres à mettre hors de doute les pouvoirs du vali en ce qui concerne l'emprunt en question.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 24 octobre 1896.

Le vali est si bien autorisé à contracter l'emprunt, qu'une maison anglaise de Londres ayant fait dernièrement des propositions dans ce sens, une décision du Conseil d'administration crétois autorise le vali à conclure dans les conditions indiquées qui étaient 5 p. 100 d'intérêt, demi p. 100 de courtage et 2 p. 100 de commission pour la première année.

L'affaire est toujours en suspens, la réponse définitive de Londres n'étant pas encore arrivée.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 27 octobre 1896.

Les affaires de Crète et les détails de l'application du nouveau règlement ont fait l'objet de plusieurs réunions des Représentants des grandes puissances.

En ce qui concerne le rôle de la Commission consulaire, M. Blanc a fait connaître au département, par sa lettre du 17 septembre, le sens de la déclaration qu'il avait jugé opportun de faire au début des séances de cette Commission pour bien en préciser et en limiter le mandat suivant les vues exprimées à plusieurs reprises par Votre Excellence. Elle a vu comment cette déclaration a été approuvée par tous les consuls des grandes puissances. Sur ce point, il n'y a donc plus aucune difficulté, et ils ont pleinement répondu à votre désir.

Quant à la surtaxe de 3 p. 100 consentie par les grandes puissances, c'est sur l'invitation et les indications des ambassades que les consuls, par l'organe de M. Blanc, ont élaboré le projet de contrôle consulaire de sa perception et de son emploi. Ce projet a été examiné par les Représentants des grandes puissances et approuvé par eux le 12 de ce mois. Les dispositions ainsi arrêtées leur ont paru les plus propres à assurer, sans ingérence excessive dans les affaires extérieures de la douane, la rentrée régulière dans la caisse du Gouvernement, des sommes destinées à la réparation des dommages subis pendant les troubles.

Nous avons en même temps fixé, pour éviter toute difficulté de la part des consuls des autres puissances, le rôle, dans le contrôle de la surtaxe, de ceux dont les nationaux auraient des demandes d'indemnités à faire valoir.

Ceux qui en feront la demande pourront être invités à assister aux réunions de la Commission consulaire de contrôle où seront traitées les questions relatives à la surtaxe. Ils participeront à la nomination des Délégués chargés d'évaluer les dommages et de contrôler la perception et l'emploi de la surtaxe.

Les différences entre les textes français, grec et turc de l'arrangement crétois ont fait, le 28 septembre dernier, de la part des ambassadeurs, l'objet d'observations à la Porte.

Nous avons déclaré que le seul texte valable à nos yeux était le texte français, sur lequel le Ministre des affaires étrangères du Sultan et les Représentants des grandes puissances avaient apposé leurs signatures, le

25 août dernier, et qu'en cas de doute sur l'interprétation du nouveau statut, ce texte seul ferait foi. Aucune difficulté ne pourra donc résulter de ces divergences dans les traductions.

D'une façon générale, j'ai approuvé les conclusions formulées par notre consul général à la Canée dans sa lettre du 10 septembre dernier, au sujet de l'exécution de l'arrangement crétois.

On ne peut, dès à présent, fixer rigoureusement l'interprétation définitive de chaque article. Ce sera précisément le rôle de la Commission consulaire de contrôle de s'inspirer des circonstances et de proposer aux Représentants des grandes puissances les solutions les plus convenables. Il ne saurait, toutefois, s'élever aucun doute sur l'interprétation de l'article 5. La question de principe qu'il engage a été nettement tranchée par les ambassadeurs dans le sens indiqué par M. Blanc dans son rapport du 10 septembre.

Dès le 11 septembre, M. de la Boulinière, à la suite d'une réunion des chefs de mission, télégraphiait à M. Blanc que les ambassadeurs n'avaient jamais eu en vue d'appliquer l'article 5 à la composition du Conseil administratif.

De la question de l'emprunt, je n'ai rien à dire à Votre Excellence.

Tout le monde est d'accord pour affirmer l'urgence qu'il y a, pour la pacification de la Crète, à contracter l'emprunt prévu; mais personne ne veut lui prêter de l'argent dans les circonstances que traverse actuellement l'Empire ottoman. Le vali s'est, en dernier ressort, adressé à la Dette publique, la priant de faire l'emploi ou, au moins, de lui procurer une avance de 25,000 livres.

D'une conversation privée avec sir Vincent Caillard, président de la Dette, je dois conclure qu'il ne se prêterait à cette demande qu'à la condition d'obtenir pour la Dette l'administration directe des revenus affectés à la garantie de l'emprunt.

D'autre part, la Porte a fini par nous informer de la désignation de ses Délégués à la Commission mixte de réorganisation de la gendarmerie. Ce sont deux officiers de la gendarmerie inconnus et complètement ignorants d'aucune langue européenne.

Nous avons fait observer à la Porte que la présence de ces officiers ne serait d'aucune utilité dans la Commission et qu'il importait d'y envoyer des représentants de la Porte d'un grade plus élevé et d'une instruction plus complète.

Nous n'avons pas encore reçu de réponse à cette communication.

En attendant, nous avons chargé nos attachés militaires d'étudier entre eux un plan d'organisation. Ils ont tenu déjà plusieurs réunions et nous ne les enverrons en Crète avec les commissaires ottomans que quand ils auront rédigé un projet d'ensemble.

Le Sultan n'a pas encore consenti à désigner les commissaires ottomans pour la réorganisation judiciaire, dont l'urgence est cependant évidente. Pour gagner du temps, nous avons chargé nos consuls à Constantinople d'élaborer le programme du travail de la future Commission mixte et c'est M. Gazay, dont la compétence est reconnue de tous, qui paraît appelé à en être l'inspirateur et le rédacteur.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc,
consul général de France à la Canée.**

Paris, le 28 octobre 1896.

Veillez aviser sans retard Berovitch Pacha que la Banque de Paris et des Pays-Bas est prête à traiter avec le vali pour l'émission de l'emprunt de 100,000 livres au taux de 5 1/2 0/0 d'intérêt. Je m'en remets à votre tact du soin d'amener le gouverneur général à accepter ces conditions, manifestement avantageuses pour la Crète.

G. HANOTAUX.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 30 octobre 1896.

Le Conseil général administratif a autorisé le vali à négocier l'emprunt avec la Banque de Paris et des Pays-Bas. Il télégraphie aujourd'hui à cette Banque pour demander l'envoi d'un fondé de pouvoirs chargé de rédiger et de signer le contrat définitif. L'argent serait versé après la signature du contrat. La situation exige qu'il y ait le moins de temps perdu possible.

Paul BLANC.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 1^{er} novembre 1896.

Pour compléter les renseignements financiers que j'ai transmis au département, je crois devoir ajouter que la surtaxe douanière à elle seule a donné pendant le mois de septembre 1,377 livres turques. On peut donc considérer comme certain que les deux surtaxes donneront un minimum de 25,000 livres turques. C'est du reste ce qu'assure le vali.

Paul BLANC.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon,
ambassadeur de la République française à Constantinople.**

La Canée, le 2 novembre 1896.

Le chômage des Tribunaux continue et la population se plaint.

Les Conseils administratifs chrétiens veulent que les nouveaux juges soient nommés d'après la Convention de Halepa, tandis que les Conseils musulmans prétendent qu'on ne peut rien changer aux Tribunaux existants avant la décision de la Commission de réorganisation judiciaire.

Berovitch Pacha a demandé des instructions à la Sublime Porte.

Paul BLANC.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 2 novembre 1896.

Le gouverneur général vient de publier le règlement concernant la formation et le fonctionnement des Commissions des indemnités.

La publication de ce règlement a éprouvé de longs retards par suite de l'attitude prise, dans cette question, par le Conseil général administratif.

Il avait été en effet convenu, dès le principe, entre le vali et les consuls des grandes puissances que le fonctionnement de ces Commissions serait simplifié autant que possible. Le choix et le nombre des membres avaient été arrêtés entre nous et nous avions confié à une Commission supérieure, siégeant à la Canée, comprenant également un Délégué consulaire, le soin de connaître, en dernier ressort, des réclamations qui pourraient être portées contre les décisions de ces Commissions. Pour diminuer le nombre de ces réclamations et encourager les gens à ne pas soulever de difficultés inutiles, nous avons décidé que les frais des contre-expertises ordonnées par la Commission supérieure sur la requête d'une partie qui se croirait lésée seraient supportés par le plaignant, dans le cas où sa réclamation ne serait pas reconnue bien fondée. En outre, tout protestataire perdait le droit de toucher des acomptes jusqu'au moment où la Commission supérieure se serait prononcée sur sa réclamation. Notre désir, comme je l'indique plus haut, était de simplifier la procédure et de permettre aux Commissions d'achever rapidement leur travail. Il y a, en effet, des infortunes qui ont besoin d'être soulagées sans perte de temps et nous comptons sur l'influence de ce travail de pacification pour favoriser la rentrée des musulmans dans leurs villages. Ce projet fut soumis par le vali au Conseil général administratif et il lui fut renvoyé, après de longues discussions, tellement transformé que l'on comprenait immédiatement que le but des conseillers administratifs avait été purement et simplement de détruire notre œuvre. Dans le règlement élaboré par les conseillers administratifs on maintenait, parce qu'il était difficile de faire autrement, les Commissions auxquelles étaient adjoints les Délégués consulaires. Mais on supprimait la Commission supérieure et l'on soumettait l'approbation et la révision des décisions de ces Commissions en premier lieu au Conseil général administratif, puis au Tribunal de première instance et finalement à la Cour d'appel. De la présence d'un Délégué consulaire dans le Conseil général administratif il n'était même pas fait mention. On indiquait simplement qu'il pourrait y avoir un assesseur consulaire parmi les juges du Tribunal de première instance et les conseillers de la Cour d'appel ; mais on avait soin d'ajouter que ces Tribunaux pourraient se prononcer, en l'absence de cet assesseur consulaire, même dans le cas où il s'agirait d'intérêts étrangers. Il semblait que l'on voulait profiter de cette occasion pour considérer comme lettre morte la réserve faite par les Représentants des puissances en ce qui concerne le maintien des capitulations.

Puis, pour compliquer la question, on avait mentionné que les Tribunaux accepteraient tous les moyens de preuves admis par le Code de procédure civile.

Il est certain que, dans de semblables conditions, le contrôle consulaire devenait illusoire ; que les malheureuses victimes des derniers événements auraient été contraintes à se soumettre, pour obtenir le moindre règlement, à une procédure aussi longue que compliquée et qu'une bonne partie des revenus de la surtaxe, au lieu d'être consacrée au soulagement des infortunes, aurait passé dans la poche des avocats grecs.

Le consul général de Grèce encourageait cette conduite des conseillers généraux administratifs, et, ayant appris dans la suite que le vali était décidé à passer outre et à briser cette résistance, il nous avait indiqué, dans une conversation privée, qu'il ne croyait pas que le gouverneur général eût le droit de trancher seul cette question.

En tout cas, aussitôt après avoir pris connaissance de ce règlement préparé par le Conseil général administratif, mes collègues et moi fîmes observer à Berovitch Pacha qu'il nous était impossible d'en accepter l'application et que nous demandions la mise en vigueur du projet élaboré entre les consuls et lui-même, projet qui avait été soumis aux Représentants des puissances et approuvé par eux.

Nous insistâmes pour qu'en cas de refus des conseillers généraux chrétiens, le vali en votât l'application avec les conseillers généraux musulmans qui étaient tous d'avis d'accepter notre projet.

Berovitch Pacha, très heureux de cet appui que nous lui accordions, fit préparer un nouveau règlement rédigé dans le sens de nos propositions et le soumit au Conseil administratif qui, s'étant rendu compte entre temps que la population des campagnes protestait contre l'attitude des conseillers, finit par voter notre projet.

Je n'ai autant insisté sur les détails de cette question que pour indiquer à Votre Excellence les difficultés que nous rencontrons en présence des intrigues journalières des agents helléniques.

Notre impuissance actuelle fait la principale force de ces derniers. Mais j'ai l'espoir que, l'emprunt une fois conclu, le travail des Commissions de réorganisation de la justice et de la gendarmerie achevé, le pays engagé sérieusement dans la voie de la réorganisation administrative, ces résistances devront prendre fin. Les crétois sont las et demandent le repos. Les agents grecs essayeront, je suppose, de jouer leur dernier atout, au moment où les Commissions fonctionneront, pour faire prévaloir les projets du parti intransigeant crétois. Mais si leurs efforts sont déjoués et si les Représentants des puissances imposent énergiquement les résolutions auxquelles ils se seront arrêtés, l'action des consuls des grandes puissances finira par amener des résultats heureux pour l'œuvre de pacification de la Crète.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

La Canée, le 3 novembre 1896.

Les ambassadeurs ont chargé les présidents des Tribunaux consulaires à Constantinople d'élaborer le programme des travaux de la Commission de réorganisation judiciaire. Ce travail est en voie d'achèvement.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 4 novembre 1896.

La Banque de Paris et Pays-Bas s'est déclarée prête à traiter avec le vali pour l'émission de l'emprunt de 100,000 livres turques, au taux de 5 1/2 p. 100.

Berovitch Pacha a, en principe, accepté ces conditions, et l'on peut espérer que les pourparlers aboutiront prochainement.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 5 novembre 1896.

La Porte prétend que, dans le règlement de 1892 sur l'amélioration de l'organisation des Tribunaux de Crète, il y a un article qui prescrit que les procureurs près la Cour d'appel doivent être musulmans.

Elle prétend plus loin que ce règlement est un supplément du haut firman impérial de 1295.

Que resterait-il dans ce cas de la décision des grandes puissances en ce qui concerne le rétablissement de la Convention de Halepa?

Le règlement de 1832 a été l'œuvre personnelle de Mahmoud Pacha qui l'a rédigé et promulgué en dehors de toute décision de l'Assemblée crétoise, et qui n'a consulté que sa volonté personnelle. Or, ce sont ces règlements judiciaires, ces ordres viziriels, ces ordres de bon plaisir avec lesquels les valis musulmans ont gouverné la Crète de 1889 à 1896, qui ont provoqué le soulèvement de la population et amené la dernière crise.

La conséquence nécessaire du rétablissement de la Convention de Halepa est de frapper de nullité tous ces oukases des valis musulmans. Or la Porte voudrait aujourd'hui faire considérer ces règlements sans valeur comme des suppléments de la Convention de Halepa. Ces règlements n'ont eu qu'un but : détruire la Convention de Halepa et, quand celle-ci est officiellement rétablie, on veut maintenir ces règlements sous prétexte qu'ils sont un supplément de la charte crétoise.

Je dois attirer l'attention de Votre Excellence sur le danger qu'il pourrait y avoir à laisser passer sans protestation cette tentative de la Porte. Il faut que l'on comprenne à Constantinople que les crétois ne sont pas gens à se laisser leurrer et que, du moment où ils ont obtenu le rétablissement de la Convention de Halepa, ils maintiendront le droit qu'ils ont de considérer comme nuls et non avenue toutes lois et règlements promulgués depuis 1889 en dehors de l'Assemblée crétoise, de par le bon plaisir des valis musulmans.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 5 novembre 1896.

Les conseillers généraux administratifs chrétiens et une Commission des députés et de notables ont prié la Commission consulaire de transmettre aux ambassadeurs leurs protestations contre le maintien des anciens juges et contre un ordre transmis dans ce sens au vali par le Grand Vizir. Cet ordre est en opposition avec l'article 16 de la Convention de Halepa.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 6 novembre 1896.

Les ambassadeurs réclament le retrait de l'ordre viziriel relatif aux Tribunaux.

Les travaux de la Commission de réorganisation judiciaire ne peuvent se

prolonger au delà de quelques semaines. Il serait, dans ces conditions, préférable de laisser subsister l'organisation actuelle jusqu'à la conclusion des travaux de la Commission. Après le retrait de l'ordre viziriel, le vali pourrait, dans ce cas, confirmer provisoirement les magistrats actuels.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 8 novembre 1896.

Le Grand Vizir nie avoir donné à Berovitch Pacha un ordre relatif aux Tribunaux.

Il a dit hier aux premiers drogmans des ambassades qu'il s'était borné à exprimer l'avis qu'il convenait de laisser subsister l'organisation actuelle jusqu'à la conclusion des travaux de la Commission de réorganisation judiciaire.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 9 novembre 1896.

Le télégramme du Grand Vizir à Berovitch Pacha relatif aux Tribunaux porte que, par décision du Conseil des ministres, les anciens Tribunaux doivent continuer à fonctionner.

Ce n'était donc pas un avis, mais bien un ordre.

Paul BLANC.

Note verbale de la Sublime Porte à l'ambassade de France à Constantinople.

10 novembre 1896.

En se référant à sa note verbale en date du 15 octobre, le Ministère des affaires étrangères a l'honneur d'informer les ambassades des grandes puissances que le général de brigade d'état-major Chéreffeddin Pacha et le colonel d'état-major Osman Nizami Bey ont été désignés comme délégués du département impérial de la guerre à la Commission chargée de la réorganisation de la gendarmerie de Crète, en remplacement de Tewfik Bey, commandant de la gendarmerie du vilayet d'Aïdin, et Moustapha Effendi, du bataillon de gendarmerie de Rodosto.

Note verbale de l'ambassade de France à Constantinople à la Sublime Porte.

Péra, le 11 novembre 1896.

L'ambassade de France a reçu la Note verbale du 10 de ce mois, par laquelle le Ministère impérial des affaires étrangères lui fait connaître que le général de brigade d'état-major Chéreffeddin Pacha et le colonel d'état-major Osman Nizami Bey ont été désignés comme délégués du département de la guerre à la Commission mixte chargée de la réorganisation de la gendarmerie de Crète.

En accusant réception à la Sublime Porte de cette communication, l'am-

bassade de France la prie de vouloir bien lui faire connaître quelles mesures elle a prises pour que les Délégués ottomans entrent en rapport avec MM. les Attachés militaires, délégués des grandes puissances, et fixent, d'accord avec eux, l'ordre de leurs communs travaux.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 11 novembre 1896.

Nous avons insisté auprès de la Porte pour qu'elle désignât comme Délégués à la Commission mixte de réorganisation de la gendarmerie en Crète des officiers plus qualifiés que ceux qu'elle avait choisis tout d'abord. Le Ministre des affaires étrangères vient de faire connaître aux Représentants des grandes puissances les noms des nouveaux Délégués. Ce sont un général de brigade et un colonel d'état-major.

En attendant qu'une décision soit prise au sujet de l'époque et du lieu de réunion de cette Commission, nos Attachés militaires ont achevé le travail préliminaire que nous leur avons demandé et sur les bases duquel sera sans doute organisée la nouvelle gendarmerie.

D'autre part, M. Gazay et ses collègues continuent leur travail préparatoire sur l'organisation judiciaire et nous pressons la Sublime Porte de désigner ses Délégués.

Il y a urgence, en effet, à ce que ce point soit réglé sans retard. Les Tribunaux ont longtemps chômé et les affaires demeurent arrêtées.

Emu de cette situation, Berovitch Pacha a consulté la Sublime Porte sur le meilleur mode d'assurer le fonctionnement de la justice dans l'île en attendant la réforme annoncée. Les juges actuels ont été, en effet, nommés d'après une législation établie par Mahmoud Djelaleddin Pacha et contraire à la Convention de Halepa.

L'arrangement du 25 août dernier ayant remis en vigueur les prescriptions de ce pacte, les crétois ont déclaré que les juges actuels se trouvaient, par le fait même, privés de tout mandat et ont réclamé, en attendant la réforme, la nomination des juges par le Conseil général administratif.

En réponse à Berovitch Pacha, la Sublime Porte, par contre, a, par un ordre viziriel, déclaré que les anciens Tribunaux devaient provisoirement continuer à fonctionner.

C'était méconnaître le rétablissement de la Convention de Halepa; c'était plus encore, aller à l'encontre de l'article 13 de cette Convention, dont les crétois sont particulièrement fiers, et qui déclare que les ordres viziriels ne seront pas exécutés en Crète. Aussi, dès que l'ordre de la Porte fut connu, les protestations furent-elles très vives parmi les chrétiens. Favorisée par les quelques avocats crétois présents dans l'île et par quelques meneurs helléniques, l'agitation fut rapidement très grande. Le Palais et la Porte, interrogés par nous à cet égard, affirmèrent qu'il n'y avait pas d'ordre viziriel, mais un simple conseil à Berovitch Pacha. Celui-ci maintient son dire et, en vue de couper court à l'agitation créée par cette maladresse de la Porte, les Représentants des puissances ont exigé que celle-ci dissipât toute équivoque.

Il est essentiel, en effet, de ne fournir aucun prétexte aux agents grecs de tout ordre qui manœuvrent dans l'île pour entraver l'œuvre d'apaisement entreprise par les puissances.

Pour mettre un terme à toutes ces intrigues, nous avons chargé nos consuls à la Canée de déclarer hautement que l'Assemblée ne pouvait ni préjuger des décisions de la Commission mixte de réorganisation judiciaire, ni prétendre exercer ultérieurement le droit d'accepter ou de repousser les décisions de cette Commission qui auraient été approuvées par les ambassadeurs.

Nous pouvons espérer que la netteté de ces déclarations sera d'un bon effet; mais il ne faut pas se dissimuler que nous devons nous attendre à rencontrer à chaque pas des difficultés de ce genre à l'application du nouveau règlement, si nous ne parvenons pas à obtenir du Cabinet d'Athènes qu'il enjoigne à son agent en Crète d'observer la réserve nécessaire.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 12 novembre 1896.

Le vali vient de recevoir par le télégraphe l'iradé suivant :

« Les crétois n'ayant pas su apprécier le sens de la communication viziriel relative aux Tribunaux et préférant supporter le préjudice qui découle de la vacance des Tribunaux jusqu'à l'élection, il convient alors de suivre le désir du pays jusqu'à ce que la Commission de réorganisation judiciaire ait fini ses travaux et jusqu'à ce que les élections des juges aient été faites suivant les prescriptions du pacte de Halepa. »

En nous communiquant confidentiellement cet iradé, Berovitch Pacha ajoute que, pour ne pas surexciter les esprits, il garde cet ordre secret et attend l'effet des démarches que font les ambassadeurs pour faire régler le fonctionnement provisoire de la justice.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 12 novembre 1896.

L'agitation ne s'apaise pas. On annonce pour dimanche une réunion de protestation à Apocorona.

Si le vali pouvait retirer ou expliquer l'ordre viziriel et donner une solution à la question du fonctionnement provisoire des Tribunaux, les consuls pourraient alors communiquer à la population la décision des ambassadeurs. On pourrait espérer ainsi la solution de l'incident.

Paul BLANC.

Note verbale de la Sublime Porte à l'ambassade de France à Constantinople.

Le 12 novembre 1896.

Le Ministre des affaires étrangères a l'honneur d'informer les ambassades des grandes puissances que Costaki Effendi, président de la Cour d'appel de Constantinople (section commerciale), a été désigné comme délégué du Gouvernement impérial à la Commission chargée, aux termes du paragraphe 10 de l'arrangement, d'étudier les réformes à opérer dans l'organisation de la justice en Crète.

Cette Commission tiendra sa première réunion lundi prochain, 16 courant, au Ministère de la justice, à une heure de l'après-midi.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 12 novembre 1896.

Une émeute sérieuse a éclaté à la Canée hier dans la nuit. Le Parquet ayant fait arrêter un notable musulman, la population musulmane en armes s'est rassemblée autour du conak pour réclamer son élargissement. Les musulmans des villages voisins ont couru également en armes vers la ville dont les portes étaient heureusement fermées.

Les chrétiens se barricadèrent dans leurs maisons.

Le gouverneur militaire étant malade, le vali requit le général commandant la place de disperser ces attroupements. Celui-ci répondit que la foule n'obéissait pas aux ordres donnés et, malgré les ordres du vali d'employer la force, il ne fit absolument rien.

Sans gendarmerie, et en présence du refus du concours de l'autorité militaire, le vali, pour éviter des événements graves, dut céder et faire relâcher le prisonnier. La foule se dispersa.

Deux heures après, le commandant de la place vint dire au vali qu'il avait été invité par le gouverneur militaire à prendre ses ordres.

Cet événement causa la plus triste impression et l'autorité militaire doit être mise en demeure d'obéir immédiatement aux ordres directs du vali.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

La Canée, le 14 novembre 1896.

Les ambassadeurs considèrent le télégramme du Grand Vizir comme un retrait de son ordre antérieur relatif aux Tribunaux.

Berovitch Pacha doit annoncer ce retrait à la population. Il doit déclarer ensuite que la situation n'est que provisoire, qu'il convient d'attendre l'arrivée de la Commission de réorganisation judiciaire et que, pour ne pas interrompre le cours de la justice, il confirme temporairement les juges en fonction.

La Commission, composée d'un Délégué de la Porte, de Délégués des puissances et de M. Scalzounis, représentant du vali, partira incessamment.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 14 novembre 1896.

On a affiché dans divers quartiers des placards appelant les musulmans à la guerre sainte et les invitant à massacrer les chrétiens.

La population de la Canée est dans une grande inquiétude.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 14 novembre 1896.

A la suite des mauvaises nouvelles reçues de la Canée, les Représentants des puissances ont réclaté de la Porte l'envoi d'ordres catégoriques aux autorités militaires pour les obliger à obtempérer aux réquisitions du vali. Ils ont aussi décidé le départ dans le plus bref délai possible des Commissions d'organisation judiciaire et d'organisation de la gendarmerie.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 15 novembre 1896.

Berovitch Pacha a fait une proclamation dans le sens indiqué par votre télégramme d'hier.

Paul BLANC.

Note verbale de la Sublime Porte à l'ambassade de France à Constantinople.

Le 16 novembre 1896.

En se référant à sa note verbale du 12 de ce mois, le Ministère des affaires étrangères a l'honneur d'informer les ambassades des grandes puissances qu'Ismaïl Bey, conseiller au vilayet de Crète, et Djevdet Bey, procureur général près la Cour d'appel de l'île, ont été également nommés comme Délégués du Gouvernement impérial à la Commission chargée d'étudier les réformes à opérer dans l'organisation de la justice en Crète.

Ils seront appelés à prendre part aux travaux de ladite Commission, aussitôt que celle-ci aura commencé à tenir ses réunions sur les lieux.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 19 novembre 1896.

M. Zangarussiano, chargé par la Banque de Paris et des Pays-Bas de traiter avec le vali pour l'émission de l'emprunt de 100,000 livres, doit s'embarquer aujourd'hui à Marseille pour la Crète. La Banque télégraphie directement à Berovitch le départ de son mandataire.

Veuillez faciliter à M. Zangarussiano, autant qu'il dépendra de vous, l'accomplissement de sa mission.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 20 novembre 1896.

L'émotion causée par la dernière émeute commençait à peine à se calmer que des placards appelant la population musulmane aux armes et l'invitant à égorger les chrétiens étaient répandus dans toute la ville. Nous avons eu de nouveau à compter avec les dangers qui sont la conséquence habituelle

des paniques. La population chrétienne était, en effet, très alarmée, les boutiques s'étaient de nouveau fermées, et chacun restait enfermé dans sa maison, prêt à tout événement.

Un jour ou deux s'étant passés sans incident, les gens ont vu renaître leur courage et la ville a repris sa physionomie habituelle.

Il serait bien à souhaiter qu'une prompte réorganisation de la gendarmerie vint fournir au vali les moyens d'assurer l'ordre et de faire la police des villes.

Je dois, à cette occasion, prier le département de vouloir bien remercier M. le capitaine de vaisseau Marquis, commandant le *Marceau*, qui, aussitôt après s'être rendu compte de l'état de surexcitation des esprits, a expédié de la Sude des officiers et des matelots pour s'assurer que le consulat et la colonie française ne couraient aucun danger. M. le commandant Marquis venait en outre de recevoir l'ordre de rallier immédiatement Toulon. Comprenant que, dans un moment aussi critique, il ne convenait pas au seul navire français qui se trouvait dans les eaux crétoises de partir, alors que les navires étrangers étaient prêts, en cas de besoin, à venir mouiller devant la Canée, il a bien voulu prendre sur lui de différer son départ jusqu'à l'arrivée du *Wattignies*.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 20 novembre 1896.

Dès la réception du télégramme identique adressé aux consuls par MM. les ambassadeurs, mes collègues et moi nous nous sommes rendus chez le gouverneur général et nous lui avons communiqué les décisions prises concernant l'ordre viziriel et la question des Tribunaux.

Berovitch Pacha s'est empressé de déférer à notre conseil. Il a fait afficher, le jour même, une proclamation annonçant le retrait de l'ordre viziriel et la confirmation temporaire, par ordonnance du vali, des anciens juges. Puis il a télégraphié à M. Scalzounis pour lui notifier sa nomination en qualité de Délégué du gouverneur général dans la Commission de réforme judiciaire. Mes collègues et moi ne pouvons, par conséquent, que constater la bonne volonté dont Berovitch Pacha a fait preuve envers nous dans cette circonstance.

Les consuls des grandes puissances ont ensuite appelé les membres du Conseil administratif, les notables et les députés qui nous avaient remis précédemment des protestations. Nous leur avons annoncé que l'ordre viziriel était retiré, que les ambassades avaient exprimé l'avis que le mandat des anciens juges devait être temporairement confirmé par ordonnance du vali et que ce dernier, autorisé à avoir un délégué dans la Commission de réforme judiciaire, avait désigné M. Scalzounis. Puis, nous avons profité de cette circonstance pour leur déclarer que les ambassades avaient décidé que l'Assemblée crétoise serait incompétente pour modifier l'organisation judiciaire ou autre que les puissances, d'accord avec la Porte, donneraient à l'administration crétoise.

Il est certain que toutes ces déclarations devaient produire des impressions diverses. Le retrait de l'ordre viziriel, la désignation d'un Délégué du gouverneur général dans la Commission de réforme judiciaire, le choix de M. Scalzounis ont causé la plus grande satisfaction. Il n'en a pas certaine-

ment été de même en ce qui concerne la confirmation des anciens juges et la limitation du droit de l'Assemblée.

On devait, du reste, s'y attendre. La première décision causait un grand préjudice à des intérêts personnels, à des intérêts de partis politiques. Les chefs de l'agitation s'étaient fait depuis quelques jours à l'idée qu'ils allaient pouvoir créer une magistrature à leur dévotion. Leur déception est grande. Peut-être leur conseillera-t-elle, comme on le prétend, de se livrer à d'autres manifestations, à provoquer une grève des juges ou des avocats. Il vaut mieux, en tous cas, que le pays reste un mois ou deux de plus sans Tribunaux plutôt que de voir procéder, dans les circonstances actuelles, à des élections de juges. Nous aurions eu infailliblement des protestations violentes du parti évincé qui auraient fort bien pu dégénérer en troubles sérieux. Si les crétois veulent boudier et se priver de Tribunaux jusqu'à l'achèvement des travaux de la Commission de réforme, ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes et le mal ne sera pas grand. Nous saurons, du reste, demain à quoi nous en tenir, puisque c'est demain que les Tribunaux doivent commencer leurs travaux. Aujourd'hui, on annonce la grève générale; demain, peut-être, tout le monde sera à son poste.

La question de la limitation des droits de l'Assemblée a soulevé un plus gros orage et plusieurs de nos interlocuteurs ont essayé même de nous laisser entendre que les puissances voulaient retirer aux crétois une partie des avantages qu'elles leur avaient accordés. Nous avons donc pu répondre immédiatement que les questions de la justice et de la gendarmerie n'avaient pas été réglées par le dernier arrangement, qu'elles avaient été réservées parce qu'elles nécessitaient une étude sérieuse et complète, qu'en outre les crétois ne devaient pas revendiquer le droit pour leur Assemblée de modifier les réformes futures du moment où ils déniaient à la Porte, et avec juste raison, le droit d'y apporter la moindre modification. « Ce qui fait votre force, leur avons-nous dit, c'est que les puissances soient résolues à ne permettre à personne de toucher au statut crétois. »

Ce langage a certainement convaincu ceux d'entre eux qui étaient de bonne foi.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères

La Canée, le 21 novembre 1896.

Berovitch Pacha communique aux consuls le télégramme suivant du Grand Vizir : « Le général de division Saadeddin Pacha, qui a été adjoint à Costaki-Effendi, adjoint de la direction de la presse, a été nommé par iradé pour procéder aux mesures nécessaires et faciliter l'application immédiate des réformes. »

Cette adjonction d'un général musulman au vali chrétien présenté comme ayant pour but de faciliter la tâche de ce dernier annule au contraire le droit que le dernier arrangement accorde exclusivement au vali pour l'application des réformes et constitue une mesure de défiance qui détruit complètement le prestige du gouverneur général. Elle encouragera la résistance des musulmans, entraînera des conflits continus et provoquera, dès qu'elle sera connue, des complications graves.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 novembre 1896.

J'ai fait demander aujourd'hui au Sultan des explications au sujet de la mission de Saadeddin Pacha. Les instructions données à cet officier général se résumeraient ainsi : « Mettre fin à la mésintelligence du commandant militaire et du vali; prêter son concours à ce dernier dans le cas où il rencontrerait des difficultés à l'occasion de l'application de l'arrangement, par exemple en cas de résistance des musulmans ou de troubles suscités par eux. »

Les Commissions de la gendarmerie et de la réorganisation judiciaire ont travaillé avec beaucoup d'activité. Elles devaient partir mardi, mais le départ est remis au 1^{er} décembre, car il importe d'être d'accord avec la Porte sur tous les points essentiels, sans quoi on s'exposera à des discussions interminables avec les Délégués ottomans.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 23 novembre 1896.

Saadeddin Pacha est envoyé en Crète, afin, dit-on, de régler les rapports des autorités civiles et militaires. Sa mission paraissant dépasser les limites indiquées, j'ai fait demander des explications au Sultan qui m'a répondu qu'en raison de l'insuffisance du commandement militaire en Crète, Saadeddin avait pour instruction de prêter son concours au vali dans le cas où l'application de l'arrangement soulèverait quelque opposition et même quelques troubles chez les musulmans. Dans ces conditions, la mission Saadeddin m'a paru offrir une certaine utilité et j'ai prescrit à M. Blanc de ne pas laisser les esprits s'exciter à ce sujet. Berovitch Pacha, meilleur juge que personne de sa propre situation, a hâté, par un télégramme que le Sultan m'a fait communiquer, l'envoi de cet officier général à la Canée. L'accord n'est pas encore complet avec la Porte sur les points essentiels des projets de réorganisation de la gendarmerie et de la justice. Pour ne pas être exposé à des discussions interminables lorsque les commissaires seront en Crète, on a décidé de remettre au 1^{er} décembre leur départ.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 24 novembre 1896.

Je ne puis que vous approuver d'avoir recommandé à M. Blanc de ne pas laisser les esprits s'exciter au sujet de la mission de Saadeddin Pacha.

En ce qui concerne la réorganisation de la gendarmerie et de la justice, il n'est pas sans inconvénients que les commissaires chargés de cette tâche ne soient pas partis à la date que vous m'aviez précédemment indiquée et qui avait été rendue publique.

G. HANOTAUX.

**Note remise à la Sublime Porte par le premier drogman
de l'ambassade de France à Constantinople.**

26 novembre 1896.

1° Nous considérons l'envoi de Saadeddin Pacha accompagné d'un fonctionnaire civil comme de nature à affaiblir le vali au lieu de le fortifier et à exciter les esprits en Crète.

Il importe que Saadeddin Pacha et son adjoint civil soient rappelés.

Nous considérons également le maintien d'Ibrahim Pacha comme dangereux, ce commandant militaire étant, de l'aveu de la Porte, incapable d'agir, vu son état de maladie.

Nous demandons en conséquence son rappel.

2° Les Délégués des ambassadeurs aux deux Commissions de gendarmerie et d'organisation judiciaire partiront mardi pour la Crète avec ou sans les Délégués ottomans.

Si ces derniers ne les accompagnent pas, les Délégués européens feront sans eux leur projet, le soumettront aux ambassades, et les ambassades seront obligées de réclamer l'application de règlements à l'élaboration desquels la Porte n'aura pas pris part.

3° Gendarmerie.

D'après les informations données aux attachés militaires par les Délégués ottomans à la Commission de gendarmerie, la Porte serait décidée à ne pas admettre d'étrangers dans le recrutement de la gendarmerie. Les ambassadeurs considèrent comme indispensable d'étendre le recrutement aux étrangers, autrement ce recrutement serait impossible et n'offrirait que des sujets incapables ou indignes. La Porte est donc priée de donner à ses Délégués l'ordre de ne pas insister sur ce point.

Les Délégués ottomans s'opposent également à ce que la gendarmerie puisse avoir un chef chrétien. Nous n'admettons pas cette opposition et nous considérons le chef suprême de la gendarmerie comme devant être chrétien. Il pourra avoir deux sous-ordres, l'un musulman et l'autre chrétien.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 27 novembre 1896.

Le gouverneur général a été appelé, le 17 de ce mois, au bureau télégraphique par le Sultan qui désirait correspondre directement avec lui. Sa Majesté, après avoir exprimé son étonnement des dernières manifestations qui ont eu lieu pour réclamer l'application immédiate des réformes et avoir demandé de lui indiquer les influences qui encourageaient ces tentatives d'agitation, annonça au vali qu'elle entendait mettre les réformes en exécution et que, pour faciliter sa tâche, elle comptait lui envoyer le général de division Saadeddin Pacha.

Berovitch Pacha répondit au Sultan que, connaissant les intentions personnelles de Sa Majesté et sachant que sa volonté était d'accorder aux crétois les bénéfices du dernier arrangement, il avait déjà commencé à appliquer certaines réformes, notamment celles concernant la réorganisation des services administratifs et financiers de l'île, qu'il ne cessait de répéter à la population que la volonté du Souverain était d'assurer son bien-être et son bonheur en mettant en exécution le nouveau statut. Le

gouverneur général indiqua ensuite au Sultan que l'agitation actuelle était dirigée par l'agitation du parti hellénique et encouragée ouvertement par le consul général de Grèce et il termina en disant que, le commandant militaire étant malade depuis six semaines et incapable de tout travail, il priait Sa Majesté d'envoyer Saadeddin Pacha le plus tôt possible. Berovitch Pacha, qui avait fait savoir précédemment au palais que l'état de santé d'Ibrahim Pacha ne lui permettait aucun travail et rendait son concours illusoire, était convaincu que l'on avait pris sa plainte en considération et que Saadeddin Pacha venait d'être nommé commandant militaire. Il dut bien comprendre qu'il en était autrement en recevant le lendemain un télégramme du Grand Vizir lui annonçant que le général de division Saadeddin Pacha, auquel était adjoint Costaki Effendi, fonctionnaire du bureau de la presse, avait été nommé pour procéder aux mesures nécessaires et faciliter l'application immédiate des réformes.

Il s'agissait donc d'une véritable mission.

La Porte semblait désireuse d'établir de la sorte qu'un chrétien ne peut se rendre maître de la situation en Crète, quand même il aurait l'appui des grandes puissances. Berovitch Pacha comprit qu'on lui envoyait un contrôleur de tous ses actes et que celui-ci, groupant autour de lui les musulmans, allait lui créer des conflits incessants et, sous prétexte de défendre les intérêts musulmans, s'opposer à toutes les mesures qu'il serait appelé à prendre. Il dut se demander ce qui allait rester du prestige et de l'autorité du gouverneur général chrétien. Il ne pouvait pas, en outre, se dissimuler que la mesure de méfiance dont il était ainsi l'objet avait été provoquée par l'esprit d'indépendance dont il avait fait preuve dans plusieurs circonstances.

En annonçant publiquement à la population que l'ordre viziriel était retiré; en maintenant, contrairement aux derniers ordres de la Porte, les anciens juges dans leurs fonctions; en révoquant le procureur général musulman et en ne tenant aucun compte de l'ordre qui lui avait été donné de le réintégrer dans ses fonctions et de le nommer membre de la Commission de réforme judiciaire; en désignant, sans autorisation de la Porte, M. Scalzounis comme son Délégué personnel dans cette Commission, Berovitch Pacha avait non seulement refusé d'obéir à des ordres formels de la Porte, mais il avait refusé d'obéir à des iradés impériaux.

Le vali chrétien se conduisant en insurgé, on plaçait à côté de lui un vali musulman.

Tout ceci est l'œuvre de certaines personnalités musulmanes de l'entourage du Sultan qui ne cessent d'écrire aux musulmans de ce pays que les réformes n'existent que sur le papier et qu'elles ne seront jamais mises en exécution.

La mission Saadeddin Pacha encouragera cette illusion dangereuse et nous prépare bien des difficultés. Les musulmans vont devenir intraitables et le vali chrétien ne comptera même plus pour eux. Nous l'avons bien vu pendant la mission de Zihny Pacha et cet exemple est trop récent pour qu'il ne soit pas encore présent à notre esprit.

En présence de ces intrigues musulmanes, en présence des intrigues grecques, on peut se demander ce qu'il va advenir de l'œuvre de pacification de la Crète; alors qu'avec un peu de bonne volonté de part et d'autre la tâche eût été facile, on en arrive à douter de pouvoir obtenir un résultat satisfaisant. La population crétoise est lasse et demande la tranquillité,

mais on ne veut pas lui accorder le repos dont elle a besoin. Tandis que les politiciens grecs déploient une activité fiévreuse pour enrayer l'action des consuls et faire avorter leurs efforts, la Porte, de son côté, tâche de ruiner le prestige et l'autorité de son gouverneur général. Il y a, au milieu de toutes ces manœuvres incompréhensibles, puisqu'elles sont le fait de deux parties ayant des intérêts opposés et dont l'une d'elles, au moins, devrait désirer le rétablissement de l'ordre en Crète, bien peu de place pour ceux qui veulent panser les plaies du passé et assurer l'avenir de ce malheureux pays.

Paul BLANC.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 27 novembre 1896.

La Porte fait preuve d'un manque complet d'à-propos dans les affaires crétoises. L'insurrection est toujours menaçante et il est impossible d'obtenir une solution.

Toutes les ambassades ont déclaré hier au Ministre des affaires étrangères que, vu l'obscurité régnant sur la mission de Saadeddin Pacha, elles demandaient le rappel de cet intermédiaire ou sa nomination au commandement militaire de l'île avec ordre de se subordonner au vali. Nous voulons une situation claire et des autorités ayant un mandat défini.

Pour l'organisation de la justice et de la gendarmerie, nous avons fait connaître les points essentiels sur lesquels nous n'admettons aucune discussion.

Nous avons également annoncé pour mardi prochain le départ, avec ou sans les Délégués ottomans, des commissaires européens.

P. CAMBON.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon,
ambassadeur de la République française à Constantinople.**

Paris, le 28 novembre 1896.

J'approuve les démarches que vous avez faites avec tous vos collègues, en vue d'obtenir que la Porte mît fin à la situation équivoque créée par la mission Saadeddin Pacha en Crète. J'ai vu également avec satisfaction que les ambassadeurs avaient annoncé pour mardi le départ des commissaires européens pour la Canée.

G. HANOTAUX.

**Note remise par la Sublime Porte au premier drogman
de l'ambassade de France, le 30 novembre 1896.**

Pendant les délibérations de la Commission chargée de la réorganisation de la gendarmerie crétoise, les Délégués ottomans n'ont soulevé aucune objection concernant la nomination d'un étranger comme commandant de la gendarmerie, et d'un nombre déterminé — et à titre provisoire — d'officiers étrangers pour ce corps. Seulement ils n'ont pas admis que des étrangers fussent au nombre des soldats, caporaux ou sergents qui seront recrutés parmi les habitants des autres parties de l'Empire. A l'exception

de ce seul point, sur lequel les Délégués ottomans ne peuvent qu'insister, les autres dispositions du projet ne donnent lieu à aucune objection.

Les Délégués ottomans partiront également pour la Crète demain mardi 1^{er} décembre.

Quant à la nomination du président de la Cour d'appel de l'île ainsi que du procureur impérial auprès de cette Cour, le dernier arrangement ne contenant aucune clause à ce sujet, il n'y a naturellement pas lieu d'y procéder suivant le mode admis pour la nomination du gouverneur général seul.

Le droit de cassation étant une des prérogatives inhérentes à la souveraineté de S. M. I. le Sultan, il ne serait, ainsi que les Délégués des ambassades l'ont reconnu eux-mêmes dans le cours des délibérations, ni possible, ni conforme à la justice de l'aliéner d'une façon absolue. Aussi, sur l'avis conforme desdits Délégués, les condamnations à la peine capitale, aux travaux forcés à perpétuité et à temps, continueront-elles à être susceptibles de pourvois en cassation.

Il ne reste aucune divergence à ce sujet. Il serait seulement équitable de ne pas priver les crétois de la faculté, que chacun a, de se pourvoir en cassation également en matière civile.

Les Tribunaux des sandjaks auront, ainsi qu'il a été arrêté dans le second paragraphe du projet de réorganisation judiciaire, élaboré de concert avec les Délégués des ambassades, un président et quatre membres, dont deux musulmans et deux chrétiens, et les emplois desdits Tribunaux seront, d'après le paragraphe final dudit projet, confiés aux musulmans et aux chrétiens dans la proportion de un tiers et de deux tiers.

Si le projet en question est approuvé par les ambassades, la Sublime Porte n'y fera aucune objection.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 2 décembre 1896.

Je vous ai fait connaître la composition des Commissions chargées de procéder à la réorganisation de la gendarmerie et de la justice en Crète. La première comprend les attachés militaires des six ambassades et deux Délégués ottomans, le général Chéréfeddin et le colonel Osman Nizamy Bey. Ces officiers ont été désignés par la Porte sur la demande des ambassadeurs, en remplacement de deux officiers subalternes et ignorant la langue française, dont nous n'avions pu accepter la nomination.

La Commission judiciaire se compose de M. Gazay, notre consul général, M. Scalzounis, avocat hellène qui fut chargé, en 1880, de rédiger la législation civile et criminelle applicable à la Crète, en exécution de la Convention de Halepa, et d'un Délégué turc qui était jusqu'à présent Costaki Effendi Vayanis, président de la Cour d'appel de Constantinople, mais qui semble avoir été changé depuis deux jours sans avertissement préalable aux ambassadeurs. Le Gouvernement britannique, ayant manifesté le désir d'avoir un Représentant dans cette Commission, nous n'avons fait aucune objection à ce qu'il désignât son vice-consul à Benghazi, M. Alvarez.

Avant de songer à se mettre en route, il importait que les Commissions établissent le programme de leurs travaux et que les Délégués se missent

d'accord sur les parties essentielles des règlements à soumettre à l'assentiment des ambassadeurs.

Les attachés militaires se sont réunis d'abord entre eux et ils ont adopté les bases d'une organisation de la gendarmerie qui nous ont paru fort acceptables. Le caractère essentiel de leur projet est de placer le chef de cette force publique en dehors et au-dessus des compétitions locales. Cet officier serait nommé pour cinq ans, avec l'assentiment des puissances. Il devrait être chrétien et pourrait être étranger. Les autres officiers pourraient être étrangers ou indigènes, mais ils ne seraient nommés que sur la proposition des Conseils de régiments, et les gendarmes qui pourraient être choisis également parmi d'anciens soldats des armées étrangères, devraient être chrétiens pour les deux tiers et musulmans pour un tiers. Ce sont les proportions adoptées, du reste, pour tous les fonctionnaires et employés dans le premier arrangement. Les dispositions du projet des attachés ont soulevé de la part des Délégués ottomans de vives réclamations, et la Porte, elle-même, nous a notifié son refus d'admettre des étrangers comme commandant en chef de la gendarmerie. Tout au plus se montre-t-elle disposée à accepter, à titre provisoire, dans une proportion déterminée, quelques officiers étrangers.

Nous avons fait observer à la Porte que l'exclusion des étrangers rendait impossible le recrutement d'une bonne gendarmerie attendu que, les chrétiens étant éloignés de l'armée en Turquie, on serait obligé de faire appel à la portion de la population la plus ignorante du service militaire. Nous avons, en conséquence, déclaré, que nous considérons, dès à présent, comme indispensable le recours aux anciens soldats de nationalité non ottomane et nous avons ajouté que nous n'admettrions pas la discussion sur le mode de nomination du commandant en chef. Ces échanges de vues contradictoires ont retardé jusqu'à présent le départ de la Commission. Elle devait se mettre en route aujourd'hui, mais, le mauvais temps ayant retardé l'arrivée du paquebot Lloyd qui devait l'emmenner, elle a retardé son départ jusqu'à jeudi prochain.

Nous avons prescrit, mes collègues et moi, à nos attachés militaires de ne pas s'attarder en Crète jusqu'à l'achèvement de l'organisation qu'ils sont chargés de préparer. Leur mission consiste à se rendre compte de la valeur des ressources que le Gouvernement crétois peut consacrer à sa gendarmerie, à vérifier sur place les besoins de ce service, afin d'établir en connaissance de cause le chiffre du contingent indispensable, à faire accepter enfin par l'opinion crétoise, chrétienne ou musulmane, les principes d'une organisation qui n'aura de valeur que si la population tout entière en reconnaît l'utilité. Cela fait, et j'estime que ce travail ne devra pas excéder trois semaines, les Attachés nous rapporteront un projet définitif que nous devons imposer à la Porte.

Quant à l'organisation judiciaire, Votre Excellence connaît, par la correspondance de M. Blanc, l'émotion causée par la prétention de la Porte de maintenir en fonctions les juges nommés depuis 1892, au mépris de la Convention de Halepa. Nous avons calmé cette agitation en faisant retirer par le Grand Vizir ses ordres inconsidérés, mais nous avons reconnu qu'il était impossible de supprimer tout d'un coup la magistrature de l'île et de faire élire les nouveaux juges, conformément au règlement de Halepa.

L'élection des magistrats est condamnée par tous les consuls et nous pensons que la nouvelle organisation devra comporter un autre mode de

nomination. Pour ne rien préjuger, nous avons adopté un moyen terme qui a suffi à calmer l'amour-propre des crétois. Le vali, sur notre conseil, a adressé à la population une proclamation déclarant que le mandat des magistrats se trouvait annulé par le rétablissement de la Convention de Halepa, mais que, pour ne pas laisser vaquer les Tribunaux, en attendant l'achèvement des travaux de la Commission judiciaire, il investissait provisoirement ces mêmes magistrats du droit de juger. Les crétois se sont contentés de cette concession de pure forme.

A Constantinople, la difficulté de trouver des Délégués compétents pour étudier les questions judiciaires nous a déterminés à confier à tous les consuls des grandes puissances l'étude d'un projet d'organisation.

Parmi ces consuls, M. Gazay était, de l'aveu de tous, le plus autorisé en ces matières. Il a donc rédigé lui-même un projet qui a été unanimement approuvé. Il a été ensuite désigné par MM. les consuls, avec l'approbation de tous les ambassadeurs, pour se transporter en Crète afin de compléter ce projet et de le faire accepter par la population.

La nécessité d'obtenir l'agrément des crétois à des dispositions que nous pouvons certainement leur imposer, mais qui, pour être sérieusement appliquées, doivent être acceptées par les justiciables, nous a déterminés à faire entrer dans la Commission un représentant du vali.

Ce haut fonctionnaire a désigné, sur notre conseil et sans autorisation préalable de la Porte, M. Scalzounis qui jouit auprès des crétois d'une considération méritée et qui se trouve en meilleure situation que personne pour leur faire accepter nos projets. Quant au délégué turc, Costaki Effendi Vayanis, il était chrétien et la Porte, pour donner satisfaction aux musulmans, avait jugé à propos de lui adjoindre sans nous consulter préalablement deux fonctionnaires musulmans de Crète fort décriés. L'un, Djevdet, était un procureur général révoqué par le vali dont nous avons dû faire maintenir la révocation malgré les résistances du Gouvernement ottoman; l'autre était le secrétaire général du vilayet, dont l'impopularité est notoire. Nous n'avons pas accepté ces désignations qui, si elles avaient été maintenues, auraient jeté le discrédit sur les travaux de la Commission. La Porte les a retirées, mais nous apprenons aujourd'hui qu'elle a subitement remplacé son délégué Costaki Vayanis par un conseiller d'Etat musulman nommé Nazimi Bey. Nous protestons contre ce changement fait à notre insu, mais nous reconnaissons l'utilité de l'introduction dans la Commission d'un membre musulman et nous accepterons, en fin de compte, le nouveau Délégué.

Dans son travail préparatoire, M. Gazay a tenu compte des réclamations formulées par les députés crétois pendant l'insurrection. Ces réclamations portaient principalement sur deux points : 1° la suppression de la juridiction de la Cour de cassation en Crète; 2° la nomination d'un premier président à la Cour d'appel et d'un procureur général étrangers.

Sur le premier point, nous avons acquis la conviction que le Sultan résisterait énergiquement à une mesure dont le fait serait de donner à la Crète son autonomie judiciaire. La juridiction de la Cour de cassation est pour ainsi dire le dernier lien juridique de l'île avec Constantinople. Nous avons donc cherché avec notre consul général le moyen de laisser subsister le pourvoi en cassation en le restreignant aux affaires les plus importantes. La Porte a admis nos restrictions.

Sur le second point, nous avons établi que le procureur général et le

président de la Cour d'appel seraient nommés après entente avec les Représentants des grandes puissances et que, pour les cinq premières années, ces magistrats seraient étrangers. Cette disposition n'a pas été admise par le Gouvernement ottoman, mais les ambassadeurs ont fait connaître au Ministère des affaires étrangères qu'ils considéraient son adoption comme indispensable.

Deux autres questions ont été soulevées par le Délégué ottoman : la proportion des magistrats chrétiens et musulmans que nous entendons être, comme pour les autres fonctionnaires, de deux tiers et un tiers ; et le mode de nomination des magistrats qui, d'après la Convention de Halepa, doivent être élus et dont la Porte désire se réserver la nomination.

Nous avons déclaré nettement que nous n'admettrions pas de discussion sur le partage des emplois entre chrétiens et musulmans.

Quant au choix des juges, nous avons reconnu qu'il ne convenait point de recourir à l'élection ; pour ménager les susceptibilités des crétois et pour respecter dans une certaine mesure la Convention de Halepa, nous avons établi que les magistrats seraient nommés par le vali, après entente avec les chefs de la Cour, sur une liste de candidats préparée par les Conseils administratifs élus dans l'île.

Ce mode de procéder ne semble pas avoir soulevé d'objection de la part de la Porte.

Il y a lieu d'espérer que les mesures sur ces points essentiels seront accueillies favorablement par les crétois et que, de guerre lasse, la Porte se résignera à les accepter.

M. Gazay est parti hier pour la Crète sur un bateau français de passage à Constantinople. Il y sera rejoint par ses collègues et, s'il trouve au Pirée un paquebot lui permettant d'arriver avant eux, il aura le temps de se mettre en rapport avec les autorités administratives et les corps élus, et j'espère qu'il obtiendra immédiatement l'adhésion générale au projet qu'il a préparé.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 3 décembre 1896.

A peine débarqué, Saadeddin Pacha s'est rendu au Conak et a immédiatement interrogé Berovitch Pacha sur l'état actuel de la question des Tribunaux. Le vali crut alors devoir lui communiquer un télégramme qu'il venait de recevoir du Palais et dans lequel on lui disait que Saadeddin Pacha n'avait pas pour mission d'intervenir dans l'application des réformes, mais de prêter, au besoin, aide et assistance au gouverneur général.

Depuis cette communication, Saadeddin Pacha n'a plus interrogé le vali. On peut en conclure que les instructions personnelles qui lui avaient été données au moment de son départ de Constantinople ont été modifiées depuis son arrivée en Crète.

Il paraît cependant que, dans le courant de cette semaine, une réunion des officiers généraux a eu lieu en présence de Saadeddin Pacha. D'après mes informations, on y aurait prononcé un véritable réquisitoire contre le gouverneur général qu'on aurait accusé de témoigner la plus grande hostilité à la population musulmane qu'il abandonnerait sans défense et des

intérêts de laquelle il n'aurait aucun souci. On aurait ajouté que les droits du Sultan sont foulés aux pieds par ce gouverneur chrétien.

Selon toute probabilité, cet acte d'accusation du commandant militaire a été transmis au Palais et Berovitch Pacha ne me paraît pas être prêt d'en finir avec les difficultés qui l'assaillent de tous côtés.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 3 décembre 1896.

Votre Excellence sait que, conformément aux instructions qui ont été envoyées aux consuls par MM. les ambassadeurs, les consuls devaient déclarer à la population crétoise que l'Assemblée générale ne serait pas compétente pour modifier les réformes que les puissances, d'accord avec la Porte, apporteraient dans l'organisation de la justice et de la gendarmerie.

Cette déclaration, faite dans des termes qui ne permettaient pas la moindre équivoque, avait causé à la Canée, centre de toutes les agitations, un certain mécontentement parmi les politiciens de notre ville. A Candie et à Rethymo, au contraire, la population avait témoigné sa satisfaction de cette sage décision. Et pourtant, le courrier de cette semaine nous apporte la nouvelle que les chefs chrétiens de Candie et de Rethymo, non seulement protestent contre la décision qui a maintenu les anciens juges dans leurs fonctions, mais revendiquent pour l'Assemblée générale le droit de discuter et d'approuver la nouvelle organisation des Tribunaux et de la gendarmerie.

La raison de ce brusque revirement est trop claire pour laisser subsister le moindre doute. Il suffit, du reste, de voir tous les agents grecs en mouvement pour se rendre compte que ce sont eux qui cherchent à influencer les chefs crétois et qui pèsent de tout leur crédit sur eux pour tâcher d'entraîner la population crétoise.

D'un autre côté, on affirme que des lettres de M. Scalzounis annonceraient qu'il aurait fait revenir MM. les ambassadeurs de leur première décision et qu'il n'aurait accepté la mission qui lui a été confiée qu'à la condition du maintien de ce droit de l'Assemblée crétoise. En outre, le bruit court que MM. les ambassadeurs auraient décidé que les Tribunaux seraient composés de deux tiers de juges chrétiens et d'un tiers de juges musulmans, que tous les présidents seraient chrétiens, que le président de la Cour d'appel et le procureur général seraient chrétiens, que le recours en cassation serait supprimé, excepté en matière de condamnation à la peine capitale.

Toutes ces nouvelles créent une agitation considérable dans le pays.

On représente ces différentes décisions comme un succès considérable obtenu par le Gouvernement grec et les musulmans sont capables de se livrer à des actes de désespoir. Hier, on a trouvé dans la mosquée de Youssouf Pacha une proclamation disant que, puisque les droits des musulmans sont méprisés par les puissances européennes et que le Sultan lui-même abandonne ses enfants, il ne reste plus aux musulmans comme suprême ressource qu'à prendre les armes pour la défense de leurs droits et à s'ensevelir sous les ruines de leur patrie.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 4 décembre 1896.

Le Représentant de la Banque de Paris et des Pays-Bas attend toujours la réponse à un télégramme de dimanche dernier demandant l'autorisation de contracter l'emprunt non pour un million de francs, mais pour 100,000 livres turques. Cette somme est absolument nécessaire dès à présent.

Il serait regrettable que, faute d'argent, le travail des Commissions de réformes de la justice et de la gendarmerie incessamment attendues fût entravé.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 4 décembre 1896.

Les commissaires étrangers et ottomans sont partis pour la Crète.

M. Gazay s'est embarqué mardi pour la Canée; M. de Vialar est parti hier et le rejoindra à la Canée.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 4 décembre 1896.

Les attachés militaires, délégués à la Commission de réorganisation de la gendarmerie, sont partis hier, à l'exception de l'attaché militaire de Russie, qui partira le 8 décembre.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 4 décembre 1896.

M. Gazay, délégué à la Commission de réorganisation judiciaire, est parti le 1^{er} décembre. Il sera rejoint à la Canée par le Délégué anglais, M. Alvarez, vice-consul à BENGHAZI.

Le Délégué ottoman, Costaki Vayanis, n'est pas parti. La Porte l'a remplacé, sans nous prévenir, par un conseiller d'Etat musulman, Nazim Bey, qui est déjà en route.

Les ambassadeurs n'admettent pas cette nomination faite sans entente préalable avec eux.

P. CAMBON.

Note verbale collective adressée à la Sublime Porte par les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Péra, le 5 décembre 1896.

Conformément à l'avis donné précédemment à la Sublime Porte, les Représentants des grandes puissances ont prescrit à leurs Délégués à la Commission de réorganisation judiciaire en Crète de se rendre immédiatement à la Canée, et ces Délégués se sont mis en route.

Les Représentants des grandes puissances ont appris avec étonnement que le Délégué ottoman, Costaki Effendi Vayanis, n'avait pas quitté Constantinople.

Ils font observer que le travail de la Commission ne saurait être retardé par l'absence du Délégué ottoman, et ils ont donné pour instructions à leurs Délégués de procéder avec ou sans son concours.

Les Représentants des grandes puissances ont appris en outre, par voie indirecte, l'envoi en Crète d'un fonctionnaire ottoman qui aurait pour mission de se joindre à la Commission.

Ils font remarquer au Ministère impérial des affaires étrangères que cette mesure, prise sans accord préalable avec eux, ne peut avoir d'effet.

Ils ont donné à leurs Délégués l'ordre de refuser au fonctionnaire en question l'accès de la Commission, dans le cas où il émettrait la prétention de participer à ses travaux.

Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Le 5 décembre 1896.

Comme je l'avais annoncé lundi dernier à MM. Block et Maximow, qui se trouvaient à la Sublime Porte, Nazim Bey, procureur général près la Cour d'appel du Conseil d'Etat, a été nommé président de la Commission chargée de l'organisation de la justice en Crète, en remplacement de Costaki Effendi.

Nazim Bey est déjà parti pour l'île le mardi, 1^{er} de ce mois.

TEWFIK.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 6 décembre 1896.

Votre collègue d'Autriche télégraphie qu'une réunion secrète, présidée par Saadeddin et à laquelle participèrent le commandant militaire Edhem Pacha, l'ancien procureur général et quelques beys, a eu lieu. Il s'agirait d'organiser une démonstration du côté des musulmans, lors de l'arrivée de la Commission, pour protester contre les réformes.

Le Gouvernement serait au courant.

Veuillez me donner des renseignements.

P. CAMBON.

Note commnniquée par M. P. Cambon, ambassadeur de France à Constantinople, aux ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de Russie, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie, à Constantinople.

Péra, le 6 décembre 1896.

J'ai reçu aujourd'hui la visite de Tewfik Pacha, accompagné d'Izzet Bey.

Ils venaient m'apporter la réponse à la note collective des Représentants des grandes puissances remise à la Porte hier 5 décembre, au sujet de la nomination de Nazim Bey comme Délégué ottoman à la Commission judiciaire de la Crète, en remplacement de Costaki Effendi Vayanis.

Le Ministre des affaires étrangères a affirmé que cette nomination avait

été annoncée lundi dernier, 30 novembre, à MM. les drogmans des ambassades.

J'ai répondu que le premier drogman de l'ambassade de France n'avait reçu aucune communication de ce genre.

Tewfik Pacha a ajouté que le remplacement de Costaki Effendi Vayanis n'avait d'autre cause qu'une demande adressée à la Porte par le gouverneur général de Crète.

Il a ajouté que Georgi Pacha Berovitch s'était déjà élevé contre la nomination d'Ikiadès, et que son opposition au maintien de Vayanis tenait sans doute à ce que ce dernier était gendre d'Ikiadès et s'expliquait par des dissentiments personnels avec cette famille.

Il a dit, enfin, que la Porte n'avait nullement songé à substituer un musulman à un chrétien dans la Commission, et qu'en choisissant Nazim Bey, elle ne s'était pas préoccupée de sa religion.

Tewfik Pacha et Izzet Bey m'ont demandé de transmettre leur réponse à mes collègues et de les prier d'agréer la nomination du nouveau Délégué.

J'ai répondu que je transmettrais ces explications, mais que j'ignorais si elles satisferaient les Représentants des puissances.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 7 décembre 1896.

Le commandant militaire a pris l'initiative d'une réunion secrète à laquelle il a convoqué le général Edhem Pacha, l'ancien procureur, et quelques beys, pour prouver à Saadeddin Pacha que le vali méprise les droits du Sultan et des musulmans. Il voudrait décider Saadeddin Pacha à adresser au Palais un réquisitoire contre Berovitch Pacha.

M. Gazay vient d'arriver.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 7 décembre 1896.

La Banque de Paris et des Pays-Bas déclare qu'elle ne saurait effectuer immédiatement le versement total, les gages affectés au service de l'emprunt, notamment la surtaxe sur le sel et le tabac, n'étant pas actuellement disponibles dans leur totalité. Elle rappelle, non sans raison, qu'elle avait, dès le début, fait à ce sujet des réserves expresses.

D'après elle, le rendement de la surtaxe des douanes, estimé après coup 25,000 livres, ne figurerait que pour 10,000 ou 12,000 livres dans des évaluations en apparence plus exactes.

Il importerait de me mettre en mesure de donner à M. Gouin l'assurance que les gages dont il a été question répondent à ce qu'il est en droit d'attendre. Vous voudrez bien ne rien négliger pour amener Berovitch Pacha à régler d'une façon satisfaisante cette question des garanties. Vous vous efforcerez notamment de lui faire comprendre tous les avantages que la conclusion immédiate de cet emprunt, même scindé en deux versements, présente dans les circonstances actuelles.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 8 décembre 1896.

D'après les évaluations les plus récentes, la surtaxe douanière paraît devoir donner un rendement annuel minimum de 15,000 livres. La surtaxe sur le sel, timbre, tabac, donne actuellement 11,500 livres. L'évaluation totale des deux surtaxes est de 25,000 livres par an et peut être garantie comme un minimum. Si la Banque de Paris et des Pays-Bas consent à souscrire immédiatement l'emprunt de 100,000 livres, le vali accepte de rembourser sur cette somme les 12,000 livres qui sont dues à la Dette publique ottomane et à rendre ainsi disponible le gage de la surtaxe sur le sel, le timbre et le tabac qui vont donner aussitôt à la Banque française, jusqu'à l'amortissement complet, les 38,000 livres pour lesquelles le vali est autorisé à appliquer cette dernière surtaxe.

Paul BLANC.

Note verbale de la Sublime Porte aux Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Le 8 décembre 1896.

Le Ministère des affaires étrangères a eu l'honneur de recevoir la note qui a été remise par l'ambassade de France au nom des Représentants des grandes puissances, relativement au Délégué ottoman à la Commission de réorganisation judiciaire en Crète.

Ainsi que MM. les Représentants des puissances ont été avisés par la communication du Ministère des affaires étrangères en date du 5 de ce mois, Nazim Bey, procureur impérial près la Cour d'appel du Conseil d'Etat, a été nommé Délégué ottoman à ladite Commission.

Comme le refus de MM. les Délégués étrangers de reconnaître Nazim Bey en ladite qualité pourrait, ainsi qu'il appert d'un télégramme du gouverneur général de Crète, produire le plus mauvais effet sur l'esprit de la population musulmane de l'île, le Ministère impérial fait appel aux sentiments élevés de Son Excellence l'ambassadeur de France et le prie de vouloir bien s'interposer auprès de ses collègues pour que les Délégués étrangers de la Commission judiciaire reçoivent l'ordre télégraphique de ne soulever aucune difficulté quant à la reconnaissance de Nazim Bey comme Délégué ottoman.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 11 décembre 1896.

D'après vos informations, la Banque de Paris et des Pays-Bas peut compter sur la garantie des sels et des tabacs moyennant que la Dette ottomane sera remboursée, sur les 100,000 livres, des 12,000 livres qui lui sont dues.

Le vali paraît se réserver toutefois de reprendre la garantie des sels et tabacs après amortissement de 38,000 livres.

La Banque attachant beaucoup de prix à conserver les deux garanties, sels et douanes, jusqu'à complet remboursement de 100,000 livres, efforcez-vous de faire accepter ces conditions par le vali.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 12 décembre 1896.

Les ambassadeurs ont décidé que, tant que Saadeddin Pacha ne sera pas rappelé, il n'y avait pas lieu d'admettre Nazim Bey à la Commission de réorganisation judiciaire.

En conséquence, M. Gazay se réunira seulement avec M. Alvarez et M. Scalzounis.

Les ambassadeurs remettent aujourd'hui à la Sublime Porte une note réclamant le rappel de Saadeddin Pacha.

P. CAMBON.

Note verbale collective adressée à la Sublime Porte à Constantinople, par les Représentants des Grandes Puissances.

Péra, le 12 décembre 1896.

Les Représentants des grandes puissances ont été informés par leurs consuls à la Canée des conditions tout à fait irrégulières dans lesquelles s'accomplit la mission du général Saadeddin Pacha.

Ayant cru devoir prémunir, dès l'origine, la Sublime Porte contre toute fausse interprétation de cette mission, ils ont reçu l'assurance que cet officier avait pour mandat exclusif de régler les rapports entre le gouverneur général de l'île et l'autorité militaire, suivant les prescriptions du paragraphe 3 du règlement crétois du 25 août dernier.

C'est dans ces conditions que les Représentants des grandes puissances ont été amenés à recommander à la Sublime Porte de confier le poste de commandant militaire de l'île à Saadeddin Pacha en remplacement d'Ibrahim Pacha dont la conduite avait rendu le rappel nécessaire.

Ils regrettent de se trouver aujourd'hui dans l'obligation de réclamer le rappel immédiat à Constantinople de Saadeddin Pacha.

En effet, malgré les assurances données par la Sublime Porte, il résulte, aussi bien des rapports des consuls à la Canée que de l'attitude prise par Saadeddin Pacha en vertu d'instructions formelles de S. A. le Grand Vizir, que cet officier a été, en réalité, envoyé en Crète pour procéder à l'application des réformes. En lui adjoignant Costaki Effendi, fonctionnaire du bureau de la presse, la Sublime Porte ne dissimule pas du reste que sa mission a perdu le caractère purement militaire qu'elle avait à l'origine.

Une réunion absolument contraire à la discipline a eu lieu à la Canée entre de hauts fonctionnaires militaires et civils, et l'attitude de Saadeddin Pacha a clairement prouvé qu'il entendait s'immiscer dans l'application des réformes et s'arroger ainsi un droit qui, aux termes du paragraphe 13 du règlement crétois du 25 août, appartient exclusivement au gouverneur général chrétien, nommé avec l'assentiment des Représentants des grandes puissances.

Ils n'ont pas besoin de rappeler qu'à, devant une tentative analogue de Zihny Pacha, ils ont dû exiger son rappel.

Aujourd'hui, les ordres formels donnés par la Sublime Porte à Saadeddin Pacha prouvent qu'elle fait une nouvelle tentative pour fausser dans son principe l'application du règlement crétois et qu'elle viole, de propos délibéré, une de ses plus importantes prescriptions.

Aussi les Représentants des grandes puissances viennent-ils réclamer le

rappel immédiat de Saadeddin Pacha et de Costaki Effendi, qui devront, avant lundi prochain, avoir reçu par le télégraphe l'ordre de rentrer immédiatement à Constantinople. Au cas où le Gouvernement impérial ne se conformerait pas à cette exigence, ils se verraient dans l'obligation d'en référer à leurs Gouvernements, afin d'aviser aux mesures propres à mettre la Sublime Porte dans l'obligation d'exécuter le règlement crétois.

Ils déclinent par avance toute responsabilité des difficultés et des désordres que pourraient provoquer en Crète l'attitude et la mission de Saadeddin Pacha.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 12 décembre 1896.

Les Commissions de réforme de la justice et de la gendarmerie sont arrivées à la Canée dans le courant de la semaine.

La Commission de la gendarmerie tiendra aujourd'hui sa première réunion. La Commission de la justice se réunira probablement après-demain.

L'arrivée de ces Commissions a causé la meilleure impression dans le pays, et les avocats ont décidé de mettre fin à leur grève. Les Tribunaux provisoires vont donc fonctionner jusqu'à l'achèvement des travaux de la Commission.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 13 décembre 1896.

En dépit des promesses de la Porte, Saadeddin Pacha n'est pas encore chargé du commandement militaire en Crète. Sa mission politique affaiblit l'autorité du vali et compromet l'ordre public.

Les ambassadeurs ont en conséquence adressé hier à la Porte une note collective réclamant le rappel immédiat de cet officier. Ils déclinent enfin toute responsabilité en cas de renouvellement des troubles et ils prieront leurs Gouvernements d'aviser aux moyens d'assurer l'exécution de l'arrangement, si satisfaction ne leur est pas immédiatement donnée.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères et à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 15 décembre 1896.

Les ambassadeurs viennent d'être avisés par la Porte qu'elle a donné télégraphiquement à Saadeddin Pacha l'ordre de quitter l'île avec Costaki Effendi.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 15 décembre 1896.

Conformément à une demande collective des ambassadeurs, l'ordre a été donné par le télégraphe à Saadeddin Pacha de quitter la Crète.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 15 décembre 1896.

L'administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas me fait savoir qu'elle a pris ferme l'emprunt de 100,000 livres aux conditions suivantes : « Il est entendu que la garantie des sels et tabacs sera assurée jusqu'à parfait paiement des 38,000 livres en capital et intérêts. D'autre part, pour compléter l'emprunt total de 100,000 livres, il resterait 62,000 livres qui seraient garanties par la surtaxe des douanes jusqu'à parfait paiement en capital et intérêts.

« Il est également entendu que, sur l'emprunt de 100,000 livres, 12,000 livres seraient prélevées pour solder la Dette ottomane. »

La Banque a télégraphié dans ce sens à son agent et paraît considérer l'affaire comme conclue. Assurez-vous-en et, au besoin, appliquez-vous à faire accepter ces propositions par le vali.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 19 décembre 1896.

Saadeddin Pacha ayant été rappelé, M. Gazay est autorisé à laisser Nazim Bey participer aux travaux de la Commission de réorganisation judiciaire.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 19 décembre 1896.

Le général Saadeddin Pacha et Costaki Effendi ont quitté aujourd'hui la Canée.

Paul BLANC.

Les attachés militaires des Grandes Puissances aux ambassadeurs à Constantinople.

La Canée, le 20 décembre 1896.

Les travaux de la Commission de réorganisation de la gendarmerie sont assez avancés pour qu'on puisse s'occuper d'enrôler le personnel des cinq compagnies dont la formation est urgente.

Il conviendrait d'insister pour que les Délégués ottomans reçussent

l'ordre d'accepter l'admission des éléments non ottomans, suivant l'article 13 du projet.

Cette admission est tout à fait nécessaire. Les députés musulmans et chrétiens insistent sur une large application de cet article.

PESCHKOFF,
CHERMSIDE,
VIALAR,
GIESL,
RUGGIERT.

Note verbale remise à la Sublime Porte par les premiers drogmans des ambassades au nom des Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Péra, le 24 décembre 1896.

Les Délégués des ambassadeurs dans la Commission d'organisation de la gendarmerie en Crète étant unanimes sur la nécessité de recourir dans une certaine mesure à des sujets étrangers pour le recrutement des gendarmes, les Représentants des puissances prient la Sublime Porte de donner immédiatement aux Délégués ottomans dans ladite Commission des instructions leur prescrivant d'adhérer aux vues de leurs collègues et de procéder avec eux, dans le plus bref délai, à la formation du corps de la gendarmerie crétoise.

Note verbale de la Sublime Porte à MM. les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Le 1^{er} janvier 1897.

Pour faire suite à ses précédentes communications, le Ministère impérial des affaires étrangères a l'honneur de prier Leurs Excellences MM. les ambassadeurs des grandes puissances de vouloir bien télégraphier aux attachés militaires qui ont été délégués à la Commission de réorganisation de la gendarmerie en Crète pour que les gendarmes chrétiens qui devront être encadrés soient choisis parmi les grecs, bulgares, serbes, etc., sujets ottomans, à l'exclusion expresse de l'élément étranger.

L'introduction dans le corps de gendarmerie de Crète de l'élément étranger présentant des inconvénients d'ordre intérieur, et le Ministère impérial se prévalant des preuves constantes d'amitié dont il a été l'objet pendant le cours des négociations relatives à la Crète, espère que sa démarche trouvera un accueil favorable auprès de Leurs Excellences MM. les ambassadeurs, et que des ordres en conséquence seront communiqués aux Délégués se trouvant en Crète.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 4 janvier 1897.

Les musulmans ayant attaqué hier des chrétiens sur la route de la Sude, ceux-ci, en se défendant, blessèrent deux musulmans.

Dans la soirée, les musulmans attaquèrent les chrétiens dans plusieurs villages. Trois chrétiens ont été tués et deux blessés. Nous avons aujour-

d'hui panique en ville; le vali parcourt en personne les villages voisins pour calmer l'effervescence qui est très grande.

Paul BLANC.

**Note verbale collective adressée à la Sublime Porte
par les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.**

Péra, le 5 janvier 1897.

En réponse à la note de la Sublime Porte en date du 1^{er} janvier 1897, qui leur a été transmise par l'entremise de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, les Représentants des puissances croient devoir insister sur leur demande relative au recrutement de la gendarmerie crétoise à l'aide d'éléments étrangers.

Cette gendarmerie devant être mise sur pied dans le plus bref délai, il est impossible de trouver parmi les chrétiens de l'Empire un nombre suffisant d'hommes exercés et instruits pour former le noyau de cette organisation.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 5 janvier 1897.

Les environs de la Canée ont été bloqués cette nuit par environ 2,000 chrétiens armés accourus des provinces voisines et croyant à un massacre des chrétiens de la ville. Les consuls ont employé toute leur influence pour obtenir le dispersement de ces rassemblements armés, et nous recevions ce soir l'avis que la plupart des chrétiens sont rentrés dans leur domicile.

Paul BLANC.

**Note verbale de la Sublime Porte à l'ambassade de France
à Constantinople.**

Le 7 janvier 1897.

Le Ministre des affaires étrangères a eu l'honneur de recevoir la note verbale que Leurs Excellences les Représentants des puissances ont bien voulu lui adresser à la date du 5 janvier, relativement à l'admission d'éléments étrangers dans la gendarmerie crétoise.

Le recrutement des gendarmes à l'aide d'éléments étrangers ne peut convenir, en principe. Si l'on veut choisir les gendarmes parmi les gens d'autres races, tels que monténégrins, serbes et bosniaques, pour mieux assurer le maintien de la tranquillité dans l'île, ce résultat pourrait tout aussi bien être obtenu par l'emploi d'hommes instruits et expérimentés appartenant à ces mêmes races, mais de nationalité ottomane.

Au surplus, ces derniers sont parfaitement aptes à former le noyau d'une bonne organisation avec le concours des instructeurs étrangers qui seront appelés à les exercer.

Du reste, l'acte de Halepa et le dernier arrangement concernant les affaires de Crète ne contiennent aucune mention relativement au recrutement des gendarmes parmi les étrangers.

Aussi le Gouvernement impérial est-il persuadé que MM. les Représentants des puissances voudront bien se rallier au point de vue auquel il se

place dans cette question et munir leurs Délégués au sein de la Commission se trouvant en Crète d'instructions en conséquence.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 7 janvier 1897.

Le pays est à la merci d'un hasard, ainsi que le prouvent les derniers événements de la Canée; le vali n'a aucun moyen pour empêcher un choc entre les deux éléments de la population, qui pourra entraîner une insurrection générale.

En présence de ce danger, Berovitch Pacha insiste pour que l'on hâte la formation immédiate de trois compagnies de gendarmes étrangers pouvant assurer l'ordre dans les villes et leurs environs.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 7 janvier 1897.

Le Sultan continue à repousser l'admission des étrangers dans la gendarmerie et multiplie les démarches auprès des ambassadeurs pour leur faire abandonner leurs demandes.

Le projet de règlement nous est parvenu. Nous le soumettrons à la Sublime Porte dès que nous l'aurons examiné, et nous en réclamerons l'application immédiate.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 8 janvier 1897.

La Commission de réorganisation de la gendarmerie crétoise a terminé ses travaux. Elle reconnaît, à l'unanimité, l'obligation de recourir à des éléments étrangers.

Le Sultan se refuse à accueillir cette proposition admise par les Délégués ottomans, par les crétois chrétiens ou musulmans et par la Porte elle-même. La discussion sur ce point retardera une organisation dont la nécessité devient de plus en plus urgente.

La Commission judiciaire poursuit ses études, qui ne seront terminées qu'à la fin du mois.

D'après les Délégués européens, la principale cause des troubles est la mauvaise organisation financière de l'île. Un emprunt procurera un soulagement momentané, mais, les fonds d'emprunt une fois épuisés, la situation sera pire qu'avant.

Ils appuient un projet formulé par la Dette publique ottomane qui propose d'avancer à la Crète toutes les sommes nécessaires à ses besoins actuels, en se réservant le contrôle et même l'organisation d'une administration financière.

Le projet soumis hier aux ambassadeurs fera l'objet de leur examen. Dès à présent, ceux de Russie, d'Angleterre et d'Italie y paraissent favorables.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 8 janvier 1897.

Nos craintes sont de plus en plus vives. Les derniers événements n'ont fait que réveiller des haines qui commençaient à s'assoupir et l'influence des consuls finira par disparaître, si nous sommes, à chaque instant, dans la nécessité d'intervenir dans des conflits qui pourraient être évités avec une bonne gendarmerie.

Il est hors de doute que les malfaiteurs ont aujourd'hui le champ libre devant eux et que les désordres d'hier peuvent se renouveler demain sans que personne puisse s'y opposer.

Tant que le gouverneur général n'aura pas à sa disposition un premier corps de gendarmerie qui lui permettra de maintenir la tranquillité dans les grandes villes et d'éviter de la sorte des désordres qui ont leur répercussion dans l'île entière, la situation de la Crète sera toujours aussi précaire.

Aussi Berovitch Pacha s'est-il adressé à chaque consul pour le prier de recommander à son ambassade de hâter la nomination du commandant en chef de la gendarmerie et la formation immédiate de trois compagnies de gendarmes étrangers. Il espère que les derniers événements permettront à MM. les ambassadeurs de briser la résistance opposée par la Sublime Porte à l'adoption de l'article 13 du règlement de la gendarmerie et il demande qu'on vienne à son aide, parce qu'il se sent à bout de forces et qu'il craint d'être débordé par les événements.

Une députation de notables chrétiens, conduite par l'évêque, s'est présentée hier à la Commission consulaire et s'est exprimée dans le même sens.

Mieux que tout autre, je comprends les raisons de cette insistance de Berovitch Pacha. Aussi ne puis-je que joindre ma prière à la sienne et que répéter que, si l'on ne parvient pas à donner rapidement à la Crète une gendarmerie composée en majeure partie d'éléments étrangers, on doit s'attendre à voir des désordres sérieux éclater dans l'île au printemps prochain. Les élections doivent avoir lieu dans les premiers jours du mois de mars. Si la nouvelle gendarmerie n'est pas constituée, au moins en partie, à cette époque, il n'y aura ni élection ni assemblée, et partant, nous serons en présence d'un pays en plein état d'insurrection.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 9 janvier 1897.

Le départ de la Commission de la gendarmerie dans les circonstances présentes serait inévitablement interprété comme une preuve de l'insuccès des négociations entamées avec la Sublime Porte pour la mise en application des réformes.

La situation est actuellement si critique qu'il me paraîtrait prudent de différer l'ordre de départ. La présence en Crète de la Commission est un encouragement pour le parti de l'ordre. Elle permet de supposer que les négociations marchent régulièrement. Si la conviction contraire venait à être acquise par les crétois, un soulèvement général et immédiat serait inévitable et les consuls seraient impuissants à l'arrêter.

Plusieurs notables musulmans m'ont promis de provoquer l'envoi au Sultan d'un télégramme réclamant l'admission des étrangers dans la gendarmerie.

Paul BLANC.

M P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 10 janvier 1897.

Vos télégrammes et ceux de vos collègues nous font penser qu'il est nécessaire de laisser la Commission de la gendarmerie en Crète jusqu'à l'organisation d'un certain nombre de compagnies. Mais la Commission peut rester sans que tous les Délégués soient présents et je laisse le lieutenant-colonel de Vialar libre de partir lorsque son commandement en Algérie réclamera sa présence.

Le projet de règlement, approuvé aujourd'hui par tous les ambassadeurs, sera remis demain à la Porte avec une note réclamant sa sanction. Une démarche collective appuiera cette note.

P. CAMBON.

Note verbale collective adressée à la Sublime Porte par les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Le 11 janvier 1897.

Pour faire suite à leurs communications précédentes, les Représentants des grandes puissances ont l'honneur de remettre au Ministère des affaires étrangères le règlement organisant la gendarmerie en Crète, tel qu'il a été proposé par l'unanimité de la Commission spéciale instituée à cet effet.

Ils ont donné leur approbation à ce règlement et prient la Sublime Porte d'en assurer la sanction dans le plus bref délai possible. La situation en Crète rend en effet l'organisation d'une gendarmerie extrêmement urgente.

ANNEXE A LA NOTE VERBALE DES AMBASSADES, EN DATE DU 11 JANVIER 1897.

Projet de loi pour la gendarmerie de Crète.

Bases de l'institution.

Article premier. — La gendarmerie de Crète est instituée pour veiller à la sûreté publique et pour assurer le maintien de l'ordre, l'exécution des lois et celle des règlements de police rendus par les autorités compétentes.

Une surveillance continue et répressive constitue l'essence de son service ; son action s'exerce dans toute l'étendue du territoire de l'île.

Art. 2. — La gendarmerie est particulièrement destinée à assurer la sûreté des villes, des villages, des campagnes et des voies de communication. Elle contribue, en outre, de concert avec les agents de la police rurale, à surveiller les lieux publics et à y maintenir l'ordre.

Art. 3. — La gendarmerie est chargée de dissiper par les voies légales les attroupements séditieux et, d'une manière générale, elle doit assurer le maintien de l'ordre.

Elle doit, en outre, en tous cas, obéir aux réquisitions des autorités administratives dans la tranquillité publique. Les autorités qui font des réquisitions en sont toujours responsables.

Art. 4. — La gendarmerie est également tenue d'obéir aux réquisitions des fonctionnaires de l'ordre judiciaire pour procéder aux enquêtes et aux recherches et pour opérer les arrestations en vertu des mandats d'amener et des mandats d'arrêt établis dans les formes légales.

Art. 5. — En cas de flagrant délit ou de suspicion, légitimée par des informations probantes, la gendarmerie a le droit de procéder spontanément aux arrestations, à charge par elle d'en dresser immédiatement procès-verbal et de conduire, dans les vingt-quatre heures au plus tard, les personnes arrêtées devant l'officier de police judiciaire, dans le ressort duquel l'arrestation a eu lieu.

Elle peut enfin être chargée de conduire et d'escorter les prisonniers civils ou militaires, les convois de poudre, le trésor, etc., et, d'une manière générale, de remplir toutes les missions relatives au service spécial de la gendarmerie pour assurer le maintien de l'ordre à l'intérieur de l'île.

La gendarmerie de Crète ne peut être mise en aucun cas à la disposition des agents du service financier pour la perception des impôts.

Art. 6. — La gendarmerie est placée, au point de vue de la discipline, de l'instruction et de l'administration intérieure, sous les ordres directs de son chef.

Art. 7. — La gendarmerie peut, en cas de besoin, requérir, pour l'exécution de son mandat ou toutes les fois qu'elle se sent gravement menacée, le concours des agents de la force rurale, des gardes forestiers et même celui des simples citoyens.

Art. 8. — Dans les cas où l'apparition de bandes armées mettrait en danger la sécurité d'une localité qui n'est pas le siège d'un fonctionnaire administratif, la gendarmerie prend immédiatement, à charge d'en rendre compte sans retard, les dispositions nécessaires pour protéger la vie et les biens des citoyens. Elle peut, pour repousser une attaque ou poursuivre les perturbateurs, requérir les agents de la police locale et elle en prend, de droit, le commandement.

Art. 9. — Tout gendarme dans l'exercice de ses fonctions est investi des pouvoirs dévolus à une sentinelle; toute injure ou tout acte de résistance donne lieu à une poursuite devant les Tribunaux et la pénalité est la même que pour injure ou rébellion contre une sentinelle.

Une loi spéciale devra être établie relativement à la responsabilité des habitants dans le cas d'attentats sur le personnel de la gendarmerie.

Art. 10. — Les droits et les devoirs du personnel de la gendarmerie, les détails de ses rapports avec les autorités civiles des divers ordres et les instructions spéciales sur le service ordinaire et extraordinaire seront déterminés par un règlement *ad hoc*.

Organisation.

Art. 11. — La gendarmerie de Crète est composée de chrétiens et de musulmans; les premiers dans la proportion de deux tiers, les seconds dans la proportion d'un tiers.

Art. 12. — Elle est recrutée par voie d'engagements volontaires.

Art. 13. — Tous les emplois d'officiers, de caporaux et de gendarmes peuvent être conférés à des étrangers à l'île, ottomans ou autres, jusqu'à concurrence des deux tiers.

Art. 14. — Tout officier, sous-officier, caporal et gendarme ottoman, dès son incorporation au régiment, est soumis aux lois et règlements militaires de la gendarmerie de Crète.

Art. 15. — Tout officier, sous-officier, caporal et gendarme étranger, dès son incorporation au régiment devra renoncer aux bénéfices de sa juridiction consulaire pendant son service et pour toutes les questions s'y rapportant. Il sera également soumis aux lois et règlements militaires de la gendarmerie de Crète. Cette renonciation à la juridiction consulaire pour la durée du contrat s'étend aussi à toute la durée des peines qu'aurait à subir un

officier, sous-officier, caporal ou gendarme, condamné par le Conseil de guerre, nonobstant que la peine infligée entraîne la résiliation du contrat.

Art. 16. — Les membres de la gendarmerie, officiers, sous-officiers, caporaux et gendarmes, avant d'entrer en fonctions, sont tenus à prêter serment d'après des formes à déterminer.

Art. 17. — En principe la gendarmerie de Crète est un corps à pied.

Art. 18. — Un certain nombre de chevaux ou de mulets pourra être affecté aux diverses fractions pour répondre à des besoins locaux ou momentanés.

Art. 19. — La gendarmerie de Crète forme un régiment qui est divisé en bataillons. Les bataillons sont divisés en compagnies. Les compagnies sont divisées en sections. Les sections sont divisées en escouades.

Art. 20. — L'escouade est composée de 3 à 10 hommes; elle forme l'unité exécutive. Le service des détachements et patrouilles ne pourra s'effectuer par des fractions inférieures à deux gendarmes.

Art. 21. — Le régiment est commandé par un officier général ou un officier supérieur. Le bataillon est commandé par un officier supérieur ou un capitaine. La compagnie est commandée par un capitaine ou par un lieutenant. La section est commandée par un officier subalterne, lieutenant ou sous-lieutenant. L'escouade est commandée par un sous-officier ou par un caporal.

Art. 22. — L'effectif du régiment, des bataillons, des compagnies et des sections est fixé, conformément au tableau annexé au présent règlement, ainsi que le nombre des bataillons, des compagnies, des sections et des escouades.

Art. 23. — Au chef de la gendarmerie est adjoint un officier supérieur obligatoirement européen. Il est spécialement chargé de l'inspection périodique ou inopinée des détachements.

Art. 24. — Une Commission comprenant des officiers étrangers procédera de temps en temps à des inspections de la gendarmerie de Crète, après accord entre la Sublime Porte et les Représentants des grandes puissances à Constantinople.

Art. 25. — L'état-major du corps de la gendarmerie est divisé en deux sections :

- 1^o Section du commandement,
- 2^o Section administrative.

Art. 26. — La section du commandement se compose :

1^o D'un officier supérieur, ou d'un capitaine, chef de la section; 2^o d'un officier subalterne, secrétaire.

Art. 27. — La section administrative se compose de deux officiers intendants.

Le plus ancien des deux est chef de la section. Le moins ancien joint à ses fonctions celles de trésorier et de caissier sous la responsabilité d'une Commission de contrôle. Il leur est adjoint un certain nombre de sous-officiers ou caporaux.

Art. 28. — Il est institué un Conseil de guerre dont la composition, le fonctionnement ainsi que les procédures relatives à ses décisions sont fixées dans un règlement spécial annexé au présent projet.

Art. 29. — Le chef de la gendarmerie est nommé par S. M. I. le Sultan, sur la présentation des ambassadeurs. Il est obligatoirement chrétien et européen.

Pour les nominations au grade d'officier supérieur, la proposition est faite par un Conseil du régiment composé du commandant de la gendarmerie, président, et de trois officiers supérieurs hors de cause.

Pour la nomination au grade d'officier subalterne, la proposition est faite par un Conseil de même composition, augmenté de deux officiers du grade de capitaine.

La nomination est prononcée par le gouverneur général au nom de S. M. I. le Sultan.

Art. 30. — Les nominations aux grades de sous-officier et de caporal sont prononcées par le chef du régiment, sur la proposition des commandants des compagnies, approuvée par le chef de bataillon. Communication sera faite de toute nomination et promotion au Ministère impérial de la guerre.

Art. 31. — Le système et les moyens de l'instruction des sous-officiers, caporaux et gendarmes seront indiqués dans le règlement du service intérieur.

Art. 32. — Une caisse de retraite sera instituée pour les officiers et les soldats de la gendarmerie. Un règlement spécial sera rédigé à cet effet.

Devoirs et attributions.

Art. 33. — La gendarmerie dissipe tous les rassemblements séditieux armés ou non armés et réprime les émeutes et mouvements populaires, dirigés contre la sûreté des personnes, contre les autorités, contre la liberté de l'industrie et du commerce et contre le libre exercice des cultes reconnus par la loi; elle met en état d'arrestation les perturbateurs ainsi que ceux qui sont trouvés exerçant des voies de fait ou des violences contre les personnes.

Art. 34. — La gendarmerie doit toujours se tenir à portée des grands rassemblements d'hommes, tels que foires, fêtes et cérémonies publiques, pour y maintenir le bon ordre et la sécurité; elle fait la nuit des patrouilles pour assurer la sûreté des voies de communication et protéger tous les individus que leur commerce, leur industrie ou leurs affaires obligent à voyager.

Art. 35. — La gendarmerie porte la plus grande attention à tout ce qui intéresse la salubrité publique.

Art. 36. — D'une manière générale, les membres de la gendarmerie doivent comprendre leur mission comme ayant pour but exclusif de protéger les citoyens et non d'être à charge aux populations en leur imposant d'inutiles vexations.

Le devoir de tout chef est de s'attacher à développer parmi ses subordonnés cette idée, propre à développer la tâche délicate et souvent pénible, imposée à la gendarmerie.

Art. 37. — La gendarmerie est une force exécutive à la disposition permanente de l'autorité civile qui s'adresse toujours pour la transmission de ses ordres aux chefs des unités de la gendarmerie qui se trouvent sur les lieux ou à proximité.

Art. 38. — L'autorité civile n'a le droit d'employer la gendarmerie à aucune mission occulte; la gendarmerie agit toujours en tenue et au grand jour.

Art. 39. — Les membres de la gendarmerie doivent absolument rester en dehors de toute question politique et, à aucun titre, ils n'ont le droit ni de voter, ni de participer aux élections rurales, générales ou autres. Tout gendarme qui prendrait fait et cause pour l'un des deux partis dans tout mouvement politique ou insurrectionnel sera passible du Conseil de guerre. La gendarmerie ne peut être employée à aucun service particulier des autorités.

Art. 40. — La gendarmerie se trouve toujours à la disposition des autorités judiciaires dans l'exercice de leurs fonctions. Les autorités judiciaires peuvent requérir les chefs des détachements de gendarmerie de leur ressort, mais leurs ordres doivent toujours être formulés par écrit.

Art. 41. — Lorsque la tranquillité publique est menacée, les officiers et les commandants de détachements de la gendarmerie ne sont point appelés à discuter l'opportunité des mesures prescrites par les autorités administratives, mais il est de leur devoir de désigner les points qui ne peuvent être dégarnis sans danger et de soumettre à ces fonctionnaires les propositions

qui leur paraissent les plus conformes au bien du service. Par contre, lorsque les autorités administratives ont formulé leurs réquisitions, elles ne peuvent s'immiscer dans la conduite des opérations ordonnées en exécution de ces réquisitions et dont les officiers et commandants de détachements de la gendarmerie sont seuls responsables.

Dans le cas où des officiers commandants de détachements de la gendarmerie ne sont pas d'accord avec les autorités civiles sur les mesures à prendre pour assurer la tranquillité publique, ou dans tout autre cas, ils doivent se soumettre d'abord aux injonctions et ordres de l'autorité civile, mais ils peuvent, pour dégager leur responsabilité, adresser ensuite, par la voie hiérarchique, un rapport au chef de la gendarmerie, qui le soumet au gouverneur général.

Art. 42. — Le personnel de la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions n'est pas subordonné aux officiers de l'armée : il est tenu seulement d'avoir, vis-à-vis d'eux, la déférence due à la supériorité éventuelle de leur rang hiérarchique et réciproquement.

Art. 43. — Dans tous les cas où les troupes impériales auraient à intervenir *manu militari*, la gendarmerie devra laisser agir la troupe et se borner à l'exercice de ses fonctions normales.

Recrutement des officiers et de la troupe.

COMMANDEMENT

Art. 44. — Les officiers commandant les bataillons, compagnies et sections, étrangers ou indigènes, doivent être choisis, autant que possible, parmi d'anciens officiers ayant fait leurs études dans une école militaire et reconnus aptes au service spécial de la gendarmerie.

Ils doivent être d'une forte constitution, capables de supporter toutes les fatigues du service, connaître l'une des deux langues du pays, le grec ou le turc, et n'avoir rien dans leur passé qui soit contraire à la dignité d'un officier et d'un homme d'honneur.

Art. 45. — La désignation des officiers de l'armée ou de la gendarmerie impériales pour servir dans la gendarmerie de Crète se fera par le Ministre de la guerre, sur la demande du gouverneur général, après proposition du Conseil du régiment. Ces officiers devront avoir une pratique suffisante de la langue grecque.

Dans le cas où un officier, après sa désignation, ne serait pas jugé apte au service spécial de la gendarmerie en Crète, il sera remis par le gouverneur général, sur la proposition motivée du Conseil du régiment, à la disposition du Ministre de la guerre.

Art. 46. — Les officiers ottomans désignés pour le service de la gendarmerie de Crète et les officiers étrangers choisis pour ce service par le Conseil du régiment et nommés par le gouverneur général au nom de S. M. I. le Sultan sont engagés au service de la gendarmerie en vertu de contrats, renouvelables, à durée limitée. Ces contrats, présentés par le Conseil du régiment, sont soumis à l'approbation du gouverneur général et countersignés par lui. Ils déterminent la durée de l'engagement des officiers, le grade qui leur a été conféré et le dédit pécuniaire qui leur a été alloué en cas de résiliation anticipée. (Voir le modèle du contrat.)

Art. 47. — Ces contrats ne peuvent être résiliés par le gouverneur général que sur l'avis conforme du Conseil du régiment.

Art. 48. — Dans le cas où, à la suite d'un jugement du Conseil de guerre, un officier serait reconnu coupable d'un crime ou délit, le contrat se trouverait résilié de fait et l'officier perdrait tout droit au paiement d'une indemnité.

Art. 49. — La durée du contrat est fixée à trois ans.

Art. 50. — Exceptionnellement, la connaissance de la langue du pays ne sera pas exigée des officiers étrangers nommés dès l'organisation de la gendarmerie. Mais ils devront de suite apprendre à parler, lire et écrire la langue du pays pour obtenir le renouvellement de leur contrat. A conditions égales, la prépondérance sera donnée aux officiers qui auraient la connaissance de cette langue.

Art. 51. — La situation des officiers au service de la gendarmerie de Crète est entourée des garanties ci-après :

Tout officier ne peut être suspendu de ses fonctions que par décision du gouverneur général, sur la proposition du Conseil du régiment, par mesure de discipline ou pour cause de santé. La durée de la suspension, par mesure disciplinaire, ne peut excéder trois mois; elle est de six mois au plus lorsqu'elle est prononcée pour cause d'infirmités temporaires.

A l'expiration de cette période de trois ou de six mois, le Conseil du régiment, sous la présidence du commandant du régiment, formule un avis motivé, concluant à la réintégration de l'officier dans ses fonctions ou à la résiliation de son contrat.

Cet avis est soumis à la sanction du gouverneur général.

Art. 52. — Tout officier ottoman ou étranger ne peut être révoqué de ses fonctions avec résiliation de son contrat que par arrêté du gouverneur général, sur la proposition du Conseil du régiment ou du Conseil de guerre.

Art. 53. — Tout officier du corps de la gendarmerie conserve le droit de se démettre de ses fonctions en prévenant trois mois à l'avance, à moins que le Conseil du régiment ne consente à abrégier ce terme.

Art. 54. — Les contrats peuvent être résiliés :

- 1^o En vertu d'un arrêt du Conseil du régiment, par mesure disciplinaire;
- 2^o Par arrêt du Conseil de guerre pour crime ou délit;
- 3^o Sur la demande de l'officier.

TROUPE

Art. 55. — Les gendarmes sont recrutés par voie d'engagements volontaires, contractés à la section du commandement ou directement par le chef de bataillon, qui soumet l'engagement à l'approbation de cette section.

Art. 56. — Ces engagements ne sont définitifs qu'après un délai d'observation de trois à six mois.

Art. 57. — Tout gendarme renvoyé pour cause d'insuffisance, à la suite ou au cours de cette période, recevra une indemnité de retour.

Art. 58. — Un livret contenant toutes les conditions de l'engagement et contresigné par les officiers de la section de commandement est délivré à chaque engagé volontaire.

Art. 59. — La durée du premier engagement est de quatre ans. Il ne peut être renouvelé que pour des périodes de deux années jusqu'à ce que l'homme ait atteint vingt ans de services effectifs, époque à laquelle il a droit à une pension de retraite.

Art. 60. — Nul ne peut être admis à s'engager comme gendarme :

- 1^o S'il ne produit les attestations légales d'une bonne conduite soutenue;
- 2^o S'il n'est doué d'une bonne constitution.

Art. 61. — Nul ne peut être promu au grade de sergent ou de caporal, s'il ne sait lire et écrire le grec ou le turc.

Art. 62. — Tout gendarme rengagé a droit, à partir du premier jour de sa cinquième année de service, à une haute paye journalière d'ancienneté, dont le chiffre est fixé pour les sous-officiers, caporaux et gendarmes par le tableau annexé au présent projet. Cette haute paye s'augmente tous les deux ans jusqu'à la dixième année de service, après laquelle elle cesse de croître.

Art. 63. — Tout gendarme rengagé porte sur la manche une marque distinctive, conforme au modèle décrit à l'annexe.

Art. 64. — Tout sous-officier, caporal ou gendarme, qui dans le courant

de la période de son engagement ou de ses rengagements successifs voudra quitter le service avant terme, sera tenu de payer à la caisse des retraites du régiment une somme égale au quart du traitement qu'il aurait à percevoir jusqu'à sa libération.

Art. 65. — Tout gendarme, sur une décision du Conseil du régiment, par mesure disciplinaire, ou d'après un arrêt du Conseil de guerre, pourra être renvoyé avant l'expiration de son contrat, mais devra auparavant subir la peine qui lui sera infligée et les motifs de son renvoi pourront être inscrits sur le registre de son état civil.

Art. 66. — Les sous-officiers, caporaux et gendarmes sont passibles du Conseil de guerre pour les crimes et délits; du Conseil du régiment pour les fautes disciplinaires graves, susceptibles d'entraîner la suspension, la cassation ou le renvoi.

Art. 67. — Pendant la période de réorganisation jusqu'à la formation du Conseil du régiment, prévu par le présent règlement, le choix et la nomination des officiers, sous-officiers, caporaux et gendarmes est entièrement dévolu à la Commission pour la réorganisation de la gendarmerie.

La Commission garde le droit d'ingérence et de décision pour l'acceptation des officiers, sous-officiers, caporaux et gendarmes jusqu'à la complète formation du régiment.

RÉCOMPENSES

Art. 68. — Les récompenses sont : l'avancement, les décorations ou médailles, les subventions pécuniaires.

SOLDE, ETC.

Art. 69. — La solde des officiers, sous-officiers, caporaux et gendarmes sera fixée par le tableau annexé au présent règlement.

Les appointements des officiers, sous-officiers, caporaux et gendarmes seront payés mensuellement le premier jour du mois, qui suivra le mois écoulé.

UNIFORME. — ARMEMENT. — ÉQUIPEMENT

Art. 70. — L'uniforme, l'armement et l'équipement font l'objet d'un règlement spécial annexé au présent projet.

Art. 71. — A partir de la date de la sanction impériale du présent projet, tous les règlements, dispositions, etc., concernant la gendarmerie de Crète, sont et demeurent abrogés.

La Canée, 16/28 décembre 1896.

Le Président,

Signé : ÇHEREFFEÜDDIN PACHA.

Les Membres,

Signé : Colonel PESCHKOFF.

Signé : Colonel CHERMSIDE.

Signé : Colonel OSMAN BEY.

Signé : Colonel baron DE VIALAR.

Signé : Major baron DE GIESL.

Signé : Capitaine RUGGIERI.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 12 janvier 1897.

Les consuls ont reçu de l'évêque grec, de la communauté chrétienne et des membres chrétiens du Conseil général administratif, une adresse réclamant l'admission des étrangers dans la gendarmerie.

Les familles musulmanes commencent à rentrer dans les villes. La situation devient de plus en plus inquiétante.

Si la Sublime Porte rejette le projet de la Commission de la gendarmerie, des troubles sérieux sont inévitables.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 12 janvier 1897.

Les ambassadeurs ont déclaré à la Sublime Porte, hier, que, si les étrangers n'étaient pas admis dans la gendarmerie, ils seraient obligés soit de rappeler leurs Délégués, et de laisser renaître l'insurrection, soit de procéder eux-mêmes à l'organisation de la gendarmerie.

La Sublime Porte prétend que Berovitch-Pacha s'est prononcé contre l'admission d'éléments étrangers dans la gendarmerie. Ayant des raisons de douter de cette affirmation qui est en contradiction avec les vôtres, je vous prie d'éclaircir ce point afin de nous mettre à même d'écarter cette objection.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 13 janvier 1897.

Vous me faites prévoir que les résistances du Sultan pourront retarder l'organisation de la gendarmerie en Crète dans les conditions proposées par la Commission compétente. Vous estimerez certainement avec moi que c'est là un point capital sur lequel il importe d'insister avec la plus grande énergie auprès du Sultan.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères

Constantinople, le 14 janvier 1897.

Votre Excellence connaît par les rapports de M. Blanc et les miens l'agitation persistante de la Crète.

L'arrivée des Délégués des ambassades pour l'organisation de la justice et de la gendarmerie avait ramené le calme dans les esprits; mais ici on semble chercher à plaisir les occasions de troubles.

Il s'agit aujourd'hui de l'admission des étrangers dans la nouvelle gendarmerie.

Il va de soi que ce corps qui doit comprendre des chrétiens pour les deux tiers et des musulmans pour un tiers, se peut se recruter entièrement dans l'Empire ottoman, puisque les chrétiens n'y sont pas soumis au service militaire et qu'un gendarme, pour être bon, doit avoir passé par le service.

Nos attachés militaires, avant de partir pour la Crète, s'étaient donc mis d'accord sur ce point.

Les Délégués ottomans dans la Commission de gendarmerie avaient reçu l'ordre de s'opposer à l'admission des étrangers, mais, arrivés en Crète, ils

ont dû se rendre à l'évidence et ils ont adhéré aux vues de leurs collègues européens.

La Commission s'est également assuré l'adhésion du vali, des Conseils administratifs, des notables chrétiens et musulmans. En un mot, la Crète tout entière désire des gendarmes étrangers et n'a confiance qu'en eux.

Mais le Sultan s'est buté à l'idée que l'introduction d'étrangers dans un corps de troupe ottoman constituerait une atteinte à sa souveraineté. On a beau lui citer de nombreux exemples justifiant cette mesure, rappeler les anciennes gardes suisses des différents souverains d'Europe, les légions étrangères dont on voit des détachements dans la plupart des armées, il s'obstine à considérer la question comme personnelle et il nous fait envoyer par la Porte des communications répétées pour nous obliger à abandonner notre proposition.

Pour couper court à un échange de notes qui devient des plus fastidieux, les ambassadeurs ont chargé leur doyen, le baron de Calice, de déclarer en leur nom au Ministre des affaires étrangères qu'ils maintenaient absolument leur point de vue. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie devait faire connaître en même temps à Tewfik Pacha que, faute d'une prompte adhésion à leurs demandes, les Représentants des puissances se mettraient en mesure d'opter entre deux solutions :

La première consisterait dans le rappel immédiat de la Commission et l'abandon des affaires de Crète. L'insurrection renaîtrait immédiatement, la Porte serait impuissante à la réduire et l'autonomie de la Crète sortirait tôt ou tard de cette reprise d'hostilités ;

La seconde solution consisterait à déclarer que les puissances, ayant assumé la responsabilité du rétablissement de l'ordre et de la paix en Crète, ne pouvaient être entravées dans leur action par les tergiversations du Sultan ; qu'en conséquence, les ambassadeurs feraient procéder par leurs Délégués au recrutement direct et à l'organisation de la gendarmerie ; qu'ils s'entendraient avec le Gouvernement local pour faciliter la création des ressources nécessaires à cette organisation et qu'ils établiraient ainsi sur l'île une sorte de protectorat européen beaucoup plus attentatoire à la souveraineté de Sa Majesté que l'introduction dans un corps de troupe de quelques éléments étrangers.

Lundi dernier, 11 janvier, le baron de Calice a fidèlement transmis au Ministre des affaires étrangères la communication des ambassadeurs.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 15 janvier 1897.

Le pays est actuellement dans un état de nervosité indicible. Les paniques se succèdent sans qu'il y ait, la plupart du temps, un motif sérieux pour les occasionner. D'un autre côté, les musulmans commencent à rentrer dans les villes et leur attitude me confirme de plus en plus dans l'idée qu'ils obéissent à un mot d'ordre envoyé de Constantinople. On doit, sans doute, en haut lieu escompter la possibilité de nouveaux désordres, comme un moyen d'empêcher la mise en application des réformes.

J'ai été bien frappé l'autre jour par un fait qui m'a permis de comprendre les influences qui s'exercent dans les circonstances difficiles. J'avais, en

effet, encouragé quelques notables musulmans à envoyer un télégramme au palais pour indiquer leur désir de voir admettre des étrangers dans la nouvelle gendarmerie. Il ne m'avait pas fallu insister pour obtenir d'eux une promesse formelle et je n'avais eu qu'à leur indiquer que le moment était venu d'affirmer publiquement le désir qu'ils avaient si souvent exprimé à tous les consuls.

Ces notables musulmans tinrent parole. Ils coururent chez plusieurs de leurs amis qui acceptèrent leur proposition et ils provoquèrent une réunion de toute la communauté musulmane. Un projet de rédaction du télégramme destiné au Sultan y fut arrêté et il allait être signé quand intervinrent des fonctionnaires militaires et certains notables connus pour être en relations directes avec Constantinople. Pendant vingt-quatre heures, il y eut lutte passionnée entre les uns et les autres et finalement la majorité dut céder et consentir à envoyer un télégramme dans lequel on se bornait à indiquer qu'il serait dangereux de recruter la gendarmerie parmi l'élément indigène et que les musulmans crètois désiraient qu'on y admit des habitants des autres provinces de l'Empire. Ces intrigues et celles qui ont lieu à Constantinople me font parfois désespérer de la possibilité du maintien de la tranquillité dans ce malheureux pays.

L'époque des élections approche et la période électorale est toujours une période dangereuse en Crète.

Or, le gouverneur général continue à rester sans gendarmerie et sans argent en présence de deux éléments acharnés l'un après l'autre et qu'un hasard peut mettre aux prises d'un moment à l'autre.

Et, comme si ce n'était pas assez de tous ces soucis, la Porte ou le Palais prête à Berovitch Pacha des communications officielles qu'il n'a jamais faites. Notre vali était indigné en apprenant qu'on le représentait aux yeux des ambassadeurs comme repoussant le concours de l'élément européen dans la nouvelle gendarmerie. Il s'est immédiatement rendu compte que le Palais cherchait, tout en servant des intérêts d'une mauvaise cause, à le déconsidérer aux yeux des Représentants des puissances et à lui faire jouer un rôle peu consciencieux. Pendant notre entretien, Berovitch Pacha a été pris d'un véritable accès de découragement et j'ai dû insister vivement auprès de lui pour le faire renoncer à son projet d'envoyer sa démission au Sultan. Il m'a fallu lui faire comprendre que cette décision irréfléchie serait considérée comme un acte de désertion et lui répéter qu'il n'avait pas le droit d'abandonner la lutte tout autant qu'il se verrait soutenu par les grandes puissances.

Berovitch Pacha s'est rendu à mes arguments et, sur ma demande, il a envoyé au Palais un télégramme dans lequel il recommande l'acceptation du projet de la Commission de réforme de la gendarmerie.

J'ai profité, en même temps, de l'impression produite par les dernières paniques pour décider la communauté chrétienne, l'évêque orthodoxe et les membres chrétiens du Conseil général administratif à remettre aux consuls une adresse réclamant formellement l'admission des étrangers dans la gendarmerie crétoise. Ce document est aujourd'hui entre nos mains et pourra avoir un jour ou l'autre son utilité.

Paul BLANC.

**Note verbale de la Sublime Porte aux Représentants
des Grandes Puissances à Constantinople.**

Le 16 janvier 1897.

En réponse à la Note verbale que les Représentants des grandes puissances ont bien voulu lui adresser, le 10 de ce mois, le Ministère des affaires étrangères a l'honneur de les informer que le Gouvernement impérial a donné son approbation au règlement y annexé (1) sous la réserve que les gendarmes étrangers qui seront admis dans la gendarmerie en Crète n'appartiendront pas, ainsi qu'il a été spécifié dans les protocoles de la Commission, à la nationalité hellénique, qu'ils seront employés provisoirement et à titre exceptionnel, et qu'ils quitteront leur service aussitôt que les raisons pour lesquelles ils ont été engagés auront disparu.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, et à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 17 janvier 1897.

La Sublime Porte a adressé hier aux ambassadeurs une Note approuvant le règlement sur la gendarmerie. Elle stipule seulement que les gendarmes étrangers n'appartiendront pas à la nationalité hellénique.

Elle ajoute que les étrangers ne seront employés qu'à titre provisoire exceptionnel. Cette restriction est de pure forme.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 18 janvier 1897.

Vous me faites connaître que la dernière communication de la Porte aux ambassadeurs vous permet de considérer la question de la gendarmerie crétoise comme heureusement réglée.

Je me félicite avec vous de ce nouveau résultat de vos efforts dont les derniers rapports de notre agent à la Canée font ressortir toute l'importance.

G. HANOTAUX.

**Note verbale collective adressée à la Sublime Porte
par les Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.**

Péra, le 21 janvier 1897.

Les Représentants des grandes puissances ont l'honneur d'accuser réception à la Sublime Porte de sa Note verbale, en date du 16 janvier, les informant de l'approbation donnée par le Gouvernement impérial au règlement de la gendarmerie crétoise joint à leur Note du 11 janvier.

Il va de soi que la durée du service des étrangers est subordonnée aux raisons qui ont rendu nécessaire leur admission dans la gendarmerie.

(1) V. le texte du Projet de loi pour la gendarmerie crétoise, page 97.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 22 janvier 1897.

D'après le règlement de la gendarmerie crétoise, le commandant en chef de ce corps est nommé par le Sultan, sur la proposition des ambassadeurs. Pour couper court aux rivalités d'influences et maintenir le concert européen dans l'affaire de Crète, les ambassadeurs ont décidé de ne pas admettre pour cet emploi un officier appartenant à une grande puissance. Ils pensent qu'on pourrait s'adresser utilement aux Pays Bas et à la Belgique et prient leur Gouvernement respectif de donner à leur Représentant à la Haye et à Bruxelles des instructions pour la recherche d'un officier supérieur apte à ce commandement. La gendarmerie crétoise est un corps à pied, le contrat de cet officier est fait pour trois ans et renouvelable ; la solde mensuelle est de 1,243 fr , soit environ 15,000 fr. par an sans aucune allocation supplémentaire. Les Représentants des grandes puissances et leurs attachés militaires à la Haye et à Bruxelles pourraient s'entendre pour cette désignation et nous vous serions obligés de nous faire savoir par le télégraphe les noms et âges des candidats, ainsi que les langues qu'ils parlent. Il serait désirable que l'officier désigné partît sur-le-champ.

P. CAMBON.

Note verbale de la Sublime Porte aux Représentants des Grandes Puissances à Constantinople.

Le 22 janvier 1897.

En se référant à sa communication en date du 16 janvier concernant le règlement sur l'organisation de la gendarmerie crétoise, le Ministre des affaires étrangères se permet de signaler à l'attention de Leurs Excellences les Représentants des grandes puissances un point de détail résultant de l'article 29 qui porte que c'est sur la présentation des ambassadeurs que le chef de la gendarmerie est nommé par Sa Majesté impériale, et qu'il est obligatoirement européen et chrétien.

Le Gouvernement impérial a déjà admis que cet officier supérieur devra être chrétien et européen, mais, quant à son choix, il conviendrait, afin de sauvegarder le prestige de l'autorité souveraine, de le laisser à l'initiative du Gouvernement impérial, qui ne procéderait naturellement à sa nomination qu'après avoir proposé un candidat réunissant toutes les conditions requises par MM. les Représentants des puissances.

Le Gouvernement impérial, qui a déjà eu tant de preuves des dispositions conciliautes et des sentiments de justice de Leurs Excellences MM. les Représentants des grandes puissances, aime à espérer qu'ils voudront bien admettre ce mode de procéder qui ne constitue qu'un détail de forme et ne touche en rien le principe même posé par le règlement.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 22 janvier 1897.

Les ambassadeurs ont décidé de ne pas choisir le commandant en chef de la gendarmerie crétoise parmi les officiers des grandes puissances.

Nous nous adressons à la Belgique et à la Hollande pour demander des candidats.

Le colonel de Vialar a sous la main deux anciens lieutenants de l'armée française qui pourraient partir immédiatement et être admis dans la gendarmerie.

P. CAMBON.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères
au comte de Montholon, ministre de France à Bruxelles.**

Paris, le 23 janvier 1897.

Le Gouvernement royal a dû être saisi d'une proposition tendant à confier à un de ses nationaux le commandement de la gendarmerie crétoise. Je ne pourrais qu'être satisfait que ce commandement échût à un belge.

G. HANOTAUX.

**M. Bihourd, ministre de France à la Haye, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 23 janvier 1897.

Mes collègues allemand, austro-hongrois et italien ont fait aujourd'hui une démarche auprès du ministre des affaires étrangères en vue de demander un officier néerlandais pour commander la gendarmerie crétoise. Le Gouvernement royal a bien accueilli ces ouvertures.

BIHOURED.

**M. Desprez, ministre de France à Cettigne, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Cettigne, le 26 janvier 1897.

80 monténégrins enrôlés dans la gendarmerie crétoise se sont embarqués aujourd'hui à Antivari.

P. DESPREZ.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon,
ambassadeur de la République française à Constantinople.**

Paris, le 26 janvier 1897.

Il serait très désirable, au moment où l'emprunt crétois aboutit, que la réorganisation de la gendarmerie crétoise se fit rapidement. J'insiste auprès des Gouvernements belge et hollandais afin qu'ils présentent d'urgence un candidat pour les fonctions de commandant.

G. HANOTAUX.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,
aux ministres de France à Bruxelles et à la Haye.**

Paris, le 26 janvier 1897.

Il y aurait intérêt à ce que le choix d'un officier pour commander la gendarmerie en Crète fût arrêté sans tarder. Faites-moi connaître les résultats des pourparlers engagés à ce sujet.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Péra, le 26 janvier 1897.

En attendant qu'on ait pu trouver dans les armées hollandaise ou belge un commandant en chef pour la gendarmerie en Crète et vu l'urgence qu'il y a à commencer dès à présent l'organisation de ce corps, les ambassadeurs ont décidé d'adjoindre provisoirement à la Commission le major Bor, officier anglais, qui est immédiatement disponible et qui remettra le service au commandant en chef aussitôt après son arrivée.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 26 janvier 1897.

Le contrat d'emprunt avec la Banque de Paris et des Pays-Bas a été signé ce soir par le délégué de la Banque et par le vali. Celui-ci a télégraphié à Constantinople pour demander la sanction impériale. Il y aurait intérêt à obtenir, aussitôt que possible, une réponse satisfaisante du Sultan.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 27 janvier 1897.

Dans sa séance de ce matin, le Conseil général administratif a approuvé la nouvelle rédaction du contrat d'emprunt avec la Banque de Paris et des Pays-Bas. Cet après-midi, le Conseil doit rédiger et signer le procès-verbal autorisant le vali à signer le contrat.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 27 janvier 1897.

La discussion du règlement judiciaire étant terminée, M. Gazay partira le 30 de ce mois pour Constantinople.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 26 janvier 1897.

La situation est assez critique à Candie à la suite de plusieurs meurtres commis entre musulmans et chrétiens.

Paul BLANC.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Bruxelles,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Bruxelles, le 7 janvier 1897.

Le Roi et son Gouvernement sont très désireux d'entrer dans les vues des grandes puissances pour la réorganisation de la gendarmerie crétoise. Des ouvertures ont été faites au colonel de gendarmerie Poodts.

MONTHOLON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.**

Péra, le 27 janvier 1897.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'est plaint aujourd'hui à la Sublime Porte, au nom des Représentants des grandes puissances, que le vali de Crète n'ait pas encore reçu avis de l'acceptation du règlement sur la gendarmerie. Le baron de Calice a réclamé que des ordres soient envoyés sans retard à Berovitch Pacha.

P. CAMBON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 28 janvier 1897.

Je crois que nous pouvons considérer comme très avancée la tâche que se sont imposée les puissances pour mener à bien l'application de l'acte concédé par le Sultan aux crétois, le 26 août 1896.

Votre Excellence a suivi, dans la correspondance de M. Blanc et dans la mienne, toutes les phases de notre travail : tergiversations de la Porte, qui essayait de reprendre dans l'application les concessions qu'elle avait dû faire en principe ; agitation de ce petit nombre de turbulents, chrétiens de la Canée, dont toute la raison d'être est d'empêcher qu'un calme durable ne s'établisse en Crète ; mauvaise situation financière qui paralysait nos efforts pour mettre un peu d'ordre dans l'administration ; absence d'une gendarmerie rétribuée et capable de tenir en respect la population ; menées des beys musulmans et refus de l'autorité militaire de se plier à son nouveau rôle ; nous nous sommes successivement heurtés à tous ces obstacles et nous voyons encore se dresser devant nous le pire de tous, l'obstination de la Sublime Porte.

C'est l'organisation de la gendarmerie qui a soulevé le plus de difficultés et il a fallu longuement lutter pour obtenir que le Sultan consentît à admettre des étrangers, non seulement comme officiers, mais aussi comme soldats. Ce n'est que le 16 de ce mois que la Porte nous a fait connaître qu'elle acceptait l'enrôlement de gendarmes étrangers, à condition qu'ils n'appartinssent pas à la nationalité hellénique. Les Gouvernements monténégrin et bulgare, ainsi que le gouverneur de la Bosnie et de l'Herzégovine, ont été avisés de ces dispositions, et on procède, dans ces trois pays, à l'enrôlement d'un certain nombre de soldats de gendarmerie qui vont entrer dans la composition des trois compagnies dont la formation immédiate est décidée.

La question de la désignation du chef de la gendarmerie semble aussi en voie de règlement. Les attachés militaires avaient, de la Canée, proposé

la candidature du major Bor, de l'infanterie de marine anglaise. Cet officier, d'après nos renseignements, remplissait toutes les conditions désirables, mais sa nationalité anglaise rendait très douteuse son acceptation par le Sultan. Sir Ph. Currie dut reconnaître la réalité de ce point de vue, mais, comme il déclarait à bon droit qu'il ne pouvait admettre que le fait d'être anglais pût être un motif d'exclusion, il fut convenu que le chef de la gendarmerie serait choisi en dehors des grandes puissances.

Il y a lieu d'espérer que la question va pouvoir être promptement réglée grâce à la proposition du Gouvernement belge.

Si nous avons accepté l'adjonction provisoire du major Bor à la Commission de la Canée, pour l'organisation des trois premières compagnies de la gendarmerie, c'est qu'il est de toute urgence que celle-ci soit sur pied. Les élections approchent et les consuls redoutent l'agitation habituelle de la période électorale.

Il a été convenu que le major Bor, qui se trouvait à bord d'un des bâtiments anglais ancrés à la Sude, nous prêterait ses services jusqu'à l'arrivée du chef de la gendarmerie en Crète.

J'ai fait proposer par la Commission la candidature de deux lieutenants d'infanterie qui ont dû quitter notre armée pour des raisons diverses et s'offraient ici à partir immédiatement pour la Crète. Le plus ancien s'est embarqué hier pour la Canée.

Malheureusement, comme toujours, la Porte nous suscite de perpétuels obstacles. Bien que son adhésion au règlement date de douze jours, hier encore ni le vali, ni les commissaires ottomans n'avaient reçu avis de son adoption, et ils déclaraient que, malgré qu'ils n'eussent aucune objection personnelle, ils devaient attendre, pour accepter les enrôlements étrangers, un avis de la Porte. Le baron de Calice s'est chargé hier, en notre nom à tous, de faire des remontrances à Tewfik Pacha à ce sujet. Le ministre des affaires étrangères a assuré que des instructions seraient immédiatement envoyées au vali.

Quant à la réorganisation judiciaire, elle est terminée. J'ai reçu hier soir de M. Gazay un télégramme m'annonçant que la discussion du règlement était achevée et qu'il rentrerait ici au commencement de la semaine prochaine.

Restait la question de l'emprunt dont M. Blanc a dû annoncer avant-hier à Votre Excellence l'heureuse conclusion. La sanction du Sultan seule est encore attendue. Il est heureux que le gouverneur général puisse enfin trouver les ressources indispensables pour assurer le paiement des arriérés et subvenir aux frais de la mise en train des nouveaux services dans l'île.

P. CAMBON.

M. Bihourd, ministre de France à la Haye, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Haye, le 28 janvier 1897.

Le Gouvernement néerlandais indique le lieutenant-colonel Buys pour commander la gendarmerie crétoise. Cet officier parle français, anglais et allemand, a de très beaux états de services aux Indes et il est chaleureusement recommandé par ses chefs. Nous sommes d'accord, mes collègues et moi, pour le présenter à nos Gouvernements. Le ministre des affaires étrangères pose toutefois comme condition *sine qua non* l'élévation de la solde à 1,500 fr. par mois.

BIHOUD.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 28 janvier 1897.

Hier, sept chrétiens ont été tués à Candie; un musulman a été tué, deux blessés. La population musulmane, pour des raisons inconnues, émigre en masse vers la ville. La situation est très dangereuse. La gravité est confirmée par un télégramme de l'attaché militaire autrichien qui se trouve actuellement à Candie. Le vali reconnaît avoir reçu des nouvelles très alarmantes et expédie le général Mustapha Pacha avec des troupes.

Un croiseur anglais et un italien vont partir pour Candie. Le *Wattignies* s'y rend également.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 29 janvier 1897.

On a reçu de meilleures nouvelles de Candie. L'arrivée des navires de guerre, l'arrestation de cinq malfaiteurs musulmans et les mesures prises par Mustapha Pacha ont ramené un peu de calme. Toute la question est de savoir si l'on parviendra à arrêter les familles musulmaues qui se dirigent sur Candie. J'ai acquis la conviction que ce mouvement a été provoqué à la suite d'incitations de certains personnages musulmans de Constantinople par les beys crétois qui ont voulu recommencer à Candie leur tentative avortée à la Canée, de créer des troubles pour empêcher la mise en application des réformes.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Constantinople, le 29 janvier 1897.

Les ambassadeurs ont décidé, sur ma proposition, de faire auprès de la Porte une démarche collective pour que le contrat de l'emprunt crétois reçoive la sanction du Sultan.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 30 janvier 1897.

Les ambassadeurs à Constantinople ont décidé, sur la proposition de M. Cambon, de faire auprès de la Porte une démarche collective pour obtenir que l'emprunt crétois reçoive la sanction impériale.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montholon, ministre de France à Bruxelles, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Bruxelles, le 30 janvier 1897.

Tous les officiers auxquels le Gouvernement royal a proposé la place de

commandant de la gendarmerie crétoise ont décliné ce mandat, trouvant les émoluments trop faibles. Le Gouvernement belge en est contrarié.

MONTHOLON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Constantinople, le 31 janvier 1897.

Une démarche a été faite aujourd'hui à la Porte par les ambassadeurs en vue d'obtenir la sanction de l'emprunt contracté avec la Banque de Paris et des Pays-Bas par le gouverneur général de Crète.

L'affaire doit être examinée demain au Conseil des Ministres.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 1^{er} février 1897.

Le comte de Montholon me fait savoir que les divers officiers auxquels le Gouvernement belge s'est adressé pour commander la gendarmerie crétoise déclinent cette mission trouvant les émoluments trop faibles.

G. HANOTAUX.

M Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, et à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

La Canée, le 2 février 1897.

Hier, le combat a duré toute la journée; on assure que les victimes sont nombreuses et les ruines considérables. Aujourd'hui, depuis l'arrivée des bâtiments, il n'y a eu aucune hostilité en ville et à Halepa, mais on se bat dans les environs. Les chrétiens accourent en masse de l'intérieur et bloquent notre ville. Des nouvelles peu rassurantes arrivent de Candie et de Rethymo, où les musulmans ont une attitude très agressive.

J'ai la preuve que ce soulèvement simultané des musulmans à Candie, Rethymo et la Canée est la conséquence d'instructions envoyées de Constantinople de créer des troubles pour empêcher l'application des réformes. Ce jeu risque de mettre l'île à feu et à sang. Si une intervention énergique des puissances ne s'exerce pas à Constantinople et si l'on n'envoie pas aux autorités militaires l'ordre de réprimer la population musulmane, les efforts des consuls seront impuissants pour arrêter la population exaspérée.

Le commandant du cuirassé anglais et le commandant du *Suchet* ont fait débarquer chacun cinq marins armés et un officier pour protéger la station télégraphique à la Sude.

Paul BLANC.

Le comte de Montholon, ministre de France à Bruxelles, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Bruxelles, le 5 février 1897.

Le Gouvernement belge a désigné le commandant Christiaens au choix des puissances pour le commandement de la gendarmerie crétoise.

Cet officier supérieur a servi en Belgique et au Congo et présenterait un ensemble de qualités militaires qui lui permettraient de remplir, dans des conditions fort honorables, les fonctions qui pourraient lui être dévolues.

MONTHOLON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 février 1897.

En revenant de sa mission en Crète, M. Gazay m'a remis un rapport dont j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint copie à Votre Excellence et sur lequel je me permets d'attirer toute son attention.

A ce rapport se trouve annexé le projet d'organisation judiciaire adopté par la Commission mixte.

Les événements dont la Crète est actuellement le théâtre vont malheureusement retarder l'application de la réforme, qui doit être au préalable approuvée par la Sublime Porte, mais, à la première accalmie, mes collègues et moi nous en presserons l'adoption.

Il est urgent que la justice soit promptement organisée dans l'île.

P. CAMBON.

PREMIÈRE ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 10 FÉVRIER 1897.

Rapport adressé à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, par M. Gazay, consul général de France à Constantinople, membre de la commission de réforme judiciaire en Crète.

RÉFORME JUDICIAIRE EN CRÈTE

Constantinople, le 10 février 1897.

La Commission chargée de réorganiser les institutions judiciaires de Crète a terminé ses travaux.

J'ai l'honneur de vous adresser le projet de Règlement auquel s'est ralliée la majorité des Délégués, ainsi que les procès-verbaux de nos séances, en vous indiquant les principes qu'ils ont entendu faire prévaloir ou remettre en vigueur et les abus qu'ils avaient le mandat de redresser.

Il n'a été que trop facile de constater que l'autorité en Crète était abolie; dès qu'un meurtre est commis, on recourt aux armes et on cherche à se faire justice soi-même; c'est le retour à la barbarie; on ne comprend que trop cette désorganisation, la magistrature n'existe pas. On dirait qu'à travers les divers systèmes qui depuis 1868 ont été appliqués dans ce pays, le législateur a eu pour préoccupation d'avoir une magistrature asservie, à la discrétion à la fois des partis et de l'administration : certains magistrats étaient élus, pour une durée de quelques années, par le suffrage universel de la circonscription judiciaire dans laquelle ils devaient exercer leurs fonctions; d'autres étaient nommés par le Gouvernement, sans limitation de durée; la valeur des premiers diminuait à mesure qu'ils approchaient de la fin de leur bail, les autres devaient être à la dévotion du pouvoir. Quant à la législation, il a été donné à Mahmoud Pacha, le dernier gouverneur musulman, de dépasser tout ce qu'on avait prodigué jusqu'alors en fait de modifications législatives tyranniques et illégales; ainsi, en 1880 et en vertu de la Convention de Halepa, une loi de procédure pénale et de procédure civile très sage avait été instituée; elle a été autoritairement détruite, en 1892, par ce gouverneur, dans le but de placer entre les mains des musulmans l'administra-

ion de la justice pénale, et les tendances de cette prétendue réforme étaient tellement évidentes qu'elles ont amené le soulèvement général, qui a été pacifié par l'intervention des puissances et la Charte libérale du 25 août dernier. Tandis que, dans la législation de 1880, la Cour d'appel connaissait seule des crimes, Mahmoud Pacha a étendu ces attributions à quatre — sur cinq — des Tribunaux de première instance de l'île; il a nommé à trois d'entre eux des présidents et des procureurs musulmans, et un de ces présidents était illettré! Le pourvoi devant la Cour de cassation de Constantinople arrêta la mise en liberté de l'accusé acquitté, qui devait attendre plusieurs années avant d'être relaxé, soit en vertu d'un décret d'amnistie, soit par un arrêt tardif de la Cour suprême. Les fonctionnaires judiciaires étaient, d'ailleurs, protégés contre toute poursuite, aucun d'eux ne pouvant être recherché sans un ordre spécial du gouverneur général. En matière civile, le pourvoi était suspensif, et à l'abri de cette disposition un jugement pouvait être indéfiniment frappé d'impuissance.

Tout ce passé est irrévocablement condamné, mais ces détails étaient nécessaires pour expliquer notre œuvre et lui donner sa véritable portée.

La Commission devait donc chercher à restaurer l'autorité par la création d'une magistrature offrant des garanties d'instruction, de capacité et d'indépendance, en instituant :

- 1° Des règles nouvelles pour la nomination des magistrats;
- 2° L'inamovibilité;
- 3° Un Conseil de justice chargé de la désignation, de la surveillance et de la discipline des magistrats.

Quant au système judiciaire, nous l'avons réorganisé, non d'après des règles théoriques, mais en nous inspirant de certaines traditions du passé et des indications recueillies au cours d'une enquête très étendue à laquelle nous avons appelé magistrats et avocats, justiciables éclairés, députés et membres du Conseil administratif.

Ce compte-rendu de nos travaux se divise naturellement en deux parties :

- 1° Organisation de la magistrature;
- 2° Organisation des Tribunaux.

I

Ainsi que je l'ai indiqué rapidement au commencement de ce Rapport, l'élection du juge par le suffrage universel a donné de déplorables résultats. Le choix était dicté par des ambitions de parti, et l'électeur se préoccupait beaucoup plus de l'opinion politique ou de la religion du candidat que de sa valeur juridique et de son impartialité. Il en était de même pour les membres du ministère public, les juges d'instruction et les présidents nommés directement par le gouverneur général : les uns et les autres étaient inféodés au parti ou à l'autorité de qui ils tenaient leur investiture; ils devaient rendre des services, sous peine d'être disgraciés.

Cette idée que les dépouilles du parti vaincu doivent appartenir au vainqueur est tellement enracinée en Crète que les bons esprits, même ceux qui ne veulent pas de l'élection par le peuple, se sont montrés hostiles au principe de l'inamovibilité; chaque parti, suivant eux, doit pouvoir avoir ses juges au moment où il a conquis le pouvoir, et cette ascension aux postes de judicature est impossible si les juges sont nommés pour une durée illimitée. Des principes supérieurs nous imposaient d'autres résolutions. Le système électif est supprimé, ainsi que le demandent unanimement tous les gens éclairés, mais nous n'avons même pas admis que le juge pût être nommé pour quelques années seulement : il est investi de ses fonctions sans limitation de durée; c'est à cette seule condition que la magistrature est une carrière, qu'on peut s'y préparer par de fortes études et remplir résolument son devoir sans être obsédé par des préoccupations personnelles.

Mais il fallait aussi garantir le justiciable contre les abus de pouvoir et les

injustices d'un magistrat investi d'une autorité qu'on ne pourrait pas briser dans sa main. Pour répondre à ces nécessités de divers ordres, rejetant à la fois le système électif, la nomination pour une certaine durée et la nomination directe par le gouverneur général, la Commission a placé au sommet de la hiérarchie judiciaire un Conseil de justice, moteur et modérateur à la fois, qui, par sa composition, représente en même temps le principe électoral et le principe gouvernemental.

Ce Conseil de justice constitue le conseil de discipline de la magistrature; il doit être consulté et donner son avis dans certains cas indiqués par le Règlement organique; c'est lui qui en même temps désigne les magistrats au choix du gouverneur général.

Comme Conseil de discipline, il est composé du gouverneur général, du procureur général, du président et de trois conseillers de la Cour d'appel.

Lorsqu'il doit proposer un candidat à un siège de magistrat, le Conseil de justice s'adjoint deux membres du Conseil administratif, lequel représente l'Assemblée dans l'intervalle des sessions et tient son autorité, comme l'Assemblée elle-même, du principe électif.

Ce pouvoir de nomination est d'ailleurs circonscrit dans d'étroites limites et, pour éviter le scandale de magistrats illettrés ou entièrement étrangers à la science juridique, le règlement exige le diplôme de licencié en droit, ainsi que des garanties d'âge et de moralité.

Les mœurs locales nous ont imposé une autre restriction; je l'indique sans y insister: « A l'exception des membres de la Cour d'appel, aucun magistrat ne pourra exercer ses fonctions dans sa province d'origine, sauf dispenses accordées par le gouverneur général, sur l'avis du Conseil de justice. »

Je m'empresse d'ajouter que cette disposition n'a pas pour but de défendre le juge contre des défaillances intéressées; le reproche de vénalité est fort heureusement très rare en Crète, mais il fallait mettre le magistrat à l'abri des influences de famille et de la tyrannie des partis.

Enfin, et toujours dans le but de créer un corps de magistrature et d'empêcher autant que possible des nominations de faveur, le Règlement édicte que les places de conseillers à la Cour sont réservées aux magistrats des Tribunaux de première instance.

Cette organisation nous a permis de placer dans les mêmes conditions, au point de vue de l'inamovibilité, les magistrats du ministère public et les magistrats assis. Nous n'avons pas hésité à adopter cette grave innovation. Le juge de paix lui-même jouira de ce privilège, bien qu'il remplisse, lui aussi, les fonctions d'officier de police judiciaire. L'autorité du magistrat en Crète a été trop discréditée; là, plus que partout ailleurs, il doit être protégé contre les attaques et les influences rivales d'autant plus ardentes que ces compétitions sont presque toujours inspirées par l'antagonisme de religion. Les magistrats qui ont en main l'action publique seront garantis contre la haine et la dénonciation au même titre et par la même immunité que ceux qui disent le droit; le Conseil de justice est là pour les soutenir ou pour sévir contre eux.

Tels sont les traits essentiels que je devais signaler à votre attention.

Quant à la répartition des sièges de magistrats entre les chrétiens et les musulmans, c'est celle qui a été établie par l'Iradé du 25 août dernier.

II

Le règlement comprend, en matière civile, trois ordres de Tribunaux: le Tribunal de paix, le Tribunal de première instance statuant en même temps comme Tribunal de commerce; une Cour d'appel, et deux degrés de juridiction. Le Tribunal de première instance est juge des décisions rendues en premier ressort par le Tribunal de première instance.

La même hiérarchie existe en matière pénale. Le juge de paix connaît des

contraventions, sauf appel devant le Tribunal de première instance, statuant au correctionnel; ce dernier est juge des délits, sauf appel devant la Cour.

La Cour est juge au grand criminel; elle constitue deux Cours d'assises; l'une siége à la Canée, l'autre à Candie.

C'est le système latin, mais avec quelques divergences que j'ai à vous indiquer et qui tiennent à la différence des mœurs. Entrons dans les détails de cette organisation.

Le juge de paix siége seul; la législation de 1892 avait imaginé un singulier système: le juge de paix statuait assisté de deux greffiers, avec voix délibératives, le greffier chrétien et le greffier musulman.

Sa compétence se meut dans le même cercle d'action que celui de nos lois; mais ce cercle est bien plus restreint. Les intérêts en cause sont ici bien moins importants, aux divers degrés de juridiction, et j'aurai plus tard à insister sur ce fait. Les gros procès sont inconnus en Crète.

Le Tribunal de première instance rend ses jugements avec trois magistrats. Il juge en dernier ressort jusqu'à la valeur de 3,000 piastres (780 fr. environ). C'est déjà un chiffre élevé; mais quant aux questions d'état, elles échappent à sa compétence et relèvent des Tribunaux religieux, musulman ou chrétien, suivant la législation de l'Empire ottoman.

Enfin la Cour, composée de cinq magistrats, statue sur les jugements rendus en premier ressort par les cinq Tribunaux de première instance de l'île. — Elle a, en matière civile, quelques-unes des attributions d'une Cour de cassation. J'en indiquerai le motif.

Un des problèmes les plus difficiles à résoudre était l'organisation de la justice répressive; la législation en vigueur avait attribué la connaissance des crimes aux quatre Tribunaux de province et à la Cour d'appel; l'opinion publique leur reproche des acquittements scandaleux et des condamnations iniques. Aux yeux des chrétiens, ce système rappelle une ère de persécution et représente un instrument de tyrannie. Il fallait effacer ces tristes souvenirs; mais il fallait aussi placer les Tribunaux criminels à l'abri des influences locales, dans un milieu moins passionné que celui où le crime a été commis. La Cour seule pouvait, avec l'autorité et la maturité de ses conseillers, répondre à cette nécessité, et la Commission a décidé d'instituer deux Cours d'assises tenant quatre fois par an leurs sessions dans les deux capitales de Crète: la Canée et Candie. Cette résolution s'imposait d'autant plus qu'il était impossible de recourir au Jury; la division de la population en deux grands partis, l'antagonisme qui existe entre les chrétiens et les musulmans ne permettaient pas de penser à cette institution.

Les crimes sont donc déferés à deux Cours d'assises, composées de cinq magistrats. Mais avant que l'accusé paraisse devant ses juges, il faut établir les preuves de sa culpabilité. Comment se fera cette instruction et à qui sera-t-elle confiée? C'était là encore un point pour ainsi dire douloureux, et la Commission a pensé qu'elle devait augmenter les garanties en faveur de l'accusé. Le juge d'instruction ne statuera plus seul; nous avons institué une Chambre du Conseil, qui décidera de la valeur des preuves et du caractère de l'acte incriminé; l'accusé sera toujours entendu, et il aura toujours le droit de faire appel devant la Cour de la décision de la Chambre du Conseil.

Il nous restait à examiner une dernière et très grave question; la Cour de cassation de Constantinople devait-elle être maintenue au sommet du système judiciaire de Crète? Les chrétiens n'ont pas hésité à dire énergiquement non; leur memorandum, ce qu'on pourrait appeler le cahier des États-Généraux de Crète, demandait formellement que leurs procès eussent leur solution définitive dans l'île. On a prétendu que des motifs politiques leur inspiraient cette opinion, mais il faut reconnaître, après avoir examiné les statistiques et les faits, qu'au point de vue judiciaire seul cette opinion est justifiée.

J'ai rappelé au début de ce rapport que, d'après la législation de 1892, le pourvoi formé par le ministère public contre un arrêt d'acquiescement était

un obstacle légal à la mise en liberté de l'accusé; or, d'après les tableaux qui ont été soumis à la Commission, les pourvois, qu'ils soient formés par le ministère public ou par les condamnés, ne sont examinés que trop rarement par la Cour de cassation; ainsi, pour faire le départ des responsabilités, le pourvoi d'un accusé, condamné à mort en 1882, n'a été envoyé à cette Cour, par le procureur général de Crète, qu'en 1888; le pourvoi d'un autre condamné en 1884 n'a été transmis à Constantinople qu'en mars 1883; douze pourvois sont en suspens depuis 1888; le procureur général de l'île a écrit à plusieurs reprises, pour hâter la solution, au procureur général près la Cour suprême; il n'a pas reçu de réponse.

Il en est de même en matière civile, et plusieurs témoins nous ont déclaré qu'on n'obtenait l'examen d'un pourvoi à Constantinople qu'au prix de lourdes dépenses et après plusieurs années d'attente, surtout si l'adversaire était musulman et puissant. Des juristes ont, d'ailleurs, soutenu cette thèse que les pourvois sont très rares au civil, qu'ils sont plutôt vexatoires, que les procès engagés sont d'une importance minime et qu'il est illogique de soumettre à la Cour de cassation de Constantinople les questions de droit que soulève l'interprétation des lois de Crète, alors que ces lois ne sont pas les mêmes que celles de l'Empire ottoman; en effet, l'Assemblée crétoise a le pouvoir de légiférer.

Cette argumentation nous a paru décisive, et les exemples concluants, la Commission a résolu de supprimer le pourvoi en matière civile, mais elle n'a pas cru pouvoir refuser ce dernier recours à l'accusé frappé des plus graves peines du Code pénal; le pourvoi sera de droit lorsqu'il aura été condamné à la peine de mort ou aux travaux forcés. Nous avons, d'ailleurs, édicté une disposition formelle en faveur de l'accusé qui aura été acquitté; il doit être mis immédiatement en liberté. Enfin, le condamné a seul le droit de se pourvoir en cassation.

La Commission a résolu d'autres questions d'un ordre secondaire; mais il faut m'arrêter. Je dois, cependant, rappeler en terminant que les traités en vigueur et les capitulations restent obligatoires en Crète comme dans les autres provinces de l'Empire ottoman. L'Iradé du 25 août 1896 affirme nettement le droit des puissances étrangères et le maintien de leurs privilèges; avant cette déclaration souveraine, certaines divergences de vues s'étaient élevées entre le Corps consulaire et l'Administration ou les Tribunaux de Crète sur l'application et l'étendue de ces droits; mais une loi de l'Assemblée générale, en date du 21 mars 1883, avait reconnu le caractère obligatoire de ces actes internationaux; le Règlement judiciaire proclame les mêmes principes et règle leur mode d'application devant les Tribunaux de l'île, lorsqu'un étranger est appelé à y défendre ses intérêts.

Des dispositions transitoires assurent les droits acquis. Ainsi les avocats non diplômés continueront à exercer devant la Cour et les Tribunaux et, pendant une période de dix années, les juristes musulmans pourront être appelés aux fonctions de magistrats, bien que n'étant pas pourvus d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit.

GAZAY.

DEUXIÈME ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE CONSTANTINOPLE DU 10 FÉVRIER 1897.

RÉFORME JUDICIAIRE EN CRÈTE

RÈGLEMENT JUDICIAIRE

CHAPITRE PREMIER

Article premier. — Il n'y aura que deux degrés de juridiction.

Art. 2. — En matière pénale, le pourvoi devant la Cour de cassation de Constantinople est de droit dans les deux cas suivants :

1° Lorsqu'il y aura eu condamnation à dix ans de travaux forcés et au-dessus ou à la peine de mort;

2° Lorsque deux ou plusieurs accusés auront été condamnés, pour le même crime ou le même délit, par des décisions rendues en dernier ressort et contradictoires entre elles.

Art. 3. — Le condamné a seul le droit de se pourvoir en cassation, à l'exclusion du Ministère public et de la partie civile.

L'accusé qui aura été acquitté sera mis immédiatement en liberté.

Art. 4. — En cas de cassation, la cause est renvoyée devant celle des Cours d'assises de l'île qui n'a pas prononcé l'arrêt de la condamnation.

Art. 5. — Le recours en grâce à Sa Majesté Impériale le Sultan est, d'ailleurs, formellement réservé.

Art. 6. — L'organisation judiciaire de l'île de Crète comprend des Tribunaux de paix, des Tribunaux de première instance et une Cour d'appel.

CHAPITRE II

Des Tribunaux de paix.

Art. 7. — Les Tribunaux de paix sont composés d'un juge unique.

En cas d'empêchement, le juge est remplacé par un suppléant.

Art. 8. — Le juge de paix connaît au civil :

En dernier ressort, de toutes les actions qui ont pour objet une obligation ou un meuble dont la valeur ne dépasse pas quatre cents piastres;

A charge d'appel, de ces mêmes actions jusqu'à la valeur de deux mille piastres.

Art. 9. — Il connaît en outre, sans appel, jusqu'à la valeur de quatre cents piastres, et, à charge d'appel, à quelque somme qu'elles s'élèvent :

1° De toutes actions entre hôtelier et voyageur, propriétaire et locataire ou fermier, entre maître et gens de service, domestique et ouvrier, lorsque ces actions ont leur source dans le contrat de louage;

2° De toutes actions relatives au transport de personnes ou de choses;

3° Des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, arbres, haies, fossés, canaux, maisons ou autres propriétés, lorsque la propriété n'est pas contestée;

4° Des actions en bornage, lorsque la propriété ou les titres qui l'établissent ne sont pas contestés;

5° Des actions relatives aux constructions, réparations et travaux à faire sur un mur dont la mitoyenneté n'est pas contestée;

6° De toutes actions possessoires.

Art. 10. — En matière pénale, le juge de paix connaît de toutes les infractions que la loi qualifie contraventions et punit des peines de simple police.

Art. 11. — Il y aura un Tribunal de paix par district (Casa).

Toutefois, le gouverneur général pourra, suivant les circonstances et sur l'avis du Conseil de justice, décider que le même juge connaît des affaires de deux districts. Est également réservé au gouverneur général, après avoir pris l'avis du même Conseil, la faculté d'augmenter le nombre des Tribunaux de paix, dans le cas où des nécessités locales en auront constaté l'urgence, et de fixer les localités où ces Tribunaux devront fonctionner.

CHAPITRE III

Des Tribunaux de première instance.

Art. 12. — Les Tribunaux de première instance seront composés de quatre juges dont un président. Il y aura deux juges suppléants.

Art. 13. — Le Tribunal rendra ses jugements, composé de trois membres y compris celui qui préside,

Art. 14. — L'un des juges sera chargé de l'instruction par ordonnance du gouverneur général rendue sur l'avis du Conseil de justice.

Ce magistrat pourra d'ailleurs siéger comme juge dans les affaires civiles et commerciales.

En cas d'absence ou d'empêchement imprévus du juge d'instruction ou du procureur impérial, le Tribunal pourra provisoirement remplacer ces deux magistrats par un juge ou un juge suppléant jusqu'à la décision du Conseil de justice.

Art. 15. — Les Tribunaux de première instance connaîtront au civil :

1° Des appels des Tribunaux de paix de leur ressort, dans tous les cas où l'appel est recevable ;

2° De toutes les actions personnelles, mobilières et immobilières, ainsi que des actions commerciales, et cela en dernier ressort jusqu'à la valeur de trois mille piastres.

Art. 16. — En matière pénale :

1° Des appels des jugements rendus en simple police, lorsque la condamnation dépassera trois jours de prison ou soixante piastres d'amende ;

2° Des infractions que la loi qualifie délits et punit des peines correctionnelles.

Art. 17. — Il y a cinq Tribunaux dans l'île.

Ils siègent à la Canée, Candie, Rethymo, Lassythi et Sphakia.

CHAPITRE IV

De la Cour d'appel.

Art. 18. — La Cour d'appel est composée d'un président, d'un vice-président et de six conseillers.

Elle comprend deux Chambres : une Chambre civile et commerciale, une Chambre d'appels correctionnels.

Un règlement intérieur établira les règles du roulement des magistrats entre eux.

Art. 19. — Elle rendra ses arrêts, composée de cinq magistrats, y compris celui qui préside.

Le président de la Cour d'appel aura le droit de présider les deux Chambres.

Art. 20. — La seconde Chambre, bien que spécialement chargée de statuer sur les appels correctionnels, pourra connaître également des appels en matière civile et commerciale.

Art. 21. — La Cour d'appel connaîtra :

En matière civile et commerciale :

1° Des appels des Tribunaux de première instance, lorsque l'appel est recevable conformément aux dispositions de la loi ;

2° Des conflits de compétence, positifs ou négatifs, qui s'élèveront entre les Tribunaux de première instance ou un Tribunal de première instance et un Tribunal religieux ;

3° Des récusations, prises à partie et autres cas particuliers dont l'examen lui a été attribué par la loi.

En matière pénale :

1° Des jugements correctionnels rendus par les Tribunaux de première instance ;

2° Des infractions que la loi qualifie crimes (Cours d'assises) ;

3° Des conflits de compétence, positifs ou négatifs, qui s'élèveront entre les juges d'instruction ou les Tribunaux de première instance ;

4° Des appels contre les décisions de la Chambre du Conseil, mais composée, dans ce cas, comme il est dit à l'article 30 du présent Règlement,

CHAPITRE V

Des Cours d'assises.

Art. 22. — Deux Cours d'assises sont instituées dans l'île de Crète.

Elles siègent l'une à la Canée, l'autre à Candie.

Art. 23. — Chaque Cour d'assises tiendra quatre sessions par an.

Art. 24. — La Cour d'assises à la Canée est constituée par le président ou le vice-président de la Cour d'appel et quatre conseillers.

La Cour d'assises de Candie est constituée :

1^o Par le président ou le vice-président de la Cour d'appel et deux conseillers;

2^o Par le président et un juge du Tribunal de première instance de Candie.

A cet effet, quinze jours avant l'ouverture de chaque session, le gouverneur général, sur l'avis du Conseil de justice, désignera les conseillers qui feront partie de la Cour d'assises de Candie.

Art. 25. — La Cour d'assises de la Canée connaîtra des crimes commis dans les trois provinces de la Canée, Rethymo et Spakia.

Celle de Candie connaîtra des crimes commis dans les deux provinces de Candie et de Lassythi.

Art. 26. — La Cour d'assises sera saisie par l'ordonnance du juge d'instruction rendue en Chambre du Conseil, ou par l'arrêt de la deuxième Chambre de la Cour d'appel.

Art. 27. — La Chambre du Conseil est composée, dans chaque Tribunal, d'un juge, d'un juge suppléant, désignés par le président, et du juge d'instruction.

Art. 28. — Au moment de clôturer l'instruction, le juge présente son rapport et les pièces à la Chambre du Conseil, qui statue après avoir entendu le procureur impérial et les accusés.

Art. 29. — Lorsque la Chambre du Conseil aura conclu à la non-culpabilité ou au renvoi devant la Cour d'assises, le procureur général pourra, dans les dix jours qui suivront cette ordonnance, faire appel devant la seconde Chambre de la Cour.

Les accusés auront le même droit dans le même délai.

Art. 30. — La seconde Chambre de la Cour, mais composée seulement de trois magistrats, statue sur pièces, hors la présence du procureur général et des accusés, dans le plus bref délai.

CHAPITRE VI

Dispositions communes à la Cour d'appel et aux Tribunaux.

Art. 31. — Il y aura, auprès de la Cour d'appel, un procureur général, un substitut du procureur général, un greffier et plusieurs huissiers.

Art. 32. — Il y aura, auprès de chaque Tribunal de première instance, un procureur impérial, un greffier, un ou plusieurs huissiers.

Art. 33. — Un officier ou sous-officier de gendarmerie, désigné par le procureur impérial du ressort, exercera les fonctions du Ministère public auprès du Tribunal de paix jugeant en matière de simple police.

Un greffier et un huissier seront attachés à ces Tribunaux.

Art. 34. — Les greffiers pourront avoir des commis-greffiers en nombre suffisant pour assurer le service.

Chaque juridiction nomme ses huissiers et les commis-greffiers, ces derniers sur la proposition du greffier.

Art. 35. — Il y aura, auprès de la Cour et de chaque Tribunal de première instance et de Tribunal de paix, un secrétaire-interprète pour la langue turque.

Il traduira en cette langue les documents judiciaires, lorsque la demande en sera faite par les parties.

Art. 36. — Il n'y aura pour toute l'île que trois bureaux de conservation des hypothèques.

Ils seront installés à la Canée, Candie et Rethymo.

Art. 37. — Il appartient au Conseil de justice de fixer le nombre des notaires dans les centres importants de l'île, suivant le chiffre et les besoins de la population.

Art. 38. — Nul ne sera admis à subir devant la Cour d'appel l'examen nécessaire pour être autorisé à exercer la profession d'avocat, s'il n'est docteur ou licencié en droit ou muni d'un diplôme équivalent.

CHAPITRE VII

Du Conseil de justice, de la nomination et de la discipline des magistrats.

Art. 39. — Le procureur général, le président et le vice-président de la Cour d'appel sont nommés et remplacés par S. M. I. le Sultan, sur la proposition du gouverneur général et après entente avec les Représentants des grandes puissances.

Art. 40. — Pour les six premières années, le procureur général, les président et vice-président de la Cour seront étrangers (Européens).

Le mandat de ces magistrats pourra être renouvelé.

Art. 41. — En conséquence, et dans ce système, la Cour d'appel et la Cour d'assises de la Canée prononceront leurs arrêts avec un président étranger (Européen), deux conseillers chrétiens et deux conseillers musulmans.

Il y aura également deux magistrats musulmans dans la Cour d'assises de Candie.

Art. 42. — La proportion dans la nomination des magistrats et autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire sera toujours d'un tiers pour les musulmans et deux tiers pour les chrétiens.

Il appartient au gouverneur général, sur la proposition du Conseil de justice, de répartir les magistrats, suivant qu'ils sont chrétiens ou musulmans, entre les divers sièges de la Cour et des Tribunaux.

Art. 43. — Toutefois, lorsque le juge d'instruction sera chrétien, le procureur impérial sera musulman, et réciproquement, sauf à Spakia où l'un et l'autre seront chrétiens.

Art. 44. — A l'exception des membres de la Cour, aucun magistrat ne pourra exercer ses fonctions dans sa province d'origine, sauf dispenses accordées par le gouverneur général sur l'avis du Conseil de justice.

Art. 45. — Il est institué un Conseil de justice, composé du président de la Cour, du procureur général et de trois conseillers de la Cour : un chrétien et deux musulmans désignés chaque année par leurs collègues.

Le gouverneur général est de droit président du Conseil. En cas de partage, sa voix est prépondérante.

En cas d'absence ou de tout autre empêchement, le président de la Cour est remplacé par le vice-président, le procureur général par son substitut, les conseillers par des conseillers chrétiens ou musulmans, suivant la règle ci-dessus établie.

Art. 46. — Le Conseil de justice donne son avis dans tous les cas où il doit être consulté d'après les prescriptions du présent règlement.

Art. 47. — Il est chargé d'informer sur les agissements des magistrats et autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire, soit d'office, soit sur les plaintes qui lui sont adressées directement ou qui lui sont transmises par le gouverneur général ou le procureur général.

Aucun magistrat ou fonctionnaire de l'ordre judiciaire ne sera déplacé sans son consentement, suspendu ou révoqué qu'en vertu d'une décision du Conseil de justice.

Le magistrat ou fonctionnaire de l'ordre judiciaire, incriminé, sera invité à se présenter devant le Conseil. Aucune décision ne sera prise à son égard sans qu'il ait été entendu ou dûment appelé.

Art. 48. — Le Conseil de justice désigne les personnes qui réunissent les conditions d'âge, d'aptitude et de moralité prescrites dans le présent règlement pour pouvoir être appelées aux fonctions de la magistrature.

Dans ce dernier cas, le Conseil de justice s'adjoint deux conseillers administratifs, l'un chrétien et l'autre musulman, nommés chaque année par leurs collègues.

Art. 49. — Nul ne pourra être nommé juge de paix :

1^o S'il n'est âgé de 25 ans révolus ;

2^o S'il n'est licencié en droit ou s'il n'a exercé, pendant cinq ans au moins, les fonctions d'avocat, de notaire ou de greffier près d'un Tribunal ;

3^o S'il est interdit ou failli non réhabilité ;

4^o S'il a été condamné à des peines afflictives ou infamantes ou simplement correctionnelles, mais pour délits de vol, escroquerie, abus de confiance, usure, attentat aux mœurs.

Art. 50. — Outre les cas d'incapacité prévus dans l'article précédent pour la nomination des juges de paix et de leurs suppléants, les conseillers de la Cour d'appel et le substitut du procureur général, les présidents, juges, juges suppléants et procureurs impériaux des Tribunaux de première instance, doivent être licenciés en droit et âgés de 30 ans révolus.

Art. 51. — Les conseillers de la Cour et le substitut du procureur général sont choisis parmi les présidents, juges et procureurs impériaux des Tribunaux de première instance.

Art. 52. — Les magistrats de la Cour d'appel, des Tribunaux de première instance et des Tribunaux de paix sont nommés sans limitation de durée dans leurs fonctions.

Art. 53. — Les capitulations et les traités intervenus entre la Sublime Porte et les puissances étrangères ont force et vigueur dans l'île de Crète.

En conséquence, lorsqu'un étranger ou protégé d'une puissance étrangère est en cause comme demandeur, ou défendeur, deux assesseurs étrangers compléteront le Tribunal.

Un drogman assistera aux débats, prendra part aux délibérations et signera le jugement.

Art. 54. — La surveillance des prisons appartient, dans les provinces, au président et au procureur impérial du Tribunal de première instance ; dans le chef-lieu de l'île, au président de la Cour et au procureur général.

Les consuls auront le droit de visiter les prisons.

Art. 55. — Le présent règlement, préparé en vertu de l'article 10 de l'Iradé impérial daté du 13/25 août 1896, en fait partie intégrante et a la même autorité.

Art. 56. — A compter du jour où il sera rendu exécutoire, tous les Règlements, Décrets, Lois et autres actes ou dispositions quelconques qui y sont contraires sont abrogés.

Art. 57. — Les Codes de procédure et d'instruction criminelle promulgués en 1880 sont rétablis en ce qu'ils n'ont pas de contraire au présent Règlement.

Les lois non votées par l'Assemblée et notamment celle du 4 janvier 1892 sur les avocats sont et demeurent abrogées.

CHAPITRE VIII

Dispositions transitoires.

Art. 58. — Les avocats actuellement en exercice continueront à exercer devant la Cour et les Tribunaux.

Art. 59. — Les magistrats non diplômés, actuellement en fonctions, pourront être maintenus dans les cadres de la magistrature.

Art. 60. — Les études de droit pour les musulmans ne comportant pas jusqu'à ce jour la collation du grade de docteur ou de licencié, le Conseil de justice pourra, mais seulement pour une période de dix ans, appeler aux

fonctions de magistrat les juristes musulmans qui auraient fait preuve de connaissances sérieuses et d'une grande expérience des affaires, et qui réunissent d'ailleurs les autres conditions d'âge et de moralité prescrites dans le présent Règlement.

Art. 61. — Pour la mise en vigueur du système judiciaire, après la nomination du procureur général et du président de la Cour, et dans les dix jours qui suivront la promulgation du présent Règlement dans l'île, le gouverneur général, le président de la Cour, le procureur général et trois délégués du Conseil administratif, dont deux musulmans et un chrétien, nommeront les six conseillers de la Cour, dont trois musulmans et trois chrétiens.

Pour cette nomination leur choix n'est pas limité aux membres actuels de la magistrature.

Le Conseil de justice se constituera aussitôt et procédera à la nomination des autres magistrats et fonctionnaires de l'ordre judiciaire, suivant les prescriptions du présent Règlement.

Fait à la Canée (Crète), le 15/27 janvier 1897.

Ce Règlement judiciaire a été élaboré par une Commission composée, à Constantinople, de MM. Steinrich, Ippen, Gazay, Wratislaw, Barone et Lagowski, consuls généraux des grandes puissances, et, en Crète, par MM. Gazay, Alvarez et Scalzounis.

Le Délégué ottoman à Constantinople était S. Exc. Costaki effendi Valiagnis, président de Cour, et, à la Canée, S. Exc. Nazim bey, procureur impérial au Conseil d'Etat.

AFFAIRES DE CRÈTE. — CONFLIT GRÉCO-TURC

Situation de l'Empire Ottoman.

FÉVRIER-MAI 1897

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 29 janvier 1897.

A la suite de quelques meurtres isolés, la population musulmane de la province de Candie s'est levée en masse. Les musulmans de la ville ont organisé immédiatement des bandes armées qui font des incursions dans les environs ; le pillage a recommencé et les chrétiens enfermés dans la ville de Candie sont pris d'une folle terreur et craignent de voir les musulmans se ruer sur leurs maisons et les égorger.

Des appels désespérés sont adressés aux consuls et il faut bien reconnaître que ces appels sont assez justifiés puisque, dans la seule journée d'hier, sept chrétiens ont été tués dans les environs de la ville.

Le vali a déclaré hier aux consuls qu'il considérait la situation à Candie comme ayant un caractère très alarmant et qu'il craint un choc sérieux entre musulmans et chrétiens. Il s'est empressé d'envoyer en toute hâte dans cette ville des renforts de troupes et le général de division d'artillerie Mustapha-Pacha, officier très énergique qui jouit de l'estime du corps consulaire. Lui-même se tient prêt à partir pour Candie si les nouvelles qui lui parviendront aujourd'hui ne sont pas plus rassurantes.

Dans ces conditions, mes collègues ont provoqué une réunion du Corps consulaire et ont proposé d'envoyer des navires de guerre à Candie pour assurer la sécurité des sujets étrangers, calmer les alarmes de la population et faire comprendre aux musulmans qu'on ne tolérerait pas un massacre des chrétiens de la ville.

Mes collègues d'Angleterre et d'Italie ayant déclaré que leurs navires étaient déjà sous pression depuis le matin et qu'ils allaient appareiller sans retard, le commandant du *Suchet* donna l'ordre au *Wattignies* d'allumer ses feux et de gagner immédiatement Candie.

Je ne dois pas cacher à Votre Excellence que je suis assez inquiet de la tournure que les affaires prennent à Candie. Cette émigration en masse des musulmans est certainement la conséquence d'un mot d'ordre qui leur a été donné. Il n'y a pas pour moi le moindre doute à cet égard. Ce n'est certainement pas parce que, dans un espace de huit jours, deux musulmans et deux chrétiens auraient été tués dans la province de Candie qu'une population de plusieurs milliers d'habitants aurait recommencé, à dix mois d'intervalle, le même exode qu'au mois d'août dernier et aurait abandonné maisons, récoltes, propriétés.

Mais ce mot d'ordre, qui a bien pu le donner ? Il est évident que, seuls, les beys musulmans ont assez d'influence sur leurs coreligionnaires pour pouvoir les déterminer à s'ébranler en masse. J'ai donc la conviction que ce sont eux qui ont envoyé des instructions formelles et péremptoires auxquelles la population musulmane a obéi aveuglément. Mais qui a pu inciter les beys à jouer une partie aussi dangereuse ? D'aucuns sont persuadés que les beys y ont été encouragés par des conseils venus de l'étranger. D'autres croient qu'ils ont reçu de Constantinople l'ordre de provoquer des troubles pour empêcher la mise en application des réformes et rendre nécessaire une répression par les troupes impériales.

Leur première tentative a été faite à la Canée, il y a près d'un mois. Elle a échoué. En prenant les armes et en bloquant la ville de la Canée au nombre de plusieurs milliers d'hommes, les chrétiens leur ont démontré qu'il serait dangereux pour leur propre sécurité de continuer dans cette voie. Ils ont dû s'arrêter parce qu'ils sont peu nombreux dans les environs de notre ville et que la configuration du pays permet à la population chrétienne de s'emparer des hauteurs qui dominent la Canée et d'y tenir les musulmans prisonniers.

A Candie, la situation est tout autre. Les musulmans y sont au nombre d'environ 35,000 à 40,000. La ville est placée au centre d'une plaine qui restera toujours en leur possession et la population chrétienne de ces districts est beaucoup moins aguerrie que celle des districts occidentaux.

On peut donc supposer que les beys veulent aujourd'hui recommencer, sur un terrain et dans un milieu qui leur sont plus favorables, la partie qu'ils ont perdue, il y a quelques semaines, dans les environs de la Canée. Quoi qu'il en soit, la situation doit être surveillée de très près et il faut se hâter, en organisant le plus rapidement possible la nouvelle gendarmerie, de donner au vali les moyens de résister contre toutes ces intrigues et de maintenir l'ordre public et en même temps de placer les beys musulmans devant un fait accompli et de leur faire comprendre que toute résistance sera inutile.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 1^{er} février 1897.

La situation s'étant améliorée à Candie, le *Wattignies* en est revenu hier.

A Rethymo, chrétiens et musulmans bloquent mutuellement leurs villages. Cette nuit, des bandes de musulmans armés ont attaqué et incendié un village chrétien près de notre ville. En ce moment, plusieurs villages chrétiens sont en flammes et la fusillade a commencé à la Canée et à Halepa même, autour de nos consulats. Les consuls télégraphient aux commandants de leurs navires qui sont à la Sude de venir immédiatement à la Canée.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 2 février 1897.

En présence des événements de Crète, j'ai prié le Ministre de la marine de prescrire par le télégraphe au *Forbin*, actuellement à Toulon, de partir immédiatement pour la Canée.

Le commandant Hennique a télégraphié, à la date du 2, au Ministère de la marine que la présence des navires de guerre rassure les Européens et que la Canée est de nouveau tranquille.

J'aurais intérêt à savoir quelle suite a été donnée à la proposition relative au commandement de la gendarmerie.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française, à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,

Péra, le 2 février 1897.

La situation est de nouveau très inquiétante en Crète.

En attendant l'arrivée du commandant définitif de la gendarmerie, les ambassadeurs ont décidé le départ du major Bor, qui procédera à une organisation provisoire. Quatre-vingts monténégrins sont arrivés en Crète pour faire partie de la nouvelle gendarmerie.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 2 février 1897.

J'ai prié le Ministre de la marine de prescrire par le télégraphe au *Forbin*, actuellement à Toulon, de partir immédiatement pour la Crète et de donner au commandant Hennique des instructions conçues spécialement en vue de la situation que vous signalez.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 3 février 1897.

Grande effervescence en ville produite par la nouvelle qu'une bande de plusieurs milliers de chrétiens arrive de l'intérieur pour venger les incendies et les meurtres commis dans les environs et marche sur la Canée.

Nous craignons, mes collègues et moi, que les troupes soient insuffisantes pour maintenir l'ordre et que la populace musulmane de la ville ne massacre tous les chrétiens, européens compris.

Le Corps consulaire, réuni aujourd'hui, remet une lettre au vali, pour faire escorter trois consuls, délégués au-devant des bandes de chrétiens de la campagne; ils comptent leur demander de s'arrêter sous peine de causer le massacre de leurs coreligionnaires de la Canée. Les trois autres consuls restent ici.

Tous ont demandé aux bâtiments de guerre de prévoir des mesures en

vue d'assurer un embarquement éventuel des chrétiens. Les commandants sur rade ont pris les dispositions nécessaires. Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,

Péra, le 3 février 1897.

Le vali de Crète et le commandant militaire réclament l'assistance du Corps consulaire pour amener une trêve. J'invite M. Blanc à s'inspirer des circonstances et à faire de son mieux pour le rétablissement de l'ordre. Le colonel de Vialar retourne en Crète afin de seconder notre consul.

Je prescris au colonel de Vialar de faire augmenter la solde du commandant de la gendarmerie. Le mouvement actuel est suscité du côté des chrétiens par des agents du Comité d'Athènes et du côté des musulmans par les encouragements de Constantinople. P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 3 février 1897.

Le combat a continué toute la journée dans la plaine.

La mission du vali et des consuls n'a pas abouti; ils ont dû rebrousser chemin devant une grêle de balles, sans avoir pu s'aboucher avec les chefs insurgés. Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 4 février 1897.

Je vous approuve d'avoir renvoyé le colonel de Vialar en Crète. Je préviens le Ministre de la guerre.

Je vous remercie de ne rien négliger pour hâter la nomination définitive d'un commandant de la gendarmerie.

Le commandant Hennique a fait savoir au Ministre de la marine qu'il avait débarqué deux marins pour la garde de notre consulat. G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 5 février 1897.

Faites-moi connaître le chiffre des forces dont peut disposer le gouverneur général et les dispositions de ses troupes ainsi que de leurs officiers. G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 5 février 1897.

Le consul général de Grèce à la Canée a télégraphié ce qui suit au

Ministre des affaires étrangères : « Les soldats turcs ont donné le signal du « massacre en tirant des remparts sur la ville. J'ai fait demander, par les « consuls, qu'on débarquât des matelots pour sauvegarder ce qui reste ; « les consuls ont refusé. Aucun espoir. Les chrétiens de la ville seront « tous massacrés. »

Les députés grecs ont réclamé la production des télégrammes officiels de la Canée.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 5 février 1897.

J'ai dû évacuer hier soir mon consulat à Halepa avec les français habitant ce village et les chrétiens qui s'y étaient réfugiés. Tout ce monde a été embarqué à bord du *Suchet* et je me suis installé avec le chancelier à ma chancellerie de la Canée. Une partie de la ville est la proie de l'incendie. Je suis allé la nuit avec le commandant du *Suchet* rassurer notre mission qui compte plus de 1,000 réfugiés. Nous comptons la faire évacuer ce matin. En ce moment, je réunis les français de la Canée à ma chancellerie pour les faire embarquer.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 5 février 1897.

Des gardes de marine français occupent notre chancellerie et la mission ; le bureau télégraphique a été occupé par des marins anglais et français. Des détachements de marins de toute nationalité circulent dans les rues et combattent l'incendie. En présence de l'imminence du péril, les autorités ottomanes réclament de nouveaux détachements de marins pour combattre l'incendie. Tous les habitants français sont embarqués sains et saufs. La confusion et la panique sont effroyables ; les bateaux étrangers recueillent tous les réfugiés chrétiens, mais les moyens commencent à manquer. Après avoir fait feu toute la journée sur les chrétiens dans la ville et avoir marché avec les indigènes musulmans contre les chrétiens dans les environs, les soldats turcs nous prêtent aujourd'hui leur concours en présence de l'imminence du péril.

A Rethymo, la situation est menaçante pour les chrétiens. Mon avis est que toutes ces scènes effroyables ont été la conséquence d'un accord préparé entre le Gouvernement ottoman et les musulmans crétois pour empêcher la mise en application des réformes imposées par les puissances européennes.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 5 février 1897.

Je compte sur votre fermeté et votre sang-froid, ainsi que sur le concours du commandant Hennique, pour assurer la sécurité de nos nationaux et

protégés et pour sauvegarder, autant qu'il sera possible, le consulat, la mission et nos établissements. L'amiral Pottier quitte Paris ce soir pour s'embarquer à bord d'un croiseur qui a reçu l'ordre de partir immédiatement pour la Canée.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 5 février 1897.

La plus grande partie de la population chrétienne est recueillie à bord des navires de guerre étrangers. Il ne reste plus que quelques centaines de chrétiens qui passent la nuit sur les quais attendant des navires qui doivent arriver demain. La moitié du quartier chrétien est déjà brûlée. Jusqu'à présent la mission catholique, bien qu'entourée par les flammes, n'est pas encore incendiée; elle a été évacuée.

Je reste à la chancellerie avec M. Leca, chancelier, et une garde de marine française.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 5 février 1897.

Le vali et trois consuls, délégués par leurs collègues, ont fait une tentative infructueuse pour amener une trêve en Crète où la situation est devenue très grave.

Dans l'opinion de M. Cambon, le mouvement actuel serait suscité, du côté des chrétiens, par des membres du Comité d'Athènes.

J'attacherais du prix à recevoir les renseignements que vous pourriez recueillir à ce sujet.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 6 février 1897.

M. Romanos, député de Céphalonie, que l'on donne pour l'un des agents les plus actifs sinon comme le chef d'un des plus importants Comités hétéristes d'Athènes, s'est rendu, il y a trois semaines, en Crète dissimulant soigneusement l'objet de son voyage. On a tout lieu de supposer que sa présence dans l'île a eu pour effet d'encourager l'insurrection. Ancien chargé d'affaires à Londres, M. Romanos est très riche et représente l'élément le plus remuant de l'opposition tricouliste.

Les Comités grecs de Macédoine tiennent très secret tout ce qui a trait à leur organisation et à leurs opérations.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 6 février 1897.

Toute la population chrétienne a été embarquée sur les navires de

guerre qui la transportent, soit à Milo, soit à Syra. L'incendie a considérablement diminué. La populace musulmane continue à piller et à attaquer Halepa qui est toujours occupé par les monténégrins.

Je reste nuit et jour à ma chancellerie de la Canée qui a été jusqu'à présent épargnée par le feu. Tout danger paraît écarté pour la mission catholique.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 6 février 1897.

La lutte engagée depuis plusieurs jours autour de la Canée s'est propagée dans la ville et dans le faubourg de Halepa. Un incendie, allumé, dit-on, par les musulmans et que des détachements des divers navires de guerre s'efforcent de maîtriser, aurait déjà détruit la moitié du quartier chrétien.

D'après une communication de M. Bourée, le consul de Grèce aurait télégraphié à son Gouvernement que ses collègues, contrairement aux indications fournies par M. Blanc, s'étaient refusés à se prêter au débarquement de matelots pour combattre l'incendie.

L'amiral Pottier a quitté Paris pour s'embarquer sur un croiseur qui a reçu l'ordre de partir immédiatement pour la Canée.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 6 février 1897.

Les informations que je reçois de M. Blanc ne concordent nullement avec celles que M. Gennadis a envoyées à son Gouvernement touchant le refus de débarquer des marins qui aurait été opposé au consul général grec par ses collègues, quand il a sollicité leur intervention à terre en faveur des victimes chrétiennes de la Canée.

Or, il est important de noter que c'est cette nouvelle controuvée qui a provoqué l'indignation de la Chambre grecque et que c'est d'elle que le Gouvernement s'est autorisé pour décider, aux applaudissements de tous les partis, l'envoi de deux bâtiments qui ont pris la mer ce matin.

J'ai cru devoir en écrire aussitôt à M. Skouzès pour rectifier les renseignements dont il m'avait donné communication la veille ainsi qu'à tous mes collègues et à la presse et qu'il avait ensuite portés à la tribune de l'Assemblée. J'en ai pris occasion pour faire ressortir à ses yeux ce qu'avaient eu d'injurieux pour les marins et les agents étrangers des allégations sans fondement, les représentant comme s'étant refusés à l'accomplissement des impérieux devoirs que l'humanité commandait dans des circonstances aussi graves.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 6 février 1897.

Le Gouvernement impérial a dû être avisé des déclarations faites au Parlement hellénique et de l'envoi de deux cuirassés grecs en Crète. J'attacherais naturellement beaucoup de prix à savoir comment il envisage cette initiative de la Grèce. D'une façon générale, je tiendrais à connaître son appréciation sur les événements qui viennent de se produire en Crète et sur la situation qui en résulte.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 6 février 1897.

Le Gouvernement anglais aura eu connaissance comme nous des déclarations faites par M. Delyannis dans le Parlement hellénique, au sujet des événements de la Canée, et qui auraient été suivies de l'envoi de deux bâtiments grecs dans les eaux crétoises.

Je serais heureux qu'il vous fût possible de vous assurer de la façon dont il envisage l'attitude du Gouvernement hellénique, et, d'une manière générale, la situation créée en Crète par les derniers événements.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 6 février 1897.

Les consuls en Crète ont reçu des ambassadeurs l'ordre de s'employer au rétablissement de la paix et de faire entendre que, si la Porte se trouvait obligée d'envoyer des troupes en Crète, ils ne pourraient l'en empêcher.

Il est à craindre que l'agitation musulmane n'ait été fomentée pour empêcher l'application des réformes. Mais les chrétiens montrent, de leur côté, beaucoup d'imprudence en suivant les impulsions des Comités d'Athènes.

80 monténégrins avec deux officiers de même nationalité et un officier français sont arrivés à la Canée. Ce sont là les seules forces affectées jusqu'à présent à la gendarmerie.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 7 février 1897.

L'amiral Pottier est parti pour la Crète avec le *Troude*.

Vous aurez connu par les journaux les déclarations faites au Parlement hellénique ainsi que l'envoi de deux cuirassés grecs en Crète. Un récent télégramme de M. Bourée m'annonce que cette dernière mesure a été prise sur la nouvelle controuvée, transmise par M. Gennadis, d'un prétendu refus des commandants étrangers de débarquer des marins pour

protéger les chrétiens de la Canée. Notre Ministre a eu soin de rectifier ces fausses indications et de faire auprès de M. Skouzès les réserves qu'elles comportaient.

J'attacherais naturellement beaucoup de prix à connaître votre sentiment sur l'initiative prise par la Grèce, et sur l'ensemble de la situation qui en résulte.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 7 février 1897.

Je ne puis que vous approuver d'avoir, dans la forme que vous m'indiquez, présenté à M. Skouzès les observations que comportaient les renseignements inexacts émanés de M. Gennadis, et l'usage qui en a été fait devant le Parlement hellénique.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 7 février 1897.

Le pillage et l'incendie ont repris ce matin.

Les turcs sont très inquiets de l'arrivée des navires helléniques.

Les autorités ont réclamé aide et assistance des navires de guerre qui débarquent leurs marins. Voici trois jours et trois nuits que les marins du *Suchet* luttent pour sauvegarder la mission catholique qui est encore indemne.

Il n'y a plus de pain en ville, les boulangers chrétiens ont été brûlés, tués ou se sont embarqués.

Mes agents de Rethymo et de Candie demandent aide et assistance en présence de l'attitude des musulmans. Un télégramme arrivé de Candie ce matin annonce que mille musulmans se sont emparés du dépôt d'armes de l'armée et ont pris fusils et munitions. Plusieurs beys me déclaraient ce matin qu'ils ne sont plus maîtres de la population musulmane.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 7 février 1897.

Il est très regrettable que le Gouvernement grec ait cru devoir envoyer des bâtiments à la Canée. Je persiste à croire que les événements actuels n'ont d'autre cause que les excitations venues d'Athènes et de Constantinople. Les crétois, après avoir obtenu toutes les satisfactions qu'ils demandaient, n'avaient aucune raison de s'insurger, et, d'après M. Gazay, qui arrive de Crète et qui s'est rendu compte des véritables dispositions de la population, les musulmans ne témoignaient aucun mécontentement. Il est à craindre que l'influence de certains personnages que tout le monde nomme ici ne soit pas étrangère au soulèvement des musulmans. On veut empêcher l'application des réformes, démontrer l'impuissance des Gouver-

nements européens et se procurer un prétexte pour envoyer des troupes dans l'île et annuler les derniers arrangements.

Dans la situation actuelle, les puissances doivent avant tout assurer la protection de la population chrétienne inoffensive et faire la police dans les villes et villages du littoral à l'aide des équipages de leurs bâtiments de guerre. Le premier moment de désordre passé, les consuls parviendront, il faut l'espérer, à faire comprendre aux deux partis en présence qu'ils sont victimes des intrigues du dehors.

P. CAMBON.

M. Dallemagne, consul de France à Bosna-Seraï, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Bosna-Seraï, le 7 février 1897.

Des ordres avaient été donnés ici depuis près d'un mois à tous les postes de gendarmerie afin de recruter dans la population indigène des hommes qui devaient être envoyés en Crète pour y servir en qualité de gendarmes. Toutes les formalités de ce recrutement étaient terminées, toutes les feuilles de route signées et prêtes à être distribuées aux 15 musulmans et aux 35 grecs ou roumains, définitivement choisis, qui devaient se trouver à Raguse le 2 février pour y être embarqués; les officiers qui devaient les accompagner, un lieutenant et un sous-lieutenant d'infanterie, avaient de leur côté terminé tous leurs préparatifs de départ lorsque, le 31 janvier au soir, une dépêche du comte Goluchowski a ordonné de surseoir à la mise en route.

Conformément au télégramme du Ministre, les postes de gendarmerie ont été avisés dans la nuit même de n'avoir point à distribuer les feuilles de route préparées, et les officiers ont été prévenus que la date de leur départ pour Raguse et pour la Crète serait fixée ultérieurement s'il y avait lieu.

DALLEMAGNE.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 7 février 1897.

Le Représentant du Gouvernement hellénique a appelé hier verbalement la sollicitude du Gouvernement italien sur l'agitation provoquée en Grèce par les événements de Crète, sur les résultats qui en résultent pour la Grèce et sur l'urgence de mesures à prendre en vue d'y mettre fin.

M. Visconti-Venosta s'est borné à s'en référer au mandat que les puissances continuent à maintenir, d'un commun accord, à leurs ambassadeurs à Constantinople.

BILLOT.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 7 février 1897.

On m'assure que le petit aviso grec *Alphion* est parti pour la Crète avec des munitions.

A. BOURÉE.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 7 février 1897.

Sir Thomas Sanderson m'a donné lecture d'un certain nombre de télégrammes du consul anglais à la Canée.

L'avis du consul anglais est que si les tentatives de conciliation n'aboutissent pas, la position doit être considérée comme grave.

Le Gouvernement anglais a donné, m'a dit sir Th. Sanderson, les pleins pouvoirs à sir Ph. Currie d'agir comme il le jugerait convenable quant aux mesures à prendre pour amener une détente dans la situation de l'île. On paraît également avoir la plus grande confiance dans le colonel Chermiside, qui est actuellement en Crète.

En ce qui concerne le Gouvernement grec, M. Egerton, agissant en vertu d'instructions de lord Salisbury, avait, ces jours derniers, fait savoir au Cabinet d'Athènes que le Gouvernement britannique estimait qu'il serait plus sage de surseoir au départ des deux navires de guerre qui avaient reçu l'ordre de se rendre dans les eaux crétoises.

Le Gouvernement anglais paraît décidé à faire entendre à Athènes des conseils de prudence et de modération.

M. Metaxas, chargé d'affaires de Grèce à Londres, est venu m'entretenir de la question crétoise. Il a insisté sur le devoir qui s'impose au Gouvernement hellénique de ne pas laisser se prolonger plus longtemps l'effusion du sang.

Les Comités antiturs de Londres sont particulièrement actifs en ce moment. On assure qu'ils fournissent des subsides aux Comités grecs fonctionnant à Athènes, ainsi qu'à tout ce qui se présente comme adversaire du Gouvernement du Sultan.

GEOFFRAY.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 8 février 1897.

Le comte Goluchowski m'a dit que les dernières dépêches arrivées dans la journée étaient inquiétantes; en Grèce, il se produit un mouvement d'opinion publique que le Gouvernement ne peut dominer; en Crète, on a proclamé sur différents points l'union avec la Grèce. L'Europe ne peut rien faire qu'attendre les résolutions qu'arrêteront les ambassadeurs à Constantinople.

L'émancipation de la Crète serait un encouragement pour la Macédoine et les autres parties des Balkans. On y constaterait que par des moyens révolutionnaires, on peut déjouer la volonté de l'Europe et l'exemple menacerait d'être contagieux.

H. LOZÉ.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 8 février 1897.

Le comte Mouraviev considère la situation en Crète comme inquiétante et d'autant plus regrettable à l'heure actuelle que l'application des réformes semblait en bonne voie.

Les Représentants russes ont été engagés à faire auprès des Gouvernements turc et hellénique de nouvelles démarches pour que ceux-ci prennent toutes les mesures possibles pour éviter que l'influence des agitateurs résidant à Constantinople et à Athènes ne s'exerce dans l'île.

Le Gouvernement impérial avait également reçu connaissance des déclarations faites au Parlement d'Athènes ainsi que de l'envoi de deux cuirassés en Crète. Le comte Mouraview, considérant cette dernière mesure comme propre à surexciter encore les esprits, a invité le Représentant russe à insister auprès du Gouvernement royal sur les fâcheuses conséquences qu'elle risquait d'entraîner. Sans nier ces conséquences, le Ministre des affaires étrangères du roi Georges a déclaré qu'il a dû consentir à l'envoi de ces bâtiments sous la pression de l'opinion publique et pour éviter un mouvement populaire qui, selon lui, n'aurait pas manqué de se produire s'il y s'était opposé.

G. DE MONTEBELLO.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 8 février 1897.

L'incendie est éteint en ville. Les deux tiers du quartier chrétien sont détruits. On continue à se battre dans les environs. Les insurgés qui occupent les hauteurs de Halepa ont arboré le drapeau grec et proclamé l'annexion.

Paul BLANC.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 9 février 1897.

Le Gouvernement royal vient d'ordonner le départ immédiat du croiseur *Miaoulis* et de deux bâtiments de commerce porteurs de vivres, d'argent et probablement aussi de munitions de guerre pour la Crète.

Le Comité crétois d'Athènes envoie, d'autre part, des armes et des cartouches sur des bâtiments nolisés à cet effet.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 9 février 1897.

Notre agent consulaire à Rethymo me télégraphie ce soir que les musulmans menacent de mettre le feu à la ville.

A Candie, les chrétiens, affolés de peur depuis que la population musulmane a pillé le dépôt d'armes de l'armée, demandent assistance et veulent s'embarquer pour la Grèce.

L'incendie étant éteint à la Canée, je me suis réinstallé à mon consulat de Halepa où il y a danger d'un choc imminent entre chrétiens et musulmans. Neuf cents chrétiens occupent les hauteurs de notre village.

L'exaltation est telle que, de tous côtés, on signe des adresses d'annexion à la Grèce.

Même si la Sublime Porte est autorisée à envoyer des renforts de troupes,

je n'espère plus qu'elle puisse empêcher une insurrection générale. Les chrétiens attendent des secours du Comité national grec et escomptent une intervention de la flotte hellénique.

Le commodore hellène ayant demandé quelle serait la conduite des navires étrangers en cas de bombardement de la Canée par les navires helléniques, il lui a été déclaré que la question crétoise étant une question internationale et non une question hellénique, il devait s'attendre tout au moins à une protestation des commandants des forces navales étrangères qui ne trouvaient pas qu'il y eût le moindre motif d'intervention de sa part.

Je crois qu'il serait nécessaire d'envoyer des instructions au commandant de nos forces navales pour le cas où l'éventualité dont il s'agit viendrait à se réaliser.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 9 février 1897.

Il importe que vous vous mettiez d'urgence en relations avec vos collègues pour agir auprès du Gouvernement hellénique en vue d'éviter des décisions précipitées et qui n'auraient pas obtenu l'avis préalable des puissances.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 9 février 1897.

Renseignez-moi exactement sur tout ce qui concerne l'attitude des grecs.

Entendez-vous avec l'amiral pour porter secours là où est besoin. Débarquez au besoin le nombre de marins nécessaire en prenant soin de ne pas disperser les hommes pour prévenir des attaques individuelles. Outre les ressources dont la division peut disposer, on pourrait au besoin envoyer le nécessaire de Marseille.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 9 février 1897.

Un nouveau croiseur, le *Miaoulis*, est parti pour la Crète. Le Comité crétois d'Athènes envoie d'autre part des armes et des munitions par des navires nolisés à cet effet.

En présence de cette situation qui tend encore à s'aggraver, j'ai invité M. Bourée à se mettre en relations avec ses collègues pour agir de concert auprès du Gouvernement grec, en vue d'éviter des résolutions précipitées et qui n'auraient pas obtenu l'avis préalable des puissances.

Vous voudrez bien d'urgence faire part de ces instructions au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité et lui demander son avis, en le priant de vous faire connaître le sens des directions qu'il a cru devoir lui-même adresser à son Représentant en Grèce.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 9 février 1897.

M. Bourée me signale qu'un nouveau croiseur grec, le *Miaoulis*, est parti pour la Crète et que le Comité crétois d'Athènes a envoyé des armes et des munitions.

En présence de cette situation, j'ai invité M. Bourée à se mettre en rapports avec ses collègues pour agir de concert auprès du Gouvernement grec en vue d'éviter des résolutions précipitées et sur lesquelles il n'aurait pas pris l'avis préalable des puissances.

J'ai chargé nos ambassadeurs de donner connaissance de ces instructions aux Cabinets de Pétersbourg, Londres, Rome, Vienne et Berlin et de s'assurer de leur sentiment.

D'autre part, j'ai recommandé à M. Blanc de s'entendre avec l'amiral pour porter secours là où il le faudrait, en débarquant, au besoin, le monde nécessaire.

Le comte Mouraviev a invité le Représentant russe à Athènes à insister auprès du Gouvernement royal sur les fâcheuses conséquences que risquait d'entraîner l'envoi de deux cuirassés grecs en Crète. Les Représentants russes ont été de plus engagés à faire auprès des Gouvernements turc et hellénique de nouvelles démarches tendant à ce que toutes les mesures possibles soient prises en vue d'éviter que l'influence des agitateurs résidant à Constantinople et à Athènes ne s'exerce dans l'île. Je vous serai obligé d'agir dans le même sens auprès du Gouvernement ottoman.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 9 février 1897.

Deux navires grecs sont partis pour Rethymo, un troisième arrive pour rester devant la Canée.

Le *Forbin* est parti pour Rethymo où l'on assure que l'incendie vient d'éclater allumé par les musulmans.

Un cuirassé anglais part pour Candie où l'on s'attend aux mêmes scènes. La situation devient de plus en plus mauvaise et je crains que la Sublime Porte ne soit plus en état de rétablir par la force son autorité en Crète. Les crétois savent qu'ils recevront des secours importants de Grèce et personne ne pourra les arrêter.

Plusieurs beys musulmans dont les propriétés ont été incendiées m'ont répété qu'ils étaient débordés par la populace et ils sollicitent une intervention européenne.

L'opinion unanime ici est que le Sultan, en ordonnant le soulèvement de la populace musulmane, a voulu démontrer que le monde musulman ne saurait se soumettre à l'application de réformes imposées par l'Europe.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 9 février 1897.

Veillez transmettre au commandant du *Suchet* les instructions suivantes de la part du Ministre de la marine :

« Le Gouvernement approuve la conduite que vous avez tenue et vous
 « félicite de votre calme et de votre fermeté. Conservez la même attitude ;
 « agissez de concert avec les commandants étrangers. Opposez-vous par
 « tous les moyens dont vous disposez au bombardement de la Canée où
 « se trouvent actuellement nos établissements, nos nationaux, le per-
 « sonnel du consulat et nos marins débarqués. Envoyez un bâtiment
 « devant Candie et Rethymo. Efforcez-vous d'obtenir de vos collègues
 « l'envoi de bâtiments pour accompagner les nôtres. Si des bâtiments grecs
 « débarquaient des hommes armés ou si des troubles survenaient dans ces
 « places, vous n'hésiteriez pas à mettre à terre des hommes armés pour
 « protéger nos consulats et nos nationaux. » G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 9 février 1897.

D'heure en heure la surexcitation des esprits augmente sous l'influence de nouvelles fausses ou exagérées répandues et exploitées par les meneurs de l'opposition qui poursuivent le renvoi du Ministère. Quelques-uns même pourraient viser plus haut.

L'opinion réclame dès aujourd'hui des mesures qui ne tendraient à rien moins qu'à l'ouverture des hostilités contre la Turquie. Les violences de la presse passent toute mesure.

Les manifestations dans la rue ont commencé. La Chambre est entourée par une foule considérable et dont certains agitateurs soulèvent le chauvinisme.

Si, comme on le craint, les scènes de la Canée se renouvellent à Candie et à Rethymo, tout peut arriver ici et je ne vois pas sur quoi et sur qui on pourra s'appuyer pour faire entendre la voix de la raison.

A. BOURÉE.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 9 février 1897

M. Metaxas a donné lecture à sir Th. Sanderson d'une dépêche de son Gouvernement dans laquelle le Ministre des affaires étrangères hellénique insiste sur l'émotion causée en Grèce par les troubles de Crète et expose que cette situation est jugée intolérable par le Gouvernement grec. Il demande en conséquence aux puissances d'aviser à l'adoption de mesures destinées à remédier à cet état de choses. Lord Salisbury, auquel sir Th. Sanderson a de suite rendu compte de la démarche de M. Metaxas, a fait répondre au chargé d'affaires de Grèce qu'il avisait sir Philip Currie de la communication du Cabinet d'Athènes en lui laissant le soin de se concerter à ce sujet avec les autres ambassadeurs à Constantinople.

GEOFFRAY.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 9 février 1897.

La Sublime Porte a consulté plusieurs fois ces jours-ci les ambassadeurs sur l'opportunité d'un envoi de troupes en Crète. Ils se sont abstenus d'exprimer un avis. Ils pensent tous qu'ils ne pourraient déconseiller aujourd'hui l'envoi de ces troupes que si leurs Gouvernements enjoignaient à la Grèce de donner aux commandants de ses forces navales l'ordre de revenir et de ne rien entreprendre qui pût être considéré par les turcs comme une provocation ou par les insurgés comme un encouragement.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 9 février 1897.

Notre consul général à la Canée me fait savoir que les chrétiens paraissent compter sur une intervention des navires helléniques.

D'autre part, le commandant grec a demandé quelle serait la conduite des navires étrangers en cas de bombardement de la Canée par les navires helléniques.

En présence des intentions qu'une pareille communication paraît annoncer, il semble qu'il y ait lieu de donner aux commandants des forces qui sont sur les lieux des instructions conformes leur prescrivant de se couerter pour s'opposer en commun à des actes tels que le bombardement de la Canée où se trouvent la mission française, les consuls et les marins des diverses puissances. Les mêmes instructions pourraient, à ce qu'il me semble, être envoyées de concert à Rethymo et à Candie.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 10 février 1897.

Une certaine obscurité règne encore sur les causes immédiates des graves soulèvements qui viennent d'éclater à la Canée et sur quelques autres points de l'île de Crète. Les événements se sont précipités avec tant de rapidité que les consuls ont dû se borner, souvent au milieu de sérieux périls, à nous télégraphier brièvement les phases successives des désordres et M. Blanc n'a pu encore m'adresser de rapport sur l'ensemble de la situation.

Depuis quelque temps déjà, on pouvait constater que chrétiens et musulmans étaient travaillés par les excitations venues du dehors. D'Athènes, les Comités, sans se préoccuper de l'œuvre de pacification poursuivie dans l'île à la suite de l'arrangement du 25 août 1896, annonçaient à leurs correspondants crétois la probabilité d'un soulèvement en Macédoine pour le printemps prochain et les avertissaient de se tenir prêts en vue d'une lutte à laquelle tout l'hellénisme était intéressé.

De leur côté, les beys musulmans de Crète recevaient de Constantinople des encouragements à résister à l'application des réformes.

Les mauvais conseils de certains personnages suffisent à expliquer la tentative de soulèvement des musulmans à la Canée dans les premiers jours de janvier.

M. Blanc a fait connaître comment cette menace avait échoué. Il ne paraît pas douteux que les désordres de Candie, signalés par notre consul général dans sa lettre du 29 janvier dernier, ne soient encore imputables aux excitations des beys musulmans désireux de prendre leur revanche de l'échec de la Canée et d'empêcher l'application des réformes.

Là encore, le calme a pu se rétablir, au bout de peu de jours.

Malheureusement l'effervescence causée par ces événements se propageait et les désordres renaissaient bientôt sur d'autres points.

Autant que nous en pouvons juger, l'inquiétude se répandit très vite le long de la côte. Elle gagna d'abord Rethymo, où dès le 31 janvier, musulmans et chrétiens bloquaient mutuellement leurs villages, et atteignit presque aussitôt la Canée. Le même jour, trois musulmans étaient tués auprès de la ville; la nuit suivante, des bandes de musulmans attaquaient et brûlaient un village chrétien et le 1^{er} février, tandis que l'incendie consumait plusieurs villages autour de la capitale de l'île, dans les rues mêmes de la ville et à Halepa la fusillade commençait.

Votre Excellence a été, depuis lors, tenue au courant des événements par les dépêches de M. Blanc. Les commandants des navires de guerre avaient déjà jugé nécessaire de faire descendre à terre des marins; les chrétiens, exaspérés par la simultanéité des attaques des musulmans à Candie, à Rethymo et à la Canée et convaincus qu'elles étaient la conséquence d'un mot d'ordre, se levaient en masse dans la campagne et se dirigeaient vers la ville. Une tentative d'apaisement faite le même jour auprès d'eux par un certain nombre de consuls avait échoué et le combat continua pendant deux jours dans la plaine où de nombreux villages devinrent la proie des flammes.

Votre Excellence sait comment les troubles ont de nouveau éclaté à la Canée dans la journée du 4 et comment M. Blanc dut évacuer Halepa avec nos nationaux. Il semble que, depuis ce moment, les autorités civiles et militaires aient été impuissantes à maîtriser les musulmans. Les soldats ont pactisé avec les perturbateurs, le commandant militaire a fait distribuer des armes aux indigènes musulmans en prétextant l'insuffisance des troupes; un incendie de quatre jours a dévoré le quartier chrétien; les trois quarts des maisons sont détruites; on ne connaît pas le nombre des morts, mais les chrétiens survivants ont fui à bord des bâtiments de guerre, qui les ont transportés dans les îles voisines. Grâce à nos marins, ni la mission catholique, ni le consulat n'ont éprouvé de dommage et tous nos nationaux sont sains et saufs.

Tels sont les faits. A qui en incombe la responsabilité? On peut affirmer que la provocation est venue des musulmans et que c'est à eux qu'il faut attribuer l'incendie de la Canée et les pertes éprouvées par les chrétiens. Mais il convient d'ajouter que des émissaires venus d'Athènes avaient cherché à susciter un courant d'opinion défavorable aux réformes.

M. Gazay, à son retour de la Canée, m'a longuement entretenu de l'état d'esprit des musulmans et des chrétiens. Il croit les premiers activement travaillés par les influences de Constantinople et, quant aux seconds, il affirme qu'ils sont, à très peu d'exceptions près, parfaitement satisfaits des réformes concédées en août dernier. Un certain nombre d'entre elles

étaient déjà appliquées; la question financière était réglée, et la fin des travaux de la Commission de la gendarmerie et de la Commission de réorganisation judiciaire promettait une prompt organisation de ces deux services. Rien n'autorise à penser que la population chrétienne fût tentée de rechercher dans une nouvelle insurrection une amélioration de son sort, et il ne semble pas que les excitations venues d'Athènes aient rencontré d'abord en Crète un terrain aussi favorable qu'on pourrait l'imaginer.

On a signalé récemment la présence à la Canée de M. Athos Romanos, député au Parlement hellénique, accompagné de MM. Vlasto et Manos, officiers de l'armée grecque. Ils avaient été froidement reçus.

Aussi ne peut-on attribuer, en principe, à leur action l'origine du mouvement actuel. Si les chrétiens ont pris les armes, c'était pour riposter à des démonstrations menaçantes; les agents venus de Grèce ont profité de l'occasion.

De quelque côté qu'on envisage la situation, on ne peut s'empêcher de la considérer comme grave. Si les chrétiens de la Canée sont en fuite et si ceux des autres villes sont forcés d'imiter leur exemple, restent ceux de la campagne, les plus nombreux, les plus guerriers et les plus capables de tirer, par une lutte sans merci, vengeance de leurs adversaires.

La Sublime Porte voudra-t-elle s'engager de nouveau dans une véritable campagne qui exigerait l'envoi de forces considérables en Crète? Au premier moment, le Sultan avait, paraît-il, songé à faire partir des troupes de renfort pour la Canée et deux transports avaient reçu l'ordre de se tenir prêts, mais Sa Majesté se ravisa.

En attendant, la Porte a rappelé le commandant des troupes, Ibrahim-Pacha, incapable, par suite de son état de santé, d'exercer son commandement, Sa Majesté annonce son intention de le remplacer par Saadeddin-Pacha, ce général que la Porte avait prétendu imposer comme collaborateur au vali, pour l'exécution de l'arrangement du 25 août dernier et dont nous avons dû exiger le rappel. On le soupçonne d'avoir contribué, pendant son séjour, à préparer les troubles actuels.

Quoi qu'il en soit, l'anarchie est complète en Crète et il semble que la Grèce cherche aujourd'hui à en profiter. M. Delyannis a dû annoncer à la Chambre l'envoi de bateaux de guerre dans les eaux de l'île; jusqu'ici ces bâtiments se sont bornés à embarquer des familles hellènes fuyant l'incendie; mais les grecs, prompts à parler, laissent entendre qu'ils pourraient bien essayer leurs canons contre les murs de la Canée. On raconte aussi que l'escadrille des torpilleurs du Pirée se mobilise en ce moment et se tient prête, sous le commandement du prince Georges, second fils du Roi, à couper la route aux bâtiments turcs qui tenteraient de débarquer des troupes en Crète.

Il y a là un inconnu gros de périls. Le sentiment public est si surexcité à Athènes que ce n'est pas seulement le Cabinet Delyannis, mais peut-être aussi la dynastie royale qui pourrait se trouver mise en jeu, et, malgré les puissances, nul ne saurait prévoir les résolutions auxquelles le Roi Georges peut se trouver acculé.

Aussi, suis-je reconnaissant à Votre Excellence d'avoir bien voulu provoquer de la part de M. l'amiral Besnard le retour de l'amiral Pottier dans le Levant. Il est plus que jamais indispensable de posséder une force respectable dans les eaux ottomanes.

P. CAMBON.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 10 février 1897.

Le comte Goluchowski m'a dit qu'il n'avait pas d'avis à donner sur la question de l'envoi de nouvelles troupes turques en Crète, chaque Gouvernement étant juge de ce qu'il doit faire en présence d'une insurrection.

En ce qui concerne la présence des bâtiments grecs, le comte Goluchowski est d'avis qu'il n'aurait pas fallu les envoyer le long des côtes crétoises; mais, d'autre part, il ne se dissimule pas qu'il serait sans doute inutile d'en demander en ce moment le rappel. Dans l'état actuel de l'opinion publique en Grèce, une telle mesure pourrait amener non seulement le renversement du Ministère, mais la chute du Trône.

L'ambassadeur de Turquie a communiqué au Ministre des affaires étrangères une note de son Gouvernement demandant aux puissances :

1° D'exercer une pression sur le Gouvernement grec pour l'amener à rappeler les navires qu'il a envoyés dans les eaux crétoises;

2° De lui donner un avis au sujet de l'augmentation du chiffre des troupes turques destinées à réprimer l'insurrection.

Le comte Goluchowski a répondu que, dès qu'il avait connu les menées des Comités occultes qui agissent depuis un certain temps en Grèce pour favoriser la révolution de Crète, il avait adressé des objurgations au Gouvernement hellénique pour l'inviter à ne pas se départir de l'attitude qu'il avait montrée l'année dernière, que malheureusement ces Comités secrets sont soustraits à l'influence du Gouvernement; que si l'on doit blâmer leur œuvre, on ne peut pas oublier, en Europe, toutes les entraves que l'Administration ottomane a apportées chaque jour à l'exécution des réformes proposées pour la Crète, fournissant aux agitateurs une occasion dont ils ont tiré parti.

H. LOZÉ.

**Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française
à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Berlin, le 10 février 1897.

Le baron de Marschall estime que la seule mesure efficace, au point où en sont les choses, serait d'imposer à la Grèce le rappel immédiat des bâtiments qu'elle a envoyés dans les eaux de la Crète. Il croit que ce coup d'autorité arrêterait les troubles.

NOAILLES.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs
de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg,
Vienne et près le Roi d'Italie.**

Paris, le 10 février 1897.

Munir-Bey m'a remis hier un télégramme de la Porte qui a dû également être communiqué aux différents Ministres des affaires étrangères des grandes puissances et qui conclut à ce que celles-ci obligent le Gouvernement hellénique à rappeler ses bâtiments de guerre, ou que le Gouvernement ottoman soit laissé libre d'adopter les dispositions que lui paraît comporter la situation de la Crète.

Je lui ai répondu que j'avais prié notre ambassadeur à Constantinople,

d'une part, et notre Ministre à Athènes, de l'autre, d'examiner avec leurs collègues les conditions dans lesquelles on pourrait aider à la pacification de la Crète; qu'en attendant, nous agissons auprès du Cabinet d'Athènes, de concert avec les autres puissances, en vue d'empêcher l'envoi de troupes ou de bâtiments helléniques en Crète.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 10 février 1897.

J'ai fait entendre, ainsi que mes collègues d'Angleterre et de Russie, des conseils pressants au Gouvernement grec. Mais les choses marchent avec une rapidité déconcertant toutes les prévisions. L'opposition, après des séances d'une violence extrême, devient à tout instant plus exigeante. S'appuyant sur la presse et l'opinion publique surexcitées, sur les hétaires qui se sont emparées de l'armée, elle réclame maintenant l'envoi de torpilleurs « pour couler les navires qui transporteraient en Crète des soldats turcs ». Au point où nous en sommes, il faudrait s'attendre aux pires extrémités à Athènes et à des attaques de la population et de l'armée contre le Palais lui-même si des renforts turcs venaient à être débarqués à la Canée. On se résignerait plus volontiers à subir les conséquences de la défaite qu'à se renfermer dans une abstention équivalant, pense-t-on, pour les Hellènes, à un suicide.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 10 février 1897.

La populace musulmane est maîtresse de trois grandes villes; dans l'intérieur, la population chrétienne est en armes et proclame l'annexion à la Grèce. Les agents hellènes tâchent d'exploiter la situation actuelle, et malheureusement ils sont aidés par les excès des musulmans et la conduite du Gouvernement grec.

Les musulmans continuent à piller à la Canée. A Rethymo, ils ont empêché le vice-consul grec, qui était allé rendre visite au commandant du cuirassé hellénique, de débarquer à terre.

Le contre-amiral anglais est arrivé.

Paul BLANC.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 10 février 1897.

Le Ministre des affaires étrangères a déjà adressé des instructions à son Représentant à Athènes, afin qu'il joigne ses efforts à ceux de ses collègues pour faire prévaloir auprès du Gouvernement grec les idées de sagesse et de prudence. En présence des intentions manifestées par le commandant des navires helléniques, le comte Goluchowski estime que tous les Cabi-

nets devraient présenter des observations à Athènes pour bien marquer que l'Europe ne pourrait assister à un bombardement, c'est-à-dire à un acte de guerre, sans en laisser peser toutes les conséquences sur l'Etat qui en serait responsable.

Aussi le Ministre pense-t-il que c'est surtout à Athènes qu'une pression doit s'exercer à cet effet; on pourrait recommander aux commandants des forces maritimes des puissances de s'opposer par tous les moyens pacifiques à des faits de la nature dont il s'agit.

H. LOZÉ.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 10 février 1897.

On attend trois nouveaux cuirassés anglais et deux navires russes.

Les navires grecs sont partis pour Rethymo afin d'assurer, au besoin, dit-on, par la force, l'embarquement des familles.

L'incendie de Rethymo a été peu important, mais les musulmans ont pillé plusieurs maisons et empêchent les chrétiens de s'embarquer.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 10 février 1897.

Le commandant du *Suchet* me prie de transmettre au Gouvernement les renseignements suivants :

« Le stationnement des navires étrangers est aujourd'hui : la Canée : *Suchet, Revenge, Barfleur, Maria Thérèse, Buggiero Lauria, Nicolas I^{er}, Grosiatzki, Michalis*; la Sude : *Wattignies, Scout*; Candie : *Trafalgar, Nymphé, Stromboli, Zaporozjetz*; Rethymo : *Forbin, Fearless*; Sitia : *Dragon*. »

Je signalerai à l'amiral Pottier qu'il serait bon d'envoyer le *Troude* à Candie.

Les nouvelles de Rethymo et de Candie sont meilleures; à la Canée tout est calme, mais les combats continuent autour de la ville; si une attaque avait lieu surtout du côté de Halepa, je renforcerais la garde du consulat; des blessés chrétiens indigènes ou grecs ayant été envoyés par mer au *Michalis*, j'ai offert mes secours médicaux; j'ai reçu de chaleureux remerciements du commandant, qui me demande de l'aider avec les embarcations du *Suchet* pour évacuer les nombreux réfugiés sur un paquebot qui est attendu.

Je crois qu'il serait bon d'envoyer un détachement de cent fusiliers avec sous-officiers et caporaux avec armes, fourniments et hamacs pour répartir entre les bâtiments et faciliter le service de garde à terre, sans trop de fatigue pour les équipages déjà occupés par le service exagéré des embarcations.

Paul BLANC.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 10 février 1897.

5,000 caisses de munitions à destination de la Crète ont été chargées ce matin au Pirée sur le vapeur grec *Laurium* appartenant à des particuliers. 200 à 250 crétois armés de fusils Gras y prendront également passage.

**M. Billot, ambassadeur de la République française à Rome,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Rome, le 10 février 1897.

Le marquis Visconti-Venosta est heureux de se trouver tout à fait d'accord avec vous au sujet des affaires de Crète.

Dans l'intérêt de la paix, il faut, m'a-t-il dit, retenir la Grèce; mais il est bon de le faire en termes cordiaux pour ménager ses susceptibilités et pour lui épargner de fâcheuses secousses intérieures. L'action suggérée par M. Hanotaux répond à ces conditions.

M. Visconti-Venosta a dû télégraphier ce matin dans ce sens au Ministre italien à Athènes.

BILLOT.

**Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 10 février 1897.

Lord Salisbury me fait savoir qu'il a télégraphié au Ministre d'Angleterre à Athènes pour l'autoriser à agir dans un sens modéré en se concertant avec son collègue français et les autres Représentants des puissances qui seraient munis d'instructions semblables.

Alph. DE COURCEL.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée,
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 10 février 1897.

Les bâtiments grecs ayant quitté la Canée, l'éventualité d'un bombardement paraît écartée. Je n'en ai pas moins invité nos Représentants à Pétersbourg, Londres, Vienne et Rome, à apprécier s'il n'y aurait pas lieu de s'entretenir avec les Ministres des affaires étrangères de l'utilité de maintenir sur les lieux l'accord des commandants européens.

M. Egerton a été invité, par son Gouvernement, à se joindre à ses collègues français et russe pour donner des conseils de prudence à Athènes.

D'autre part, M. Venosti-Venosta est tout à fait d'accord avec nous et a dû adresser aujourd'hui par le télégraphe à votre collègue italien des instructions conçues dans le même sens que les vôtres.

G. HANOTAUX.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée,
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 10 février 1897.

Vous pourriez vous concerter avec vos collègues en vue d'amener le

Gouvernement grec à empêcher le départ du *Laurium* dans les conditions que vous indiquez, s'il n'a pas encore quitté le Pirée et, en tous cas, à prévenir le renouvellement de faits de nature à engager ainsi, plus ou moins directement, sa responsabilité.

G. HANOTAUX.

**M. Billot, ambassadeur de la République française à Rome,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Rome, le 10 février 1897.

M. Visconti-Venosta vient de m'assurer à nouveau de sa ferme résolution de contribuer, autant que possible, au maintien de l'accord entre les puissances pour les affaires de Crète.

Il télégraphiera ce soir à M. Pansa pour lui recommander d'agir près de la Porte en vue de prévenir l'action en Crète des agitateurs de Constantinople.

Le marquis Visconti Venosta a invité, par le télégraphe, le commandant des forces navales italiennes à la Canée à user de toute son influence pour prévenir toute initiative imprudente du commandant des vaisseaux grecs.

En même temps, il a prescrit par le télégraphe aux ambassadeurs italiens d'appeler l'attention des puissances sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que des instructions concertées fussent adressées aux diverses marines dans les eaux de Crète. Il attendra leur réponse pour envoyer de nouvelles directions au commandant italien, notamment en ce qui concerne l'action commune à exercer en vue de s'opposer à une entreprise telle qu'un bombardement d'un port de l'île.

BILLOT.

**Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 10 février 1897.

J'ai dit à lord Salisbury qu'il vous paraissait désirable que l'accord des commandants des forces navales des puissances dans les eaux crétoises se maintînt en vue des éventualités possibles. Lord Salisbury répondit qu'il ferait adresser des instructions dans ce sens au commandant anglais.

Il insista pour qu'il fût bien entendu qu'il s'agissait d'un accord entre les commandants des forces des grandes puissances.

Lord Salisbury m'a confirmé l'envoi d'instructions spéciales au Ministre anglais à Athènes pour détourner le Gouvernement grec de toute action imprudente.

Alph. DE COURCEL.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 10 février 1897.

Bien qu'il considère la situation comme sérieuse, le comte Mouravieff pense qu'une action énergique et immédiate à Athènes et en Crète pourra peut-être encore arrêter le mouvement qui se produit; il a télégraphié dans ce sens à tous les ambassadeurs russes près des grandes puissances. Il désirerait surtout connaître votre avis.

Il pense qu'une démarche faite à Athènes par les Représentants de toutes les puissances s'exprimant énergiquement dans le même sens peut exercer une certaine action sur le Cabinet grec.

Il préférerait ce mode de procéder à la remise d'une note identique dont la rédaction entraînerait encore un certain retard.

G. DE MONTEBELLO.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 10 février 1897.

Six torpilleurs grecs partent ce soir pour la Crète. Le prince Georges, qui en a le commandement depuis longtemps déjà, vient de quitter le palais, accompagné jusqu'au Pirée par le Roi et les autres princes, aux acclamations d'une foule enthousiaste.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 11 février 1897.

J'ai reçu aujourd'hui du baron de Mohrenheim communication d'un télégramme du comte Mouravieff. Il en résulte que, dans l'opinion de M. de Nélidoff, on ne pourrait guère déconseiller catégoriquement à la Porte l'envoi de troupes turques en Crète si l'on n'était pas en mesure de l'assurer que les puissances enjoindront à la Grèce de s'abstenir de toute hostilité, de rappeler ses bâtiments et de ne rien entreprendre qui puisse être considéré comme un encouragement par les insurgés ou comme une provocation par les turcs.

Le comte Mouravieff insiste lui-même sur l'urgence d'empêcher tout envoi de troupes turques en Crète, en même temps que sur la nécessité de mettre fin aux troubles qui paralysent l'œuvre des puissances à Constantinople et peuvent avoir leur contre-coup dans d'autres parties de l'Empire turc.

Il exprime le désir de connaître notre sentiment sur les mesures les plus propres à faire prévaloir la volonté des puissances à Athènes comme en Crète.

Dans l'entretien que je viens d'avoir avec M. de Mohrenheim à cette occasion, je lui ai rappelé quelle avait été la règle invariable de notre conduite : pas de partage, pas d'action isolée. Nous pensions qu'à l'heure présente il fallait plus que jamais s'attacher à ces principes sur lesquels l'accord s'était d'ailleurs fait dès l'abord entre tous les Cabinets.

On devait s'attendre à ce que, du côté de la Grèce comme de celui de la Turquie, les convoitises ou les passions déçues profitassent des événements qui viennent de se produire en Crète pour chercher à remettre en cause l'œuvre des puissances et tenter d'ébranler leur entente.

Notre premier soin et notre constant effort, dans la crise actuelle, doivent être de maintenir le concert des puissances et les dispositions que le Gouvernement russe comme nous-mêmes aura constatées chez tous les Gouvernements, nous donnent à cet égard les plus sérieuses garanties.

Il semblerait nécessaire de poser d'abord en principe que les puissances

se refusent à envisager l'éventualité de l'annexion de la Crète à la Grèce. Elles se trouveraient d'autant plus fortes pour déconseiller à Constantinople l'envoi de troupes turques dans l'île et pour obtenir à ce sujet une promesse ferme de la Turquie.

Une fois en possession de cette promesse, les puissances se retourneraient vers la Grèce pour lui enjoindre par une démarche commune de n'envoyer personne en Crète et de n'y opérer aucun débarquement.

Il reste à envisager la situation intérieure de la Crète. Quelques difficultés qu'on doive s'attendre à rencontrer de ce côté, il est incontestable que cette situation a été réglée à la satisfaction de tous les intérêts légitimes, par le projet de réformes qui aurait abouti sans les incitations parties de Constantinople et d'Athènes.

Il faut, de concert, entreprendre ce plan et le fortifier en prenant les précautions nécessaires pour ne pas en laisser la réalisation et le fonctionnement à la merci des agitateurs du dehors.

Ces éléments de trouble une fois écartés, les choses pourront reprendre leur cours normal. On y aidera, au besoin, par le concours que, dans un but d'ordre et d'apaisement, les consuls et les commandants des divisions navales seront mis en mesure de prêter, dans des conditions à déterminer de concert, aux autorités constituées en vertu du plan de réformes.

G. HANOTAUX.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 11 février 1897.

Le baron de Marschall, que je viens de voir, estime que le Gouvernement à Athènes n'est plus maître de la situation et se trouve débordé.

Il m'a fait les déclarations suivantes en m'autorisant à vous les transmettre : le Gouvernement impérial doit rester fidèle à la politique qu'il s'est tracée de ne point prendre d'initiative dans les affaires d'Orient. Cette politique, de sa part, est connue ; mais le Gouvernement allemand est tout prêt à appuyer les mesures plus ou moins énergiques que prendront les puissances dans la situation actuelle, tout en les préférant énergiques, car il croit que l'heure des tergiversations est passée.

Le baron de Marschall regarderait l'annexion de la Crète à la Grèce comme l'ouverture du partage de l'Empire ottoman et, très probablement aussi, comme le prélude d'une guerre européenne. Il ne peut admettre que les puissances continentales soient à la merci d'un petit pays comme la Grèce. Il ajoute qu'ayant, et avec raison, détourné le Sultan d'envoyer de nouvelles troupes en Crète, on ne peut pas rester inactif devant la spoliation que la Grèce prépare.

NOAILLES.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 11 février 1897.

Les nouvelles arrivées aujourd'hui d'Athènes ont produit à Belgrade une vive émotion. M. Milovanovitch, qui fait l'intérim des affaires étrangères, s'est dit autorisé à déclarer aux chefs de mission que le Gouvernement royal

ne pourrait rester indifférent à toute atteinte portée au *statu quo*. Tout agrandissement de l'un quelconque des Etats balkaniques ferait aux autres un devoir de revendiquer leurs droits légitimes.

Il semble certain, d'autre part, que tout mouvement à la frontière du côté de la Vieille Serbie provoquera inévitablement un soulèvement des albanais. Les renseignements qui viennent de Roumanouva, Uskub, Priserend, Prishtina, notamment, font prévoir des troubles graves, surtout en cette dernière localité, où les habitants chrétiens s'attendent journellement à être massacrés. Il est à prévoir que l'incendie allumé ailleurs ne tardera pas à s'étendre en Macédoine et en Albanie. Quelles que soient les imperfections des administrations serbe ou bulgare, la comparaison avec l'administration turque est toute à leur avantage. Les facilités des communications ont permis aux habitants de la Macédoine de constater cette différence. Le terrain est donc bien préparé pour un mouvement d'émancipation que, il y a quelques années encore, de bons observateurs n'auraient cru possible que dans un avenir lointain.

A moins d'un ajournement inespéré de la crise générale, nous allons donc au-devant d'événements sérieux dans ce qui reste de la domination ottomane en Europe.

PATRIMONIO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 11 février 1897.

Je vous prie de transmettre à l'amiral Pottier les instructions suivantes, d'après lesquelles vous devrez naturellement régler aussi votre action :

« Il importe que vous vous appliquiez avant tout à maintenir le concert entre les commandants des forces navales des grandes puissances. Efforcez-vous d'empêcher autant que possible l'effusion du sang et de soulager les misères. Continuez de coopérer au maintien de l'ordre dans la mesure déjà adoptée.

« Vous voudrez bien, d'ailleurs, ne prendre aucune initiative sans nous en avoir référé. »

G. HANOTAUX.

Le vicomte de Petiteville, agent et consul général de France à Sofia, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Sofia, le 11 février 1897.

On parle ici de l'éventualité d'une action commune des deux Gouvernements serbe et bulgare, à l'effet de recommander à la Porte la concession de privilèges particuliers en faveur de la Macédoine.

Le Cabinet présidé par M. Simitch consentirait, dès à présent, à faire, d'accord avec le Gouvernement princier, une démarche à Constantinople dans le sens indiqué, mais il y mettrait comme condition la non participation de la Grèce, à laquelle, sous aucun prétexte, pour le moment du moins, il ne veut s'allier.

R. DE PETITEVILLE.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée,
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 11 février 1897.

D'après ce que vous m'annoncez, le prince Georges de Grèce serait parti pour la Crète avec une flottille de six torpilleurs, à l'effet d'empêcher le débarquement des troupes turques.

J'apprends en même temps que les troupes turques n'ont pas quitté Constantinople. Il serait très urgent que vous vous missiez d'accord avec vos collègues pour faire entendre le langage le plus énergique en vue de prévenir une initiative grosse de périls pour la paix du monde.

Je suis en mesure d'affirmer que tous les Cabinets, et notamment ceux de Pétersbourg et de Berlin, se prononcent nettement dans le même sens.

G. HANOTAUX.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc,
consul général de France à la Canée.**

Paris, le 11 février 1897.

On annonce que le prince Georges de Grèce serait parti pour la Crète avec une flottille de six torpilleurs en vue, aurait-il laissé entendre, d'empêcher les troupes turques de débarquer. On pense que le prince se rendrait à Sitia. Si cette nouvelle est exacte et s'il est possible d'entrer en communication avec le prince, peut-être pourrait-on lui faire savoir que le départ des troupes turques ne serait pas effectué. Le but de son voyage étant ainsi atteint, il devrait ne pas persévérer dans une entreprise qui peut avoir de si graves conséquences.

Tenez-vous, à ce sujet, en relation avec vos collègues et notamment avec celui de Russie.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 11 février 1897.

On annonce que le prince Georges de Grèce vient de partir pour la Crète avec une flottille de six torpilleurs à l'effet, aurait-on dit, d'empêcher le débarquement des troupes turques. Il serait question de son débarquement à Sitia. Je reçois, d'autre part, l'avis que le départ des troupes turques a été retardé, probablement par suite des démarches des ambassadeurs. Si la première de ces nouvelles est exacte, le Gouvernement russe ne serait-il pas d'avis qu'il y aurait lieu d'agir à Athènes et à la Canée pour prévenir les conséquences d'une aussi grave initiative?

J'ai prévenu notre Ministre à Athènes et notre consul à la Canée de se mettre en relations avec leurs collègues et notamment le russe.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 11 février 1897.

L'effervescence est très grande à Athènes et le prince Georges de Grèce

a pris le commandement d'une flottille de torpilleurs destinée à empêcher les transports turcs d'aborder en Crète pour y débarquer des troupes. Il résulte de renseignements qui me sont parvenus de divers côtés que les puissances considèrent cette initiative comme dangereuse et pouvant provoquer les plus graves éventualités.

Je pense que ce sentiment est partagé par le Cabinet de Londres.

Vous voudrez bien vous entretenir, dans ce sens, d'urgence avec lord Salisbury et lui faire connaître notre sentiment, à savoir le désir très ferme de la France de voir le concert européen se maintenir dans des circonstances si graves.

Il paraît que les troupes turques ne se sont pas embarquées; par conséquent, l'objet que se proposait le prince Georges étant atteint, on pourrait dissuader le Gouvernement du Roi de lui laisser poursuivre sa périlleuse entreprise.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 11 février 1897.

En présence de l'état d'anarchie qui existe dans les villes où la populace musulmane est maîtresse absolue et à cause de l'état d'armement complet dans lequel se trouve actuellement la population chrétienne de l'intérieur, les consuls des grandes puissances estiment que l'envoi de nouvelles troupes sera le signal d'une insurrection générale d'autant plus terrible que le pays est abondamment pourvu d'armes et de munitions, qu'il sera soutenu par la Grèce et que chrétiens et musulmans désespérés de la situation actuelle sont déterminés à une lutte suprême. Dans ces conditions, les seules mesures qui paraissent possibles pour maîtriser les musulmans, rendre confiance aux chrétiens et maintenir la domination du Sultan en Crète seraient : 1° le rappel des forces navales grecques; 2° l'abstention des troupes turques; 3° l'occupation provisoire des trois villes de la Canée, Rethymo, Candie par des forces étrangères mixtes; 4° l'organisation immédiate de la gendarmerie étrangère et la mise en application des autres réformes. Ces diverses mesures devraient être prises simultanément et immédiatement.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 11 février 1897.

Je reçois votre télégramme relatif au départ du prince Georges et de ses six torpilleurs. Le vali que j'ai interrogé sur les mouvements des navires grecs m'a assuré avoir reçu dans l'après-midi des télégrammes de Sitia qui ne font aucune mention de l'apparition de bâtiments grecs.

L'amiral Pottier et un contre-amiral italien viennent d'arriver.

Des passagers arrivés de Milo ce soir parlaient de la présence de torpilleurs grecs dans cette station.

Paul BLANC.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 11 février 1897.

L'ambassadeur de Russie a fait savoir aujourd'hui à la consulta que le Gouvernement russe estime qu'il y aurait lieu de prescrire aux ambassadeurs des puissances à Constantinople de se concerter pour déconseiller à la Turquie d'envoyer de nouvelles troupes en Crète. M. de Vlangaly était chargé de s'informer de l'accueil réservé par le Gouvernement italien à cette proposition. M. Visconti-Venosta a répondu qu'il télégraphiera ce soir même des instructions autorisant l'ambassadeur d'Italie à Constantinople à agir en ce sens près de la Porte au cas où ses collègues recevraient des directions analogues. Le Ministre des affaires étrangères à Athènes a déclaré au Ministre d'Italie que la flottille de torpilleurs partie cette nuit du Pirée avec le prince Georges a pour seule mission d'empêcher, le cas échéant, le débarquement en Crète de nouvelles troupes turques. M. Visconti-Venosta voit dans cette déclaration une preuve de l'opportunité de la proposition russe, la Grèce pouvant être amenée à revenir à une attitude plus prudente si la Turquie suspend l'envoi de nouvelles troupes.

BILLOT.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 12 février 1897.

Le comte Goluchowski a fait savoir à Athènes que la tentative qui venait d'être faite à l'encontre de la volonté européenne pour donner satisfaction à l'exaltation de la foule était absolument déraisonnable et que la Grèce assumerait le risque d'être laissée à la merci des tures.

H. LOZÉ.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 12 février 1897.

Le comte de Münster m'a donné connaissance d'un télégramme annonçant que son Gouvernement était disposé à agir de concert avec les autres puissances pour empêcher tout acte d'agression de la Grèce en Crète.

La chancellerie allemande ajoutait qu'elle considérerait, pour sa part, comme des « actes d'agression » même les facilités et encouragements donnés à l'insurrection. Le prince de Hohenlohé donnera des ordres dans ce sens au commandant allemand dès que celui-ci sera arrivé dans les eaux crétoises.

J'ai dit au comte de Münster qu'à mon avis l'affaire se réglerait si les puissances restaient manifestement d'accord, mais qu'il fallait cependant ménager l'amour-propre des grecs et éviter de produire, en Grèce, une anarchie qui ne serait pas sans avoir de graves conséquences.

J'ai ajouté que j'avais donné à M. Delyanni, — aucune troupe turque n'ayant été envoyée jusqu'ici en Crète, — le conseil de retenir les torpilleurs dans les eaux grecques, et que nous avions adressé à notre amiral les instructions nécessaires pour s'opposer à des actes d'agression contre les villes et notamment contre la Canée.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 12 février 1897.

Le comte Mouravieff déplore le départ des torpilleurs grecs pour la Crète; il pense que le Roi a dû céder à une pression de l'opinion qui est un danger pour lui; il espère que l'action unanime des puissances pourra déterminer les navires grecs à s'éloigner. En tout cas, aucune troupe n'ayant quitté la Turquie, il n'y a pas, pour le moment, danger d'une collision. Il a parlé hier au chargé d'affaires grec en termes très énergiques.

Le Gouvernement russe est prêt à renouveler à ses consuls et au commandant de ses bâtiments des instructions leur prescrivant de se concerter avec les agents des autres puissances en vue d'empêcher toute collision entre les grecs et les turcs.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 12 février 1897.

M. Delyanni vient de me communiquer de la part de son Gouvernement un télégramme dans lequel celui-ci déclare que tout l'hellénisme s'opposera par tous les moyens en son pouvoir à l'envoi de troupes turques en Crète. J'ai bien précisé avec M. Delyanni que le seul point qui était mentionné dans ce télégramme comme pouvant amener de la part de la Grèce le recours à la violence était l'envoi de troupes turques en Crète. J'ai fait observer alors que ces troupes n'étaient pas parties et que j'avais l'espérance qu'elles ne partiraient pas.

J'ai ajouté que, dans ces conditions, la Grèce ayant satisfaction, il serait prudent de sa part de ne pas exciter l'alarme universelle par des mesures telles que l'envoi des torpilleurs grecs dans les eaux crétoises, que le maintien de ces bâtiments dans les eaux grecques serait considéré par tous comme un acte de sagesse dont on saurait gré à la Grèce, que le Gouvernement du Roi ayant obtenu ce qu'il désirait était en bonne posture à l'égard du parti national et qu'il pouvait s'appuyer sur le péril qu'il y aurait à soulever en ce moment le mécontentement de toutes les puissances qui désirent avant tout le maintien de la paix.

M. Delyanni a promis de transmettre ces observations à Athènes.

G. HANOTAUX.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 12 février 1897.

Le Gouvernement russe pose en principe que l'éventualité de l'annexion de la Crète ne peut être admise. Dans des télégrammes envoyés à ses Représentants, il propose, d'une part, d'empêcher l'expédition de troupes de Constantinople et, d'autre part, de prescrire aux commandants des navires dans les eaux crétoises de se concerter entre eux pour obtenir l'éloignement des bâtiments grecs et prendre, d'accord avec les consuls et les autorités locales, toutes les mesures propres à rétablir l'ordre.

Le Gouvernement russe est d'accord avec toutes les puissances pour une action prompte et énergique en vue d'empêcher une collision entre les grecs et les turcs en Crète.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 12 février 1897.

Les ambassadeurs estiment que les mesures suivantes suggérées par les consuls des puissances à la Canée pourraient ramener le calme en Crète.

- 1° L'abstention des troupes turques ;
- 2° Le rappel des forces navales grecques ;
- 3° L'occupation provisoire des villes par des forces étrangères mixtes ;
- 4° L'organisation immédiate de la gendarmerie étrangère et la mise en application des réformes.

Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères, a vu tous les ambassadeurs hier et leur a demandé leur appui pour exercer à Athènes une action pacifique. Toutes les puissances semblent d'accord pour demander le retrait des bâtiments grecs. Tewfik Pacha nous a dit que son Gouvernement n'était pas disposé à envoyer des troupes en Crète et qu'il attendrait le résultat de l'intervention des puissances. D'après les ambassadeurs, il y aurait donc lieu d'exercer de nouveau à Athènes une pression énergique pour le rappel des bâtiments grecs et la cessation des envois d'hommes et de munitions, et de donner aux commandants des forces navales l'ordre de se concerter pour l'occupation de la Canée, Rethymo et Candie.

P. CAMBON.

M. Delyanni, ministre de Grèce à Paris, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 12 février 1897.

Je m'empresse de vous faire parvenir ci-inclus la copie textuelle du télégramme d'hier dont j'ai eu l'honneur de vous donner lecture d'ordre de mon Gouvernement.

DELYANNI.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. DELYANNI DU 12 FÉVRIER 1897.

Il est inutile de faire ici l'historique de l'île de Crète. Les faits parlent et il est clair que ce que nous voyons aujourd'hui se produire en Crète est le résultat non seulement de la mauvaise administration, mais aussi du manque complet de bonne foi de la population musulmane qui, sous aucun rapport, ne veut l'introduction des réformes.

Quand l'année dernière la révolution éclata en Crète, les puissances se sont émues d'un état de choses impossible dont la situation aurait certainement constitué la prolongation d'une lutte acharnée des crétois pour leur existence et leurs foyers. Les puissances, désirant calmer les esprits ainsi que montrer leur bienveillance pour la population de l'île de Crète, demandèrent au Sultan certaines concessions qui, grâce à la bonne volonté des puissances, furent données. Ces réformes avaient été acceptées avec reconnaissance par les crétois. Six mois presque étaient passés quand enfin une partie de ces réformes devait entrer en exécution ; les turcs, pour empêcher la réalisation,

prirent les armes et attaquèrent les chrétiens de la Canée par un feu meurtrier, incendiant en même temps les quartiers chrétiens de la ville.

Le Gouvernement royal, profondément ému d'un tel état de choses, voyant l'île de Crète en flammes, les habitants en détresse, donna l'ordre à quelques navires d'aller secourir ces malheureuses familles sans abri et protection, les sujets hellènes et les intérêts nationaux. Mais comment sera mis un terme à la révolution? Est-ce par l'envoi de troupes que peut expédier la puissance souveraine? Si un tel moyen était mis en exécution, nous avons le devoir d'annoncer aux puissances que, répondant au sentiment de tout l'hellénisme, nous nous opposerons par tous les moyens en notre pouvoir, car nous savons que l'arrivée de troupes serait le signal de ces cruautés dont l'Europe a été témoin l'été dernier. Devant cet état de choses, la Grèce ne peut rester impassible. Elle croit avoir donné aux puissances la preuve du respect qu'elle professe pour leurs conseils. Mais, d'un autre côté, ayant conscience des devoirs qu'elle a envers l'île-sœur et dans l'intérêt juste du maintien de la paix, que nous désirons autant que tout le monde civilisé, nous venons faire appel aux grandes puissances. L'île de Crète ne peut plus rester sous la souveraineté ottomane. Qu'on lui rende la liberté pour voir l'ordre et la tranquillité régner là-bas. Tout essai de remédier à l'état actuel par d'autres mesures ne serait que l'ouverture d'une nouvelle page de cruautés contraires aux sentiments de l'humanité. Les crétois ont déclaré par des actes officiels l'indépendance et leur ferme décision de s'unir à la Grèce en se faisant tuer jusqu'au dernier pour obtenir l'accomplissement de leurs vœux.

Veuillez donner lecture de la présente à Son Excellence Monsieur le Ministre des affaires étrangères et en laisser copie.

SKOUSÈS.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 12 février 1897.

Vous connaissez le langage que les puissances font entendre au Gouvernement grec et leurs efforts communs pour le détourner de la voie où il a paru se laisser entraîner. J'ai encore insisté ce matin très fortement dans ce sens auprès de M. Delyanni qui m'a promis d'en télégraphier à Athènes.

Il semble donc que les puissances soient dès maintenant en situation de s'employer utilement à Constantinople en vue de prévenir l'envoi de renforts turcs en Crète, et vous voudrez bien vous joindre à vos collègues pour déconseiller à la Porte toute mesure de ce genre.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 12 février 1897.

Le Roi de Grèce et son Gouvernement ne paraissent pas en état de déférer aux conseils des puissances et risqueraient sans doute de provoquer une révolution en rappellant leurs bâtiments.

On est exposé à tout moment à voir le prince Georges à la tête de son escadrille de torpilleurs commettre une imprudence et se livrer à quelque attaque contre les villes de la côte.

Le moyen le plus simple d'éviter un incident qui pourrait être gros de conséquences est de faire occuper les villes par des détachements mixtes

en vertu d'un accord entre les commandants des forces navales des grandes puissances.

Une fois les villes occupées et pacifiées, on pourra négocier avec les insurgés, agir à Athènes, adopter une ligne de conduite appropriée aux circonstances. L'essentiel pour le moment est d'éviter un coup de main.

P. CAMBON.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 12 février 1897.

Le baron de Marschall est heureux de constater que tous les Cabinets se trouvent avoir la même manière de voir dans la question gréco-crétoise.

Voici quel me paraît être le *modus procedendi* envisagé par le baron de Marschall : commencer par faire adresser par les ministres des puissances à Athènes une mise en demeure à la Grèce, amicale mais ferme, d'avoir à renoncer immédiatement à toute action ou immixtion en Crète, en lui faisant entrevoir que, si elle n'obtempérait pas, les grandes puissances, à qui incombe la responsabilité de la paix européenne mise en danger par les allures du Cabinet d'Athènes, se verraient contraintes à des mesures coercitives.

NOAILLES.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne, et près le Roi d'Italie, et à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 12 février 1897.

D'après les indications que je reçois de M. P. Cambon, les ambassadeurs à Constantinople pensent tous qu'ils ne pourraient déconseiller l'envoi de troupes turques en Crète que si leurs Gouvernements enjoignaient à la Grèce d'éloigner ses navires.

Les puissances semblent, d'autre part, d'accord pour unir leurs efforts en vue de détourner le Gouvernement grec de la voie où il a paru se laisser entraîner. J'ai encore insisté ce matin très fortement dans ce sens auprès de M. Delyanni qui m'a promis d'en télégraphier à Athènes et je lui ai dit que, les troupes turques n'ayant pas jusqu'ici quitté le continent, il y avait là pour le Gouvernement grec une raison décisive de maintenir les torpilleurs dans les eaux grecques.

Il semble donc que les puissances soient maintenant en situation de s'employer utilement à Constantinople en vue de prévenir l'envoi de renforts turcs en Crète; j'ai envoyé à M. Cambon des instructions à ce sujet.

G. HANOTAUX.

Sir Edmund Monson, ambassadeur de S. M. Britannique à Paris, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 13 février 1897.

I have the honour to state that lord Salisbury has received information from the British consul in Crete to the following effect :

« I have just been informed by the vali that the Turkish steamer

« *Fuad* » left with one company of gendarmes and another of soldiers on board for Sitia. It was followed after leaving Candia by a Greek ironclad which fired upon the yacht and obliged it to return to Candia. Unless the steam yacht can leave Candia safely for its destination, the most serious consequences may ensue from the great excitement into which the mus-sulmans have been thrown. »

Lord Salisbury has instructed me, in view of the serious news thus reported, to ask Your Excellency whether you are disposed to join in an instruction to the British and French naval commanders that they should inform the Greek commander that he will not be permitted to fire upon Turkish ships in Cretan waters, no declaration of war having been made.

I beg your Excellency to be so good as to send me an answer to this question with the least possible delay.

Edmund Monson.

(Traduction.)

J'ai l'honneur de vous faire savoir que lord Salisbury a reçu du consul de Sa Majesté en Crète, la nouvelle suivante :

« Je viens d'être informé par le vali que le vapeur turc *Fuad* est parti avec une compagnie de gendarmes et une de soldats à bord pour Sitia. Après avoir quitté Candie il a été poursuivi par un cuirassé grec qui a fait feu sur le yacht et l'a obligé de retourner à Candie. Si le yacht ne peut pas quitter Candie en toute sécurité pour sa destination, il peut en résulter les plus sérieuses conséquences par suite de la grande excitation qui règne parmi les musulmans. »

Lord Salisbury m'a donné pour instructions, étant donné cette grave nouvelle, de demander à Votre Excellence si elle est disposée à se joindre au Gouvernement britannique en vue de donner pour instructions aux commandants français et anglais d'informer le commandant grec qu'il ne lui sera pas permis de tirer sur les vaisseaux turcs, dans les eaux crétoises, en l'absence de déclaration de guerre.

Je prie Votre Excellence d'avoir la bonté de me donner une réponse à ce sujet dans le délai le plus rapide.

Edmund MONSON.

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 13 février 1897.

Un cuirassé grec a suivi hier un transport turc chargé de porter des troupes de Candie à Sitia et lui a tiré deux coups de canon en lui enjoignant de rentrer à Candie. Le commandant a déféré à cette injonction.

En signalant ce fait aux ambassadeurs, Tewfik-Pacha les a priés de réclamer l'intervention de leurs Gouvernements à Athènes pour mettre un terme à des provocations qu'on peut considérer déjà comme des actes de guerre. J'ai répondu que les grandes puissances exerçaient en ce moment la pression la plus énergique sur le Gouvernement grec. J'ai conseillé de faire réclamer par la Porte elle-même l'occupation des villes par des détachements des bâtiments de guerre étrangers comme le meilleur moyen d'empêcher le débarquement des grecs.

Il importe, à mon sens, que les détachements soient débarqués sans

tarder et que l'entente avec l'autorité ottomane s'établisse immédiatement à ce sujet.

P. CAMBON.

M. Billot, ambassadeur de la République française près le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 13 février 1897.

Le chargé d'affaires de Grèce a communiqué hier à la Consulta une nouvelle dépêche d'Athènes concluant à l'annexion de la Crète à la Grèce comme seul moyen de terminer les difficultés actuelles et d'en prévenir le renouvellement. M. Visconti-Venosta a décliné l'examen d'une telle ouverture, se bornant à insister avec fermeté pour ramener le gouvernement grec à une attitude plus correcte et plus prudente.

M. Visconti-Venosta est d'accord avec nous pour que l'action des Ambassadeurs à Constantinople s'exerce maintenant en vue de déconseiller l'envoi de nouvelles troupes turques en Crète.

Bien que le commandant des vaisseaux italiens en Crète fût déjà autorisé d'une manière générale à concerter son action avec ses collègues, il recevra aujourd'hui de nouvelles instructions lui prescrivant de se joindre aux autres marines pour s'opposer, s'il y a lieu, à toute agression des bâtiments grecs.

L'amiral Canevaro est parti hier de Naples avec la première division de l'escadre active pour rejoindre la seconde en Crète et prendre le commandement de toutes les forces navales italiennes.

BILLOT.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 13 février 1897.

Les ambassadeurs à Constantinople sont d'avis que les mesures suivantes suggérées par les consuls des Puissances à la Canée pourraient ramener le calme en Crète :

- 1° Abstention des troupes turques ;
- 2° Rappel des forces navales grecques ;
- 3° Occupation provisoire des villes par des forces étrangères mixtes ;
- 4° Organisation immédiate de la gendarmerie étrangère et application des réformes.

Vous voudrez bien vous assurer d'urgence de la façon dont la Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité a accueilli ces propositions qui ont dû également lui parvenir et de la suite qu'il entend y donner.

G. HANOTAUX.

M Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 13 février 1897.

En présence des indications transmises par l'amiral Pottier, je crois devoir vous informer que le commandant de nos forces navales recevra du Ministère de la marine les instructions suivantes, dont le texte a été délibéré en Conseil :

Si tous les commandants sont d'accord pour s'opposer, au besoin, par une action combinée et après qu'on aura usé de tous les moyens de persuasion ou d'intimidation, à une agression des vaisseaux grecs, le commandant de nos forces navales est autorisé à faire de même. Mais il est indispensable que l'accord des commandants à ce sujet soit fixé par écrit.

Vos propositions d'avant-hier ont déjà été adoptées par la réunion des ambassadeurs à Constantinople. Je les sou mets au Conseil des Ministres et aux Puissances.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 13 février 1897.

L'ambassadeur de Russie m'a communiqué le télégramme suivant qu'il venait de recevoir de Saint-Petersbourg : « Avons donné ordre à amiral Andréieff de s'entendre avec commandants des navires étrangers sur mesures à prendre pour empêcher toute action agressive des Grecs. Sommes d'avis que tous les vaisseaux pourraient faire descendre détachements à terre et s'entendre avec autorité turque pour rétablir tranquillité. L'île se trouverait ainsi, jusqu'à solution de question crétoise par accord des Puissances, gardée en dépôt par forces européennes. »

Cette communication m'a permis de constater que les deux gouvernements s'étaient rencontrés dans une même appréciation des exigences urgentes de la situation.

D'après un télégramme du commandant de notre division navale adressé au Ministre de la marine, l'amiral anglais a dit à l'amiral Pottier qu'il avait l'intention de s'opposer par la force à toute agression des Grecs contre les Turcs et, sur la nouvelle qu'un transport turc ayant quitté Candie avec des troupes avait été suivi par un croiseur grec, il a demandé à notre amiral si celui-ci approuvait l'ordre qu'il allait donner de s'opposer par la force à une agression éventuelle contre un navire turc.

En présence de ces informations, j'ai avisé notre consul à la Canée que le Ministre de la marine, après délibération du Conseil, avait télégraphié à l'amiral Pottier que, si tous les commandants sont d'accord pour s'opposer, au besoin par une action combinée, et après avoir usé de tous les moyens de persuasion ou d'intimidation, à une agression de la part des vaisseaux grecs, il était autorisé à faire de même. Il est bien entendu, d'ailleurs, que l'accord des commandants à ce sujet sera fixé par écrit.

J'ai tenu à mettre sans retard le baron de Mohrenheim au courant de ces instructions.

G. HANOTAUX.

Télégramme de la Sublime-Porte communiqué par l'ambassadeur de Turquie à Paris.

Le 13 février 1897.

Deux navires hellènes qui s'étaient rendus en Crète contiendraient, assure-t-on, plusieurs milliers de fusils système Gras et des munitions destinées aux insurgés Crétois.

D'autre part le vapeur *Laurium* avec 1,250 Crétois, 3,000 fusils, un

grand nombre de cartouches et six pièces de canon, est parti pour l'île de Crète sans compter 1,500 soldats hellènes qui s'y sont aussi transportés à bord des bâtiments grecs affectés aux réfugiés. Six torpilleurs et le *Sphakteria*, sous le commandement du prince Georges, viennent de partir pour la même destination, et M. Delyanis a déclaré à la Chambre que cette expédition avait pour objet d'empêcher le débarquement des troupes ottomanes.

Ces faits constituant un encouragement et une excitation aux rebelles et en outre une provocation à l'adresse du Gouvernement impérial, notre Ministre à Athènes a dû interpellier M. Delyanis qui a essayé de les justifier en prétendant que la Grèce avait dû s'y décider sous la pression de l'opinion publique, que les navires de guerre helléniques avaient pour mission d'évoluer autour de l'île et d'autres prétextes tout aussi inadmissibles.

Cette attitude de la Grèce est de nature à compliquer sérieusement la situation en fomentant l'agitation et en jetant un défi aussi bien au Gouvernement impérial qu'aux grandes Puissances qui ont bien voulu assumer la tâche de collaborer avec nous pour assurer à l'île une tranquillité durable. Nous ne pouvons croire que les Cabinets européens puissent rester inactifs en présence d'un pareil état de choses; mais les circonstances pressent et nous sommes nous-mêmes entraînés par les événements. Il est évident que si les Puissances n'interviennent pas de la manière la plus énergique et, au besoin, par des moyens coercitifs pour obliger la Grèce à cesser ses provocations et à se tenir tranquille, nous nous verrons nous-mêmes dans la pénible extrémité d'y aviser.

Mais comme je l'ai déjà dit, nous aimons toujours à espérer que leur concours bienveillant et leur ferme volonté de maintenir la paix nous épargneront une pareille éventualité.

Je vous prie donc de voir immédiatement M. le Ministre des affaires étrangères et de l'entretenir dans le sens qui précède en appelant sa plus sérieuse attention sur l'urgence qu'il y a d'agir sans la moindre perte de temps.

Vous voudrez bien me communiquer, au plus vite, la réponse de Son Excellence.

TEWFIK.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie et à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 13 février 1897.

L'ambassadeur de Turquie m'a remis, d'ordre de son Gouvernement, une note dans laquelle, après avoir d'une manière générale rappelé l'attitude prise dans ces derniers temps par le Gouvernement hellénique et relevé notamment les envois d'hommes, de munitions en Crète et le départ des bâtiments grecs pour la même destination, il déclare que, si les Puissances n'interviennent pas énergiquement à Athènes pour obliger la Grèce à cesser ses provocations, la Turquie se verra dans la nécessité d'aviser elle-même.

J'ai répondu que nous ne pouvions que conseiller au Sultan de ne pas envoyer de troupes en Crète et que les Puissances poursuivaient en ce moment d'actives négociations pour sauvegarder la paix.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 13 février 1897.

Quatre bateaux à vapeur, le *Thétis*, le *Pélops*, le *Chio* et le *Thésée*, sont partis ce soir à sept heures pour la Crète. Ils emportent 1,000 hommes d'infanterie et 8 pièces Krupp de campagne servies par 400 canonniers sous le commandement du colonel Vassos, aide-de-camp du Roi.

Lundi prochain, on doit expédier trois régiments de cavalerie à la frontière de Thessalie.

D'autre part, une ordonnance Royale appelle sous les armes deux classes de la réserve, soit une vingtaine de mille hommes.

A. BOURÉE.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 13 février 1896.

Le comte Goluchowski a donné l'ordre au commandant des bâtiments autrichiens d'intervenir par les moyens de persuasion les plus vifs auprès des commandants des forces maritimes grecques pour les empêcher de se livrer à un acte d'agression.

H. LOZÉ.

Le Marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 13 février 1897.

L'ambassadeur de Russie a fait savoir à la Chancellerie impériale allemande que l'escadre russe concentrée dans les eaux de la Crète avait reçu l'ordre d'empêcher tout acte agressif de la flottille grecque. Les commandants réunis des escadres des Grandes Puissances devront s'entendre, en cas d'urgence, pour débarquer des troupes dans l'île et coopérer avec les autorités turques à la pacification de la Crète, qui serait gardée comme un dépôt par les troupes étrangères, jusqu'à la solution de la question crétoise, d'un commun accord par les Grandes Puissances.

Le baron de Marschall a adhéré à ce programme et donnera les mêmes instructions au commandant du navire allemand qui arrivera sur les lieux dans cinq jours. Il a seulement insisté pour qu'on interprêtât l'expression *acte agressif* dans sa plus large acception, l'étendant au débarquement de marins, munitions, armes, etc. et à tout ce qui pourrait encourager la résistance des insurgés.

Le baron de Marschall ajouta, pour conclure, en appuyant sur ce point, que toute solution de l'incident crétois comportait, pour le Cabinet de Berlin, l'exclusion de l'annexion de l'île à la Grèce et le maintien absolu du principe de l'intégrité de l'Empire ottoman et de ses possessions territoriales.

NOAILLES.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 13 février 1897.

Nous venons de faire, mes collègues et moi, une démarche collective auprès du gouvernement grec. Nous en avons concerté et arrêté le sens dans le document suivant, qui revêt la forme d'un *pro memoria* :

« Après envoi des bâtiments grecs en Crète suivi de l'expédition des torpilleurs, nous n'avons pas dissimulé au Gouvernement royal la désapprobation que rencontraient de la part des Puissances des actes aussi contraires à leur commun désir de maintenir la paix en Orient.

« Nous apprenons aujourd'hui que les choses prennent une tournure autrement grave, que des troupes régulières de la Grèce se disposeraient à effectuer un débarquement en armes en Crète.

« Si cette nouvelle est fondée, notre devoir dans de telles conjonctures, en attendant les instructions qui ne peuvent manquer de nous arriver à bref délai, est d'insister sur la désapprobation que des actes semblables rencontrent de la part de tous les gouvernements et de déclarer au gouvernement grec que les puissances ne peuvent que laisser peser sur lui les conséquences d'une action qui éveille à juste titre la vive anxiété des Cabinets européens. »

A. BOURÉE.

Le contre-amiral Pottier, commandant en chef la division navale française dans le Levant, au vice-amiral Besnard, ministre de la marine.

La Canée, le 13 février 1896.

Dans une réunion des amiraux et des commandants supérieurs sous ma présidence, il a été décidé d'envoyer la déclaration suivante au commandant en chef des forces grecques :

« Nous soussignés, autorisés par les instructions reçues de nos gouvernements à faire la déclaration suivante, en présence des actes d'hostilité que les bâtiments grecs ont commencé à ouvrir sans déclaration contre les Turcs en violation du droit des gens, nous faisons au commandant en chef des remontrances et l'engageons à cesser immédiatement tout acte hostile et à se conformer aux exigences du droit international. Nous le prions de vouloir bien nous faire connaître la ligne de conduite qu'il a l'intention de tenir à l'avenir et nous attirons son attention sur la grave responsabilité qu'il encourt en passant outre à notre déclaration, ainsi que sur les conséquences pouvant en résulter. Nous le prions de vouloir bien nous accuser réception par écrit et par le porteur de la présente déclaration.

A bord du *Troude*, en rade de la Canée, le 13 février 1897.

CAPITAINE DE VAISSEAU AUTRICHIEN.

CAPITAINE DE VAISSEAU RUSSE.

CONTRE-AMIRAL ANGLAIS.

CONTRE-AMIRAL ITALIEN.

LE PRÉSIDENT, CONTRE-AMIRAL FRANÇAIS.

Cette déclaration a été envoyée par aviso anglais. L'entente est complète et parfaite.

On se bat autour de la Canée. Attaque probable pour cette nuit. Les

dispositions sont prises pour recueillir le Consul, les missionnaires et les protégés français encore à terre..

POTTIER.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 13 février 1897.

Ce matin, l'ambassadeur de Russie a fait connaître au comte Goluchowski les instructions données à l'amiral russe à l'effet de s'entendre avec les autres commandants pour empêcher tout acte agressif de la part de la flotte grecque.

Le comte Mouravieff propose en outre que les commandants des flottes des puissances puissent, après accord avec les fonctionnaires turcs, faire descendre à terre des détachements, afin de rétablir l'ordre et maintenir l'autorité du gouverneur. Les forces maritimes ainsi employées garderaient l'île en dépôt jusqu'à la solution du conflit. Le comte Goluchowski a répondu qu'à première vue la proposition du comte Mouravieff ne lui déplaisait pas, et qu'il allait prendre les ordres de l'Empereur.

H. LOZÉ.

**M Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 13 février 1897.

Le Prince Georges est arrivé ce soir à la Canée avec un aviso et quatre torpilleurs. Je me suis empressé de lui communiquer le contenu de votre télégramme du 11. Son Altesse m'en a demandé copie et m'a répondu qu'ayant des ordres elle restait sur les côtes.

L'arrivée des bâtiments grecs cause la plus grande surexcitation.

Je crois à une intervention militaire et à bref délai des Grecs.

On annonce que des officiers grecs avec un colonel, quatre-vingts artilleurs et quatre canons et trois cent cinquante volontaires ont débarqué.

On s'attend d'un moment à l'autre à une attaque de la ville.

Paul BLANC.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 13 février 1897.

M. Skouzès a remis à chacun de nous, en réponse à notre démarche collective, une note verbale dans laquelle le Gouvernement hellénique expose que les événements qui ont lieu en Crète ont provoqué une anarchie menaçante pour la personne et les biens des chrétiens de l'île.

Le gouvernement royal ne pouvait plus supporter l'état lamentable dans lequel se trouvaient les habitants de la Crète unis aux Hellènes par la religion et par des liens sacrés. Il a pris en conséquence la décision d'envoyer des troupes pour occuper l'île et y ramener l'ordre et la paix.

BOURÉE,

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 14 février 1896.

Un aviso grec a débarqué aujourd'hui même sous nos yeux à Halépa des armes et des munitions.

Les chefs insurgés ont fait prévenir les consuls qu'ils attaqueraient Halepa cette nuit. Après entente avec les amiraux qui ne pouvaient surveiller en même temps Halepa et la Canée, mes collègues et moi avons dû évacuer ce soir nos consulats. J'ai embarqué ma famille pour Samos et me suis réinstallé à ma chancellerie de la Canée après avoir embarqué à bord du *Suchet* les quelques français demeurés avec moi. Je reste à la chancellerie avec le commandant de Vialar arrivé aujourd'hui et mon chancelier. Dans l'après-midi et pendant que nous nous embarquions, les insurgés et les factionnaires échangeaient des coups de fusil et de canon sur les hauteurs de Halepa.

Le vali, menacé personnellement, a demandé asile et s'est embarqué à bord du vaisseau amiral russe. L'anarchie est complète.

Les deux commissaires ottomans de la Commission de gendarmerie se sont également embarqués subitement ce soir.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à sir Edmund Monson, ambassadeur de S. M. Britannique à Paris.

Paris, le 14 février 1897.

Votre Excellence a bien voulu me communiquer, par sa lettre en date d'hier, des informations émanées du consul d'Angleterre en Crète et d'après lesquelles le navire turc *Fuad*, qui transportait à Sitia des troupes faisant partie de la garnison de l'île, a essuyé, à sa sortie de Candie, le feu d'un cuirassé grec et s'est vu obligé de regagner ce port.

Lord Salisbury vous a chargé de me demander si, en présence de ces graves nouvelles, le Gouvernement de la République serait disposé à s'unir au Gouvernement de la Reine en vue de donner pour instructions aux commandants des forces navales françaises et anglaises de notifier au commandant grec qu'on ne lui permettra pas, en l'absence de déclaration de guerre, de faire feu sur les vaisseaux turcs dans les eaux crétoises.

En réponse à cette communication, je m'empresse de vous faire savoir qu'ayant été avisé par le commandant de notre division navale que l'amiral anglais lui avait dit avoir pour instructions de s'opposer au besoin par la force à toute agression des grecs contre les turcs, nous avons télégraphié à l'amiral Pottier que si tous les commandants et notamment l'amiral anglais, étaient d'accord pour s'opposer, au besoin par une action combinée, et après avoir usé de tous les moyens de persuasion ou d'intimidation, à une agression de la part des vaisseaux grecs, il était autorisé à faire de même.

G. HANOTAUX.

M. Billot, ambassadeur de la République française près le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 14 février 1897.

M. Visconti-Venosta est disposé, si toutes les puissances se mettent

d'accord pour y donner suite, à acquiescer aux propositions des ambassadeurs à Constantinople et concluant notamment à l'occupation mixte de trois villes de la Crète. Il espère que cette combinaison conservatoire fournirait peut-être les moyens d'assurer la pacification de l'île et de localiser les difficultés pendantes.

Après cette déclaration, il m'a donné lecture d'un télégramme qu'il a reçu dans la matinée du Ministre d'Italie à Athènes, et d'après lequel le Gouvernement grec a fait partir cette nuit pour la Crète quatre bataillons de troupes régulières avec de l'artillerie. Il ne dissimule pas ses très vives préoccupations en présence d'une nouvelle témoignant que la Grèce s'engage dans une politique d'action malgré tous les conseils de prudence.

BILLOT.

M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 14 février 1897.

Sir Thomas Sanderson a fait connaître aujourd'hui la réponse du Gouvernement britannique à la suggestion du comte Mouravieff tendant à un débarquement des différentes puissances en Crète. Le Gouvernement anglais est disposé à envoyer au commandant des forces navales anglaises dans les eaux crétoises des instructions conçues dans un sens conforme à la proposition du Gouvernement russe, à la condition que les mêmes instructions soient envoyées par les autres Gouvernements aux commandants de leurs navires dans ces parages.

Sir Th Sanderson insiste dans sa réponse sur l'intention bien arrêtée de lord Salisbury de marcher d'accord avec toutes les puissances et d'éviter toute action isolée.

GEOFFRAY

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne, et près le Roi d'Italie, et à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 14 février 1897.

Le Ministre de la marine d'accord avec mon Département a prescrit à l'amiral Pottier de s'entendre avec ses collègues des grandes puissances, au cas où ils auraient reçu des instructions analogues, pour régler tous ensemble et par écrit, selon une proposition diplomatique émanant de la Russie, et vu l'urgence, les conditions dans lesquelles il y aurait lieu d'opérer un débarquement en commun à la Canée afin de maintenir l'ordre à l'intérieur et d'empêcher les agressions venant du dehors. Ce débarquement serait limité provisoirement à la Canée et ne s'étendrait qu'éventuellement à Rethymo et Candie. L'action, sur tous les points, devra être unanime.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et près le Roi d'Italie.

Paris, le 6 février 1897.

J'ai vu aujourd'hui les ambassadeurs de Russie, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie. Je les ai mis au courant, les uns et les autres, des dispo-

sitions où nous étions au sujet de la proposition russe relative à l'occupation mixte des villes crétoises. J'ai dit à tous que nous ne l'acceptons qu'à la condition qu'il y eût accord unanime des puissances.

J'ai fait connaître brièvement aux ambassadeurs les nouveaux envois de troupes helléniques, soit pour la Crète, soit pour la Thessalie, et la conclusion de nos entretiens a été : « Si nous ne pouvons plus empêcher le mal, localisons-le. »

G. HANOTAUX.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 14 février 1897.

Le Ministre des affaires étrangères grec a dit au chargé d'affaires austro-hongrois à Athènes qui lui présentait les observations du comte Goluchowski, que la Grèce était lasse de se trouver tous les six mois en présence d'insurrections qui troublaient la tranquillité publique. Elle est résolue à en finir en supprimant les cause. Elle ne craint pas les 30,000 hommes que les turcs rassemblent sur les frontières de la Thessalie; elle en aura raison par le soulèvement de toute la Macédoine. Il faut que l'Europe sache bien, en outre, qu'il y a à Constantinople 300,000 grecs qui n'attendent qu'un mot d'Athènes pour mettre le feu aux quatre coins de la capitale de la Turquie et secouer le joug des musulmans.

H. LOZÉ.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 14 février 1897.

On annonce le débarquement sur plusieurs points d'un grand nombre de volontaires et de munitions venant de Grèce.

Le bruit court ce soir que 5,000 soldats grecs étaient prêts à partir pour la Crète. Le consul grec a fait évacuer cet après-midi sa chancellerie de la Canée et amené son pavillon.

Nous ignorons s'il y a eu rupture définitive entre la Turquie et la Grèce et la population musulmane est très inquiète.

Pendant la nuit des coups de fusils ont été échangés entre les insurgés et les soldats sur les hauteurs de Halepa. Ce matin un grand nombre de bachi-bouzouks ayant été armés par le gouverneur, un combat très sérieux s'est engagé sur le même point. D'après les apparences, les chrétiens ont dû être refoulés de leurs positions.

Paul BLANC.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 14 février 1897.

D'après ce que m'a dit le baron de Marschall, l'ordre donné au commandant du navire allemand qui se rend en Crète, est de s'opposer à tout acte agressif de la part de la flottille commandée par le prince Georges. Le mot « agressif » doit être entendu dans le sens le plus large, impliquant tout débarquement quel qu'il soit : hommes, munitions, approvisionnements, et

tout appui à l'insurrection. Le commandant allemand est autorisé à opérer un débarquement, si cette mesure devenait nécessaire pour la pacification et le maintien de l'ordre, d'accord avec les autorités ottomanes de l'île. Avant d'agir, le commandant allemand devra s'entendre avec les chefs des escadres présentes dans les eaux de la Crète.

L'Empereur vient à l'instant même de m'honorer de sa visite; les événements de Crète en ont été le sujet.

Sa Majesté est informée que la Grèce mobilise ses troupes, qu'un fort détachement vient d'être embarqué au Pirée à destination de la Crète. Elle a conféré avec le chancelier de l'Empire qui est d'accord avec Elle sur l'imminence du danger et la nécessité d'y porter un remède énergique et immédiat. « Il est impossible », m'a dit l'Empereur, « que l'Europe laisse ce pays allumer, par le signal qu'il donne, l'incendie en Macédoine, peut-être en Arménie et à Constantinople et provoquer une guerre européenne.

« L'Allemagne », a ajouté Sa Majesté, « veut avec l'Europe le « statu quo » territorial de l'Empire ottoman.

« Le seul remède qui puisse être encore efficace, c'est que les puissances, qui ont des navires dans les eaux crétoises, les envoient sans délai bloquer le Pirée et les côtes de la Grèce. Nous avons empêché la Turquie d'envoyer des troupes en Crète : ce serait une félonie de notre part de laisser les grecs la lui prendre. »

J'ai répondu à Sa Majesté que j'allais transmettre à mon Gouvernement ce qu'Elle venait de me dire. J'ai ajouté que le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman et de son « statu quo » territorial était également le principe de notre politique.

NOAILLES.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 14 février 1897.

Il est à craindre que quelque mouvement plus ou moins spontané n'éclate à Constantinople en vue de détourner l'attention de l'Europe, maintenant qu'on sait que le plan de réformes est signé et sur le point d'être accepté par les puissances. Veillez particulièrement à votre sécurité et à celle de votre colonie. Entendez-vous avec vos collègues à ce sujet.

Je pense qu'au moment décisif où nous nous trouvons, le Sultan n'ignore pas les graves responsabilités qui pèseraient sur lui au cas où la moindre atteinte serait portée à la sécurité de nos Représentants et des colonies européennes.

G. HANOTAUX.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 14 février 1897.

J'ai demandé au comte Goluchowski quelle suite il compte donner aux quatre propositions des consuls à la Canée, dont le point capital est l'occupation provisoire des villes par les forces étrangères mixtes. Il m'a répondu qu'après avoir pris les ordres de l'Empereur il avait télégraphié au prince Liechtenstein que la communication du comte Mouravieff relative au dé-

barquement éventuel des troupes navales des puissances lui paraissait une excellente base d'entente entre les Cabinets pour mettre fin au conflit actuel. Il pense qu'on pourrait laisser aux commandants des flottes le soin de s'entendre sur la manière dont devrait se faire le débarquement et d'arrêter la composition numérique des forces mixtes.

Le commandant d'un troisième navire autrichien qui part de Pola et qui sera dans les eaux crétoises dans trois jours est muni d'instructions à cet effet.

Le Ministre des affaires étrangères juge inutile d'insister à Athènes sur le rappel des forces navales grecques. On n'obtiendra pas ce rappel parce que le Roi est dans l'impossibilité de l'accorder sans exposer sa couronne. Mais on peut demander énergiquement que les deux navires helléniques qui viennent de quitter Toulon ne soient pas dirigés sur la Crète.

En ce qui concerne l'abstention des troupes turques, le comte Goluchowski croit qu'il faut la réclamer à Constantinople. Seulement il faut, comme contre-partie, empêcher la flotte grecque d'agir et arrêter le débarquement de volontaires et de munitions.

H. Lozé.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 14 février 1897.

Le comte Mouravieff télégraphie au Ministre de Russie à Athènes de faire savoir au Gouvernement hellénique que la Russie n'admet pas l'annexion de la Crète, qu'elle s'opposera à toute agression et qu'elle demande le rappel ou au moins l'éloignement des navires grecs qui pourraient, sans rentrer au Pirée, se tenir dans les eaux grecques.

Il avertit en même temps le Cabinet d'Athènes que les puissances agissent à Constantinople pour empêcher tout envoi de troupes.

G. DE MONTEBELLO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 14 février 1897.

Les ambassadeurs ont échangé aujourd'hui leurs informations et leurs vues au sujet de la Crète.

Après avoir reconnu qu'il leur était difficile de se prononcer sur le meilleur mode d'action à employer à Athènes, les ambassadeurs en sont revenus à la proposition d'occupation collective des villes de Crète déjà formulée par les consuls, et ils ont décidé d'adresser à leurs Gouvernements respectifs le télégramme suivant :

« Les ambassadeurs sont d'avis d'appuyer auprès de leurs Gouvernements la proposition de débarquer immédiatement dans les villes et sur les points de l'île que les commandants des forces navales étrangères jugeraient à propos d'occuper, des détachements qui mettraient la Crète à l'abri de toute action contraire au droit des gens.

« Cette occupation temporaire constituerait une sorte de dépôt de l'île entre les mains de grandes puissances et donnerait le temps de chercher une solution à la crise actuelle.

« La résolution des puissances serait notifiée au Gouvernement hellénique avec invitation de s'abstenir de tout acte d'agression.
 « Elle sera portée ensuite à la connaissance de la Sublime Porte en réponse à la circulaire demandant l'intervention des puissances. »

P. CAMBON.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 15 février 1897.

Deux classes de la réserve sont appelées sous les armes et rejoignent aujourd'hui même leurs corps, ce qui porte à une quarantaine de mille hommes l'effectif de l'armée grecque.

Le troisième régiment d'artillerie, dans lequel le prince Nicolas commande une batterie, doit s'embarquer demain à destination de Volo et de la frontière de Thessalie.

Les quatre bâtiments portant les troupes dirigées, le 13 au soir, vers la Crète ont fait escale à Milo, d'où ils sont repartis vers le midi.

Depuis lors on est sans nouvelles d'eux. L'inquiétude est très grande.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 15 février 1897.

Je me suis plaint très vivement à M. Delyanni d'une faute grave et qui engage la responsabilité du Gouvernement hellénique au point de vue du droit international. Vos télégrammes du 13 ont subi un retard de plus de vingt-quatre heures. Au point de vue des relations internationales, les conséquences d'une pareille atteinte aux règles du droit public peuvent être incalculables.

J'ai interrogé l'Agence télégraphique qui m'a fait savoir que la responsabilité du retard remontait à l'Administration hellénique. Il serait bon que vous eussiez un entretien de ce chef avec vos collègues et vous pourriez, le cas échéant, faire de ce sujet de plainte l'objet d'une démarche collective.

Vous pouvez, d'ailleurs, vous associer à toute démarche unanime de vos collègues tendant à prévenir collectivement le Gouvernement grec que les puissances sont opposées à l'annexion de la Crète à la Grèce, qu'elles empêcheront toute agression de la part de la Grèce et qu'elles demandent le retour des bâtiments grecs dans les eaux grecques.

J'ai fait entendre, dès hier, le langage le plus catégorique à M. Delyanni, dans le sens que je viens d'indiquer.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 15 février 1897.

On a entendu cette nuit la canonnade du côté de Kissamo. Il est donc à supposer que c'est sur ce point que les forces helléniques ont débarqué.

En présence de cette situation, les amiraux et commandants ont décidé, d'un commun accord, d'occuper militairement la ville de la Canée. Le vali a quitté hier la Crète.

Les torpilleurs helléniques ont visité cette nuit un navire à vapeur portant pavillon ottoman.

Paul BLANC.

**M. le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 15 février 1897.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une copie des instructions dont je viens de vous parler.

MÜNSTER.

ANNEXE A LA LETTRE DU COMTE MÜNSTER AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE,
EN DATE DU 15 FÉVRIER 1897.

Le commandant du vaisseau de guerre de Sa Majesté *Kaiserin Augusta* reçoit les instructions suivantes :

• Entente avec les officiers commandants des forces navales des autres grandes puissances stationnées dans les eaux de Crète au sujet des mesures qui seraient de nature à empêcher ou à prévenir chaque action agressive des navires grecs. De l'avis du Gouvernement impérial, il y aurait lieu de considérer comme acte agressif tout ce qui serait apte à encourager ou à favoriser l'insurrection des crétois, savoir le débarquement de munitions ou de troupes, ainsi que toute action menaçante ou hostile commise par les bâtiments grecs à l'égard des vaisseaux ou positions turcs. L'entente aura de plus pour objet le débarquement, en cas de besoin, des troupes qui seraient destinées à rétablir l'ordre et à empêcher l'effusion du sang.

**M. Geoffray, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 15 février 1897.

Sir Thomas Sanderson me fait savoir qu'en réponse à la proposition russe tendant au débarquement des marins des puissances à la Canée, et éventuellement à Rethymo, lord Salisbury a déclaré que le Gouvernement de la Reine était disposé à envoyer des instructions aux officiers de la marine britannique dans le sens suggéré par le Cabinet de Pétersbourg, si le Cabinet de Londres reçoit de son côté l'assurance que le Gouvernement russe donnera des ordres identiques.

Sir Th. Sanderson me fait savoir qu'il a donné connaissance à lord Salisbury des instructions envoyées à l'amiral français dans les eaux crétoises pour l'autoriser à arrêter, d'accord avec ses collègues, les conditions d'un débarquement des forces combinées en vue de garantir l'ordre et d'empêcher les agressions.

En réponse à cette communication, lord Salisbury a chargé Sir Th. Sanderson de m'informer que des instructions semblables vont être immédiatement envoyées aux officiers de marine anglais.

GEOFFRAY,

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 15 février 1897.

Le Ministre des affaires étrangères m'a parlé de l'initiative prise par l'Empereur Guillaume et qui aurait pour effet de faire une démonstration devant le Pirée avec des navires de toutes les grandes puissances, pour exiger du Gouvernement grec le rappel de ses vaisseaux, et, en cas de refus, de bloquer le Pirée. L'Autriche adhère à la proposition, si toutes les puissances l'acceptent.

Les bâtiments austro-hongrois qui sont en armement à Pola, et qui vont partir demain ou après-demain, pourront être employés à la démonstration projetée, le cas échéant.

Le comte Goluchowski me dit que le commandant des forces navales austro-hongroises dans les eaux crétoises avait reçu cette nuit les instructions nécessaires pour s'entendre avec les autres commandants à l'effet d'opérer un débarquement si cela était reconnu utile.

H. LOZÉ.

**M. Billot, ambassadeur de la République française près le Roi
d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Rome, le 15 février 1897.

Le commandant de l'escadre italienne en Crète est déjà muni des instructions nécessaires et prêt à agir avec ses collègues, s'ils sont tous autorisés, pour occuper immédiatement les villes et les autres points stratégiques de l'île, qui resterait provisoirement en dépôt sous la garde des puissances.

BILLOT.

**Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 15 février 1897.

Je suis en mesure de vous confirmer les renseignements que M. Geoffroy vous a transmis en mon absence. Sir Th. Sanderson pense que l'initiative appartient maintenant aux commandants des forces navales de l'Europe qui ont à concerter leurs mesures pour l'action des marins chargés de rétablir la tranquillité en Crète. Il considère qu'un blocus effectif de l'île offrirait de grandes difficultés; mais les commandants européens seraient d'accord pour empêcher tout débarquement de troupes régulières grecques, d'hommes, d'armes ou de munitions même par des navires de commerce, et, de la part de navires de guerre helléniques, tout bombardement des villes crétoises et toute action hostile contre des navires ottomans de guerre ou de commerce.

Alph. DE COURCEL.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 15 février 1897.

Toutes les puissances sont d'accord pour adhérer à la formule russe sur

le débarquement mixte dans les villes et points importants de l'île et la mise en dépôt de la Crète entre les mains des puissances jusqu'à l'issue des événements. Vous avez dû faire connaître déjà notre adhésion au Gouvernement russe.

L'amiral Pottier a reçu dès hier des instructions dans ce sens. Il n'échappera pas au Gouvernement impérial qu'il est plus que jamais de l'intérêt commun des puissances, dont la politique concertée s'appuie sur le principe du maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman, de veiller à ce que les réformes nécessaires soient sérieusement appliquées, tant en Crète que dans la Turquie continentale, et d'agir dans ce sens avec autant d'ensemble et d'énergie qu'elles en déploient pour assurer le maintien du *statu quo* territorial.

G. HANOTAUX.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 15 février 1897.

Je tiendrai compte de vos recommandations au sujet du retard calculé apporté par l'Administration grecque à la transmission de mes télégrammes du 13.

Aujourd'hui 200 étudiants sont partis pour la Crète avec quatre députés du Parlement et l'on m'annonce que cette nuit 400 ou 500 hommes d'infanterie doivent s'embarquer pour la même destination : des quantités d'armes et de munitions affluent dans l'île et l'on m'assure que les magasins comme les dépôts militaires ont été vidés au profit des insurgés crétois.

Nous apprenons à l'instant le débarquement de ce corps expéditionnaire grec près de Kissamo.

Nous nous réunirons demain matin, mes collègues et moi, chez le Ministre de Russie qui a reçu des instructions analogues aux miennes, pour arrêter les termes d'une nouvelle démarche collective et énergique auprès du Gouvernement grec.

A. BOURÉE.

**M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

La Canée, le 15 février 1897.

Cette après-midi, 100 marins français, 100 russes, 100 anglais, 100 italiens et 50 autrichiens ont débarqué à la Canée. Les français logent à la mission catholique, les autres dans les écoles et les Tribunaux. Demain matin, les drapeaux de toutes les puissances seront hissés sur la forteresse à côté du drapeau turc. Les amiraux ayant exigé une déclaration par écrit constatant l'acquiescement, je l'ai fait écrire sous ma dictée et elle a été remise au vice-amiral italien arrivé ce matin. Toutes les mesures ont été prises avec l'agrément du Gouvernement.

Le gouverneur sollicite par une lettre spéciale l'occupation de Rethymo, Candie et Sitia, ainsi que l'éloignement des forces navales grecques. Les amiraux ont reçu communication de cette demande.

Paul BLANC.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 16 février 1897.

Le Ministre des affaires étrangères affirme qu'il n'est pas exact que des ordres de mobilisation totale ou partielle aient été donnés; il n'y a qu'un devancement d'appel des officiers de la réserve en vue de la période d'instruction.

PATRIMONIO.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 16 février 1897.

D'après une communication que le Ministre des affaires étrangères vient de faire à tous les ambassadeurs, le muchavir ou secrétaire général, faisant fonctions de gouverneur de Crète, recevra l'ordre de se concerter avec les commandants des forces navales des grandes puissances pour assurer le débarquement de leurs équipages et l'occupation internationale des points nécessaires au maintien de l'ordre. C'est donc le Sultan lui-même qui remet l'île de Crète en dépôt aux grandes puissances.

P. CAMBON.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 10 février 1897.

Le *Journal officiel* publie les instructions données au colonel Vassos, aide de camp du Roi et commandant les troupes grecques; elles se résument ainsi : « Vous prendrez possession de cette île au nom du Roi de Grèce Georges. Vous chasserez les turcs des forteresses dont vous vous emparerez. Toutes vos mesures s'inspireront de la législation en vigueur en Grèce au nom du Roi et sous la responsabilité du Gouvernement grec. Dès que vous aurez débarqué, vous publierez la proclamation relative à l'occupation. »

Une déclaration du président du Conseil faite hier à la Chambre a, d'autre part, expliqué rétrospectivement l'envoi des navires et des torpilleurs par la nécessité où s'est trouvé le Gouvernement royal de protéger des coreligionnaires de même race qui tombaient sous le coup du fanatisme musulman dans une contrée livrée à l'anarchie.

Les choses ne cessant d'empirer, nous avons, a dit M. Delyanni, expédié samedi un corps de troupe en Crète « à l'effet de rétablir l'ordre et de défendre les chrétiens ».

A. BOURÉE.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 16 février 1897.

Mon collègue d'Allemagne vient de recevoir des instructions qui rendront impossible une démarche collective des Représentants à Athènes.

Le baron de Marschall lui a télégraphié en clair « qu'après la réponse

« faite le 13 par le Gouvernement grec à la démarche collective des Représentants à Athènes, le Gouvernement impérial jugeait au-dessous de sa dignité de faire d'autres démarches à Athènes ». M'autorisez-vous, eu égard à cette situation, à parler isolément ?

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 16 février 1897.

Les amiraux ont envoyé des officiers de gendarmerie italiens communiquer aux insurgés leur proclamation. Ces officiers rapportent qu'ils ont trouvé à l'ouest de la Canée et à trois heures et demie de distance des avant-postes des troupes régulières grecques. Trois bataillons et deux canons sous les ordres du colonel Vassos ont débarqué sur ce point.

Le colonel Vassos a déclaré qu'il avait reçu l'ordre d'occuper la Crète au nom du Roi Georges et qu'il le ferait.

Les chefs insurgés d'Acrotiri, à l'est de la ville, ont répondu qu'ils entendaient conserver leurs positions et qu'ils communiqueraient lundi prochain les décisions de l'assemblée générale insurrectionnelle. Ils attendent sur ce point des troupes grecques.

Le consul général grec embarqué à bord d'un cuirassé hellénique a envoyé ce soir aux consuls une lettre par laquelle il notifiait d'ordre de son Gouvernement une proclamation du colonel commandant en chef les troupes hellènes annonçant la prise de possession de l'île au nom du Roi de Grèce et s'engageant à faire respecter la vie, l'honneur, la propriété des crétois de toute religion et à leur assurer le repos et l'égalité civile.

Paul BLANC.

M. le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 16 février 1897.

Lord Salisbury a invité M. Egerton à appuyer les démarches des Ministres de France et de Russie à Athènes et à en informer ses trois autres collègues afin qu'ils puissent se joindre également à ces démarches.

Le Cabinet anglais a été informé de la suggestion de l'Allemagne tendant à bloquer le port du Pirée si le Gouvernement grec ne rappelait pas sa flotte des eaux crétoises.

Sir Th. Sanderson m'a exprimé quelque doute sur la possibilité pour le Gouvernement anglais de s'associer à une mesure de coercition aussi rigoureuse qu'une partie au moins de l'opinion publique dans ce pays n'accepterait pas sans résistance.

Alph. DE COURCEL.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 16 février 1897.

La Porte mobilise quatre divisions qui, avec les deux divisions de la province de Monastir, porteraient à trente-deux mille hommes les forces massées sur la frontière de la Thessalie, sans compter douze régiments de

cavalerie et trente-six batteries. On appelle les réserves de plusieurs provinces d'Asie-Mineure. Ces forces seront sous les ordres du général Edhem Pacha, actuellement à Alep. Il aura, pour chef d'état-major, Seyfoullah Bey, attaché militaire ottoman à Athènes. Le quartier général de l'armée sera établi à Ellassona sur la frontière de la Thessalie. Des ordres ont été donnés pour la mise en état de quatre cuirassés et de quinze torpilleurs.

Dans leur réunion d'aujourd'hui, les ambassadeurs ont reçu la visite d'un fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères qui les a informés de l'intention de la Porte de nommer Photiadès Bey, gouverneur de Crète, en remplacement de Berovitch Pacha, et leur a demandé leur agrément.

Aux termes de l'arrangement du 25 août, cet agrément doit être donné par les puissances, mais, vu l'urgence, les ambassadeurs se sont crus autorisés à approuver cette nomination.

Le Représentant du Ministre des affaires étrangères a dit ensuite que les bâtiments grecs continuaient à s'opposer aux mouvements des transports ottomans autour de l'île de Crète et à se livrer à des actes d'agression. Il a demandé l'envoi aux commandants des forces navales étrangères d'instructions pour mettre un terme à ces procédés.

Nous sommes convenus de transmettre cette requête à nos Gouvernements en insistant auprès de la Porte sur la nécessité de ne pas envoyer de troupes ottomanes en Crète.

Ayant appris qu'il était question de nommer commandant militaire de l'île Saadeddin Pacha, dont nous avons déjà obtenu le rappel et à qui nous attribuons une part de responsabilité dans les désordres actuels, nous sommes convenus de conseiller à la Porte de renoncer à cette nomination qui, d'après nos consuls, apporterait un nouvel élément de trouble.

Les gendarmes monténégrins ont été embarqués par l'ancien vali Berovitch Pacha. Les commissaires ottomans pour l'organisation de la gendarmerie ont fui en emportant toutes les archives de la Commission. Nous prescrivons à nos Délégués de rentrer à leur poste, de rappeler les Monténégrins à qui nous faisons donner l'ordre par leur Gouvernement de rentrer et de continuer le recrutement. Le gouverneur par intérim réclame l'occupation par les marins étrangers de Sitia, Kissamo et Selino Kastelli, points de débarquement habituels des transports grecs.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 16 février 1897.

Le baron de Mohrenheim m'a donné communication des deux dépêches suivantes qu'il avait reçues de son gouvernement.

1^o Saint-Petersbourg, le 14 février 1897.

« Le ministre de Russie à Athènes a été chargé de déclarer au gouvernement hellénique que l'attitude plus que provocante de la Grèce et la présence de ses navires en Crète ne sauraient être tolérées par les puissances. Sa Majesté l'Empereur, animé du plus sincère désir d'éviter à la Grèce les plus cruelles épreuves, fait un pressant appel à la sagesse du Roi et de son Gouvernement, les prévenant que, si les bâtiments grecs n'étaient pas immédiatement rappelés, ils ne tarderaient pas à être

ARCH. DIPL 1897. — 2^e SÉRIE, T. LXIV (126)

12

« réduits à se soumettre à la ferme et unanime volonté de l'Europe qui ne
 « saurait qu'à cette condition empêcher la Turquie de recourir à toutes ses
 « forces militaires pour repousser une injuste agression dirigée contre elle
 « au mépris de la volonté expresse des Puissances. »

20 Saint-Petersbourg, 14 février.

« Le comte Mouravieff a informé l'ambassadeur de Russie à Constanti-
 « nople qu'il trouvait très rationnelles les mesures indiquées par les
 « consuls en Crète. L'occupation provisoire de la Canée, de Candie et de
 « Rethymo pourrait être réglée par les commandants des escadres réunies.
 « Les amiraux ne pourraient-ils pas obliger les bâtiments grecs à se retirer
 « vers une des îles helléniques et les y retenir ? Il ne faudrait pas ajourner
 « l'organisation urgente de la gendarmerie étrangère ni surseoir à l'appli-
 « cation des réformes. »

Nous avons adhéré, pour notre part, à ces deux propositions sous la réserve de l'adhésion unanime des puissances et nos représentants à Constantinople et à Athènes reçoivent des instructions en conséquence.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 16 février 1897.

Le baron de Mohrenheim m'a donné communication des deux dépêches suivantes qu'il avait reçues de son gouvernement : (V. le document précédent.)

Vous pouvez vous associer aux propositions qui s'y trouvent contenues.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 16 février 1897.

Le baron de Mohrenheim m'a donné communication des deux dépêches suivantes qu'il avait reçues de son gouvernement (1) :

Vous voudrez bien vous associer à la démarche de M. Onou sous la seule réserve de l'adhésion unanime de vos collègues.

Sir Edmund Monson m'a fait savoir, d'autre part, que le gouvernement anglais est tout disposé à renouveler ses représentations au gouvernement grec.

Je vous serai obligé d'en informer votre collègue anglais de façon à hâter autant que possible l'accomplissement de la démarche dont le gouvernement russe a pris l'initiative.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 17 février 1897.

Sur le refus de Photiadès Bey, le Ministre des Affaires étrangères a pro-

(1) Voir la pièce, p. 177.

posé à notre agrément Carathéodori Pacha, ancien vali de Crète, que nous avons accepté en qualité de gouverneur général.

P. CAMBON.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 17 février 1897.

Lord Salisbury m'a dit que l'abstention de l'Allemagne ne l'empêcherait pas de renouveler au besoin ses représentations au gouvernement grec et que sa formule autorisait les agents anglais à se joindre à ceux de leurs collègues qui recevraient les mêmes instructions. Il m'a parlé ensuite de la suggestion de l'Empereur Guillaume visant à appuyer les conseils des Puissances par une démonstration navale collective devant le Pirée au cas où la Grèce se montrerait récalcitrante.

Dans l'opinion de lord Salisbury, une telle proposition est prématurée. A son avis, pour assurer de l'influence à notre admonestation à Athènes et mettre le Roi de Grèce dans une situation qui lui permette de la faire accepter par son peuple, il faut rassurer les Hellènes sur le sort ultérieur de la Crète et leur faire comprendre qu'en aucun cas cette île ne retombera sous le régime de la soumission pure et simple à l'autorité de la Turquie ; il faut qu'elle soit désormais affranchie du bon plaisir du Sultan. Le premier ministre anglais n'a pas hésité à porter une proposition à cet effet devant les Puissances. Il a expédié aujourd'hui même une circulaire qui vous sera communiquée par sir Ed. Monson et qui propose, comme issue aux manifestations actuelles, une déclaration d'autonomie effective de la Crète, sans toutefois que l'île doive être nominalement séparée de l'Empire ottoman.

Lord Salisbury s'est étendu sur la nécessité pour le gouvernement de tenir grand compte de l'état de l'opinion publique. Il me dit qu'en Angleterre une portion considérable de la nation avait des sympathies philhelléniques et verrait avec mécontentement l'adoption d'une politique hostile à la Grèce.

Alph. DE COURCEL.

M. Blanc, consul de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 17 février 1897.

Le consul général grec vient de débarquer en hissant son drapeau. Les amiraux lui ont notifié qu'étant donnée la situation actuelle, et la Canée étant placée sous la protection des grandes puissances, il n'aurait pas dû hisser son pavillon et l'ont invité à l'amener.

Le consul général a répondu que c'était sur l'ordre de son gouvernement qu'il s'était réinstallé dans son consulat et qu'il avait hissé son drapeau, que dès lors il devait attendre de nouvelles instructions. Avis lui a été donné que s'il ne déférait pas à l'invitation des amiraux son drapeau serait amené par des marins de toutes les Puissances. Il a consenti alors à l'amener après que, sur sa demande, on lui eût communiqué par écrit l'ordre des amiraux.

Toutefois il a indiqué qu'il allait demander des instructions pour la conduite qu'il devrait suivre à l'avenir.

Paul BLANC.

Note remise, le 17 février 1897, par Sir Edmund Monson, ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris.

Lord Salisbury télégraphie qu'il a reçu de l'Empereur Guillaume des propositions tendant à une politique de blocus contre la Grèce. Il semble au gouvernement de la Reine qu'on ne saurait considérer utilement des propositions pareilles avant que les puissances ne se soient décidées sur ce qu'il y aura à faire de l'île qu'elles occupent actuellement.

Le gouvernement de la Reine a le sentiment très profond que, quand bien même cette île demeurerait partie de l'empire ottoman, on ne saurait la laisser sous l'administration turque, et qu'il faudrait qu'elle devint province privilégiée.

Lord Salisbury charge sir Edmund Monson de demander à M. Hanotaux si le gouvernement de la République se trouve préparé à émettre une opinion sur ce point.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 17 février 1897.

Le prince Nicolas part en ce moment avec le 3^e régiment d'artillerie, dont il fait partie, pour Volo, Larisse et la frontière. M. Skouzès m'a dit qu'il y a dans ces parages 4,800 hommes avec de l'artillerie et de la cavalerie et il compte qu'avec l'appel des réserves ce chiffre sera doublé avant huit jours.

A. BOURÉE.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 17 février 1897.

Le comte Mouravieff est d'avis que nous devrions laisser à nos commandants, plus à même que nous d'apprécier sur les lieux les mesures à prendre, le soin de proposer eux-mêmes la conduite qui leur paraîtra la plus propre pour éviter de nouvelles collisions et assurer la pacification de l'île.

On croit ici que, depuis le débarquement de nos détachements, de nouvelles instructions ont été envoyées au colonel Vassos, commandant des troupes grecques. Il lui serait prescrit d'éviter toute rencontre avec les détachements débarqués par les puissances et, je crois aussi, d'attendre de nouveaux ordres avant de donner suite à ses premières instructions.

G. DE MONTEBELLO.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 17 février 1897.

Outre le débarquement de marins qu'ils ont fait effectuer, les amiraux ont décidé d'ouvrir le feu des navires sur les batteries et troupes grecques, mais seulement lorsqu'elles l'auront ouvert sur la ville.

Cette dernière restriction a été prise sur la proposition de l'amiral Pottier.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon et au comte de Montebello, ambassadeurs de la République française à Constantinople et à Saint-Petersbourg.

Paris, le 17 février 1897.

Munir Bey est venu me signaler, au nom de son Gouvernement, les débarquements opérés par les troupes régulières grecques, en Crète, notamment à Sitia. La Porte a chargé ses Représentants de s'enquérir de ce qu'allaient faire les puissances. Munir Bey m'a signalé également des actes d'agression en Thessalie.

La Porte remercie d'ailleurs les Puissances des soins qu'elles ont pris pour maintenir la paix.

J'ai répondu à Munir Bey et je l'ai prié de faire savoir directement au Palais que le Sultan n'avait, à mon avis, qu'un moyen de mettre l'Europe en bonne situation pour écarter les dangers qui peuvent menacer son Empire ; c'était d'accepter sans retard les réformes et de les appliquer de bonne foi.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 17 février 1897.

Mes collègues d'Autriche-Hongrie et d'Italie sont comme moi autorisés à se joindre à une démarche collective répondant à l'objet que vous m'avez indiqué, pourvu toutefois que cette démarche réunisse l'*unanimité* des chefs de mission ; or, vous savez comment le ministre d'Allemagne se voit empêché jusqu'à présent de se joindre à nous ; le comte Szechenyi et le ministre d'Italie ont, en présence de cette situation, demandé comme moi-même, des instructions.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 17 février 1897.

Je verrais avantage à ce que vous fissiez d'urgence auprès du gouvernement grec une démarche conforme à celle que M. Onou et M. Egerton ont faite dans le sens du télégramme de Saint-Petersbourg, 14 février, que je vous ai communiqué hier. Il est bien entendu que vous devez vous en tenir strictement aux termes du télégramme en question et qu'aucun autre point ne doit être visé par vous.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 17 février 1897.

Renseignez-vous auprès de l'amiral Pottier des mesures de protection et de défense qui auront été prises en raison de la proximité des troupes grecques et de l'attitude de leur chef. Tenez-moi exactement informé.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 17 février 1897.

En présence des ordres de mobilisation donnés par la Porte et de l'établissement du quartier général de l'armée ottomane sur la frontière, il est nécessaire de conseiller à la Turquie la plus absolue défensive.

Je ne puis qu'approuver la démarche des ambassadeurs, tendant à prévenir l'envoi de troupes ottomanes en Crète, et la nomination de Saadeddin Pacha comme commandant militaire de l'île.

J'apprends aussi avec satisfaction les mesures prises de concert, pour maintenir les consuls à leur poste et continuer le recrutement de la gendarmerie.

G. HANOTAUX.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 18 février 1897.

Le Gouvernement serbe vient de prendre certaines mesures militaires en ordonnant notamment un devancement d'appel des officiers de la réserve, destiné à préparer les cadres, pour le cas de mobilisation. Ordre vient d'être donné en outre aux préfets de n'accorder de passeports aux officiers de la réserve ou même, paraît-il, aux hommes susceptibles d'être appelés, sans l'autorisation préalable de l'administration militaire. La question des voies et moyens a été en outre agitée et, en cas de complications, le cours forcé et la mainmise sur les revenus affectés comme gages de la dette seraient les premières mesures auxquelles on aurait recours.

Ce qui ne veut pas dire que les serbes verraient avec plaisir les événements se précipiter. Au contraire, ils seraient désireux de gagner du temps, parce qu'ils se sentent moins bien préparés que leurs voisins, mais il ne faudrait pas trop s'y fier.

Ni le Roi, ni les Ministres qui se sont succédé au pouvoir n'ont caché leur manière de voir. « Nous sommes pour le *statu quo*, mais le *statu quo* pour tous. Des avantages consentis à l'un ou à l'autre nous feraient un devoir de revendiquer des avantages équivalents. » Voilà le fond de la pensée commune au Roi et à ses sujets sans exception.

Et c'est ce qui fait la gravité de l'aventure dans laquelle les grecs se sont jetés. Il est évident qu'à Belgrade, comme à Sofia, on attend comment elle se dénouera. Tout en assurant de leurs sentiments pacifiques actuels, les deux Gouvernements s'entretiennent entre eux de ce qu'ils feraient dans telle et telle circonstance, et se préparent selon leurs moyens et l'état de leurs finances.

PATRIMONIO.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 18 février 1897.

D'après un entretien que j'ai eu aujourd'hui avec le Ministre des affaires étrangères, le Gouvernement italien montre beaucoup d'hésitation à souscrire à la proposition allemande relative au blocus de la Grèce, dont il a été

saisi, comme les autres Cabinets. Il craint manifestement de s'engager contre la Grèce dans une action qui heurterait le sentiment d'une partie de la nation italienne.

Cependant, comme l'intérêt essentiel lui paraît être de maintenir l'entente européenne, je suis convaincu qu'il adhérera à la proposition allemande, si elle réunit l'assentiment des autres puissances et leur concours collectif pour l'exécution.

BILLOT.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 18 février 1897.

Le Ministre de la guerre invite le colonel de Vialar à rester en Crète, aussi longtemps que vous y jugerez sa présence nécessaire.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 18 février 1897.

Saadeddin Pacha ne sera pas envoyé à la Canée, comme commandant militaire.

Le choix du Gouvernement ottoman se serait porté sur un aide de camp du Sultan, nommé Tewfik. Cette nouvelle m'a été donnée par le Ministre des affaires étrangères, venu cette nuit pour me signaler le blocus établi autour de la Crète par les bâtiments grecs qui visitent tous les bâtiments sous pavillon ottoman.

P. CAMBON.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 18 février 1897.

J'ai vu aujourd'hui le Ministre des affaires étrangères, et je lui ai tenu le même langage que les Ministres de Russie et d'Angleterre.

La perspective d'un conflit avec la Turquie, sans l'assistance de personne, n'éveille aucune inquiétude ici; on affecte même de désirer la guerre.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 18 février 1897.

Les musulmans de Candie ont envoyé une députation aux agents consulaires pour leur déclarer que la population musulmane est prête à accepter toute solution proposée par les puissances, à l'exception de l'annexion à la Grèce.

Les consuls des grandes puissances ont envoyé au consul général de Grèce une note pour lui signifier qu'ils n'étaient pas autorisés à prendre

acte de la communication, faite par lui, de la proclamation du colonel Vassos. Les amiraux en ont fait autant.

Les amiraux ont signifié au commandant des forces navales grecques qu'ils ne permettraient pas le débarquement d'hommes et de munitions dans la baie de la Canée.

Toutefois, tant que les navires grecs resteront dans les eaux crétoises et que les troupes grecques séjourneront dans le pays, il faut s'attendre à un chòc. Les insurgés d'Acrotiri viennent de prévenir les consuls qu'ils comptent chasser les soldats turcs des positions qu'ils occupent au-dessus de Halepa.

A Selino, les chrétiens se sont emparés d'un village musulman et ont tué plus de 100 personnes.

Il semble que le colonel Vassos veuille s'emparer successivement des fortins voisins de la Canée. Les autorités ont fait aujourd'hui des distributions d'armes aux musulmans qui vont seconder les soldats aux avant-postes.

Les consuls russe, autrichien et italien sont partis ce matin pour Selino sur un cuirassé russe; ils vont essayer d'obtenir que les chrétiens laissent libres des familles musulmanes et des petites garnisons bloquées dans cette province.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 18 février 1897.

D'après ce que me dit sir Edmund Monson, lord Salisbury a reçu de l'Empereur Guillaume des propositions tendant à une politique de blocus contre la Grèce. Il semble au Gouvernement de la Reine qu'on ne saurait considérer utilement des propositions pareilles avant que les puissances se soient décidées sur ce qu'il y aura à faire de l'île qu'elles occupent actuellement.

Le Gouvernement de la Reine a le sentiment très profond que, quand bien même cette île demeurerait partie de l'Empire ottoman, on ne saurait la laisser sous l'Administration turque et qu'il faudrait qu'elle devint province privilégiée.

Sir Edmund Monson était chargé de s'assurer si le Gouvernement de la République était préparé à émettre un avis.

J'ai indiqué à sir Edmund Monson que je ne me trouvais pas en mesure de formuler un avis dès maintenant sur une suggestion au sujet de laquelle j'avais tout d'abord à m'assurer du sentiment des puissances.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 19 février 1897.

Le Ministre ottoman à Athènes a annoncé à la Porte le départ pour la Crète du 8^e régiment d'infanterie et l'envoi de nouveaux régiments à Arta et à Larisse.

La Turquie mobilise deux nouvelles divisions de rédifs. Ordre est

donné de mettre immédiatement en état deux divisions navales composées chacune de quatre cuirassés et de dix torpilleurs.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 19 février 1897.

D'après une dépêche de lord Salisbury dont sir Edmund Monson est venu me donner connaissance, l'Angleterre a reçu de l'Empereur Guillaume des propositions tendant à une politique de blocus contre la Grèce. Il semble au Gouvernement de la Reine qu'on ne saurait considérer utilement des propositions pareilles avant que les puissances ne se soient décidées sur ce qu'il y aura à faire de l'île qu'elles occupent actuellement.

Le Gouvernement de la Reine a le sentiment que, quand bien même cette île demeurerait partie de l'Empire ottoman, on ne saurait la laisser sous l'Administration turque, et qu'il faudrait qu'elle devint province privilégiée.

Je vous serai obligé de vous assurer, sans retard, de la façon dont le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité est disposé à envisager cet échange de vues.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 19 février 1897.

D'après une dépêche de lord Salisbury, dont sir Edmund Monson est venu me donner communication, l'Angleterre a reçu de l'Empereur Guillaume des propositions tendant à une politique de blocus contre la Grèce. Il semble au Gouvernement de la Reine qu'on ne saurait considérer utilement des propositions pareilles avant que les puissances ne se soient décidées sur ce qu'il y aura à faire de l'île qu'elles occupent actuellement.

Le Gouvernement de la Reine a le sentiment que, quand bien même cette île demeurerait partie de l'Empire ottoman, on ne saurait la laisser dans l'Administration turque, et qu'il faudrait qu'elle devint province privilégiée.

Je me suis mis d'ailleurs immédiatement en mesure de m'assurer de la façon dont les puissances seraient disposées à envisager ces propositions.

Je tiendrais particulièrement à connaître votre sentiment personnel à ce sujet.

G. HANOTAUX.

M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 19 février 1897.

Le Gouvernement russe a adressé cette nuit à tous ses ambassadeurs un télégramme leur disant que, devant la provocation de la Grèce, il s'associera à toute action des escadres à laquelle toutes les puissances consentiraient.

L'ambassadeur d'Angleterre a fait ce matin auprès du comte de Mou-

ravieff la démarche faite hier auprès de vous par sir E. Monson. Le comte Mouravieff a répondu qu'il ne pouvait pas se prononcer sur cette proposition avant d'avoir pris les ordres de l'Empereur ; que l'idée d'une organisation spéciale pour la Crète lui paraissait très admissible, mais que, selon lui, il n'y avait pas à songer à discuter sur ce point avant d'être maître de la situation.

G. DE MONTEBELLO.

M. Billot, ambassadeur de la République française, près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 20 février 1897.

Le Gouvernement italien a fait connaître à l'Allemagne qu'il différerait sa réponse définitive à la proposition relative au blocus jusqu'à ce qu'il fût assuré de l'adhésion unanime des puissances.

BILLOT.

M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Pétersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 20 février 1897.

Le Gouvernement impérial a répondu officiellement à la proposition faite hier par l'ambassadeur britannique, qu'avant de songer à examiner l'organisation future qu'il conviendrait de donner à la Crète, il était indispensable de pacifier l'île et de redevenir maître de la situation.

G. DE MONTEBELLO.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 20 février 1897.

Après avoir reconnu les positions de l'armée grecque et des insurgés à l'ouest de la ville, les amiraux ont notifié au commandant en chef grec qu'ils ouvriraient le feu contre leurs positions s'ils approchaient davantage de la Canée. Le gouverneur général informe les consuls que six cents soldats grecs avec trois canons ont débarqué près de Candie, et que les troupes grecques continuent à attaquer et à détruire les petites garnisons turques qui se trouvent dans l'intérieur du pays.

Sitia a été occupée par des marins étrangers. Je crois que l'on devrait faire de même pour Candie et Rethymo.

Les habitants de ces deux villes désirent une occupation mixte et, s'ils voient que l'on tarde plus longtemps, ils peuvent créer des désordres pour la rendre nécessaire.

Le consul général de Grèce a quitté ce soir la Canée pour se rendre à bord d'un navire grec au camp de Platania. Il va notifier aux troupes, et aux insurgés qu'un décret royal le nomme commissaire royal en Crète.

Paul BLANC.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 20 février 1897.

Tewfik Pacha a été chargé par le Sultan de consulter les ambassadeurs sur la conduite à tenir. D'après lui, la Porte se mettrait dans une situation fautive par son inaction prolongée, et il convient d'occuper une partie de la Thessalie pour négocier à l'aise avec la Grèce, l'évacuation de la Crète. Je lui ai répondu en conseillant fortement la défensive; je lui ai dit qu'il était indispensable de laisser à l'intervention des puissances le temps de produire son effet; j'ai ajouté qu'en donnant à ses troupes l'ordre de passer la frontière, la Turquie risquait de déclencher contre elle une partie notable de l'opinion européenne, de se faire arrêter en chemin par les puissances et de provoquer un soulèvement en Macédoine.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à **M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 20 février 1897.

Le Ministère de la guerre se prépare activement à une entrée en campagne.

Les réserves appelées dans tout l'Empire porteront l'effectif des bataillons à mille hommes qu'on peut réduire à huit cents à cause des déchets inévitables, et l'effectif des divisions à douze mille hommes. Les rédifs sont également rappelés. On aura donc à très bref délai dans les provinces d'Europe les forces suivantes :

Armée active. — Quatre divisions du 3^e corps sur la frontière de Thessalie, soit quarante-huit mille hommes d'infanterie, quatre mille chevaux et quarante batteries.

Deux divisions du 1^{er} corps à Andrinople et à Constantinople, vingt-quatre mille hommes, deux mille chevaux, vingt batteries.

Rédifs. — Quatre divisions, deux pour le 1^{er} corps et deux pour le 3^e corps aux mêmes effectifs, moins la cavalerie et les canons.

En outre, le Ministre de la guerre prépare en Anatolie la mobilisation et le transport de cinq divisions actives. On compte les avoir amenées en Europe dans dix jours.

On aurait alors sur la frontière de Thessalie neuf divisions complètes, soit cent huit mille hommes d'infanterie, neuf mille chevaux et quatre-vingt-six batteries, et sur les autres frontières d'Europe deux divisions actives, quatre divisions de rédifs, soit soixante-douze mille hommes d'infanterie, deux mille chevaux, vingt batteries.

En résumé, la Turquie a, dès à présent, sur la frontière grecque, cinquante-deux mille hommes et deux cent quarante canons; elle y aura dans dix jours cent dix-sept mille hommes et cinq cent seize canons.

Le Ministre de la guerre propose d'occuper seulement la Thessalie et de la détenir jusqu'à l'évacuation de la Crète par les forces grecques.

P. CAMBON.

**M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne,
à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Vienne, le 20 février 1897.

Le Ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie est disposé à donner à la Crète la situation la plus privilégiée, à la condition qu'elle continue à faire partie de l'Empire ottoman dont l'intégrité doit être un principe absolu.

Cette déclaration une fois faite à l'Angleterre, qui pourrait en prendre acte et ajourner, à une date ultérieure, l'élaboration de cette constitution, le Ministre considère qu'il faut aller au plus pressé, c'est-à-dire renvoyer les grecs chez eux, et pour cela il s'associera à tous les moyens de coercition qui seront acceptés par les puissances.

H. LOZÉ.

**Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française
à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Berlin, le 20 février 1897.

Je viens de voir le baron de Marschall et je lui ai demandé, conformément aux instructions de Votre Excellence, de quelle façon le Gouvernement impérial envisageait la réponse de l'Angleterre à la proposition du blocus.

Le Cabinet de Berlin, m'a dit M. de Marschall, est disposé à discuter avec les grandes puissances, mais il faut d'abord mettre fin à l'action agressive de la Grèce, qui constitue un danger imminent pour la paix européenne et une violation flagrante du droit des gens.

Discuter la question crétoise, dans un sens plus ou moins philhellénique, serait créer un précédent dangereux pour la péninsule des Balkans, où l'on ne tarderait pas à suivre l'exemple de la Grèce, dirigée non seulement contre la Turquie, mais aussi contre les grandes puissances elles-mêmes. Quant aux mesures à prendre, le blocus constitue la plus efficace et la moins violente.

L'Allemagne n'en fait cependant pas une condition *sine qua non*, et pourrait admettre un autre procédé, mais à condition qu'il fût énergiquement appliqué tel que pourrait être un isolement absolu de la Crète par l'action des flottes. Si la Grèce n'est pas, d'une façon ou de l'autre, amenée à récipiscence, pourrait-on empêcher la Turquie de lui faire la guerre?

Le baron de Marschall a ajouté que, si l'on venait à discuter la question du sort futur de la Crète, l'Allemagne poserait comme condition préalable que tout projet d'annexion de la Crète à la Grèce fût exclu.

NOAILLES.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs
de la République française à Constantinople, Londres, Saint-
Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie et au ministre de
France à Athènes.**

Paris, le 20 février 1897.

Le marquis de Noailles télégraphie que la réponse de l'Angleterre à la proposition allemande de blocus a été communiquée au baron de Marschall.

Avant de donner son adhésion, lord Salisbury demande que l'on statue

sur le sort de la Crète qui devrait, selon lui, obtenir l'autonomie sous la suzeraineté du Sultan. Le baron de Marschall aurait répondu que les puissances ne pouvaient s'occuper de cette question tant que la Grèce n'aurait pas fait amende honorable en retirant ses troupes.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 20 février 1897.

J'approuve sans réserve le langage que vous avez tenu à Tewfik Pacha pour engager la Porte à demeurer strictement sur la défensive.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 20 février 1897.

J'ai vu le Ministre des affaires étrangères et, pour mieux préciser le sens de ma démarche, je lui ai lu, en m'en appropriant les termes, le texte même des instructions adressées à M. Onou. Le Ministre d'Angleterre y avait déjà adhéré.

Le comte Szechenyi s'est fait l'écho des mêmes sentiments. Mon collègue d'Italie a, de son côté, mis les choses au point et il est d'avis qu'au regard des grecs l'absolue identité des vues entre tous les Cabinets ne saurait faire l'ombre d'un doute.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 20 février 1897.

Le Conseil des Ministres a délibéré ce matin sur la situation et voici les décisions auxquelles il s'est arrêté.

Le temps d'arrêt qui s'était produit il y a quelques jours, dans les opérations du colonel Vassos, avait pu faire espérer que les puissances pourraient peut-être se mettre utilement d'accord sur une organisation particulière de la Crète qui réserverait les droits souverains du Sultan.

Nous pensons que, si cette entente pouvait se faire rapidement, elle donnerait ainsi une très grande force à l'action des puissances. Tout en voulant encore conserver l'espoir que l'impression produite à Athènes par une affirmation de l'union des puissances pourra suffire à ramener le Gouvernement grec au sentiment de ses devoirs internationaux et de son véritable intérêt, nous ne pouvons que demeurer fidèles au principe qui nous a toujours paru dominer la situation et dont s'est invariablement inspirée notre attitude depuis le début de la crise actuelle. Nous tenons avant tout à ce qu'aucun doute ne s'élève sur notre ferme intention de ne pas nous séparer de l'unanimité des puissances, dont le concert reste plus que jamais, à nos yeux, la plus sûre, sinon la seule garantie du maintien de la paix.

G. HANOTAUX.

M. Billot, ambassadeur de la République française près le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 21 février 1897.

Le mouvement en faveur de la cause hellénique a pris, durant les derniers jours, une telle intensité que le Gouvernement a jugé nécessaire d'éclairer l'opinion sur les principes dont s'inspire sa politique en Orient. De pareils éclaircissements ont fait l'objet d'une note officielle, qui a été communiquée hier soir à la presse par l'agence Stefani.

J'ai l'honneur d'en envoyer ci-joint la traduction à Votre Excellence.

BILLOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE ROME DU 21 FÉVRIER 1897.

Communiqué de l'agence Stefani.

Rome, le 20 février 1897.

En présence des difficultés de la question d'Orient, le Gouvernement italien a eu constamment pour règle de conduite le maintien de l'accord de toutes les grandes puissances comme le meilleur moyen d'assurer les réformes réclamées par les populations et de garantir la paix européenne.

La crise actuelle en Crète ayant éclaté, les grandes puissances ont obtenu que la Turquie s'abstiendrait de recourir aux voies de répression. Et, en même temps, elles ont envoyé leurs escadres dans les eaux candiotes et décidé d'occuper quelques points en vue de pourvoir d'un commun accord au rétablissement de l'ordre, et, une fois rétabli, à l'organisation future de l'île.

Sur ces entrefaites, un corps d'occupation hellénique ayant débarqué en Crète, le double devoir s'imposait à l'Europe d'empêcher les agressions réciproques entre chrétiens et musulmans, et de prévenir, entre la Turquie et la Grèce, un conflit qui pourrait conduire à de périlleuses complications.

L'Italie ne pouvait ni ne devait, dans les circonstances actuelles, se détacher du concert européen. Le Gouvernement royal, sans hésitation, s'est associé et s'associe à l'œuvre commune de paix, qui seule peut rendre possible, pour la Crète, une solution conforme à tout intérêt légitime et aux exigences de la civilisation.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 20 février 1897.

Carathéodori Pacha ayant refusé de se rendre en Crète, la Porte en est revenue à Photiadès qui a accepté et qui est nommé gouverneur général.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 21 février 1897.

Le croiseur allemand est arrivé. Les navires étrangers ont capturé cette nuit deux bâtiments grecs chargés de vivres. Les consulats grecs dans l'île sont supprimés.

Malgré l'injonction qui a été faite par les amiraux de ne pas avancer, les insurgés ont attaqué cet après-midi les positions de l'armée turque près

de Halepa. Les navires de guerre étrangers ont immédiatement canonné leurs positions.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 21 février 1897.

On se bat aujourd'hui aux alentours de la Canée. Un nouveau fortin est tombé cette nuit au pouvoir des insurgés. Il résulte de cette continuation ininterrompue des hostilités, de la nomination du consul général grec comme commissaire royal et du rappel des agents helléniques, que la politique du Cabinet d'Athènes consiste à établir nettement le fait qu'il n'y a plus en Crète que des autorités grecques dans l'intérieur du pays, des forces militaires européennes dans les villes et qu'il ne reste plus le moindre vestige de la domination du Sultan dans l'île. Les amiraux et commandants en chef ont envoyé à leurs Gouvernements un télégramme identique indiquant l'absolue nécessité, si l'on veut mettre un terme à l'état d'anarchie existant dans le pays entier, d'obtenir du Cabinet d'Athènes le rappel des navires et des forces militaires grecques. L'entente a été complétée.

En ce qui me concerne, j'estime qu'il sera matériellement impossible de sortir sans conflit de la situation actuelle sans prendre les mesures suivantes :

- 1° Mise en demeure de rappel des navires et troupes grecs ;
- 2° Occupation effective par les marins étrangers des villes de Candie et de Rethymo ;
- 3° Blocus des côtes de Crète.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 21 février 1897.

Le baron de Mohrenheim me communique un télégramme aux termes duquel le Gouvernement russe trouvant indispensable de mettre promptement fin aux provocations de la Grèce, propose que les amiraux reçoivent l'ordre de s'entendre sans aucun retard pour intervenir énergiquement en vue d'éloigner les troupes et les bâtiments grecs et d'empêcher tout nouveau débarquement.

Je vous serais obligé de me faire savoir si le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité a été saisi de la même proposition et comment il l'envisage.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, et à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 22 février 1897.

Je crois devoir vous transmettre, à titre d'information personnelle, le

texte d'une communication que le baron de Morenheim m'a faite, sous la date du 21 de ce mois, de la part du Gouvernement russe :

« Le Gouvernement anglais étant d'avis que le régime définitif de la Crète devrait être préalablement déterminé par les puissances, avant que celles-ci procédassent à toute action contre la Grèce, le Gouvernement impérial pense que, sans surseoir à des mesures énergiques pour réprimer les provocations grecques en Crète même, les grandes puissances continentales pourraient spontanément tomber d'accord sur les principes suivants :

« 1° La Crète ne pourra en aucun cas être annexée à la Grèce dans les conjonctures présentes; 2° la Turquie ayant tardé à appliquer les réformes convenues, celles-ci ne répondent plus à la situation actuelle, et les puissances sont résolues, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire ottoman, de doter la Crète d'un régime autonome.

« Ces deux points devraient être solidairement notifiés par toutes les puissances à Constantinople et à Athènes. Le Gouvernement grec devrait être sommé par ultimatum de retirer immédiatement ses troupes et ses navires de la Crète occupée par les puissances, et cette mesure devrait être, le cas échéant, aussitôt suivie d'exécution avec la dernière vigueur. Le Gouvernement impérial croit ce mode de procéder seul capable de préserver la paix générale et de maintenir l'accord des puissances. »

G. HANOTAUX.

Le comte de Wolkenstein-Trostburg, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 22 février 1897.

Je suis chargé de porter confidentiellement à la connaissance de Votre Excellence le télégramme ci-joint, qui a trait aux instructions que mon Gouvernement vient d'adresser aux commandants des bâtiments de guerre austro-hongrois dans les eaux candiotes.

A. WOLKENSTEIN.

ANNEXE A LA LETTRE DU COMTE WOLKENSTEIN-TROSBURG, EN DATE
DU 22 FÉVRIER 1897.

Télégramme du comte Goluchowski, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, au comte Wolkenstein-Trostburg.

Vienne, le 22 février 1897.

Il a été prescrit aux commandants des navires de guerre austro-hongrois dans les eaux candiotes de s'entendre avec les officiers des bâtiments de guerre étrangers pour empêcher tout acte agressif des vaisseaux grecs, et tout ce qui est de nature à entretenir l'insurrection; d'arrêter aussi, par conséquent, le débarquement de munitions de guerre, d'approvisionnements et de troupes; et de s'opposer aux entraves mises par les bâtiments grecs à la circulation libre des navires turcs.

Les commandants des vaisseaux impériaux et royaux ont reçu l'ordre de se prononcer en faveur de l'avis le plus énergique dans la délibération à laquelle les mesures à prendre dans ce but donneront lieu.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 22 février 1897.

Hier soir a eu lieu devant le Palais une très importante manifestation populaire. Le Roi félicité et applaudi a parlé de son balcon pour remercier et témoigner de sa confiance dans l'appui de la Providence pour réaliser les vœux de la nation. Les manifestants sont allés ensuite devant le Ministère des finances où le président du Conseil les a vivement harangues dans le même sens. Ce sont autant d'actes qui engagent plus avant le Roi et son Gouvernement dans une voie où tout retour leur est devenu impossible.

Le Ministre des affaires étrangères est venu me dire que des ordres du Roi prescrivent au colonel Vassos de veiller par-dessus tout à ce que aucune occasion de conflit ne puisse se produire entre ses troupes et les marins européens.

M. Skouzès juge que, pour rester impartiales, les puissances ne devraient pas permettre qu'à l'abri de leurs drapeaux les gens de la Canée pussent préparer des attaques contre l'armée grecque et se réfugier ensuite après la défaite derrière les canons des escadres. Une protestation est adressée de ce chef aux Représentants grecs à l'étranger.

J'ai dit à M. Skouzès que je n'avais pas à me prononcer sur une semblable proposition et que je me bornerais à vous transmettre ses appréciations. Je lui ai toutefois fait observer que, l'état de guerre n'étant pas déclaré entre la Grèce et la Turquie, je ne voyais pas comment les troupes grecques pouvaient être fondées à se prévaloir de la qualité de belligérants sur un territoire où leur présence même constituait, dans l'état actuel des choses, la plus flagrante violation du droit international.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 22 février 1897.

Les consuls anglais, italien et russe sont de retour. Ils n'ont pu obtenir de débloquer les familles musulmanes ni de leur faire parvenir des vivres, mais ils ont fait signer un armistice de sept jours, et obtenu l'engagement par écrit des chefs chrétiens de Selino que, si le Gouvernement retire les troupes de la province, les chrétiens laisseront partir les familles musulmanes.

Le Gouvernement ne fera, j'en suis certain, aucune objection à l'acceptation de ces conditions.

De Candie et de Réthymo on insiste pour une occupation mixte. Sur tout le parcours mes collègues ont entendu chrétiens et musulmans réclamant l'occupation mixte de leurs provinces.

Un contre-amiral autrichien est arrivé.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 23 février 1897.

A l'occasion des interpellations de MM. Denys Cochin, Delafosse et

ARCH. DIPL. 1897. — 2^e SERIE, T. LXIV (126)

13

Jaurès sur les événements d'Orient, dans la séance d'hier à la Chambre des députés, j'ai exposé les vues du Gouvernement de la République dans un discours dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le texte.

Par 413 voix contre 83, la Chambre a voté un ordre du jour approuvant les déclarations du Gouvernement.

G. HANOTAUX.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 23 FÉVRIER 1897.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, la question qui se débat devant vous demande à être ramenée à ses grandes lignes, et c'est seulement en touchant le fond des choses qu'on pourra apprécier avec justice l'action comparée de la France et des puissances dans les circonstances que nous traversons en ce moment.

Une fois de plus, les massacres d'Arménie ont ouvert la question d'Orient et ont posé devant les chancelleries le problème que trois siècles n'ont pu résoudre et qui résulte de la présence des turcs sur les confins de l'Asie et de l'Europe.

L'Europe émue à la nouvelle de ces événements avait le choix entre deux partis : le recours aux mesures de rigueur ou les moyens pacifiques.

Vous vous souvenez avec quelle vivacité, en Angleterre, les orateurs du Gouvernement et de l'opposition ont stigmatisé les actes du Sultan. A ces paroles véhémentes, il n'y avait qu'une suite logique : envoyer une flotte à Constantinople et détrôner le Sultan. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? Et pourquoi nous reproche-t-on de n'avoir pas fait ce que d'autres n'ont pas cru devoir faire ? Voilà toute la question.

Notre diplomatie est-elle restée indifférente ? Non ! Tandis que d'autres puissances de l'Europe demeuraient impassibles, dès la première affaire, celle de Sassoun, elle se met à l'œuvre : avec le concours de la diplomatie russe et de la diplomatie anglaise, elle sonde les plaies, les met à nu, poursuit une enquête approfondie et elle élabore un plan de réforme qui, quoi qu'on ait dit, est le premier signe d'attention que l'Europe ait donné à ces peuples malheureux et qui sera pour eux le véritable fondement du régime plus libéral qui les abritera dans l'avenir.

De nouveaux massacres surviennent. Ce sont ceux qui ensanglantent l'Arménie pendant l'hiver 1895-1896. L'écho en arrive lentement en Europe. Vous nous accusez d'avoir organisé le silence. Le Cabinet actuel n'a qu'un mot à répondre : il n'était pas aux affaires à cette époque.

En mai 1896, le Cabinet se constitue. C'est en arrivant au quai d'Orsay que je lis les récits poignants adressés par nos consuls, les lettres si humaines et si fortes de notre ambassadeur. Or, depuis cette date, le *Livre jaune* en témoigne, ne voit-on pas s'établir entre le Gouvernement et l'ambassade une collaboration active pour apaiser, réprimer, améliorer ?

On vante ce qu'ont fait d'autres puissances ; pourquoi se montrer si dédaigneux pour ce qu'a fait la France : l'ouverture des prisons, la reconstitution du patriarcat arménien, la suppression du Tribunal extraordinaire, la nomination de gouverneurs chrétiens dans les provinces ? Sur une quantité de points particuliers, on relève la trace de l'action incessante de notre diplomatie et de notre ambassade. Pourquoi ne pas reconnaître des efforts auxquels les Gouvernements étrangers eux-mêmes ont rendu hommage ?

En réalité, Messieurs, si vous allez au bout des reproches qu'on nous adresse, ils se résument en un seul, toujours le même : pourquoi ne pas être intervenu par la force ?

A cette question je réponds d'un mot : parce que non seulement le Gouvernement français, mais tous les Gouvernements européens ont mis au premier rang de leurs soucis celui du maintien de la paix.

Vous avez, avec juste raison, soulevé l'indignation et l'horreur par le récit des abominations qui ont eu lieu en Orient. Ne songez-vous pas à l'étendue des misères dont une initiative imprudente eût pu couvrir tout l'Occident?

Vous auriez voulu voir forcer les Dardanelles et saisir dans son palais d'Iildiz l'homme responsable de tant de calamités! Cette proposition, elle a été faite par une des puissances au début, à l'heure où peut-être elle eût pu réussir. C'était à la fin de novembre 1895; les puissances n'ont pas cru devoir adhérer alors à la proposition qui leur était faite et je demande, dans ces conditions, si un homme d'Etat en France, malgré l'horreur du sang versé en Arménie, eût voulu, eût osé, même sous l'impression immédiate d'aussi graves événements, agir isolément et assumer une pareille responsabilité.

En tout cas, à cette époque décisive, personne en Europe n'a cru devoir le faire.

Même l'Angleterre, dont la puissance navale est si considérable, qui avait à l'égard de l'Arménie une situation particulière et dont les sentiments s'étaient manifestés avec tant d'éclat par la plume de ses publicistes et par la voix de ses hommes d'Etat, l'Angleterre n'a pas cru devoir recourir à d'autres mesures qu'aux moyens pacifiques. L'opposition libérale a reculé devant les conséquences d'une action isolée. L'Angleterre ne s'est pas séparée du concert européen, et vous n'ignorez pas qu'après quelques mois d'attente, sous le coup des nouveaux massacres qui s'étaient produits à Constantinople, elle en est revenue à la proposition que la diplomatie française avait envisagée la première.

Le 20 octobre dernier, elle proposait la réunion à Constantinople d'une Conférence d'ambassadeurs chargée d'établir un programme de réformes. Et c'est cette idée de concert et d'union de toutes les puissances pour la réorganisation et non pour la destruction de l'Empire turc qui a fini par l'emporter.

Je dirai un mot en passant d'un reproche qui m'a été adressé d'autre part.

Ce reproche, je l'ai rencontré dans tous les journaux qui combattent la politique du Cabinet; il est tout naturel que j'y réponde à cette tribune.

Cette solution pacifique dont vous parlez, dit-on, qui avait été envisagée par vous, elle n'a cependant pas été mise en avant par vous. Pourquoi avoir fait attendre si longtemps votre adhésion à la proposition de l'Angleterre? Et, parlant de je ne sais quelle subordination de notre politique à celle d'une puissance étrangère, on ajoute : « Votre action n'était pas libre. »

Il me serait loisible de répondre que deux parties liées l'une à l'autre ne doivent pas marcher l'une sans l'autre, et que le Gouvernement français aurait fait une grande imprudence s'il était entré dans une combinaison diplomatique quelconque sans s'être assuré du concours de toutes les puissances, et notamment de celui de la Russie. N'attendant les réformes que de l'action du concert européen, nous devions nous assurer de l'accord de toutes les puissances. Or, vous avez vu dans le *Livre bleu* que les adhésions furent lentes à venir.

Cela ne suffirait-il pas pour expliquer notre réserve.

Nos vues étaient certaines. On savait bien que nous étions pour cette solution pacifique, puisque nous l'avions, les premiers, mise en avant. Mais avant de nous engager à fond, nous désirions être assurés du concours de toutes les puissances.

Ajouterai-je une dernière raison? Cette Conférence n'avait, à notre avis, de chance d'aboutir que si un programme lui était tracé; or, ce programme manquait dans la proposition de lord Salisbury, et dès le premier jour le Gouvernement français, au contraire, a songé à l'établir, à le fixer, et dans la séance du 3 novembre, au cours d'un débat public devant cette Chambre, il l'a formulé dans ses grandes lignes : « Pas de partage, pas d'action isolée, pas de condominium, réformes étendues à tous les sujets de l'Empire turc sans distinction de race ou d'origine. »

Ce programme, vous l'avez adopté; vous l'avez fait vôtre par une majorité de 402 voix; il est devenu le programme de la France.

Or, le 3 décembre, un mois après, il était accepté par la Russie et par l'Angleterre, et il servait de base aux délibérations des ambassadeurs.

Ainsi, sans nous mettre en avant, sans nous exposer à des mécomptes, nous avons vu prévaloir auprès des chancelleries l'idée qui a toujours été la nôtre, le programme qui avait été proclamé publiquement à cette tribune. Tenez compte des lenteurs inévitables au travail des chancelleries, tenez compte d'un élément important qui n'apparaît pas au *Livre jaune*, ces entretiens de chaque jour avec les Représentants des puissances; en un mot, allez au fond des choses, vous verrez que, dans ces circonstances, la France est restée fidèle à son système et a tenu la place qui lui appartient dans ce concert où tout le monde se réunissait dans un même esprit d'amélioration et de progrès.

Voilà pour le passé, car vous me permettez de ne pas m'attarder à tous les détails de cette discussion.

Et pour l'avenir, que comptons-nous faire?

Messieurs, nous vous devons de vous faire connaître en toute franchise les vues dont nous nous inspirons. Il vous appartiendra d'apprécier ensuite et de dire si, oui ou non, ces vues répondent aux sentiments et aux intérêts du pays.

La France veut la paix; elle fera tout ce qui dépendra d'elle pour la maintenir. Tenant sa place dans le concert européen, elle doit s'efforcer de le fortifier, de travailler avec lui et par lui, de rechercher dans cette collaboration les solutions en quelque sorte arbitrales qui, imposant leur autorité aux intérêts et aux convoitises particulières, sont la garantie la plus sûre du progrès et de la paix.

C'est ici la partie vraiment active de notre tâche. C'est dans ce sens que nous travaillons depuis des années, nous efforçant d'écarter les calamités toujours menaçantes et dont il serait pour ainsi dire impossible, si elles venaient à se déchaîner, de mesurer l'étendue. Pour accomplir cette tâche, tous les Gouvernements qui se sont succédé en France se sont rencontrés dans une même pensée, et ils ont heureusement obtenu le concours effectif des puissances, conscientes du mal que la moindre erreur, la moindre velléité d'action particulière peut produire.

N'est-il pas naturel qu'une démocratie laborieuse et d'esprit mesuré comme est la nôtre soit le plus solide adepte de cette politique?

La France, consciente de sa force et de ses véritables intérêts, éloignée de l'esprit de convoitise et de l'esprit d'aventure, pensant à elle-même, à ses foyers, à son autorité reconquise, à tout ce qu'un entraînement passager risque de compromettre... mais, d'autre part, fidèle à ses amitiés, attentive à la défense de tous ceux qui sont à elle ou qui dépendent d'elle, la France ne veut pas aller au delà.

Certes, elle ne détournera pas son attention des problèmes difficiles que l'histoire pose devant cette génération comme elle les a posés aux âges précédents; mais elle ne pense pas qu'elle soit seule chargée de les résoudre. C'est ici, au contraire, qu'elle s'attache avec plus de fermeté que jamais à ce concert européen dont l'autorité ne peut être trop grande pour aborder cette tâche séculaire. Tout le monde tient le même langage; la Chambre des communes l'entendait il y a quelques jours: « Si le concert de l'Europe était détruit, l'Empire turc se briserait au milieu d'une guerre européenne dont personne ne peut prévoir les conséquences. »

Tous les hommes d'Etat de l'Europe, tous ceux qui ont conscience de leur responsabilité pensent de même. Il n'y a de ressource que dans l'entente de toutes les puissances; c'est la nécessité supérieure qu'il faut toujours envisager.

Et d'ailleurs, cette diplomatie européenne tant raillée, si attaquée pour ses

lenteurs et sa prétendue apathie, elle a fait ses preuves pourtant — et il suffit d'évoquer, même dans la question qui nous occupe, l'histoire du siècle qui s'achève.

Par un procédé qui a toujours réussi, parce qu'il est sage et réfléchi, c'est elle qui a fait pénétrer peu à peu l'esprit européen dans ce monde rebelle de l'Islam et qui l'a préparé aux transformations qui feront rentrer l'Orient musulman dans l'harmonie des peuples civilisés. C'est elle qui a, peu à peu, constitué en provinces privilégiées d'abord, puis en principautés libres ou même en nationalités indépendantes, tous les Etats des Balkans : Grèce, Roumanie, Serbie, Bulgarie; c'est elle qui, à Samos, en Roumélie, dans le Liban, a permis aux populations chrétiennes et musulmanes de vivre en paix côte à côte, sous la protection de sa haute garantie.

Le problème se pose une fois de plus dans d'autres provinces. Il n'est pas au-dessus des forces du concert européen de le résoudre pacifiquement. N'apparaît-il pas que c'est dans ce sens que va se diriger sans retard l'activité commune des grandes puissances et que l'heure des solutions équitables et humaines sera d'autant plus prompte à sonner qu'on détournera moins l'attention de l'Europe par le bruit inutile des initiatives imprudentes?

N'est-il pas évident que, dans la question crétoise, le fait d'avoir obtenu du Sultan, sans coup férir, la remise en dépôt entre les mains de l'Europe d'une des provinces de l'Empire est un premier résultat qui assure désormais aux populations chrétiennes de l'île les bienfaits d'une administration autonome?

Mais, par contre, si un peuple pour lequel l'Europe n'a que des sympathies s'est jeté sans réflexion dans une guerre de conquête qui menace de rompre l'équilibre, si cette initiative risque de provoquer la guerre générale en déchaînant d'autres convoitises prêtes à éclater, si ces desseins ambitieux menacent la paix, l'Europe, n'a-t-elle pas le droit d'intervenir et de contenir de si dangereuses prétentions!

J'attire toute votre attention sur ce point, parce qu'il est décisif et que c'est au fond le nœud du débat qui s'est engagé ici. En Crète, la présence des amiraux répond de la paix publique et de la sécurité des chrétiens; la présence simultanée de toutes les flottes nous donne l'assurance qu'aucune puissance n'exercera au détriment des autres une action isolée. La présence de ces flottes est en outre une garantie que l'île ne rentrera plus sous le régime d'administration turque directe. Mais elle assure tout aussi fortement le respect de cette intégrité territoriale de l'Empire turc dont l'Europe a besoin... (*Interruption.*)

Elle assure, dis-je, tout aussi fortement le respect de cette intégrité territoriale de l'Empire turc dont l'Europe a besoin, car cette intégrité une fois atteinte sur un point, l'Empire s'écroulerait de toutes parts.

Si l'une des puissances prétendait tirer quelque bénéfice particulier de la crise actuelle, comment parviendrait-on à réprimer les autres ambitions? La question macédonienne se poserait immédiatement, et la Chambre sait que les convoitises diverses des peuples qui habitent cette province ou des populations voisines qui la surveillent précipiteraient les événements les plus graves. On verrait s'ouvrir en ce point du monde un gouffre d'hostilités vers lequel non seulement les peuples rivaux des Balkans, mais d'autres aussi et plus éloignés, se trouveraient peut-être invinciblement entraînés.

Tout le monde aperçoit ce péril. Assurément, on voudrait user des voies de la douceur; mais il y a une sagesse plus virile et plus forte, c'est celle qui, pour éviter les grands malheurs du lendemain, préfère, s'il le faut, user de sévérité le jour même. Je vous citerai les paroles de M. Balfour : « Plusieurs membres des communes semblent désirer que l'on permette aux grecs d'effectuer des réformes en Crète, soit comme mandataires de l'Europe, soit sous leur propre responsabilité. Cette politique conduirait directement à la guerre. Il est impossible de maintenir le concert européen pour certain pays de l'Empire ottoman et non pour tous. »

Si, comme tout le fait espérer, en présence du désir unanime des puissances de rester fidèlement unies pour une œuvre de civilisation et de paix, l'affaire crétoise finit par s'arranger sur les bases que je viens d'indiquer, l'Europe n'aura pas fini sa tâche. Le grand problème des réformes est posé dans l'Empire ottoman; qu'il s'agisse de l'administration locale et du régime à appliquer aux provinces, qu'il s'agisse de l'administration générale, ces réformes ont été inscrites dans le programme des ambassadeurs, s'inspirant par-dessus tout de la formule libérale adoptée par cette Chambre : pas de distinction de race ni de religion.

A bref délai, le programme tracé par nos ambassadeurs, signé par eux, au nom de leurs Gouvernements, et déjà entre les mains des Ministres d'Etat, sera connu de tous.

J'espère que l'accord qui s'est établi trouvera dans les différents Cabinets, puis dans l'opinion publique, une approbation unanime et que le Gouvernement ottoman, poussé par la considération de ses propres intérêts et par une opinion qui, en Turquie même, ne reste pas inactive, finira par se rendre à des conseils qui, si cela devenait nécessaire, ne s'en tiendraient pas là. La volonté de l'Europe, assez ferme pour se faire sentir à la Grèce, saura bien se faire sentir au Sultan.

Voilà, Messieurs, où nous en sommes.

Le plan sage, pacifique et humain que je viens d'exposer devant vous doit aboutir, parce qu'il a le concours de tous les Gouvernements; parce que les peuples ne peuvent, dans une crise aussi grave, se laisser tromper sur leurs véritables intérêts, matériels et moraux; parce qu'il faut bien compter que la foi dans une cause supérieure doit donner aux hommes qui ont à résoudre cette question une force d'énergie et de persuasion, qui finira par pénétrer dans tous les esprits.

Cependant les décrets de la destinée ne sont pas sous nos yeux; nous nous efforcerions en vain de vouloir les lire à l'avance. Et si des impatiences, des sentiments peu réfléchis entravent l'œuvre de la paix et déchainent des tempêtes, nous aurons du moins la conscience d'avoir fait tout ce qui est possible pour les écarter et nous pourrions attendre avec confiance l'heure inévitable où il faudra bien en revenir aux conseils de la modération, de la raison et de l'humanité.

Permettez-moi, Messieurs, en terminant, d'ajouter encore un mot. Le Cabinet vient d'exposer les vues qui ont dirigé sa politique et qui la dirigeront dans l'avenir. Il n'a pas reculé devant les difficultés et les inconvénients d'une discussion publique, parce qu'il sentait que la Chambre et le pays avaient besoin d'être éclairés et qu'il fallait en finir avec le ridicule reproche de « la lumière sous le boisseau ».

Mais permettez-nous de réclamer de vous maintenant une lumière complète sur vos propres sentiments et sur vos décisions.

Telle est la question que nous avons à notre tour le droit de formuler, et puisqu'il s'agit ici de la conduite à suivre non pas demain, mais aujourd'hui même, nous demandons qu'à nos vues on oppose d'autres vues, qu'à notre système on oppose un autre système.

S'il y a deux politiques en présence, il faut que la Chambre les connaisse avant de se prononcer. Nous voudrions connaître le système qu'on entend substituer à celui qui existe actuellement.

On critique, on rabaisse, on détruit; cela ne suffit pas; il faudra reconstruire, et c'est ici que nous avons le droit de demander à notre tour ce qu'on veut faire et où l'on veut conduire la France.

Pour nous, Messieurs, nous attendons votre décision avec confiance; jamais plus qu'à l'heure présente un Cabinet n'a éprouvé le désir de se sentir en communauté de vues avec le Parlement, avec le pays; il a besoin qu'on le fortifie pour l'accomplissement de l'œuvre difficile qu'il a entreprise, avec l'aide des autres Gouvernements européens.

Messieurs, si nos vues sont les vôtres, dites-le, pour que nous puissions

montrer au monde le concours de tous, dans ce pays, mis au service des grandes causes qui intéressent la civilisation et la paix.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 23 février 1897.

Un télégramme circulaire expédié cette nuit par le Gouvernement russe établit l'union de toutes les puissances sur la base d'une organisation à donner ultérieurement à la Crète sous la forme la plus large, tout en laissant intact le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Cette union doit nous donner une grande force pour tenter une dernière démarche auprès du Gouvernement grec.

G. DE MONTEBELLO.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 23 février 1897.

L'Empereur a approuvé le projet d'un ultimatum à adresser par les puissances au Gouvernement hellénique.

Le comte Mouravieff n'a pas encore reçu la réponse de toutes les puissances, mais il lui semble que l'union doit être complète aujourd'hui. Il s'agit maintenant de fixer dans le plus bref délai possible les termes de cet ultimatum.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 23 février 1897.

Le résultat de la séance de la Chambre d'hier ne peut qu'encourager le Gouvernement à persévérer dans la voie où il s'est engagé de concert avec les puissances et notamment avec la Russie, à savoir : de ne négliger aucun effort pour maintenir le concert européen en vue de sauvegarder la paix. Aussi devons-nous nous appliquer à poursuivre la politique transactionnelle entre les puissances que je vous ai déjà exposée. Nous avons vu avec satisfaction que la Russie entraînait elle-même dans cette voie.

D'après un télégramme du comte Mouravieff qui m'a été communiqué hier par le baron de Morenheim, le Gouvernement impérial pense que sans surseoir à des mesures énergiques pour réprimer les provocations grecques en Crète même, les grandes puissances pourraient tomber d'accord sur les principes suivants :

1° La Crète ne pourra en aucun cas être annexée à la Grèce dans les circonstances présentes;

2° La Turquie ayant tardé à appliquer les réformes convenues, celles-ci ne répondent plus à la situation actuelle et les puissances sont résolues, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire ottoman, de doter la Crète d'un régime autonome.

Nous adhérons volontiers à ces deux propositions qui nous paraissent devoir

rencontrer également l'assentiment de l'Angleterre. Il serait entendu, comme le propose ensuite le comte Mouravieff, que ces deux points devraient être solidairement notifiés par toutes les puissances à Constantinople et à Athènes.

L'objet que se proposent les puissances étant ainsi nettement délimité et la situation de droit bien éclaircie, il s'agirait de trouver immédiatement les moyens de mettre fin au trouble jeté dans les relations internationales par l'attitude de la Grèce. Il nous paraît utile de faire suivre la communication collective faite à la Grèce d'une sommation d'avoir à retirer immédiatement ses troupes et ses navires de la Crète occupée par les puissances sous l'autorisation de la Turquie et de faire connaître en même temps à la Grèce que, faute par elle de donner sans délai satisfaction aux puissances, celles-ci se sont mises d'accord pour obtenir ce résultat.

Un télégramme de notre consul à la Canée, daté du 21 février, propose les mesures suivantes : 1^o mise en demeure de rappel des troupes et des navires grecs ; 2^o occupation effective par les marins étrangers des villes de Candie et de Rethymo ; 3^o blocus des côtes de Crète. Cette formule du blocus nous paraît un peu vague et mériterait d'être précisée.

Le Gouvernement impérial a dû recevoir, comme nous, un télégramme rédigé en commun par les amiraux, ayant pour objet de demander des instructions aux Gouvernements respectifs en vue de l'action à exercer par les puissances pour empêcher le ravitaillement des troupes grecques. Nous serions d'avis que, dès que l'accord sera intervenu entre toutes les puissances sur le principe de l'autonomie crétoise et que les notifications et les sommations officielles auront été faites à Athènes par les Représentants de toutes les puissances, les amiraux reçoivent pour instructions de se mettre d'accord pour empêcher par tous les moyens, même les plus énergiques, le ravitaillement et le débarquement, sous la condition que la nature et la portée des opérations nécessaires pour atteindre ce but seraient discutées et arrêtées en commun par tous les amiraux et commandants par écrit à l'unanimité. Leurs décisions seraient préalablement portées, le cas échéant, à la connaissance des commandants des troupes grecques sur terre et sur mer et du Gouvernement hellénique.

G. HANOTAUX.

**M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 23 février 1897.

Deux vapeurs de commerce ont débarqué environ trente tonnes de munitions de guerre et mille réservistes qui ont été dirigés par chemin de fer vers l'intérieur. Les passages de soldats par Volo augmentent journellement. On demande l'entrée des troupes en Macédoine.

A. BOURÉE.

**M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux,
ministre des affaires étrangères.**

Belgrade, le 23 février 1897.

Les nouvelles reçues dans la journée d'hier au Ministère des affaires étrangères représentent la situation à Uskub comme critique. L'agitation serait causée par les poursuites judiciaires entamées contre les notables

serbes qui s'étaient mis il y a quelques mois, à la tête d'un mouvement en faveur de l'élection d'un serbe au siège métropolitain de cette ville.

Il est positif, qu'il y a eu promesse au roi Alexandre, tant de la part du Sultan que du Patriarche, de donner à l'éparchie d'Uskub un chef serbe de race et de langue.

On comprend à la rigueur que, vu les circonstances actuelles, la solution de ce conflit dangereux soit remise à des temps moins critiques. Mais il y a lieu de s'étonner que les autorités ottomanes provoquent, à l'heure présente, une agitation pareille et obligent, en quelque sorte, les serbes du Royaume à prendre fait et cause pour leurs correligionnaires et frères de race.

PATRIMONIO.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 23 février 1897.

Votre discours d'hier est fortement apprécié à la consulta. On vous sait gré notamment de vous être nettement prononcé sur le sort réservé à la Crète, cette partie de vos déclarations étant jugée de nature à faciliter le maintien de l'entente européenne et la solution pacifique de la crise.

M. de Vlangaly a remis hier soir à la consulta une communication circulaire embrassant une série de propositions qui, d'après le Gouvernement russe, pourraient servir de base à une entente des puissances pour le règlement général des questions pendantes : opposition à l'annexion de la Crète à la Grèce ; concession à la Crète d'un régime autonome ; notification de ces décisions à Athènes et à Constantinople ; mesures nécessaires pour en assurer l'exécution, etc. M. Visconti Venosta a déjà fait connaître que l'adhésion de l'Italie à ces propositions peut être considérée comme dès à présent acquise, si toutes les puissances y donnent leur acquiescement.

BILLOT.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 23 février 1897.

L'Allemagne accepte sans réserve les dernières propositions de la Russie portant en substance que toute annexion de la Crète à la Grèce est exclue, qu'un ultimatum sera adressé au Cabinet d'Athènes le sommant de rappeler immédiatement les troupes et toute la flotte grecque et lui faisant savoir que, s'il n'obtempérait pas à cette injonction, on emploierait la force pour l'y contraindre en donnant aux amiraux des ordres en conséquence.

La situation actuelle de la Crète sera élargie et l'île sera considérée comme autonome.

NOAILLES.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 23 février 1897.

J'ai fait savoir au comte Mouravieff que nous nous rallierons volontiers, pourvu qu'elle réunisse l'unanimité des puissances, à la proposition du

Gouvernement russe tendant à adresser aux amiraux l'ordre de s'entendre sans aucun retard pour intervenir énergiquement en vue d'éloigner les troupes et les bâtiments grecs et d'empêcher tout nouveau débarquement.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 24 février 1897.

Le yacht *Sphactérie* est arrivé ce matin au Pirée, il a été remplacé dans les eaux crétoises par le croiseur-torpilleur *Canaris*.

Trois cents volontaires grecs sont partis hier soir du Pirée pour la Crète sous les ordres d'un capitaine de cavalerie.

Un corps de deux cents crétois environ est parti lundi soir pour la Crète.

A. BOURÉE.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,

Péra, le 24 février 1897.

Le Gouvernement ottoman arme la population musulmane pour servir d'auxiliaire à l'armée régulière sur plusieurs points de l'Empire et notamment en Albanie.

Les ambassadeurs ont fait observer à Tewfik Pacha que l'emploi d'irréguliers a été interdit à la Porte par le traité de Berlin.

P. CAMBON.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Rapport au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, sur l'application, en 1896, de la loi relative à la nationalité (1).

I. — *Naturalisations françaises. — Admissions à domicile.*

A. *Naturalisations.* — Le chiffre des naturalisations est tombé en 1896 à 3.582, en diminution de 886 sur l'année précédente. C'est le chiffre le plus bas qui ait été constaté depuis la promulgation de la loi du 26 juin 1889.

Sur ces 3.582 naturalisations accordées en 1896, 2.741, soit 76 p. 100, s'appliquent à des hommes, et 841, soit 23 p. 100, à des femmes. La proportion est à peu près la même qu'en 1895.

Parmi les 2.741 hommes naturalisés en 1896, 2.476, soit les trois dixièmes, résidaient en France depuis plus de dix ans, et 265 seulement depuis moins de dix ans; 744, c'est-à-dire un peu plus d'un quart, étaient nés en France, et 1.997, environ 70 p. 100, étaient nés à l'étranger. Les étrangers naturalisés qui sont nés en France sont proportionnellement un peu plus nombreux en 1896 que dans l'année précédente.

578 individus ont obtenu la naturalisation après trois ans de domicile autorisé en France (art. 8, § 5, n° 1 du code civil);

2.228 après une résidence non interrompue pendant dix années (art. 8, § 5, n° 2);

1 après une année seulement de domicile autorisé, comme ayant justifié d'un des titres exceptionnels énumérés à l'article 8, paragraphe 5, n° 3.

79 ont également obtenu la naturalisation un an seulement après leur admission à domicile parce qu'ils avaient épousé une Française (art. 8, § 5, n° 4).

51 personnes ont bénéficié des dispositions de l'article 12, paragraphe 2, du code civil, aux termes duquel la femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé peuvent obtenir la qualité de Français sans conditions de stage, en sollicitant la naturalisation en même temps que le mari ou les parents.

De même qu'en 1895, les étrangers naturalisés après une résidence décennale forment la très grande majorité (4/5 environ).

1 seul individu a été déclaré Français comme descendant d'une famille

(1) *Journal Officiel* du 4 juin 1897.

expatriée lors de la révocation de l'édit de Nantes (art 4 de la loi du 26 juin 1889). Ce chiffre est inférieur à celui de 1895 (3) qui était lui-même fort au-dessous du résultat des années précédentes (6 et 7).

Le classement des hommes naturalisés suivant leur âge, leur état civil, leur profession et leur nationalité d'origine, fournit les indications suivantes :

Age. — Moins de 25 ans, 220 ; environ 8 p. 100.

De 25 à 30 ans, 355 ; environ 13 p. 100.

De 30 à 35 ans, 557 ; environ 20 p. 100.

De 35 à 40 ans, 525 ; 19 p. 100 environ.

Plus de 40 ans, 1,084 ; 40 p. 100 environ.

Il importe de remarquer que la proportion des jeunes gens ayant moins de 25 ans est un peu plus forte que celle constatée en 1895 (6 p. 100).

Etat civil. — Mariés à des Françaises, 1,401 ; soit environ 51 p. 100.

Mariés à des femmes étrangères, 651 ; soit environ 24 p. 100.

Célibataires, 623 ; soit environ 23 p. 100.

Veufs ou divorcés, 66 ; soit environ 2 p. 100.

Ces proportions sont à peu près les mêmes que celles constatées en 1894 et 1895.

Professions. — Propriétaires et rentiers, 58 ; environ 2 p. 100.

Professions libérales, 113 ; environ 4 p. 100.

Industriels et commerçants, 291 ; environ 11 p. 100.

Employés de commerce ou d'administration, 227 ; environ 8 p. 100.

Ouvriers dans la petite industrie, 1,268 ; environ 46 p. 100.

Ouvriers dans de grandes usines, des chantiers ou des mines, 210 ; environ 8 p. 100.

Travailleurs agricoles, 84 ; environ 3 p. 100.

Marins-pêcheurs, 93 ; environ 3 p. 100.

Journaliers, 354 ; environ 13 p. 100.

Sans professions ou diverses, 73 ; environ 3 p. 100.

Ces proportions sont à peu près les mêmes que celles constatées les années précédentes.

Nationalité d'origine. — Parmi les naturalisés, les plus nombreux sont, comme les années précédentes, les Italiens, les Belges et les Alsaciens-Lorrains. On trouve en effet :

Italiens, 913 ; environ 33 p. 100.

Belges, 573 ; environ 21 p. 100.

Alsaciens-Lorrains, 535 ; environ 20 p. 100.

Allemands, 183 ; environ 7 p. 100.

Luxembourgeois, 119 ; environ 4 p. 100.

Suisses, 107 ; environ 4 p. 100.

Russes et Polonais, 91 ; environ 3 p. 100.

Espagnols, 68 ; environ 2 p. 100.

Autrichiens-Hongrois, 64 ; environ 2 p. 100.

Divers, 88 ; environ 3 p. 100.

Enfants. — Le nombre des enfants des étrangers qui ont obtenu, en 1896, le bénéfice de la naturalisation s'est élevé à 4 403. Ce résultat est très infé-

rieur à ceux qui avaient été constatés les années précédentes : 6,255 en 1894 et 5,807 en 1895.

Sur ce nombre de 4,403, 424 étaient majeurs et 3,979 étaient mineurs. Sur les 424 majeurs, 332 étaient déjà Français, soit parce qu'ils avaient obtenu personnellement la naturalisation, soit parce qu'ils étaient nés en France de parents nés eux-mêmes sur notre territoire (art. 8, § 3 du code civil) ; 52 ont été naturalisés en même temps que leur père ou leur mère (art. 12, § 2, du code civil) ; et 40 sont restés étrangers. Sur les 3,979 mineurs, 447 ont été compris aux décrets qui naturalisaient leurs parents et sont ainsi devenus Français sous réserve de la faculté de répudiation dans l'année qui suivra leur majorité (art. 12, § 3, du code civil). 875 étaient Français de droit, parce qu'ils étaient nés en France d'un père étranger né lui-même sur notre sol (art. 8, § 3, du code civil). Enfin 2,627 sont devenus dès maintenant Français à titre irrévocable, leur père, mère ou tuteur ayant renoncé pour eux et d'avance à la faculté de répudiation (art. 8, § 3, 8, § 4, 9, § 10 et 12, § 3, du code civil).

B. Admissions à domicile. — Le nombre des admissions à domicile en 1896 n'a été que de 525, chiffre inférieur à celui de l'année précédente (587), qui marquait déjà une forte décroissance par rapport aux années antérieures.

II. — *Naturalisations en Algérie.*

Le nombre des naturalisations algériennes en 1896 s'est élevé à 1,331, au lieu de 1,250 en 1895 et de 1,385 en 1894.

Ce chiffre de 1,331 se décompose en 577 militaires et 754 personnes appartenant à la population civile, savoir : 518 hommes et 236 femmes. Parmi les 518 hommes appartenant à la population civile, 95 étaient mariés à des femmes françaises, 219 à des étrangères ; 193 étaient célibataires, 11 veufs ou divorcés. 183 étaient nés en Algérie et 335 hors d'Algérie.

87 résidaient en Algérie depuis moins de 20 ans et 431 depuis plus de 20 ans. 189 habitaient le département d'Alger, 196 le département de Constantine et 133 le département d'Oran.

42 étaient âgés de moins de 25 ans, 66 avaient de 25 à 30 ans, 97 de 30 à 35 ans, 114 de 35 à 40 ans et 199 plus de 40 ans.

Ils se classaient comme il suit au point de vue de la profession :

Agriculture, commerce et industrie, 381.

Pêche maritime, 90.

Emplois divers, 21.

Professions libérales, 10.

Propriétaires et rentiers, 16.

Au point de vue de la nationalité d'origine, le nombre total de 518 se décompose ainsi :

Italiens	207
Espagnols	159
Indigènes algériens.....	48
Malgais	46
Marocains.....	13
Allemands	12
Alsaciens-Lorrains.....	11
Suisses	11

Belges.....	1
Nationalités diverses.....	10

Les enfants des naturalisés algériens civils sont au nombre de 688, dont 55 majeurs et 633 mineurs. Parmi les majeurs, 44 étaient déjà Français, 6 ont été naturalisés en même temps que leurs parents et 5 sont restés étrangers. Parmi les mineurs, 239 étaient Français de droit, 325 sont devenus irrévocablement Français par suite de la renonciation, faite en leur nom, à la faculté de répudier. 69 ont été compris aux décrets qui naturalisaient leurs parents et sont ainsi devenus Français, sauf faculté de répudier notre nationalité dans l'année qui suivra leur majorité.

Quant aux 577 naturalisés militaires, 295 avaient moins de 25 ans, 190 de 25 à 30 ans, et 92 plus de 30 ans. — On compte parmi eux 285 Alsaciens-Lorrains, 108 Allemands, 77 Belges, 46 Suisses, 21 Italiens, 18 Autrichiens-Hongrois, 10 Luxembourgeois, 3 Espagnols, 3 Russes et 5 individus de nationalités diverses.

III. — *Naturalisations aux colonies et dans les pays de protectorat.*

Les naturalisations accordées aux colonies et dans les pays de protectorat se sont élevées en 1896 à 143.

C'est presque le double du chiffre relevé en 1895, qui n'avait été que de 75.

Sur 143 naturalisations relevées pendant l'année 1896, 133 ont été accordées à des hommes et 10 à des femmes ; 52 ont été obtenues aux colonies et 91 dans les pays de protectorat.

Colonies. — La Cochinchine a fourni en 1896 46 naturalisations — au lieu de 3 l'année précédente — accordées à 37 indigènes, 2 Anglais, 2 Chinois, 1 Belge, 1 Espagnol, 1 Luxembourgeois et 2 individus de nationalités diverses.

A la Guadeloupe, 3 naturalisations ont été accordées à 1 Alsacien-Lorrain, 1 Anglais et 1 Italien.

A la Réunion, la naturalisation a été obtenue par 1 Anglais et 1 Chinois.

A la Nouvelle-Calédonie, il n'y a eu qu'une naturalisation accordée à un Anglais.

La Martinique n'a fourni aucune naturalisation en 1896, il en avait été de même en 1895.

Pays de protectorat. — En Tunisie, le nombre de naturalisations s'est élevé en 1896 à 29 ; il n'avait été que de 22 en 1895. Le classement par nationalité d'origine donne 15 Italiens, 7 Maltais, 1 indigène et 6 individus de nationalités diverses.

En Annam et au Tonkin, il y a eu en 1896, 62 naturalisations, au lieu de 42 en 1895 et de 35 en 1894. Ce total de 62 naturalisés se décompose en : 58 indigènes, 1 Allemand, 1 Belge, 1 Italien et 1 individu de nationalité inconnue.

IV. — *Déclarations de nationalité.*

Répudiations. — Les déclarations ayant pour objet de décliner la qualité de Français ne se sont élevées en 1896 qu'à 459, au lieu de 496 en 1895 et de 693 en 1894. Il y a lieu d'être satisfait de cette diminution progressive.

166 répudiations ont été souscrites par application de l'article 8, paragraphe 3, du code civil (individus nés en France d'une mère qui elle-même y est née) ; 290 par application de l'article 8, paragraphe 4, du même code (individus qui sont nés en France de parents étrangers nés tous deux à l'étranger, et qui sont domiciliés en France à l'époque de leur majorité) ; et 3 par application de l'article 12, paragraphe 3, du code civil (individus dont le père ou la mère survivant se sont fait naturaliser pendant qu'ils étaient encore mineurs).

Acquisitions. — En 1896, la chancellerie a enregistré 2.813 déclarations faites en vue d'acquérir la qualité de Français. Le chiffre constaté en 1895 avait été de 2,945.

Les déclarations véritablement acquisitives, par lesquelles des individus jusque-là étrangers réclament la qualité de Français, ont atteint le chiffre de 1.727, dont 2 souscrites par application de l'article 9, paragraphe 1, du code civil ; 694 par application de l'article 9, paragraphe 2, et 1.031 par application de l'article 10 du code civil.

1.086 autres déclarations ont été souscrites pour assurer définitivement la qualité de Français à des individus que la loi déclare Français, mais en leur réservant la faculté de réclamer leur nationalité d'origine. Elles se répartissent ainsi qu'il suit :

Renonciation à la faculté de répudiation prévue :

Par l'article 8, paragraphe 3, du code civil, 939 ;

Par l'article 8, paragraphe 4, du code civil, 24 ;

Par l'article 12, paragraphe 3, du code civil, 55 ;

Par l'article 18 *in fine* du code civil, 68.

Les déclarations, soit pour acquérir, soit pour renoncer à la faculté de répudier, ont été souscrites par 775 majeurs et au nom de 4.802 enfants mineurs. A ce chiffre il convient d'ajouter 198 mineurs qui sont devenus Français comme conséquence de la déclaration faite pour lui-même par le chef de famille.

Au point de vue de la nationalité d'origine, les majeurs comprennent : 410 Alsaciens-Lorrains, 285 Belges, 35 Italiens, 14 Allemands, 11 Luxembourgeois, 3 Espagnols, 3 Suisses, 2 Russes ou Polonais, 1 Autrichien et 11 individus de nationalités diverses. Les mineurs comprennent : 1.731 Italiens, 1.279 Belges, 728 Alsaciens-Lorrains, 307 Espagnols, 196 Allemands, 180 Suisses, 149 Luxembourgeois, 144 Russes ou Polonais, 108 Autrichiens-Hongrois et 178 individus de nationalités diverses.

Refus d'enregistrement pour cause d'indignité. — Le Gouvernement, sur l'avis conforme du conseil d'Etat, a refusé pendant l'année 1896 l'enregistrement de 12 déclarations souscrites par des individus jugés indignes d'acquérir la qualité de Français (Application de l'article 9, paragraphes 4, 5 et 6 du code civil). Ce chiffre de 12 est le plus fort qui ait été relevé depuis la loi du 22 juillet 1893.

V. — Réintégrations.

Le nombre des réintégrations n'a été en 1896 que de 2.308, c'est-à-dire notablement inférieur aux résultats constatés pendant les années précédentes (2.679 en 1893, 3.809 en 1894 et 2.812 en 1895). 393 réintégrations ont été accordées à des hommes et 1.915 à des femmes.

Sur ce nombre de 393 hommes, 157 résidaient en France depuis plus de dix ans, et 236 depuis moins de dix ans ; 389 avaient perdu la qualité de Français par ce motif que leur pays avait été séparé de la France, 4 seulement parce qu'ils s'étaient fait naturaliser à l'étranger ; 64 étaient mariés à des Françaises, 168 à des Alsaciennes, 12 à des étrangères ; 154 étaient célibataires et 5 veufs ou divorcés.

Au point de vue de l'âge, on compte 15 réintégrés ayant moins de 25 ans, 113 de 5 à 30 ans, 81 de 30 à 35 ans, 59 de 35 à 40 ans et 125 ayant plus de 40 ans.

9 étaient propriétaires ou rentiers, 23 appartenaient aux professions libérales, 28 étaient industriels ou commerçants, 48 employés de commerce ou d'administration, 183 ouvriers de la petite industrie, 38 ouvriers de grandes usines, de chantiers ou de mines, 28 travailleurs agricoles, 23 journaliers et 13 sans profession.

Parmi les 1.915 femmes réintégrées, 1.416 l'ont été lors de la naturalisation de leur mari, 74 à la suite de l'acquisition de la qualité de Français par leur mari en vertu d'une déclaration de nationalité, 48 après la dissolution de leur mariage, 145 ont été réintégrés isolément et 232 en même temps que leurs maris obtenaient eux-mêmes leur réintégration.

1.852 femmes ont été réintégrées en France et 63 en Algérie.

Les enfants des réintégrés sont au nombre de 609, dont 101 majeurs et 508 mineurs. Parmi les majeurs, 100 étaient déjà Français ; le seul qui ne le fût pas a été réintégré avec ses parents. Parmi les mineurs, 356 étaient Français de droit, 110 le sont devenus par déclarations et 42 ont été compris dans les décrets qui accordaient à leurs parents la réintégration.

VI. — *Autorisations de se faire naturaliser à l'étranger.*

8 autorisations ont été accordées en 1896, dont une autorisation d'accepter des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger.

VII. — *Observations générales.*

Pendant l'année 1896, 8.139 personnes, comprenant 5.137 hommes et 3.002 femmes, sont devenues Françaises par voie de naturalisation, de déclaration ou de réintégration.

Les 5.137 hommes qui ont acquis la qualité de Français se décomposent en :

Alsaciens-Lorrains.....	1.635
Italiens.....	1.188
Belges.....	938
Allemands.....	318
Espagnols.....	256
Suisses.....	167
Luxembourgeois.....	141
Russes et Polonais.....	96
Autrichiens-Hongrois.....	83
Maltais.....	50
Marocains.....	13
Anglais.....	5
Chinois.....	3
Indigènes (Algérie et colonies)....	144
Nationalités diverses.....	120

Les dix départements qui présentent le plus grand nombre de naturalisations ou de déclarations acquises sont :

1 ^o La Seine.....	1.539
2 ^o Le Nord.....	660
3 ^o Meurthe-et-Moselle.....	489
4 ^o Bouches-du-Rhône.....	423
5 ^o Les Alpes-Maritimes.....	215
6 ^o Les Vosges.....	185
7 ^o Le Rhône.....	141
8 ^o Le Var.....	121
9 ^o Seine-et-Oise.....	116
10 ^o La Meuse.....	112

Ce sont les seuls départements qui aient dépassé pendant l'année 1896 le chiffre de 100 naturalisations ou de déclarations acquises.

7 départements en ont donné de 50 à 100. Ce sont :

11 ^o La Marne.....	98
12 ^o Le Pas-de-Calais.....	79
13 ^o Les Ardennes.....	74
14 ^o Belfort.....	64
15 ^o L'Aube.....	63
16 ^o Seine-et-Marne.....	55
17 ^o L'Isère.....	50

8 départements ont fourni entre 30 et 50 naturalisations ou déclarations. Ce sont :

18 ^o L'Oise.....	48
19 ^o La Corse.....	45
20 ^o Le Doubs.....	39
21 ^o Les Pyrénées-Orientales.....	39
22 ^o La Seine-Inférieure.....	39
23 ^o L'Aisne.....	33
24 ^o La Haute-Marne.....	32
25 ^o La Côte-d'Or.....	30

16 départements ont donné entre 10 et 30 naturalisations ou déclarations. Ce sont :

26 ^o L'Hérault.....	29
27 ^o La Loire.....	28
28 ^o La Haute-Saône.....	27
29 ^o La Gironde.....	26
30 ^o La Savoie.....	20
31 ^o La Haute-Savoie.....	20
32 ^o Le Gard.....	17
33 ^o Les Basses-Alpes.....	15
34 ^o L'Ain.....	13
35 ^o Le Jura.....	13
36 ^o La Somme.....	12
37 ^o L'Yonne.....	12

38° Le Cher.....	11
39° Saône-et-Loire.....	11
40° Le Gers.....	10
41° Lot-et-Garonne.....	10

Viennent ensuite :

- 42° 43°. — L'Eure et Vaucluse avec 9 naturalisations ou déclarations ;
 44°, 45°. — L'Aude et Maine-et-Loire avec 8 ;
 46°, 47°. — Les Hautes-Alpes et le Puy-de-Dôme, avec 7 ;
 48°, 49°, 50°, 51°, 52°, 53°. — Le Calvados, la Charente-Inférieure, la Corrèze, la Haute-Garonne, le Loiret et la Nièvre avec 6 ;
 54°, 55°, 56°, 57°. — L'Allier, la Charente, la Loire-Inférieure et les Basses-Pyrénées avec 5 ;
 58°, 59°, 60°, 61°, 62°. — Le Cantal, Eure-et-Loir, la Haute-Loire, la Manche et l'Orne avec 4 ;
 63°, 64°, 65°, 66°, 67°. — La Dordogne, la Drôme, les Hautes-Pyrénées, la Sarthe et la Vienne avec 3.
 68°, 69°, 70°. — L'Ardèche, Ille-et-Vilaine et le Tarn avec 2 ;
 71°, 72°, 73°, 74°, 75°, 76°, 77°, 78°, 79°. — L'Aveyron, les Côtes-du-Nord, le Finistère, l'Indre, Indre-et-Loire, les Landes, Loir-et-Cher, Tarn-et-Garonne et la Haute-Vienne avec 1.

8 départements n'ont fourni aucune naturalisation ni déclaration acquiescive. Ce sont :

80°, 81°, 82°, 83°, 84°, 85°, 86°, 87°. — L'Ariège, la Creuse, le Lot, la Lozère, la Mayenne, le Morbihan, les Deux-Sèvres et la Vendée.

Au nombre de 8.139 personnes majeures devenues Françaises pendant l'année 1896, il faut ajouter 7.058 mineurs, sur lesquels 6.272 sont devenus irrévocablement Français et 786 ont conservé la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année qui suivra leur majorité. On obtient ainsi un total de 15.197 nouveaux Français.

Ce chiffre marque une diminution très sensible par rapport aux deux années précédentes, dont les résultats avaient été : 17.766 acquisitions en 1895, et 22.642 en 1894. Il se rapproche de celui obtenu en 1893 : 15.241.

J'ai l'honneur d'être avec respect, monsieur le garde des sceaux, votre très humble et très obéissant serviteur.

L. LA BORDE.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Traité de commerce franco-japonais.

Nous avons publié (*Archives*, 1896, III, p. 193) le Texte de ce Traité avec l'*Exposé des motifs* soumis aux Chambres. Nous donnons ci-après le *Rapport* fait par M. Flourens au nom de la Commission de la Chambre des députés chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de ce Traité :

Messieurs,

La Chambre a été saisie, le 8 février dernier, d'un projet de traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 4 août 1896, entre la France et le Japon.

Cette Convention modifie profondément le régime établi par le traité du 9 octobre 1858, complété par la Convention du 25 juin 1866 et, en général, par tous les actes diplomatiques conclus à cette époque avec les empires de l'Extrême-Orient, soit par nous, soit par les autres nations civilisées de l'ancien et du nouveau continent.

La révolution économique dont le Japon est aujourd'hui le théâtre, les rapides progrès de cette nation, dans le développement de sa puissance productive agricole, industrielle et commerciale, ses remarquables facultés d'assimilation et d'imitation, la font considérer par certains de nos industriels comme une rivale particulièrement dangereuse et ont, au plus haut point, appelé l'attention de votre Commission.

Ce n'est qu'après avoir reçu les communications et entendu les dépositions des représentants autorisés des industries intéressées, après avoir obtenu du Gouvernement des explications sur tous les points qui pouvaient donner ouverture à des appréhensions bien ou mal fondées, provoqué des échanges de vues complémentaires sur ceux qui paraissent présenter des lacunes ou des défauts de précision, et avoir, au cours de séances multipliées, examiné le traité dans toutes ses conséquences et sous toutes ses faces, que votre Commission s'est résolue à vous en proposer l'adoption.

La question soumise aux délibérations de votre Commission était double. Il y avait à statuer d'abord sur le traité en lui-même, il y avait à examiner ensuite le tarif qui y est joint.

§ I^{er}. — Suppression de la juridiction consulaire.

En ce qui concerne le traité lui-même, il convenait d'abord de comparer la situation qu'il nous fait au Japon avec celle dont nous sommes actuellement en possession en vertu des conventions antérieures, et à nous rendre compte s'il nous était possible et avantageux de poursuivre le maintien du *sattu quo* existant ou si nous devions suivre l'exemple donné par tous les

autres peuples en adoptant le nouveau *modus vivendi* qui nous est proposé. Il y avait ensuite à rechercher si le traité projeté nous donnait toutes les garanties que nous étions en droit d'exiger, c'est-à-dire toutes celles qu'ont obtenues les autres nations qui avaient au Japon des situations identiques à la nôtre, et que nous avons obtenues nous-mêmes dans des conventions analogues passées avec les autres peuples de l'ancien et du nouveau continent.

Le régime, sous l'empire duquel étaient placés, par les conventions antérieures, les ressortissants des nations à traités, rappelait à certains égards le système des capitulations en vigueur dans les échelles du Levant ; il en différait par beaucoup d'autres points importants. Il avait été organisé pour déterminer les droits des étrangers dans certains empires de l'Extrême-Orient tels que la Chine, voisins du Japon, par les puissances occidentales qui étaient entrées en relations commerciales avec eux.

Ce régime pouvait se résumer dans les termes suivants : ces Etats restaient fermés aux Européens ; par exception, il était permis aux étrangers de commercer dans certains ports limitativement déterminés. Mais ces ports eux-mêmes n'étaient pas ouverts à la libre pénétration du traficant, un terrain y était seulement concédé aux diverses puissances et, dans les limites de cette concession, leurs nationaux pouvaient librement s'établir. Ces concessions ou quartiers de villes étaient strictement clos, il était interdit aux étrangers d'en sortir pour circuler librement dans le pays environnant ; par contre, l'autorité indigène s'interdisait d'y pénétrer et d'y exercer aucun pouvoir de police, aucune juridiction gracieuse ou contentieuse.

Dans l'intérieur des bornes assignées à ces quartiers, les ressortissants des nations à traités pouvaient s'administrer librement, sous l'empire des lois et sous la juridiction des autorités de leurs pays respectifs. La justice civile et criminelle appartenait aux consuls et agents consulaires pour les procès où leurs nationaux étaient seuls intéressés et pour ceux où ils jouaient le rôle de défendeurs ; les pouvoirs de police étaient délégués à des municipalités plus ou moins rudimentaires choisies parmi les notables.

Le fonctionnement de ce régime, encore singulièrement restrictif il faut le reconnaître, n'a jamais été considéré que comme transitoire par les puissances européennes qui, en vertu d'une force d'autant plus constante dans ses effets qu'elle était tout à la fois raisonnée et instinctive, ont travaillé, sans relâche, à développer leur force de pénétration dans ces régions.

Le mouvement a pu être retardé, soit par les rivalités commerciales, soit par les préjugés nationaux, il n'en a pas moins marché avec une force irrésistible vers le renversement progressif de tous les obstacles.

A ce point de vue, dans l'histoire des relations du Japon avec les puissances étrangères, il y a deux phases à considérer. Dans la première, le Japon semble se contenter du régime de réclusion dont nous venons d'esquisser les grandes lignes. Dans la seconde, qui remonte à peine à un quart de siècle et qui s'est surtout dessinée dans les quinze dernières années, le Gouvernement Mikadonal, épris de la civilisation occidentale et désireux de la faire fleurir dans ses Etats, s'est fait le complice des puissances européennes dans cette œuvre qu'elles avaient entamée et poursuivie d'abord seules et contre lui.

Au cours des conférences tenues à Tokyo en 1882 (Protocole n° 7, séance du 5 avril 1882), M. Inouye, représentant du Japon, a lu un memorandum dont nous croyons devoir extraire le passage suivant, parce qu'il contient, au point de vue qui nous occupe, l'exposé de l'évolution que subit actuellement ce pays et du but qu'il a en vue.

« Messieurs,

« J'ai déjà laissé passer quelque temps depuis l'ouverture de cette conférence sans entamer la question de l'extension des droits des étrangers au Japon. J'y ai été obligé, parce que la proposition que je vais avoir l'hon-

neur de vous présenter est, par sa nature, tellement importante qu'elle a nécessairement dû être, de la part du gouvernement de Sa Majesté, l'objet de l'examen le plus attentif.

« Il m'est permis de dire que, depuis l'époque où les premiers traités ont été conclus par le Japon avec les puissances occidentales, il ne s'est jamais élevé de question d'une portée plus haute pour nos relations que la déclaration que j'ai à vous soumettre aujourd'hui.

« En vous annonçant que le gouvernement de Sa Majesté, mû par le désir de donner aux intérêts commerciaux le plus grand développement possible et, de resserrer les liens d'amitié qui unissent si heureusement nos pays respectifs, est disposé à ouvrir sous certaines conditions le Japon tout entier aux étrangers, je ne doute pas que vous ne conveniez avec moi que c'est là, en réalité, à peu près la seule concession de quelque valeur qu'il soit au pouvoir du gouvernement japonais de faire.

« Quelque inattendue que cette déclaration puisse vous paraître, messieurs, elle n'est cependant que la conséquence naturelle de la politique suivie par le gouvernement impérial depuis la Restauration. En effet, pour toute personne qui a prêté attention à la marche suivie par le gouvernement depuis lors, il doit être évident qu'il n'a cessé d'avoir en vue un but élevé, principal objet de ses efforts, l'assimilation par notre pays des principes universels de législation et de morale, de façon à le rendre de plus en plus apte à tenir sa place parmi les nations modernes.

« Plusieurs d'entre vous, messieurs, ont été témoins de nos premiers efforts tentés dans cette direction et nous ont suivis dans les différentes phases de nos réformes. Mais tous vous connaissez les difficultés avec lesquelles le gouvernement impérial a eu à lutter et la persévérance qu'il a mise à poursuivre la voie où il était entré. Je n'ai besoin que de faire allusion à l'abolition du système féodal et des inégalités de droits personnels inhérents à cette institution, à nos réformes dans toutes les branches de l'administration, à la séparation du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire, aux mesures importantes prises pour perfectionner l'instruction publique, et à notre politique de tolérance vis-à-vis de la religion chrétienne. Je puis encore citer les progrès matériels obtenus par l'introduction des connaissances et des procédés techniques de l'étranger, l'établissement d'un service des postes régulier et notre entrée dans l'Union postale, la construction de lignes télégraphiques et de chemins de fer, et l'éclairage de nos côtes.

« Je puis appeler tout spécialement votre attention sur les réformes apportées dans nos lois et dans notre procédure judiciaire, qui assurent la sécurité de la propriété et celle des personnes par l'introduction des codes de droit et de procédure criminelle en conformité avec les idées modernes.

« Je ne dois pas non plus, avant de quitter ce sujet, omettre de vous rappeler que le principe de l'adoption, dans un délai déterminé, du système représentatif a été sanctionné récemment par un décret impérial, et que son introduction sera le couronnement d'une politique de réformes progressives dans la voie du régime constitutionnel.

« Vous savez tous, messieurs, que dans l'accomplissement de cette tâche longue et difficile, où, du reste, le Gouvernement a été heureusement secondé par les efforts patriotiques des populations, nous avons eu devant nos yeux l'exemple de l'Europe et de l'Amérique. C'est cet exemple des principes de morale et du régime politique et administratif des pays d'Occident qui, dans l'accomplissement de nos réformes, nous a servi de modèle, autant que les circonstances l'ont permis. Aussi, manquerais-je au devoir de la reconnaissance, si je laissais échapper cette occasion de vous exprimer, au nom de mon pays, quelles grandes obligations nous avons aux puissances étrangères pour l'assistance morale et matérielle qu'elles nous ont donnée jusqu'à présent dans l'exécution de l'œuvre que nous avons entreprise.

« Mais je suis fier, en ce moment, d'assurer vos gouvernements que la voie dans laquelle ils nous ont aidés à entrer est tracée d'une façon irrévocable, et j'ai la confiance que, dans l'avenir, les gouvernements qui les premiers nous ont éclairés sur les désavantages de notre isolement passé, n'y trouveront que des causes de satisfaction.

« Je puis assurer que, loin de diminuer leurs efforts, le gouvernement et le peuple japonais poursuivront sans relâche l'œuvre de la réforme ainsi inaugurée avec votre assistance, et que le Japon se trouvera, à l'avenir, plus étroitement uni aux nations étrangères, autant par ses aspirations morales et intellectuelles que par la communauté des intérêts matériels.

« Mais il subsiste malheureusement encore dans ce pays certains obstacles qui s'opposent à la liberté des relations des étrangers avec les indigènes. En vertu des traités existants, les étrangers n'ont le droit de résider que dans des limites étroites et ne peuvent faire le commerce que dans certains ports ouverts. Dans l'opinion de mon gouvernement, ces derniers vestiges d'une politique adoptée dans d'autres circonstances devraient bientôt disparaître. Toute l'histoire du développement de nos relations avec l'étranger et les progrès réalisés par le pays nous démontrent combien il serait désirable de faire disparaître les barrières existantes; ils nous prouvent encore que, aussi longtemps que les étrangers et les indigènes seront séparés par des systèmes administratifs et judiciaires différents, les véritables intérêts du commerce resteront paralysés et le développement des relations amicales entravé. Le gouvernement de S. M. l'Empereur n'a jamais perdu de vue le moment où il pourrait, en toute confiance, prendre l'initiative de déclarer que tous ces obstacles devraient être écartés.

« Ce moment, le gouvernement le croit venu. Il propose donc maintenant d'ouvrir tout le pays aux étrangers et de leur accorder l'accès de toutes les parties de l'empire, à la condition qu'ils se soumettront à la loi japonaise. J'ai, en conséquence, l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement japonais est prêt à concéder aux sujets étrangers le droit de circuler librement, de résider sur tous les points du pays, d'acquiescer des biens, meubles et immeubles, d'exercer le commerce ou toutes autres professions, aux mêmes conditions que les sujets de l'empire. En vous adressant cette communication, je vous prie, Messieurs, de m'accorder votre assistance bienveillante et éclairée pour faciliter au gouvernement japonais l'exécution d'une pareille tâche.

« Confiant dans vos sentiments d'équité et de justice, j'ose espérer, Messieurs, que vous n'hésitez pas à admettre que, sous le régime nouveau, les étrangers devront être soumis à un système de juridiction différent de celui actuellement en vigueur dans les rares ports ouverts. L'ordre public et la sécurité du Japon exigent l'application égale et uniforme de la loi territoriale et des règlements du pays à tous ceux qui veulent profiter de son hospitalité. Le gouvernement s'efforcera en même temps de vous offrir, en faveur de vos nationaux, telles garanties et immunités qui paraîtraient justes et raisonnables, et qui seraient de nature à dissiper tous vos doutes relativement à la sécurité dont jouiront les étrangers sous le nouveau régime... »

Cette déclaration, faite dès 1882, détermine de la manière la plus explicite le terrain sur lequel le gouvernement mikadonal a, dès le début, entendu se placer, d'où il ne s'est pas départi depuis lors et dont il ne se départira pas à l'avenir.

Le Japon consent à s'ouvrir aux étrangers, mais il n'y consent qu'à la condition expresse que, de leur côté, les étrangers consentiront à se soumettre à la loi et à la juridiction territoriales.

Toutefois, le Japon reconnaît qu'il ne peut obtenir la suppression de la juridiction consulaire qu'après avoir mis sa législation et au point de vue du droit civil et au point de vue du droit criminel au niveau des législations

européennes, et avoir organisé une justice présentant aux plaideurs étrangers les garanties indispensables de savoir et d'impartialité et une police capable d'inspirer le respect de leurs personnes et de leurs biens.

Dès ce moment, la question fut mise à l'étude, et il faut dire que le gouvernement du mikado persévéra avec beaucoup d'activité et d'énergie dans la voie d'assimilation des lois et des mœurs du pays avec ceux de l'Occident.

La consécration que cette politique reçut des succès militaires du Japon, l'augmentation de prestige et d'autorité qu'elle en retira, triomphèrent dans l'opinion publique des derniers doutes sur la durée et la solidité de ces réformes.

La Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, les Etats-Unis s'empressèrent à l'envi de souscrire aux propositions japonaises pour la transformation du régime conventionnel qui avait présidé jusqu'alors à leurs relations avec le Japon. Les autres nations ont successivement suivi cet exemple ; seule, la France est, jusqu'à ce jour, restée en dehors de ce mouvement.

La question qui se pose tout d'abord devant nous est donc celle de savoir s'il est conforme à l'intérêt de la France de persister dans cet isolement et de poursuivre, contre le vœu du Japon, le maintien de l'ancien état de choses.

Certains esprits ingénieux ont essayé de prétendre que nous pouvions, que nous devons maintenir à notre profit tous les droits que nous tenons du traité de 1858, et simultanément réclamer les avantages concédés aux autres puissances, en compensation de l'abandon de ces mêmes droits consentis par elles, en nous fondant, pour revendiquer cette situation doublement privilégiée, sur l'article 19 du traité de 1858, qui nous assure, en toute chose, le traitement de la nation la plus favorisée.

Mais cette thèse a dû être abandonnée, car il a été facile de démontrer que ce que nous demanderions au Japon, en élevant des prétentions aussi exceptionnelles, ce ne serait pas le traitement de la nation la plus favorisée, mais une situation unique, le bénéfice de deux traitements exclusifs l'un de l'autre, sans vouloir accepter ni les charges de l'un, ni celles de l'autre ; et que si, en 1858, nous avons obtenu la reconnaissance de la juridiction consulaire, c'est à la charge qu'elle ne s'exercerait que dans les limites de concessions exterritorialisées et non pas sur l'étendue de tout le pays, ce qui est absolument différent.

Force nous est donc d'opter entre l'un ou l'autre des deux systèmes en présence et, par suite, de peser les avantages et les inconvénients de l'un et de l'autre.

En d'autres termes, tandis que le Japon va s'ouvrir largement à la libre pénétration de tous les autres peuples, pouvons-nous laisser les Français seuls, parqués dans une sorte de ghetto, dans une situation humiliée et inférieure à celle des ressortissants de toutes les autres nations ? Ne serait-ce pas pousser à l'excès le respect de la juridiction consulaire ?

Avant de se prononcer sur cette grave question, la Commission a voulu se renseigner très exactement sur l'état actuel de nos juridictions consulaires au Japon, sur leur rôle, sur leur importance.

D'une note qui nous a été fournie par le Ministre des Affaires étrangères, il résulte qu'il n'existe, pour tout le Japon, qu'un seul tribunal consulaire français dont le siège est à Yokohama. Ce tribunal a rendu, en 1895, cinq jugements en matière civile et commerciale, et un jugement correctionnel pour retard de déclaration d'état-civil. Le consul a délivré, en outre, une ordonnance de non-lieu pour affaires de coups et blessures.

La Commission a voulu s'éclairer également sur l'importance de nos concessions. D'une lettre adressée à son président, le 21 mai dernier, par M. le Ministre des Affaires étrangères, il ressort qu'il n'existe dans les ports du Japon aucune concession exclusivement française. Les concessions constituées sont communes à tous les Européens, sans distinction de nationalités.

Elles sont administrées par le préfet de la ville, sauf celle de Kobe, qui est pourvue d'un Conseil municipal, composé du préfet japonais, des agents consulaires et de quelques notables.

Dans ces conditions, il faut avouer que la disparition de notre unique juridiction consulaire au Japon ne laissera pas un grand vide, et que la disposition du projet de traité qui fait passer les concessions sous la gestion des autorités administratives japonaises ne causera pas une grande perturbation à ceux de nos nationaux qui y habitent, puisque, dès à présent, c'est le préfet japonais qui les régit.

La juridiction consulaire constitue une anomalie, et au point de vue politique et au point de vue juridique.

Au point de vue politique : faire appliquer des lois étrangères par un juge étranger, sur le territoire d'un peuple qui n'a ni voté la loi ni nommé le juge, constitue une violation manifeste du principe en vertu duquel chaque nation est souveraine sur son propre territoire, principe qui est la base de tout le droit public international.

La juridiction consulaire a pris naissance dans les pays de droit musulman où elle est d'une inéluctable nécessité.

Elle résulte de la compréhension particulière que les mahométans ont du droit civil et du droit criminel. Pour les sectateurs de Mahomet, le droit civil et le droit criminel résident tout entiers dans le Coran, ce sont des dérivés de la religion. Il est donc inadmissible, à leurs yeux, qu'un chrétien participe au droit civil et criminel musulman. Un juge musulman ne peut juger que d'après le Coran, et il ne peut faire application du Coran à un non musulman. Le non musulman est donc hors du droit et hors de la juridiction musulmane.

Lorsque les Turcs, fatigués d'extermination, admirent l'existence sur l'étendue de leur empire des populations chrétiennes, ils ne songèrent jamais à les admettre ni à leur droit civil, ni à leur droit criminel, ni à leurs juridictions. Ils leur laissèrent le droit de régler entre eux leurs différends civils et criminels et de faire à cet égard leur propre police.

Lorsque Soliman traita avec un roi chrétien, il trouva naturel de lui confier la juridiction sur tous les étrangers de cette religion qui habitaient son empire. Plus tard, au fur et à mesure que la Sublime-Porte conclut des conventions avec les autres puissances, elle reconnut à chacune d'entre elles les mêmes droits sur ses nationaux.

L'existence de la juridiction consulaire dans le Levant a donc une origine spéciale et une cause permanente ; elle doit donc persister tant que la cause qui la justifie subsistera.

Au Japon, au contraire, elle n'a qu'une origine occasionnelle et une cause temporaire ; elle doit donc disparaître quand cette cause elle-même cesse d'exister.

Au *xvii* siècle, le Japon s'était ouvert aux étrangers ; les négociants portugais et hollandais y circulaient et y trafiquaient en toute liberté. Mais les jésuites portugais ourdirent des intrigues pour renverser l'ordre de choses établi. C'est en 1637 qu'un décret de l'empereur ordonna que les Portugais et leurs alliés et parets japonais seraient déportés à Macao et ferma l'empire aux étrangers.

Plus tard, lorsque le Japon rentra en relations avec les grandes puissances, cédant à un sentiment de méfiance séculaire, il ne voulut pas les admettre chez lui : il exterritorialisa le coin du sol où il les enferma et les y plaça sous la responsabilité de leurs agents diplomatiques et consulaires.

Aujourd'hui, cet état de choses anormal cesse d'exister. Les étrangers sont admis à circuler et à trafiquer librement dans tout l'empire ; le sol qu'ils y occupent n'est donc plus exterritorialisé et, par conséquent, la juridiction qui était la conséquence de cette exterritorialisation doit disparaître avec elle.

Au Japon, pas plus qu'en France, la juridiction n'a un caractère confes-

sionnel. C'est une œuvre exclusivement laïque et, du moment que le Japon emprunte les procédures et les lois de l'Europe, que ses tribunaux offrent dans leur personnel les garanties indispensables de savoir et d'impartialité, il n'y a aucune raison pour que les étrangers soient soustraits à leur juridiction.

Au point de vue juridique, la juridiction consulaire présente certains inconvénients qui rendent sa suppression souhaitable dès qu'elle cesse d'être une garantie indispensable pour la sauvegarde de la personne et des biens de nos nationaux.

D'abord elle est contraire au principe de la séparation des pouvoirs.

Sans doute, quand elle n'est pas exercée par des consuls marchands qui sont trop souvent amenés par la force même des choses à être juges et parties dans leur propre cause, mais par des consuls de carrière, elle offre toutes les garanties souhaitables au point de vue de l'impartialité. Mais il ne suffit pas que la justice soit impartiale, il faut encore qu'elle soit éclairée, prompt et obéie.

Or, le consul n'a pas à sa disposition les agents de la force publique du pays où il réside, il manque de pouvoirs assez étendus pour réunir tous les éléments de preuve et pièces à conviction, faire procéder sur place aux interrogatoires et enquêtes, obliger les témoins à comparaître et à répondre à ses citations, faire exécuter ses sentences. Les appels, les recours en cassation entraînent des retards considérables, et par les difficultés, les impossibilités même de déplacement des témoins, condamnent les juges de dernier ressort à se prononcer sur une instruction écrite qui peut renfermer bien des lacunes et des obscurités.

Il ne faut donc pas considérer la suppression de la juridiction consulaire comme un fait regrettable en lui-même, mais plutôt comme un progrès si le régime qui lui est substitué présente toutes les garanties désirables pour la sécurité de la personne et des biens de nos nationaux.

La question se résume donc en ces termes, l'organisation politique, administrative et judiciaire du Japon, sa législation civile, criminelle, industrielle et commerciale sont-elles arrivées à un degré d'assimilation avec les principes du droit européen suffisant pour que nous puissions leur faire confiance.

A cet égard, votre Commission a trouvé une première garantie, dont personne ne peut contester la valeur, dans ce fait que toutes les autres puissances qui jouissaient des mêmes immunités que nous, n'ont pas craint d'y renoncer et ont accepté la juridiction des nouveaux tribunaux japonais. Or plusieurs parmi ces nations ont, dans cette question, un intérêt plus considérable que le nôtre, car elles comptent au Japon un plus grand nombre de nationaux et y font beaucoup plus d'affaires.

D'autre part, le texte des nouveaux codes japonais est dès à présent connu. Ils sont dès à présent promulgués. Leurs dispositions sont empruntées aux lois européennes les plus récentes et les plus perfectionnées, et l'ardeur, la persévérance que le gouvernement mikadonal a mises à poursuivre dans tous ses détails l'assimilation progressive du Japon aux nations occidentales est une garantie, aussi forte qu'aucune autre, qu'elles seront appliquées dans le même esprit et que la jurisprudence des tribunaux japonais se calquera sur celle des tribunaux européens. Or le nouveau traité ne doit entrer en vigueur que quand l'ensemble de cette législation sera effectivement appliqué.

Enfin le texte du traité est emprunté aux conventions analogues par lesquelles la France comme les autres puissances ont réussi jusqu'à ce jour à sauvegarder les droits et les intérêts de leurs nationaux à l'étranger. Rien ne permet de supposer qu'il ne produise pas dans les circonstances présentes des effets identiques.

§ 2. — Rédaction du traité.

Cependant, un des membres de la Commission, dont la compétence en ces matières fait autorité, a prétendu que les formules consacrées par un usage général seraient insuffisantes dans le cas présent. A l'égard d'une puissance asiatique, il fallait, d'après lui, prendre des précautions inusitées et introduire dans le corps de la Convention des stipulations plus détaillées et plus précises, seules susceptibles de leur faire produire un effet utile.

Il a élevé de très vives critiques contre la rédaction de certains articles, a signalé de prétendues lacunes ou obscurités et a déclaré qu'à son avis, la Commission devait refuser son approbation à la convention tant qu'elle n'aurait pas été amendée par voie d'interprétation ou revisée dans le sens de ses observations.

La Commission a prié l'auteur de ces observations de lui présenter une note explicative à l'appui de sa proposition et a, en même temps, chargé son président de se mettre en rapport avec M. le Ministre des Affaires étrangères pour vérifier le bien ou mal fondé des critiques articulées et de faire, s'il était besoin, les démarches nécessaires pour que le Gouvernement obtienne du plénipotentiaire japonais les rectifications, explications ou amendements jugés indispensables, au moyen d'un échange de notes entre les deux chancelleries.

La note annoncée a été effectivement lue à une séance subséquente, mais il n'en a pas été laissé copie.

Cependant, à raison de l'importance capitale des questions et du préjugé défavorable que ces critiques pourraient jeter sur l'instrument diplomatique dont vous êtes saisi, s'il n'y était péremptoirement répondu, nous croyons devoir reprendre un à un les différents points signalés en mettant en regard les objections et les répliques et en faisant connaître les conclusions qu'il convient d'en tirer.

§ 3. — Sujets et protégés de la France.

L'article 1^{er} porte : « Les Français au Japon et les Japonais en France jouiront de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés. »

Il a été affirmé que ces mots « les Français » n'étaient pas assez explicites, que, pour prévenir toute contestation ultérieure, il fallait ajouter : « Les sujets et protégés Français » ; qu'autrement le Japon pourrait contester aux indigènes de nos colonies et de nos pays de protectorat, en particulier aux Annamites, Laotiens ou Cambodgiens, le bénéfice du traité au point de vue de leur statut personnel.

« Dans une lettre adressée au président de la Commission, à la date du 22 juin dernier, M. le Ministre des Affaires étrangères s'explique sur ce point, dans les termes suivants : « Vous exprimez d'abord le désir d'obtenir l'assurance que les sujets et protégés Français de toutes nos possessions d'outre-mer jouiront au Japon des mêmes droits, immunités et privilèges que les Français de la métropole. Le traité du 4 août 1896 ne laisse pas de doute à cet égard, car il ne distingue pas entre les Français de la métropole et ceux des colonies. L'expression « Français » substituée dans nos traités conclus depuis 1870 à celle de sujets de S. M. l'Empereur comprend, comme cette dernière, l'ensemble des individus de tout âge, des deux sexes et de toute origine ressortissant à un titre quelconque du gouvernement de la République française ; il ne s'est jamais produit à ce sujet une seule contestation sur aucun point du globe. Au surplus, cette expression de « Français » et de Japonais alterne dans le traité du 4 août 1896 avec celle de ressortissants de chacune des parties contractantes, selon la construction de la phrase et avec un sens identique. Quant à l'expression de « sujets Français » prise dans le sens d'individus soumis à la domination de la France, mais ne jouissant pas des droits de citoyens et n'étant pas régis par la législation

française, elle n'a pas reçu la sanction de la loi ; bien au contraire, le sénatus-consulte du 14 juillet 1863 sur l'état des personnes en Algérie, dit textuellement : « l'indigène musulman est Français. » J'ajoute que les quatre cent vingt-et-un Français résidant au Japon sont tous métropolitains. »

La réponse de M. le Ministre des Affaires étrangères est absolument fondée et en fait et en droit.

Le mot « Français », dans tous les documents diplomatiques, depuis la Révolution du 4 septembre 1870, nous l'avons vérifié nous-même, a été employé comme désignant tous les individus fondés à réclamer la protection de nos agents diplomatiques et consulaires à l'étranger ; il est inadmissible qu'il ait une portée plus restreinte dans le traité franco-japonais que dans tous les autres traités et qu'en demandant, à cet égard, une note interprétative au Japon, nous ayons l'air de l'autoriser à contester ce qui est hors de toute contestation.

D'un autre côté, en reconnaissant, pour ce traité, la nécessité de cette addition, nous infirmerions la valeur de toutes les conventions antérieures qui ne la contiennent pas et nous inciterions les nations avec lesquelles nous avons depuis un quart de siècle traité, à soutenir que les sujets et protégés français sont exclus des bénéfices des conventions précédentes qui seraient désormais réservés aux seuls Français.

§ 4. — *Liberté des cultes.*

Il a été également soutenu qu'à l'article 2, il ne suffisait pas de stipuler « que les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre Partie contractante d'une entière liberté de conscience et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays, élever des églises, se livrer à l'exercice public et privé de leur culte. »

Il aurait fallu, en outre, réclamer une note interprétative spécifiant qu'en aucun cas, ces mots : « Lois, ordonnances et règlements du pays » ne pourraient s'entendre de prescriptions législatives ou réglementaires, de nature à entraver le libre exercice du culte.

Il ne nous a pas paru opportun d'élever, à l'encontre du Japon, cette exigence nouvelle.

D'une part, en effet, les termes de l'article 2 sont suffisamment nets et explicites. Ils assurent l'entière liberté de conscience et l'entière liberté de l'exercice public et privé du culte, d'une manière aussi complète qu'elle l'ait jamais été dans aucun traité signé par la France ou par aucune autre puissance. L'addition proposée ne ferait que les affaiblir, loin de rien ajouter à leur force.

D'autre part, si l'honorable auteur de la proposition entend faire réclamer par notre diplomatie, pour les ministres d'une confession religieuse quelconque, le droit de se livrer à l'exercice public de leur culte sans tenir compte des lois, ordonnances et règlements du pays où ils exercent leur ministère, cette revendication nous paraît injuste, contraire à nos intérêts nationaux et nous nous refusons catégoriquement à assumer la responsabilité de la recommander à notre Gouvernement.

§ 5. — *Statut personnel des Japonais dans les colonies françaises.*

En ce qui touche l'article 3, l'honorable député estime qu'il y aurait lieu, avant d'approuver le traité, d'échanger au sujet de cet article, avec le Gouvernement japonais, une note identique à celle qui a été échangée entre la Grande-Bretagne et le Japon à la date du 16 juillet 1894.

Or, d'après lui, aux termes de cette note anglo-japonaise, le Gouvernement anglais aurait réservé le droit, au profit de ses colonies, au cas où elles viendraient ultérieurement à accéder au traité, de continuer néanmoins à placer chez elles les Japonais non sur le même pied que les Anglais au point

de vue du statut personnel, mais sur le pied des indigènes ou des autres asiatiques établis dans la colonie et par conséquent de frapper leurs personnes, leur travail et leurs associations de taxes différentielles et de capitations.

La note anglo-japonaise à laquelle fait allusion l'auteur de la proposition est ainsi conçue :

« Le comte de Kimberley au vicomte Aoki.

Foreign-Office, 16 juillet 1894.

« En référence à l'article 19 du traité entre la Grande-Bretagne et le Japon signé ce jour et en vue de ce fait que quelques-unes des colonies britanniques et des possessions britanniques à l'étranger, énumérées dans cet article, pourraient être empêchées d'accéder au présent traité, en raison de leur impossibilité d'accepter *les stipulations relatives au service militaire* contenues dans l'article 2 dudit traité et pour éviter des malentendus à l'avenir, le Gouvernement de Sa Majesté demande au Gouvernement du Japon l'assurance que chacune des colonies britanniques et des possessions britanniques pourra accéder au présent traité sous la condition que, malgré cette accession, elles ne seront pas liées par lesdites stipulations. »

Par cette note, le Gouvernement britannique a réservé au profit de ses colonies la possibilité d'incorporer les Japonais dans les milices locales ou de leur faire payer une taxe représentative de ce service ; mais c'est pousser peut-être un peu loin l'interprétation extensive que d'y trouver la faculté d'établir des capitations sur les Japonais ou des taxes différentielles sur leur travail.

Quoi qu'il en soit, dans la séance de la Commission du 28 mai 1897, M. le Ministre des Affaires étrangères, interrogé sur le statut personnel dont jouiraient les Japonais dans les colonies et possessions françaises, a répondu qu'il n'y aurait lieu de déterminer qu'après qu'à la demande du Gouvernement de la République, le traité leur aurait été rendu applicable ; alors le gouvernement verrait s'il y avait lieu de faire des réserves analogues à celles obtenues par le Gouvernement anglais.

§ 6. — *Réciprocité.*

A l'encontre de l'article 4, il a été tiré argument d'une loi japonaise du 24 mars 1897 qui a accordé, à partir du 1^{er} avril 1898, à l'exportation des soies grêges, une prime réservée aux seuls exportateurs japonais ; d'autres lois de même date qui interdiraient aux étrangers les professions de journalistes, avocats, médecins et n'ouvriraient l'accès de ces carrières qu'aux seuls Japonais ; de ce que le Japon aurait refusé de reconnaître aux étrangers le droit de cultiver la terre et de ce qu'il ne leur permettrait pas de devenir propriétaires fonciers.

Voilà, a-t-on dit, cette prétendue réciprocité que le Japon fait luire à nos yeux pour obtenir de nous l'abandon de nos anciennes immunités. Ce n'est qu'un leurre, puisque le Japon réserve à ses nationaux au point de vue de la propriété foncière, au point de vue de l'exercice de l'industrie, de la culture de la terre et des professions libérales des privilèges dont sont exclus les étrangers.

Dans une lettre adressée au président de la Commission, M. le Ministre des affaires étrangères a répondu sur ce point dans les termes suivants :

« La Commission s'est préoccupée de certaines lois récemment promulguées au Japon qui interdisent aux étrangers l'exercice de plusieurs professions libérales et réservent aux Japonais le bénéfice de primes et encouragements accordés à l'exportation de quelques produits, et elle s'est demandé si ces lois seraient opposables aux Français sous l'empire du traité du 4 août 1896. Le traité du 9 octobre 1858, actuellement en vigueur, ne

nous confère aucun droit conventionnel dont nous puissions nous prévaloir pour réclamer contre l'application de ces lois aux Français; il n'en sera plus de même lorsque le traité du 4 août 1896 entrera en vigueur. Les lois dont il s'agit cesseront alors d'être opposables aux Français, car elles sont contraires aux stipulations de cet acte, notamment à celles insérées aux articles 1^{er}, 4 et 8. Parmi ces lois, une seule se trouve lésée en fait, à l'heure présente, des intérêts français, c'est celle établissant des primes en faveur des soies grèges; le gouvernement japonais a, de sa propre initiative, donné au gouvernement de la République l'assurance officielle que cette loi serait *supprimée* ou que le bénéfice en serait étendu aux Français dès la mise en vigueur du traité du 4 août 1896.

« Un membre de la Commission croit savoir que le gouvernement japonais aurait refusé de concéder aux Français le droit de *cultiver la terre*. C'est le droit de posséder des terres qui n'est pas reconnu aux étrangers; les seuls immeubles dont nos nationaux pourront être propriétaires au Japon sont, en effet, les maisons et les boutiques. Quant aux terres, ils ne sont admis qu'à les louer, mais il leur est loisible d'exercer, sur les terres louées, la profession d'agriculteur, comme toute autre du reste. L'entrave qui résultera pour l'exercice de l'agriculture de l'impossibilité de détenir des terres en toute propriété ne paraît pas, au surplus, devoir être préjudiciable à des Français; car il n'est pas à prévoir, ni d'ailleurs à désirer, que des agriculteurs français émigrent au Japon. »

De plus, il convient de remarquer que l'auteur de l'objection a été mal renseigné sur plusieurs points.

Il se plaint qu'au Japon la profession d'avocat soit réservée aux seuls nationaux, mais il en est de même en France. Le barreau français n'est ouvert qu'aux citoyens français. Il y a donc parfaite réciprocité à cet égard entre les deux parties contractantes.

Quant à la profession de médecin, le libre accès en est ouvert aux étrangers au Japon comme en France.

L'exercice de la profession de journaliste n'est interdite aux étrangers que parce que les journalistes étrangers ne sont actuellement justiciables que de leurs consuls, et cette interdiction cessera d'exister, dès que les rédacteurs des journaux étrangers deviendront justiciables des tribunaux japonais.

Il est incontestable que le gouvernement Mikadonal a à lutter, dans la poursuite de l'évolution civilisatrice qu'il a entreprise, contre des préjugés dont il est encore obligé de tenir compte dans une certaine mesure. L'accès des étrangers à la propriété foncière est nettement contraire aux traditions du pays. Cependant M. le Ministre des affaires étrangères a déclaré que : « au cours des conférences qui ont eu lieu à Paris, il a obtenu du Ministre du Japon une déclaration dont il a pris acte, et de laquelle il résulte que le gouvernement Mikadonal se propose d'accorder plus tard aux étrangers, par voie législative, le droit d'acquérir des immeubles. »

En tout cas, la question n'a pour nous qu'un intérêt purement spéculatif et nous pouvons attendre sans domnage la réalisation des promesses faites par le Japon.

§ 7 — *Bateaux et jonques annamites, laotiennes ou cambodgiennes.*

Au sujet de l'article 5, dans l'hypothèse où le traité du 4 août 1896 ne serait pas rendu applicable à nos colonies de l'Indo-Chine ou ne leur serait rendu applicable qu'après un certain délai, il a été demandé si les bateaux et jonques chinoises, annamites ou autres en provenance de l'Indo-Chine et naviguant sous pavillon français seraient assimilés aux bateaux français provenant de France.

D'après M. le Ministre des affaires étrangères, « la réponse à cette question se trouve dans l'article 16 du traité. Ces bateaux et jonques seront assimilés de tous points, au Japon, aux bateaux français provenant de France. Ils se-

ront considérés comme Français par les Japonais si nous les considérons nous-mêmes comme tels et d'après nos lois. Le Ministre ajoute, à titre de renseignement, qu'aucun bâtiment de cette nature n'a jusqu'ici touché ni au Japon ni à Formose. »

§ 8. — *Traitement de la nation la plus favorisée.*

En ce qui touche nos relations commerciales, une combinaison a été réclamée aux termes de laquelle le gouvernement aurait tiré argument d'un paragraphe du protocole, du 4 août 1896, ainsi conçu : « Au cas où l'article 7 du traité cesserait d'être en vigueur par suite de la dénonciation qui en serait faite par le gouvernement français, le tarif ci-annexé ou le tarif spécifique qui lui sera substitué cessera également d'être appliqué. En ce qui concerne les articles non énumérés dans ledit tarif, le tarif général du Japon s'appliquera, dès qu'il sera en vigueur, sous réserve des stipulations de l'article 19 du traité du 9 octobre 1858 ou des articles 7 et 18 du traité conclu aujourd'hui. » Armé de ce texte, il aurait soutenu et fait prévaloir l'opinion qu'en cas de dénonciation du tarif joint au traité du 4 août 1896 et de l'article 7 de ce traité, l'article 19 du traité du 9 octobre 1858 portant : « Il est expressément stipulé que le gouvernement français et ses sujets jouiront librement, à dater du jour où le présent traité sera mis en vigueur, de tous les privilèges, immunités et avantages qui ont été ou qui seraient garantis à l'avenir par sa majesté l'Empereur du Japon au gouvernement ou aux sujets de toute autre nation », devait nécessairement revivre et aurait ainsi obtenu du Japon une déclaration portant qu'il est bien entendu qu'au cas où les stipulations commerciales du traité du 4 août 1896 seraient dénoncées par nous, l'article 19 du traité du 9 octobre 1858 rentrerait en vigueur et que nous continuerions à jouir, de plein droit, du traitement de la nation la plus favorisée.

Le Ministre des affaires étrangères répond qu'il n'y a pas lieu : « de déduire du paragraphe précité du protocole annexé au traité du 4 août 1896 que, si l'article 7 de ce traité venait à être dénoncé par le gouvernement de la République, les produits français continueraient cependant à avoir le droit d'être reçus au Japon au tarif le plus réduit. C'est là une erreur d'interprétation manifeste ; dans le protocole qui renferme toutes les dispositions relatives au tarif conventionnel dont les produits français jouiront au Japon, il est dit que les produits non repris au tarif, lequel, il ne faut pas l'oublier, entrera en vigueur avant le traité du 4 août 1896, bénéficieront purement et simplement du tarif le plus réduit en vertu de l'article 19 du traité du 9 octobre 1858, aussi longtemps que le traité du 4 août 1896 ne sera pas en vigueur, puis en vertu de l'article 7 de ce dernier traité lorsqu'il sera venu remplacer l'acte de 1858. La dénonciation que nous sommes en droit de faire de cet article 7 ne se produira naturellement qu'après la disparition définitive du traité de 1858 et nous n'aurons plus alors aucun article à invoquer pour réclamer le tarif le plus réduit. Si cette dénonciation venait à être faite, nos relations commerciales avec le Japon se trouveraient régies par un traité analogue à la convention franco-anglaise du 28 février 1882, laquelle tout en établissant en matière de commerce le régime de la nation la plus favorisée entre la France et l'Angleterre, laisse les tarifs de douane sous l'empire de la législation intérieure de chacun des deux Etats. »

§ 9. — *Produits indo-chinois.*

A l'égard de l'article 22, il a été demandé que le gouvernement français obtînt du gouvernement Mikadonai une déclaration aux termes de laquelle le Japon s'engagerait à recevoir les produits indo-chinois au même tarif que les produits métropolitains, alors même que le traité du 4 août 1896 ne serait pas rendu applicable à l'Indo-Chine.

Sur ce point, le département des affaires étrangères fait observer : « que

c'est là un droit que nous ne pouvons évidemment pas réclamer et que, d'ailleurs, nous n'aurions qu'en apparence de l'intérêt à l'obtenir. Les productions de l'Indo-Chine exportées au Japon consistent presque exclusivement, en effet, en riz ; or le riz entre en franchise au Japon : il en est de même du coton qui, après le riz, est le plus important article de commerce de toute notre colonie ; les autres produits, dont le Japon se fournit en très minime quantité, d'ailleurs, dans nos possessions indo-chinoises, sont frappés au tarif général japonais de droits ne dépassant pas 5 0/0. Cette situation n'est pas appelée à se modifier puisqu'elle est établie dans l'intérêt du Japon lui-même. »

§ 10. — Consolidation des lois japonaises.

A un point de vue plus général, il a été soutenu que le traité ne devait pas recevoir l'approbation de la Chambre, tant que le gouvernement Mikadonal ne se serait pas engagé à ne point proposer au Parlement japonais la revision des principes essentiels des nouveaux codes pendant toute la durée de la convention du 4 août 1896.

M. le Ministre des affaires étrangères s'explique, à ce sujet, dans les termes suivants : « Je ne saurais demander au cabinet de Tokio de limiter ainsi, par un engagement international, son droit d'initiative en matière de législation intérieure et d'abandonner de la sorte entre nos mains une prérogative essentielle du gouvernement. Il ne lui serait pas possible, de son côté, d'y consentir. Au surplus, le péril contre lequel il s'agit de se prémunir est purement imaginaire. Le Japon a mis vingt années pour rédiger ses nouveaux codes ; il a fait appel à cet effet à des jurisconsultes européens éminents, et notamment à M. Boissonnade, notre distingué compatriote ; le travail de ces hommes de science a été révisé par le Sénat, puis par des assemblées électives ; les codes sont promulgués depuis de nombreuses années, sept à quinze ans ; la plupart d'entre eux sont appliqués depuis leur promulgation ; les derniers vont entrer en vigueur. Une pareille œuvre ne saurait être mise de côté à l'improviste, car, pour supprimer les nouveaux codes, il ne faudrait pas au Japon une révolution moins longue, ni moins profonde que celle dont ils tirent leur origine. La Commission peut donc être rassurée à cet égard et se contenter, en cette matière, des garanties qui ont paru suffisantes à tous les autres gouvernements de l'Europe. »

§ 10. — Abrogation de la loi du 19 mai 1862.

Enfin, il a été affirmé que la juridiction consulaire ne peut être supprimée au Japon, tant que la Chambre n'aura pas voté une loi portant abrogation de la loi du 19 mai 1862.

La loi du 19 mai 1862, relative à la juridiction des consuls de France au Japon, ne borne à spécifier, que les contestations entre Français et Japonais seront réglées conformément aux dispositions de l'article 7 du traité du 9 octobre 1858 ; par conséquent, dès que cette convention aura pris fin, cette loi cessera d'avoir son application. Il est inutile à son égard comme à l'égard de toutes lois faites pour un but déterminé de l'abroger expressément quand ce but a cessé d'exister.

§ 11. — Clauses tarifaires.

En ce qui concerne l'octroi du tarif minimum au Japon, la Commission a été également saisie de certaines objections par les déposants qui sont venus devant elle, soit au nom de l'Association pour la défense du travail national, soit au nom de l'Association de la soierie lyonnaise, du Comité pour la protection du tissage français, du syndicat général des sériciculteurs de France, du syndicat général des graineurs de France, etc. lui exposer leurs appréhensions et leurs doléances.

Il a été dit que ce traité d'un nouveau genre, puisqu'une fois conclu il ne doit porter ses effets que dans un délai minimum de trois ans, est un saut

dans l'inconnu parce qu'il laisse, pendant tout ce temps, le Japon maître d'ajouter à sa législation en vue d'annihiler d'avance les semblants de concession dont il prétendait nous réserver le bénéfice. On a affirmé qu'il préparait une crise inévitable pour nos industries nationales. L'industrie japonaise aurait, en effet, sur l'industrie européenne deux avantages indéniables : d'abord le bon marché de la main-d'œuvre dont le prix serait de 0 fr. 50 et même de 0 fr. 30 la journée de quatorze heures, et ensuite la prime de l'or, qui est aujourd'hui à 109 0/0. Les fabriques de laine et de coton seraient menacées. On serait venu offrir à Mulhouse des tissus de coton japonais à des conditions impraticables pour un fabricant européen. Tandis que les filatures anglaises font ressortir leurs dividendes au plus à 1.50 0/0, les filatures japonaises font ressortir le leur à 10 ou 20 0/0.

§ 12. — Soies ouvrées et tissus de soies.

Mais c'est surtout de la part de la production et de l'industrie de la soie que votre Commission a entendu les plaintes les plus vives, les plus nombreuses et surtout les plus sérieusement justifiées.

Le danger de la concurrence japonaise, nous a-t-on dit, est immense pour la fabrique de soieries.

Le Japon a à sa disposition :

- 1° Une matière première excellente et d'année en année plus abondante ;
- 2° Une main-d'œuvre avec laquelle aucune main-d'œuvre européenne ne peut lutter sous le rapport du bon marché ;
- 3° Un merveilleux génie d'imitation qui lui a permis d'aborder successivement tous les genres de tissus réservés jusqu'à ce jour à la fabrication européenne.

A l'appui de leurs dires, les déposants ont mis sous les yeux de la Commission une collection de tissus de soie de fabrication japonaise, teints en pièce, unis et façonnés, teints et imprimés, des tissus teints en fil, unis et façonnés, à disposition, des articles nouveautés, des écossais et même des tissus d'ameublement remarquablement exécutés.

Ces tissus sont d'ailleurs fabriqués d'après les procédés européens et avec un matériel mécanique plus récent et, par suite, plus perfectionné que celui de nos usines.

Depuis dix ans, la fabrication japonaise s'est merveilleusement développée. Le Japon est un tel producteur de soie qu'il a pu simultanément augmenter, dans des proportions considérables, ses exportations de tissus et ses exportations de soies grèges.

Ses exportations de soies grèges ont passé de 1,035,000 kilos en 1877 à 3,380,000 en 1895 ; les exportations de tissus en soie de tout genre ont passé de 1,280,000 yen, au change de 3 sh. 3 en 1877, à 12,314,000 yen, au change de 2 sh. 2 7/16 en 1896.

A l'exception de l'Angleterre qui n'est pas protégée et de la Suisse qui, produisant infiniment plus qu'elle ne consomme, n'a qu'un droit de 0 fr. 16 par kilogramme, la France est de toutes les nations européennes celle qui a, pour les soieries, les droits les plus faibles. Les tissus Japonais se heurtant à une barrière de 7 fr. 50 en Allemagne, de 6 à 12 francs en Italie, de 5 à 10 fr. en Autriche, sans parler des autres nations à droits presque prohibitifs comme l'Espagne et la Russie, s'introduiront tout d'abord par la brèche que nous leur ouvrirons.

Cette invasion serait d'autant plus importante que l'Amérique, en élevant actuellement ses tarifs, ferme au Japon un débouché qui était pour lui très important.

Les représentants de l'industrie soyeuse sont tombés d'accord pour demander que la France ne conclue pas de traité avec le Japon tant que notre tarif minimum n'aura pas été élevé pour les tissus de soie pure à 7 fr. 50 par kilogramme, tarif moyen des grandes nations de l'Europe centrale.

Votre Commission a été frappée de ce qu'il y avait de juste et de fondé

dans ces observations et elle a chargé son président de faire connaître à M. le Ministre des affaires étrangères quel était le sens de ses impressions et son vif désir de voir donner une satisfaction aussi complète que possible à ces desiderata.

M. le Ministre des affaires étrangères a répondu que le gouvernement ne s'était jamais dissimulé qu'il pût y avoir de très sérieuses précautions à prendre en ce qui concernait les tissus de soie pure, aussi a-t-il été au-devant des réclamations dont la Commission a été saisie, en prenant soin de faire établir sur cette question spéciale un procès-verbal interprétatif du traité et qui lie les deux parties contractantes qui l'ont signé ; voici le texte de ce procès-verbal.

Déclaration du négociateur Français au sujet du régime applicable éventuellement à l'importation en France de la soie ouvrée et des tissus de soie de provenance Japonaise.

« Au moment où l'accord s'établit sur un projet de traité en vertu duquel les produits du Japon bénéficieront en France du tarif minimum, M. Bompard croit de son devoir de ne pas laisser ignorer au gouvernement japonais qu'il s'agit en ce moment de modifier le tarif minimum en ce qui concerne deux articles que le Japon est en mesure de produire, à savoir : la soie ouvrée et les tissus de soie.

« Le gouvernement français, en effet, se préoccupe depuis quelque temps de la question de savoir s'il ne conviendrait pas, en raison des conditions si dissemblables de la production en Europe et en Extrême-Orient, de taxer la soie ouvrée et les tissus de soie de droits d'importation différents, selon qu'ils sont d'origine européenne ou d'origine extra-européenne.

« Comme ce serait la seconde de ces taxes inscrite au tarif minimum qui, dans le système du traité, serait applicable aux produits du Japon, le gouvernement français juge convenable d'informer dès à présent le gouvernement japonais de ses intentions.

« M. Soné donne acte à M. Bompard de son information.

« *Signé* : MM. BOMPARD, A. SONÉ.

La Commission a pris, à son tour, acte de cette déclaration qui pose les bases d'un principe dont l'application peut singulièrement faciliter la conclusion d'arrangements commerciaux avec les nations de l'Extrême-Orient.

§ 13. — Fixation du tarif différentiel.

Tout en reconnaissant que la mise en vigueur d'un tarif différentiel sur les soies de provenance extra-européenne constituait le meilleur remède au péril signalé, les intéressés ont, par diverses lettres et mémoires adressés au Président, supplié la Commission d'insister auprès du gouvernement pour qu'il rendît effectif le résultat de cette négociation, en établissant immédiatement ce tarif différentiel et en y inscrivant un droit de 7 fr. 50 par kilogramme de tissu de soie pure d'origine extra-européenne.

D'après eux, si le tarif différentiel sur les soies n'entre pas en vigueur au moment même où le Japon sera mis en jouissance de notre tarif minimum, la concurrence des soieries asiatiques deviendra immédiatement trop onéreuse pour notre industrie nationale qui sera ruinée. D'autre part, une fois que le Japon aura bénéficié du droit actuel de 2 francs et de 2 fr. 50, il sera trop tard pour majorer ce droit dans la proportion indispensable pour assurer à nos productions la protection qui leur est due et qui leur est indispensable.

La fabrication lyonnaise a été durement atteinte par l'abaissement du droit consenti au profit de la Suisse. Les importations de la Suisse ont été doublées et les souffrances de la classe ouvrière dans toute la région lyonnaise sont malheureusement trop incontestables ; il est impossible que le gouver-

nement aggrave encore cette situation en octroyant aux soieries de l'Extrême-Orient la jouissance de ce tarif trop réduit, même temporairement et jusqu'à une loi qui interviendra on ne sait quand.

§ 14. — *Cocons et soies grêges.*

D'autre part, les syndicats généraux des sériciculteurs et des graineurs de France ont tiré argument des propositions de lois actuellement déposées à la Chambre des députés et qui tendent à la suppression de l'exemption dont jouissent aujourd'hui, au tarif général, les cocons et les soies grêges, ainsi que de la loi récemment votée par le Japon à l'effet d'assurer une prime à l'exportation des soies grêges, pour soutenir qu'il y avait une omission dans le procès-verbal interprétatif du traité relativement aux soieries et que le gouvernement de la République aurait dû réserver son droit de frapper de taxes spéciales non seulement les soies ouvrées et les tissus de soie de provenance extra-européenne, mais encore les cocons et les soies grêges.

A l'appui de leurs réclamations, ils font valoir que l'omission de ces deux articles aggraverait encore la situation précaire de la production et de la filature du cocon en France. Ils affirment que ces deux industries si éminemment françaises ne peuvent soutenir la concurrence avec les industries similaires de la Chine et du Japon, ce qui a décidé le Parlement à leur venir en aide sous forme de primes.

D'après eux, malgré cet encouragement, elles recevraient un coup mortel de la loi édictée par le Japon en vue de donner une prime à l'exportation des cocons et des soies grêges, si le gouvernement de la République ne pouvait en contrebalancer les effets par un relèvement de nos tarifs douaniers.

Ce relèvement est une question d'importance capitale pour la sériciculture et la filature françaises. Ils insistent, en conséquence, pour que, dans les réserves formulées par le gouvernement de la République pour les produits soyeux en général, soient compris les cocons et la soie grège en particulier.

La Commission a constaté tout d'abord la différence radicale qu'il y avait, au point de vue du traité franco-japonais, entre la situation des soies ouvrées et tissus de soie pure d'une part, et, de l'autre, celle des cocons et soies grêges. Tandis, en effet, que les soies ouvrées et tissus de soie pure figurent au tarif général et au tarif minimum, et que, par conséquent, le Japon, pendant toute la durée de la mise en vigueur de ce tarif, si aucune réserve n'avait été faite, aurait été en droit d'espérer que ces produits soyeux ne seraient pas, à leur introduction en France, frappés de droits supérieurs à ceux qui y étaient inscrits. La soie grège, au contraire, et les cocons ne figurent ni au tarif général, ni au tarif minimum et, par conséquent, à leur égard, la France ne prend, par le traité en discussion, aucun engagement vis-à-vis du Japon. Elle reste toujours absolument libre, le jour où il lui plaira et dans la mesure où elle le jugera convenable, d'inscrire ces deux articles et au tarif général et au tarif minimum, sans que le Japon ait, de ce chef, aucune réclamation à élever.

Il n'y avait donc aucune parité au point de vue conventionnel entre la situation des cocons et soies grêges, d'une part, et celle des soies ouvrées et tissus de soies, de l'autre. En ne faisant pas de réserve pour les seconds, nous nous engageons pour toute la durée d'application du tarif minimum à ne pas relever les droits qui y sont inscrits sur les soies ouvrées et les tissus de soie. En faisant des réserves, au contraire, pour les premiers, nous prenons une précaution surrogatoire et, par conséquent, compromettante, puisque nous avions l'air d'admettre que l'autorisation ou le consentement du Japon nous étaient nécessaires pour inscrire un article quelconque soit à notre tarif général, soit à notre tarif minimum.

Cependant, à raison de la gravité des intérêts engagés et de cette considération, qu'il s'agissait d'un tarif spécial et nouveau à l'égard duquel il était

utile de connaître les intentions du gouvernement, la Commission a chargé son président d'écrire à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre du Commerce, pour leur demander :

1^o Le gouvernement est-il décidé à user dès à présent du droit d'établir un tarif différentiel sur les soies ouvrées et tissus de soie de provenance extra-européenne ?

2^o Quel serait au moins, approximativement, le montant de ces droits différentiels ? Et l'époque de leur mise en vigueur coïnciderait-elle avec l'application du tarif minimum au Japon.

Enfin, en ce qui concerne les cocons et soies grêges, le Parlement se trouvant actuellement saisi de propositions de loi tendant à la suppression de l'exemption dont ils jouissent au tarif général, le traité japonais ne fait-il aucun obstacle à l'adoption de ce projet et le gouvernement a-t-il à cet égard réservé son entière liberté vis-à-vis du Japon ?

M. le Ministre du Commerce a écrit, à ce sujet, la lettre suivante, adressée au Président de la Commission à la date du 29 juin.

« Monsieur le Rapporteur et cher collègue,

« M. le Président du Conseil me communique votre lettre du 12 juin comme traitant de questions qui rentrent plus spécialement dans mes attributions.

« La Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation du traité de commerce et de navigation conclu le 4 août 1896 entre la France et le Japon s'est très légitimement préoccupée des progrès réalisés par l'industrie des soies au Japon et de la concurrence redoutable qu'elle pourrait faire à l'industrie européenne et à la production française.

« Le gouvernement avait eu les mêmes préoccupations, estimant que la question se poserait à brève échéance, de savoir s'il ne conviendrait pas, en raison des conditions si dissemblables de la production en Europe et en Extrême-Orient, de taxer la soie ouvrée et les tissus de soie de droits d'importation différant selon qu'ils sont d'origine européenne ou d'origine extra-européenne.

« Aussi, au moment où le traité franco-japonais allait être signé, le Ministre des affaires étrangères a-t-il, sur la demande de mon département, avisé le plénipotentiaire japonais, dans un procès-verbal interprétatif du traité, que la clause en vertu de laquelle les produits du Japon bénéficieraient, en France, du tarif minimum ne faisait pas obstacle à ce que le tarif minimum applicable aux soies ouvrées et aux tissus de soie d'origine extra-européenne fût différent de celui appliqué en fait aux produits similaires originaires d'un pays d'Europe.

« En donnant cette information, le Ministère des affaires étrangères a voulu seulement prévenir un malentendu, car il n'était nullement nécessaire de formuler une réserve expresse à cet égard.

« Le bénéfice du tarif le plus réduit accordé à une nation étrangère n'entraîne pas, en effet, à un titre quelconque, la consolidation des taxes actuellement inscrites dans le tarif minimum français ; en outre, les taxes de ce tarif minimum, constamment revisables, peuvent varier suivant l'origine du produit.

« C'est ainsi que, dans le tarif actuel, l'exemption dont jouissent les tissus pongees d'origine extra-européenne, en vertu du deuxième paragraphe du n^o 459, ne pouvait pas être réclamée par les importateurs de tissus similaires d'origine européenne.

« De même, les sucres bruts d'origine extra-européenne étaient exemptés, en vertu de la loi du 11 janvier 1892, de la surtaxe douanière qui frappait les sucres bruts européens et cette situation n'a été modifiée que tout récemment par la loi du 7 avril 1897.

« Ces taxes différentielles d'après l'origine du produit n'ont, à aucune époque, soulevé de réclamations de la part des pays étrangers ayant droit

au traitement de la nation la plus favorisée ; l'Allemagne, par exemple, à laquelle le traité de Francfort conférait cependant ce traitement dans la mesure la plus absolue et sans réserve, n'a jamais songé à réclamer pour ses sucres les traitements dont bénéficiaient les sucres de Java, des Antilles espagnoles, de Maurice et de l'Égypte.

« Le procès-verbal interprétatif ne devait donc contenir qu'un avis de pure courtoisie empêchant le gouvernement japonais de prétendre plus tard qu'il s'était mépris sur la portée des avantages que devait lui assurer le traité.

« La question de principe étant ainsi résolue, il reste à apprécier si le moment est venu d'établir un tarif différentiel sur les tissus de soie provenant de pays extra-européens et spécialement de l'Extrême-Orient.

« La mise en vigueur des traités conclus par le Japon avec les pays d'Europe ne devant commencer que dans un délai minimum de deux ans, l'urgence d'une modification ne s'impose pas en principe, mais mon département estime qu'il est préférable de ne pas épuiser le délai, et le projet de modification du tarif applicable aux pongees me paraît être l'occasion toute naturelle de modifier dans son ensemble le tarif afférent à tous les tissus de soie originaires de l'Extrême-Orient. J'entretiendrai de cette question la Commission des douanes de la Chambre, si elle partage la manière de voir du gouvernement ; la taxe à inscrire au tarif minimum n'est pas encore arrêtée dans mon esprit, mais elle serait au moins de 4 francs par kilogramme, la discussion des chiffres de 5 francs et de 6 francs restant entière.

« Quoi qu'il en soit, la Commission chargée de l'examen du traité franco-japonais peut affirmer notre droit de modifier le tarif applicable aux soieries extra-européennes et donner l'assurance que ce tarif sera modifié avant la mise en vigueur du traité.

« Pour les motifs qui ont été exposés ci-dessus, à savoir que le bénéfice du tarif le plus réduit ne consolide en aucune façon les taxes du tarif minimum actuel, le gouvernement de la République n'avait pas à insérer dans le texte du traité une réserve spéciale, quant au droit intégral qu'il conservait pour l'avenir, de supprimer des exemptions de droits ou de relever des taxes ; par conséquent, si les pouvoirs publics estiment ultérieurement qu'il convient de taxer les soies grèges et les cocons actuellement exempts, l'existence du traité franco-japonais, pas plus que celle de toutes les autres conventions commerciales en vigueur, ne pourra être un obstacle à l'exercice de ce droit qui est absolu.

« C'est ainsi que, depuis 1892, les droits du tarif minimum ont été relevés sur un certain nombre de produits et ont été immédiatement appliqués aux marchandises des pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

« S'il a été fait parfois allusion à la nécessité de maintenir les taxes de 2 fr. 40 et de 2 francs inscrites, pour les soieries, dans le tarif minimum, à la suite de l'arrangement avec la Suisse, ce n'est pas qu'en droit il soit, en aucune façon, impossible de relever ces droits, mais seulement parce que, en fait, il est certain que toute augmentation de ces taxes pour les soieries européennes amènerait la Suisse à dénoncer un accord commercial qu'il a été si difficile de réaliser.

« Agrérez, Monsieur le Rapporteur et cher collègue, l'assurance de ma haute considération.

« Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et Télégraphes.

« HENRY BOUCHER.

§ 15. — Conclusion.

Ainsi, l'une part, en ce qui concerne les soies ouvrées et les tissus de soie, le gouvernement s'engage à proposer aux Chambres, avant la mise en vi-

gueur du traité franco-japonais, le vote du tarif spécial applicable aux produits extra-européens de cette catégorie.

Il ne peut pas dès à présent déterminer le montant du droit nouveau, puisque, en définitive, c'est au Parlement seul qu'il appartient de le fixer, mais, dès à présent, il s'engage tout au moins à ne pas laisser tomber ce droit au-dessous de 4 francs et à ne pas faire d'objection à ce qu'il soit porté jusqu'à 6 francs.

D'autre part, en ce qui touche les cocons de soies grèges, le gouvernement déclare qu'en aucun cas le traité franco-japonais ne pourra faire obstacle à ce que ces produits soient inscrits soit au tarif général, soit au tarif minimum ; il ne peut y avoir à ce sujet, d'aucun côté, aucun malentendu ni aucune hésitation. Insister davantage sur ce point, ce serait montrer, sur l'existence de notre droit, des doutes qui ne pourraient qu'en entraver l'exercice ultérieur.

Votre Commission s'est ainsi assurée que la seule industrie française qui pouvait se croire sérieusement menacée par la concurrence japonaise était garantie contre toute éventualité menaçante de ce côté. Elle ne pouvait faire davantage sans sortir de ses attributions ; c'est à la Chambre, au moment où elle sera saisie des propositions que le gouvernement s'est engagé à lui présenter avant la mise en vigueur du traité, qu'il appartiendra de statuer souverainement.

Dès lors, la Commission ne pouvait que conclure en faveur d'un traité par lequel nous ne faisons au Japon aucune concession sur notre tarif et par lequel nous obtenons pour certaines de nos industries, certains de nos produits agricoles dont l'exportation au Japon est aujourd'hui la plus importante et la plus susceptible de se développer dans l'avenir, des avantages qui ne sont nullement à dédaigner.

Les clauses relatives à la propriété littéraire et artistique, à la garantie des marques de commerce et de fabrique présentent pour nous un intérêt très considérable. Enfin cette convention place nos rapports avec le Japon sur la base où notre situation de grands propriétaires en Extrême-Orient nous commande de nous maintenir.

Votre commission vous propose donc d'adopter le traité du 4 août 1896.

GRANDE-BRETAGNE

Banquet du Lord-Maire, 9 novembre.

Le marquis de Lansdowne, ministre de la guerre, répondant aux toasts à l'armée, fait un grand éloge des troupes anglaises et indiennes qui combattent à la frontière de l'Ouest. Il explique qu'il faut que l'Angleterre maintienne une armée capable de répondre aux exigences de l'Empire britannique.

Le Ministre du Japon répond au toast porté au Corps diplomatique. Il dit qu'en ce moment les relations entre toutes les puissances sont excellentes et que les rapports entre le Japon et l'Angleterre sont particulièrement bons.

Lord Salisbury parle de l'intensité du sentiment avec lequel la Reine a vu l'appui donné à l'armée anglaise par les peuples de l'Inde.

Passant à la question de l'Egypte, le premier Ministre considère la prise d'Abou-Hamed comme un brillant fait d'armes. La prise de Berber, étant données les difficultés, fait grandement honneur à l'habile stratégie du général Kitchener. Berber est le seul point de cette partie de l'Afrique auquel il veuille faire allusion actuellement.

L'Afrique a été créée pour être la plaie des chancelleries ; nous avons actuellement des négociations plus ou moins animées, plus ou moins continues, mais toujours amicales, avec la France, l'Allemagne, le Portugal et l'Italie, sans compter plusieurs autres puissances non chrétiennes.

L'orateur croit qu'en s'adressant aux invités du lord-maire, il s'adresse aussi aux différents pays du monde et il craint, s'il parlait trop franchement sur ces questions, de ne pas aboutir à cette conciliation générale qu'il désire.

En tous pays, c'est une des grandes difficultés que rencontre le Ministre des affaires étrangères. Il existe pour ou contre une opinion publique dont l'esprit critique demande, dans chaque négociation, pour son propre pays, la suprématie. Pour chaque pays la chose est simple : mais la question devient embarrassante quand on pense qu'il y a quatre, cinq et même six Gouvernements qui veulent avoir chacun la supériorité dans les négociations qui se poursuivent entre eux.

On sait l'immense quantité de territoires qui, dans les dernières vingt années, a été l'objet des désirs des divers Gouvernements intéressés dans ces négociations, qui ont lieu depuis vingt ans et qui peuvent encore durer quelque temps. L'orateur ne peut dire qu'une chose, c'est que le Gouvernement anglais désire seulement se laisser conduire par les principes stricts de son droit et par les intérêts de l'Empire de la Reine.

Nous ne désirons rien d'injuste ni d'illégitime. Nous ne désirons pas prendre des territoires simplement parce que cela fait bien de les voir peints en rouge sur une carte. Le but que nous avons en vue est strictement un but d'affaires. Nous désirons étendre le commerce, l'industrie et la civilisation de l'humanité. Nous voulons ouvrir autant de marchés que possible, pour mettre en contact le plus de producteurs et de consommateurs possible ; nous voulons ouvrir les grandes routes naturelles et les plus grands cours d'eau de l'Afrique.

Nous voulons que le commerce poursuive sa route sans empêchement sur le Zambèze, et en accomplissant cela, tout en désirant agir en bons voisins et montrer les égards que méritent les revendications des autres, nous sommes obligés de déclarer que, si nous avons montré ces égards dans les transactions passées, il y a une limite, et que nous ne pouvons pas permettre que les droits les plus visibles soient méconnus (*over ridden*).

Lord Salisbury passe ensuite aux événements qui se sont passés, dans l'année écoulée, au sud-est de l'Europe sous la conduite ou en présence du concert européen. Si vous vous imaginez, dit-il, que le concert de l'Europe est un instrument à ma disposition et que je conduis, vous devez penser que je suis bien audacieux de soumettre la question actuellement à votre considération ; mais vous devez vous souvenir que le concert de l'Europe est un concert, ou j'aime mieux dire une fédération primitive de l'Europe ; c'est un corps qui agit seulement quand toutes les parties sont unanimes.

Je ne connais aucun corps analogue à celui-là, si ce n'est le jury anglais ; mais, comme vous le savez, il est difficile souvent d'obtenir l'unanimité, et vous ne pouvez rejeter sur aucun Gouvernement la responsabilité de ce que le concert de l'Europe n'a pas fait.

Vous ne pouvez rejeter sur chaque Gouvernement que la responsabilité de ce qu'il fait actuellement. L'histoire de l'année écoulée, c'est que nous n'avons pas pu empêcher la Grèce de partir en guerre ; mais, en dehors de cette expédition malheureuse, nous avons réussi à maintenir la paix de l'Europe, et la paix est un fait essentiellement important. Chaque homme d'Etat en Europe voyait devant lui la réouverture de la question d'Orient avec crainte, comme une chose qui pouvait allumer l'incendie de la guerre en Europe. C'est la gloire de l'Europe d'avoir prévenu cette calamité. Elle n'a pas pu empêcher les Grecs de faire la guerre ; mais elle a fait tout ce que les exhortations les plus énergiques pouvaient faire pour empêcher ces mêmes Grecs de commettre un suicide.

La seule action que les puissances européennes n'aient pas exercée, c'est de tirer sur la flotte grecque. Si vous considérez le danger qu'il y avait de voir les Etats de l'Europe se précipiter dans cette guerre, et si vous remarquez combien ils ont agi correctement, vous devez apprécier ce que la

coopération des grandes puissances a fait pour la paix dans cette dernière année.

Notre tâche n'est pas encore terminée : nous avons encore à régler la question de la Crète. C'est une île divisée en deux différentes populations qui, sur chaque question, désirent exactement l'opposé. L'une désire avec les puissances une chose, et l'autre désire avec la Turquie une autre chose.

Il ne faut pas trop blâmer ceux qui sont les agents de la politique européenne. Ne demandez pas au concert européen de faire ce qu'il ne peut pas faire. Il a beaucoup de qualités, mais il n'a pas celle d'agir promptement ; il ressemble à un rouleau à vapeur pour écraser les pierres sur les routes, qui a une grande puissance, mais qui ne va pas vite.

Je désire que les critiques sachent bien que le concert de l'Europe n'a pas pu et qu'aucune autre puissance n'aurait pu mieux faire. Si une puissance quelconque avait essayé d'intervenir à la barbe des autres, le seul résultat aurait été une guerre européenne. J'exprime seulement l'espoir que l'entente des puissances continuera et que les difficultés qu'elles ont à résoudre seront suffisamment prises en main. Souvenez-vous que cette fédération de l'Europe est un embryon, et la seule chose qui ait sauvé la civilisation des désastreux résultats d'une guerre pleine de destructions.

Le seul espoir qu'il y a d'empêcher que cette rivalité dans les armements des nations européennes conduise à une destruction mutuelle, qui serait fatale à la civilisation, c'est que les puissances soient amenées graduellement à agir ensemble, avec un esprit amical, dans toutes les questions qui peuvent être soulevées, jusqu'à ce qu'enfin elles puissent être unies dans un même faisceau international qui donnera définitivement au monde une longue ère de commerce prospère et de paix continue.

HAÏTI

Différend avec l'Allemagne.

Nous empruntons au *Moniteur, journal officiel de la République d'Haïti*, du 23 octobre, les pièces officielles suivantes :

Port-au-Prince, le 21 octobre 1897.

A Messieurs les Membres du Corps diplomatique.

Monsieur,

J'ai pour devoir de porter officiellement à votre connaissance un fait regrettable et qui a eu sur tous les points du territoire haïtien le retentissement le plus douloureux.

Dimanche dernier, M. le comte Schwerin, chargé d'affaires de l'Empire d'Allemagne à Port-au-Prince, s'est présenté au Palais National soudainement et sans avoir fait une demande préalable d'audience par mon intermédiaire ou même directement à titre privé.

Son Excellence le Président de la République n'avait pas fini de marquer la surprise que lui causait une démarche aussi inopinée, que M. le comte Schwerin commença à faire part d'une série de prescriptions impératives dont l'énumération prenait l'allure d'un ultimatum, sous prétexte de la récente condamnation d'un sieur Emile Luders, inscrit à la Légation allemande, bien que, selon le texte et l'esprit des lois de ce pays, où il est né d'une haïtienne, il dût être considéré comme essentiellement haïtien.

Son Excellence répondit à cette communication comme il convenait au chef d'un Etat indépendant et qui n'entend accepter la suzeraineté d'aucune puissance étrangère, et fit observer à M. le comte Schwerin qu'il devait s'adresser au Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures, auprès duquel il est exclusivement accrédité.

Lorsque M. le chargé d'affaires de l'Empire d'Allemagne eut obtenu congé, le Conseil des Secrétaires d'Etat fut informé par Son Excellence de ce grave manquement aux usages internationaux ; mais, en dépit du froissement ressenti, il fut décidé que, par déférence pour le Gouvernement impérial, qui n'avait pu prescrire ni autoriser une telle infraction, le Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures se mettrait en rapport avec M. le comte Schwerin, pour avoir la connaissance officielle de communications dont une copie n'avait pas été laissée.

C'est ce désir d'entente qui a porté mon Département à écarter toute discussion au sujet de la nationalité du sieur Emile Luders et donné lieu à l'envoi de la dépêche suivante à M. le comte Schwerin :

Secrétairerie d'Etat des Relations Extérieures — N° 71.

Port-au-Prince, le 18 octobre 1897.

Monsieur le Comte,

Son Excellence le Président de la République a bien voulu m'informer que vous vous êtes présenté spontanément au Palais National, hier dans l'après-midi, pour Lui faire part d'une communication de votre Gouvernement concernant un sujet allemand, M. Emile Luders.

Je ne puis m'empêcher de vous dire que mon Département, auprès duquel Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne vous a accrédité, s'attendait d'autant moins à cette détermination qu'il s'est invariablement efforcé d'entretenir avec la Légation allemande et avec vous personnellement, M. le comte, des rapports sincères de courtoisie et d'amitié.

Quoi qu'il en soit, je resterai à votre disposition, comme votre intermédiaire naturel, pour les demandes d'audience privée que vous voudriez adresser à Son Excellence le Président d'Haïti et, de plus, je serai toujours disposé à accueillir et à apprécier avec impartialité et sang-froid les communications que vous pourriez avoir à faire à mon Département notamment au sujet de M. Emile Luders.

En terminant, j'ose espérer que vous voudrez bien reconnaître le désir que j'ai eu fréquemment l'honneur de vous témoigner au nom de mon Gouvernement, de voir s'affirmer dans une progression de plus en plus favorable aux intérêts de nos pays respectifs, l'efficacité des sentiments de réelle sympathie qui n'ont cessé depuis si longtemps de présider à nos relations diplomatiques ou commerciales.

Veuillez agréer, Monsieur le comte, les assurances de ma considération très distinguée.

Signé : Solon MÉNOS.

*Monsieur le comte Schwerin, chargé d'affaires de l'Empire d'Allemagne,
à Port-au-Prince.*

Voici dans quels termes M. le comte Schwerin a cru devoir répondre à cette dépêche :

Kaiserlich Deutsche Minister-Residentur Für Haïti und San Domingo.

Port-au-Prince, le 18 octobre 1897.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche en date du 18 de ce mois, n° 71.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) : Comte SCHWERIN.

Monsieur Solon Ménos, secrétaire d'Etat des Relations Extérieures.

Cette réponse, qui équivalait à un refus définitif d'entrer en communication avec mon Département, a achevé d'édifier le Gouvernement sur la position que M. le comte Schwerin a entendu prendre et garder dans cette affaire où une intervention comminatoire n'a pas été jugée incompatible avec un recours volontaire en cassation.

La République d'Haïti, qui a toujours eu à cœur d'observer scrupuleusement les règles et les pratiques internationales auxquelles tous les Etats sont également astreints, ne peut que protester contre cette attitude que rien ne faisait prévoir et que rien ne justifie. Aussi, en attendant que Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne en soit instruit dans les formes requises, ai-je pensé qu'il pouvait être de quelque intérêt qu'une communication de mon Département vous mit en mesure de renseigner votre Gouvernement sur un incident dont s'alarme à juste titre une Nation constituée au prix des plus grands sacrifices et qui est prête à ces mêmes sacrifices, pour sauvegarder son indépendance et la souveraineté de sa justice.

Solon MÉNOS.

(Traduction.)

Port-au-Prince, le 20 octobre 1897.

LÉGATION DES ETATS-UNIS

*Honorable Solon Ménos, secrétaire d'Etat des Relations Extérieures,
Port-au-Prince.*

Monsieur,

Faites-moi la faveur, M. le Ministre, de libérer M. Emile Luders, actuellement détenu par les autorités communales. En prenant l'initiative de cette demande, je n'ai nullement l'intention de m'immiscer dans vos lois, ni d'entrer dans la grave complication qui existe en ce moment entre votre Gouvernement et celui de l'Allemagne. Mon intention n'est pas non plus d'engager mon Gouvernement dans cette affaire.

En faisant cette demande, je vous assure, M. le Ministre, que c'est seulement en vue d'aplanir les difficultés qui existent actuellement et d'éviter toute effusion de sang et tout désordre pouvant nuire aux intérêts des citoyens américains qui résident dans votre île et qui y font des affaires.

J'espère, M. le Ministre, qu'il vous sera possible de m'accorder cette demande pour le bien de votre pays et du mien.

Avec mes meilleurs vœux, je suis, Monsieur le Ministre, votre obéissant serviteur.

W.-F. POWELL.

(Traduction.)

LÉGATION DES ETATS-UNIS

Port-au-Prince, Haïti, octobre 21. 97.

*Monsieur Solon, secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères,
Port-au-Prince, Haïti.*

Monsieur,

Me référant à une lettre que je vous ai adressée ce matin, j'estime que vous pourrez sans inconvénient relaxer M. Emile Luders : mon Gouvernement considérera cette mesure comme un acte amical, fait en vue d'un arrangement amiable de toute cette affaire, et je peux vous assurer, M. le Ministre, que M. Luders partira, s'il est mis en liberté, sur le steamer hollandais qui doit laisser pour New-York demain. J'espère, M. le Ministre, que ceci déterminera son prompt élargissement et par suite, l'atténuation de la grande tension existante, sans aucune humiliation pour votre Gouvernement, puisque

ce sera un acte d'amicale courtoisie de la part de votre Gouvernement envers le mien.

Avec l'assurance de mon estime personnelle, Monsieur le Ministre, je suis, votre obéissant serviteur,

W.-F. POWELL.

Port-au-Prince, le 22 octobre 1897.

Secrétairerie d'Etat des Relations Extérieures.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos deux dépêches en date des 20 et 21 du courant, par lesquelles vous avez bien voulu, au nom de votre Gouvernement et à titre purement gracieux et amical, demander une mesure d'élargissement en faveur de M. Emile Luders, détenu dans la prison de cette ville.

Son Excellence le Président de la République et le Conseil des Secrétaires d'Etat reconnaissent pleinement le mobile qui a déterminé votre généreuse démarche et je suis chargé de vous transmettre leurs sincères remerciements pour ce haut témoignage de sympathie que vous donnez, en ces jours d'épreuves, à un peuple qui a conscience de sa faiblesse numérique, mais qui veut rester digne de ceux auxquels il doit son affranchissement et son indépendance.

C'est pourquoi, s'inspirant uniquement des sentiments réciproques de franche amitié qui existent entre la République d'Haïti et la Noble et Grande République fédérale, mon Gouvernement a décidé d'accueillir favorablement votre royale requête, et je viens vous donner l'assurance que Son Excellence le Président de la République prendra aujourd'hui un arrêté de grâce au profit de M. Emile Luders.

Cependant, tout en prenant acte de la promesse d'éloignement immédiat de ce condamné, je ne dois pas vous laisser ignorer que mon Gouvernement réserve son droit d'arrêter en toute circonstance une mesure officielle d'expulsion pour interdire désormais à M. Emile Luders l'accès de ce pays qu'il a renié.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Solon MÉNOS.

Son Excellence M. W.-F. Powell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, à Port-au-Prince.

LIBERTÉ, EGALITÉ, FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

ARRÊTE

TIRÉSIAS AUGUSTIN SIMON SAM,

Président d'Haïti.

Vu l'article 103 de la Constitution et la loi du 26 septembre 1860 sur l'exercice du droit de grâce et de commutation de peines;

Vu les dépêches en date des 20 et 21 octobre 1897 adressées au Secrétaire d'Etat des Relations Extérieures par l'honorable M. W.-F. Powell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique;

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat de la Justice,

Arrête ce qui suit :

Article premier. — Grâce pleine et entière est accordée, à partir de ce jour, les droits des tiers réservés, si aucuns sont, au nommé Emile Luders, con-

damné par jugement du Tribunal correctionnel de Port-au-Prince, rendu le 14 octobre courant.

Art. 2. — Le présent arrêté sera exécuté à la diligence du Secrétaire d'Etat de la Justice.

Fait au Palais National de Port-au-Prince, le 22 octobre 1897, an 94^{me} de l'Indépendance.

T.-A.-S. SAM.

Par le Président :

Le Secrétaire d'Etat de la Justice,

A. DYER.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

ARRÊTÉ

TIRÉSIA AUGUSTIN SIMON SAM,

Président d'Haïti.

Vu l'article 103 de la Constitution et la loi du 26 septembre 1860 sur l'exercice du droit de grâce et de commutation de peines;

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat de la Justice,

Arrête ce qui suit :

Article premier. — Grâce pleine et entière est accordée à partir de ce jour, les droits des tiers réservés, si aucuns sont, au nommé Dorléus Prémumé, condamné par jugement du Tribunal correctionnel de Port-au-Prince, rendu le 14 octobre courant.

Art. 2. — Le présent arrêté sera exécuté à la diligence du Secrétaire d'Etat de la Justice.

Fait au Palais National de Port-au-Prince, le 22 octobre 1897, an 94^{me} de l'Indépendance.

T.-A.-S. SAM.

Par le Président :

Le Secrétaire d'Etat de la Justice,

A. DYER.

Secrétairerie d'Etat de l'Intérieur et de la Police générale.

Sans méconnaître le sentiment de patriotisme qui a dicté l'article « Le différend allemand devant les Chambres », publié dans *l'Impartial* du 21 octobre courant, n° 7 bis, le Département de l'Intérieur regrette que M. Frédérique, directeur politique du journal et auteur de l'article, ait cru devoir faire, à l'occasion du différend en question, des menaces aux allemands en général et particulièrement au Chargé d'affaires d'Allemagne. Dans une pareille occurrence, les patriotes éclairés, spécialement les journalistes, doivent penser qu'ils ne seconderont efficacement l'action du Gouvernement qu'en donnant au peuple l'exemple du calme et de la modération, qui n'excluent point la fermeté et l'énergie.

Port-au-Prince, le 23 octobre 1897.

ROUMANIE

Le Parlement a été ouvert le 27 novembre.

Le discours du Trône rappelle d'abord les dures épreuves subies cette année par la Roumanie et qui ont eu pour cause la maladie du prince héri-

tier. Le Roi exprime toute sa reconnaissance au sujet des preuves d'amour et de dévouement qui lui ont été données à cette occasion par toutes les classes sociales.

En ce qui concerne la politique étrangère, le message dit textuellement :

« L'inquiétude qui a envahi l'Europe, lors de la guerre entre la Grèce et la Turquie, a disparu aujourd'hui, et l'action unie des grandes puissances assure la paix générale qui donnera un nouvel essor au développement des peuples.

« Au milieu de ces circonstances, la situation de la Roumanie s'est encore consolidée, et nous avons reçu, de toutes parts, des marques de sympathie vive et réelle pour la constance avec laquelle nous avons poursuivi une politique pacifique et prudente.

« Ainsi les relations du Royaume avec tous les Etats sont des plus cordiales.

« J'ai tenu à renouveler cette année aussi l'expression des sentiments d'amitié et de vénération que j'ai toujours eus pour S. M. l'Empereur François-Joseph, et je constate avec une vive satisfaction la réception brillante qui nous a été faite, à la Reine et à moi, dans la capitale de la Hongrie.

« Les relations de bon voisinage et d'amitié entre la Roumanie et la Bulgarie ont trouvé une nouvelle affirmation dans la visite de S. A. R. le prince Ferdinand, qui nous a donné une preuve précieuse de ses sentiments et de ceux de son peuple pour nous.

« Je ne peux ne pas me rappeler avec reconnaissance la gracieuse attention de S. M. l'Empereur de Russie qui a bien voulu me faire saluer par un envoyé extraordinaire dans ma seconde capitale.

« Les relations économiques entre la Roumanie et l'Empire ottoman se trouvent aujourd'hui consolidées par une convention commerciale qui sera incessamment soumise à votre délibération. »

Le message rappelle ensuite l'inauguration du palais universitaire de Jassy, et la réception cordiale faite alors à Leurs Majestés.

Le message annonce encore un projet de loi sur l'enseignement secondaire et supérieur.

Relativement aux finances, il dit que le budget 1896-1897 a été clos le 30 septembre dernier avec un excédent supérieur à 3 millions.

« Ce résultat aurait été certainement plus satisfaisant, si les pluies et les inondations n'avaient causé de grandes pertes aux récoltes. Le prochain budget sera en équilibre.

« Les inondations ont été préjudiciables à notre système de communications et ont démontré la nécessité de réformer la loi sur les voies de communication. La Compagnie des chemins de fer fera construire de nouveaux magasins de marchandises très bien organisés. »

Le message parle de l'amélioration du service maritime et de la modification de la législation sur le service des eaux et de la réorganisation des chemins de fer.

Le message royal annonce le dépôt d'un projet de loi ayant pour but d'améliorer et de compléter l'organisation de l'armée. Ce projet porte également sur l'avancement, sur le recrutement et sur le développement de la marine. Il annonce aussi une plus large inamovibilité des juges, l'institution d'un Conseil législatif permanent et du transfert de l'administration pénitentiaire au Ministère de la justice.

Le message annonce, en outre, une modification de la loi sur les Conseils généraux, sur les services sanitaires et sur la statistique.

Il annonce ensuite une nouvelle organisation du Ministère des domaines, la formation des Syndicats agricoles et une loi sur le dessèchement du delta du Danube.

Le message constate enfin que le Royaume roumain a aujourd'hui sa situation politique bien assise et qu'il faut seulement développer ses forces

matérielles, créer des relations économiques utiles et stables et consolider la marche du progrès moral et scientifique.

Le discours du Trône a été chaleureusement applaudi et acclamé.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} octobre. — *Châteaubriand et la guerre d'Espagne*, d'après des documents inédits : I. *Les Conférences de Vienne et le Congrès de Vérone*, par le marquis de Gabriac. — *Le Communisme en Amérique*, par Th. Bentzon. — *En Thessalie. Journal de Campagne*, par Pierre Mille. — *La supériorité des Anglo-Saxons et le livre de M. Demolins*, par G. Valbert.

15. — *La monarchie austro-hongroise et l'équilibre européen : les nationalités et l'empereur*, par Charles Benoist. — *Sur les chemins des pèlerins et des émigrants*, par Em. Bertheaux (impressions d'Italie). — *La question de la population et la civilisation démocratique*, par Paul Leroy-Beaulieu. — *En Thessalie, journal de campagne*, par Pierre Mille (impressions et conclusions également intéressantes).

Le Correspondant.

25 juin. — *Le salut social par la croyance*, par E. Julien. — *La fin de l'humanité*, par le marquis de Nadaillac. — *La protection des femmes à Londres*, par Paul Nourrisson. — *Les capitaux français à l'étranger*, par Marcel Labordère. (L'auteur conclut un peu radicalement dans le sens d'une suppression des marchés à terme à la Bourse). — *Vatican et Kremlin*, par de Lanzac de Laborie (à propos du livre du P. Pierling sur la Russie et le Saint-Siège).

10 juillet. — *Victor-Emmanuel et Napoléon III*, d'après de nouveaux documents italiens, par le comte Grabinski (ce sont les mémoires du général della Rocca, récemment publiés). — *Mgr Macaire : création du patriarcat Copte en 1895, ambassade auprès de Ménélik en 1896*, par le comte de Noailles. — *La monnaie de Paris en 1897*, par An. Langlois. — *Remèdes moraux et remèdes légaux de l'alcoolisme*, par Maurice Vanlaer.

25. — *Strasbourg ou Alexandrie : l'alliance russe, l'alliance anglaise, l'alliance allemande*, par Henri de Cardonne (avantages et dangers éventuels de ces diverses alliances pour la France; l'auteur préconise la politique de la paix vigilante avec le maintien scrupuleux de l'alliance franco-russe). — *Le Concile anglican de Lambeth*, par le R. P. Ragey. — *La marine de guerre de l'Allemagne*. — *Victor-Emmanuel et Napoléon III* (suite). — *Napoléon inédit*, par de Lanzac de Laborie (à propos de la récente publication des lettres inédites de Napoléon I^{er}).

10 août. — *Un parallèle entre la race française et la race anglo-saxonne*, par le vicomte de Meaux. — *Victor-Emmanuel et Napoléon III* (fin). — *La captivité des Italiens en Abyssinie*, par François Carry (renseignements intéressants qui, dans l'ensemble, font grand honneur à Ménélik).

25. — *Le duel anglo-allemand*, par un ancien diplomate (le duel serait imminent et il s'agit de savoir quelle attitude aurait la France et la Russie). — *Découverte de nouvelles mines d'or. Les placers du Yucon*, par le marquis de Nadaillac. (Ces mines, qui seraient d'une richesse merveilleuse, sont situées dans la Colombie anglaise qui fait partie, depuis 1873, du Dominion du Canada. Le climat y est très dur, les moyens de communication manquent, par suite la vie y est très difficile, mais les récits des gains faits par quelques-uns ont tellement excité les convoitises depuis deux ans que beaucoup

d'émigrants arrivent. Quel sera le résultat de ces découvertes et de cet immense afflux d'or?) — *Un parallèle entre la race française et la race anglo-saxonne* (fin), par le vicomte de Meaux. — *L'émigration italienne en France*, par A. Ebray (d'après un travail d'un secrétaire de l'ambassade d'Italie à Paris; l'émigration italienne a amené des difficultés presque dans tous les pays, spécialement dans le nôtre. Il semble qu'elles ne soient pas seulement dues à une antipathie politique ou à un protectionnisme exagéré, mais à l'infériorité morale des émigrants. Voici ce que dit l'auteur italien : « Le problème de notre émigration, si complexe quant à ses origines, et si douloureux quant à ses causes, continue d'être le *vezata questio* de la troisième Italie, qui s'est efforcée jusqu'ici de trancher ce nœud gordien. Or, cette question non seulement n'est pas résolue, mais devient de jour en jour plus grave. L'exorde desordonné continue, et tous les ans augmente le nombre effrayant des individus qui abandonnent l'Italie, en sorte que notre pays a le premier rang parmi les Etats à émigration. Terrible préséance que cette préséance de misère et d'ignorance, qui fait frémir de honte quand nous voyons à quels pauvres et tristes éléments est confiée si souvent à l'étranger la représentation de la patrie italienne. » Cette question de l'émigration a donné lieu à un important débat à la Chambre des députés italienne du 12 juillet; le marquis Visconti-Venosta a annoncé la présentation d'un projet de loi destiné à réglementer l'émigration et à en empêcher les abus.) — *Propos philosophiques sur le féminisme*, par la vicomtesse d'Adhémar. — *La fédération nationale des Canadiens-Français*, par C. Derouet. — *La lettre encyclique des évêques anglicans*, par le R. P. Ragey (lettre signée par 194 évêques réunis à Lambeth en juillet dernier). — *Le poète Gilbert : une fausse légende*, par H. Druon.

10 septembre. — *La première rencontre du Pape et de la République française. Bonaparte et Coleppi à Tolentino*, par le vicomte de Richemont (d'après les documents inédits des Archives du Saint-Siège). — *Le duc d'Aumale : les années de jeunesse, le premier exil*, par Ernest Daudet. — *La crise agricole : le paysan, le propriétaire*, par Adolphe Lair. — *Le poète Gilbert : Une fausse légende* (fin), par H. Druon. (Gilbert a été malheureux par son caractère plus que par la rigueur des choses et des circonstances.) — *L'âme française et les influences étrangères*, par Henri Chantavoine.

25. — *Le duc d'Aumale : fin de l'exil, les événements de 1870, prologue du retour*, par Ernest Daudet (beaucoup de lettres inédites). — *Le voyage du « Pothuau »*. *Les fêtes russes*. — *Les troubles politiques de l'Inde jugés par un Indien*, par A.-S. Ghosh (révélation peu favorables à l'Angleterre qui, par amour d'un gain sordide, tient un peuple enveloppé dans les ténèbres et la misère). — *Un ami de Châteaubriand* (lettres familières de M. et Mme de Châteaubriand à un ami anglais. M. Fraser Frisell). — *En Islande. Notes et impressions*, par Giquello, aumônier des œuvres de mer.

La Revue de Paris.

1^{er} octobre. — *Le duc d'Aumale*, par Auguste Laugel. (Il vécut à la limite de deux mondes, personne ne connut mieux la vieille France, ne fut plus fier de sa grandeur, ne fut plus capable de lui rendre justice; personne ne comprit mieux les besoins de la France moderne, ne fit mieux la part de ses exigences, ne fut plus indulgent pour ses imperfections et ses fautes.) — *L'art de Napoléon*, par le commandant Roussel. (Il y a entre Rossbach et Austerlitz toute la distance qui sépare le procédé de l'art lui-même, et c'est à cela que se mesure la hauteur immense dont le génie de Napoléon dépasse celui de Frédéric.) — *Impressions d'Annam*, par Pierre Loti.

15. — *Lettres de Lamennais à Montalembert*. (Elles vont de 1830 à 1833.) — *La Chambre basse*, par Léouzon le Duc. — *Ma retraite du pouvoir*, par le duc de Richelieu. (Mémoire rédigé en janvier 1822, c'est-à-dire dans le mois

qui suivit la chute du cabinet présidé par le duc de Richelieu). — *Sven Hedin dans l'Asie centrale*, par de Heidenstam (exploration faite de 1893 à 1897).

1^{er} novembre. — *Lettres de Lamennais à Montalembert* (elles vont de mai à septembre 1833). — *Les déformations de la langue française*, par Em. Deschanel (beaucoup d'observations piquantes). — *Le Crédit agricole et l'Etat*, par Louis Durand. (Conclusion : l'Etat sort de son rôle et dépasse ses droits lorsqu'il tente de procurer à une classe de citoyens, à l'aide des ressources publiques, un crédit qu'ils ne doivent attendre que d'eux-mêmes. L'Etat peut de diverses façons aider à l'organisation du crédit agricole, mais pas en prêtant de l'argent aux agriculteurs.) — *Au pays des Afridis* (mars 1877), par Georges Noblemaire. — *Ma retraite du pouvoir*, par le duc de Richelieu. (Fin d'un mémoire écrit par lui en janvier 1822; on peut y lire la phrase suivante : « Séparées l'une de l'autre par d'immenses espaces que la frénésie seule d'un conquérant, enivré de sa fortune, pouvait essayer de franchir, la France et la Russie ne peuvent jamais avoir de motifs de se nuire; leurs intérêts ne sont jamais en opposition; aucune rivalité ne peut exister entre elles; la prospérité de l'une ne peut faire de tort à l'autre, et la réunion de leurs forces suffit pour maintenir la paix du monde. »)

15. — *Sur les galères du roi*, par Ern. Lavisse (exposé clair et précis des abominations qui se commettaient encore au xvii^e et au xviii^e siècle pour entretenir les galères). — *Le peuplement français de la Tunisie*, par Jules Saurin (moyens qui devraient être employés pour l'opérer) — *Les déformations de la langue française* (fin), par Em. Deschanel. — *Les débuts de Gérard de Nerval*, par Léon Millot.

Revue politique et parlementaire.

10 octobre. — *La dépopulation de la France*, par Em. Levasseur. (Critique d'un travail publié par M. J. Bertillon dans un numéro précédent de la revue et animé d'un esprit essentiellement autoritaire. M. Levasseur pense avec raison que le système libéral est celui qui convient à un Etat républicain et à une nation éclairée maîtresse de ses destinées.) — *La question du pain en 1897*, par G. Graux. — *L'armée coloniale*, par Fleury-Ravarin. — *Les accidents du travail en Italie*, par Lampertico, sénateur italien. — *La question du crédit populaire*, par M. Dufourmantelle. — *L'assurance maritime : ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être*, par J. Durieux. (L'auteur critique la faculté d'assurer les bénéfices.) — *Essai d'une statistique des étudiants français*, par F. Lot. (La conclusion est que la France a infiniment trop d'étudiants en droit, médecine et pharmacie, vu surtout l'infériorité de sa population. En revanche, elle est trop pauvre en étudiants de sciences et de lettres.) — La vie politique et parlementaire aux Etats-Unis, en Hongrie, en Grèce.

Revue algérienne, tunisienne et coloniale.

Août-septembre. — *Deuxième étude sur le Hobous ou Ouakof*, par E. Mercier, interprète assermenté (à propos d'un ouvrage récent sur cette question très importante dans les pays musulmans).

Octobre-novembre. — *L'autorité de la chose jugée en droit musulman*, par Marcel Morand, professeur à l'Ecole de Droit d'Alger. (L'auteur montre qu'on a tort de penser que le droit musulman a répudié le principe de l'autorité de la chose jugée; spécialement en Algérie, les jugements rendus en matière musulmane ont l'autorité de la chose jugée, non pas seulement à l'égard des parties musulmanes et de leurs ayants cause musulmans, mais aussi à l'égard de leurs ayants cause français ou européens.)

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Août. — *France* : Règlement d'administration publique sur le régime financier et la comptabilité des Universités et des Facultés; le commerce extérieur en 1896 (légère augmentation par rapport à 1895); la situation des caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents de 1868 à 1896. — *Allemagne* : Le commerce extérieur pendant le 1^{er} semestre de 1897 (augmentation par rapport à 1896); statistique des banques allemandes. — *Belgique* : Nouveaux droits de fabrication sur l'alcool. — *Espagne* : Commerce extérieur pendant le 1^{er} semestre de 1897. — *Italie* : Règlement sur les frais de voyage et les indemnités de premier établissement des agents diplomatiques; taxe sur les vélocipèdes; commerce extérieur. — *Suisse* : Le monopole de l'alcool en 1896. — *Inde anglaise* : Le budget indien. — *Japon* : Le commerce extérieur (ce sont les maisons étrangères établies au Japon qui prennent la plus grande part à ce commerce).

Septembre. — *France* : Service de la Caisse d'épargne entre la France et la Belgique; produits de l'enregistrement, des domaines et du timbre en 1896 (il y aurait une différence en moins de 11 millions 1/2 par rapport aux prévisions budgétaires). — *Production des métaux précieux dans les divers pays de 1893 à 1895*. — *Evaluation des valeurs mobilières* (182 milliards de francs en Angleterre, 92 en Allemagne, 80 en France, 25 en Russie, 24 en Autriche, 17 en Italie). — *Allemagne* : Frais de voyage et de déplacement alloués aux fonctionnaires en Prusse (loi récente); les dépenses de la marine militaire de l'Allemagne de 1872 à 1897 (elles ont passé de 31 à 117 millions de marks); les budgets de l'Empire depuis 1870. — *Russie* : Commerce extérieur dans le 1^{er} trimestre de 1897; la situation économique en Sibérie. — *Etats-Unis* : Le nouveau tarif douanier.

Octobre. — *France* : Recettes des chemins de fer; régime de la propriété foncière et domaine public à Madagascar. — *Le prix des métaux précieux à Paris et à Londres depuis 1892* (tableau graphique; le métal blanc a perdu, en 1892 et en 1897, plus de la moitié de la valeur relative qui lui est attribuée, comparativement à l'or, par la loi monétaire française et par la convention de l'Union latine. — *Autriche-Hongrie* : Projet de budget autrichien pour 1898; le monnayage de 1892 à 1896 (on continue à frapper des thalers levantins); les caisses d'épargne en Autriche de 1862 à 1894. — *Norvège* : Statistique des revenus. — *Canada* : Recettes et dépenses du Dominion.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

UNION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE

Règlement de service international annexé à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, Revision de Budapest (1896) (1).

Art. 13 de la convention. — Les dispositions de la présente convention sont complétées par un règlement, dont les prescriptions peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par les administrations des États contractants.

I. — RÉSEAU INTERNATIONAL

Art. 4 de la convention. — Chaque gouvernement s'engage à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des télégrammes.

Ces fils seront établis et desservis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

I

Les bureaux entre lesquels l'échange des télégrammes est continu ou très actif sont, autant que possible, reliés par des fils directs. Ces fils ont une résistance électrique maxima de 7 1/2 ohms au kilomètre et présentent des garanties suffisantes au point de vue de la résistance mécanique et de l'isolement. Les transmissions sur ces fils ne sont effectuées, dans la règle, que par les bureaux désignés comme points extrêmes.

(1) *Journal officiel de la République française* du 29 juin 1897. Le règlement de service et les tarifs ont été arrêtés à Budapest, le 22 juillet 1896, entre les administrations télégraphiques de l'Union Internationale. Ils ont été mis en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1897.

II

1. Les fils internationaux sont établis en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service des transmissions effectuées entre les deux bureaux directement reliés.

2. Le service de ces fils est assuré par des appareils Morse entre bureaux qui ont à faire face à un travail modéré, et par des appareils Hughes sur les lignes où la correspondance est plus active.

Lorsque le trafic comporte un nombre de télégrammes supérieur à 500 (environ 7,000 mots) par jour et par fil, les administrations intéressées pourvoient, soit à l'établissement d'un nouveau conducteur direct, soit à l'exploitation de la ligne par un système d'appareils plus rapides que l'appareil Hughes.

3. Ces fils peuvent être détournés de leur affectation spéciale en cas de dérangement des lignes, mais ils doivent y être ramenés dès que le dérangement a cessé.

4. Les administrations télégraphiques indiquent, sur chaque fil, un ou plusieurs bureaux intermédiaires obligés de prendre des télégrammes en passage, si la transmission directe entre les deux bureaux extrêmes est impossible.

III

1. Les administrations concourent, dans les limites de leur action respective, à la sauvegarde des fils internationaux et des câbles sous-marins; elles combinent, pour chacun d'eux, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

2. Des expériences en vue de mesurer l'état électrique (isolement, résistance, etc.) des fils internationaux de grande communication ont lieu, par les soins des bureaux extrêmes, au moins une fois par mois, à des jours et heures à fixer d'un commun accord par les offices intéressés. Les résultats en sont inscrits sur des registres *ad hoc*.

3. Les chefs de service des circonscriptions desservies par des fils internationaux s'entendent directement pour régler et exécuter ces expériences et pour assurer l'application des dispositions concertées dans l'intérêt du service commun.

IV

1. Entre les villes importantes des Etats contractants le service est, autant que possible, permanent le jour et la nuit, sans interruption.

2. Les bureaux ordinaires à service de jour complet sont ouverts au public au moins de huit heures du matin à neuf heures du soir.

3. Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les administrations respectives des Etats contractants. Chaque Etat peut appliquer, le dimanche, aux bureaux à service complet les heures du service limité; cette mesure est notifiée au bureau international des administrations télégraphiques, qui la porte à la connaissance des autres administrations.

4. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau à service permanent.

5. Entre deux bureaux d'Etats différents communiquant par un fil direct, la clôture est donnée par celui qui appartient à l'Etat dont la capitale a la position la plus occidentale.

6. Cette règle s'applique à la division des séances et à la clôture des procès-verbaux dans les bureaux à service permanent.

7. Le même temps est adopté par tous les bureaux d'un même Etat. Le temps moyen adopté par une administration est notifié au bureau international des administrations télégraphiques, qui le fait connaître aux autres administrations.

V

Les notations suivantes sont adoptées dans les documents à l'usage du service international pour désigner les bureaux télégraphiques :

N bureau à service permanent (de jour et de nuit) ;

$\frac{N}{2}$ bureau à service de jour prolongé jusqu'à minuit ;

C bureau à service de jour complet ;

L bureau à service limité (c'est-à-dire ouvert pendant un nombre d'heures moindre que les bureaux à service de jour complet) ;

F station de chemin de fer ouverte à la correspondance des particuliers ;

P bureau appartenant à une compagnie privée ;

S bureau sémaphorique ;

K bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie et qui n'accepte à l'arrivée que ceux à remettre « télégraphe restant » ou à distribuer dans l'enceinte d'une gare ;

E bureau ouvert seulement pendant le séjour de la cour ;

B bureau ouvert seulement pendant la saison des bains ;

H bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver ;

Ces notations (F, P, S, K, E, B, H) peuvent se combiner avec les précédentes.

$\frac{L}{BC}$ bureau à service de jour complet pendant la saison des bains et à service limité pendant le reste de l'année ;

$\frac{L}{HC}$ bureau à service de jour complet pendant l'hiver et à service limité pendant le reste de l'année ;

$\frac{C}{DL}$ bureau à service de jour complet les jours ordinaires, mais qui, le dimanche, n'est ouvert que pendant les heures de service limité ;
*, bureau fermé.

2. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A LA CORRESPONDANCE

Art. 1^{er} de la convention. — Les hautes parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Art. 2 de la convention. — Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Art. 3 de la convention. — Toutefois, elles déclarent n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Art. 5 de la convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1. Télégrammes d'Etat : ceux qui émanent du chef de l'Etat, des ministres, des commandants en chef des forces de terre et de mer et

des agents diplomatiques ou consulaires des gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes.

2. Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des Etats contractants et qui sont relatifs, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

3. Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Art. 7 de la convention. — Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Art. 8 de la convention. — Chaque gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres gouvernements contractants.

3. — RÉDACTION ET DÉPÔT DES TÉLÉGRAMMES PRIVÉS

Art. 5 de la convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1. Télégrammes d'Etat : ceux qui, etc.

2. Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des Etats contractants, etc.

3. Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Art. 6 de la convention. — Les télégrammes d'Etat et de service peuvent être émis en langage secret, dans toutes les relations.

Les télégrammes privés peuvent être échangés en langage secret entre deux Etats qui admettent ce mode de correspondance.

Les Etats qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, au départ et à l'arrivée, doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 8.

VI

1. Les télégrammes privés peuvent être rédigés en langage clair ou en langage secret, ce dernier se distinguant en langage convenu et en langage chiffré. Chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

2. Tous les offices acceptent, dans toutes leurs relations, les télégrammes privés en langage clair. Ils peuvent n'admettre ni au départ ni à l'arrivée les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage convenu ou en langage chiffré, mais ils doivent laisser ces télégrammes circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 8 de la convention de Saint-Petersbourg.

VII

1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans

l'une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale.

2. On entend par télégrammes en langage clair ceux qui sont entièrement rédigés en langage clair.

3. Chaque administration désigne, parmi les langues usitées sur le territoire de l'Etat auquel elle appartient, celles dont elle autorise l'emploi dans la correspondance télégraphique internationale en langage clair. L'usage de la langue latine est également autorisé.

VIII

1. Le langage convenu est celui qui se compose de mots ayant chacun un sens intrinsèque, mais ne formant pas de phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair.

2. Les mots du langage convenu ne peuvent avoir une longueur supérieure à dix caractères selon l'alphabet Morse. Ils doivent être empruntés à l'une ou plusieurs des langues allemande, anglaise, espagnole, française, hollandaise, italienne, portugaise et latine.

3. Les noms propres ne peuvent figurer dans les télégrammes rédigés, en tout ou partie, en langage convenu qu'autant qu'ils y sont employés avec leur signification en langage clair. Toutefois, les noms propres qui figurent dans le vocabulaire officiel peuvent être admis avec un sens convenu.

4. Le bureau d'origine peut demander à l'expéditeur la production de son code, afin de vérifier si les règles fixées dans les trois alinéas précédents sont bien observées.

5. A partir d'une date à fixer par une prochaine conférence, tous les mots employés dans les télégrammes privés rédigés en langage convenu seront extraits du vocabulaire officiel dressé par le bureau international des administrations télégraphiques, dûment augmenté.

IX

1. Le langage chiffré est celui qui est formé de groupes ou de séries de chiffres ayant une signification secrète.

2. Le langage chiffré doit, pour les télégrammes privés, être composé exclusivement de chiffres arabes. L'emploi de lettres ou groupes de lettres ayant une signification secrète est interdit. Ne sont pas considérées comme ayant une signification secrète les lettres employées dans les marques de commerce ni les lettres représentant les signaux du code commercial universel et employées dans les télégrammes sémaphoriques.

X

1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement, en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui sont en usage dans le pays où le télégramme est présenté.

2. Ces caractères sont les suivants :

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W,
X, Y, Z, A, A, A, E, N, O, U.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point (.), virgule (,), point et virgule (:), deux points (:), point d'interrogation (?), point d'exclamation (!), apostrophe ('), trait d'union (-), parenthèses (), guillemets (« »), barre de fraction (/), souligné.

Indications éventuelles et signes conventionnels.

Urgent ou (D), Réponse payée ou (RP), Réponse payée x mots ou (RPx), Réponse payée urgente ou (RPD), Réponse payée urgente x mots ou (RPDx), Collationnement ou (TC), Télégramme avec accusé de réception télégraphique ou (PC), Télégramme avec accusé de réception postal ou (PCP), Faire suivre ou (FS), Poste, Poste recommandée ou (PR), Exprès, Exprès payé ou (XP), Exprès payé x fr. ou (XP fr. x), Exprès payé télégraphe ou (XPT), Exprès payé lettre ou (XPP), Remettre ouvert ou (RO), Remettre en mains propres ou (MP), Télégraphe restant ou (TR), Poste restante ou (PG), Poste restante recommandée ou (PGR), x adresses ou (TMx), Communiquer toutes adresses.

3. Tout interligne, renvoi, rature, ou surcharge, doit être approuvé par l'expéditeur ou par son représentant.

XI

Les diverses parties dont se compose un télégramme doivent être libellées dans l'ordre suivant :

1^o Les indications éventuelles ; 2^o l'adresse ; 3^o le texte ; 4^o la signature.

XII

1. L'expéditeur doit écrire sur la minute et immédiatement avant l'adresse les indications éventuelles relatives à la remise, à la réponse payée, à l'accusé de réception, aux télégrammes urgents, avec collationnement, à faire suivre, à remettre ouverts, à remettre en mains propres.

2. L'expéditeur d'un télégramme multiple doit inscrire, suivant le cas, ces indications avant l'adresse de chaque destinataire qu'elles peuvent concerner ; toutefois, s'il s'agit d'un télégramme multiple urgent ou avec collationnement, il suffit que les indications relatives à l'urgence ou au collationnement soient inscrites une seule fois et avant la première adresse.

3. Les indications éventuelles peuvent être écrites sous la forme abrégée admise par le règlement (art. X). Dans ce cas, elles sont mises entre parenthèses ; mais les parenthèses ne sont ni taxées ni transmises. Lorsqu'elles sont exprimées en langage clair, elles doivent être écrites en français, à moins que les administrations en cause ne se soient entendues pour l'usage d'une autre langue.

XIII

1. Toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots : le premier désignant le destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de destination.

2. L'adresse doit comprendre toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme à destination. Ces indications, à l'exclusion des noms de personnes, doivent être écrites en français ou dans la langue du pays de destination.

3. L'adresse des télégrammes privés doit être telle que la remise au destinataire puisse avoir lieu sans recherches ni demandes de renseignements.

4. Elle doit, pour les grandes villes, faire mention de la rue et du numéro, ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession du destinataire ou donner tous autres renseignements utiles.

5. Pour les petites villes mêmes, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom propre.

6. La mention du pays ou de la subdivision territoriale de destination est essentielle dans toutes les circonstances où il peut y avoir doute sur la direction à donner au télégramme et notamment en cas d'homonymie.

7. Le dernier mot de l'adresse doit être, en général, le nom du bureau télégraphique de destination. Ce nom ne peut être suivi que du nom du pays ou de celui de la subdivision territoriale de destination, ou bien de ces deux noms. Dans ce dernier cas, c'est le nom de la subdivision territoriale qui doit suivre immédiatement celui du bureau destinataire.

Lorsque le nom du bureau de destination n'est pas encore publié dans la nomenclature officielle, la désignation du pays de destination est obligatoire.

8. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues par les paragraphes précédents doivent être acceptés et transmis aux risques et périls de l'expéditeur.

9. L'adresse peut être écrite sous une forme convenue ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre un télégramme dont l'adresse est ainsi formée et subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique d'arrivée.

Lorsque le télégramme est adressé à un tiers chez une personne qui a fait enregistrer une adresse abrégée ou convenue, le ou les mots représentant l'adresse enregistrée doivent être précédés de l'une des mentions « chez », « au soin de », ou de toute autre équivalente.

10. Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

XIV

Le texte d'un télégramme peut être omis.

XV

1. La signature peut revêtir la forme abrégée ou être omise.

2. L'expéditeur d'un télégramme privé est tenu d'établir son identité lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine.

3. Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, ainsi que le comporte la législation du pays d'origine. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement, soit par la formule :

« Signature légalisée par... »

4. Le bureau vérifie la sincérité de la légalisation. Hormis le cas où la signature lui est connue, il ne peut la considérer comme authentique que si elle est pourvue du sceau ou cachet de l'autorité signataire. Dans le cas contraire, il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation.

5. La légalisation, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés ; elle prend place après la signature du télégramme.

4. — TÉLÉGRAMMES D'ÉTAT. — TÉLÉGRAMMES DE SERVICE.

A. — *Télégrammes d'Etat.*

Art. 5 de la convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1. Télégrammes d'Etat : ceux qui émanent du chef de l'Etat, des ministres, des commandants en chef des forces de terre et de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes.

2. Télégrammes de service...

3. Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Art. 6 de la convention. — Les télégrammes d'Etat et de service peuvent être émis en langage secret dans toutes les relations.

.

XVI

1. Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigible lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

2. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme d'Etat primitif.

3. Les télégrammes des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, les télégrammes qui ne remplissent pas ces dernières conditions sont acceptés par les bureaux et transmis comme télégrammes d'Etat ; mais ces bureaux les signalent immédiatement à l'administration dont ils relèvent.

4. Le texte des télégrammes d'Etat peut, dans toutes les relations, être rédigé en langage clair ou en langage secret (convenu ou chiffré). Ces langages peuvent être employés simultanément dans un même télégramme, sous la réserve indiquée dans le paragraphe 7 du présent article.

5. Les dispositions de l'article VII sont applicables aux télégrammes d'Etat rédigés en langage clair.

6. Le texte convenu peut être formé de mots ayant au maximum dix caractères et tirés de l'une ou de plusieurs des langues allemande, anglaise, espagnole, française, hollandaise, italienne, portugaise ou latine.

7. Le texte chiffré peut être formé, soit de groupes ou de séries de chiffres, soit de groupes ou de séries de lettres ayant une signification secrète ; mais le mélange, dans un même télégramme, de chiffres et de lettres ayant une signification secrète n'est pas admis.

8. Les télégrammes d'Etat qui ne remplissent pas les conditions énoncées dans les paragraphes 6 et 7 du présent article ne sont pas refusés : mais ils sont signalés par le bureau qui constate les irrégularités à l'administration dont ce bureau relève.

9. Les télégrammes d'Etat sans texte ni signature sont admis.

10. Les télégrammes d'Etat, lorsqu'ils sont rédigés en langage clair, donnent lieu à une répétition partielle obligatoire (art. XL, § 1^{er}).

11. Les télégrammes d'Etat, lorsqu'ils sont rédigés en langage secret (convenu ou chiffré), doivent être répétés intégralement et d'office par le bureau réceptionnaire, ainsi que cela se pratique pour les télégrammes collationnés (art. LIII).

B. — *Télégrammes de service.*

Art. 5 de la convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

2. Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des Etats contractants et qui sont relatifs, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

Art. 11 de la convention. — Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des Etats contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau desdits Etats.

XVII

1. Les télégrammes de service se distinguent en télégrammes de service proprement dits et en avis de service.

2. Ils sont transmis en franchise dans toutes les relations, hormis les cas spécifiés dans l'article XVIII ci-après.

3. Ils sont rédigés en français lorsque les administrations en cause ne se sont pas entendues pour l'usage d'une autre langue ; il en est de même des notes de service qui accompagnent la transmission des télégrammes.

4. Ils doivent être limités aux cas qui présentent un caractère d'urgence et être libellés dans la forme la plus concise. Les administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour en diminuer autant que possible le nombre et l'étendue.

5. Les renseignements qui ne présentent pas un caractère d'urgence sont demandés ou donnés par la poste, au moyen de lettres affranchies.

6. Les télégrammes de service proprement dits sont échangés entre les administrations et les fonctionnaires qui y sont autorisés. Ils peuvent dans toutes les relations être rédigés en langage clair ou en langage secret (convenu ou chiffré). L'emploi de ces langages dans les télégrammes de service est soumis aux règles fixées pour les télégrammes d'Etat (art. XVI, §§ 4, 5, 6 et 7). L'adresse de ces télégrammes affecte la forme suivante :

« Directeur général à directeur général, Paris » ;

« Directeur à inspecteur, Turin », etc..., le lieu d'origine ne figurant que dans le préambule.

Ces télégrammes ne comportent pas de signature.

7. Les avis de service sont échangés entre les bureaux télégraphiques : ils sont relatifs au service des lignes ou des transmissions et ne comportent ni adresse ni signature.

La destination et l'origine de ces avis sont indiqués uniquement dans le préambule ; celui-ci est rédigé comme suit : « A Lyon de Lilliefeld » (suit la demande du bureau expéditeur).

8. Ils sont échangés toutes les fois que des incidents de service le nécessitent, notamment lorsque les indications de service d'un télégramme déjà transmis ne sont pas régulières (art. XXXVI, § 4) ; lors de rectification ou de renseignements relatifs à des télégrammes d'une série précédemment transmise (Art. XLI, §§ 1 et 2) ; en cas d'interruption dans les communications télégraphiques, lorsque les télégrammes ont été adressés par poste à un bureau télégraphique (art. XLIV) ; lorsqu'un télégramme ne peut être remis au destinataire (art. XLVIII) ; lorsque le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique n'est pas arrivé dans le même terme de vingt-huit jours (art. LXIII, § 3).

9. Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis doivent reproduire toutes les indications propres à faciliter la recherche de celui-ci, notamment le numéro de dépôt, et au besoin l'adresse complète. Ces avis doivent être dirigés, autant que possible, sur les bureaux par lesquels le télégramme primitif a transité.

10. Lorsque les bureaux de transit ont tous les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils doivent prendre les mesures propres à en éviter la retransmission inutile.

XVIII

1. L'expéditeur et le destinataire de tout télégramme transmis ou en cours de transmission peuvent, dans le délai de soixante-douze heures (dimanches non compris) qui suit, selon le cas, le dépôt ou l'arrivée de ce télégramme, faire demander des renseignements ou donner des instructions par voie télégraphique au sujet de cette correspondance. Ils peuvent aussi, en vue d'une rectification, faire répéter intégralement ou partiellement, soit par le bureau de destination ou d'origine, soit par un bureau de transit, un télégramme qu'ils ont expédié ou reçu. Ils doivent déposer les sommes suivantes :

1° Le prix du télégramme qui formule la demande ;

2° Le prix d'un télégramme pour la réponse, si une réponse télégraphique est demandée.

2. Les télégrammes rectificatifs, complétifs ou annulatifs, et toutes les autres communications relatives à des télégrammes déjà-transmis, ou en cours de transmission, lorsqu'ils sont adressés à un bureau télégraphique, doivent être échangés exclusivement entre les bureaux, sous forme d'avis de service taxés au compte de l'expéditeur ou du destinataire.

3. Celles de ces correspondances qui sont relatives à la répétition d'une transmission supposée erronée portent l'indice SR ; les autres portent l'indice ST.

4. Ces avis de service taxés affectent la forme suivante :

« ST Paris de Vienne 26 (numéro de l'avis de service taxé) 8 (nombre de mots) = 235 treize Kriechbaum (numéro, date et nom du des-

tinataire du télégramme à rectifier partiellement) remplacer troisième (mot du texte) 20 par 2000 » ;

« SR Calcutta de Londres 86 (numéro de l'avis de service taxé) 7 (nombre de mots) = 439 vingt-six Brown (numéro, date et nom du destinataire du télégramme à répéter partiellement ou totalement). Répétez premier, quatrième, neuvième (mots du texte du télégramme primitif à répéter) » ou : « répétez mot (ou... mots) après... » ou encore « répétez texte ».

Les mots à répéter ou à rectifier dans un télégramme sont désignés par le rang qu'ils occupent dans le texte de ce télégramme, abstraction faite des règles de la taxation.

Le numéro, lorsque le télégramme primitif n'en porte pas, est remplacé par l'heure de dépôt.

La réponse aux communications de l'espèce revêt la forme suivante :

« SR Londres de Calcutta, 40 (numéro de l'avis de service réponse) 4 (nombre de mots) = Brown (nom du destinataire), albatros, scrutiny, commune (les trois mots du télégramme primitif dont la répétition est demandée) ».

5. Les taxes des avis de service qui font l'objet du présent article sont remboursées lorsque ces avis sont motivés par des erreurs du service télégraphique (art. LXX).

6. Lorsque les mots dont la répétition est demandée sont écrits d'une manière douteuse, le bureau de départ joint à la répétition une note ainsi conçue : « Ecriture douteuse ». Dans ce cas, il n'est effectué aucun remboursement.

7. Les taxes encaissées pour les avis de service portant l'indice SR et pour les réponses y relatives ne figurent pas dans les comptes ; les taxes des avis de service portant l'indice ST y sont inscrites.

5. — COMPTE DES MOTS

XIX

1. Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour être transmis à son correspondant est taxé et conséquemment compris dans le nombre des mots. Toutefois, les signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union ne sont pas taxés, mais leur transmission n'est obligatoire que dans le régime européen. Les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés ni transmis.

2. Le nom du bureau de départ, le numéro du télégramme, le quantième et l'heure du dépôt, les indications de voie et les mots, nombres ou signes qui constituent le préambule, ne sont pas taxés. Ceux de ces renseignements qui parviennent au bureau d'arrivée (art. XXXVII) figurent sur la copie remise au destinataire.

3. L'expéditeur peut insérer ces mêmes indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots taxés.

4. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue ne sont pas admises. Toutefois, les noms de villes et de pays ; les noms patronymiques appartenant à une même personne ; les noms de lieux, places, boulevards, rues, etc. ; les noms de navires ; les nombres entiers et fractionnaires écrits en toutes lettres, et les mots

composés admis à ce titre dans les langues anglaise et française, et dont il peut être justifié, le cas échéant, par la production d'un dictionnaire, peuvent être respectivement groupés en un seul mot sans apostrophe ni trait d'union.

5. Le compte des mots du bureau d'origine est décisif, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le télégramme contient des réunions ou des altérations de mots de la langue du pays de destination contraires à l'usage de celle-ci, le bureau d'arrivée a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. S'il est fait usage de cette faculté, le télégramme n'est remis au destinataire qu'après paiement de la taxe complémentaire. Dans le cas de refus de paiement, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau de départ : « Wien de Paris 5 h. 10 s = N°... (nom du destinataire)... (reproduire les mots réunis abusivement ou altérés)... mots (indiquer pour combien de mots on aurait dû taxer). » Si l'expéditeur dûment avisé du motif de non-remise consent à payer le complément, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau destinataire : « Paris de Wien 7 h. s = N°... (nom du destinataire) complément perçu. » Dès la réception de cet avis de service, le bureau d'arrivée remet le télégramme. Le complément est conservé par l'office qui l'a perçu.

XX

1. Sont comptés pour un mot dans tous les langages :

1° En adresse :

a) Le nom du bureau télégraphique de destination écrit tel qu'il figure dans la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux, même lorsque ce nom est suivi de celui du pays ou de celui de la subdivision territoriale auquel ce bureau appartient ;

b) Respectivement les noms de pays ou de subdivisions territoriales s'ils sont écrits en conformité des indications de ladite nomenclature ;

2° Tout mot convenu remplissant d'ailleurs les conditions fixées à l'article 8 ou à l'article 16 ;

3° Tout caractère, toute lettre, tout chiffre isolés ;

4° Le souligné ;

5° La parenthèse (les deux signes servant à la former) ;

6° Les guillemets (les deux signes placés au commencement et à la fin d'un seul et même passage) ;

7° Les indications éventuelles écrites sous la forme abrégée admise par le règlement (art. 10).

2. Dans les télégrammes-mandats, le nom du bureau postal d'émission, le nom du bureau postal payeur et celui de la résidence du bénéficiaire sont toujours taxés chacun pour un seul mot.

3. Dans les télégrammes rédigés exclusivement en langage clair, chaque mot simple et chaque groupement autorisé par l'article XIX, paragraphe 4, sont comptés respectivement pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères selon l'alphabet Morse, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu.

4. Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à dix caractères.

Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, c'est-à-dire composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix caractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix caractères. Si ce télégramme mixte comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les mots sont comptés suivant les prescriptions du paragraphe 6 ci-après.

Si le télégramme mixte ne comprend qu'un texte en langage clair et un texte en langage chiffré, les passages en langage clair sont comptés suivant les prescriptions du paragraphe 3 du présent article, et ceux en langage chiffré suivant les prescriptions du paragraphe 6 ci-après.

5. Les mots séparés par une apostrophe ou réunis par un trait d'union sont respectivement comptés comme des mots isolés.

6. Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédent. La même règle est applicable au calcul des groupes de lettres, dans les télégrammes d'Etat, aussi bien que des groupes de chiffres et de lettres employés soit comme marques de commerce, soit dans les télégrammes sémaphoriques (art. LXII, § 2).

Sont comptés pour un chiffre ou une lettre dans le groupe où ils figurent : les points, les virgules, les tirets et les barres de fraction. Il en est de même de chacune des lettres ajoutées aux groupes de chiffres pour désigner les nombres ordinaires.

7. Lorsque l'office de départ s'aperçoit, après transmission d'un télégramme, de la présence, dans ce télégramme, de groupes de lettres non autorisés ou de mots n'appartenant à aucune des langues admises, ou lorsque l'office d'arrivée signale à celui de départ l'existence de tels groupes ou mots, l'office de départ, pour le calcul du complément de taxe à recouvrer sur l'expéditeur, compte les groupes ou mots susvisés conformément aux règles indiquées au paragraphe précédent.

XXI

Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots.

DÉSIGNATION	NOMBRE DE MOTS		DÉSIGNATION	NOMBRE DE MOTS	
	Dans l'adresse	Dans le texte		Dans l'adresse	Dans le texte
New-York	1	2	Emmingen, Hannover (1)	1	2
Newyork	1	1	Emm., Württemberg (1)	1	2
Frankfurt am Main.....	1	3	New South Wales.....	1	3
Frankfurt a /M.....	1	2	Newsouthwales	1	1
Frankfurtmain	1	1	XP 2 fr. 50 (indication		
Sanct Poelten.....	1	2	éventuelle écrite sous		
Sanctpoelten.....	1	1	la forme abrégée)....	1	—

DÉSIGNATION	NOMBRE DE MOTS	DÉSIGNATION	NOMBRE DE MOTS
Van de brande.....	3	10 fr. 50.....	3
Vandebrende (<i>nom de per-</i> <i>sonne</i>).....	1	fr. 10.50.....	2
Du bois.....	2	11 h. 30.....	3
Dubois (<i>nom de personne</i>)..	1	11.30.....	1
Belgrave Square.....	2	Huit/10.....	2
Belgravesquare (<i>contraire à</i> <i>l'usage de la langue</i>).....	2	5/douzièmes.....	2
Hyde Park.....	2	5 bis.....	2
Hydepark (<i>contraire à l'usage</i> <i>de la langue</i>).....	2	30 a (3).....	3
Hydepark Square (2).....	2	15 × 6 (3).....	4
Hydeparksquare (<i>contraire à</i> <i>l'usage de la langue</i>).....	2	Two hundred and thirty four.	5
Saint James Street.....	3	Two hundred and thirty four	
Saintjames Street.....	2	(23 caractères).....	2
Rue de la Paix.....	4	Troisdeuxtiers.....	1
Rue delapaix.....	2	Unneufdixièmes.....	1
Responsabilité (14 caractè-		Deux mille cent quatre vingt	
res).....	1	quatorze.....	6
Kriegsgeschichten (15 caract-		Deux mille cent quatre vingt	
ères).....	1	quatorze (32 caractères)...	3
Inconstitutionnalité (20 ca-		E.....	1
ractères).....	3	E. M. (<i>lettres isolées, initia-</i> <i>les de noms</i>).....	2
A-t-il.....	3	Emvthf (6 caractères). (<i>Let-</i> <i>tres secrètes dans télé-</i> <i>grammes d'Etat ou mar-</i> <i>que de commerce</i>).....	2
C'est-à-dire.....	4	Ch23 (<i>marque de commerce</i>)..	2
Aujourd'hui.....	2	G. H. F. 45 (<i>marque de com-</i> <i>merce</i>).....	4
Aujourd'hui.....	1	197a/199a (<i>marque de com-</i> <i>merce</i>).....	4
Porte-monnaie.....	2	AP.....	
Portemonnaie.....	1	M.....	
Prince of Wales (<i>navire</i>)....	3	3.....	
Princeofwales (<i>navire</i>).....	1	M (<i>marque de commerce</i>)...	2
44 1/2 (5 caractères).....	1	L'affaire est <u>urgente</u> , partir	
44 1/2 (6 caractères).....	2	<u>sans retard</u> (7 mots et 2	
44.5 (5 caractères).....	1	<u>soulignés</u>).....	9
44.55 (6 caractères).....	2	Reçu de vos nouvelles indi-	
44/2 (4 caractères).....	1	rectes (assez mauvaises) télé-	
44/ (3 caractères).....	1	graphiez directement (9	
2 0/0 (4 caractères).....	1	mots et 1 passage entre pa-	
2 p. 0/0.....	3	renthèses).....	10
54-58 (5 caractères).....	1		
17 ^m (4 caractères).....	1		
Le 1529 ^m (1 mot et un grou-			
pe de 6 caractères).....	3		
10 francs 50 centimes ou			
10 fr. 50 c.....	4		

(1) Hannover et Wurtemberg suivant Emmingen servent à compléter la désignation de deux bureaux homonymes d'un même Etat et figurent ainsi à la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques.

(2) Dans ce cas, l'expression « Hydepark », en un seul mot, ne compte que pour un mot, parce que le mot « park » fait partie intégrante du nom du square.

(3) Les appareils télégraphiques ne peuvent reproduire des expressions telles que 30^m 15 × 6, etc. Les expéditeurs doivent être invités à leur substituer la signification explicite « 30 exposant a », « 15 multiplié par 6 », etc., etc.

6. — TARIFS ET TAXATION

Art. 10 de la convention. — Les hautes parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre bureaux de deux quelconques des Etats contractants sera uniforme. Un même Etat pourra toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le taux de la taxe est établi d'Etat à Etat, de concert entre les gouvernements extrêmes et les gouvernements intermédiaires.

Les taxes des tarifs applicables aux correspondances échangées entre les Etats contractants pourront, à toute époque, être modifiées d'un commun accord.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

XXII

1. Les télégrammes sont, en ce qui concerne l'application des taxes et de certaines règles de service, soumis, soit au régime européen, soit au régime extraeuropéen.

2. Le régime européen comprend tous les pays d'Europe ainsi que l'Algérie, la Tunisie, la Russie du Caucase, la Turquie d'Asie, le Sénégal, les côtes du Maroc, et les autres contrées situées hors de l'Europe qui sont déclarées par les administrations respectives comme appartenant à ce régime.

3. Le régime extraeuropéen comprend tous les pays autres que ceux visés au paragraphe précédent.

4. Un télégramme est soumis aux règles du régime européen lorsqu'il emprunte exclusivement les lignes de pays appartenant à ce régime.

5. Un télégramme est soumis aux règles du régime extraeuropéen lorsque, pour parvenir à destination, il transite à un moment quelconque par un pays soumis au régime extraeuropéen, ou lorsqu'il est originaire ou à destination d'un pays appartenant à ce régime.

XXIII

Le tarif pour la transmission télégraphique des correspondances internationales se compose :

- a) Des taxes terminales des offices d'origine et de destination ;
- b) Des taxes de transit des offices intermédiaires, s'il y a lieu.

XXIV

1. La taxe est établie par mot pur et simple ; toutefois, pour la correspondance du régime européen, chaque administration pourra, en se conformant aux dispositions de l'article XXVIII du règlement, percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra ou imposer un minimum de taxe qui ne devra pas dépasser 1 franc par télégramme.

2. Dans la correspondance du régime européen, une seule et même taxe élémentaire terminale, une seule et même taxe élémentaire de transit sont adoptées par tous les Etats.

3. La taxe élémentaire terminale est fixée à 10 centimes.

4. La taxe élémentaire de transit est fixée à 8 centimes.

5. Ces deux taxes élémentaires sont réduites respectivement à 6 centimes et denri et 4 centimes pour les États suivants : Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Danemark, Grèce, Luxembourg, Montenegro, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Serbie et Suisse.

6. Les autres États du régime européen auront également la faculté de réduire leurs taxes terminales et de transit, pour tout ou partie de leurs relations, dans les conditions fixées par l'article XXVII.

7. La Russie et la Turquie, en raison des conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouvent l'établissement et l'entretien de leurs réseaux, auront la faculté d'appliquer des taxes terminales et de transit supérieures aux taxes élémentaires susmentionnées.

8. Une taxe spéciale de transit pourra être établie, dans chaque cas particulier, pour le parcours des câbles sous-marins.

XXV

1. La taxe à percevoir entre deux pays du régime européen est toujours, et par toutes les voies, la taxe de la voie existante qui, par l'application normale des taxes élémentaires, a donné le chiffre le moins élevé, sauf les exceptions qui peuvent résulter de l'application des dispositions du paragraphe 8 de l'article précédent ou du paragraphe 1^{er} de l'article XXIX.

2. Le tableau A, annexé au présent règlement, établit les taxes de pays à pays, pour le régime européen, conformément aux dispositions ci-dessus et aux déclarations admises par la conférence.

3. Dans la correspondance du régime extraeuropéen, la taxe est fixée conformément au tableau B également annexé au présent règlement.

4. Les taxes qui figurent dans le règlement et dans les tableaux annexes sont exprimées en francs d'or.

XXVI

1. On entend par voie normale, celle dont la taxe, calculée d'après les dispositions de l'article XXV, paragraphe 1^{er}, est la moins élevée.

2. Si l'expéditeur n'a pas indiqué la voie à suivre conformément à la faculté qui lui est accordée par l'article XLII, la taxe est toujours calculée d'après la voie normale.

XXVII

1. Les modifications du taux ou des bases d'application des tarifs qui pourront être arrêtées entre États intéressés, en vertu du paragraphe 4 de l'article 10 et de l'article 17 de la convention, devront avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible, et les combinaisons nécessaires seront réglées de telle manière que les taxes terminales des offices d'origine et de destination restent égales, quelle que soit la voie suivie.

2. Toute taxe nouvelle, toute modification d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne seront exécutoires que quinze jours au moins après leur notification par le bureau international des administrations télégraphiques, jour de dépôt non compris.

3. Les administrations des Etats contractants s'engagent à éviter, autant que possible, les variations de taxes qui pourraient résulter des interruptions de service des câbles sous-marins.

XXVIII

1. Les taxes à percevoir en vertu des articles XXII à XXVI peuvent être arrondies en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux annexés au présent règlement, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales, d'après les convenances monétaires ou autres du pays d'origine.

2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition des taxes revenant aux autres offices intéressés. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux, au moyen des équivalents du paragraphe suivant, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe, c'est-à-dire la taxe réglementaire d'un mot.

3. A l'effet d'assurer l'uniformité de taxe prescrite par la convention, les pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent, pour la perception de leurs taxes, un équivalent dans leur monnaie respective, se rapprochant aussi près que possible de la valeur du franc en or.

4. L'équivalent du franc est actuellement de :

En Allemagne, 0,85 mark ;

Dans la République Argentine, 20 centavos ;

En Autriche, en Hongrie et en Bosnie-Herzégovine, 1 couronne (50 kreuzer) ;

Au Brésil, 900 reis ;

En Bulgarie, 1 lèv ;

En Cochinchine, 34 centièmes de piastre ;

Dans les colonies espagnoles : Cuba, 19 centavos de peso ; Philippines et Porto-Rico, 31 centavos de peso ;

En Danemark, 0,80 krone ;

En Egypte, 38,575 millièmes (3 piastres, 34 paras, monnaie tarif) ;

En Espagne, 1 peseta 20 centimos ;

Dans la Grande-Bretagne, 9,6 pence ;

En Grèce, 1 drachme ;

Dans les Indes britanniques, 0,68 roupie ;

En Italie, 1 lira ;

Au Japon, 0,34 yen d'argent ;

Dans le Montenegro, 50 kreuzer (valeur autrichienne) ;

En Norvège, 9,80 krone ;

Dans les Pays-Bas et dans les Indes néerlandaises, 0,50 florin ;

En Perse, 52 schahis ;

En Portugal, 240 reis ;

En Roumanie, 1 leu ;

En Russie, 0,25 rouble métallique ;

En Serbie, 1 dinar ;

En Siam, 38 atts 4 dixièmes ;

En Suède, 0,80 krone ;

En Turquie, 4 piastres 23 paras.

5. Lorsque la valeur de la monnaie d'un pays subit des variations à raison des fluctuations du change, l'équivalent du franc indiqué ci-dessus est, en cas de changement notable, modifié en prenant pour base le cours moyen du change du franc pendant le trimestre précédent. Il appartient à l'administration du pays en cause de modifier l'équivalent conformément à la disposition ci-dessus, d'indiquer le jour à partir duquel les taxes seront perçues d'après le nouvel équivalent et de le faire notifier aux autres offices par l'intermédiaire du bureau international.

6. Le paiement peut être exigé en valeur métallique.

XXIX

1. Lorsque l'expéditeur, profitant de la faculté qui lui est attribuée par l'article XLII, a prescrit une voie détournée, il doit payer la totalité des taxes de transit normales, calculées conformément aux dispositions de l'article XXIV et des tableaux prévus par l'article XXV ci-dessus.

2. L'indication de la voie prescrite par l'expéditeur est transmise dans le préambule comme indication de service et n'est point taxée.

7. — PERCEPTION DES TAXES

XXX

1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf les exceptions prévues pour les télégrammes à faire suivre (art. LVI, § 7), les frais d'express (art. LX, § 1), les télégrammes sémaphoriques (art. LXII, § 6) et les altérations ou réunions abusives de mots constatées par le bureau d'arrivée (art. XIX, § 5) qui donnent lieu à une perception sur le destinataire.

2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue.

3. L'office d'origine a la faculté de percevoir, de ce chef, une rétribution à son profit, dans les limites de 25 centimes.

4. Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre paiement de la taxe due.

5. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'office d'arrivée, à moins d'arrangements spéciaux conclus conformément à l'article 17 de la convention, sauf ce qui est prévu à l'article LXII ci-après, pour les télégrammes sémaphoriques dans le régime extraeuropéen.

6. Les administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires pour que les taxes à percevoir à l'arrivée, et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire, soient recouvrées sur l'expéditeur. Quand ce recouvrement a lieu, l'administration qui l'effectue conserve les taxes perçues.

XXXI

1. Les taxes perçues en moins par erreur et les taxes et frais non

perçus sur le destinataire, par suite de son refus ou de l'impossibilité de le trouver, doivent être complétés par l'expéditeur.

2. Les taxes perçues en plus par erreur sont de même remboursées aux intéressés. Toutefois, le montant des timbres appliqués en trop par l'expéditeur n'est remboursé que sur sa demande.

8. — TRANSMISSION DES TÉLÉGRAMMES

A. *Signaux de transmission.*

XXXII

Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux employés dans le service aux appareils Morse et Hughes :

(Nous ne reproduirons pas ces tableaux qui n'ont qu'un intérêt technique).

B. — *Ordre de transmission.*

XXXIII

1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant :

- a) Télégrammes d'Etat.
- b) Télégrammes de service.
- c) Télégrammes privés urgents.
- d) Télégrammes privés non urgents.

2. Tout bureau qui reçoit par un fil international un télégramme présenté comme télégramme d'Etat ou de service le réexpédie comme tel.

XXXIV

1. Une transmission commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

2. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt et par les bureaux intermédiaires, dans l'ordre de leur réception.

3. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de départ et les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes fils sont confondus et transmis en suivant l'heure de dépôt ou de réception et en tenant compte de l'ordre établi à l'article XXXIII.

4. Deux bureaux en relation directe échangent les télégrammes dans l'ordre alternatif en tenant compte des prescriptions de l'article XXXIII.

5. Toutefois, après entente entre les chefs des bureaux en correspondance et lorsque l'importance du trafic le justifie, les échanges ont lieu par série de plusieurs télégrammes. Les télégrammes d'une même série sont considérés comme formant une seule transmission.

XXXV

1. Chaque série comprend, au plus, cinq télégrammes si les transmissions ont lieu par l'appareil Morse et dix télégrammes si elles sont effectuées par l'appareil Hughes. Tout télégramme de plus de 100 mots à l'appareil Morse ou de plus de 200 mots à l'appareil Hughes est considéré comme formant une série.

2. Un télégramme de rang supérieur comme ordre de transmission ne compte pas dans l'alternat.

3. Le bureau qui vient d'effectuer une transmission est en droit de continuer lorsqu'il survient un télégramme auquel la priorité est accordée sur ceux que le correspondant a à transmettre, à moins que ce dernier n'ait à donner la répétition d'un télégramme à collationner ou n'ait déjà commencé sa transmission.

4. Dans les deux systèmes d'appareils, lorsqu'un bureau a terminé sa transmission, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour ; s'il n'a rien à transmettre, l'autre continue. Si, de part et d'autre, il n'y a rien à transmettre, les deux bureaux se donnent réciproquement le signal zéro.

C. — *Mode de procéder.*

XXXVI

1. Toute correspondance entre deux bureaux commence par le signal d'appel ou par l'indicatif du bureau appelé.

2. Le bureau appelé doit répondre immédiatement, en donnant son indicatif, et, s'il est empêché de recevoir, il transmet le signal d'attente, suivi d'un chiffre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si la durée probable excède dix minutes, l'attente doit être motivée.

3. Aucun bureau appelé ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutefois, en cas d'erreur de direction évidente, l'agent qui reçoit peut en faire l'observation au bureau du transmetteur. Si celui-ci ne tient pas compte de l'observation, un avis de service lui est transmis après la réception du télégramme et il est alors tenu de rectifier l'erreur commise.

4. On ne doit ni refuser ni retarder un télégramme si les indications de service, les indications éventuelles ou certaines parties de l'adresse ou du texte ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besoin, la régularisation au bureau d'origine par un avis de service, conformément aux dispositions de l'article XVII.

XXXVII

1. Lorsque le bureau qui vient d'appeler a reçu, sans autre signal, l'indicatif du bureau qui répond, il transmet, dans l'ordre suivant, les mentions de service constituant le préambule du télégramme :

a) Nature du télégramme, au moyen d'une des mentions S. A, SR, ST, D, CR, Z, suivant qu'il s'agit d'un télégramme d'Etat, d'un télégramme ou d'un avis de service, d'un avis de service taxé relatif à la répétition d'une transmission supposée erronée, d'un autre avis de service taxé, d'un télégramme privé urgent, d'un accusé de réception ou d'un télégramme de presse.

b) Nom du bureau destinataire (ce nom est omis lorsque le bureau transmetteur correspond directement avec le bureau destinataire).

c) Désignation du bureau d'origine précédé de la préposition « de » (Exemple : de Bruxelles).

(Indiquer à la suite du nom du bureau celui de la subdivision territoriale ou celui du pays dans lesquels il se trouve : 1^o quand il y a un autre bureau du même nom ; 2^o quand l'ouverture de ce bureau n'a

pas encore été publiée par le bureau international des administrations télégraphiques).

d) Numéro du télégramme.

e) Nombre des mots taxés. En cas de différence entre le nombre des mots taxés et celui des mots réels, on emploie une fraction dont le numérateur indique le nombre des mots taxés et le dénominateur celui des mots réels. (Dans les télégrammes rédigés totalement ou partiellement en langage chiffré on indique : 1° le nombre total des mots qui sert de base à la taxe ; 2° le nombre des mots en langage clair ou en langage convenu ; 3° le nombre des groupes de chiffres ou de lettres).

f) Dépôt du télégramme (par trois nombres, quantième du mois, heure et minute, avec l'indication *m* ou *s* [matin ou soir]).

g) Voie à suivre (quand l'expéditeur l'a indiquée sur sa minute [art. XLII, § 2]).

Cette indication n'est transmise que jusqu'au point où elle est utile pour l'acheminement du télégramme.

Toutefois, si le télégramme comporte une réponse payée ou un accusé de réception, la mention de voie est maintenue jusqu'au bureau de destination et inscrite sur la copie d'arrivée.

h) Mentions de service (ampliation [art. XLIV, § 6] ; taxe à percevoir... [art. LVI, § 8] ; sémaphorique [art. LXII, §§ 5 et 6]).

Les indications contenues sous les lettres *b*, *d* et *f* ne sont pas obligatoires pour les offices extraeuropéens.

2. A la suite du préambule spécifié ci-dessus, on transmet successivement les indications éventuelles, l'adresse, le texte et la signature du télégramme.

3. Le double trait (— — — — à l'appareil Morse et = à l'appareil Huphes) est transmis pour séparer le préambule des indications éventuelles, les indications éventuelles de l'adresse, l'adresse du texte et le texte de la signature. On termine chaque télégramme ou transmission par la croix (— — — — à l'appareil Morse et + à l'appareil Hughes).

4. Si l'employé qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il s'interrompt par le signal d'erreur, répète le dernier mot bien transmis et continue la transmission rectifiée.

5. De même, l'employé qui reçoit, s'il rencontre un mot qu'il ne parvient pas à saisir, interrompt son correspondant par le même signal et répète le dernier mot compris, en le faisant suivre d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot, en s'efforçant de rendre ses signaux aussi clairs que possible.

6. Hormis les cas déterminés de concert entre les diverses administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant le texte d'un télégramme, ou de modifier ce texte de quelque manière que ce soit. Tout télégramme doit être transmis tel que l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute. Le bureau transmetteur doit, en conséquence, reproduire les signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union, que l'expéditeur a indiqués sur la minute. Toutefois, sur les lignes extraeuropéennes, la transmission de ces signes n'est pas obligatoire.

D. — Réception et répétition d'office.

XXXVIII

1. Aussitôt après la transmission, l'employé qui a reçu compare, pour chaque télégramme, le nombre des mots transmis au nombre annoncé et il accuse réception du télégramme ou des télégrammes constituant la série.

2. Cet accusé de réception est donné, pour un seul télégramme, par R suivi de l'indication du numéro du télégramme reçu : « R 436 ». Pour une série de télégrammes, on donne R avec l'indication du nombre de télégrammes reçus, ainsi que du premier et du dernier numéro de la série : « R 5 157 980 ».

XXXIX

1. L'agent qui constate une différence entre le nombre de mots qui lui est annoncé et celui qu'il reçoit, la signale à son correspondant. Si ce dernier s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre de mots, il répond : « admis », et indique en même temps le nombre réel des mots (Exemple : 18 admis) ; sinon, il confirme le nombre de mots annoncé et répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre, jusqu'au passage reconnu erroné qu'il rectifie (Exemple : 17 j e r 2, b, etc.).

2. Lorsque cette différence ne provient pas d'une erreur de transmission, la rectification du nombre de mots annoncé ne peut se faire que d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant. Faute de cet accord, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine est admis.

XL

1. Les employés peuvent, pour mettre leur responsabilité à couvert, donner ou exiger la répétition partielle ou intégrale des télégrammes qu'ils ont transmis ou reçus. La répétition partielle est obligatoire pour les télégrammes d'Etat en langage clair et les télégrammes-mandats ; elle comprend tous les nombres, ainsi que les noms propres et, le cas échéant, les mots douteux. A l'appareil Morse, la répétition d'office se fait par l'employé qui a reçu et, à l'appareil Hughes, par l'employé qui a transmis, à la fin du télégramme ou de la série. L'employé qui donne cette répétition doit, à l'appareil Morse, s'il y a rectification, reproduire les mots ou nombres rectifiés. En cas d'omission, cette seconde répétition est exigée par l'employé qui a transmis.

2. Quand on donne la répétition des nombres suivis de fractions ou des fractions dont le numérateur est formé de deux chiffres ou plus, on doit répéter, en toutes lettres, le numérateur de la fraction, afin d'éviter toute confusion. Ainsi pour $1\frac{1}{16}$, il faut répéter en français « 1 un 16 », afin qu'on ne lise pas $11/16$; pour $13\frac{3}{4}$ il faut répéter « treize 4 », afin qu'on ne lise pas $1\frac{3}{4}$.

3. Cette répétition ne peut être retardée ni interrompue sous aucun prétexte. La vérification achevée, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis l'accusé de réception (art. XXXVIII, § 2) suivi du signal de réception terminée.

XLI

1. Les rectifications relatives à des télégrammes d'une série précé-

demment transmises sont faites par avis de service adressés aux bureaux de destination.

2. Les demandes de renseignements qui se produisent dans les mêmes conditions font également l'objet d'avis de service.

3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou pour toute autre cause, on ne puisse donner ou recevoir la répétition ou l'accusé de réception, cette circonstance n'empêche pas le bureau qui a reçu les télégrammes de leur donner cours, sauf à les faire suivre ultérieurement d'une rectification, s'il y a lieu.

E. — *Direction à donner aux télégrammes.*

XLII

1. Les différentes voies que peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises, arrêtées de commun accord par les offices intéressés.

2. L'expéditeur qui veut prescrire la voie à suivre indique, sur sa minute, la formule correspondante.

3. Lorsque l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que la voie indiquée ne soit interrompue ou ne soit notoirement encombrée, auxquels cas l'expéditeur ne peut élever aucune réclamation contre l'emploi d'une autre voie.

4. Si, au contraire, l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre, chacun des bureaux à partir desquels les voies se divisent reste juge de la direction à donner au télégramme.

5. Lorsque l'expéditeur a demandé que son télégramme soit transmis par télégraphe jusqu'au bureau qu'il indique et, de là, par la poste jusqu'à destination, les bureaux doivent procéder conformément à ces indications.

F. — *Interruption des communications télégraphiques. — Transmission par ampliation.*

XLIII

1. Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'un télégramme, une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite expédie immédiatement le télégramme par la poste (lettre recommandée d'office ou portée par exprès) ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose ; par exemple, par une voie télégraphique détournée (art. LXXV, §§ 6, 7 et 8). Les frais de réexpédition autres que ceux de la transmission télégraphique sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition. La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation : « Télégramme ».

2. Le bureau qui recourt à un mode de réexpédition autre que le télégraphe adresse le télégramme, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites de l'Etat de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé

réception ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.

3. Les télégrammes à destination des pays soumis au régime extra-européen ne sont réexpédiés par une voie plus coûteuse que dans le cas où l'expéditeur a déposé la taxe de ce parcours.

XLIV

1. Les télégrammes qui, pour un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnés d'un bordereau numéroté. En même temps, le bureau qui fait cette expédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, si les communications télégraphiques le permettent, par un avis de service indiquant le nombre des télégrammes expédiés et l'heure du courrier.

2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre des télégrammes reçu est conforme au nombre des télégrammes annoncé. Dans ce cas, il en accuse réception sur le bordereau qu'il renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Après le rétablissement des communications télégraphiques, le bureau renouvelle cet accusé de réception par un avis de service dans la forme suivante : « Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau n°... du 30 mars. »

3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé ne parvient pas par le courrier indiqué, le bureau expéditeur en doit être averti immédiatement. Celui-ci doit, selon les circonstances, soit transmettre immédiatement les télégrammes si la communication télégraphique est rétablie, soit effectuer un nouvel envoi par un mode de transport quelconque.

5. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par la poste, en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés par un avis de service rédigé dans la forme suivante :

« Berlin de Gorlitz. Télégrammes n°... réexpédiés par ampliation. »

6. La réexpédition par ampliation doit être signalée par la mention de service : « Ampliation », transmise à la fin du préambule.

7. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire dans le cas prévu à l'article XLIII, paragraphe 2, il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

G. — Arrêt de transmission. — Contrôle.

XLV

1. L'expéditeur d'un télégramme peut, en justifiant de sa qualité, en arrêter la transmission, s'il en est encore temps.

2. Lorsqu'un expéditeur retire ou arrête son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe est remboursée, sous déduction d'un droit de 50 centimes, au maximum, au profit de l'office d'origine.

3. Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un avis de service taxé, émis dans les conditions prévues à l'article XVIII. Autant que possible, cet avis de service est successivement transmis aux bureaux auxquels le télégramme primitif a été transmis, jusqu'à ce qu'il ait rejoint ce dernier. Si l'expéditeur a aussi payé le prix d'une réponse télégraphique, le bureau qui annule le télégramme en donne avis au bureau d'origine. Dans le cas contraire, il lui adresse ce renseignement par lettre non affranchie. Le bureau d'origine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et de la réponse télégraphique, en raison du parcours non effectué, sous déduction des frais de poste, s'il y a lieu.

XLVI

1. Il ne doit être fait usage de la faculté réservée par l'article 7 de la convention, d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, qu'à charge d'en avertir immédiatement l'administration de laquelle dépend le bureau d'origine.

2. Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

3. La transmission des télégrammes d'Etat et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

9. — REMISE A DESTINATION

XLVII

1. Les télégrammes sont remis, suivant leur adresse, soit à domicile, soit poste restante, soit télégraphe restant. Ils peuvent être expédiés à domicile par téléphone, sous les conditions fixées par les administrations qui admettent ce mode d'envoi.

2. Ils sont, dans tous les cas, remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception et de leur priorité.

3. Les télégrammes adressés à domicile dans la localité que le bureau télégraphique dessert sont immédiatement portés à leur adresse.

4. Les télégrammes qui doivent être déposés poste restante sont remis immédiatement à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée. Si les télégrammes portent l'indication « Poste », ils sont mis à la poste comme lettres affranchies, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire. S'ils portent l'indication « Poste recommandée », ou (PR), ils sont mis à la poste comme lettres recommandées.

5. Les télégrammes adressés aux passagers d'un navire qui fait escale dans un port sont remis, autant que possible, avec le débarquement.

XLVIII

1. Un télégramme porté à domicile peut être remis, soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou autres, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins

que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial, ou que l'expéditeur n'ait demandé, en inscrivant avant l'adresse la mention « Remettre en mains propres » ou (MP), que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul. L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert en inscrivant avant l'adresse la mention « Remettre ouvert » ou (RO). Ces derniers modes de remise ne sont pas obligatoires pour les administrations de destination qui déclarent ne pas les accepter.

2. Ces deux indications éventuelles sont reproduites sur la suscription par le bureau d'arrivée, qui donne au porteur les instructions nécessaires.

3. Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie, à bref délai, au bureau d'origine, un avis de service faisant connaître la cause de la non-remise, et rédigé sous la forme suivante : « N°... du (quantième et adresse textuellement conformes aux indications reçues) refusé, destinataire inconnu, parti, décédé, pas arrivé, etc. » Le cas échéant, cet avis est complété par l'indication du motif de refus (art. XIX) ou l'indication des frais dont le recouvrement doit être tenté sur l'expéditeur (art. LVI, LVII et LIX).

4. Le bureau d'origine vérifie l'exactitude de l'adresse et, si cette dernière a été dénaturée, il la rectifie sur-le-champ par avis de service affectant la forme suivante : « N°... du (quantième) pour... (adresse rectifiée). » Le cas échéant, cet avis de service contient les indications propres à redresser les erreurs commises telles que : « Faites suivre à destination, annulez télégramme, etc. »

5. Si l'adresse n'a pas été dénaturée, le bureau d'origine communique, autant que possible, l'avis à l'expéditeur. Ce dernier ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse que par un télégramme payé affectant la forme d'un avis de service taxé (ST).

6. Si, après l'envoi de l'avis de non-remise, le bureau de destination peut remettre le télégramme sans avoir reçu l'un des avis rectificatifs prévus par les paragraphes 4 et 5 ci-dessus, il transmet au bureau d'origine un second avis de service rédigé dans la forme suivante : « N°... du (quantième) pour... (adresse textuellement conforme à l'adresse reçue) remis. » Cet avis est communiqué à l'expéditeur, si ce dernier a reçu notification de la non-remise.

7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, un avis est laissé au domicile indiqué et le télégramme est rapporté au bureau pour être délivré au destinataire ou à son délégué, sur la réclamation de l'un ou de l'autre.

8. Lorsque le télégramme est adressé poste restante ou télégraphe restant, il n'est délivré qu'au destinataire ou à son délégué.

9. Tout télégramme qui n'a pu être délivré au destinataire dans le délai de six semaines est anéanti, sous réserve des dispositions de l'article LXIII.

10. — TÉLÉGRAMMES SPÉCIAUX

Art. 9 de la convention. — Les hautes parties contractantes s'engagent à faire jouir tout expéditeur des différentes combinaisons arrêtées de concert par les administrations télégraphiques des Etats con-

tractants, en vue de donner plus de garanties et de facilités à la transmission et à la remise des correspondances.

Elles s'engagent également à le mettre à même de profiter des dispositions prises et notifiées par l'un quelconque des autres Etats, pour l'emploi de moyens spéciaux de transmission ou de remise.

a. — *Télégrammes privés urgents.*

XLIX

1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission et de remise à destination en inscrivant l'indication « Urgent » (D) avant l'adresse et en payant le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

2. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les autres télégrammes privés, et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article XXXIV.

3. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas obligatoires pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs lignes.

4. Les administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit doivent les admettre, soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédition, entre les télégrammes de même provenance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est triplée comme pour les autres parties du trajet.

b. — *Réponses payées.*

L

1. L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demandait à son correspondant ; toutefois, l'affranchissement ne peut dépasser la taxe d'un télégramme quelconque de trente mots pour le même parcours, à moins qu'il ne s'agisse de demander la répétition d'un télégramme précédent transmis, conformément aux termes de l'article XVIII.

2. Lorsque l'expéditeur affranchit la réponse, il doit écrire, sur la minute et avant l'adresse, l'indication éventuelle « Réponse payée » ou (RP), complétée par la mention du nombre de mots payés pour la réponse, et acquitter la somme correspondante dans les limites autorisées par le paragraphe 1^{er} du présent article. Si l'expéditeur n'a pas indiqué le nombre de mots, on perçoit la taxe d'un télégramme ordinaire de dix mots, transmis par la même voie.

3. L'expéditeur qui veut affranchir une réponse urgente doit inscrire avant l'adresse l'indication « Réponse payée urgente », ou (RPD), et il paye la taxe d'un télégramme urgent de dix mots par la même voie. L'expéditeur peut, d'ailleurs, compléter la mention par l'indication du nombre des mots payés pour la réponse et acquitter la somme correspondante, dans la limite établie au paragraphe 1^{er}.

LI

1. Au lieu de destination, le bureau d'arrivée remet au destinataire

un bon qui lui donne la faculté d'expédier gratuitement, et dans les limites de la taxe payée d'avance, un télégramme à une destination quelconque, à partir d'un bureau quelconque de l'office dont relève le bureau qui a émis le bon.

2. Lorsque la taxe d'un télégramme affranchi par un bon excède le montant de la valeur de ce bon, l'excédent de la taxe doit être payé en numéraire. Dans le cas contraire, et dans le régime européen seulement, la différence entre la valeur du bon et le montant de la taxe réellement due reste acquise à l'office de destination (art. LXXV, § 2), tandis que dans le régime extraeuropéen cette différence est remboursée à l'expéditeur du télégramme primitif qui en fait la demande (art. LXX, § 1 k).

Ce remboursement n'est effectué que sur l'autorisation et pour le compte de l'office de destination du télégramme primitif.

3. Le bon ne peut être utilisé pour l'affranchissement d'un télégramme que pendant le délai de six semaines qui suit sa délivrance.

4. Lorsque le destinataire n'a pas fait usage du bon, le montant de ce bon peut être remboursé dans les conditions fixées par l'art. LXX, paragraphe 1^{er}.

5. Si le destinataire refuse le télégramme ou seulement le bon de réponse, le bureau d'arrivée en informe immédiatement l'expéditeur par un avis de service taxé (ST).

6. Cet avis de service taxé, affranchi à l'aide du bon, est émis, comme télégramme privé, dans la forme suivante : « Réponse à n°... de... Le destinataire refuse bon ou refuse télégramme. »

7. Lorsque le télégramme ne peut être remis dès l'arrivée dans les circonstances prévues par le paragraphe 3 de l'article XLVIII, le cas de refus excepté, un avis de service est transmis dans la forme prescrite par ce paragraphe.

8. S'il n'y a pas de rectification et si les recherches faites pour trouver le destinataire sont restées infructueuses, le bon demeure annexé au télégramme pendant le délai de conservation fixé par l'article XLVIII, paragraphe 9. A l'expiration de ce délai, le montant du bon peut être remboursé à la demande de l'expéditeur, conformément aux dispositions de l'article LXX, paragraphe 1^{er}.

LII

1. Les dispositions des deux articles précédents ne sont pas obligatoires pour ceux des offices extraeuropéens qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer.

2. Dans les relations avec les offices, la somme versée d'avance pour la réponse est portée en compte à l'office d'arrivée, qui adopte tel moyen qu'il juge convenable pour mettre le destinataire en mesure d'en profiter.

c. — *Télégrammes avec collationnement.*

LIII

1. L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. Dans ce cas, il écrit avant l'adresse l'indication « Collationnement », ou (TC).

2. Les télégrammes d'Etat rédigés en langage secret sont collationnés d'office et gratuitement (art. XVI, § II).

3. Le collationnement, qui consiste dans la répétition intégrale du télégramme, est donné à tous les appareils par le bureau qui a reçu et immédiatement après la transmission du télégramme ou de la série contenant le télégramme à collationner.

Ce collationnement ne compte pas dans l'alternat des transmissions (art. XXXV, § 3).

Toutefois, le collationnement d'un télégramme d'Etat est donné dès que la transmission de ce télégramme est terminée.

4. La taxe du collationnement est égale au quart de celle d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

d. — *Accusés de réception.*

LIV

1. L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme aura été remis à son correspondant lui soit notifiée aussitôt après la remise. Lorsque le télégramme est acheminé sur sa destination définitive par la voie postale, la notification susvisée indique les date et heure de remise au service postal.

2. La notification est faite par télégraphe, si l'expéditeur a inscrit avant l'adresse l'indication « Accusé de réception », ou (PC), et payé une taxe égale à celle d'un télégramme ordinaire de dix mots, pour la même destination, par la même voie. Elle est faite par la voie postale si l'expéditeur a inscrit avant l'adresse l'indication « Accusé de réception postal », ou (PCP), et payé une taxe de 50 centimes perçue par l'office d'origine et à son profit.

LV

1. L'accusé de réception est annoncé par l'indice CR et transmis dans la forme suivante : « CR Paris de Berne. N°... (adresse du destinataire) remis le... (date, heure et minutes). »

2. L'accusé de réception reçoit un numéro d'ordre au bureau qui l'envoie. Il prend rang, pour la transmission, parmi les télégrammes privés. Toutefois, les accusés de réception se rapportant à des télégrammes d'Etat sont acheminés dans les conditions de priorité fixées pour ces derniers.

3. Dans le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article XLVIII, l'accusé de réception est précédé de l'avis de service prescrit par ce paragraphe. L'accusé de réception est transmis ensuite, soit après la remise du télégramme si elle est devenue possible, soit après vingt-quatre heures si elle n'a pu avoir lieu, et il fait connaître alors le motif de la non-remise.

4. L'accusé de réception postal comprend les mêmes renseignements que l'accusé de réception télégraphique. Il est envoyé sous enveloppe affranchie et recommandée par le chef du bureau d'arrivée du télégramme au chef du bureau d'origine.

5. L'accusé de réception télégraphique ou postal, dès qu'il est parvenu au bureau d'origine du télégramme, est porté à la connaissance de l'expéditeur de ce télégramme.

c. — Télégramme à faire suivre sur ordre de l'expéditeur.

LVI

1. Tout expéditeur peut demander, en inscrivant avant l'adresse l'indication « Faire suivre » ou (FS), que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme.

2. L'expéditeur d'un télégramme à faire suivre ne peut, en aucun cas, affranchir d'avance une réponse à ce télégramme ni demander un accusé de réception.

3. Lorsqu'un télégramme porte l'indication « Faire suivre » ou (FS) sans autre mention, le bureau de destination inscrit, le cas échéant, à la suite de l'adresse transmise la nouvelle adresse qui lui est indiquée au domicile du destinataire et fait suivre le télégramme sur la nouvelle destination. On opère de même jusqu'à ce que le télégramme soit remis ou qu'aucune nouvelle adresse ne soit fournie.

4. Si la remise ne peut être effectuée et si aucune adresse n'est indiquée, le télégramme est conservé en dépôt et l'on applique les prescriptions du paragraphe 3 de l'article XLVIII. L'avis de ce service doit faire connaître le montant des frais dont le recouvrement est à poursuivre sur l'expéditeur.

5. Si l'indication « Faire suivre » ou (FS) est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est transmis à chacune des destinations indiquées jusqu'à la dernière. s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

6. Le texte primitif du télégramme à faire suivre ou intégralement transmis aux bureaux de destination successifs et reproduit sur la copie adressée au destinataire ; dans le préambule, chaque bureau transmet, jusqu'à la dernière destination, le nom du lieu d'origine primitif et il ne reproduit, comme lieu de destination (art. XXXVII, § 1, lettre *b*), que celui de la première adresse à laquelle le télégramme doit encore être expédié.

7. La taxe à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire. Dans le cas prévu par le paragraphe 3, le nombre total des mots formant le texte primitif, augmenté du nombre des mots de la nouvelle adresse, sert de base à la taxe de la nouvelle transmission.

8. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs, doivent, à chaque réexpédition, être ajoutées. Leur total est indiqué d'office dans le préambule.

9. Cette indication est formulée comme il suit : « Taxes à percevoir... francs... centimes. » Si les réexpéditions ont lieu dans les limites de l'Etat auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxe complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée, pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de cet Etat. Si les réexpéditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre l'Etat qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

10. Si les taxes de réexpédition non recouvrées par le bureau d'arrivée peuvent être perçues sur l'expéditeur, elles restent acquises à l'office qui les perçoit.

11. Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour ceux des offices extraeuropéens qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer.

f. — Télégrammes à réexpédier sur l'ordre du destinataire.

LVII •

1. Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes qui arriveraient à un bureau télégraphique, pour lui être remis dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiés à l'adresse qu'elle aura indiquée. Il est procédé conformément aux dispositions de l'article précédent; mais, au lieu d'inscrire en tête de l'adresse l'indication (FS), on fait précéder la nouvelle adresse donnée de l'indication « Réexpédié », qui entre dans le compte de mots.

2. Les demandes de réexpédition doivent être faites par écrit ou par avis de service taxé (ST). Elles sont formulées, soit par le destinataire lui-même, soit en son nom, par l'une des personnes mentionnées à l'article XLVIII, paragraphe 1^{er}, comme pouvant recevoir les télégrammes au lieu et place du destinataire. Celui qui formule une semblable demande s'engage à acquitter les taxes qui ne pourraient être recouvrées par le bureau de distribution.

3. Chaque Administration se réserve la faculté de faire suivre, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aura d'ailleurs été fournie.

4. Lorsqu'un télégramme réexpédié en vertu d'un ordre donné par le destinataire ou en son nom ne peut être remis, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de non-remise prévu par le paragraphe 3 de l'article XLVIII. Cet avis affecte la forme suivante : « N°... du... (date et adresse) réexpédié sur demande du destinataire à... (nouvelle adresse) non remis... (motif de la non-remise) percevoir... (montant de la taxe non recouvrée) ». Cet avis est adressé d'abord au bureau qui a fait la dernière réexpédition et ainsi de suite de bureau à bureau, afin que les personnes qui ont donné l'ordre de réexpédier soient mises en demeure de payer les taxes dont elles sont respectivement responsables. Il est enfin transmis au bureau d'origine du télégramme pour être communiqué à l'expéditeur qui, le cas échéant, est invité à payer les taxes dont le recouvrement n'a pu être effectué.

5. Lorsqu'un bureau de destination défère à l'ordre donné par le destinataire ou en son nom de réexpédier un télégramme au delà des limites de l'Etat auquel appartient ce bureau, si d'ailleurs le télégramme est un télégramme avec réponse payée ou avec accusé de réception, le bureau qui fait la réexpédition biffe l'indication RP ou PC.

Dans le cas d'un accusé de réception, le montant de la taxe payée d'avance est appliqué à un accusé de réception donnant avis de la réexpédition du télégramme. Dans le cas d'une réponse payée, le bon est annulé; le bureau réexpéditeur transmet dans le préambule l'indi-

cation « RP fr... à délivrer » et le bureau qui remet le télégramme au destinataire y annexe un bon de la valeur indiquée. La taxe payée pour la réponse est portée, par l'office réexpéditeur, au crédit de l'État auquel le télégramme est réexpédié.

6. Dans les cas prévus au paragraphe 3 du présent article, la personne qui fait suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité, sans indication de transmissions éventuelles à d'autres localités.

7. Lorsqu'il s'agit de réexpédier le télégramme sur une destination déterminée sans indication de transmissions éventuelles à d'autres localités, la personne qui donne l'ordre de faire suivre ce télégramme peut même demander que la réexpédition soit faite d'urgence, mais elle est tenue alors d'acquitter elle-même la triple taxe. Le bureau qui défère à cette demande ajoute dans l'adresse du télégramme à faire suivre l'indication (D).

8. Dans le cas du paragraphe qui précède et lorsqu'il est fait usage de la faculté mentionnée dans le paragraphe 6 ci-dessus, l'indication « taxe à percevoir fr... » formulée dans le paragraphe 9^e de l'article précédent est remplacée par l'indication « Taxe perçue ».

9. Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour ceux des offices extraeuropéens qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer.

g. — *Télégrammes multiples.*

LVIII

1. Tout expéditeur peut adresser un télégramme, soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité, avec ou sans réexpédition par poste ou par exprès, en inscrivant, avec l'adresse, l'indication « X adresses » ou (TMx), qui entre dans le nombre des mots taxés.

2. L'adresse d'un télégramme multiple, si celui-ci comporte des indications éventuelles, est rédigée conformément aux prescriptions de l'article XII, paragraphe 2.

3. Le télégramme multiple est taxé comme un seul télégramme : mais il est perçu, à titre de droit de copie, autant de fois 50 centimes par télégramme ne dépassant pas 100 mots qu'il y a d'adresses moins une. Pour les télégrammes urgents, le droit est porté à 1 fr. Au delà de 100 mots, ce droit est augmenté de 50 centimes ou de 1 fr., par série ou fraction de série de 100 mots. Dans ce compte figure la totalité des mots du texte, de la signature et de l'adresse, la taxe pour chaque copie étant établie séparément.

4. Dans le premier cas prévu par le paragraphe 1^{er} du présent article, chaque exemplaire du télégramme ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire. Cette demande doit être comprise dans le nombre des mots taxés, être inscrite avant les adresses et formulée comme suit : « Communiquer toutes adresses. »

h. — *Télégrammes à destination des localités non desservies par le réseau international.*

LIX

1. Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les télégraphes internationaux peuvent être remis à destination, suivant la demande de l'expéditeur, soit par la poste, soit par exprès ; toutefois, l'envoi par exprès ne peut être demandé que pour les Etats qui, conformément à l'article 9 de la convention, ont organisé, pour la remise des télégrammes, un mode de transport plus rapide que la poste et ont notifié aux autres Etats les dispositions prises à cet égard.

2. L'adresse des télégrammes à transporter au delà des lignes télégraphiques est formulée ainsi qu'il suit : « Poste (ou exprès) M. Müller, Johannisthal, Berlin », le nom du bureau télégraphique d'arrivée étant exprimé le dernier.

3. Lorsqu'un télégramme portant l'indication « Exprès » et ayant donné lieu à une course n'est pas remis, le bureau de destination ajoute à l'avis de non-remise prévu par le paragraphe 3 de l'article XLVIII la mention « Percevoir... (montant de la somme due pour la course). » Si les frais sont recouverts par l'expéditeur, le montant de ces frais reste, dans le régime européen, acquis à l'office qui les a perçus.

LX

1. Les frais de transport au delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les Etats où un service de cette nature est organisé, sont, en général, perçus sur le destinataire.

2. Lorsque l'expéditeur désire affranchir ce transport et s'il est à même d'indiquer la taxe à percevoir de ce chef par le bureau de départ, le télégramme doit porter, avant l'adresse, l'indication taxée : « Exprès payé fr... ou XP fr...) ».

Si la somme versée est insuffisante, le complément en est réclamé au destinataire ; si elle est trop élevée, la différence n'est pas remboursée.

3. L'expéditeur qui ne connaît pas le montant des frais de transport peut exonérer le destinataire du paiement d'une taxe quelconque, soit en payant la taxe d'un télégramme de cinq mots pour la même destination et par la même voie, soit en payant une taxe de 50 centimes. Il dépose, à titre d'arrhes, une somme à déterminer par le bureau d'origine en vue d'une liquidation ultérieure. Le télégramme porte alors l'une des indications « Exprès payé télégraphe » ou (XPT), ou bien : « Exprès payé lettre » ou (XPP). Cette indication est inscrite avant l'adresse et soumise à la taxe.

4. Le bureau qui reçoit un télégramme avec l'indication « Exprès payé télégraphe », ou (XPT), indique au bureau d'origine, par un avis de service taxé (ST), la taxe à percevoir pour le transport. Cet avis affecte la forme suivante : « ST Paris de Bruxelles 40 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) = 434 (numéro du télégramme) 16 (date du télégramme indiquée seulement par le quantième du mois).

Exprès fr. 2.50 ». Ces renseignements sont donnés par lettre affranchie et recommandée dans le cas où l'indication éventuelle est « Exprès payé lettre » ou (XPP). Au reçu de ces renseignements, le bureau d'origine procède à la liquidation.

5. Lorsque l'office d'arrivée a prévu et notifié le montant des frais de transport à payer, ces frais sont obligatoirement perçus sur l'expéditeur. Dans ce cas, le télégramme doit porter avant l'adresse l'indication taxée : « Exprès payé » ou (XP). Ces mots sont soumis à la taxe et il n'y a pas lieu, pour le bureau d'arrivée, de notifier les frais d'exprès.

LXI

1. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste :

a) A défaut d'indication, dans le télégramme, du moyen de transport à employer ;

b) Lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'Etat d'arrivée, conformément à l'article 9 de la convention ;

c) Lorsqu'il s'agit d'un transport par exprès à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter les frais de même nature.

2. L'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau de destination :

a) Lorsque telle a été la demande faite expressément, soit par l'expéditeur (article LIX, § 1), soit par le destinataire (article LVII) ;

b) Lorsque le bureau de destination ne dispose pas d'un moyen plus rapide.

3. Les télégrammes de toute nature qui doivent être transmis à destination par voie postale sont remis à la poste, par le bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 4 et 5 du présent article.

4. Les télégrammes qui doivent être mis à la poste comme lettres recommandées sont soumis à une taxe de 50 centimes, à percevoir au profit de l'office d'origine.

5. Les télégrammes qui doivent être réexpédiés par poste à un pays autre que le pays de destination télégraphique sont soumis à une taxe de 50 centimes perçue par l'office d'origine et à son profit.

6. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant profiter d'un départ postal, il est mis d'abord à la poste comme lettre ordinaire ; une ampliation est adressée comme lettre recommandée, aussitôt qu'il est possible.

I. — *Télégrammes sémaphoriques.*

LXII

1. Les télégrammes sémaphoriques sont les télégrammes échangés avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis sur le littoral de l'un quelconque des Etats contractants.

2. Ils doivent être rédigés, soit dans la langue du pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit en signaux du code commer-

cial universel. Dans ce dernier cas, ils sont considérés comme des télégrammes chiffrés.

3. Quand ils sont à destination des navires en mer, l'adresse doit comprendre, outre les indications ordinaires, le nom ou le numéro officiel du bâtiment destinataire et sa nationalité.

4. Pour les télégrammes d'Etat sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement. Le nom du bâtiment doit être désigné.

5. Tout télégramme sémaphorique doit porter, dans le préambule, la mention de service « sémaphorique ».

6. La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, est fixée à 1 franc par télégramme. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales. La totalité est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes adressés aux navires en mer, et sur le destinataire pour les télégrammes provenant des bâtiments (art. XXX, § 1). Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir l'indication « Taxe à percevoir... francs... centimes ». Dans le régime extraeuropéen, si cette taxe ne peut être perçue, chacune des administrations intéressées fait l'abandon de sa part. La rectification des comptes s'effectue par bulletin de remboursement.

LXIII

1. Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination ensinaux du code commercial universel lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

2. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmis à destination.

3. Dans le cas où le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique n'est pas arrivé dans le terme de vingt-huit jours, le sémaphore en donne avis à l'expéditeur le vingt-neuvième jour au matin. L'expéditeur a la faculté, en acquittant le prix ordinaire d'un télégramme terrestre de 10 mots, de demander que le sémaphore continue à présenter son télégramme pendant une nouvelle période de trente jours, et ainsi de suite ; à défaut de cette demande, le télégramme est mis au rebut le trentième jour (jour de dépôt non compris).

j. — *Dispositions générales.*

LXIV

Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les réponses payées, les télégrammes avec collationnement, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au delà des lignes, en se conformant aux prescriptions des articles XII et LVI.

II. — TÉLÉGRAMMES-MANDATS

LXV

L'émission, la rédaction du texte et le paiement des télégrammes-mandats sont réglés par des conventions spéciales internationales.

La remise des télégrammes-mandats, ou tout au moins celle d'un avis informant le bénéficiaire du mandat de l'arrivée de ce dernier, est effectuée dans les mêmes conditions que celle des télégrammes ordinaires.

LXVI

La transmission des télégrammes-mandats, lorsque cette transmission est admise entre les offices en correspondance, est soumise aux mêmes règles que les autres catégories de télégrammes, sous réserve des prescriptions qui font l'objet de l'article XL, paragraphe 1^{er}.

12. — SERVICE TÉLÉPHONIQUE

LXVII

1. Les administrations des États contractants peuvent constituer au fur et à mesure des besoins, des communications téléphoniques internationales, soit en établissant des fils spéciaux, soit en appropriant à ce service des fils déjà existants.

2. Sauf arrangements spéciaux entre lesdites administrations, ces fils sont introduits dans un bureau central de chacune d'elles et peuvent, par cet intermédiaire, être mis en communication, soit avec les cabines téléphoniques établies pour l'usage public, soit avec les habitations particulières, les comptoirs, les ateliers, etc.

3. Les administrations s'entendent sur le choix des appareils et sur les détails du service ; elles établissent, d'un commun accord, la taxe à prélever sur chacune des lignes téléphoniques.

4. L'unité adoptée, tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications, est la conversation de trois minutes.

5. L'emploi du téléphone est réglé d'après l'ordre des demandes. Il ne peut être accordé, entre les mêmes correspondants, une conversation d'une durée supérieure à celle de deux unités, que lorsqu'il ne s'est produit aucune autre demande pendant ce temps.

13. — ARCHIVES

LXVIII

1. Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les administrations, sont conservés au moins pendant six mois, à compter du mois qui suit le mois du dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

2. Ce délai est porté à douze mois pour les télégrammes du régime extraeuropéen.

LXIX

1. Les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de leur identité, ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

2. L'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies, certifiées conformes, de ce télégramme ou de la copie remise à l'arrivée, si cette copie a été conservée par l'office de destination. Ce droit expire après le délai fixé pour la conservation des archives.

3. Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément au présent

article, un droit fixe de 50 centimes par télégramme ne dépassant pas 100 mots. Au delà de 100 mots, ce droit est augmenté de 50 centimes par série ou fraction de série de 100 mots.

4. Les administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication ou copie des pièces désignées ci-dessus que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayants droits fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

14. — DÉTAXES ET REMBOURSEMENTS

LXX

1. Sont remboursées à ceux qui les ont versées, si la demande en est faite :

a) La taxe intégrale de tout télégramme qui, par le fait du service télégraphique, n'est pas parvenu à destination ;

b) La taxe intégrale de tout télégramme arrêté en cours de transmission par suite de l'interruption d'une voie et dont l'expéditeur a, pour ce fait, demandé l'annulation ;

c) La taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service télégraphique, est parvenu plus tard qu'il ne serait parvenu par la poste ou n'a été remis au destinataire qu'après un délai de vingt-quatre heures s'il s'agit d'un télégramme du régime européen ou de six fois vingt-quatre heures s'il s'agit d'un télégramme du régime extraeuropéen.

Toutefois, pour les pays soumis au régime européen et ne faisant pas partie de l'Europe, le délai en question est porté à deux fois vingt-quatre heures ;

d) La taxe intégrale de tout télégramme avec collationnement qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que les erreurs n'aient été rectifiées par avis de service taxé (SR) (art. XVIII) ;

e) La taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été rendu ;

f) La taxe intégrale de tout avis de service taxé (ST) (art. XVIII) dont l'envoi a été motivé par une erreur de service ;

g) Le montant intégral de toute somme versée d'avance en vue d'une réponse, lorsque le destinataire n'a pu faire usage du bon et que ce bon se trouve entre les mains du service qui l'a délivré ou est restitué à ce service, avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date d'émission ;

h) La taxe afférente au parcours électrique non effectué lorsque, par suite de l'interruption d'une voie télégraphique, le télégramme a été acheminé sur sa destination par la voie postale ou par un autre moyen. Toutefois, les frais déboursés pour remplacer la voie télégraphique primitive par un moyen de transport quelconque sont déduits de la somme à rembourser ;

i) La taxe de tout mot omis dans la transmission d'un télégramme du régime extraeuropéen, à moins que l'erreur n'ait été réparée au moyen d'un avis de service taxé (SR) (art. XVIII) ;

j) Les sommes versées pour les avis de service taxés (SR) (arti-

cle XVIII) et pour les réponses y relatives, si la répétition n'est pas conforme à la première transmission, mais sous la réserve que, dans le cas où quelques mots auraient été correctement et les autres incorrectement reproduits dans le télégramme primitif, la taxe des mots qui, dans la demande de répétition et dans la réponse, se rapportent exclusivement aux mots correctement transmis la première fois, n'est pas remboursée ;

k) La différence entre la valeur d'un bon de réponse se rapportant à un télégramme du régime extraeuropéen et le montant de la taxe applicable au télégramme-réponse affranchi au moyen de ce bon (art. LI, § 2) ;

l) La taxe de tout télégramme arrêté par application des dispositions de l'article 8 de la convention de Saint-Petersbourg.

2. Dans le cas de remboursement partiel d'un télégramme multiple, le quotient obtenu en divisant la taxe totale perçue par le nombre des copies détermine la taxe afférente à chaque copie, le télégramme comptant, à cet égard, également pour une copie.

3. Dans les cas prévus par les alinéas *a*, *b*, *c*, *d*, *h* et *i* du paragraphe 1^{er} du présent article, le remboursement ne s'applique qu'aux télégrammes mêmes qui ne sont pas parvenus ou qui ont été annulés, retardés ou dénaturés, y compris les taxes accessoires non utilisées, mais non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par la non-remise, le retard ou l'altération.

4. Lorsque les erreurs imputables au service télégraphique ont été réparées par l'envoi d'avis de services taxés (SR) ou (ST), le remboursement ne porte que sur les taxes de ces avis de service. Aucun remboursement n'est dû pour les télégrammes auxquels ces avis se rapportent.

5. Aucun remboursement n'est accordé pour les télégrammes rectificatifs qui, au lieu d'être échangés de bureau à bureau sous forme d'avis de service taxés (art. XVIII), ont été échangés directement entre l'expéditeur et le destinataire.

6. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux télégrammes empruntant les lignes d'un office non adhérent qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

LXXI

1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être formée, sous peine de déchéance, avant l'expiration d'un délai de trois mois, pour les télégrammes du régime européen et de six mois, pour les télégrammes du régime extraeuropéen, à partir de la date de dépôt du télégramme.

2. Toute réclamation doit être présentée à l'office d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir : une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si le télégramme a été retardé ou s'il n'est pas parvenu ; la copie remise au destinataire, s'il s'agit d'altération ou d'omission.

Toutefois, la réclamation peut être présentée par le destinataire à l'office de destination qui juge s'il doit y donner suite ou la faire présenter à l'office d'origine.

3. Lors de la présentation d'une demande de remboursement, il

peut être perçu sur le réclamant une taxe de réclamation s'élevant, pour les télégrammes du régime européen, à 50 centimes et à 2 francs pour ceux du régime extraeuropéen.

4. Lorsqu'une réclamation a été reconnue fondée par les administrations intéressées, la taxe de réclamation, s'il en a été perçu une, est restituée au réclamant, avec la taxe à rembourser pour le télégramme par l'office d'origine.

5. L'expéditeur qui ne réside pas dans le pays où il a déposé son télégramme peut faire présenter sa réclamation à l'office d'origine par l'intermédiaire d'un autre office. Dans ce cas, l'office qui l'a reçue est, s'il y a lieu, chargé d'effectuer le remboursement.

6. Les réclamations communiquées d'office à office sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original, en extrait ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent. Ces pièces doivent être analysées en français lorsqu'elles ne sont pas rédigées dans cette langue ou dans une langue comprise de tous les offices intéressés.

7. Les réclamations ne sont transmises d'office à office que lorsque les faits sur lesquels elles portent peuvent donner lieu à remboursement.

Toutefois, des enquêtes peuvent être exceptionnellement demandées par les offices dans l'intérêt du service, lorsque des irrégularités graves ou répétées ont été commises.

LXXII

1. Pour tout télégramme non remis à destination, le remboursement est supporté par les offices sur les lignes desquels ont été commises les irrégularités qui ont empêché le télégramme de parvenir au destinataire.

2. Si la demande de remboursement pour cause de non remise est repoussée, la remise du télégramme doit être constatée par un reçu ou par une déclaration de l'administration destinataire.

3. En cas de retard, le remboursement intégral de la taxe est effectué aux frais des offices par le fait desquels le retard s'est produit et dans la proportion des retards imputables à chaque office.

4. En cas d'altération d'un télégramme avec collationnement, l'office d'origine détermine les erreurs qui ont empêché le télégramme de remplir son objet, et la part contributive des diverses administrations est réglée d'après le nombre des fautes ainsi déterminées, un mot omis ou ajouté comptant pour une erreur.

5. La part contributive pour l'altération d'un mot dénaturé successivement sur les lignes de plusieurs administrations est supportée par la première de ces administrations.

6. Les omissions ou erreurs sont imputables :

a) Aux deux bureaux : lorsque, par suite de la négligence du contrôle prévu dans l'article XXXVIII, le télégramme a été égaré entre ces deux bureaux ; lorsqu'une lettre ou un chiffre ou bien plusieurs lettres ou chiffres constituant des mots taxés ayant été omis ou ajoutés, le bureau qui a reçu n'a pas vérifié le nombre des mots ; lorsque le collationnement a été omis ou donné incomplètement ; lorsque à l'appareil Hughes il y a eu un défaut non rectifié ;

b) Au bureau qui a reçu : lorsqu'il n'a pas tenu compte de la rectification faite à son collationnement par son correspondant ; lorsque, en cas de répétition d'office, il n'a pas rectifié la première transmission après cette répétition ;

c) Au bureau qui a transmis dans tous les autres cas.

7. Lorsque, par suite de l'absence ou de l'insuffisance des documents, le bureau responsable d'une omission ou erreur ne peut être désigné, le remboursement est mis à la charge de l'administration où la preuve fait défaut.

8. Lorsqu'une réclamation a été présentée et mise en circulation dans les délais fixés par le paragraphe 1^{er} de l'article LXXI et que la solution n'a point été notifiée dans les délais fixés par l'article LXVIII pour la conservation des archives, l'office qui a reçu la réclamation rembourse la taxe réclamée, et le remboursement est mis à la charge de l'administration qui a retardé l'instruction.

9. Pour les correspondances du régime extraeuropéen, le remboursement est supporté par les différentes administrations d'Etat ou de compagnies privées par les lignes desquelles le télégramme a été transmis, chaque administration abandonnant sa part de taxe.

LXXIII

1. La taxe d'un télégramme arrêté en vertu des articles 7 et 8 de la Convention est remboursée à l'expéditeur s'il en fait la demande, et le remboursement est à la charge de l'administration qui a arrêté le télégramme.

2. Toutefois, lorsque cette administration a notifié, conformément à l'article 8, la suspension de certaines catégories de correspondances, le remboursement des taxes de télégrammes de cette catégorie doit être supporté par l'office d'origine, à partir de la date à laquelle la notification lui est parvenue.

15. — COMPTABILITÉ

Article 12 de la Convention. — Les hautes parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

LXXIV

1. Le franc sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

2. Chaque Etat crédite l'Etat limitrophe du montant des taxes des télégrammes qu'il lui a transmis, calculées depuis la frontière de ces deux Etats jusqu'à destination.

3. Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre Etats extrêmes, après une entente entre ces Etats et les Etats intermédiaires.

4. Les taxes peuvent être réglées, d'un commun accord, d'après le nombre des télégrammes qui ont franchi la frontière, abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Dans ce cas, les parts de l'Etat limitrophe et de chacun des Etats suivants, s'il y a lieu, sont déterminées par moyennes établies contradictoirement (article LXXVI, § 3).

5. Dans le cas d'application de l'article LXXXVII, l'administration

contractante en relation directe avec l'office non adhérent est chargée de régler les comptes entre cet office et les autres contractants auxquels elle a servi d'intermédiaire pour la transmission.

LXXV

1. Les comptes sont établis d'après les transmissions réellement effectuées chaque jour.

2. Dans le calcul prévu par le paragraphe précédent, il n'est tenu compte que des taxes afférentes au nombre des mots transmis (chaque mot urgent étant compté pour trois mots) et aux réponses payées.

3. Dans le régime européen, les autres taxes perçues sont exclues des comptes et conservées par l'office qui les a encaissées (complément de taxe pour réunions abusives de mots [art. XIX, § 5]; récépissé de dépôt [art. XXX, §§ 2 et 3]; collationnement [art. LIII, § 4]; accusés de réception [art. LIV, § 2]; télégrammes à faire suivre [art. LVI, § 10]; droits de copie [art. LVIII, § 3]; frais d'express [art. LIX, § 3]; frais de poste [art. LXI, §§ 4 et 5]; télégrammes sémaphoriques [art. LXII, § 6]).

4. Dans le régime extraeuropéen, les taxes afférentes aux droits de copie et de transport au delà des lignes par un moyen plus rapide que la poste sont dévolues à l'administration qui a délivré les copies ou effectué le transport.

Les taxes pour accusés de réception sont acquises à l'office destinataire.

Pour les télégrammes sémaphoriques venant de la mer, chaque Etat crédite l'Etat limitrophe de la part de taxe afférente au parcours entre la frontière des deux Etats et la destination. La taxe indiquée dans le préambule comme étant à percevoir sur le destinataire (article LXII, § 6) est en même temps déduite du compte total de la journée ou du mois respectif.

5. Les réponses et les accusés de réception sont traités dans la transmission comme des télégrammes ordinaires.

6. Dans la correspondance du régime européen lorsque la transmission s'écarte de la voie qui a servi de base à l'établissement du tarif, la taxe de transit perçue est répartie, à partir du point où la voie normale a été abandonnée, entre les administrations qui ont concouru à la transmission, y compris celle qui a provoqué le détournement, et les câbles sous-marins en cause. Cette répartition s'effectue au prorata des taxes de transit normales.

7. Pour les télégrammes entre pays limitrophes qui empruntent une voie détournée, l'office expéditeur bonifie les taxes normales de transit, sauf arrangements spéciaux. Par contre, les taxes terminales pour ces mêmes télégrammes sont liquidées entre les administrations des deux pays limitrophes, à moins qu'elles ne restent acquises à l'administration d'origine, en vertu d'un arrangement spécial.

8. Dans la correspondance du régime extraeuropéen lorsqu'un télégramme, quel qu'il soit, a été transmis par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné le télégramme, sauf recours contre l'office à qui ce détournement est imputable.

LXXVI

1. La taxe qui sert de base à la répartition entre Etats et, le cas échéant, à la détermination des moyennes mentionnées au paragraphe 4 de l'article LXXIV, est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs établis entre les Etats intéressés, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

2. Toutefois, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où, à cause d'une erreur de transmission, il aurait été rectifié d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant.

3. Pour déterminer les taxes moyennes, on dresse un compte mensuel comprenant, par télégramme traité individuellement, toutes les taxes accessoires de quelque nature qu'elles soient (art. LXXV). La part totale calculée pour chaque Etat pendant le mois entier, est divisée par le nombre des télégrammes : le quotient constitue la taxe moyenne applicable à chaque télégramme dans les comptes ultérieurs, jusqu'à revision. Cette revision, sauf circonstances exceptionnelles, ne doit pas être faite avant une année.

LXXVII

1. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

2. Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

3. Le solde résultant de la liquidation est payé à l'Etat créateur en francs d'or effectifs, à moins que les deux administrations en cause ne se soient entendues pour l'emploi d'une autre monnaie.

4. Les frais de déplacement sont à la charge de l'office créateur.

LXXVIII

1. L'échange des comptes mensuels a lieu avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent.

2. La revision de ces comptes a lieu dans un délai maximum de six mois à dater de leur envoi. L'office qui n'a reçu dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte comme admis de plein droit. Cette disposition est aussi applicable aux observations faites par un office sur les comptes rédigés par un autre.

3. Les comptes mensuels sont admis sans revision, quand la différence des sommes finales établies par les deux administrations intéressées ne dépasse pas 1 p. 100 du débit de l'administration qui l'a établie. Dans le cas d'une revision commencée, elle doit être arrêtée lorsque, par suite d'un échange d'observations entre les offices intéressés, la différence qui a donné lieu à la revision se trouve renfermée dans les limites de 1 p. 100.

4. Le compte trimestriel doit être vérifié et liquidé dans le délai de six semaines qui suit l'échange des comptes afférents au dernier mois du trimestre correspondant. Passé ce délai de six semaines, les sommes dues à un office par un autre sont productives d'intérêt, à raison de 5 p. 100 par an, à dater du jour d'expiration dudit délai. Le décompte se fait indépendamment de la revision des comptes mensuels.

5. Il n'est pas admis de réclamation, dans les comptes, au sujet des

télégrammes du régime européen ayant plus de six mois de date et des télégrammes du régime extraeuropéen ayant plus de douze mois de date.

16. — RÉSERVES

Art. 17 de la convention. — Les hautes parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément entre elles des arrangements particuliers de toute nature sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Etats.

LXXIX

Les points du service sur lesquels porte la réserve prévue à l'art. 17 de la convention sont notamment :

L'établissement des tarifs d'Etat à Etat ;

Le règlement des comptes ;

L'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux entre des points et dans des cas déterminés ;

L'application du système des timbres-télégraphes ;

La transmission des mandats de poste par le télégraphe ;

La perception des taxes à l'arrivée ;

Le service de la remise des télégrammes à destination ;

La faculté de transmettre, à prix réduit, des correspondances à l'usage de la presse, à des heures et à des conditions déterminées, sans préjudice pour le service général, ou de louer à cet effet des fils spéciaux moyennant abonnement ;

L'extension du droit de franchise aux télégrammes de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'ordre public.

17. — BUREAU INTERNATIONAL. — COMMUNICATIONS RÉCIPROQUES.

Art. 14 de la convention. — Un organe central, placé sous la haute autorité de l'administration supérieure de l'un des gouvernements contractants désigné à cet effet par le règlement, est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, d'instruire les demandes de modification aux tarifs et au règlement de service, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à toutes les études et d'exécuter tous les travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de la télégraphie internationale.

Les frais auxquels donne lieu cette institution sont supportés par toutes les administrations des Etats contractants.

LXXX

1. L'organe central, prévu par l'article 14 de la convention, reçoit le titre de bureau international des administrations télégraphiques.

2. L'administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser le bureau international dans les conditions déterminées par les articles LXXXI à LXXXIII suivants.

LXXXI

1. Les frais communs du bureau international des administrations télégraphiques ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 100,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu

la réunion d'une conférence internationale. Cette somme pourra être augmentée ultérieurement du consentement de toutes les parties contractantes.

2. L'administration désignée, en vertu de l'article 14 de la convention, pour la direction du bureau international en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres administrations intéressées.

3. Pour la répartition des frais, les Etats contractants ou adhérents sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe.....	25 unités.
2 ^e »	20 —
3 ^e »	15 —
4 ^e »	10 —
5 ^e »	5 —
6 ^e »	3 —

4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre d'Etats de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les administrations des Etats contractants sont : pour la contribution aux frais, réparties ainsi qu'il suit, dans les six classes dont il est fait mention au paragraphe précédent :

1^{re} classe : Allemagne, république Argentine, Brésil, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie, Turquie ;

2^e classe : Autriche, Espagne, Hongrie ;

3^e classe : Belgique, Indes néerlandaises, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Suède ;

4^e classe : Australie méridionale, Cap de Bonne-Espérance, colonies espagnoles [Cuba, Philippines (îles) et Porto-Rico] ; Danemark, Egypte, Japon, Nouvelle-Galles du Sud, Nouvelle-Zélande, Queensland, Suisse, Victoria ;

5^e classe : Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cochinchine, colonies portugaises, Grèce, Portugal, Sénégal, Serbie, Siam, Tunisie ;

6^e classe : Australie occidentale, Luxembourg, Montenegro, Natal, Nouvelle-Calédonie, Perse, Tasmanie.

LXXXII

1. Les offices des Etats contractants se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'ils viendraient à y introduire.

2. En règle générale, le bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications.

3. Lesdits offices envoient par la poste, par lettre affranchie, au bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs intérieurs et internationaux, à l'ouverture de lignes nouvelles et à la suppression de lignes existantes, en tant que ces lignes intéressent le service international, enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés et autographiés à ce sujet par les administrations sont expédiés au bureau international, soit à la date

de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

4. Lesdites administrations lui envoient, en outre, par télégraphe avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications qui affectent la correspondance internationale.

5. Elles lui font parvenir, au commencement de chaque année et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des lignes, du nombre des appareils et des bureaux, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du bureau international qui distribue, à cet effet, des formules toutes préparées.

6. Elles adressent également à ce bureau deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître.

7. Le bureau international reçoit, en outre, communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque administration a pu procéder sur les différentes parties du service.

LXXXIII

1. Le bureau international coordonne et publie le tarif. Il communique aux administrations, en temps utile, tous les renseignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés au paragraphe 3 de l'article précédent. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique, notamment dans les cas prévus par le paragraphe 4 du même article. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puisse être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes annexés à la convention.

2. Le bureau international dresse une statistique générale.

3. Il rédige, à l'aide de documents qui sont mis à sa disposition, un journal télégraphique en langue française.

4. Il dresse, publie et revise périodiquement une carte officielle des relations télégraphiques.

5. Il doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des administrations des Etats contractants pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie internationale, les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

6. Les documents imprimés par le bureau international sont distribués aux administrations des Etats contractants dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'article LXXXI. Les documents supplémentaires que réclameraient ces administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les exploitations privées.

7. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis, et de manière à donner au bureau international le temps de régler le tirage en conséquence.

8. Les administrations contractantes peuvent proposer, par l'intermédiaire du bureau international, des modifications au tarif et au règlement prévus par les articles 10 et 13 de la convention. Le bureau international soumet les propositions à l'examen des administrations qui doivent lui faire parvenir, dans un délai de cinq mois, leurs observations, amendements ou contre propositions, sans caractère

définitif. Les réponses sont réunies par les soins du bureau international et communiquées aux administrations, avec l'invitation de se prononcer définitivement pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai de cinq mois, à compter de la date de la seconde circulaire du bureau international, leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

Pour être adoptées, les propositions doivent obtenir, savoir :

1^o L'assentiment unanime des administrations qui ont émis un vote, s'il s'agit de modifications à apporter aux dispositions du règlement ;

2^o L'assentiment des administrations intéressées, s'il s'agit de modifications de tarifs ;

3^o L'assentiment de la simple majorité des administrations, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du règlement.

9. Le bureau international est chargé de notifier, en temps utile, aux administrations toutes les modifications ou résolutions adoptées conformément au précédent paragraphe et la date de leur mise en vigueur. Cette notification ne sera exécutoire qu'après un délai de deux mois au moins pour les modifications ou résolutions concernant le règlement, et de quinze jours au moins pour les modifications de tarifs.

10. Le bureau international prépare les travaux des conférences télégraphiques. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

11. Le directeur de ce bureau assiste aux séances de la conférence et prend part aux discussions, sans voix délibérative.

12. Le bureau international fait, sur sa gestion, un rapport annuel, qui est communiqué à toutes les administrations des Etats contractants.

13. Sa gestion est également soumise à l'examen et à l'appréciation des conférences prévues par l'article 15 de la convention.

18. — CONFÉRENCES

Art. 15 de la convention. — Le tarif et le règlement prévus par les articles 10 et 13 sont annexés à la présente convention. Ils ont la même valeur et entrent en vigueur en même temps qu'elle.

Ils seront soumis à des révisions où tous les Etats qui y ont pris part pourront se faire représenter.

A cet effet, des conférences administratives auront lieu périodiquement, chaque conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Art. 16 de la convention. — Ces conférences sont composées des délégués représentant les administrations des Etats contractants.

Dans les délibérations, chaque administration a droit à une voix, sous réserve, s'il s'agit d'administrations différentes d'un même gouvernement, que la demande en ait été faite par voie diplomatique au gouvernement du pays où doit se réunir la conférence avant la date fixée pour son ouverture, et que chacune d'entre elles ait une représentation spéciale et distincte.

Les revisions résultant des délibérations des conférences ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de tous les gouvernements des Etats contractants.

LXXXIV

L'époque fixée pour la réunion des conférences prévues par le paragraphe 3 de l'article 15 de la convention est avancée, si la demande en est faite par dix au moins des Etats contractants.

19. — ADHÉSION. — RELATIONS AVEC LES OFFICES NON ADHÉRENTS

Art. 18 de la convention. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des Etats contractants au sein duquel la dernière conférence aura été tenue, et par cet Etat à tous les autres.

Elle emportera de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention.

Art. 19 de la convention. — Les relations télégraphiques avec des Etats non adhérents ou avec les exploitations privées sont réglées, dans l'intérêt général du développement progressif des communications, par le règlement prévu à l'article 13 de la présente convention.

LXXXV

1. Dans le cas des adhésions prévues par l'article 18 de la convention, les administrations des Etats contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux offices qui demanderaient à adhérer, sans conformer eux-mêmes leurs tarifs à ceux des Etats intéressés.

2. Les offices qui ont, en dehors de l'Europe, des lignes pour lesquelles ils ont adhéré à la convention déclarent quel est, du régime européen ou extraeuropéen, celui qu'ils entendent leur appliquer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les tableaux des taxes ou est notifiée ultérieurement par l'intermédiaire du bureau international des administrations télégraphiques.

LXXXVI

1. Les exploitations télégraphiques privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs Etats contractants, avec participation au service international, sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces Etats.

2. Les autres exploitations télégraphiques privées sont admises aux avantages stipulés par la convention et par le présent règlement, moyennant accession à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification de l'Etat qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément au second paragraphe de l'article 18 de la convention.

3. Cette accession doit être imposée aux exploitations qui relient entre eux deux ou plusieurs des Etats contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contrat de concession à se soumettre, sous ce rapport, aux obligations prescrites par l'Etat qui a accordé la concession.

4. Les exploitations télégraphiques privées qui demandent à l'un quelconque des Etats contractants l'autorisation de réunir leurs câbles au réseau de cet Etat, ne l'obtiennent que sur l'engagement formel de

soumettre le taux de leurs tarifs à l'approbation de l'Etat accordant la concession, et de n'appliquer aucune modification ni du tarif ni des dispositions réglementaires qu'à la suite d'une notification du bureau international des administrations télégraphiques, laquelle n'est exécutoire qu'après le délai prévu au paragraphe 9 de l'article LXXXIII. Il peut être dérogé à cette disposition en faveur des exploitations qui se trouveraient en concurrence avec d'autres non soumises auxdites formalités.

5. La réserve qui fait l'objet du paragraphe 1^{er} de l'article précédent est applicable aussi aux exploitations susmentionnées.

LXXXVII

1. Lorsque les relations télégraphiques sont ouvertes avec des Etats non adhérents ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions obligatoires du présent règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des Etats contractants ou adhérents.

2. Les administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'art. XXV, est ajoutée à celle des offices non participants.

Ainsi arrêté à Budapest, le 22 juillet 1896, par les délégués soussignés, conformément aux articles 15 et 16 de la convention de Saint-Petersbourg, pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1897.

Pour l'Allemagne : FRITSCH, BILLIG, LE SAGE.

Pour la république Argentine :

Pour l'Australie méridionale : J.-C. LAMB, *pour* T. PLAYFORD.

Pour l'Australie occidentale : J.-C. LAMB, *pour* SIR M. FRASER.

Pour l'Autriche : D^r NEUBAUER, D^r BENESH.

Pour la Belgique : F. DELARGE.

Pour la Bosnie-Herzégovine : PATER.

Pour le Brésil : ALVARO DE VILHENA.

Pour la Bulgarie : Jv. STOYANOVITCH.

Pour le Cap de Bonne-Espérance : J.-C. LAMB, H.-C. FISCHER, P. BENTON.

Pour la Cochinchine : A. ARNAUD.

Pour les colonies espagnoles : EL DUQUE DE RIPALDA, MARQUÈS DE LEMA, PRIMITIVO VIGIL.

Pour les colonies portugaises : E. MADEIRA PINTO.

Pour le Danemark : HONCKE.

Pour l'Égypte : FINCH, *pour* E.-A. FLOYER.

Pour l'Espagne : EL DUQUE DE RIPALDA, MARQUÈS DE LEMA, PRIMITIVO VIGIL.

Pour la France : L. RAYMOND, ANDRÉ FROUIN.

Pour la Grande-Bretagne : J.-C. LAMB, H.-C. FISCHER, P. BENTON.

Pour la Grèce : G. MANOS, A.-TYPALDO-BASSIA.

Pour la Hongrie : P. DE SZALAY, SIGISMOND SCHRIMPF, JOSEPH KISS, CHARLES DÜRR, CHARLES FOLLERT, FRANÇOIS MOKRY.

Pour les Indes britanniques : P.-V. LUKE, F.-T. FINCH.

Pour les Indes néerlandaises : JOHNS. J. PERK.

Pour l'Italie : TOMMASO PICCO.
 Pour le Japon : KENJIRO DEN, TAXÉKICHI MATSUNAGA.
 Pour le Luxembourg : HAVELAAR, *pour* M. MONFENAST.
 Pour le Montenegro :
 Pour Natal : J.-C. LAMB, H.-C. FISCHER, P. BENTON.
 Pour la Norvège : RASMUSSEN, BUGGE.
 Pour la Nouvelle-Calédonie : ED. DALMAS.
 Pour la Nouvelle-Galles du Sud : J.-C. LAMB, *pour* SIR S. SAMUEL.
 Pour la Nouvelle-Zélande : J.-C. LAMB, H.-C. FISCHER, P. BENTON.
 Pour les Pays-Bas : HAVELAAR, A. KRUIJT.
 Pour la Perse : FFINCH.
 Pour le Portugal : E. MADEIRA PINTO.
 Pour le Queensland : J.-C. LAMB, *pour* CH.-S. DICKEN.
 Pour la Roumanie : C. CHIRU, S. DIMITRESCU. R. PREDA.
 Pour la Russie : N. PETROFF, M. MOSSOLOFF.
 Pour le Sénégal : ED. DALMAS.
 Pour la Serbie : SVETOZAR J. GVOZDITCH, TH. STEFANOVITCH VILOVSKY.
 Pour le Siam : H. KEUCHENIUS.
 Pour la Suède : ERIK STORCKENFELDT.
 Pour la Suisse : J.-C. FEHR.
 Pour la Tasmanie :
 Pour la Tunisie : COMIE DE TURENNE.
 Pour la Turquie : MELCON YUZBACHIAN, M. FUAD.
 Pour Victoria : J.-C. LAMB, *pour* D. GILLIES.

Conventions Télégraphiques de la France avec divers pays (1).

BELGIQUE — FRANCE

Prorogation de la convention Télégraphique.

28 janvier 1897.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et la Belgique, usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la convention télégraphique internationale signée le 22 juillet 1875 à Saint-Petersbourg, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — Est prorogée et restera en vigueur, sans modification, jusqu'à la première revision du règlement du service international arrêté à Budapest, la convention télégraphique entre la France et la Belgique signée à Paris le 27 février 1891 (2).

(1) Approuvées par une loi du 28 juin 1897 (*Journal officiel* du 29).

(2) V. *Archives*, 1891. IV, p. 49.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements ont dressé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 28 janvier 1897.

(L. S.) *Signé* : G. HANOTAUX.

(L. S.) *Signé* : Baron d'ANETHAN.

BELGIQUE — FRANCE — PAYS-BAS

Déclaration.

24 mars 1897.

Le gouvernement de la République française, le gouvernement de S. M. le roi des Belges et le gouvernement de S. M. la reine des Pays-Bas, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et les Pays-Bas et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la convention télégraphique internationale signée le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — Est prorogée et restera en vigueur sans modification, jusqu'à la première revision du règlement de service international arrêté à Budapest, la convention télégraphique entre la France, la Belgique et les Pays-Bas signée à Paris le 27 décembre 1890 (1).

En foi de quoi, les soussignés, savoir : le ministre des affaires étrangères de la République française, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, près le Président de la République française, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. la reine des Pays-Bas près le Président de la République française, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en triple expédition, à Paris le 24 mars 1897.

(L. S.) *Signé* : G. HANOTAUX.

(L. S.) *Signé* : Baron d'ANETHAN.

(L. S.) *Signé* : DE STUERS.

FRANCE — LUXEMBOURG

Déclaration.

25 janvier 1897.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. A. R. le grand-duc de Luxembourg, désirant faciliter les relations entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — L'acte intervenu entre les administrations télégraphiques des deux Etats et sanctionné par la déclaration qui a été signée à Paris, le 4 mars 1891 (2), entre la France et le grand-duché de

(1) V. *Archives*, 1891, IV, p. 48.

(2) V. *Archives*, 1891, IV, p. 54.

Luxembourg, est et demeure prorogé tant que l'un des deux gouvernements n'aura pas fait connaître, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, le ministre résident de la République française près le gouvernement grand-ducal, d'une part, et le ministre d'Etat, président du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, d'autre part, ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Luxembourg, en double exemplaire, le 25 janvier 1897.

(L. S.) *Signé* : EYSCHEN.

(L. S.) *Signé* : H. DENAUT.

ALLEMAGNE — FRANCE

Déclaration.

20 mars 1897.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement impérial d'Allemagne, désirant faciliter les relations télégraphiques entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — L'acte intervenu entre les administrations télégraphiques des deux pays et sanctionné par la déclaration qui a été signée à Paris, le 28 février 1891 (1), entre le gouvernement de la République et le gouvernement impérial d'Allemagne est et demeure prorogé tant que l'une des deux hautes parties contractantes n'aura pas fait connaître, une année à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 20 mars 1897.

(L. S.) *Signé* : G. HANOATAUX.

(L. S.) *Signé* : MUNSTER.

FRANCE — SUISSE

Déclaration.

16 février 1897.

Le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse, désirant faciliter les relations télégraphiques entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — L'acte intervenu entre les administrations télégraphiques des deux pays et sanctionné par la déclaration qui a été signée, le 28 février 1891 (2), par les gouvernements français et suisse est et demeure prorogé tant que l'une des hautes parties contractantes n'aura pas fait connaître, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

(1) V. *Archives*, 1891. IV, p. 51.

(2) V. *Archives*, 1891. IV, p. 52.

En foi de quoi, le ministre des affaires étrangères de la République française, d'une part, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près la République française, d'autre part, ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 10 février 1897.

(L. S.) *Signé* : G. HANOTAUX.

(L. S.) *Signé* : LARDY.

FRANCE — RUSSIE

Déclaration.

31 mars 1897.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement impérial de Russie, désirant faciliter les relations télégraphiques entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — L'acte intervenu entre les administrations télégraphiques des deux Etats et sanctionné par la déclaration qui a été signée à Paris, le 23 mars 1891 (1), est et demeure prorogé tant que l'un des deux gouvernements n'aura pas fait connaître, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, S. Exc. le ministre des affaires étrangères de la République française, d'une part ; S. Exc. l'ambassadeur de S. M. l'empereur de toutes les Russies près le Président de la République française, d'autre part, ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 31 mars 1897.

(L. S.) *Signé* : G. HANOTAUX.

(L. S.) *Signé* : MOHRENHEIM.

— Un décret du 28 juin 1897 a introduit un certain nombre de modifications dans le service télégraphique français pour le mettre d'accord avec le nouveau règlement. En voici la teneur :

Le Président de la République française,

Vu les lois des 29 novembre 1850, 28 mai 1853, 9 décembre 1875, 21 mars 1878 et notamment l'article 2 de la loi du 21 mars 1878, ainsi conçu :

« Les taxes sous-marines, sémaphoriques et urbaines et généralement toutes les taxes accessoires ainsi que les mesures propres à mettre les règles du service télégraphique intérieur en harmonie avec celles du service international pourront être fixées par décrets ; néanmoins, celles de ses dispositions qui pourront affecter les recettes de l'Etat devront être soumises à l'approbation des Chambres dans la prochaine loi des finances » ;

Vu les décrets des 12 janvier 1894, 17 août 1895, 11 octobre 1895 et 19 novembre 1895 ;

Vu le règlement de service international arrêté à Budapest le 22 juillet 1896 et approuvé par la loi du 28 juin 1897 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les articles 4, 9, 14, 17, 21, 37, 38, 41, 44, 59, 70, 71, 72, 84, 92, 93, 101, 102, 104 du décret du 12 janvier 1894 sont modifiés et remplacés par les suivants :

Art. 4. — Les bureaux télégraphiques établis dans les maisons éclusières des voies navigables ou dans les sémaphores, ainsi que ceux établis dans les gares de chemins de fer ou dans les locaux appartenant à des communes, à des compagnies ou sociétés ou à des particuliers et qui participent au service de la correspondance privée, sont soumis, en ce qui concerne les heures d'ouverture, à des règles spéciales concertées entre l'administration des postes et des télégraphes et les administrations, les compagnies ou les particuliers dont relèvent les gérants de ces bureaux.

Art. 9. — Les indications éventuelles caractérisent les télégrammes spéciaux ; elles sont relatives au mode de remise, à la réponse payée, à l'accusé de réception, au collationnement, aux télégrammes à faire suivre et aux télégrammes multiples.

Art. 14. — Toute personne peut demander l'enregistrement à un bureau d'une ou de plusieurs adresses convenues ou abrégées.

Cet enregistrement est subordonné à l'acceptation par le receveur de l'adresse proposée et au versement d'une taxe d'abonnement qui est fixée à 40 fr. par an, courant du 1^{er} janvier, ou à 20 fr. par semestre indivisible, courant du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet, ou à 5 francs pour un mois.

L'abonnement est dû pour chaque adresse convenue ou abrégée déclarée par la même personne.

Lorsqu'un télégramme est adressé à un tiers chez une personne qui a fait enregistrer une adresse abrégée ou convenue, le ou les mots représentant l'adresse enregistrée doivent être précédés de l'une des mentions « chez », « aux soins de » ou de toute autre équivalente.

Art. 17. — Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans l'une ou dans plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale (tableau n° 3), ou dans l'un des idiomes basque, breton, gascon ou provençal.

Art. 21. — Les noms propres ne peuvent figurer dans les télégrammes rédigés, en tout ou en partie, en langage convenu qu'autant qu'ils y sont employés, avec leur signification, en langage clair. Toutefois, les noms propres qui figurent dans le vocabulaire officiel peuvent être admis avec un sens convenu.

Art. 37. — Les mots, nombres, signes ajoutés par le bureau expéditeur dans l'intérêt du service, les signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union ne sont pas taxés.

Les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés ni transmis.

Art. 38. — Dans le langage clair les mots simples ou composés en usage dans la langue française, les noms propres de lieux, de pays, de circonscriptions administratives, de voies publiques et les numéros des habitations, si les expressions employées reproduisent exactement les dénominations officielles, comptent pour un mot.

Toutefois, les noms patronymiques appartenant à une seule et même personne, les noms des navires, les nombres écrits en toutes lettres, lorsqu'ils sont écrits en un seul mot, sans apostrophe ni trait d'union, comptent pour autant de mots que ces expressions contiennent de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent.

Les mots des langues étrangères comptent pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent.

Art. 41. — Les groupes de chiffres comptent pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent. Les points, les

virgules, les barres de division et les tirets qui entrent dans la formation des groupes comptent chacun pour un chiffre.

Art. 41. — Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix caractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix caractères.

Si un télégramme mixte comprend un texte en langage chiffré, les passages en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions de l'article 41.

Si un télégramme ne comprend qu'un texte en langage clair et un texte en langage chiffré, les passages en langage clair sont comptés suivant les règles applicables au langage clair (art. 38), et les parties en langage chiffré, suivant les règles applicables au langage chiffré (art. 41).

Art. 59. — L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme sera remis à son correspondant lui soit notifiée par télégraphe ou par poste aussitôt après la remise. Il inscrit alors, soit l'indication éventuelle « accusé réception » ou « PC », soit l'indication éventuelle « accusé réception postal » ou « PCP ».

Art. 70. — La personne qui demande au bureau d'arrivée de faire suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité sans indication de transmissions successives à d'autres localités.

Art. 71. — Lorsque la réexpédition d'un télégramme avec réponse payée est demandée et qu'elle entraîne une modification dans la valeur du bon, le bureau qui fait suivre indique au bureau d'arrivée le montant de la somme versée par l'expéditeur. Un bon d'égale valeur est délivré au destinataire par le bureau qui effectue la remise du télégramme.

Art. 72. — Un télégramme, dit télégramme multiple, peut être adressé soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité, avec ou sans réexpédition par poste ou par exprès.

L'expéditeur doit inscrire en tête de l'adresse l'indication éventuelle « x adresses » ou « TMx », qui entre dans le nombre de mots taxés.

Art. 84. — Le lieu d'arrivée s'entend :

De l'agglomération où est situé le bureau télégraphique ;

De l'enceinte de la gare s'il s'agit d'un bureau-gare, ou de l'établissement où est placé l'appareil s'il s'agit d'un bureau de sémaphore, d'écluse, de barrage, etc.

Dans les localités ayant un octroi, la zone de distribution gratuite ne peut s'étendre au-delà de la zone soumise à cet octroi, alors même que cette dernière serait plus restreinte que la partie agglomérée.

Art. 92. — Les télégrammes qui doivent être réexpédiés par poste à un pays autre que le pays de destination télégraphique sont soumis à une taxe de 50 centimes perçue au départ.

Art. 101. — Sont remboursées à ceux qui les ont versées si la demande en est faite, ou à la suite d'une réclamation visant l'exécution du service :

1° La taxe intégrale de tout télégramme qui n'est pas parvenu à destination par le fait du service télégraphique ;

2° La taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service télégraphique, n'a été remis au destinataire ou au service postal, lorsque ce dernier est chargé du transport, qu'après un délai de douze heures. La durée de la fermeture des bureaux d'arrivée ou du transport par exprès n'entre pas dans le calcul de ce délai ;

3° La taxe des avis de service échangés pour rectifier les erreurs imputables au télégraphe ;

4° La taxe de tout télégramme collationné qui n'a pu manifestement remplir son objet par suite d'erreurs de transmission, lorsque ces erreurs n'ont pas été rectifiées par avis de service taxé.

5^e La somme versée pour une réponse payée d'avance, si le destinataire n'a pas fait usage du bon de réponse et si ce bon a été déposé dans un bureau, dans le délai de six semaines qui suit la date de délivrance du bon, avec une demande de remboursement à effectuer au profit de l'expéditeur ;

6^e La taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été rendu.

Art. 102. — Dans les cas prévus par l'article précédent, le remboursement s'applique exclusivement aux télégrammes non parvenus ou retardés, aux avis de service rectificatifs, aux télégrammes collationnés qui ont été dénaturés, y compris les taxes accessoires.

Art. 104. — L'expéditeur et le destinataire peuvent, dans le même délai et en justifiant de leur qualité, obtenir sans frais communication des originaux au bureau de dépôt.

Art. 2. — Le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret dont les dispositions entreront en vigueur le 1^{er} juillet 1897 et qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 28 juin 1897.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Henry BOUCHER.

ANNEXE

Tableau n^o 3 annexé au décret du 12 janvier 1894, mis en concordance avec les nouvelles dispositions stipulées par le décret du 28 juin 1897.

TABLEAU N^o 3

Langues dont l'usage est permis dans la correspondance télégraphique privée internationale.

1. Le français. — 2. L'anglais. — 3. L'allemand. — 4. L'annamite (quoc ngu. — 5. L'arabe. — 6. L'arménien. — 7. Le Bohême (tchèque). — 8. Le Bulgare. — 9. Le croate. — 10. Le danois. — 11. L'esclavonien. — 12. L'espagnol (castillan). — 13. Le flamand. — 14. Le grec. — 15. L'hébreu. — 16. Le hollandais (néerlandais). — 17. Le hongrois. — 18. L'illyrique. — 19. L'italien. — 20. Le japonais. — 21. Le latin. — 22. Le luxembourgeois. — 23. Le malais. — 24. Le norvégien. — 25. Le persan. — 26. Le petit russe. — 27. Le polonais. — 28. Le portugais. — 29. Le roumain. — 30. Le ruthène. — 31. Le russe. — 32. Le serbe. — 33. Le Siamois. — 34. Le slovaque. — 35. Le slovène. — 36. Le suédois. — 37. Le turc.

BELGIQUE — FRANCE

Convention pour l'exécution du service de la Caisse d'épargne.

4 mars 1897 (1)

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi des Belges, ayant jugé utile d'apporter des modifications de détail à l'arrangement conclu entre les deux pays, le 31 mai 1882, pour assurer des facilités aux déposants à la caisse nationale d'épargne de France et aux déposants à la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, ont résolu de substituer audit arrangement la convention dont la teneur suit :

(1) *Journal officiel* du 8 septembre 1897. — Les ratifications ont été échangées à Paris le 26 août 1897.

Art. 1^{er}. — Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la caisse nationale d'épargne de France, soit à la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, pourront, sur la demande des intéressés et jusqu'à concurrence d'un maximum de 1,500 fr., être transférés, sans frais, de l'une des caisses dans l'autre, et réciproquement.

Les demandes de transferts internationaux seront reçues, en France et en Belgique, dans tous les bureaux de poste ou agences chargés, dans ces pays, du service de la caisse d'épargne.

Les fonds transférés seront, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, les conditions de remboursement, d'achat et de revente de rente ou d'acquisition de carnets de rentes viagères, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de l'administration dans la caisse de laquelle ces fonds auront été transférés.

Art. 2. — Les titulaires de livrets de la caisse nationale d'épargne de France, ou de la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique pourront obtenir, sans frais, le remboursement, dans l'un de ces pays, des sommes déposées par eux à la caisse d'épargne de l'autre pays.

Les demandes de remboursements internationaux, rédigées sur des formules spéciales mises à la disposition du public, seront déposées par les intéressés entre les mains du chef du bureau ou du receveur des postes de leur résidence, qui les fera parvenir en franchise de port à la caisse d'épargne détentrice des fonds.

Les remboursements seront effectués en vertu d'ordres de paiement qui ne pourront excéder 1,500 fr. chacun. Toutefois, jusqu'au 31 décembre 1900, chaque ordre de paiement pourra atteindre le chiffre de 2.000 francs.

Les ordres de remboursement seront payables seulement dans les établissements de poste ou autres chargés du service de la caisse d'épargne. Ils seront adressés directement et en franchise de port, par la caisse d'épargne qui les aura délivrés, aux bureaux désignés pour le paiement.

Art. 3. — Chaque administration se réserve le droit de rejeter les demandes de transferts ou de remboursements internationaux qui ne rempliraient pas les conditions exigées par ses règlements intérieurs.

Art. 4. — Les sommes transférées d'une caisse dans l'autre porteront intérêt, à charge de l'administration primitivement détentrice des fonds, jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite, et à charge de l'administration qui accepte le transfert à partir du premier jour du mois suivant.

Art. 5. — Il sera établi, à la fin de chaque mois, par la caisse nationale d'épargne de France et par la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, un décompte des sommes qu'elles se doivent respectivement, du chef des opérations faites pour le service de la caisse d'épargne, et, après vérification contradictoire de ces décomptes, la caisse reconnue débitrice se libérera, dans le plus bref délai possible, envers l'autre caisse, au moyen de traites ou de chèques sur Paris ou sur Bruxelles.

Art. 6. — La caisse d'épargne de chacun des pays contractants pourra correspondre directement et en franchise, par la voie postale, avec la caisse de l'autre pays.

Art. 7. — Les bureaux de poste des deux pays se prêteront réciproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

L'échange des livrets entre la caisse d'épargne de chaque pays et les bureaux de poste ou agences de l'autre pays aura lieu en franchise.

Art. 8. — La caisse nationale d'épargne de France et la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique arrêteront, d'un commun accord, après entente avec les administrations des postes des deux pays, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

Art. 9. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets de la présente convention.

Avis devra en être donné à l'administration correspondante par la voie diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de laquelle le service international cessera de fonctionner.

Art. 10. — La présente convention aura force et valeur à partir du jour dont les caisses d'épargne des deux pays conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats, et elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, six mois au moins à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets. Pendant les six derniers mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les caisses d'épargne des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 11. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires : le ministre des affaires étrangères de la République française, d'une part, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, d'autre part, ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 4 mars 1897.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(L. S.) Signé : Baron d'ANETHAN.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE, BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, PARAGUAY, PÉROU, URUGUAY.

Traité pour la protection de la propriété littéraire et artistique.

11 janvier 1889 (1).

S. Exc. le président de la république Argentine, S. Exc. le président de la république de Bolivie, S. M. l'empereur du Brésil, S. Exc.

(1) La France ayant adhéré à cette convention en vertu de la loi du 30 juillet 1897, un décret du 17 août 1897 (*Journal Officiel* du 21) décide que cette convention dont suit une traduction authentique produira son plein et entier effet, dans les rapports de la France avec la république Argentine qui a pris acte de l'adhésion de la France.

le président de la république du Chili, S. Exc. le président de la république du Paraguay, S. Exc. le président de la république du Pérou, et S. Exc. le président de la république Orientale de l'Uruguay ont résolu de conclure un traité pour la protection de la propriété littéraire et artistique et se sont fait représenter au congrès réuni à cet effet à Montevideo sur l'initiative des gouvernements de la république Argentine et de la république Orientale de l'Uruguay, par leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. Exc. le président de la république Argentine par M. le docteur Don Roque Saenz Pena, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite république dans la république Orientale de l'Uruguay et par M. le docteur Don Manuel Quintana, académicien, membre de la faculté de droit et de sciences sociales de l'université de Buenos-Ayres ;

S. Exc. le président de la république de Bolivie par M. le docteur Don Santiago Vaca-Gusman, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite république dans la république Argentine ;

S. M. l'empereur du Brésil par M. le docteur Domingos de Andrade Figueira, conseiller d'Etat et député à l'Assemblée générale législative ;

S. Exc. le président de la république du Chili, par M. Don Guillermo Matta, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite république dans les républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay, et par M. Don Belisario Prats, ministre de la cour suprême de justice ;

S. Exc. le président de la république du Paraguay, par M. le docteur Don Benjamin Aceval, et par M. le docteur Don José Z. Caminos ;

S. Exc. M. le président de la république du Pérou, par M. le docteur Don Cesareo Chacaltana, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite république dans les républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay et par le docteur Don Manuel Maria Galvez, procureur général de l'excellentissime cour suprême de justice ;

S. Exc. le président de la république Orientale de l'Uruguay, par M. le docteur Don Ildefonso Garcia Lagos, ministre secrétaire d'Etat du département des relations extérieures, et par M. le docteur Don Gonzalo Ramirez, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite république dans la république Argentine ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme et après délibérations, ont arrêté les stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. — Les Etats signataires s'engagent à reconnaître et à protéger les droits de la propriété littéraire et artistique, conformément aux stipulations du présent traité.

Art. 2. — L'auteur de toute œuvre littéraire ou artistique et ses ayants droit jouiront dans les Etats signataires des droits que leur accorde la loi du pays où a eu lieu la première publication ou production de l'œuvre.

Art. 3. — Le droit de propriété d'une œuvre littéraire ou artistique comprend la faculté pour l'auteur d'en disposer, de la publier, de

l'aliéner, de la traduire ou d'autoriser sa traduction et de la reproduire de toutes manières.

Art. 4. — Aucun Etat ne sera obligé de reconnaître le droit de propriété littéraire ou artistique pendant un laps de temps plus long que celui qui est accordé aux auteurs jouissant de ce droit sur son propre territoire. Ce laps de temps pourra être limité à celui qui est établi dans le pays d'origine, si ce dernier est d'une durée moindre.

Art. 5. — Par l'expression œuvres littéraires et artistiques, on entend les livres, les brochures et tous autres écrits, les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les œuvres chorégraphiques, les compositions musicales avec ou sans paroles, les dessins, les peintures, les sculptures, les gravures, les œuvres photographiques, les lithographies, les cartes géographiques, croquis et travaux plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin cette expression s'applique à toute production du domaine littéraire ou artistique qui peut être publiée d'une manière quelconque par voie d'impression ou de reproduction.

Art. 6. — Les traducteurs d'œuvres pour lesquelles n'existe pas ou est éteint le droit de propriété littéraire garanti jouiront, pour leurs traductions, des droits établis par l'article 3, mais ils ne pourront empêcher la publication d'autres traductions de la même œuvre.

Art. 7. — Les articles de journaux pourront être reproduits, en indiquant la source où on les prend, à l'exception des articles consacrés aux sciences et aux arts et dont la reproduction aura été interdite expressément par leurs auteurs.

Art. 8. — Peuvent être publiés dans la presse périodique, sans nécessité d'autorisation aucune, les discours prononcés ou lus dans les assemblées délibérantes, devant les tribunaux judiciaires, ou dans les réunions publiques.

Art. 9. — Sont considérées comme reproductions illicites les appropriations indirectes non autorisées d'une œuvre littéraire ou artistique désignées sous des noms divers tels que « adaptations, arrangements, etc., » et qui ne sont en réalité que des reproductions de cette œuvre ne présentant pas le caractère d'une œuvre originale.

Art. 10. — Les droits d'auteur seront reconnus, jusqu'à preuve contraire, en faveur des personnes dont les noms ou les pseudonymes seront indiqués sur l'œuvre littéraire ou artistique.

Si les auteurs ne veulent pas faire connaître leur nom, ils devront désigner les éditeurs auxquels les droits d'auteur seront attribués.

Art. 11. — Les responsabilités encourues par ceux qui usurpent le droit de propriété littéraire ou artistique seront établies devant les tribunaux et régies par les lois du pays où la fraude aura été commise.

Art. 12. — La reconnaissance du droit de propriété des œuvres littéraires ou artistiques n'empêche pas les Etats signataires d'interdire, conformément à leur législation, qu'on reproduise, publie, fasse circuler, représente ou expose les œuvres considérées comme contraires à la morale et aux bonnes mœurs.

Art. 13. — Il n'est pas indispensable, pour que ce traité soit mis en vigueur, qu'il soit ratifié simultanément par tous les Etats signataires. Ceux qui l'approuvent le feront savoir aux gouvernements des répu-

bliques Argentine et Orientale de l'Uruguay qui en informeront les autres parties contractantes. Cette procédure tiendra lieu d'échange de ratifications.

Art. 14. — L'échange une fois effectué dans la forme indiquée par l'article précédent, le présent traité demeurera en vigueur à partir de l'accomplissement de cette formalité pendant un temps illimité.

Art. 15. — Si l'un des Etats signataires jugeait à propos de dénoncer le traité ou d'y introduire des modifications, il en aviserait les autres ; mais la dénonciation ne produira ses effets que deux ans après l'acte de dénonciation, délai pendant lequel on pourra conclure un nouvel accord.

Art. 16. — L'article 13 s'applique aux Etats qui, n'ayant pas participé à ce congrès, voudraient adhérer au présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des Etats ci-dessus mentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Montevideo, en sept exemplaires, le 11 janvier 1889.

(L. S.): ROQUE, SAENZ PENA, MANUEL, QUINTANA, SANTIAGO VACAGUZMAN, DOMINGOS DE A. FIGUEIRA, GUILLERMO, MATTÁ, B. PRATS, BENJAMIN ACEVAL, JOSÉ Z. CAMINOS, CESAREO CHACALTANA, M. M. GALVEZ, ILD, GARCIA LAGOS, GONZALO RAMIREZ.

— Exposé des motifs du projet de loi portant autorisation de donner son plein et entier effet à l'adhésion de la France à la convention qui précède :

Messieurs, le congrès sud-américain de droit international privé, qui s'est tenu à Montevideo du 18 août 1888 au 18 février 1889, et auquel ont pris part des délégués de la république Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay, avait élaboré un certain nombre de projets de traités concernant diverses matières, et dont l'un était exclusivement consacré à la propriété littéraire et artistique.

Soumis ultérieurement à l'approbation des Parlements respectifs des Etats précités, ces projets ont été définitivement ratifiés par les gouvernements de la république Argentine, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay.

Aux termes du traité relatif à la propriété littéraire et artistique, les Etats qui n'ont pas participé aux congrès de Montevideo ont la faculté d'adhérer à ce traité, et, pour profiter de cette faculté, ils n'ont pas d'autre formalité à remplir que de notifier leur adhésion aux gouvernements argentin et uruguayen.

Le gouvernement de la République, qui s'efforce, au fur et à mesure qu'il en trouve l'occasion, d'assurer aux auteurs et aux artistes français la protection de leurs œuvres dans les divers pays étrangers, a pensé que, malgré les lacunes que peut présenter la convention littéraire de Montevideo du 11 janvier 1889, il ne serait certainement pas sans intérêt pour la France d'y adhérer. Notre adhésion semblait même d'autant plus désirable qu'il n'existe pas de conventions particulières en matière de propriété intellectuelle entre la France et les Etats signataires dont il s'agit et que les négociations précédemment entamées à diverses reprises par nos représentants avec les gouvernements de ces Etats en vue de la conclusion de semblables arrangements n'ont jamais abouti à une entente.

Suivant les instructions qui leur avaient été adressées à cet effet, nos ministres à Buenos-Ayres et à Montevideo ont, en conséquence, fait respectivement les 26 février et 1^{er} mars 1896, auprès des gouvernements argentin et uruguayen, la déclaration prévue par les articles 13 et 16 du traité de Montevideo.

Le gouvernement argentin s'est empressé de constater l'adhésion de la France par un décret du 3 mars 1896 et n'a pas manqué, conformément aux stipulations mêmes du traité, de notifier cette adhésion aux deux autres Etats contractants, c'est-à-dire au Paraguay et au Pérou.

Par contre, le gouvernement uruguayen s'est borné à prendre acte de notre démarche et à en donner également connaissance aux cabinets de Lima et de l'Assomption. Mais, s'appuyant sur les termes de l'article 6 du protocole additionnel des traités de Montevideo, qu'il considère comme laissant toute latitude à cet égard aux Etats signataires desdits traités, ainsi que sur une loi uruguayenne du 3 octobre 1892, conçue dans le même sens, il s'est refusé à nous admettre à bénéficier sur son territoire des clauses de la convention littéraire et artistique de Montevideo.

Nous croyons, dès lors, utile de donner ici le texte et la traduction de l'article 6 précité, qui est libellé ainsi qu'il suit :

Art. 6. — « Los Gobiernos de los Estados signatarios declarará, al aprobar los tratados celebrados, si aceptan la adhesión de las Naciones no invitadas al Congreso, en la misma forma que la de aquellas que habiendo adherido a la idea del Congreso, no han tomado parte en sus deliberaciones. »

Traduction : « Les gouvernements des Etats signataires déclareront, en approuvant les traités conclus, s'ils consentent à accepter l'adhésion des nations n'ayant pas été invitées au Congrès, dans la même forme que celle qui est prévue pour les nations qui, ayant adhéré à l'idée du Congrès, n'ont pas pris part à ses délibérations. »

Quant aux gouvernements du Paraguay et du Pérou, le premier a déclaré, en accusant réception au gouvernement argentin de la notification de notre adhésion, qu'il n'avait aucune objection à formuler contre cette adhésion et qu'il y donnait par le fait son approbation, tandis que le second, à l'exemple du gouvernement uruguayen et pour les mêmes raisons, nous a fait savoir qu'il ne lui paraissait pas possible de nous laisser bénéficier sur le territoire péruvien de notre adhésion à la convention de Montevideo.

Dans ces conditions, et tout en regrettant les décisions prises par les gouvernements uruguayen et péruvien, nous pensons qu'il convient de faire profiter, sans plus tarder, nos nationaux des dispositions de la convention de Montevideo dans la république Argentine et au Paraguay. On se convaincra, d'ailleurs, aisément, en prenant connaissance de ces dispositions, dont le texte et la traduction sont annexés au présent projet de loi, que nos auteurs et nos artistes auront un réel intérêt à pouvoir en invoquer le bénéfice.

En effet, comme la convention conclue à Berne, le 9 septembre 1886, elle reconnaît formellement le droit de propriété des auteurs sur leurs œuvres littéraires ou artistiques et elle a pour but d'assurer la protection de ce droit sur les territoires respectifs des Etats signataires. Mais, tandis que la convention de Berne, qui ne fait aucune distinction entre les auteurs unionistes et les nationaux, accorde aux uns et aux autres la même protection, c'est-à-dire le traitement national dans chacun des pays de l'union, la convention de Montevideo ne garantit aux auteurs étrangers et à leurs ayants droit, sur le territoire de chacun des Etats signataires, que le bénéfice de la protection dont ils jouissent dans le pays où a eu lieu la première publication ou la production de leur œuvre. En d'autres termes, c'est la législation du pays d'origine de l'œuvre qui est appliquée aux auteurs étrangers dans chacun des Etats signataires et non pas celle qui régit les nationaux. Il en résulte que nos auteurs devront désormais être admis à bénéficier des dispositions de la loi française pour la protection de leurs œuvres, dans la république Argentine et au Paraguay, et qu'ils en profiteront aussi éventuellement dans les autres Etats signataires de la convention de Montevideo, lorsque ceux-ci auront accepté notre adhésion.

Il ne peut y avoir d'exception à cette règle qu'en ce qui concerne la durée de la protection accordée aux œuvres des auteurs étrangers, les Etats signataires s'étant réservé de limiter cette durée à celle dont jouissent leurs nationaux, au cas où la protection durerait plus longtemps dans le pays d'origine de l'œuvre.

Cette restriction offre une grande analogie avec la disposition de la convention de Berne qui permet également aux Etats unionistes de ne pas accorder, sur ce point spécial de la durée de la protection, la plénitude du traitement national aux auteurs des autres pays de l'union, lorsque le délai de protection établi par leur législation respective n'est pas le même dans chacun d'eux.

L'énumération des œuvres auxquelles s'applique l'expression « œuvres littéraires et artistiques » comprend, dans la convention de Montevideo, non seulement celles qui figurent dans la convention de Berne, mais encore les œuvres chorégraphiques et les œuvres photographiques.

Le droit de propriété des auteurs sur leurs œuvres, tel qu'il est défini par la convention de Montevideo, ne comporte aucune restriction ; il leur donne, par suite, la faculté exclusive de disposer de leurs œuvres comme ils l'entendent, c'est-à-dire de les publier, de les traduire, de les reproduire, ou de céder ce droit à qui bon leur semble. La convention de Montevideo paraît donc présenter à cet égard autant d'avantages pour les auteurs que la convention de Berne. Elle stipule, en outre, que les traducteurs d'œuvres qui sont tombées ou qui ont toujours été dans le domaine public, jouissent de la même protection que les auteurs des ouvrages originaux ; mais elle ne leur permet pas d'empêcher la publication d'autres traductions des mêmes œuvres.

En ce qui concerne les articles de journaux, les stipulations de la convention de Montevideo sont presque identiques à celles de la convention de Berne, modifiées par l'article additionnel du 4 mai 1896. Elle autorise, en effet, d'une façon générale leur reproduction à la condition d'en indiquer la source, et ne fait exception que pour les articles consacrés aux sciences et aux arts, dont la reproduction aura été interdite expressément par leurs auteurs. Elle permet, en outre, à la presse périodique, sans avoir à demander aucune autorisation à cet effet, de publier les discours prononcés ou lus dans les assemblées délibérantes, devant les tribunaux judiciaires ou dans les réunions publiques. Cette dernière disposition ne diffère pas sensiblement de celle de la convention de Berne, qui stipule qu'en aucun cas les auteurs ne pourront interdire la reproduction des articles de discussion politique, des nouvelles du jour et des faits divers.

Enfin, la convention de Montevideo, de même que la convention de Berne, réserve aux Etats contractants la faculté de prohiber, conformément à leur législation, la reproduction, publication, circulation, représentation et exposition des œuvres contraires à la morale et aux bonnes mœurs.

Telles sont les principales dispositions du traité dont il nous est dès à présent possible et dont il nous paraît opportun d'assurer le bénéfice à nos nationaux dans la république Argentine et au Paraguay.

Nous nous plaisons à espérer, messieurs, que vous partagerez cette manière de voir ; nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de loi ci-joint qui nous autorise à ratifier la convention conclue à Montevideo le 11 janvier 1889, entre la république Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique et à laquelle la France a fait acte d'adhésion :

PROJET DE LOI

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à donner son plein et entier effet à l'adhésion de la France à la convention conclue à Montevideo, le 11 janvier 1889, entre la république Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique.

Une copie authentique de ce document, accompagné de sa traduction, demeurera annexée à la présente loi.

DEUXIEME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES DE CRÈTE. — CONFLIT GRÉCO-TURC.

Situation de l'Empire Ottoman.

FÉVRIER-MAI 1897

**M. P. Cambon, ambassadeur de la République française
à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.**

Péra, le 24 février 1897.

D'après les informations de la plupart de mes collègues, le principe de l'autonomie de la Crète paraît généralement admis par les Cabinets. M. de Nélidoff vient de nous communiquer deux télégrammes du comte Mouravieff en date du 23 février. Par le premier, le Ministre russe propose les deux points suivants : 1^o pas d'annexion à la Grèce; 2^o régime autonome constitué par les puissances.

Par le second, il propose, en cas d'adoption des deux points, de les notifier à la Porte et à la Grèce avec sommation par ultimatum à cette dernière de retirer ses troupes dans un délai de trois ou quatre jours.

Dans le cas où ces propositions seraient acceptées, il conviendrait de se demander comment on peut introduire en Crète un régime autonome.

On peut, d'après moi, confier ce soin à des Délégués spéciaux des grandes puissances. S'il n'y avait que des chrétiens dans l'île, il suffirait d'adopter le régime de Samos et de rappeler les troupes turques, mais on ne peut livrer les soixante mille musulmans de Crète aux ressentiments des chrétiens, et il faut établir, dans différents points et avec des effectifs déterminés, quelques garnisons ottomanes. La présence de ces troupes deviendra peut-être dans l'avenir une source de nouveaux conflits, mais il est impossible, en ce moment, de se dérober à cette nécessité.

Les Délégués européens devront ensuite organiser la gendarmerie.

Pour la justice, le projet de M. Gazay avec une ou deux modifications s'adapte à l'autonomie.

Pour les finances, on fera bien d'adopter le principe du tribut et de chercher le moyen d'introduire dans l'île un contrôle financier.

P. CAMBON.

M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 24 février 1897.

Le Roi Alexandre partira pour Sofia le dimanche 28 de ce mois.

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir, le Roi et ses Ministres auraient l'intention de proposer, dans l'entrevue de Sofia, un accord sur la délimitation, comme on dit, des sphères d'influence respectives de la Bulgarie et de la Serbie en Macédoine. Les deux souverains essayeront d'établir une entente entre eux, non pour le présent, mais pour l'avenir. Il n'entre pas, en effet, dans les calculs tout au moins des serbes, de précipiter les événements. Ces dispositions restent subordonnées au maintien du *statu quo* pour tous. Là-dessus, le langage des serbes n'a pas varié. Ce serait donc rassurant, puisque toutes les puissances sont d'accord pour le maintien du *statu quo*; mais cela n'exclut pas les changements d'attitude qu'il faut prévoir au cas, malheureusement possible, de troubles graves en Macédoine et en Vieille-Serbie, et là est le danger prochain.

PATRIMONIO.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 24 février 1897.

Le Palais du Gouvernement est actuellement en flammes. Les équipages étrangers ont débarqué avec leurs pompes. On suppose que l'incendie est le fait de la populace musulmane qui menaçait depuis plusieurs jours de brûler le sérail si l'on ne continuait pas à lui distribuer des armes.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 24 février 1897.

Le projet d'accorder à la Crète une administration autonome est certainement le seul moyen de sortir de la situation critique dans laquelle se trouve le pays.

J'estime toutefois que le désarmement pacifique de la population chrétienne ne pourra être obtenu que si les puissances peuvent aller jusqu'à créer une principauté indépendante sous la suzeraineté du Sultan. D'autre part, si le gouverneur ou prince peut être européen, appartenant à une petite puissance et nommé par le Sultan, et si la Crète est déclarée placée sous le contrôle des grandes puissances, la population musulmane acceptera, je pense, le nouveau régime sans difficultés.

Paul BLANC.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères..

Saint-Petersbourg, le 24 février 1897.

Le comte Mouravieff considère que l'entente est aujourd'hui complète et votre télégramme d'hier, dont je lui ai donné connaissance, le confirme dans cette idée. Il a envoyé cette nuit un télégramme circulaire par lequel il propose de notifier solidairement à Constantinople et à Athènes l'intention de toutes les puissances de ne pas admettre l'annexion de la Crète à la Grèce et de doter l'île d'un régime autonome, tout en maintenant le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Cette notification serait suivie d'une sommation à la Grèce de retirer ses troupes et ses navires de Crète dans un délai de trois jours, faute de quoi les puissances chercheraient à obtenir ce résultat par les mesures les plus rigoureuses.

Ce télégramme doit vous être communiqué par le baron de Mohrenheim. Dès que le Gouvernement russe aura toutes les adhésions, il adressera à ses Représentants à Athènes et à Constantinople des instructions leur prescrivant de s'entendre avec leurs collègues pour agir immédiatement. Il considère que les amiraux sont, dès à présent, munis d'instructions assez précises, mais on peut les confirmer au besoin en leur ordonnant d'arrêter en commun, et par écrit, les mesures à prendre.

G. DE MONTEBELLO.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 25 février 1897.

On a reçu ici des informations qui représentent l'Epire comme mûre pour l'insurrection. On croit que les populations de race hellénique appellent l'armée grecque de leurs vœux les plus ardents. De la frontière à Janina, la voie serait libre.

Une batterie de campagne vient d'être embarquée pour la Thessalie.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 25 février 1897.

Le Conseil des Ministres a délibéré ce matin au sujet des dernières propositions du comte Mouravieff dont j'ai été saisi par le baron de Mohrenheim dans les termes suivants :

Petersbourg, le 23 février 1897.

« L'absolue nécessité de hâter la solution de l'affaire crétoise ayant été
 « reconnue par toutes les puissances, le Gouvernement impérial, conformément aux idées exposées dans son télégramme du 21, propose circulairement de faire notifier à la Porte par les ambassadeurs les deux
 « points convenus et de les porter simultanément à la connaissance du
 « Gouvernement par les Représentants à Athènes, qui le sommeraient
 « par ultimatum de retirer ses troupes et ses bâtiments dans un délai de
 « trois à quatre jours. Au cas où la Grèce n'obtempérerait pas à cette
 « injonction, les puissances auraient immédiatement recours à des me-

ARCH. DIPL. 1897. — 2^e SÉRIE, T. LXIV (126

20

« sures de rigueur, soit à une action directe sur les navires et les troupes grecques, soit à un blocus du Pirée. »

Je m'empresse de vous faire savoir que nous adhérons volontiers à ces propositions pourvu qu'elles réunissent l'unanimité des puissances. Nous appellerons seulement l'attention du Gouvernement russe sur deux points :

Il paraîtrait préférable de substituer le terme de « sommation » à celui d'« ultimatum ».

En ce qui concerne les mesures de rigueur à prendre au cas où la Grèce n'obtempérerait pas à l'injonction des puissances, nous sommes d'avis que celles-ci, au lieu d'en déterminer, dès à présent, le caractère, s'en remettent aux amiraux commandants du soin de concerter à l'unanimité, et par écrit, un programme d'action ayant pour objet d'amener l'éloignement des troupes et des navires grecs de l'île occupée par les puissances européennes.

Vous voudrez bien porter, sans retard, ces indications à la connaissance du comte Mouravieff.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 25 février 1897.

A la suite d'un Conseil de Cabinet, le Gouvernement anglais a décidé d'envoyer un télégramme aux puissances exposant qu'il se trouve dans la nécessité d'éclairer l'opinion du pays sur la ligne politique dans les affaires de Crète, et qu'en conséquence il fera demain, devant le Parlement, une déclaration publique résumant ainsi qu'il suit sa manière de voir : 1^o la Crète ne devra pas être replacée sous l'autorité directe du Sultan, mais devra être dotée d'une administration autonome; 2^o elle ne devra pas être détachée de l'Empire ottoman, dont elle continue de faire partie intégrante; 3^o si les puissances sont d'accord sur cette double décision, elle serait notifiée simultanément à Constantinople et à Athènes; 4^o dans le cas où les puissances croiraient devoir exiger le rappel de Crète soit des forces grecques, soit des forces ottomanes, si l'une des deux parties se montrait récalcitrante, des moyens de coercition devraient être employés contre elle.

Alph. DE COURCEL.

M. Billot, ambassadeur de la République française près le Roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 25 février 1897.

M. Visconti-Venosta a fait connaître à l'ambassadeur de Russie que l'Italie adhère au plan général du Gouvernement russe, pourvu que l'unanimité des puissances y soit acquise. Il insiste seulement pour que l'exécution en soit poursuivie dans un esprit qui s'inspire du désir de fournir à la Grèce les moyens de revenir sur la voie où elle s'est imprudemment engagée.

D'après lui, ce résultat pourrait être facile, d'une part, en précisant les conditions de l'autonomie à assurer à la Crète sous la suzeraineté du Sultan; d'autre part, en provoquant le rappel des troupes turques en même temps que celui des troupes grecques.

BILLOT.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à **M. Hanotaux**,
ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 25 février 1897.

Le bombardement des insurgés crétois par les forces navales des puissances a produit ici une émotion profonde. Hier de nombreux manifestants entouraient la Chambre demandant qu'on déclarât la guerre à la Turquie. L'opposition y pousse.

La Chambre des députés a voté la motion suivante :

« L'Assemblée, interprétant les sentiments et les vœux de l'Hellénie tout entière, exprime sa profonde douleur à l'occasion du cruel bombardement dirigé en Crète par les flottes des puissances réunies contre les vaillants soldats de la liberté et elle adresse un suprême appel aux généreux sentiments de l'Europe chrétienne et civilisée en faveur des défenseurs de l'indépendance et des droits sacrés de l'Hellénie en Crète. »

Au cours d'une séance des plus agitées, M. Delyanni a annoncé que les navires français et italiens n'avaient pas tiré. On nous sait gré de l'abstention de nos marines; elle nous vaut, en effet, un retour de sympathie qu'accroît votre langage d'hier au Parlement au sujet de l'autonomie de la Crète : sans vouloir d'ailleurs accepter cette solution, on se montre touché du sentiment dans lequel vous l'auriez proposée; on veut y voir le premier témoignage de bienveillance donné à la cause hellénique par un Cabinet européen.

A. BOURÉE.

Le comte Wolkenstein-Trosburg, ambassadeur d'Autriche-Hongrie
à Paris, à **M. Hanotaux**, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 26 février 1897.

Je viens de recevoir, par le télégraphe et de la part de M. le Ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie, la communication suivante, qui porte la date du 25 de ce mois et a trait aux affaires de Crète :

« Le Gouvernement allemand ayant accepté, en son intégralité, la proposition russe, les hésitations n'existent plus que j'avais accentuées, au début, vis-à-vis de M. le comte Kapnist, au sujet de la réserve concernant la proposition de blocus. En effet, ces hésitations étaient uniquement motivées par des égards pour la première attitude de l'Allemagne. Dans ces conditions, nous avons également fait connaître au Cabinet de Pétersbourg notre adhésion au *modus procedendi* qu'il vient de proposer et qui a la teneur suivante : 1^o charger les ambassadeurs à Constantinople de notifier à la Porte les deux points de la circulaire du 22 courant ; 2^o faire connaître les mêmes deux points au Gouvernement hellénique par les Représentants à Athènes qui le sommeraient par un ultimatum de retirer troupes et navires de la Crète dans un délai de trois-quatre jours. Après expiration de ce terme, mesures d'extrême rigueur, soit blocus, soit action directe sur des vaisseaux et troupes grecques. Notre ambassadeur à Constantinople et notre chargé d'affaires à Athènes, comte Szechenyi, sont chargés (dès que leurs collègues, les Représentants des autres grandes puissances, auront reçu les mêmes instructions), de procéder, de concert avec eux, dans le sens des articles précités de la proposition. »

A. WOLKENSTEIN.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 26 février 1897.

En présence des craintes qu'inspire l'attitude de la population musulmane, les amiraux ont fait débarquer à la Canée une centaine de marins en plus.

Les marins français, après une laborieuse expédition, ont ramené à la côte les familles musulmanes bloquées dans la province de Sitia. Il ne reste plus qu'une centaine de personnes à délivrer. Le gros danger est actuellement dans la province de Selino, où plus de quatre mille musulmans restent bloqués et où l'on craint une attaque de l'armée grecque. Les amiraux y ont envoyé un croiseur autrichien et un cuirassé italien.

Les amiraux ont fait une proclamation engageant la population à rester dans le calme en attendant la solution qui sera donnée par les puissances à la question crétoise. Ils déclarent prendre sous leur protection les villes de la Canée, Rethymo, Candie et Sitia, la baie de la Sude et la vallée de communication entre cette baie et la Canée. Ils ajoutent qu'ils entendent, en outre, s'opposer à tout acte d'hostilité commis en présence d'un de leurs navires, sur quelque point que ce soit. Les amiraux et le commandant allemand ont ensuite décidé que, le mouillage de la Canée ne leur permettant pas de rester sûrement en communication entre eux, ils iraient séjourner à la Sude.

D'après les dires du commandant du cuirassé grec, il y aurait eu 15 personnes blessées par le bombardement de dimanche dernier. 34 projectiles ont été tirés par les navires : 20 par les anglais, 3 par les autrichiens, 7 par les allemands et 4 par les russes.

Au camp grec, environ 120 prisonniers turcs, dont une douzaine de blessés, sont bien traités et parfaitement soignés.

On vient de ramener du camp grec à la Canée cinq enfants musulmans que le Gouvernement affirmait avoir été blessés et mutilés et qui sont arrivés ici sans la moindre blessure.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 26 février 1897.

La Banque de Paris et des Pays-Bas me prie de vous transmettre le télégramme suivant. Vous voudrez bien satisfaire au désir qui s'y trouve exprimé et obtenir un accusé de réception :

« Usant de la faculté qui nous est donnée par l'article 12 du contrat et en raison des circonstances révolutionnaires qui se produisent, nous sommes entièrement dégagés de toutes les obligations que nous imposait le contrat signé par le vali le 14/26 janvier dernier.

« Nous vous prions de communiquer ce télégramme à qui de droit et de nous en faire donner acte. »

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 26 février 1897.

Je tiens à vous remercier des considérations que vous m'avez exposées dans votre télégramme d'avant-hier sur l'organisation à donner à la Crète. Dès à présent, j'incline comme vous à penser que la première mesure à prendre serait la constitution d'une délégation spéciale des puissances.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 26 février 1897.

Le Gouvernement anglais a répondu à la dernière proposition russe en acceptant, pour le fond, les propositions du comte Mouravieff, mais en faisant des réserves au sujet des termes, notamment en ce qui concerne l'emploi de mesures de rigueur à l'égard de la Grèce.

Alph. DE COURCEL.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 26 février 1897.

Le comte Mouravieff accepte les modifications de mots qui seront convenues entre les Représentants des puissances à Athènes. Le principal à ses yeux est que l'on soit d'accord sur le but à atteindre et que l'action soit aussi prompte que possible, afin de prévenir les incidents qui pourraient tout remettre en question. Il a donné au Ministre de Russie des instructions dans ce sens.

L'Angleterre a adhéré avec quelques observations sur les mots qui ne doivent pas nous arrêter. Suivant le comte Mouravieff, l'éloignement des troupes turques de l'île rentrera dans l'examen ultérieur de l'administration à donner à la Crète.

Le comte Mouravieff a insisté auprès des puissances pour l'envoi immédiat d'instructions à Athènes. Des instructions ont été envoyées à l'amiral russe pour s'entendre avec ses collègues en vue de mesures de rigueur à prendre, le cas échéant.

G. DE MONTEBELLO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Le 26 février 1897.

Lord Salisbury a cru devoir me faire communiquer par M. Gosselin, dans la matinée du 25, un télégramme reproduisant les quatre points que vous m'aviez vous-même fait connaître hier. Voici les termes dans lesquels ils étaient formulés :

1^o Que l'établissement d'une autonomie administrative dans la Crète est, selon l'opinion du gouvernement anglais, une condition nécessaire afin de terminer l'occupation internationale ;

2^o Pourvu que cette condition soit accordée, la Crète doit, à l'avis du gouvernement de la Reine, rester partie de l'Empire ottoman ;

3° Que la Turquie et la Grèce devraient être informées de cette résolution par les Puissances ;

4° Que si, soit la Turquie, soit la Grèce, maintient le refus de faire retirer ses forces navales et militaires de l'île lorsqu'elle en aura été requise, les Puissances devraient imposer leur décision à l'Etat récalcitrant par la force.

Cette communication se terminait ainsi : « Le gouvernement britannique se croit en devoir, vu l'état de l'opinion, de préciser clairement sa politique... ; il regrette de se trouver dans la nécessité de se prononcer avant d'arriver à une entente formelle, mais, à son avis, il ne se trouvera rien dans cette déclaration qui n'ait pas déjà reçu, d'une façon ou d'une autre, l'assentiment de toutes les puissances. »

J'ai relevé avec M. Gosselin un seul point, c'est qu'il n'avait jamais été question entre les puissances du retrait immédiat des forces turques, et que l'indication formulée à ce sujet sous le numéro 4 pourrait être mal comprise et donner lieu à de nouvelles difficultés. J'ai ajouté qu'en raison des troubles de l'île, il me paraissait nécessaire de laisser, tout au moins à titre provisoire et jusqu'à l'organisation d'une gendarmerie et de forces militaires, les garnisons turques sur certains points. Il semblait donc désirable que lord Salisbury employât à cet égard des termes moins précis.

M. Gosselin m'a promis de faire immédiatement parvenir cette indication à lord Salisbury.

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 27 février 1897.

Nous avons reçu le 24 février, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Russie, une communication émanant de son gouvernement et qui est ainsi conçue (1) :

Nous avons répondu, en adressant le 25 à notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, le télégramme suivant :

Paris, le 25 février 1897.

« Le Conseil des Ministres a délibéré ce matin au sujet des dernières propositions du comte Mouravieff dont j'ai été saisi par le baron de Mohrenheim. Je m'empresse de vous faire savoir, etc. (2). »

Je vous autorise à vous associer, dans les termes de ce dernier télégramme, à toute démarche faite à l'unanimité par vos collègues de toutes les grandes puissances à l'effet de notifier à la Porte la décision des puissances en ce qui concerne le nouveau régime qui va être appliqué en Crète.

D'après les informations qui me parviennent, vos collègues ont été ou doivent être incessamment munis des mêmes instructions, et je vous serai obligé de vous mettre sans retard en relations avec eux pour établir l'accord.

G. HANOTAUX.

(1) Voir le télégramme de Saint-Petersbourg en date du 23 février imprimé en tête de la pièce n° 198, p. 305.

(2) Pour la suite, voir le télégramme de M. Hanotaux au comte de Montebello sous le n° 198 (p. 305), jusqu'aux mots : « Vous voudrez bien... »

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée,
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 27 février 1897.

Nous avons reçu, le 24 février, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Russie, la communication suivante, émanant de son gouvernement, et qui a dû être adressée en même temps à toutes les puissances :

L'absolue nécessité de hâter la solution de l'affaire crétoise, etc. (1).

Nous avons répondu par le télégramme ci-dessous adressé au comte de Montebello (2) :

Je vous autorise à vous associer dans les termes de ces télégrammes à toute démarche faite à l'unanimité par vos collègues des grandes puissances et ayant pour objet de notifier au gouvernement hellénique la décision des puissances en ce qui concerne le régime nouveau qui va être appliqué en Crète et d'exiger de la Grèce le retrait de l'île des troupes et des navires helléniques. D'après les informations qui me sont parvenues des différents collègues, vos collègues doivent être munis ou vont être munis d'instructions analogues.

Vous devez vous joindre à eux pour établir l'accord dans le plus bref délai possible.

G. HANOTAUX.

**M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs
de la République française à Berlin, Londres, Vienne, et près
S. M. le Roi d'Italie.**

Paris, le 27 février 1897.

Le baron de Mohrenheim m'avait communiqué le 22 un télégramme aux termes duquel le gouvernement impérial pensait que les grandes puissances pourraient tomber d'accord sur les principes suivants :

1^o La Crète ne pourra en aucun cas être annexée à la Grèce dans les conjonctures présentes ;

2^o Les puissances sont résolues, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire ottoman, à doter la Crète d'un régime autonome.

Un nouveau télégramme du comte Mouravieff, dont j'ai reçu communication le 24, porte que le gouvernement impérial propose circulairement de faire notifier les deux points sus-visés simultanément à Constantinople et à Athènes en sommant le gouvernement grec par ultimatum de retirer ses troupes et ses bâtiments dans un délai de trois ou quatre jours.

Au cas où la Grèce ne céderait pas, les puissances auraient immédiatement recours soit à une action directe sur les navires et les troupes grecques, soit à un blocus du Pirée.

En faisant savoir au gouvernement russe que nous adhérons à ces propositions pourvu qu'elles réunissent l'unanimité des puissances, nous appelons seulement son attention sur deux points : il paraîtrait préférable de substituer le terme de *somation* à celui d'*ultimatum* et, en ce qui concerne les mesures de rigueur à prendre éventuellement, nous exprimons l'avis que les puissances, au lieu d'en déterminer dès à présent le caractère, s'en remettent aux amiraux du soin de concerter à l'unanimité et par écrit

(1) Pour la suite, voir le télégramme du comte Mouravieff publié sous le n° 198 (p. 305).

(2) Voir le télégramme au comte de Montebello, n° 198, jusqu'aux mots : « Vous voudrez bien... »

un programme d'action ayant pour objet d'amener l'éloignement des troupes et navires grecs.

Notre ambassadeur à Constantinople a été invité à s'associer à la notification unanime qui devra être adressée à la Porte.

J'ai également autorisé notre ministre à Athènes à s'associer, dans ces termes, à toute démarche faite à l'unanimité par ses collègues à l'effet de notifier au gouvernement hellénique la décision des puissances en ce qui concerne le régime à établir en Crète et d'exiger de la Grèce le retrait de ses troupes et de ses navires.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 27 février 1897.

Les chrétiens ont attaqué hier les positions des musulmans à Vrissina près Rethymo. Le combat a duré tout le jour. Deux compagnies de soldats ont occupé le poste de Evlia pour protéger la retraite des musulmans, mais sans prendre part au combat. Les turcs ont eu deux morts et dix-huit blessés, parmi lesquels un soldat tué et quatre blessés.

Les chrétiens ayant conservé leurs positions; leurs pertes sont inconnues.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 27 février 1897.

Le comte de Montebello me fait savoir que le comte Mouravieff accepte les modifications de mots qui seront convenues entre les représentants des puissances à Athènes, le principal à ses yeux étant que l'on soit d'accord sur le but à atteindre et que l'action soit aussi prompte que possible. Il a donné à votre collègue de Russie des instructions dans ce sens.

Je n'hésite pas, de mon côté, à vous adresser les mêmes recommandations,

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 27 février 1897.

Le baron de Mohrenheim vient de me communiquer un télégramme dans lequel le comte Mouravieff fait observer que le quatrième point des résolutions arrêtées par le Conseil de Cabinet anglais ne se rapportait évidemment pas à la situation présente. Le Sultan s'était abstenu de tout envoi de troupes dans l'île, bien qu'elle fût une de ses provinces. Par contre, la Grèce, non contente d'y envoyer des vaisseaux et des troupes, n'avait pas hésité à proclamer l'annexion de la Crète et sa prise de possession en face des escadres de l'Europe. Il lui paraît dès lors incontestable que, pour le moment, les troupes turques en Crète sont hors de cause.

Le comte Mouravieff considère comme écarté pour le moment l'amendement anglais relatif à l'éloignement des troupes turques de la Crète, le règlement de cette question devant rentrer dans l'examen ultérieur de

l'administration à donner à l'île. Il a insisté pour l'envoi immédiat par l'Angleterre d'instructions à Athènes. Le comte Mouravieff nous demande d'agir également dans ce sens auprès du Cabinet de Londres. Je vous autorise volontiers à le faire dans les conditions que vous jugerez opportunes.

G. HANOTAUX.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 27 février 1897.

Dès hier soir, j'avais signifié par écrit le désistement de la Banque de Paris et des Pays-Bas au gouverneur général et je l'avais invité à prendre acte de cette notification. Je viens de recevoir l'accusé de réception de ma communication. Il contient l'indication que le gouverneur général a pris acte de ma notification, ainsi que je le lui demandais.

Paul BLANC.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 27 février 1897.

Pour faire face aux concentrations de troupes turques sur la frontière, on annonce comme certain l'appel de deux nouvelles classes de réserve.

On évalue à 25.000 hommes de toutes armes les troupes grecques qui se trouvent réunies dans la région de Larissa. Des quantités d'armes, de munitions, de fournitures militaires de toutes sortes sont expédiées de différents points et apportées par bateaux à vapeur à Volo pour être répandues de là dans l'intérieur. On accélère fièvreusement ces expéditions en vue d'un blocus qui pourrait bientôt les interrompre ; la surexcitation des esprits est très grande et l'enthousiasme général.

A. BOURÉE.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 27 février 1897.

La note suivante a été adoptée par les ambassadeurs :

« Les grandes puissances, animées du désir d'assurer le maintien de la paix et de voir respecter l'intégrité de l'Empire ottoman, ont recherché les moyens de mettre un terme aux désordres qui ont amené leur intervention armée en Crète, ainsi que la présence dans l'île des forces helléniques. Elles ont reconnu que, par suite du retard apporté à leur application, les réformes prévues dans l'arrangement des 13/25 août 1896 ne répondaient plus aux nécessités de la situation actuelle, et elles sont tombées d'accord sur les points suivants :

« 1^o La Crète ne pourra en aucun cas être annexée à la Grèce dans les conjonctures présentes ;

« 2^o Elle sera dotée par les puissances d'un régime autonome.

« En notifiant d'ordre de leurs gouvernements ces décisions à la Porte, les soussignés, représentants des grandes puissances à Constantinople, croient devoir lui faire part de la résolution qu'ont leurs gouvernements

d'adresser à la Grèce la sommation de retirer de Crète ses troupes et ses forces navales. »

Sir P. Currie ayant pour instructions de ne pas présenter cette note sans l'avoir soumise à lord Salisbury, elle ne pourra être remise à la Porte que lundi.

P. CAMBON.

M. de Balloy, ministre de France à Téhéran, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Téhéran, le 28 février 1897.

Il me revient de différents côtés que les arméniens turcs réfugiés en grand nombre sur le territoire persan se concerteraient avec ceux de leurs coreligionnaires habitant la Perse pour tenter un coup contre la Turquie au printemps. L'on m'assure qu'ils auraient des conciliabules fréquents et se seraient procuré une certaine quantité d'armes et de munitions.

Ayant eu, ces jours derniers, l'occasion de causer avec un arménien notable, j'ai tenu à vérifier ce qu'il y avait de vrai dans ces bruits, et voici textuellement ce que m'a dit mon interlocuteur : « Cet état de choses ne peut plus durer ; il est intolérable ; pour en sortir, il faut absolument que nous fassions quelque chose ; c'est le seul moyen d'attirer sur nous l'attention des puissances et de les obliger à nous venir en aide. Nous savons que cette conduite fera beaucoup de victimes et que les massacres recommenceront ; mais ces dangers ne sont pas pour nous effrayer ; qui veut la fin veut les moyens. »

Les arméniens catholiques qui, en somme, malgré quelques vexations inévitables, sont heureux en Perse, ne semblent pas être entrés dans ce mouvement. Si j'apprenais qu'ils songent à y participer, ce qui me paraît d'ailleurs peu probable, j'inviterais immédiatement nos missionnaires à faire tous leurs efforts pour les en détourner.

R. DE BALLOY.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 28 février 1897.

On assure que le colonel Vassos aurait promis aux amiraux d'envoyer à Selino un officier de l'armée grecque pour engager les chefs chrétiens à laisser descendre à la côte les musulmans bloqués à l'intérieur.

Le mutessarif de Candie ayant enrôlé six cents bachi-bouzouks sous prétexte qu'il en avait besoin pour renforcer le cordon militaire, ceux-ci quittèrent avant-hier Candie et attaquèrent immédiatement les positions des chrétiens.

Cette attaque a eu lieu après réception par le mutessarif de la proclamation des amiraux ordonnant la suspension des hostilités. Les commandants des navires étrangers présents devant Candie ont adressé de sévères représentations au mutessarif.

Le combat a duré pendant plusieurs heures. Les turcs avouent trois morts et sept blessés.

Il paraît que les soldats aidés par les bachi-bouzouks ont voulu cette nuit ravitailler un fortin près la Canée. Ils y ont réussi, mais, à leur retour,

ils ont été attaqués par les insurgés et, pour se venger, ils ont incendié les deux seuls villages chrétiens de la plaine qui avaient été épargnés.

D'après un télégramme des agents consulaires à Candie, il n'y aurait plus que pour une dizaine de jours de vivres dans cette ville où il y a trente mille émigrés, et, si la famine se fait sentir, on doit craindre de nouveaux désordres.

Le gouvernement ottoman devrait se hâter d'envoyer des secours.

Le nouveau commandant militaire est arrivé aujourd'hui.

PAUL BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 28 février 1897.

J'ai reçu hier de l'ambassadeur de Russie communication d'un télégramme dans lequel le comte Mouravieff, à la date du 26 février, faisait observer que le quatrième point des résolutions arrêtées par le Conseil de cabinet anglais ne se rapportait évidemment pas à la situation présente. Le Sultan s'était abstenu de tout envoi de troupes dans l'île, bien qu'elle fût une de ses provinces. Par contre, la Grèce, non contente d'y envoyer des vaisseaux et des troupes, n'avait pas hésité à proclamer l'annexion de la Crète et sa prise de possession, en face des escadres de l'Europe. Il lui paraît dès lors incontestable que, pour le moment, les troupes turques en Crète sont hors de cause, tandis que, aussi longtemps que les troupes et les bâtiments grecs n'auront pas été éloignés, aucune pacification n'est possible.

En réponse à cette communication, j'ai donné connaissance au baron de Mohrenheim des observations que j'avais moi-même faites au ministre d'Angleterre, le 25, à propos de la déclaration que lord Salisbury se proposait de faire au Parlement. J'avais signalé à M. Gosselin qu'il n'avait pas été question jusque-là du retrait immédiat des forces turques et que l'indication formulée sous le n° 4 pourrait donner lieu à des difficultés.

J'avais ajouté que, en raison des troubles de l'île, il semblerait nécessaire, jusqu'à l'organisation de la gendarmerie, de laisser des garnisons turques sur certains points.

M. Gosselin m'avait promis de faire parvenir sans délai cette indication à lord Salisbury, et il m'a fait savoir hier qu'il en avait été tenu compte.

G. HANOTAUX.

M. Billot, ambassadeur de la République française près S. M. le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 28 février 1897.

Le ministre d'Italie à Athènes a dû recevoir la nuit dernière les instructions l'autorisant à s'entendre avec ses collègues pour la notification collective à faire au gouvernement grec.

M. Visconti-Venosta a télégraphié aujourd'hui son approbation au texte préparé par les ambassadeurs à Constantinople pour la notification qu'ils doivent remettre demain à la Porte au sujet de la Crète.

BILLOT.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 28 février 1897.

Nous avons aujourd'hui même, sauf approbation de nos gouvernements respectifs, arrêté les termes du projet de lettre identique à adresser au ministre des affaires étrangères.

Voici le texte de ce projet :

« J'ai reçu de mon gouvernement l'ordre de porter à la connaissance de
« Votre Excellence que les grandes puissances se sont entendues pour
« arrêter une ligne de conduite comme destinée à mettre fin à une situation
« qu'il n'a pas dépendu d'elles de prévenir, mais dont la prolongation serait
« de nature à compromettre gravement la paix de l'Europe.

« A cet effet, les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de
« France, d'Angleterre, d'Italie et de Russie sont tombés d'accord sur les
« deux points suivants :

« 1^o La Crète ne pourra en aucun cas, dans les conjonctures présentes,
« être annexée à la Grèce ;

« 2^o Vu les retards apportés par la Turquie dans l'application des réfor-
« mes arrêtées de concert avec elle et qui n'en permettent plus l'adaptation
« à un état de choses transformé, les puissances sont résolues, tout en
« maintenant l'intégrité de l'Empire ottoman, à doter la Crète d'un régime
« autonome absolument effectif, destiné à lui assurer un gouvernement
« séparé sous la haute suzeraineté du Sultan.

« La réalisation de ces vues ne saurait, dans la conviction des Cabinets,
« s'obtenir que par le retrait des navires et des troupes grecques qui sont
« actuellement dans les eaux ou sur le territoire de l'île occupée par les
« puissances. Aussi attendons-nous avec confiance cette détermination de
« la sagesse du gouvernement de Sa Majesté qui ne voudra pas persister
« dans une voie contraire à la résolution des puissances décidées à pour-
« suivre un prompt apaisement aussi indispensable à la Crète qu'au main-
« tien de la paix générale.

« Je ne dissimulerai pas toutefois à Votre Excellence que mes instruc-
« tions me prescrivent de vous prévenir qu'en cas de refus du gouverne-
« ment royal, les grandes puissances sont irrévocablement déterminées à
« ne reculer devant aucun moyen de contrainte, si à l'expiration d'un délai
« de (trois, quatre ou six) jours, le rappel des navires et des troupes grec-
« ques de la Crète n'était effectué ».

Dans notre délibération, s'est posée la question de savoir s'il convenait de remettre cette lettre en totalité ou d'en extraire le dernier paragraphe commençant par ces mots : « Je ne dissimulerai pas... », lequel pourrait faire l'objet d'une communication complémentaire ultérieure, en cas de refus opposé à notre demande par le gouvernement grec.

Il est permis de supposer que l'accord ne s'établira pas sans certaines difficultés sur ce point.

A. BOURÉE.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 1^{er} mars 1897.

Dans le combat d'hier près la Canée, il y a eu une vingtaine de morts.

L'armée grecque et les insurgés ont attaqué samedi dernier le fortin de Stavro, situé au-dessus de Kandanos à Selino, et après l'avoir bombardé, s'en sont emparés. La situation des 2.500 réfugiés musulmans de Kandanos devient de plus en plus périlleuse. Les notables musulmans, qui craignent un massacre de leurs coreligionnaires, supplient les Consuls d'obtenir l'intervention des navires étrangers pour sauver ces familles. L'excitation est très grande à la Canée. Mes collègues et moi avons télégraphié ces nouvelles aux amiraux. Il serait malheureux qu'après avoir si bien réussi à Sitia on ne puisse rien faire pour les musulmans de Selino.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Athènes.

Paris, le 1^{er} mars 1897.

Nous sommes disposés à adhérer, pour ce qui nous concerne, au projet de lettre identique dont les termes ont été arrêtés par les Représentants des puissances à Athènes, s'il reçoit également l'approbation de tous les autres Cabinets.

Sur la question de délai, nous vous prions de vous rallier à l'avis qui aura prévalu. Nous devons, d'autre part, vous faire observer qu'en ce qui concerne les moyens de contrainte, nous nous réservons d'apprécier quels ils doivent être après avoir pris l'avis des amiraux.

Quant à la proposition tendant à réserver le dernier paragraphe du projet de lettre identique, pour en faire l'objet d'une communication ultérieure en cas de refus opposé par le gouvernement grec à la demande des puissances, nous sommes également disposés à l'accepter sous la même condition de l'adhésion unanime des Cabinets.

G. HANOTAUX.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 1^{er} mars 1897.

La notification destinée au Gouvernement turc et rédigée par les ambassadeurs à Constantinople a été approuvée dès hier par le Cabinet de Londres.

L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople a reçu ordre de faire à la Porte, après la note collective des puissances, une communication portant que, dans l'opinion du Gouvernement britannique, il était désirable que les troupes turques fussent aussitôt que possible rappelées de Crète.

Le Gouvernement anglais envoie ce soir même à Athènes son approbation du projet de notification au Gouvernement grec qui a été préparé, d'après les instructions des puissances, par leurs Représentants dans cette ville. Lord Salisbury recommande seulement que le délai à accorder aux grecs pour le rappel de leurs troupes soit porté de quatre à six jours.

Alph. DE COURCEL.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 1^{er} mars 1897.

Il résulte d'un télégramme de M. Bourée que les Représentants des

puissances à Athènes soumettent à leurs Gouvernements respectifs le projet de lettre identique qu'ils ont préparé en commun pour être adressé au Gouvernement grec. Il y a lieu de prévoir, dans ces conditions, que la communication dont il s'agit ne pourra être remise à M. Skouzès que demain au plus tôt et il paraît nécessaire, en vue d'assurer la concordance du langage qui sera tenu de part et d'autre au nom des puissances, que la communication à faire à Constantinople ne précède pas celle qui sera faite à Athènes.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 1^{er} mars 1897.

Nous remettrons à la Porte demain 2 mars la note relative à la Crète dont j'ai adressé le texte à Votre Excellence.

Sir Ph. Currie a reçu des instructions, en date du 27 février, lui prescrivant de signifier en même temps à la Porte que l'autonomie comporte le retrait des troupes turques dans le plus bref délai possible. Dans le cas où le Ministre des affaires étrangères opposerait à cette exigence des raisons pratiques, l'ambassadeur d'Angleterre devrait demander, afin d'éviter la continuation des collisions avec la population chrétienne, que les troupes turques fussent concentrées sur les points occupés par les forces européennes.

Nous avons examiné cette suggestion et nous pensons que, quelques jours après la remise de notre note, nous pourrions faire à la Porte la déclaration suivante :

« Se référant à leur communication du 2 mars, les ambassadeurs des grandes puissances croient devoir y ajouter que l'autonomie prévue pour la Crète impliquant la réduction progressive des forces ottomanes, il conviendra, dès l'évacuation de l'île par les troupes helléniques; de prendre les mesures nécessaires pour la concentration des troupes impériales dans les places fortes qui sont actuellement occupées par des détachements européens. »

Tous les ambassadeurs sollicitent des instructions de leurs Gouvernements au sujet de ce projet de déclaration.

P. CAMBON.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 2 mars 1897.

Un des Représentants des puissances à Athènes aurait, en discutant les termes de la démarche collective projetée, demandé que, comme première démarche collective, on invitât simplement le Roi Georges à rappeler en Grèce ses troupes et sa flotte, se réservant de lui poser l'ultimatum au cas où il refuserait. Le comte Mouravieff ayant consulté le Cabinet de Berlin à ce sujet, le baron de Marschall a répondu, avec l'assentiment de l'Empereur Guillaume, que l'Allemagne se refusait absolument à admettre la disjonction et que dans le cas où la disjonction serait maintenue, le Gouvernement allemand ne participerait pas à la démarche collective des puissances préparée à Athènes.

NOAILLES.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 2 mars 1897.

Le chef crétois Corakas se dirige, dit-on, avec des troupes grecques, des insurgés et du canon, sur les villages de Spinalonga et Hiérapétra, où se sont réfugiés un grand nombre de musulmans; prévenus par nous, les amiraux ont envoyé un navire devant chacune de ces villes.

Le cuirassé grec *Hydra*, qui avait quitté les eaux crétoises depuis quelques jours, est revenu hier soir devant la Canée.

Un officier, un sous-officier et quatre marins anglais, le commandant en second du *Suchet* et vingt marins français sont partis hier pour aller délivrer les derniers musulmans de la province de Sitia, qui restent encore bloqués dans trois villages,

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, au comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 2 mars 1897.

Le baron de Mohrenheim vient de me communiquer le télégramme-circulaire suivant du comte Mouravieff :

Petersbourg, le 1^{er} mars 1897.

« En prévision d'une résistance de la Grèce, le Gouvernement impérial propose de charger sans retard les amiraux d'arrêter d'un commun accord et de faire connaître à leurs Gouvernements les mesures qu'ils trouvent nécessaires pour : 1^o procéder immédiatement à l'expiration du terme assigné au blocus du Pirée ou des autres ports grecs; 2^o pour intercepter toutes communications entre la flottille grecque et l'île, empêcher toute tentative de ravitaillement et maintenir l'ordre sur les points occupés par les puissances, »

Ces vues, dans leur ensemble, sont trop conformes à la façon dont j'envisageais moi-même, sous la date du 25 février, le rôle qui devait être dévolu au concert des commandants des forces navales dans l'hypothèse prévue par le comte Mouravieff, pour que je ne partage pas l'avis du Gouvernement impérial, sur l'intérêt qu'il y a aujourd'hui à charger sans retard les amiraux d'arrêter d'un commun accord et de faire connaître à leurs Gouvernements les dispositions qu'ils jugeraient nécessaires, si le Gouvernement grec ne tenait pas compte de l'injonction des puissances.

Ne conviendrait-il pas toutefois, pour répondre complètement à cette pensée commune des deux Gouvernements, de laisser aux amiraux, pour ce qui concerne le choix des moyens d'action et l'ordre dans lequel ils devraient être employés, la plus grande liberté d'appréciation? Ils se trouvent en effet plus particulièrement en situation de décider si, étant donné l'état de trouble de la Crète et les responsabilités qu'y ont assumées les puissances, il n'y a pas un intérêt plus urgent à intercepter d'abord les communications entre la flottille grecque et l'île, à empêcher toute tentative de ravitaillement et à maintenir l'ordre sur les points occupés par les puissances, ou si, au contraire, il serait préférable de consacrer une partie de leurs forces au blocus des ports grecs.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 2 mars 1897.

Nous venons, tous mes collègues et moi, de remettre au Ministre des affaires étrangères de Grèce la lettre identique dont je vous ai fait connaître les termes sous la date du 28 mars.

Le délai adopté est de six jours.

Hier le Ministère, violemment attaqué par l'opposition qui ne trouvait pas sa politique assez ferme, a posé la question de confiance qui a été votée par 125 voix contre 2 et 33 abstentions.

A. BOURÉE.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près S. M. le Roi d'Italie et à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 2 mars 1897.

Notre Ministre à Athènes me fait savoir qu'il a remis, aujourd'hui même, la déclaration collective suivante au Gouvernement grec en même temps que ses collègues d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie (1) : le délai adopté est de six jours.

G. HANOTAUX.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 2 mars 1897.

J'ai présenté au Ministre des affaires étrangères des observations au sujet de l'armement des bachi-bouzouks. Il m'a dit qu'aucun ordre n'avait été donné dans ce sens par la Porte, et qu'elle envoyait des demandes d'explication aux commandants militaires de Janina et d'Andrinople.

P. CAMBON.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 2 mars 1897.

La note collective des ambassadeurs, notifiant à la Sublime Porte que la Crète ne sera pas annexée à la Grèce et qu'elle sera dotée d'un régime autonome, a été remise ce matin à 11 heures au Ministre des affaires étrangères.

P. CAMBON.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 2 mars 1897.

Hiérapétra et Sélino vont être placés sous la protection des puissances

(1) V. le texte de la déclaration publié sous le n° 222, page 316.

par les amiraux. Un message a été envoyé par ceux-ci au colonel Vassos, l'invitant à laisser partir les familles musulmanes bloquées à Sélino et le tenant responsable en cas d'accident. Quatre navires étrangers se trouvent actuellement à Sélino.

En même temps, les amiraux ont informé les notables musulmans de la Canée et les autorités, qu'ils séviraient avec la plus grande rigueur, si la populace venait à commettre des excès et à molester les européens, à la suite de mauvaises nouvelles qui pourraient arriver de Sélino.

Paul BLANC.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

La Canée, le 2 mars 1897.

Ce soir, des gendarmes albanais qui réclamaient leurs arriérés d'appointements, se sont mutinés, dans le local du Gouvernement. Invités par le colonel Bor, leur propre colonel Soleyman-Bey et un officier italien qui étaient accompagnés d'un détachement de marins russes et italiens, à déposer leurs armes, ils ont fait feu, tué Soleyman-Bey et blessé un matelot italien. Les marins ont ensuite riposté : ils ont tué trois mutins, en ont blessé deux et ont désarmé les autres. Trois des meneurs ont été conduits à bord du cuirassé *Barfleur*, les autres emprisonnés sous la garde de marins.

Paul BLANC.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 3 mars 1897.

D'après un télégramme de M. Cambon, la note collective suivante, relative à la Crète, qui n'a pas soulevé d'objection de ma part, a été remise hier à la Porte (1) :

Lord Salisbury ayant prescrit à sir Philip Currie de faire à la Porte, après la notification collective des puissances, une communication particulière portant que le Gouvernement anglais jugeait désirable le retrait des troupes turques de la Crète ou tout au moins leur concentration sur les points occupés par les forces européennes, les ambassadeurs se sont mis d'accord sur le projet de déclaration suivante :

« Se référant à leur communication du 2 mars, les ambassades des grandes puissances croient devoir y ajouter que l'autonomie prévue pour la Crète impliquant la réduction progressive des forces ottomanes, il conviendra, dès l'évacuation de l'île par les troupes helléniques, de prendre les mesures nécessaires pour la concentration des troupes impériales dans les places fortes qui sont actuellement occupées par des détachements européens. »

G. HANOTAUX.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople.

Paris, le 3 mars 1897.

Je vous autorise à signer et à présenter la déclaration collective supplé-

(1) V. le texte de la note collective des puissances à la Sublime Porte, p. 318.

ARCH. DIPL. 1897. — 2^e SÉRIE, T. LXIV (126)

21

mentaire, concernant les troupes turques en Crète et mentionnée dans votre télégramme du 1^{er} de ce mois, si elle est également signée et présentée par l'unanimité de vos collègues.

G. HANOTAUX.

Le marquis de Noailles, ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Berlin, le 3 mars 1897.

Le baron de Marshall a télégraphié à l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople qu'il ne faisait pas d'objection au projet de déclaration supplémentaire proposée par les ambassadeurs et relative aux troupes turques en Crète.

Il attache une grande importance à ce que les amiraux se mettent en mesure d'agir efficacement.

NOAILLES.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 3 mars 1897.

Le comte Goluchowski a accepté la dernière proposition du comte Mouravieff et répondu qu'il renouvelait les instructions déjà données au commandant des forces navales austro-hongroises pour qu'il s'entende avec les amiraux afin d'arrêter les mesures qui devraient être employées éventuellement vis-à-vis de la Grèce.

Le Ministre des affaires étrangères a, en outre, donné son approbation à la seconde déclaration proposée par les ambassadeurs à Constantinople.

H. LOZÉ.

M. le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 3 mars 1897.

Le Gouvernement anglais a approuvé le projet de déclaration supplémentaire collective préparée par les ambassadeurs à Constantinople et relatif à la concentration des troupes turques qui occupent la Crète.

Alph. DE COURCEL.

Le comte de Montebello, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Petersbourg, le 3 mars 1897.

Le comte Mouravieff a approuvé la note supplémentaire à adresser à la Porte concernant la concentration des troupes turques dans les ports crétois occupés par les forces étrangères.

Des instructions ont été données aux amiraux en vue de s'entendre sur les mesures de contrainte qu'ils croiraient utile de prendre si la Grèce résiste aux injonctions des puissances. Le comte Mouravieff estime qu'en cas de blocus, il faut éviter toute action isolée, et que l'union des puissances

devra continuer à se manifester par la présence d'un navire de chaque puissance dans les ports soumis au blocus.

G. DE MONTEBELLO.

Le contre-amiral Pottier, commandant la division navale française en Orient, au vice-amiral Besnard, ministre de la marine.

La Canée, le 4 mars 1897.

Les amiraux et commandants des six puissances ont décidé d'envoyer à leurs Ministres cette dépêche identique :

« A la lecture des lettres qui leur sont envoyées par le commodore grec et d'après les nouvelles reçues d'Europe, les amiraux pensent que l'on essaie d'égarer l'opinion publique en Europe et surtout à Athènes, en les représentant comme protégeant les turcs contre les grecs. Ils espèrent que cette dépêche identique fixera l'opinion publique; ils déclarent avoir toujours agi pour éviter l'effusion du sang, sans favoriser les turcs plus que les insurgés; ils veulent surtout faire savoir que toutes leurs décisions ont été prises à l'unanimité et ils espèrent que leur entente parfaite permettra à leurs Gouvernements de bien fixer l'opinion. »

POTTIER.

M. Blanc, consul général de France à la Canée, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères,

La Canée, le 4 mars 1897.

M. Sartouris a remplacé hier M. de Reineck comme commandant des forces navales grecques. On reprochait à ce dernier sa déference envers les amiraux et surtout de ne pas avoir tiré contre les positions turques quand les amiraux ont bombardé les positions grecques.

Paul BLANC.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 4 mars 1897.

Une nouvelle batterie d'artillerie est partie pour Volo cette nuit.

Le Ministre de la guerre dont on blâmait la mollesse vient d'être remplacé par le colonel Metaxa, sur qui l'on compte pour imprimer à ce service une plus active énergie.

En prévision du blocus, les approvisionnements d'effets et d'habillements ont été expédiés en Thessalie.

A. BOURÉE.

M. Billot, ambassadeur de la République française près le roi d'Italie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 4 mars 1897.

M. Visconti-Venosta m'a donné spontanément communication de la déclaration supplémentaire arrêtée par les ambassadeurs à Constantinople, ajoutant que, dès hier, il a autorisé l'ambassadeur d'Italie à s'y associer, si tous ses collègues y sont également autorisés. Je n'ai pas vu d'inconvénient à lui faire savoir que M. Cambon est pourvu d'instructions semblables.

M. Visconti-Venosta s'en félicite comme de toute décision des puissances susceptible de faciliter à la Grèce les moyens de se conformer à leurs vues. Il se montre très préoccupé « des difficultés matérielles et morales » que peut entraîner le recours contre la Grèce à des actes de contrainte, et à le désir de voir prévaloir, dans les conjonctures actuelles, les combinaisons qui peuvent accroître les chances d'une soumission volontaire de la Grèce.

BILLOT.

M. P. Cambon, ambassadeur de la République française à Constantinople, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Péra, le 4 mars 1897.

Tous les ambassadeurs ayant reçu l'autorisation de leurs Gouvernements remettront demain à la Porte sous forme de *pro-memoria* la déclaration supplémentaire relative aux garnisons turques dans l'île de Crète dont je vous ai communiqué le texte le 1^{er} de ce mois.

P. CAMBON.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et près le Roi d'Italie.

Paris, le 4 mars 1897.

On peut se demander s'il n'y aurait pas intérêt pour les puissances à se mettre d'accord dans le plus bref délai possible sur les principes mêmes du régime dont elles ont décidé de doter la Crète et à en déterminer, de concert, les conditions essentielles, de façon à pouvoir, le moment venu, assurer promptement l'application régulière des nouvelles institutions.

Je vous serai obligé de me faire connaître, quelle serait, à cet égard, l'impression du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

G. HANOTAUX.

M. Patrimonio, ministre de France en Serbie, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Belgrade, le 4 mars 1897.

Le Ministère serbe des affaires étrangères reçoit de ses agents en Vieille-Serbie des informations inquiétantes sur les concentrations de contingents dans la Haute-Albanie. Le passage par Uskub des bachi-bouzouks arnautes se dirigeant vers la frontière grecque a vivement alarmé les habitants, qui redoutent les pires excès. Le consul de Serbie à Uskub a envoyé à Belgrade son secrétaire pour exposer les dangers de cette situation.

Ces dangers n'échappent pas à l'administration de Serajevo, qui prend, de son côté, des mesures significatives. D'après les informations venues à Belgrade de la frontière bosniaque, les officiers de réserve résidant dans les provinces occupées sont appelés. Trois cents voitures du train des équipages avec plusieurs canons ont été envoyés de Serajevo à la frontière du sandjak de Novi-Bazar. De leur côté, les turcs ont concentré huit bataillons de rédifs à Senitz, localité dudit sandjak.

À la frontière de Bosnie, du côté de la Serbie, les autorités autrichiennes exercent la plus grande surveillance, elles ne laissent entrer ni sortir personne. Enfin, la police redouble de vigilance.

PATRIMONIO.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et près le Roi d'Italie.

Paris, le 4 mars 1897.

Des instructions destinées à l'amiral Pottier ont été soumises au Conseil des Ministres de ce matin et viennent de lui être adressées. Elles l'invitent à se concerter d'urgence avec ses collègues dans les conditions que lui ont tracées, dès le principe, ses instructions générales (unanimité et accord par écrit), pour arrêter de commun accord et nous faire connaître les mesures de coercition que les amiraux jugeraient nécessaires si le Gouvernement hellénique se refusait à obtempérer à l'injonction des puissances d'avoir à rappeler de Crète les troupes et les bâtiments grecs.

Le commandant de nos forces navales aura notamment à apprécier, d'accord avec ses collègues, si, en raison de la situation signalée en Crète, il conviendrait de s'attacher d'abord à intercepter les communications entre la flottille grecque et l'île, à empêcher toute tentative de ravitaillement ou s'il serait nécessaire de procéder en même temps et par quels moyens au blocus du Pirée ou des autres ports grecs.

Je vous autorise à indiquer le sens de ces instructions au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

G. HANOTAUX.

M. Bourée, ministre de France à Athènes, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Athènes, le 5 mars 1897.

L'exaltation des esprits est de plus en plus grande; la Presse, d'une extrême violence, pousse à la résistance et à la guerre quand même. On se demande quelle autre issue pourrait avoir la crise actuelle que la guerre ou la révolution avec toutes ses violences. Il y a eu aujourd'hui une manifestation populaire de peu d'importance devant le Palais. On assure qu'il s'en prépare à brève échéance une autre beaucoup plus importante. Pour se mettre à l'unisson de l'opinion publique exaltée, le Gouvernement vient d'ordonner l'appel des quatre dernières classes de la réserve.

300 hommes du génie sont partis cette nuit pour Arta, où notre consul de Patras me signale également d'importants mouvements de troupes. Au point où l'on en est, il semble que la question de Crète passe au second plan : c'est de la rupture avec la Turquie qu'il s'agit désormais, et c'est surtout du côté de l'Épire et de la Macédoine que semblent se porter les aspirations nationales. Nous sommes toujours sans réponse à notre communication.

A. BOURÉE.

M. Billot, ambassadeur de la République française à Rome, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 5 mars 1897.

M. Visconti-Venosta estime comme vous qu'il y aurait avantage à arrêter le plus tôt possible les principes essentiels de l'autonomie crétoise et il est tout disposé à en conférer immédiatement.

Le Ministre des affaires étrangères m'a dit d'autre part que les instruc-

tions envoyées au commandant des forces navales italiennes en prévision des mesures éventuelles de coercition concordent absolument avec celles qui ont été adressées hier à l'amiral Pottier.

BILLOT.

Le baron de Courcel, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 5 mars 1897.

Lord Salisbury est tout prêt à discuter le genre d'autonomie dont la Crète devra être dotée. A son avis, la grande difficulté est de savoir qui devra choisir le gouverneur. Selon lui, ce ne peut être ni la Turquie ni la Grèce.

Alph. DE COURCEL.

M. Lozé, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.

Vienne, le 5 mars 1897.

J'ai entretenu le comte Goluchowski des conditions du régime dont on doit doter la Crète. Le ministre pense qu'on peut s'en tenir pour le moment au principe déjà arrêté par les puissances d'accorder à la Crète une large autonomie.

L'avis du comte Goluchowski est que si les Cabinets peuvent s'entendre sur les lignes générales, il faudra laisser le soin d'étudier les détails de la future constitution à une Commission internationale siégeant à la Canée.

J'ai fait part au ministre des affaires étrangères des instructions qui ont été envoyées à l'amiral Pottier. Le ministre m'a remercié de cette communication et m'a dit qu'il avait donné des instructions identiques au commandant des bâtiments austro-hongrois.

H. LOZÉ.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, à M. Blanc, consul général de France à la Canée.

Paris, le 5 mars 1897.

En vue des dispositions qui peuvent être prises à brève échéance pour la constitution de l'autonomie de la Crète, j'attacherais du prix à recevoir par le télégraphe des indications aussi précises que possible sur les ressources et l'organisation financières de l'île.

G. HANOTAUX.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ETATS-UNIS

Message du Président au Sénat et à la Chambre des Représentants.

6 décembre 1897.

Je suis heureux de saluer le 55^e Congrès, régulièrement assemblé au siège du Gouvernement et d'y retrouver un grand nombre des sénateurs et des représentants avec lesquels j'ai exercé le pouvoir législatif. Le congrès se réunit dans d'heureuses conditions qui justifient l'expression sincère de notre satisfaction et qui appellent nos actions de grâces envers la Providence bienfaisante qui nous a si manifestement protégés et fait prospérer, en tant que nation. La paix et l'amitié continuent à subsister avec toutes les nations de la terre.

C'est avec une grande satisfaction que nous voyons croître, dans toutes les parties de notre pays, les sentiments de fraternité et d'union dont le développement incomplet a trop longtemps retardé la réalisation des plus grands biens. Le patriotisme est universel et son ardeur ne fait qu'augmenter. Les questions d'intérêt général qui nous occupent sont regardées comme supérieures aux partis, aux préjugés et aux nationalités ; elles intéressent, au même degré, les habitants de toutes les parties de nos territoires et ne sont plus, comme autrefois, la cause de divisions. Les questions relatives à la politique extérieure, aux revenus, aux bonnes conditions de la circulation monétaire, à l'inviolabilité de nos engagements, à l'amélioration des services publics, s'imposent à la conscience de chaque citoyen à quelque parti qu'il appartienne et dans quelque contrée qu'il réside.

Dans la session extraordinaire du congrès qui s'est close au mois de juillet dernier, des lois importantes ont été votées et bien qu'elles n'aient pas encore produit tous leurs effets, les résultats obtenus en démontrent l'opportunité et la sagesse. Un plus long délai est nécessaire pour se rendre compte de toute leur valeur ; le public satisfait du résultat obtenu jusqu'à présent n'a aucune intention de se refuser à une épreuve plus complète.

Les lois de tarifs ayant été votées dans la session extraordinaire du congrès, la question aujourd'hui la plus urgente est celle qui concerne la circulation monétaire.

L'établissement de nos finances sur une base solide, aussi difficile qu'il paraisse, semblera plus aisé si l'on se reporte aux opérations financières du Gouvernement, depuis 1866. Le 13 juin de cette année, la valeur de nos obligations en circulation était de 728,868,447 dollars. Au 1^{er} janvier 1879, ces obligations étaient réduites à 443,889,495 dollars. Les chiffres relatifs à nos titres portant intérêt sont encore plus frappants. Le premier juillet 1866, le principal de notre dette portant intérêt s'élevait à 2,332,331,208 dollars. Le 1^{er} juillet 1893, cette somme était réduite à 585,037,100 dollars, soit une diminution totale de la dette de 1,747,294,108 dollars. La dette des Etats-Unis portant intérêt s'élevait, le 1^{er} décembre 1897, à 847,365,620 dollars. A la même date, la circulation monétaire comprenait, savoir :

Billets de banque des Etats-Unis.....	346,681,016	dollars.
Bons du Trésor émis en vertu de la loi de 1890.....	107,793,280	—
Certificats d'argent.....	384,963,504	—
Dollars d'argent.....	61,280,761	—

En raison des grandes ressources dont nous disposons, nous inspirant de l'exemple honorable du passé, nous ne devons pas hésiter à entreprendre la révision de la circulation monétaire afin de rendre moins onéreuses les obligations de l'Etat et de faire disparaître de nos lois financières toute espèce de doute et d'ambiguïté.

Un rapide coup d'œil sur ce qui a été fait depuis la fin de la guerre, en 1863, démontre combien déraisonnable et sans fondement serait toute défiance au sujet de l'étendue et de la solidité de nos ressources financières. D'un autre côté, l'examen des conditions dans lesquelles nous nous sommes trouvés de 1893 à 1897, convaincra le congrès de l'urgence de prévenir, par une sage législation, le retour des faits qui se sont produits.

Plusieurs projets ont été proposés pour remédier au mal. Avant de trouver le véritable remède, il faut nous rendre un compte exact du mal. Il ne consiste pas dans le manque de valeur de nos monnaies de toute nature actuellement en circulation, car chaque dollar en est bon, et il est bon parce que le gouvernement s'est engagé à le maintenir tel et qu'il ne manquera pas à cet engagement. C'est en avançant dans l'accomplissement de nos engagements que nous en connaissons mieux l'étendue.

Le défaut du système actuel est dans les dépenses considérables qu'il impose au gouvernement pour maintenir l'égalité entre nos différentes espèces de monnaies, c'est-à-dire pour les maintenir au pair avec l'or. Nous ne pouvons pas rester, plus longtemps, indifférents aux sacrifices que, même dans les conditions les plus favorables, il fait peser sur le public, alors surtout que l'expérience des quatre dernières années nous démontre que non seulement il constitue une lourde charge, mais qu'il est encore une dangereuse menace pour le crédit national.

Il est de toute évidence qu'il faut trouver quelque moyen de protéger le gouvernement contre l'émission de titres à rachats successifs. Nous devons, ou bien arrêter la spéculation que facilitent les rachats multipliés de nos obligations ou augmenter la réserve de l'or nécessaire à ces rachats. Nous avons, en circulation, pour 900,000,000 de dollars en valeurs diverses que le gouvernement s'est solennellement engagé à tenir

au pair avec l'or. Personne, si ce n'est le gouvernement, n'est obligé de payer en or. Les banques ne sont pas forcées de payer en or. Le gouvernement doit tenir au pair avec l'or toute sa circulation monétaire et toutes ses obligations alors qu'aucune de ses créances n'est exigible en or ; on les lui paie en toutes espèces de valeurs excepté en or et le seul moyen qui reste au gouvernement de se procurer ce métal, est d'en acheter. Il ne peut en obtenir d'aucune autre manière quand il en a besoin. Le gouvernement, sans aucune recette assurée en or, s'est engagé à maintenir les paiements en or, ce qu'il a fait loyalement jusqu'ici et ce qu'il continuera à faire conformément au pouvoir qui lui a été donné.

La loi qui oblige le gouvernement, après avoir racheté les billets de banque des Etats-Unis, à les payer une seconde fois comme fonds courants, exige que la réserve de l'or soit constamment tenue au complet. Il en est ainsi surtout en temps de panique commerciale et lorsque les revenus ne suffisent pas à faire face aux dépenses de l'Etat. Dans ces circonstances, le gouvernement n'a d'autre moyen de combler le déficit et d'assurer le rachat, que d'augmenter sa dette flottante. Pendant l'administration de mon prédécesseur, il a été émis pour 262,315,400 dollars de bons à 4 1/2 pour cent et le produit a servi à payer les dépenses du gouvernement qui excédaient ses revenus et à maintenir la réserve de l'or. La plus grande partie de ces fonds a servi, il est vrai, à suppléer à l'insuffisance des revenus, mais une somme considérable a dû être employée au maintien de la réserve de l'or.

Si nos revenus égalaient nos dépenses, il n'existerait pas de déficit nécessitant l'émission de bons. Si la réserve de l'or tombe au-dessous de cent millions de dollars, comment pourra-t-on la compléter, si ce n'est par l'émission de nouveaux bons ? Sous l'empire des lois actuelles, y a-t-il un autre moyen pratique d'y parvenir ? La question importante est de savoir si nous devons persister dans les errements du passé, c'est-à-dire si nous devons continuer à émettre de nouveaux bons pour compléter la réserve de l'or lorsqu'elle atteint le point dangereux, ou si nous devons recourir à d'autres moyens pour prévenir les drainages répétés de notre réserve. Si une nouvelle législation n'intervient pas et si le système d'émission des bons doit être maintenu, le congrès devra donner au ministre des finances le pouvoir d'émettre des bons à longue ou courte échéance portant un taux d'intérêt inférieur à celui que la loi autorise aujourd'hui.

Je demande instamment au congrès de décider qu'aussitôt que les recettes suffiront pour faire face à toutes les dépenses, tous les billets des Etats-Unis qui seront présentés aux caisses publiques pour être payés en or et qui seront ainsi payés, soient mis à part et ne soient plus cédés qu'en échange de monnaie d'or. C'est une nécessité évidente. Si le possesseur d'une obligation des Etats Unis préfère avoir de l'or et si le gouvernement lui en donne en échange, il ne doit plus pouvoir se procurer de nouveau cette obligation sans la payer en or. Les raisons qui militent en faveur de cette mesure paraîtront encore plus fortes si l'on réfléchit que le gouvernement émet des titres portant intérêt dans le but de se procurer de l'or et de racheter des billets qui ne portent pas intérêt. Il est certain qu'il ne doit les échanger de nouveau que pour de l'or. S'il les cède de toute autre manière, ils peuvent être représentés une seconde fois et motiver une autre émission de bons destinés à les racheter, c'est-

à-dire, donner naissance à un autre emprunt portant intérêt et devant servir à racheter une dette qui ne donne droit à aucun intérêt.

Je crois qu'il est de la plus grande importance d'affranchir l'Etat de l'obligation de procurer tout l'or nécessaire aux échanges et à l'exportation. Ce fardeau pèse sur lui sans qu'il ait, pour l'aider à le soutenir, aucun des moyens qu'ont habituellement les banquiers. Les banques n'ont pas à craindre les inconvénients du rachat en or ; toute la charge retombe sur le gouvernement et la situation de la réserve en or est devenue, à tort ou à raison, le signe du danger ou de la sécurité. Il importe de mettre un terme à cet état de choses.

Si nous devons avoir une ère de prospérité avec des recettes suffisantes pour faire face aux dépenses, nous n'avons à craindre aucun embarras pour notre circulation monétaire. Mais le danger existera toujours et nous menacera sans cesse, tant que subsistera le système actuel. D'ailleurs, c'est dans le temps où les revenus sont suffisants et où le commerce est tranquille que le gouvernement doit se prémunir contre des circonstances moins favorables. Nous ne pouvons, sans de sérieux inconvénients, ne pas étudier soigneusement cette question et lui donner une prompte solution.

Le ministre des finances a élaboré un projet très détaillé dans le but d'empêcher le retour menaçant d'un déficit dans la réserve de l'or et de nous délivrer, à l'avenir, de toute préoccupation à ce sujet. J'appelle votre sérieuse attention sur ce projet.

Je me joins au ministre pour vous demander d'autoriser les banques nationales à émettre des billets d'une valeur égale aux bons qu'elles auront déposés et de réduire à un demi pour cent par an, la taxe de circulation établie sur les billets garantis par le dépôt des bons. Je me joins également au ministre pour vous demander d'autoriser la constitution de banques nationales moyennant le versement d'un capital minimum de 25.000 dollars. Cette mesure permettrait aux plus petits villages et aux faibles agglomérations agricoles de pays, de se procurer les fonds qui leur sont nécessaires.

Je suis d'avis que la valeur des banknotes nationales à émettre soit fixée à 10 dollars et au-dessus. Si les propositions que je viens de faire ont l'approbation du congrès, je demanderai aussi que les banques nationales soient contraintes de racheter leurs billets en or.

Le plus important problème que le gouvernement ait aujourd'hui à résoudre en ce qui concerne ses relations extérieures, est relatif à ses devoirs envers l'Espagne et envers l'insurrection cubaine. A différentes époques, le gouvernement s'est trouvé en présence de difficultés analogues à celles d'aujourd'hui. Depuis de nombreuses années, l'histoire de Cuba n'est qu'une histoire de troubles : mécontentements croissants ; efforts pour se procurer une plus grande liberté et pour obtenir le droit de se gouverner ; résistance organisée contre la métropole ; guerre entraînant la misère et le découragement ; arrangements inefficaces suivis de nouvelles révoltes. Depuis l'affranchissement des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, la condition de Cuba et la politique de l'Espagne à son égard n'ont pas cessé de préoccuper le gouvernement des Etats-Unis. Prévoyant que le peu d'autorité que l'Espagne possède sur cette île, les vicissitudes politiques et les embarras où se trouve le

gouvernement de la métropole pourraient amener la cession de Cuba à une autre puissance continentale, les Etats-Unis ont, à différentes reprises, de 1823 à 1860, énergiquement déclaré qu'ils ne permettraient pas que le lien qui existe entre Cuba et l'Espagne fût rompu à moins que ce ne soit dans le but d'assurer l'indépendance de l'île ou son acquisition par nous, moyennant indemnité.

Le gouvernement actuel n'a rien changé à cette politique.

La révolte qui a commencé en 1868 a duré 10 ans malgré les efforts énergiques des gouvernements successifs de la péninsule, pour s'en rendre maîtres. Alors comme aujourd'hui, le gouvernement des Etats-Unis donna les preuves d'une sérieuse sollicitude et offrit son concours pour mettre un terme à l'effusion du sang. Les propositions du général Grant furent repoussées et la guerre continua ses ravages, entraînant des pertes considérables d'hommes et d'argent, causant de graves préjudices aux intérêts américains et imposant, en outre, à l'Etat, le lourd fardeau de la neutralité. En 1878, la paix fut rétablie par la trêve de Zaujon conclue à la suite de négociations entre le général espagnol Martinez de Campos et les chefs des insurgés.

L'insurrection actuelle a commencé au mois de février 1895. Je n'ai pas l'intention de vous rappeler le développement extraordinaire qu'elle a pris ni de décrire la résistance opiniâtre des révoltés contre les forces énormes que l'Espagne leur a opposées. La révolte et les efforts faits pour la réprimer ont porté le ravage et la destruction dans toutes les parties de l'île; le soulèvement s'est étendu dans de vastes proportions, défiant toutes les forces de l'Espagne pour la comprimer. Le droit de la guerre entre nations civilisées a été complètement méconnu aussi bien par les espagnols que par les cubains.

La situation actuelle ne peut qu'inspirer les plus graves appréhensions au gouvernement et au peuple américains. Nous n'avons aucune intention de profiter des infortunes de l'Espagne. Nous désirons seulement voir les cubains satisfaits et prospères, ayant la possibilité de recueillir les richesses inépuisables de leur sol et jouissant du droit de se gouverner eux-mêmes qui est le droit inaliénable de l'homme.

L'offre d'une intervention amicale faite par mon prédécesseur au mois d'avril 1896, n'a pas été accueillie. Aucune médiation de notre part n'a été acceptée. En résumé, on nous a répondu : « Il n'existe aucun moyen de pacifier Cuba avant que les rebelles n'aient fait leur soumission à la « métropole. » Dans ce cas seulement, l'Espagne pourrait agir dans la direction demandée, mais de sa propre initiative et suivant ses projets particuliers.

La cruelle politique de concentration a commencé le 16 février 1896. Les fertiles contrées occupées par l'armée espagnole ont été dépeuplées. Les habitants qui cultivaient la terre furent rassemblés comme des troupeaux dans les villes de garnisons ou dans les environs de ces villes. Leurs terres sont restées incultes et leurs habitations ont été détruites. Le dernier cabinet d'Espagne a donné, comme justification de cette politique, les exigences de la guerre et la nécessité d'empêcher le ravitaillement des insurgés. Comme mesure stratégique, le but a été complètement manqué. Ce n'était pas une guerre entre hommes civilisés, c'était une guerre d'extermination.

A différentes reprises, j'ai cru qu'il était de mon devoir de faire enten-

dre les vives et fermes protestations du gouvernement contre cet abus des droits de la guerre. L'opinion publique s'élevait fortement contre le traitement qu'avaient à subir des citoyens américains arrêtés illégalement, disait-on, et ayant à souffrir, avant d'être jugés, un emprisonnement prolongé par des procédures indéfiniment trainées en longueur. J'ai pensé que le premier de mes devoirs était de demander avec instance que tous les américains arrêtés fussent mis en liberté ou jugés sans retard. En octobre dernier, avant le changement de Cabinet espagnol, 22 prisonniers, citoyens des Etats-Unis, ont été mis en liberté.

Un message spécial a demandé au congrès de venir en aide à ceux de nos concitoyens qui avaient à souffrir de la guerre, et conformément au vote du 4 avril 1897, des secours ont été distribués aux américains résidant à Cuba ; un grand nombre d'entre eux ont été rapatriés sur leur demande.

Les instructions qui ont été données, avant son départ, à notre nouveau ministre en Espagne, lui recommandaient d'assurer le gouvernement de ce pays du sincère désir des Etats-Unis de prêter leur concours pour terminer la guerre de Cuba et pour régler pacifiquement le différend d'une manière durable, juste et honorable à la fois pour l'Espagne et pour les Cubains. Ces instructions exposaient la nature du conflit, sa durée, les pertes considérables qui en sont la conséquence, le fardeau qu'il nous impose, les entraves qu'il crée, le trouble continu qu'il cause à nos intérêts et le grave préjudice qui résulte de la continuation indéfinie d'un semblable état de choses. On ajoutait que, dans ces circonstances, notre gouvernement était contraint de demander sérieusement si le temps n'était pas venu, pour l'Espagne, agissant de sa propre initiative, en vue de ses intérêts, et mue par des sentiments d'humanité, de mettre un terme à cette guerre destructive et de proposer un arrangement honorable pour elle-même et équitable pour sa colonie. On insistait sur ce fait qu'en notre qualité de nation voisine, ayant des intérêts considérables à Cuba, tout ce qu'il était possible de nous demander était de donner à l'Espagne un temps raisonnablement suffisant pour rétablir son autorité et ramener dans l'île l'ordre et la paix, et que nous ne pouvions attendre indéfiniment que ce résultat fût acquis.

Nous n'avons présenté aucune solution à laquelle l'Espagne puisse attacher la plus faible idée d'humiliation et même nous n'avons fait aucune proposition précise afin d'éviter de créer des embarras au gouvernement. Nous avons seulement demandé qu'on trouvât promptement quelque moyen d'établir une paix durable. Le hasard voulut que notre offre de concours adressée à cette même administration qui a rejeté les propositions de mon prédécesseur et qui pendant plus de deux ans a prodigué des hommes et de l'argent à Cuba sans parvenir à réprimer la révolte, fût examinée par d'autres ministres. Entre le départ du général Woodford, notre nouvel envoyé, et son arrivée en Espagne, l'homme d'Etat qui dirigeait la politique de ce pays tombait sous la main d'un assassin. L'ancien Cabinet, encore en fonctions, reçut de notre envoyé les propositions qu'il apportait, mais ce Cabinet fut remplacé quelques jours après par une nouvelle administration dont Sagasta est le chef.

Nous avons reçu, le 23 octobre, une réponse à notre Note. Cette réponse indique une tendance à une meilleure compréhension des choses. On y reconnaît que nos desseins sont amicaux, que notre pays

est sérieusement atteint par la guerre de Cuba et que nous avons de justes raisons de désirer la paix. On y déclare que le gouvernement espagnol actuel est, par des raisons de toute nature, dans l'obligation de modifier sa politique de manière à donner satisfaction aux Etats-Unis et à pacifier Cuba dans un délai raisonnable. Dans ce but, l'Espagne a décidé d'appliquer les réformes qui ont toujours été préconisées par le premier ministre actuel, sans s'arrêter un seul instant, pour aucun motif, dans la voie qui, à son avis, conduit à la paix. Il y est dit que les opérations militaires vont continuer, mais qu'elles seront conduites avec humanité, que les droits des particuliers seront respectés et, qu'en même temps, il sera pris des mesures pour que l'île de Cuba jouisse de l'autonomie sous la souveraineté de l'Espagne. Ce résultat sera obtenu, prétend-on, en donnant à l'île de Cuba une personnalité distincte; l'île sera administrée par un gouverneur ayant le pouvoir exécutif et par un conseil local ou Chambre des députés, l'Espagne se réservant la direction des affaires étrangères, l'armée, la marine et la justice. Pour procéder à cette organisation, le gouvernement se propose de modifier, par décrets, la législation actuelle, en laissant aux Cortès espagnoles, avec le concours des députés et des sénateurs de Cuba, le soin de résoudre le problème économique et de répartir équitablement la dette.

En l'absence de toute déclaration de notre part faisant connaître de quelle manière nous emploierons nos bons offices, la Note demande que l'Espagne soit laissée libre de conduire ses opérations militaires et d'accorder des réformes comme elle le jugera convenable; elle demande aussi que, de leur côté, les Etats-Unis maintiennent strictement leur neutralité et mettent un terme à l'assistance que les insurgés reçoivent des américains. La supposition d'une durée de la guerre n'est pas admise; on assure que les provinces occidentales de l'île sont déjà presque entièrement reconquises; que les plantations de cannes et de tabacs ont été reprises et que la force des armes, jointe à de nouvelles et larges réformes, assurera, dans un délai rapproché, la pacification désirée.

On prévoit l'amélioration immédiate de la situation grâce à une nouvelle administration, l'apaisement des troubles et la suppression de tout ce qui pourrait motiver un changement d'attitude de la part des Etats-Unis. La question des devoirs internationaux et des responsabilités qui incombent aux Etats-Unis, telle que la comprend l'Espagne, est discutée avec une évidente propension à nous accuser d'avoir manqué à nos obligations. Cette accusation n'est pas fondée; elle n'aurait pas été formulée si l'Espagne avait eu connaissance des efforts continuels du gouvernement qui a dépensé des millions et mis en mouvement tous les rouages administratifs dont il dispose pour remplir les devoirs que lui impose la loi des Nations. Il nous suffirait de répondre que nous n'avons pas permis qu'une seule expédition militaire, qu'un seul navire armé quittât nos ports, en violation de la loi. Mais il n'est pas nécessaire de parler plus longtemps, aujourd'hui, de ce passage de la Note espagnole. Ferme ment convaincus d'avoir rempli tous nos devoirs, nous avons répondu, comme il convenait, à cette accusation, par la voie diplomatique.

Au milieu de ces horreurs et des dangers qui menacent la paix, le gouvernement n'a jamais, en aucune façon, renoncé à sa prérogative souveraine de suivre, si la prolongation du conflit l'exige, une ligne

politique conforme à une haute appréciation du droit et en rapport avec les intérêts et les convictions les plus chères du peuple américain.

Les seuls moyens qu'il nous reste à tenter sont : la reconnaissance des insurgés comme belligérants ; — la reconnaissance de l'Indépendance de Cuba ; — l'intervention neutre destinée à mettre fin à la guerre en imposant un arrangement raisonnable aux parties en présence ; — et, enfin, l'intervention en faveur de l'un ou de l'autre des combattants. Je ne parle pas d'une annexion par la force ; on ne doit pas même y songer ; ce serait, suivant nos principes de moralité, une agression criminelle.

En s'appuyant sur l'état de guerre actuel et sur la lutte précédente qui s'est prolongée pendant dix ans, on a souvent prétendu que la reconnaissance, comme belligérants, des insurgés de Cuba était une mesure possible sinon inévitable. Je n'ai pas oublié qu'au printemps de 1896, les deux Chambres du congrès, dans une résolution commune, ont exprimé l'opinion que les conditions de la guerre, telles qu'elles existent à Cuba, exigent et justifient la reconnaissance de l'état de belligérance ; pendant sa session extraordinaire, le Sénat a voté une résolution analogue qui, toutefois, n'a pas été soumise au vote de la Chambre des représentants. En présence de ces expressions significatives des sentiments du pouvoir législatif, il appartenait au pouvoir exécutif de considérer mûrement les motifs qui peuvent justifier une mesure aussi grave. On doit examiner avec soin, si l'insurrection cubaine possède, sans conteste, les caractères spéciaux d'un gouvernement qui seuls peuvent motiver la reconnaissance, en sa faveur, de la belligérance.

En effet, la possession, par les insurgés, des qualités essentielles de la souveraineté et la conduite de la guerre suivant les lois admises par le code des nations, sont des facteurs aussi importants pour la solution du problème de la belligérance, que l'influence que peut avoir le conflit sur la politique intérieure de l'Etat qui reconnaît la belligérance.

Les sages paroles du Président Grant, contenues dans son mémorable message du 7 décembre 1875, sont remarquablement applicables à la situation actuelle de Cuba et il peut être utile de les rappeler. A cette époque, une lutte ruineuse dévastait depuis sept ans l'île voisine. Pendant toute cette période, le code de la guerre entre nations civilisées et les principes élémentaires d'humanité ont été constamment méconnus et le monde chrétien a manifesté, à ce sujet, ses sentiments de réprobation. La désolation et la ruine avaient envahi cette fertile contrée, causant d'énormes préjudices au commerce de toutes les nations et surtout à celui des Etats-Unis, en raison de leur proximité de Cuba et des rapports plus nombreux et plus fréquents qu'ils ont avec cette île. C'est dans ces circonstances que le Président Grant prononça ces paroles qui, aujourd'hui comme alors, résument les éléments du problème.

« La reconnaissance de l'indépendance de Cuba étant, à mon avis, impraticable et injustifiable, la question qui se présente est celle de la reconnaissance des droits de belligérants en faveur des parties qui sont en présence. Dans un message précédent, adressé au congrès, j'ai eu l'occasion d'examiner cette question et je suis arrivé à cette conclusion que la lutte qui existe à Cuba, avec les horreurs et la dévastation qui l'accompagnent, ne s'est pas élevée à la dignité terrible de la guerre... Il se peut que l'on cite à l'appui de la reconnaissance dont

« il s'agit, des actes émanant de puissances étrangères et même de l'Espagne. Mais, aujourd'hui comme dans le passé, les Etats-Unis doivent soigneusement se garder des fausses lumières qui pourraient les égarer dans un dédale de lois douteuses et d'une application contestable et s'attacher strictement et sévèrement à cette règle qui a toujours été leur guide, de ne faire que ce qui est digne, juste et honnête. La question de savoir si on doit accorder ou refuser la qualité de belligérants doit être jugée, dans chaque cas, en raison des faits particuliers qui se produisent. A moins qu'elle ne soit justifiée par la nécessité, cette reconnaissance est regardée, à juste titre, comme un acte d'hospitalité et comme un appui moral accordé à la rébellion. Elle est nécessaire lorsque les intérêts et les droits d'un autre gouvernement ou ceux de son peuple, sont tellement affectés par une guerre civile qu'il est indispensable de définir les rapports qui existent entre les parties ; mais le conflit doit être un de ceux qui sont reconnus par les lois internationales comme ayant les caractères de la guerre. »

« De plus, la belligérance est un fait. L'existence seule de corps d'armée en présence et leurs rencontres accidentelles ne constituent pas une guerre dans le sens indiqué ci-dessus. En appliquant à la situation actuelle de Cuba, les règles internationales admises par les publicistes et par les jurisconsultes et qui ont été observées par des nations puissantes et honnêtes lorsqu'elles ont agi avec impartialité et en dehors de tout sentiment bas ou égoïste, — je ne puis trouver, dans l'insurrection dont il s'agit, l'existence d'une organisation politique, réelle, palpable, évidente pour tous, possédant la forme ordinaire d'un gouvernement, capable d'en exercer les fonctions habituelles à l'égard de son peuple et des autres Etats, ayant des tribunaux pour rendre la justice, un siège stable, des forces organisées, un matériel et un territoire suffisants pour exclure le conflit de la catégorie des simples rébellions ou des rencontres accidentelles et pour le placer sur le terrible pied de guerre auquel il se trouverait élevé si la belligérance était reconnue. »

« En outre, le conflit n'est que sur terre, l'insurrection ne possède pas un seul port où elle puisse arborer son drapeau ; elle n'a, non plus, aucun moyen de communiquer avec les puissances étrangères sans traverser les lignes militaires de ses adversaires. En l'absence de toute crainte de ces complications soudaines et inextricables qu'une guerre sur l'Océan peut faire surgir au sujet de bâtiments de commerce, de vaisseaux de guerre ou d'agents consulaires des autres puissances, rien n'exige la définition des rapports entre les parties en présence. Au point de vue de l'opportunité, je regarde la reconnaissance de la qualité de belligérants comme imprudente et prématurée, car je la considère comme étant actuellement injustifiable en droit. »

« Une reconnaissance de cette nature impose à la nation qui concède les droits qui en découlent, des devoirs difficiles et compliqués ; elle exige que les parties en présence se maintiennent strictement dans la limite de leurs droits et de leurs devoirs. Elle confère aux vaisseaux des deux parties, le droit de visite en pleine mer. Les armes et les munitions de guerre qui peuvent, aujourd'hui, être librement transportées par les bateaux appartenant aux Etats-Unis, pourraient être retenues et même saisies ; la reconnaissance serait la cause de vexa-

« tions sans nombre ; elle affranchirait le gouvernement espagnol de
« toute responsabilité au sujet des actes des insurgés et donnerait à l'Espa-
« gne le droit, reconnu par le traité de 1795, de surveiller nos bateaux
« marchands dont un très grand nombre, en faisant le commerce entre
« l'Atlantique et les Etats du Golfe et entre ces derniers et les Etats
« situés sur les bords du Pacifique, traversent les eaux qui baignent les
« côtes de Cuba. L'exercice de cette surveillance conduirait certaine-
« ment sinon à des abus du moins à des conflits dangereux pour la paix
« des deux Etats. Il ne peut y avoir que peu de doutes sur les résolu-
« tions qu'une surveillance de cette nature nous contraindrait de pren-
« dre, avant longtemps. Il ne serait pas digne des Etats-Unis de rendre
« ces résolutions possibles, soit par une voie indirecte, soit par des
« mesures dont l'opportunité et la légalité sont douteuses. »

Si nous revenons au côté pratique de la belligérance et si nous envisageons ses inconvénients et ses dangers, de nouvelles considérations se présentent. Le code des nations n'admet pas la simple reconnaissance de l'état de belligérance sans une déclaration de neutralité. Cette reconnaissance toute seule ne confère à aucune des parties en présence une situation qu'elle ne possédait pas antérieurement et n'affecte en rien leurs rapports avec les autres Etats. L'acte de reconnaissance prend ordinairement la forme d'une proclamation de neutralité indiquant la situation des belligérants qui l'a motivée. Il annonce que l'Etat déclarant prescrit la neutralité sur son territoire et qu'il assume toutes les obligations internationales qui incombent à un neutre pendant la guerre ; il avertit tous ceux qui habitent dans les limites de la juridiction de la nation déclarante, que, s'ils violent ces rigoureuses obligations, ce sera à leurs risques et périls et qu'ils ne doivent pas espérer de protection contre les conséquences qui pourraient résulter de cette violation. Le droit de visite sur mer, le droit de saisie des navires portant de la contrebande de guerre sont, aux termes des lois internationales, reconnus comme une conséquence légitime de la déclaration de belligérance. Si nous accordions à chacune des parties, dans nos ports, les mêmes droits de belligérants définis par les lois, les deux partis auraient à en souffrir et bien que nominalemeut égales, les obligations qui leur seraient imposées pèseraient plus lourdement sur l'Espagne. Cette dernière, possédant une marine et se trouvant maîtresse des ports de Cuba, pourrait affirmer ses droits non seulement par l'investissement militaire de Cuba, mais en occupant la mer jusqu'à la limite de nos eaux et il se créerait une situation à laquelle les cubains ne pourraient rien opposer d'analogue ; d'un autre côté, en raison des nouvelles obligations de neutralité que nous serions forcés d'assumer, il serait encore plus impossible qu'à présent que des secours provenant de nos territoires pussent leur parvenir.

Cette loi onéreuse de neutralité ne serait applicable que dans les limites de notre juridiction, sur terre et sur mer, et l'exécution ne pourrait en être assurée que par nos seuls moyens. Elle ne nous concéderait aucune juridiction sur l'Espagne ni sur les insurgés et elle ne nous donnerait aucun droit d'intervenir pour modifier la conduite de la guerre qui, suivant le code international, reste sous l'autorité souveraine de l'Espagne.

Par ces motifs, je regarde la reconnaissance de la qualité de belligérants en faveur des insurgés de Cuba comme imprudente et par consé-

quent inadmissible. Si, plus tard, cette mesure paraissait justifiée au point de vue du droit et de nos devoirs, le pouvoir exécutif n'hésiterait pas à la prendre.

On nous a souvent demandé d'intervenir par des motifs d'humanité et je me suis empressé d'examiner ces demandes avec la plus grande sollicitude. Mais convient-il de faire une démarche de ce genre aujourd'hui qu'un heureux changement s'est opéré dans la politique de l'Espagne à l'égard de Cuba? Un nouveau gouvernement vient d'être installé dans la métropole; il reconnaît que tous les efforts du monde ne suffiraient pas à maintenir la paix à Cuba par la force des baïonnettes; que cette vague promesse d'accorder des réformes lorsque les insurgés auront été soumis, n'apporte aucune solution au problème; qu'en changeant les généraux, il faut aussi changer la méthode de guerre employée jusqu'ici et la remplacer par une autre qui soit en harmonie avec une nouvelle politique qui n'aura plus pour but de réduire les cubains à l'horrible alternative « de se réfugier dans les bois ou de périr de misère »; qu'il est nécessaire d'adopter des réformes qui soient en rapport avec les besoins et les circonstances actuelles et qui, tout en concédant une complète autonomie à l'île de Cuba et en lui donnant une existence personnelle et une administration indépendante, conservent et affirment la souveraineté de l'Espagne en faisant une juste distribution des pouvoirs et des charges sur la base d'un intérêt mutuel, sans mélange d'égoïsme.

Le gouvernement de l'Espagne a suivi cette voie honorable dès ses premiers actes. Le cruel système de rapine et d'extermination qui a si longtemps blessé tous les sentiments d'humanité, a été complètement changé. Le nouveau commandant militaire promet une large clémence; des mesures ont déjà été prises pour diminuer les horreurs de la famine. On assure que les armées espagnoles ne seront plus employées à répandre la ruine et la désolation et qu'elles serviront à protéger les paisibles travaux de l'agriculture et le développement de l'industrie. On admet franchement l'impuissance du système employé jusqu'ici dans le but d'imposer la paix par l'asservissement et on reconnaît que la dévastation, non suivie de mesures de conciliation, ne pourra jamais assurer à l'Espagne la fidélité de sa colonie.

Des décrets, pour l'application des réformes indiquées ci-dessus, ont déjà été promulgués; nous n'en avons pas encore reçu le texte complet, mais, d'après un résumé qui nous a été envoyé télégraphiquement par notre ambassadeur, ils contiennent les prescriptions suivantes: tous les droits civils et électoraux dont jouissent les espagnols dans la péninsule sont, en vertu de l'autorité constitutionnelle actuelle, accordés aux Espagnols des colonies. Un projet d'autonomie a fait l'objet d'un décret qui deviendra exécutoire après qu'il aura été approuvé par les Cortès; ce décret crée, à Cuba, un Parlement qui, de concert avec le pouvoir exécutif de l'île, pourra délibérer et faire des lois sur tous les sujets relatifs aux intérêts locaux; le Parlement possédera des pouvoirs illimités sauf en ce qui concerne les questions intéressant l'Etat, l'armée et la marine, au sujet desquelles le gouvernement général aura pleine autorité comme délégué du pouvoir central. Le Parlement reçoit le serment du gouverneur général qui promet de conserver fidèlement les libertés et les privilèges de la colonie; les ministres coloniaux sont responsables devant

le Parlement ; celui-ci a le droit de proposer au gouvernement central, par l'intermédiaire du gouverneur général, des modifications à la constitution, de présenter des projets de loi et de proposer l'adoption de toutes les mesures qu'il jugera utiles aux intérêts de la colonie.

Outre les pouvoirs locaux qui lui sont conférés, le Parlement est compétent : 1° Pour réglementer l'inscription sur les listes électorales, pour fixer les conditions nécessaires pour être électeur et pour déterminer la manière dont les suffrages seront reçus ; 2° Pour organiser des tribunaux composés de juges indigènes pris parmi les membres du barreau ; 3° Pour régler le budget de l'île, en recettes et en dépenses, sans limitation d'aucune espèce et pour mettre en réserve les fonds nécessaires au paiement de la part incombant à Cuba dans le budget national, part qui sera fixée par les Cortes espagnoles de concert avec les sénateurs et les députés cubains ; 4° Le Parlement aura le droit de prendre part aux négociations engagées par le gouvernement espagnol au sujet des traités de commerce de nature à affecter les intérêts cubains et de prendre l'initiative de ces négociations ; 5° Il pourra accepter ou rejeter les traités de commerce que le gouvernement central aurait conclus sans la participation du gouvernement cubain ; 6° Il règlera le tarif des douanes de concert avec le gouvernement de la Péninsule lorsqu'il s'agira d'imposer des articles échangés entre la métropole et ses colonies. Avant de proposer une loi ou de la voter, le gouverneur de Cuba ou les Chambres cubaines devront soumettre le projet au gouvernement central et attendre son avis ; la correspondance échangée, dans ce cas, sera rendue publique. Enfin tous les conflits de juridiction qui s'élèveront entre les assemblées municipales, provinciales ou insulaires, ou entre ces dernières et le pouvoir exécutif de l'île et qui ne seront pas de nature à être déferées au gouvernement central, seront soumis aux tribunaux.

On ne peut nier que le Cabinet Sagasta ne soit entré dans une voie qu'il ne peut abandonner avec honneur et que, depuis ses quelques semaines d'existence, il n'ait donné des preuves de la sincérité de ses déclarations. Je ne mettrai pas en doute sa bonne foi et je ne témoignerai pas une impatience qui pourrait l'entraver dans la tâche qu'il a entreprise. On doit équitablement donner à l'Espagne, et nos relations amicales exigent qu'il lui soit accordé, un délai raisonnable pour réaliser ses projets et pour mettre à l'épreuve le nouveau système auquel elle se trouve définitivement liée. Elle a rappelé le général dont les ordres cruels ont exaspéré les américains et indigné le monde civilisé ; elle a annulé cet ordre horrible de concentration ; elle a commencé à venir en aide aux malheureux ; elle a permis, à ceux qui le désiraient, de reprendre la culture de leurs terres et leur a assuré que, dans leurs paisibles travaux, ils pouvaient compter sur sa protection ; elle vient de faire mettre en liberté les prisonniers « compétitors » qui avaient été condamnés à mort et qui avaient fait l'objet de nombreuses correspondances diplomatiques de la part de l'administration actuelle et de celle qui l'a précédée.

Il n'est pas à la connaissance du gouvernement qu'un seul citoyen américain se trouve actuellement en prison à Cuba. Un avenir prochain nous fera connaître si les conditions indispensables à une paix équitable, également favorable à l'Espagne, à Cuba et à nos intérêts si intimement liés à la prospérité de cette île, ont quelques probabilités de se trouver réunies. Dans le cas contraire, les Etats-Unis se trouveront dans l'obli-

gation de prendre de nouvelles mesures. Lorsque le temps sera venu, le gouvernement agira dans les limites incontestables de ses devoirs et de ses droits ; il marchera sans crainte et sans hésitation, guidé par le sentiment de ses devoirs envers lui-même, envers l'humanité et envers le peuple qui lui a confié la garde de ses intérêts et de son honneur.

Sûr de son droit, se gardant de toute offense, uniquement guidé par des considérations honnêtes et patriotiques, étranger aux passions et à l'égoïsme, le gouvernement continuera à veiller avec soin sur les droits et sur les biens des citoyens américains ; il ne ralentira pas ses efforts pour arriver, par des moyens pacifiques, à la conclusion d'une paix honorable et de longue durée. Si, plus tard, nous reconnaissons que nos devoirs envers nous-mêmes, envers la civilisation et envers l'humanité, nous imposent l'obligation d'intervenir par la force, ce ne sera pas de notre faute, mais ce sera uniquement parce que la nécessité de notre intervention sera tellement évidente que le monde civilisé ne pourra nous refuser ni son appui ni son approbation.

(*A suivre*).

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Traité de Commerce franco-japonais du 4 août 1896.

Voici le rapport fait par M. Jules Siegfried au nom de la Commission du Sénat (1) :

Messieurs, le Sénat a été saisi, le 4 novembre 1897, du projet de loi portant approbation du traité de commerce et de navigation, signé à Paris, le 4 août 1896, entre la France et le Japon.

Ce projet de loi, déposé par le Gouvernement à la Chambre des députés le 8 février 1897 (2), a été adopté par elle, le 29 octobre dernier, à la suite d'un remarquable rapport de M. Flourens, député (3).

L'exposé des motifs très complet du Gouvernement, ainsi que l'étude si concluante du rapporteur de la Chambre des députés, auraient pu nous dispenser d'un examen détaillé, si quelques objections n'avaient été présentées à la commission et si nous n'avions eu des renseignements nouveaux qui nous ont paru de nature à intéresser le Sénat.

Après avoir été pendant de longs siècles complètement fermé à l'influence européenne, le Japon est entré depuis quelques années avec tant d'ardeur dans la voie du progrès, tel que nous le comprenons en Europe, et marche dans cette voie avec une telle rapidité, qu'il n'est pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil sur son passé et sur sa situation actuelle, pour apprécier quel est l'avenir qui lui est réservé.

I. — LE JAPON D'HIER

Jusqu'en 1854, le Japon était complètement fermé aux Européens, les Hollandais seuls avaient l'autorisation, dès 1641, de s'établir à Deshima pour y faire du commerce.

L'histoire du Japon date cependant de fort loin, puisqu'elle est antérieure à l'ère chrétienne; mais ce n'est guère qu'au douzième siècle qu'une organisation politique et administrative sérieuse y fut établie par la création du shôgoun ou taigoun, sorte de chef militaire ou de maire du palais, qui exerçait l'autorité générale sous les ordres du mikado, roi spirituel et civil.

Depuis cette époque jusqu'au moment de la révolution de 1868, le Japon fut administré par les shôgouns, avec l'aide des daimios, chefs militaires du pays, vassaux du mikado.

Ce sont eux qui furent les principaux fauteurs de la révolution de 1868,

(1) Nous avons publié : 1° l'*Exposé des motifs* du Gouvernement, *Archives*, 1897, II, p. 106; 2° le *Rapport* fait par M. Flourens à la Chambre des députés, *Archives*, 1897, IV, p. 214.

(2) Voir Chambre des députés, — 6^e législ., — n° 2259.

(3) Voir Chambre des députés, — 6^e législ., — n° 2586.

qui, triomphante, eut pour conséquences l'abolition du shôgounat et la victoire du parti favorable aux étrangers.

Les traités de commerce avec les nations étrangères, dont le premier avait été conclu avec les Etats-Unis dès 1854, et celui avec la France le 9 octobre 1858, avaient ouvert trois ports du Japon au commerce du monde; mais, à la suite d'une agitation sérieuse contre les étrangers, les flottes anglaise, française, hollandaise et américaine, furent obligées d'intervenir en 1864, ce qui eut pour conséquence la signature de la convention du 25 juin 1866, accordant de nouveaux avantages aux puissances contractantes. Cette intervention contribua également à la révolution de 1868, qui amena l'ouverture de plusieurs ports nouveaux et fit transporter la capitale de Kioto à Yedo, qui prit le nom de Tokio.

En peu de temps, le gouvernement aussi bien que les mœurs publiques se transformèrent complètement. Dès 1871, le régime féodal fut aboli, les fiefs des daimios furent repris par le gouvernement central, et les distinctions de classes disparurent.

On commença dès l'année suivante la rédaction d'un nouveau code, avec le concours de professeurs de droit européens, codes qui furent promulgués successivement les années suivantes.

En 1872, le chemin de Tokio à Yokohama fut construit et les travaux publics furent poussés avec activité; vers la même époque, le Japon adopta les uniformes officiels européens et entra de plus en plus dans les idées européennes.

Mais ces brusques changements amenèrent une réaction et la rébellion du clan de Satsuma. Celle-ci fut vaincue et les nouvelles idées triomphèrent définitivement, provoquant en 1889 la fondation d'une nouvelle Constitution, copiée en partie sur les Constitutions européennes, et d'après laquelle l'Empereur exerce le pouvoir législatif avec l'assentiment de la Diète, qui se compose de deux Chambres : la Chambre des pairs, comprenant les membres de la famille impériale, des ordres de noblesse et des personnes désignées par l'empereur, et la Chambre des représentants, composée de membres élus par le peuple au nombre de trois cents pour une période de quatre ans.

Pour être électeur, il faut avoir vingt-cinq ans et payer au moins 15 yen (1) (40 fr.) de contributions directes.

D'après cette Constitution tous les sujets japonais sont égaux devant la loi, le droit de propriété, la liberté de conscience et de culte, la liberté de parole, de réunion et d'association sont garantis ainsi que le secret de la correspondance privée.

Ces dernières années, en 1894 et 1895, le Japon a soutenu une guerre avec la Chine qui a tourné complètement à son avantage et qui s'est terminée par le traité de Simonosaki, qui, en outre de la cession de Formose et d'une indemnité de 200 millions de taëls, lui a valu de grands avantages commerciaux et une influence considérable.

Ainsi, après avoir été pendant tant de siècles complètement fermé, le Japon s'était ouvert partiellement aux étrangers, par les traités de 1854 à 1858, et vient d'ouvrir entièrement ses ports aux nations civilisées en vertu des traités signés récemment, dont celui du 4 août 1896 avec la France est le dernier.

II. — LE JAPON D'AUJOURD'HUI

Pour se rendre compte de l'importance du Japon et des probabilités de l'avenir qui lui est réservée, il convient de se rappeler qu'il a une superficie de 417.000 kilomètres carrés, presque égale à celle de la France, qui est de 536.000 Kilomètres carrés, et une population au 31 décembre 1895 de 42,270,620 habitants (2), la nôtre n'étant que de 38.517,975 habitants suivant le dernier recensement de 1896.

(1) 1 yen = 5 fr. 16 en argent et au change actuel 2 fr. 70.

(2) Voir le résumé statistique de l'Empire du Japon, publié à Tokio par le chef de la section de statistique générale du Japon en 1897.

Dans les dix dernières années, sa population a augmenté de 3,763,000 habitants.

Le Japon a un budget qui, pour l'année 1896-97, s'élève à 180 millions de yen, soit, à raison de 2 fr. 70 par yen, 486 millions de francs.

Ce budget a doublé depuis dix ans, en grande partie à la suite de la guerre sino-japonaise de 1894.

La dette publique a augmenté considérablement aussi, et s'élève aujourd'hui à 1,134 millions de francs.

L'armée japonaise se composait, fin 1895, de :

- 965 généraux et officiers supérieurs ;
- 5.729 officiers ;
- 21.140 sous-officiers ;
- 2.397 aspirants et élèves ;
- 225.273 soldats, dont 154,343 réservistes et appartenant à l'armée territoriale ;
- 1.713 fonctionnaires et employés militaires.

257.217 effectif total.

Quant à la marine militaire, elle était à la même date de :

- 312 amiraux et officiers supérieurs ;
- 1.027 officiers et aspirants ;
- 2.427 sous-officiers ;
- 220 élèves ;
- 43.154 marins ;
- 1.140 fonctionnaires et employés de la marine.

18.280 effectif total.

La flotte de guerre se composait de :

45 vaisseaux d'un tonnage de 82,994 tonneaux d'une force de chevaux-vapeur de 128,591 et armés de 458 canons.

Mais si le Japon n'a rien négligé pour son armée et sa marine de guerre, qu'il a organisées d'après les principes européens, il a su prendre aussi de notre civilisation ce qui la recommande particulièrement : une bonne organisation de l'instruction, de l'assistance et de la prévoyance publiques.

C'est ainsi que l'enseignement comprend :

1 université spéciale avec.....	4.502 élèves.
2 écoles supérieures militaires et de la marine.....	778 —
2 écoles normales supérieures.....	5.804 —
47 écoles normales ordinaires.....	15.813 —
86 écoles spéciales et techniques (de commerce et d'industrie).....	2.026 —
13 écoles supérieures de filles.....	4.302 —
7 écoles primaires supérieures.....	23.561 —
84 écoles moyennes ordinaires.....	3.501.071 —
24.046 écoles primaires.....	68.702 —
1,352 écoles diverses.....	

Soit 25,640 écoles ayant..... 3.623.725 élèves.

Quant à l'assistance publique, elle comprend :

- 2 hôpitaux de l'Etat,
- 187 hôpitaux publics,
- 408 hôpitaux privés.

597 hôpitaux en tout, et le nombre des médecins était, fin 1894, de 32,551 ; sages-femmes, 33,921, et pharmaciens, 2,869.

Les secours provenant des fonds accordés dans l'année 1894-1895 pour

inondations, incendies, orages et autres sinistres se sont élevés à 4,400,000 fr. environ et ont été répartis en secours d'alimentation, de logement, d'instruments aratoires, semences, etc.; quant à l'assistance aux infirmes, malades, vieillards et enfants en bas âge, elle n'a pas dépassé 400,000 francs environ.

La prévoyance par l'épargne est à ses débuts.

Le montant des dépôts était, fin 1895, dans les caisses d'épargne ordinaires, d'environ 32 millions et dans les caisses d'épargne postales, de 78 millions.

Cette organisation, quoique modeste, ne montre pas moins que le gouvernement japonais se préoccupe, comme on le fait en Europe, de tout ce qui touche à l'hygiène, la prévoyance et l'assistance publiques.

Quant au commerce extérieur du Japon, il a été en 1895 (1), d'après les statistiques japonaises, de :

Importations	138.694.842 yen = 374.422.073 fr.
Exportations	136.186.338 » = 367.703.112 »

Ensemble ... 274.861.180 yen = 742.125.186 fr.

Tandis qu'il n'était en 1886 (2) que de :

Importations	37.637.138 yen = 150.548.553 fr.
Exportations	48.870.522 » = 195.482.088 »

Ensemble 86.870.660 yen = 346.030.640 fr.

La France ne compte dans ce mouvement commercial si important que pour :

5,180,135 yen à l'importation au Japon, soit 13,986,364 fr.,

Et 22,006,386 yen à l'exportation du Japon, soit 59,417,242 fr.

Les principaux objets exportés du Japon sont les suivants :

Objets de consommation : riz, poissons, etc., 21,982,756 yen = 59,853,441 fr.;

Matières brutes : cuivre, matières combustibles, etc., 10,909,778 yen = 29,672,400 fr.;

Matières demi-brutes : soies grèges, cuivre ouvré, etc., 55,725,189 yen = 150,458,010 fr.;

Objets manufacturés : tissus de soie, étoffes de coton, ouvrages en bambou, porcelaines, allumettes, etc., 39,150,440 yen = 105,706,188 fr.;

Objets divers : camphre, huiles, etc., 7,142,867 yen = 19,285,741 fr.

Les principaux produits étrangers importés au Japon se composent de :

Objets de consommation : céréales, sucres, etc., 22,149,605 yen = 59,803,933 fr.;

Matières brutes : coton, laine, métaux, etc., 31,336,369 yen = 84,608,196 fr.

Matières demi-brutes : coton filé, laine filée, peaux ouvrées, fer et autres métaux demi-brut, 49,493,724 yen = 51,823,055 fr.

Objets manufacturés : étoffes de coton, tissus et mousselines de laine, ouvrages en fer et acier, armes, navires, machines, etc., 40,923,074 yen = 110,492,300 fr.;

Objets divers : médicaments, pétrole, etc., 15,480,536 yen = 41,797,409 fr.

La marine marchande se composait au 31 décembre 1895 :

827 navires à vapeur de forme européenne d'un tonnage de 213,221 tonneaux.

702 navires à voiles de forme européenne d'un tonnage de 41,471 tonneaux.

Soit 1,529 navires de forme européenne d'un tonnage de 254,692 tonneaux, plus 387,181 petits bateaux de forme japonaise.

Le mouvement de la navigation entre le Japon et l'étranger a été en 1895 de :

(1) En 1895, 1 yen = 2 fr. 70.

(2) En 1886, 1 yen = 4 fr.

DÉSIGNATION	NAVIRES JAPONAIS				NAVIRES ÉTRANGERS			
	Vapeurs.	Tonneaux.	Voiliers.	Tonneaux.	Vapeurs.	Tonneaux.	Voiliers.	Tonneaux.
A l'entrée au Japon.....	126	93.505	837	20.921	1.737	2.656.334	168	97.148
A la sortie du Japon.....	144	109.748	953	22.187	1.462	2.214.224	164	90.590

Quant à l'industrie, les statistiques japonaises, très bien établies, indiquent son importance comme suit en 1894 :

DÉSIGNATION	NOMBRE de BROCHES	NOMBRE d'ouvriers.	VALEUR des PRODUITS
Industrie céramique.....	.....	23.726	3.203.822 yen
Objets laqués.....	.....	14.092	2.594.701
Objets en bronze et en cuivre.....	.....	4.094	714.411
Fabrication des allumettes.....	.....	28.004	4.480.739
Filature de coton.....	580.945	407.900	30.000.000
	Nombre de métiers.		
Tissage soie, coton et mélanges.....	820.585	943.591	72.000.000
Fabrication du papier.....	.....	.....	10.249.288
Fabrication des nattes.....	.....	81.652	3.627.322

Les statistiques qui précèdent montrent combien le Japon est entré dans la voie du progrès et avec quelle rapidité il adopte la civilisation européenne.

Confiant dans l'intelligence et l'activité de ses habitants, il s'est lancé dans la lutte internationale avec l'ambition de jouer dans l'Extrême-Orient le rôle de la puissance la plus civilisée, et les succès de la guerre sino-japonaise, en redoublant sa confiance en lui-même, ont augmenté encore son ambition, qui est aujourd'hui d'égaliser les puissances européennes et de traiter de pair avec elles.

C'est ainsi que le Japon s'est efforcé de conclure des traités avec toutes les grandes puissances du monde.

Nous allons les passer rapidement en revue.

III. — *Traités entre le Japon et les principales nations.*

L'article 20 du traité de commerce signé le 9 octobre 1858 entre la France et le Japon conférait aux deux parties contractantes le droit de demander la revision de cet acte diplomatique le 12 août 1872 ou après cette date.

D'autre part, aux termes de l'article 1^{er} de la convention additionnelle du 25 juin 1866 par la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas avec le Japon, nos conventions restaient sujettes à revision à dater du 1^{er} juillet 1872. Tels étaient le texte et le caractère des clauses dont le Japon était autorisé à se prévaloir et qui ont amené, à travers des phases et des tergiversations successives, la signature du traité du 4 août 1896.

Les premières négociations entamées par le Japon pour la revision de ses anciens traités remontent au 25 avril 1880. Aux ouvertures qui lui étaient faites, le gouvernement de la République répondait en donnant son adhésion au principe même de la revision. Mais il manifestait son intention de maintenir aux traités existants leur caractère de permanence. Une première conférence s'ouvrit à Tokio le 25 janvier 1882. Les prétentions du gouvernement japonais, qui n'entendait signer que des traités temporaires, ne tardèrent pas à la faire échouer.

Cependant l'Angleterre et l'Allemagne, qui avaient tout d'abord montré les mêmes exigences que la France, ne les maintinrent pas longtemps. En échange de l'ouverture du pays au commerce étranger, elles crurent devoir, en août 1883, abandonner le principe de la permanence des traités. Le 14 mars 1884, le gouvernement de la République consentait, à son tour, à entrer dans cette voie. La conférence de Tokio reprit, dès lors, ses travaux. Mais quelque activité qu'on y eût déployée, ils n'étaient pas encore destinés à aboutir à un résultat pratique. Au mois de juillet 1887, le gouvernement du mikado notifia brusquement aux délégués étrangers qu'il ajournerait la conférence jusqu'à l'achèvement des nouveaux codes en préparation.

Vers la fin du mois de février 1889, le Japon faisait, en vue de la conclusion de traités séparés, des ouvertures à la France, à l'Allemagne et à l'Angleterre. Les Etats-Unis, devançant les autres puissances, avaient déjà contracté avec le Japon.

Une année se passe; le 28 février 1890, le gouvernement japonais remet aux ministres étrangers accrédités auprès de lui un memorandum dans lequel il réclame des concessions de plus en plus grandes. Aucune date n'était encore fixée pour la publication des codes. De plus, la concession aux sujets étrangers du traitement assuré aux nationaux ne pouvait porter atteinte, en aucune manière, aux lois, décrets et règlements de police et d'administration en vigueur dans les deux Etats et applicables aux étrangers.

Le Gouvernement ne jugea pas à propos de pousser plus loin la discussion et de soutenir un contre-projet.

Dévant cette résistance, le Japon ne tardait pas à modérer ses prétentions. Il comprenait tout l'intérêt qu'il y avait pour lui de traiter le plus tôt possible, et il déclara qu'il était disposé à accepter pour base de discussion le contre-projet que lui avait soumis l'Angleterre et qu'il avait tout d'abord repoussé. Mais après l'attentat commis sur le tsarewitsch (11 mai 1891), le comte Aoki tenta et son successeur reprenait, en l'aggravant, le programme du précédent cabinet. D'autre part, la nouvelle Diète, qui se réunissait en février 1892, ne se montrait pas plus favorable que l'ancienne Assemblée à ces tentatives de conciliation avec les puissances. Des commissions parlementaires et extraparlémentaires étaient nommées et formulaient une série de propositions intransigeantes.

Cependant les pourparlers reprenaient deux ans après entre le gouvernement britannique et le ministre du Japon accrédité auprès du cabinet de Londres. Ils aboutirent à un traité qui fut signé le 16 juillet 1894.

Ce traité comprenait une convention d'établissement et de commerce dont l'entrée en vigueur ne devait pas commencer avant cinq ans et un tarif douanier applicable un mois après l'échange des ratifications. Ce tarif comportait des relèvements sensibles sur la plupart des produits anglais. Mais ces relèvements étaient, avec un certain nombre d'autres concessions consenties par le gouvernement britannique, telles que l'abandon de la juridiction consulaire, la rançon d'avantages sérieux, comme le droit de voyager, de résider et commercer sur tout le territoire du Japon.

Les gouvernements des autres puissances ne devaient pas tarder à imiter la Grande-Bretagne et à traiter sur les mêmes bases avec le Japon. Les Etats-Unis concluaient avec lui le 22 novembre 1894. Puis vinrent l'Italie, le 1^{er} décembre 1894; la Russie, le 27 mai 1895; le Danemark, le 19 octobre 1895; le Brésil, le 5 novembre 1895; l'Allemagne, le 4 avril 1896; la Belgique, le 22 juin 1896; les Pays-Bas, le 8 septembre 1896; la Suisse, le 10 novembre 1896; l'Espagne, le 2 janvier 1897, enfin le Portugal, le 26 janvier 1897. La convention qui était venue clore seize années de négociations entre la France et le Japon a été signée le 4 août 1896 et est établie sur les mêmes bases que les traités des autres nations.

IV. — EXAMEN DU TRAITÉ DU 4 AOUT 1896 AVEC LA FRANCE.

1^{re} *Clauses d'établissement et d'immunités consulaires.*

L'une des premières clauses du traité est la suppression de la juridiction consulaire. Le Japon, qui a l'ambition d'égaliser les puissances européennes, supportait avec peine une juridiction spéciale et avait hâte de la transférer aux tribunaux japonais.

Pour y arriver, il a élaboré de nouveaux codes inspirés des législations modernes de l'Europe, et à la rédaction desquels un professeur à la Faculté de Droit de Paris a pris une part importante; il n'est donc pas à craindre que l'extension qui en sera faite à nos nationaux produise les inconvénients qui seraient résultés de l'application du droit coutumier japonais.

Il résulte du reste d'une déclaration insérée à la suite du traité que la suppression de la juridiction consulaire n'aura pas lieu « tant que les codes de l'empire, qui ont déjà été promulgués, mais dont l'application a été ajournée, n'auront pas été mis effectivement en vigueur ».

Les autres puissances, qui jouissent des mêmes immunités que nous, ayant accepté la juridiction des nouveaux tribunaux japonais, il n'y a pas lieu pour nous de la refuser, d'autant plus que la contre-partie naturelle de cet abandon consiste dans l'ouverture complète du Japon à nos commerçants, à nos industriels et à tous les Français en général.

Dans toute l'étendue de l'empire, la faculté de voyager, de résider, de naviguer, de se livrer à l'exercice de leur profession sera pleinement reconnue à nos ressortissants. La juridiction japonaise leur sera ouverte à tous les degrés comme aux nationaux eux-mêmes (art. 1^{er}, paragraphes 2, 3 et 4, et art. 5).

Ils ne pourront être soumis à d'autres impôts que ceux perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée (art. 3, § 1), et ils auront la faculté d'acquérir, de posséder et de transmettre par succession, par testament, donation ou de toute autre manière que ce soit, des biens, valeurs et effets mobiliers de toutes sortes (article 1, paragraphe 3).

Aucune des puissances occidentales n'a pu obtenir pour ses nationaux le droit d'acquérir au Japon des terres. L'accession des étrangers à la propriété foncière est nettement contraire aux traditions de ce pays, et tous les Etats se sont heurtés, à cet égard, à des résistances absolues.

Néanmoins, nos nationaux pourront être propriétaires, au Japon, des maisons et des boutiques qui leur seront nécessaires et louer des terres, même par bail emphytéotique (art. 4).

Enfin, la liberté individuelle (art. 1^{er}, § 2), la liberté du domicile (art. 6) et la liberté de conscience, y compris l'exercice privé ou public du culte (art. 2), sont complètement garantis aux citoyens français.

En vue d'assurer à nos ressortissants une application complète et permanente de ces divers avantages, il a été stipulé (art. 19) que nous pourrions instituer des consuls non plus comme aujourd'hui, dans les seuls ports ouverts du Japon, mais dans tous les ports, villes ou places de l'empire. Ces agents français jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités, ainsi que des pouvoirs qui sont ou seront accordés par le gouvernement mikadonal aux autorités consulaires de la nation la plus favorisée (art. 17 et 19).

2^e *Clauses commerciales et tarifaires.*

Les Français résidant au Japon auront, en quelque lieu que ce soit, la faculté d'exercer toute espèce d'industrie ou de métier, de faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de tous produits naturels ou fabriqués, soit en personne, soit par leurs agents, seuls, ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux (art. 4). Ils jouiront, pour tout ce qui concerne le magasinage, les primes, les facilités et drawbacks, ainsi que pour l'application des droits d'accise, d'octroi ou de consommation, du régime appliqué aux Japonais eux-mêmes et à leurs marchandises (art. 8).

Lors de la mise en vigueur du traité, c'est-à-dire dans le délai de trois années fixé par l'article 24, les produits japonais importés en France seront admis aux droits du tarif minimum dont ils ne jouissent pas actuellement, et, par réciprocité, le Japon nous garantit en matière de douanes, tant à l'entrée qu'à la sortie, le traitement de la nation la plus favorisée (art. 7).

Cette clause procurera aux négociants et industriels français le bénéfice des taxes réduites dans les tarifs accordés par le gouvernement mikadonal aux autres puissances.

D'un autre côté, le traité du 4 août, dans un protocole spécial (art. 1^{er}), a prévu un tarif particulier pour les produits français susceptibles d'être importés plus spécialement au Japon.

Ce tarif est le suivant :

	Droit p. 100.
Teinture d'aniline.....	10
Rouge d'Andrinople et tissus de coton en couleurs...	10
Fer en barres et verge.....	7 1/2
Extrait de bois de campêche	10
Satins en soie et satins en soie et coton mélangés.....	10
Aciers en saumons, lingots ou plaques.....	5
Mousselines de laine écrues ou blanc d'impression...	8 1/2
Mousselines de laine teintées ou imprimées.....	10
Autres tissus de laine pure ou mélangée.....	10
Draps de pure laine.....	10
Fils de laine à tisser.....	8
Savons communs.....	10
Chandelles et bougies.....	10
Vin, y compris le champagne	10
Machines à imprimer	5
Instruments scientifiques pour le dessin.....	10
Bijouterie imitation.....	10
Lorgnettes	10
Parfumerie	10

Quoique ce tarif soit plus élevé que le tarif actuel, qui n'est que de 5 p. 100 *ad valorem*, il réalise quelques diminutions sur les droits consentis à d'autres nations et est en tout cas bien inférieur au tarif général du Japon dont les taux varient entre 10 et 40 p. 100 et qui serait appliqué à nos produits dans le cas où le présent traité de commerce ne serait pas ratifié par le Parlement.

Les mousselines laine notamment payeraient 15 p. 100 au lieu de 8 1/2, et les vins 36 p. 100 au lieu de 10 p. 100.

Si, par suite de la clause du traitement de la nation la plus favorisée, les produits français devaient continuer à jouir au Japon du tarif le plus avantageux, par réciprocité les produits japonais, qui actuellement payent les droits de notre tarif général, seront admis au bénéfice de notre tarif minimum, lorsque le nouveau traité entrera en vigueur.

On s'est demandé si la diminution de droits qui en résultera n'aurait pas pour effet d'ouvrir le marché français à un certain nombre de produits de l'industrie japonaise, qui en sont exclus aujourd'hui ou n'y pénètrent qu'en minimes quantités.

Plusieurs membres de la commission ont manifesté de très sérieuses appréhensions à cet égard, spécialement en ce qui concerne les tissus de soie pure.

Actuellement, ces tissus de soie pure sont soumis, à leur entrée en France, au droit du tarif général, qui est de 6 fr. par kilogramme (art. 459), à l'exception des tissus pongées, qui sont exempts. Cette dernière sorte forme la plus grande partie de l'importation en France, qui n'a pas dépassé 6,300,000 fr. en 1896. Il en a été importé, en 1896, 135,336 kilogrammes, valant

plus de 6 millions de francs, alors que les sortes soumises au droit de 6 fr. ne sont entrées que pour 1,318 kilogrammes, valant environ 200,000 fr.

Lorsque le tarif minimum, réduit par la loi du 16 août 1896 à :

4 fr. par kilogramme pour les tissus et foulards de soie pure écrus ;

2 fr. 40 par kilogramme pour les tissus et foulards de soie pure en couleur ;

2 fr. par kilogramme pour les tissus et foulards de soie pure en noir, sera appliqué, n'est-il pas à craindre que les tissus de soie du Japon, autres que les pongées, n'entrent en France dans une proportion beaucoup plus considérable, venant faire ainsi à notre industrie lyonnaise une concurrence redoutable ?

Quelques personnes le pensent et ont fait ressortir qu'il était d'autant plus nécessaire de prêter une certaine attention à cette concurrence que l'industrie prenait une grande extension au Japon, stimulée par l'esprit d'entreprise des Japonais, et surtout par le bon marché de la main-d'œuvre.

La commission, voulant approfondir une question aussi importante, a entendu les intéressés qui lui ont soumis des échantillons de soie qui montrent en effet que les Japonais, qui jusqu'ici n'avaient que des métiers à la main, se mettent à fabriquer mécaniquement et arrivent à produire dans des conditions de qualité et de prix remarquables.

D'après la statistique officielle (1), les salaires journaliers sont les suivants :

Fabricants des tissus (hommes), 21 sen (2) = 57 centimes ;

Fabricants des tissus (femmes), 14 sen = 57 centimes ;

Journaliers, 24 sen = 65 centimes ;

Jardiniers, 34 sen = 90 centimes ;

Tailleurs, 31 sen = 84 centimes ;

Menuisiers, 33 sen = 90 centimes ;

Charpentiers, 35 sen = 95 centimes ;

Tailleurs de pierre, 40 sen = 1 fr. 08.

Ces prix, qui sont en effet très bas, ont subi une hausse de 30 à 40 p. 100 au moins, depuis dix ans, et sont en général sensiblement plus élevés dans les grands centres.

Néanmoins, ils seraient inquiétants s'ils jouaient le plus grand rôle dans le prix de revient des produits industriels, mais le cours élevé des machines peut, dans une certaine mesure, en atténuer les conséquences.

Du reste, il est probable que l'industrie japonaise cherchera naturellement ses premiers débouchés dans l'Extrême-Orient et particulièrement en Chine, où elle trouvera un marché considérable ; néanmoins, pour le cas où dans quelques années ses moyens de production subiraient un grand accroissement et où elle pourrait devenir un concurrent dangereux pour notre industrie nationale et le salaire de nos ouvriers, le Gouvernement a pensé, et votre commission a été entièrement de cet avis, qu'il était bon de prendre des précautions.

Le tarif réduit qui a été concédé à la Suisse, dans le but de renouer avec elle les excellentes relations d'amitié qui existent depuis longtemps entre nos deux pays, eût été évidemment faible au regard des produits du Japon.

Le Gouvernement l'a compris et, avant que le traité franco-japonais fût signé, le ministre des affaires étrangères a, sur la demande du ministre du commerce, avisé le plénipotentiaire japonais que la clause en vertu de laquelle les produits du Japon bénéficieraient, en France, du tarif minimum applicable aux soies ouvrées et aux tissus de soie d'origine extraeuropéenne fût différent de celui appliqué aux produits similaires originaires d'un pays d'Europe.

(1) Voir Résumé statistique de l'empire du Japon. — Tokio 1897, tableau 22. — Salaires des ouvriers, p. 31.

(2) 100 sen = 1 yen ; 1 yen = 5 fr. 16 en argent ou 2 fr. 70 au change actuel.

En donnant cette information, qui a été consignée dans un procès-verbal et dont le plénipotentiaire japonais a donné acte, le ministère des affaires étrangères a voulu seulement prévenir un malentendu, car il n'était nullement nécessaire de formuler une réserve expresse à ce sujet.

Il existe en effet dans notre tarif d'autres exemples de taxes différentielles selon l'origine du produit; c'est ainsi que les sucres bruts d'origine extra-européenne étaient exemptés, en vertu de la loi du 11 janvier 1892, de la surtaxe douanière qui frappait les sucres bruts européens et cette situation n'a été modifiée que tout récemment par la loi du 7 avril 1897.

Or ces taxes différentielles d'après l'origine du produit n'ont, à aucune époque, soulevé de réclamations de la part des pays étrangers ayant droit au traitement de la nation la plus favorisée; l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, par exemple, auxquelles leurs traités avec la France confèrent cependant ce traitement dans la mesure la plus absolue et sans réserve, n'ont jamais songé à réclamer pour leurs sucres le traitement dont bénéficiaient les sucres de Java, des Antilles espagnoles, de Maurice et de l'Egypte.

Voici d'ailleurs le texte du procès-verbal interprétatif qui a été signé à ce sujet :

Déclaration du négociateur français du sujet du régime applicable éventuellement à l'importation en France de la soie ouvrée et des tissus de soie de provenance japonaise.

« Au moment où l'accord s'établit sur un projet de traité en vertu duquel les produits du Japon bénéficieront en France du tarif minimum, M. Bompard croit de son devoir de ne pas laisser ignorer au gouvernement japonais qu'il s'agit en ce moment de modifier le tarif minimum en ce qui concerne deux articles que le Japon est en mesure de produire, à savoir : la soie ouvrée et les tissus de soie.

« Le gouvernement français, en effet, se préoccupe depuis quelque temps de la question de savoir s'il ne conviendrait pas, en raison des conditions si dissemblables de la production en Europe et en Extrême-Orient, de taxer la soie ouvrée et les tissus de soie de droits d'importation différents, selon qu'ils sont d'origine européenne ou d'origine extra-européenne.

« Comme ce serait la seconde de ces taxes inscrite au tarif minimum qui, dans le système du traité, serait applicable aux produits du Japon, le gouvernement français juge convenable d'informer dès à présent le gouvernement japonais de ses intentions.

• M. Soné donne acte à M. Bompard de son information.

« Signé : BOMPARD, A. SONÉ. »

Dans ces conditions, la France est libre d'établir, quand elle le jugera convenable, sur la soie ouvrée et les tissus de soie d'origine japonaise, un droit plus élevé que celui qui frappe les produits similaires d'origine européenne, et comme le traité du 4 août n'entrera en vigueur que dans deux ans au plus tôt, notre gouvernement et le Parlement ont tout le temps nécessaire pour examiner quel est le tarif qu'il convient de fixer.

Le ministre du commerce et de l'industrie a fait à cet égard à la commission de la Chambre la déclaration suivante :

« Quoi qu'il en soit, la commission chargée de l'examen du traité franco-japonais peut affirmer notre droit de modifier le tarif applicable aux soieries extra-européennes et donner l'assurance que ce tarif sera modifié avant la mise en vigueur du traité. »

Cette déclaration que le ministre du commerce a renouvelée devant votre commission, nous a paru répondre aux craintes exprimées par ceux de nos collègues qui hésitaient à approuver le traité du 4 août; nous sommes donc libres à tout moment d'établir le droit que nous jugerons nécessaire sur les soies ouvrées et les tissus de soie, et si même dans ces conditions notre industrie devait courir des risques soit pour ces produits, soit pour d'autres,

nous avons le droit de dénoncer le traité, en ce qui concerne les tarifs, en prévenant un an à l'avance (art. 24).

Une autre question a été soulevée par quelques-uns de nos collègues : c'est celle des tissus pongee, corah et tussah ou tussor fabriqués avec la soie écrue et n'ayant reçu ni apprêt, ni teinture, ni impression.

D'après l'article 459 du tarif des douanes du 11 janvier 1892, ces tissus sont exempts de droits. On a considéré à cette époque qu'il y avait intérêt pour notre industrie de la teinture, de l'impression et des apprêts à les considérer comme matière première, pour leur permettre de recevoir en France un complément de fabrication de nature à en faciliter la réexportation.

Les imprimeurs, teinturiers et apprêteurs de Lyon ont fait observer que ces tissus sont une spécialité de la Chine et du Japon, et par leur finesse, leur légèreté et leur bon marché, ne peuvent pas être produits avantageusement en Europe. Par contre, teints et imprimés en France, ils subissent une façon qui en double le prix au grand avantage de notre industrie de la teinture, de l'impression et des apprêts, qui en retire un élément de travail important.

D'un autre côté, notre commerce d'exportation profite largement de cette introduction en franchise des pongées, qui, pour les quatre cinquièmes, sont réexportés en Angleterre, en Amérique et ailleurs, au grand avantage de tous.

La commission a pensé qu'elle n'avait pas à intervenir dans cette question, qui concerne particulièrement notre régime général des douanes et dont la solution appartient à l'initiative gouvernementale ou parlementaire.

Il lui a suffi de constater que la France a conservé l'entière liberté de taxer les pongee, au lieu de continuer à les recevoir en exemption de droits, si elle jugeait conforme à ses intérêts de le faire.

Ces objections écartées, la commission a constaté avec satisfaction qu'il avait été possible au Gouvernement d'obtenir que le droit sur les mouselines de laine à leur entrée au Japon ne fût taxé qu'à 8 1/2 p. 100 *ad valorem*.

Notre industrie du Nord trouve en effet au Japon une consommation importante de ces articles, puisque sur une exportation totale de produits français dans ce pays, s'élevant à 19 millions de francs en 1896, les mouselines de laine représentent 16 millions.

Il est d'autant plus satisfaisant de constater cet important débouché de nos tissus de laine que, sur l'ensemble général de ce genre de tissus importés au Japon, la France a une part de 81 p. 100, l'Allemagne, l'Angleterre et les autres pays n'y entrant que dans la proportion de 19 p. 100.

Il y a là une preuve de notre vitalité industrielle et commerciale qu'il est désirable de voir s'étendre pour d'autres articles, et le traité du 4 août, en nous assurant au Japon des droits d'entrée raisonnables puisqu'ils varient de 5 à 10 p. 100 *ad valorem*, sera de nature à y développer notre exportation. C'est ainsi que les vins, et notamment les vins de Champagne, qui, au tarif général, seraient taxés à 35 p. 100, ne payeront que 10 p. 100, et que nos produits chimiques et la plupart de nos autres produits ne paieront pas un taux supérieur.

Dans ces conditions, votre commission a approuvé les clauses commerciales et tarifaires du traité, étant entendu, par un protocole annexé au nouveau traité (n° 1, § 2), que les droits *ad valorem* qui nous sont consentis seront convertis en droits spécifiques par une convention supplémentaire qui sera conclue entre les deux gouvernements dans le délai de six mois à compter de la ratification du traité.

3° *Clauses relatives à la navigation.*

Le mouvement de la navigation directe entre la France et le Japon est bien faible jusqu'ici, il n'a représenté en 1896 que 26 navires jaugeant

54,966 tonneaux sur un total de 3,270 navires d'un tonnage de 3,630,147 tonneaux.

Le Gouvernement a néanmoins bien fait d'inscrire dans le nouveau traité diverses stipulations en faveur de notre marine marchande.

L'égalité de pavillon est d'abord assurée à nos navires de commerce, les droits de douanes, primes et drawbacks seront les mêmes, que les importations ou les exportations aient lieu par des bâtiments français ou par des bâtiments de toute autre nationalité (art. 9). Le bénéfice du traitement national est, d'autre part, garanti à nos navires de commerce pour le paiement des diverses taxes de navigation (art. 10) et pour tout ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement desdits navires (art. 11).

Le régime du cabotage dans les ports japonais doit en vertu de l'article 12, paragraphe 1^{er}, rester soumis à la législation intérieure de l'empire, mais les opérations de cabotage ne seront pas absolument interdites à nos bâtiments de commerce; l'article 12, paragraphe 2, déclare, en effet, que les navires français auront le droit de continuer, comme par le passé et pour toute la durée du traité, à transporter des cargaisons entre les ports de l'empire, à l'exception d'Osaka, Niigata et Tbisuninato. Au surplus, on stipule en matière de cabotage le traitement de la nation la plus favorisée (art. 12, § 1^{er}). De notre côté, nous avons au contraire entièrement réservé pour le pavillon national le cabotage qui comprend l'intercourse entre la France et l'Algérie.

D'une autre part, pour assurer la sécurité et la permanence de notre service postal avec les places d'Extrême-Orient, le traité stipule (art. 15) que les paquebots chargés de ce service et appartenant à des compagnies subventionnées par l'Etat français ne pourront être, dans les ports japonais, détournés de leur destination, ni être sujets à saisie, arrêt, embargo ou arrêt du prince.

Dans ces conditions, la navigation française a une liberté aussi complète que possible, et il faut espérer qu'elle saura en profiter.

En effet, avec les primes considérables qui lui sont accordées, il est incompréhensible que jusqu'ici aucun service maritime français, en dehors des Messageries qui ont une subvention spéciale, ne se soit établi entre la France et le Japon, et il serait presque humiliant pour nous que ce fussent les Japonais qui en établissent un les premiers.

Dans l'intéressante Revue du commerce extérieur de l'empire du Japon pendant l'année 1896, M. Goudreau, gérant du consulat de France, dit en effet (1) :

« Le pavillon français n'est représenté dans les eaux japonaises que par la compagnie des messageries maritimes qui relie régulièrement de deux semaines en deux semaines l'Europe au Japon.

« En dehors de ses services réguliers pour lesquels l'Etat alloue une très forte subvention, la compagnie n'envoie aucun autre navire dans les eaux du Japon. Et cependant le fret est des plus considérables; les soies, le riz, le charbon sont autant d'articles qui lui assurent un chargement. Du reste, les compagnies étrangères ne sont point restées stationnaires, et, selon les besoins du commerce, elles n'ont pas hésité à armer des chargeurs, qui partent du Japon et de Yokohama principalement, avec les cales remplies de marchandises. »

Le gouvernement japonais, désireux d'encourager le développement de la marine marchande nationale, a accordé une subvention de 463,230 yen, soit 1,248,000 fr., à la compagnie Asaka-Kaisha, qui possède 57 vapeurs d'un tonnage de 26.637 tonneaux, et de 938,450 yen, soit 2,535,000 fr., à la compagnie Nippon-Yusen-Kaisha, qui possède 54 vapeurs jaugeant 96,966 tonneaux.

Cette dernière compagnie, se plaçant à la tête du mouvement pour développer les relations internationales, a créé une ligne de Yokohama à Lon-

(1) Voir *Moniteur officiel du commerce*, 30 septembre 1897.

dres, qui dessert la plupart des mêmes points que la compagnie des messageries maritimes, et elle ne manque ni de fret ni même de voyageurs.

Il faut espérer que le traité du 4 août, en développant nos affaires avec le Japon, hâtera l'établissement d'une ligne de vapeurs français qui, partant de Dunkerque et touchant à nos principaux ports, ramasserait le fret de l'industrie française qui s'embarque encore sur des navires allemands ou anglais.

4° Clauses relatives à la propriété industrielle et à la propriété littéraire.

La clause qui concerne la propriété industrielle (art. 20) a une sérieuse importance pour nos produits manufacturés, qui bénéficieront au Japon de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de fabrique de toutes espèces.

En fait, cette stipulation se traduira par l'application aux marchandises françaises des deux lois japonaises du 18 décembre 1888, relatives l'une aux brevets d'invention et l'autre aux marques de fabrique. Ces deux lois ont organisé au Japon, pour la protection des diverses manifestations de la propriété industrielle, un système très complet et très voisin de celui en vigueur dans les principaux pays européens, mais dont le bénéfice a été jusqu'à présent refusé aux étrangers.

Du reste, le Japon a, dans le protocole n° III, pris l'engagement d'adhérer, avant la cessation de la juridiction consulaire française, aux conventions internationales, aussi bien pour la protection de la propriété industrielle que pour celle de la propriété littéraire.

De ce fait, quand le moment sera venu, nos auteurs et compositeurs pourront invoquer au Japon les dispositions des trois ordonnances impériales promulguées sur la matière le 28 décembre 1887 et, en outre, les stipulations de la convention de Berne, du 9 septembre 1886, à laquelle le gouvernement mikadonal devra accéder en vertu de l'engagement indiqué ci-dessus.

5° Etendue et durée du traité.

Le présent traité s'applique à l'Algérie (art. 22) et pourra ultérieurement, sur la demande du gouvernement français, s'appliquer à nos colonies.

Quant à la durée du traité, elle est de douze ans (art. 24), mais afin de permettre à nos nationaux en résidence au Japon de prendre les dispositions nécessaires en vue du nouvel ordre de choses, notre Gouvernement a demandé qu'il ne produise ses effets que dans un délai minimum de trois ans après sa signature, soit, au plus tôt, le 4 août 1899. Au surplus, le gouvernement français conserve pendant toute la durée du traité la faculté de mettre fin à la clause de la nation la plus favorisée en matière de tarifs douaniers ; l'article 7, qui renferme cette disposition, cesserait d'être en vigueur un an après sa dénonciation.

V. — CONCLUSION

En résumé, votre commission estime qu'il y a lieu d'approuver le traité conclu le 4 août 1896 avec le Japon. Elle pense que par l'affirmation de notre droit de modifier, à notre convenance, le tarif applicable aux soieries extra-européennes et par l'assurance donnée par le ministre du commerce et de l'industrie que ce tarif serait modifié avant la mise en vigueur du traité, ainsi que par la faculté qui est réservée à la France de dénoncer l'article 7 du traité, c'est-à-dire la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane, notre industrie de la soie a toutes les garanties nécessaires.

Elle estime, d'autre part, que pour l'industrie de la laine notamment, pour nos vins et d'autres produits français, le traité est d'une importance considérable.

Elle reconnaît enfin que les autres grandes nations civilisées ayant accepté des traités équivalents, si la France le refusait, elle se placerait dans une situation d'infériorité qui lui serait préjudiciable, car les Français seraient les seuls auxquels l'accès de l'intérieur du Japon continuerait à être interdit.

Elle pense que, si les progrès importants qui sont réalisés au Japon ont pour conséquence d'y développer l'industrie qui, dans une certaine mesure, pourra faire concurrence à quelques-uns de nos produits, ces progrès mêmes égaliseront bientôt les conditions de production par la hausse naturelle des salaires, et qu'en apportant plus de bien-être à une population aussi intelligente, aussi laborieuse et aussi nombreuse que celle du Japon, ils auront pour conséquence d'augmenter dans une large mesure la consommation des produits européens.

A notre commerce de le comprendre et de fonder, dans les principaux centres de ce pays qui va s'ouvrir à nous, des établissements français qui, d'une part, ne laisseront plus à des étrangers, comme c'est encore le cas actuellement, le soin d'y acheter les matières premières nécessaires à notre industrie nationale, mais s'efforceront aussi d'introduire, dans ce pays qui est si désireux d'adopter notre civilisation, les articles de l'industrie et de l'agriculture françaises.

Pour toutes ces raisons, votre commission a l'honneur de proposer au Sénat d'adopter le projet de loi.

Convention commerciale franco-bulgare. — Rapport fait au Sénat par M. Lourties.

Messieurs, la Chambre des députés, dans sa séance du 9 novembre 1897, a adopté un projet de loi portant approbation de la convention commerciale signée, le 4 juin 1897, entre la France et la Bulgarie.

D'après l'accord commercial intervenu, les 8 et 9 septembre 1890, entre ces deux pays, sur la base de l'application réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, les marchandises françaises ont été frappées d'un droit uniforme de 8 1/2 p. 100 *ad valorem*, calculé d'après la valeur réelle des produits, la Bulgarie ayant obtenu, en échange, pour son importation en France, l'avantage de nos taxes les plus réduites.

Ce *modus vivendi* a été l'objet de prorogations successives. Depuis la dernière, 1^{er} janvier 1893 au 12 janvier 1897, la taxe conventionnelle à acquitter à l'importation dans la principauté était de 8 1/2 à 10 1/2 p. 100. Cette échéance du 12 janvier 1897 était d'ailleurs commune à tous les traités provisoires passés par la Bulgarie avec les autres puissances.

C'est en prévision de cette éventualité que l'Autriche-Hongrie, la puissance la plus directement intéressée aux relations commerciales avec sa voisine, signait, le 21 septembre 1896, une convention commerciale réglant les relations économiques entre ces deux nations (1). Les traités avec d'autres pays suivaient de près : Serbie, 13 avril 1897 (2); Italie, 1^{er} mars 1897.

De notre côté, dès la reprise de nos anciennes relations diplomatiques avec la Bulgarie — 1896 — notre préoccupation était de faciliter aux produits français l'accès du marché bulgare en réglant d'une manière précise et plus stable que par le passé nos relations commerciales avec cette puissance amie, tout en procurant à notre commerce un ensemble de facilités et de faveurs de nature à lui permettre d'avoir dans la principauté une situation économique égale à celle des puissances qui avaient déjà traité avec elle.

De là le projet de convention aujourd'hui soumis à la ratification du Sénat. La commission s'est livrée à un sérieux examen des conditions dans lesquelles se présente cette convention par rapport aux relations commerciales actuelles entre les deux pays contractants.

(1) V. *Archives*, 1897, II, p. 5.

(2) V. *Archives*, 1897, II, p. 131.

Le commerce général de la Bulgarie (voir annexe) était en 1894, dernière année pour laquelle nous ayons des résultats définitifs, de 99,229,000 fr. à l'importation et de 72,851,000 fr. à l'exportation.

Son importation en France s'élevait au chiffre de 8,720,000 fr., tandis que notre importation en Bulgarie n'était que de 3,740,000 fr.

Cela s'explique surtout par la situation fâcheuse où se trouvaient la plupart de nos produits pour pouvoir concurrencer efficacement sur le marché bulgare les produits favorisés de l'Autriche-Hongrie, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Italie, etc., dont les chiffres d'importation étaient respectivement de 35,106,003 fr., 20,173,000 fr., 12,897,000 fr. et 2 695,000 fr.

Il nous a paru, après examen de la convention, qu'elle était appelée à modifier heureusement cette situation défavorable de la France par rapport au marché bulgare, quoique certains droits nouveaux à l'importation soient plus élevés que le tarif général *ad valorem* de 10 1/2 p. 100 perçu depuis la convention de 1895 à l'entrée en Bulgarie.

Il convient en effet de faire remarquer que la taxation nouvelle qui nous est appliquée ne diffère pas sensiblement de l'ancienne pour les marchandises qui intéressent le plus notre commerce d'importation en Bulgarie, et qu'au surplus elle est de tous points identique à celle qui sert de base aux conventions commerciales de la Bulgarie avec les pays contractants qui bénéficient du traitement de la nation la plus favorisée.

Mais, en dehors du bénéfice des taxes douanières les plus réduites acquis aux marchandises d'origine ou de fabrication française, la convention réalise d'autres avantages qui nous paraissent de nature à permettre à notre industrie nationale l'importation en Bulgarie de certains de nos produits pour lesquels l'accès de ce marché est très difficile, pour ne pas dire impossible, avec les tarifications actuelles : fruits frais, fromages, farines de blé, eaux minérales, machines agricoles, chapeaux de feutre et de paille, fils et tissus de lin, poteries, porcelaines et faïences, articles de mercerie, de quincaillerie et de broserie, vins mousseux et non mousseux en bouteille, savons de toilette, parfumerie, mérinos et cachemire de laine, chaux et ciment, tissus et sacs de jute, etc.

C'est ainsi que liberté entière est octroyée pour le commerce et la navigation entre les deux pays ; que les taxes, impôts et patentes sont identiques à ceux perçus sur les nationaux ou applicables à la nation la plus favorisée ; que faculté est accordée d'exercer toute espèce d'industrie, de se livrer au commerce en gros et en détail de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, d'acquérir, louer ou occuper maisons et boutiques, de louer ou posséder des terres dans les mêmes conditions que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Même traitement pour ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement des marchandises, le transport sur les voies ferrées, l'accomplissement des formalités de douane, et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce et de l'industrie.

En un mot, bénéfice sur tous les points du régime de faveur accordé à l'Autriche-Hongrie, même pour les droits d'accise auxquels pourront être soumises les conserves alimentaires françaises, que le protocole final annexé à la convention fixe à 50 fr. au maximum les 100 kilogrammes, au lieu de 100 fr.

Enfin, messieurs, d'autres points de la convention méritent aussi d'être pris en considération : ce sont ceux relatifs à l'engagement contracté par la Bulgarie de conclure avec nous, à bref délai, une convention spéciale ayant pour objet d'assurer la protection légale à toutes les manifestations de la propriété industrielle française, en attendant l'accession de la Bulgarie à la convention internationale signée à Paris le 20 mars 1883. C'est là une particularité qui a une réelle importance, car la loi bulgare du 17 décembre 1892 nous donne bien le droit de poursuivre les contrefaçons, et tout le monde sait combien elles sont nombreuses en Bulgarie et dans d'autres pays en

matière de champagne, cognacs, vins, conserves alimentaires, parfumerie, soieries, chapellerie, cordonnerie, et autres marchandises vendues couramment et sans scrupule sous le couvert de fausses marques françaises; mais elle ne vise que la protection des marques de fabrique et de commerce; elle laisse de côté les dessins et modèles industriels, le nom commercial, les brevets d'invention, etc. Or, c'est là une lacune regrettable qu'il importe de combler, car elle se traduit par une perte annuelle d'un chiffre considérable de millions pour notre commerce d'exportation.

Enfin, messieurs, le protocole final annexé à la convention autorise nos concitoyens à exercer en Bulgarie l'industrie de la production des graines de vers à soie, dans les mêmes conditions que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire sans le dépôt préalable d'une garantie de 5,000 fr. exigée jusqu'à ce jour.

Il est entendu d'ailleurs que nos sériciculteurs de la Provence et de la Corse continueront à importer en Bulgarie des graines de vers à soie de provenance française, conformément à l'entente intervenue au mois de février 1896 entre la France et la principauté. Leurs produits seront admis *de plano* sur la simple présentation d'un certificat établissant qu'ils sélectionnent d'après le système cellulaire Pasteur, certificat émanant soit du maire de la commune, soit du préfet du département, estampillé par le ministère de l'agriculture.

Le protocole fixe enfin l'époque d'importation des graines de vers à soie dans la principauté, conformément aux usages de notre industrie séricicole, du 13 octobre au 27 novembre et du 13 février au 27 mai, et cela sans que l'importateur ait à se préoccuper des conditions d'hivernage du destinataire.

Telles sont les grandes lignes de la convention commerciale intervenue le 4 juin 1897 entre la France et un pays ami, la Bulgarie.

C'est avec raison, selon nous, que le gouvernement français a voulu consolider par une convention commerciale faite de concessions réciproques la reprise des relations commerciales avec la principauté.

Nous avons confiance que cet acte aura pour effet d'améliorer les rapports économiques entre les deux pays, et que tous les deux y trouveront des avantages.

Que si, par impossible, nos prévisions ne se réalisaient pas, il n'y aurait rien de compromis, puisque l'article 13 réserve pour l'avenir notre entière liberté d'action, en disposant que la clause en vertu de laquelle les marchandises d'origine et de manufacture bulgares sont admises à l'entrée en France au bénéfice des taxes les plus réduites pourra être dénoncée à toute époque par le gouvernement français.

Dans ces conditions, votre commission est d'avis, à l'unanimité, qu'il y a lieu d'adopter le projet de loi voté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention commerciale du 4 juin 1897 entre la France et la Bulgarie.

ANNEXE

Bulgarie.

Commerce général.

Importations totales 1894, 99,229,000.	
D'Allemagne.....	12.007.000
D'Angleterre.....	20.173.000
D'Autriche-Hongrie.....	35.106.000
De Belgique.....	1.711.000
De France.....	3.740.000
De Grèce.....	535.000

D'Italie	2.695.000
Des Pays-Bas	62.000
De Roumanie	2.828.000
De Russie.....	4.947.000
De Serbie.....	1.197.000
De Suisse.....	1.001.000
De Turquie.....	12.786.000
Des Etats-Unis	200.000

Exportations :

En Allemagne.....	11.952.000
En Angleterre.....	12.303.000
En Autriche-Hongrie.....	2.882.000
En Belgique.....	3.252.000
En France.....	8.720.000
En Grèce	166.000
En Italie.....	548.000
En Roumanie	727.000
En Russie	43.000
En Serbie.....	132.000
En Turquie.....	26.795.000

Total..... 72.851.000

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} novembre. — *Châteaubriand et la guerre d'Espagne*, d'après des documents inédits, par le marquis de Gabriac. — *Dans l'Est américain : New-York, Baltimore*, par Ferdinand Brunetière. — *Java et le système colonial des Hollandais*, par Jules Leclercq. — *Une reine de Suède, sœur du Grand Frédéric*, par G. Valbert.

15. — *Le communisme en Amérique, une visite chez les Shakers*, par Th. Bentzon. — *Les luttes entre l'Eglise et l'Etat au XIX^e siècle : la Révolution française et le premier Empire*, par Etienne Lamy. — *Les marchés financiers de l'Allemagne*, par Raphaël-Georges Lévy.

1^{er} décembre. — *La monarchie austro-hongroise et l'Equilibre européen : les partis et les hommes*, par Charles Benoist. — *La responsabilité médicale*, par le Dr Brouardel. — *La photographie est-elle un art?* par Robert de la Sizeranne (question intéressante à plusieurs points de vue). — *L'influence allemande dans le romantisme français*, par Joseph Texte. — *Peut-on sauver la Loire?* par Em. Auzou. — *La vie de lord Tennyson*, par G. Valbert.

15. — *L'Europe et le Directoire : la perte de l'Italie, la France en danger*, par Albert Sorel. — *Le règne de l'argent. La psychologie de la Bourse, le jeu et l'agiotage*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Paris port de mer*, par Bouquet de la Grye. — *A l'armée du général Grant*, d'après le général Horace Porter, par T. de Wyzewa. (Analyse de douze articles fort intéressants publiés dans une Revue américaine; le général Porter est actuellement ambassadeur des Etats-Unis à Paris.)

Le Correspondant.

10 octobre. — *Les élections de 1898*, par Keller, ancien député. — *L'ancien et le nouvel équilibre européen. L'alliance franco-russe*, par un ancien

diplomate. — *Le duc d'Aumale : la journée du 6 septembre, au seuil de l'Assemblée nationale*, par Ern. Daudet. — *Autour du monde millionnaire américain*, par Johanet. — *Le maréchal Suchet*, par de Lanzac de Laborie (d'après une publication récente). — *Les avocates dans l'antiquité*, par Clarisse Bader.

25. — *Le nouvel équilibre européen*, par un ancien diplomate. — *Le duc d'Aumale : l'installation en France, le procès Bazaine*, par Ernest Daudet. — *Autour du monde millionnaire américain : le génie du million, les œuvres des grands millionnaires*, par Johanet. — *L'éducation des Bourbons*, par H. Druon.

10 novembre. — *Le duc d'Aumale : le commandant du 7^e corps*, par Ern. Daudet. — *L'école polytechnique et les brimades*, par A. de Lapparent. — *La France et l'Angleterre en Afrique, la boucle du Niger*, par Paul Thirion (avec une carte). — *En Hongrie : la visite de l'Empereur Guillaume et du Roi Carol à Budapest, le renouvellement du compromis, le conflit des nationalités, les Roumains de Transylvanie*, par Jehan de Witte. — *La France en 1814*, d'après les rapports inédits du comte Anglès, l'un des chefs de la police générale. — *Alfred Tennyson*, d'après les mémoires publiés par son fils, par M. Dronsart. — *Autour du monde millionnaire américain* (liste des américaines mariées en Europe, spécialement en France, avec indication de leurs dots).

27. — *La liberté de la presse sous le Directoire*, par Arthur Desjardins. — *Le duc d'Aumale : la fin de l'exil, les dernières années*, par Ern. Daudet. — *La Triple alliance*, par le comte J. Grabinski (d'après une étude du sénateur Chiala). — *La jeunesse de Napoléon I^{er} et la Cour de Napoléon III*, d'après deux ouvrages récents, par de Lanzac de Laborie. — *Comment les peuples meurent*, par C. Piat.

10 décembre. — *Voltaire avant et pendant la guerre de sept ans*, par le duc de Broglie. — *Le duc d'Aumale : les derniers jours, la mort*, par Ernest Daudet. — *Tradition et vitalité militaires*, par le comte de Villebois-Mareuil. — *Autour du monde millionnaire américain : la chasse aux titres, revers de la médaille millionnaire*, par Johanet. — *Alfred Tennyson*, par M. Dronsart (d'après les mémoires publiés par son fils).

25. — *Voltaire avant et après la guerre de sept ans*, par le duc de Broglie. — *Le centenaire du mètre. Le système métrique et ses précurseurs*, par Jules Michel. — *Alphonse Daudet*, par H. Chantavoine. — *Autour du monde millionnaire américain : le divorce, quelques fantaisies du million*. — *La France en Terre-Sainte à la fin de 1897*, par le comte Couret (renseignements détaillés sur les œuvres que la France protège, les établissements qu'elle y a fondés, les propriétés qu'elle y possède, les institutions religieuses, charitables et diplomatiques qui la représentent).

Bibliothèque universelle et revue suisse.

Juin. — *La jeunesse d'Adolphe Monod*, par Paul Stapfer. — *Michel Bakounine*, d'après sa correspondance, par F. Dumur. — *Un projet de rachat des chemins de fer suisses*, par Ed. Tallichet (discussion du message du Conseil fédéral).

Juillet. — *Le voyage en Orient de l'Empereur Nicolas II* (d'après la publication d'un récit officiel). — *Un projet de rachat des chemins de fer suisses* (suite).

Août. — *L'armée italienne*, par Abel Veuglaire. (Suivant l'auteur, la force de cette armée est plus en façade qu'en profondeur.) — *La Reine Victoria et l'Empereur Nicolas*, d'après des rapports inédits des ambassadeurs du Tsar, par Michel Delines. (Renseignements intéressants d'après une publication faite par M. F. de Martens à propos du centenaire de la naissance de Nicolas I^{er}. On remarquera notamment les brèves instructions données à Pozzo di Borgo envoyé comme ambassadeur à Londres un peu avant l'avènement de la Reine

Victoria : « Nous ne ferons à l'Angleterre aucune concession et nous n'avons aucune prétention sur elle. Notre souverain a pris pour règle de ne pas trop compter sur le bien que l'Angleterre peut nous vouloir ni sur le mal qu'elle peut nous faire. »)

Septembre. — *Le mysticisme et la philosophie*, par Ernest Naville. — *Quelques contes africains*, par H. Junod. (Folklore des nègres du sud de l'Afrique recueilli par un suisse qui a vécu 7 ans au milieu des indigènes de Delagoa).

Octobre. — *La politique russe dans la question d'Orient*. (D'après une publication russe récente et fort importante qui prend la question à sa naissance; le présent article s'arrête à 1700.) — *Une ambassadrice de Danemark au Congrès de Vienne* (d'après les mémoires de la comtesse Elise de Bernstorff récemment publiés).

Novembre. — *Un soldat-poète au XVI^e siècle : Théodore Agrippa d'Aubigné*, par H. Warnery. — *La politique russe dans la question d'Orient* (de 1700 à 1825). — *Le Ministère de Robert Peel et le « Punch »*, par Ed. Sayous (caricatures correspondant aux 5 années du ministère de Peel).

Revue politique et parlementaire.

10 novembre. — *Le referendum en France et le futur programme du parti progressiste*. — *Le marché financier de Paris et les projets de réorganisation*, par Louis Lacombe, député. — *La Crise du Revenu et l'Ere du Travail*, par E. Cheysson. — *M. Léon Say, préfet de la Seine*, par Georges Michel. — *La prévoyance aux Etats-Unis : les assurances fraternelles*, par Eug. Rochetin. — *A propos de la loi sur les accidents du Travail*, par Jacquy. — *La vie politique et parlementaire en Angleterre et en Espagne*.

10 décembre. — *L'enseignement et la démocratie. Les études libérales et la « crise universitaire »*, par Alfred Fouillée. — *La Conférence de Berlin et la législation internationale du Travail*, par Yves Guyot. — *Le péril jaune*, par Louis Vignon. — *Du mandat législatif : les incompatibilités et l'immunité*, par F. Roussel. — *Un document sur le retour de l'île d'Elbe*, par F. de Saint-Genis. (C'est le récit inédit de la journée du 3 mars 1815 où Napoléon, dans le trajet de Sisteron à Gap, fut pour la première fois acclamé par la population.) — *La vie politique et parlementaire en Suisse et en Italie*.

Bulletin de statistique et de législation comparés.

Novembre. — *France* : Loi relative à la propriété foncière en Algérie; le mouvement des effets de commerce d'après les produits de l'impôt (nombreux renseignements); le montant des trappes françaises; le commerce extérieur de la régence de Tunis (il a passé de 18 millions de francs en 1877 à 33 millions en 1896); situation économique et financière de la Tunisie. — *Allemagne* : Commerce extérieur pendant les 3 premiers trimestres de 1897; production et consommation de l'alcool de 1887 à 1896 (la consommation a passé de 4 l. 4 par tête d'habitant à 5 l. 9). — *Russie* : le commerce extérieur en 1896. — *Suisse* : budget de la Confédération pour 1898. — *Etats-Unis* : nouveau tarif douanier; la poste, ses recettes et dépenses de 1870 à 1896 (actuellement plus de 70,000 bureaux, 82 millions 1/2 de dollars de recettes, 90 millions 1/2 de dépenses); la dette publique de 1870 à 1896 (les intérêts payés annuellement ont passé de près de 119 millions de dollars à 35 millions).

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	Pages.
1889	
Janvier. . . 11	<i>République Argentine, Bolivie, Brésil, etc.</i> Traité pour la protection de la propriété littéraire et artistique. . . 297
1896	
Juillet. . . 22	<i>Union télégraphique internationale.</i> Nouveau règlement de service. 241
Août. . . . 8	<i>Affaires de Crète.</i> Circulaire de M. Hanotaux au sujet d'une communication de la Turquie. 24
— 10	<i>France.</i> M. Cambon à M. Hanotaux (propositions des ambassadeurs relatives à la Crète). 26
— 15	M. Hanotaux à M. de Montebello (initiative à prendre). 30
— 25	M. de la Boulinière à M. Hanotaux (Conférence des ambassadeurs). 37
— —	Arrangement relatif à la Crète. 41
Août. . . . 26	Instructions des ambassadeurs à Constantinople aux consuls à la Canée. 42
— 14	Séance de la Commission consulaire à la Canée. 46
Septembre. 15	Note verbale des ambassadeurs à la Porte. 44
— 21	Note verbale des ambassadeurs à la Porte. 51
— 25	<i>France.</i> M. Blanc, consul à la Canée, à M. Hanotaux. 52
— 26	Instructions des ambassadeurs aux consuls à la Canée. 54
Octobre . . 1 ^{er}	<i>France.</i> M. Blanc à M. Hanotaux (surtaxe à établir, organisation d'un contrôle). 56
— 3	<i>Turquie.</i> Règlement sur la perception de la surtaxe douanière en Crète. 60
— 26	<i>Ethiopie — Italie.</i> Traité de paix. 19
— —	Convention pour la reddition des prisonniers. 20
Novembre . 2	<i>France.</i> M. Blanc à M. Hanotaux (Commissions des indemnités). 66
— 4	<i>Colombie — Costa-Rica.</i> Convention d'arbitrage. 17
— 5	<i>France.</i> M. Blanc à M. Hanotaux (difficultés relatives aux Tribunaux crétois). 69
— 12	M. Blanc à M. Hanotaux (émeute à la Canée). 73
— 20	M. Blanc à M. Hanotaux (question des Tribunaux). 75
— 26	Note des ambassadeurs à la Porte. 78
— 30	Note de la Porte sur l'organisation des Tribunaux en Crète. 80
Décembre. 2	<i>France.</i> M. Cambon à M. Hanotaux (Commissions à envoyer en Crète). 81
— 3	M. Blanc à M. Hanotaux (agitation des musulmans). 85
— 8	<i>Grèce — Suisse.</i> Déclaration relative aux recensements de la population 21
— 42	Note collective des ambassadeurs à la Porte. 90

1897

Janvier. . .	7	Note verbale de la Porte (admission des étrangers dans la gendarmerie crétoise).	94
—	11	Projet de règlement de la gendarmerie en Crète.	97
—	14	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux.	104
—	15	M. Blanc à M. Hanotaux.	105
—	22	Note verbale de la Porte aux ambassadeurs.	108
—	25	<i>France</i> — <i>Luxembourg</i> . Déclaration télégraphique.	290
—	26	<i>Portugal</i> — <i>Japon</i> . Traité de commerce et de navigation.	5
—	28	<i>Belgique</i> — <i>France</i> . Convention télégraphique.	289
—	—	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux (situation en Crète).	111
—	29	M. Blanc à M. Hanotaux (insurrection à Candie).	127
Février. . .	10	Rapport de M. Gazay sur la réforme judiciaire en Crète.	15
—	—	<i>France</i> . M. Cambon à M. Hanotaux (soulèvements en Crète).	141
—	—	M. Bourée à M. Hanotaux (situation en Grèce).	145
—	11	M. Hanotaux à M. de Montebello.	149
—	—	<i>Grèce</i> . Circulaire du Gouvernement grec.	156
—	—	<i>Turquie</i> . Circulaire de la Porte.	161
—	—	Notification des amiraux aux commandants des forces grecques.	164
—	16	<i>France</i> — <i>Suisse</i> . Arrangement télégraphique.	291
—	18	<i>France</i> . Le Ministre de France à Belgrade, à M. Hanotaux.	182
—	20	M. Cambon à M. Hanotaux (armements de la Turquie).	187
—	22	M. Bourée à M. Hanotaux (agitation en Grèce).	193
—	23	M. Hanotaux à M. de Montebello.	199
—	24	M. de Montebello à M. Hanotaux (vues du Gouvernement russe).	305
—	25	M. Bourée à M. Hanotaux.	305
—	26	<i>Autriche-Hongrie</i> . L'ambassadeur à Paris, à M. Hanotaux.	307
Mars. . . .	4	<i>Belgique</i> — <i>France</i> . Convention relative à la Caisse d'épargne.	295
—	20	<i>Allemagne</i> — <i>France</i> . Arrangement télégraphique.	291
—	24	<i>Belgique</i> — <i>France</i> — <i>Pays-Bas</i> . Arrangement télégraphique.	290
—	31	<i>France</i> — <i>Russie</i> . Arrangement télégraphique.	292
Juin. . . .	4	<i>France</i> . Rapport sur l'application de la loi relative à la nationalité.	203
—	28	Décret relatif au service télégraphique international.	292
Juillet. . .	24	<i>Bulgarie</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Arrangement commercial.	11
Octobre. . .	18	<i>Haïti</i> . M. Ménos au chargé d'affaires d'Allemagne.	232
—	20	<i>Etats-Unis</i> . Le Ministre à Port-au-Prince au secrétaire d'Etat des relations extérieures.	233
—	21	<i>Haïti</i> . M. Ménos aux membres du Corps diplomatique.	231
Novembre . .	9	<i>Grande-Bretagne</i> . Discours de lord Salisbury au banquet du lord-maire.	229
Décembre . .	6	<i>Etats-Unis</i> . Message du Président au Congrès.	327

TABLE ANALYTIQUE

Des Matières contenues dans les quatre Volumes de l'année 1897

ABORDAGES. — Règlement pour les prévenir (21 fév. 1897), II, 91.

ABYSSINIE. — Renseignements géographiques, II, 375. V. Ethiopie.

ALLEMAGNE. — Déclaration avec la France pour les rapports avec la Tunisie (18 nov. 1896), I, 28; — Différend avec Haiti (oct. 1896), IV, 231; — Participation à l'Exposition de 1900, I, 105; — Débat au Reichstag sur la question Crétoise (22 fév.), I, 313; — Débat sur le tarif douanier Américain (3 mai), II, 239; — Discours de l'Empereur à un banquet militaire offert au Roi d'Italie (septembre), III, 345.

AMÉRIQUE CENTRALE. — Formation d'un nouvel Etat, II, 363.

ANNALES de droit Commercial Français, Etranger et International. — Sommaires : II, 379.

ANNALES de l'École des Sciences politiques. — Sommaires : I, 253; II, 377; III, 237 et 363.

ARBITRAGE INTERNATIONAL. — Sentence dans l'affaire du Costa-Rica Packet (25 fév. 1897), I, 257; — Différend entre la Colombie et la Grande-Bretagne, constitution d'un Tribunal arbitral, I, 351; — Affaires dans lesquelles la Suisse est appelée à intervenir, II, 226; — Arbitrage franco-péruvien pour le Territoire de la Guyane, II, 363; — Convention entre la Colombie et Costa-Rica (4 nov. 1896), IV, 17.

ARMÉNIENNES (Affaires). — Ethnographie de l'Asie-Mineure au point de vue de l'élément arménien, I, 137; — Correspon-

dance sur les Affaires d'Arménie du 1^{er} avril 1893 au 18 déc. 1894, I, 143; du 19 déc. 1894 au 17 juin 1895, 263; du 23 juin au 8 oct. 1895, II, 66; du 8 oct. 1895 au 10 juin 1896, 147; du 16 juin au 16 nov. 1896, 272; du 17 nov. 1896 au 10 fév. 1897, III, 15; — Evénements de *Trébizonde*, III, 50; d'*Erzeroun*, 62; de *Diarbékir*, 65; de *Sivas*, 78; de *Malatia*, 82; d'*Orfa*, 86; de *Zeitoun*, 92; — Conversions forcées à l'Islamisme, 118; — Evénements de *Mersine*, *Adana*, 127; d'*Akbès-Cheiklé*, 131; de *Césarée* et d'*Angora*, 142; d'*Alexandrette*, 145; d'*Alep*, 148; — *Enquête de Mouch* : Procès-verbaux d'avril 1893, I, 31-80, de mai 1895, 159-194; de juin 1895, II, 21-63; — Débat parlementaire en France (22 fév.), I, 218.

ASSISTANCE. — Convention austro-italienne pour l'assistance des malades indigents (25 juin 1896), I, 259.

AUTRICHE-HONGRIE. — Déclaration relative aux rapports avec la Tunisie (20 juill. 1896), I, 5; Explication au Reichsrath, 105; — Convention avec l'Italie pour l'assistance des malades indigents (22 juin 1896), I, 259; — Convention de commerce avec la Bulgarie (21 déc. 1896), II, 5; — Visites à Pest de l'Empereur d'Allemagne et du Roi de Roumanie, III, 346 et 347.

BELGIQUE. — Déclaration avec la France pour les rapports avec la Tunisie (2 janv. 1897), I, 28; — Traité de commerce et de navigation avec le Japon (22 juin 1896), III, 5; — Conventions d'extradition avec la Serbie (24 janv. 1896), III, 240 et avec Libéria (23 nov. 1893),

246; — Manifestation pour le service militaire personnel (13 juin), III, 219.

BIBLIOTHÈQUE Universelle et Revue Suisse. — Sommaires : I, 380; II, 379; IV, 358.

BLOCUS. — Notification du blocus de la Crète, I, 350; — Modification, II, 242; — Notification à la Suisse d'un blocus établi par la Grèce (13 mai), II, 235.

BRÉSIL. — Arbitrage avec la France pour le Territoire contesté de la Guyane, II, 363.

BREVETS D'INVENTION. — Statistique Suisse pour 1896, III, 214.

BULGARIE. — Convention de commerce avec l'Autriche-Hongrie (21 déc. 1896), II, 5; — Traité de commerce avec la Serbie (16 fév. 1897), II, 131; — Arrangement commercial avec la Grande-Bretagne (24 juill. 1897), IV, 11.

BULLETIN de la Société de Législation comparée. — Sommaires : I, 234 et 380; II, 379.

BULLETIN de Statistique et de Législation comparée. — Sommaires : I, 255 et 380; II, 427 et 380; IV, 240 et 359.

CAISSE D'ÉPARGNE. — Convention franco-belge (4 mars 1897), IV, 295.

CANADA. — Banquet des Canadiens français à Paris (2 août), III, 225.

CHEMINS DE FER. — Déclaration additionnelle à la Convention de 1890 (20 sept. 1893), II, 129.

CHILI. — Indemnités à des Suisses pour faits de guerre civile, II, 229; — Convention d'extradition avec l'Espagne (30 déc. 1895), II, 237.

COLOMBIE. — Convention d'arbitrage avec Costa-Rica (4 novembre 1896), IV, 17.

COLONIES. — Application de la législation sur la nationalité aux Colonies françaises, décret du 7 février 1897, I, 307.

COMMERCE. — Règlement des relations commerciales de la Tunisie avec l'Autriche-Hongrie (20 juill. 1896), I, 5; l'Italie (28 sept. 1896), 6; la Russie (14 oct. 1896), 27; la Suisse (14 oct. 1896), 27; l'Allemagne (18 nov. 1896), 28; la Belgique (2 janv. 1897), 28; — Convention de commerce austro-bulgare (21 déc. 1896), II, 5; — Traité de commerce entre la Bulgarie et la Serbie (16 fév. 1897), II, 131; — Exposé des motifs du projet de loi italien pour les rapports commerciaux avec la Tunisie, I, 108; — Rapports de l'Allemagne avec les Etats-Unis, II, 239 et 241; — Relations commerciales de la Suisse à la fin de 1896, II, 335; — Traités de commerce entre la Belgique et le Japon (22 juin 1896), III, 5; — entre le Portugal et le Japon (26 janv. 1897), IV, 5.

CONFÉRENCE SANITAIRE. — Résumé des travaux de la Conférence tenue à Venise en février et mars 1897, II, 122.

CONGO (État Indépendant). — Rapport au Roi sur l'état du pays (25 janv. 1897), I, 195.

CONGO FRANÇAIS. — Décret relatif à son organisation (28 sept. 1897), III, 340.

CONSULS. — Convention consulaire franco-italienne pour la Tunisie (28 sept. 1896), I, 8.

CONVENTION DE GENÈVE. — Projet d'extension à la guerre maritime, III, 356.

CORRESPONDANT (Le). — Sommaires : I, 253 et 378; II, 425 et 377; IV, 237 et 357.

COSTA-RICA. — Convention d'arbitrage avec la Colombie (4 nov. 1896), IV, 17.

CRÈTE (Affaires de). — Textes organiques concernant la constitution de l'île, III, 152; — Correspondance diplomatique du 20 juin 1894 au 7 juin 1896, 161-210; du 7 juin au 6 août 1896, III, 258-338; d'août 1896 à février 1897, IV, 23-125; — Débats parlementaires en France (8 fév.), I, 215; en Alle-

magne (22 fév.), I, 313; en France (15 mars), 314, (3 avril), II, 103, (22 mai), 242; en Angleterre (7 mai), II, 303; — Notification des Puissances à la Turquie et à la Grèce et réponses (mars), I, 348; — Blocus de l'île, 350.

CROIX-ROUGE. — Conférence des Sociétés à Vienne (septembre), III, 358.

DANEMARK. — Déclaration avec l'Italie pour le jaugeage des navires (12 nov. 1896), I, 134.

DESSINS et Modèles. — Statistique Suisse pour 1896, III, 215.

DOELWIJK (Affaire du). — Décision de la Commission des prises (8 déc. 1896), I, 81.

DROIT D'AUTEUR (Le). — Sommaires : I, 379; II, 380; III, 239 et 264.

DROIT International privé. — Institution d'une Commission aux Pays-Bas, I, 351.

ÉGYPTE. — Débat parlementaire en France (8 février), I, 211.

ESCLAVAGE. — Rapport sur la situation de l'Etat du Congo (23 janv. 1897), I, 201; — Abolition de l'esclavage à Zanzibar, dépêches (fév.-mars 1897), II, 261; — Dépêches (avril 1897), III, 251; — Décret d'abolition (7 avril), 254.

ESPAGNE. — Convention d'extradition avec le Chili (30 déc. 1895), II, 257.

ÉTABLISSEMENT. — Convention franco-italienne pour la Tunisie (28 sept. 1896), I, 8.

ÉTAT CIVIL. — Questions concernant des étrangers en Suisse, II, 343.

ÉTATS-UNIS. — Message du Président (6 déc.), IV, 327.

ÉTHIOPIE. — Traité de paix avec l'Italie (26 oct. 1896), IV, 19, et Convention pour la reddition des prisonniers de guerre Italiens, 20.

ÉTRANGERS. — Nombre dans la Grande-Bretagne, II, 118; — Affaires de police en Suisse, II,

359; — Questions relatives au mariage des étrangers, II, 343; — Décret Vénézuélien sur les étrangers qui interviennent dans les luttes électorales (30 juill. 1897), III, 339.

EXTRADITION. — Convention franco-italienne pour la Tunisie (28 sept. 1896), I, 20; — Convention entre les Pays Bas et la Serbie (11 mars 1896), I, 129; — Convention entre le Chili et l'Espagne (30 déc. 1895), II, 257; — Rapports d'extradition de la Suisse, Conventions conclues ou projetées, II, 349; — Questions et statistique en 1896, 351; — Conventions d'extradition de la Belgique avec la Serbie (4 janv. 1896) III, 241 et avec Libéria (23 avril 1893), 246.

FRANCE. — I. Revision des traités tunisiens, I, 5-29; — Traité de commerce avec le Japon (4 août 1896), texte et exposé des motifs, II, 106; — Conventions télégraphiques avec la Belgique (28 janv. 1897), IV, 289; la Belgique et les Pays-Bas (24 mars), 290; le Luxembourg (23 janv.), 290; l'Allemagne (20 mars), la Suisse (16 février), 291; la Russie (31 mars), 292; — Convention avec la Belgique sur le service de la Caisse d'Épargne (4 mars 1897), IV, 295; — Accession à un traité pour la protection de la propriété littéraire, IV, 297; — Débats parlementaires (8 fév.), sur les affaires d'Égypte, I, 211; de Crète, 215; d'Arménie (22 fév.), 219. — II. Décret appliquant aux Colonies la législation sur la nationalité (7 fév. 1897), I, 307; — Règlement pour prévenir les abordages en mer (21 fév. 1897), II, 91; — Décret réglant l'émigration hors de Madagascar (10 juin 1897), III, 211; — Exposé des motifs d'un projet de loi ouvrant un crédit pour le voyage du Président en Russie (5 juillet), III, 221; — Décret sur l'organisation du Congo Français (28 sept. 1897), III, 340; — Décret sur la situation des Résidents à Madagascar (31 juillet 1897), III, 342; — Décret instituant un Gouverneur général de

- Madagascar (30 juill. 1897), III, 243; — Décret sur le service télégraphique (28 juin 1897), IV, 292.
- FREYCINET** (de). — Discours au Sénat sur les Affaires de Grèce (16 mars), I, 336.
- FRONTIÈRE.** — Faveurs accordées au trafic frontière entre la Bulgarie et la Serbie, II, 138; — Incidents sur la frontière Suisse, II, 230.
- GRANDE-BRETAGNE.** — Discours du Trône (19 janv. 1897), I, 106, (6 août 1897), III, 227; — Arrangement commercial avec la Bulgarie (24 juill. 1897), IV, 11; — Arbitrage dans l'affaire du Costa-Rica Packet, I, 257; — Statistique des étrangers, II, 118; — Discours au banquet du Lord Maire (9 nov.), IV, 229.
- GRÈCE.** — Notification des Puissances au sujet de la Crète (2 mars), I, 348; — Réponse de la Grèce (8 mars), 349; — Rupture avec la Turquie (19 avril), II, 121; — Demande de médiation (9 mai), II, 253; — Préliminaires de paix avec la Turquie, III, 350; — Débat parlementaire, 349; — Correspondance diplomatique sur le conflit gréco-turc du 29 janv. au 26 fév. 1897, IV, 126-202; du 24 au 26 février 1897, IV, 303; V. Crète (Affaires de); — Déclaration avec la Suisse pour la communication des recensements (8 décembre 1896), IV, 21.
- GUERRE MARITIME.** — Projet d'extension de la Convention de Genève, III, 358.
- GUYANE.** — Territoire contesté entre la France et le Brésil, arbitrage, II, 363.
- HAÏTI.** — Différend avec l'Allemagne (oct. 1897), IV, 231.
- IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES.** — Incident à Berne, II, 233.
- ITALIE.** — Conventions avec la France pour la Tunisie (28 sept. 1896), de commerce et de navigation, I, 6; Consulaire et d'établissement, 8; d'Extradition, 20; —
- Déclaration avec le Danemark pour le jaugeage des navires (12 novembre 1896), I, 134; — Convention avec l'Autriche-Hongrie pour l'assistance des malades indigents (25 juin 1896), I, 259; — Conventions avec l'Éthiopie pour la paix et la reddition des prisonniers de guerre italiens (26 oct. 1896), IV, 19-20; — Décision de la Commission des prises dans l'affaire du Doelwijk (8 déc. 1896), I, 81; — Exposé des motifs du projet de loi relatif aux rapports avec la Tunisie, I, 108; — Débats sur la politique commerciale et la question africaine (mars-juin), II, 367.
- JAPON.** — Traité de commerce avec la France (4 août 1896), texte, II, 111; — Exposé des motifs, 106; Rapport à la Chambre des Députés, IV, 211; — Rapport au Sénat, IV, 341; — Traité de commerce et de navigation avec la Belgique (22 juin 1895), III, 5; avec le Portugal (26 janv. 1896), IV, 5.
- JOURNAL du Droit International privé et de la Législation comparée.** — Sommaires : III, 364.
- JUGEMENTS ÉTRANGERS.** — Convention consulaire franco-italienne pour la Tunisie (28 sept. 1896, art. 11, I, 11.
- LAURIER** (Sir Wilfrid). — Discours sur les rapports du Canada avec la France (3 août), III, 225-227.
- LIBÉRIA.** — Convention d'extradition avec la Belgique (23 nov. 1893), III, 246.
- LUCQUES** (Bonaparte et la République de), par Paul Marmottan, Bibl., I, 381.
- MADAGASCAR.** — Déchéance de la Reine Ranavaloa (28 fév.), I, 342; — Débat parlementaire, II, 106; — Décret réglementant l'émigration (10 juin 1897), III, 211; — Décret sur la situation des Résidents (31 juill. 1897), III, 342; — Décret instituant un Gouverneur général (30 juill. 1897), III, 343.
- MARIAGE.** — Questions concer-

nant des étrangers en Suisse, II, 343.

MARQUES de fabrique. — Statistique Suisse pour 1896, III, 217.

MARTENS (F. de). — Sentence arbitrale dans l'affaire du Costa-Rica Packet (25 fév. 1897), I, 257.

MONTENEGRO. — 2^e Centenaire de la Dynastie, I, 128.

NATIONALITÉ. — Règlement de la matière pour les Colonies Françaises (7 fév. 1897), I, 307; — Rapport sur l'application de la Loi Française en 1896, IV, 203.

NATURALISATION. — Statistique pour la Suisse en 1896, II, 235; — Statistique pour la France en 1896, IV, 203.

NAVIGATION. — Convention italo-tunisienne (28 sept. 1896), I, 6; — Déclaration italo-danoise (12 nov. 1896) pour le jaugeage des navires, I, 134; — Convention entre la Belgique et le Japon (22 juin 1896), III, 5; — Règlement pour prévenir les abordages en mer (fév. 1897), II, 91.

ORANGE (État libre d'). — Alliance avec le Transvaal (mars 1897), II, 118.

ORIENT (Affaires d'). — Débats parlementaires en France (8 fév.), I, 211, 215; (22 fév.), 218; (15 mars), 314; (16 mars), 333; (22 mai), 242; (17 juillet), III, 222; — En Allemagne (22 fév.), I, 313; — En Angleterre (22 fév.), I, 343; (16 mars), 347; — Notification des Puissances à la Turquie et à la Grèce au sujet de la Crète et réponses (mars), I, 348. — V. Arméniennes (Affaires); Crète (Affaires de); Turquie.

PAYS-BAS. — Traité d'extradition avec la Serbie (11 mars 1896), I, 129; — Sentence arbitrale dans l'affaire du Costa-Rica Packet (25 fév. 1897), I, 257; — Commission pour le Droit international privé, I, 351.

PORTUGAL. — Traité de commerce et de navigation avec le Japon (26 janv. 1897), IV, 3.

PRISES MARITIMES. — Décision dans l'affaire du Doelwijk (8 décembre 1896), I, 81.

PROPRIÉTÉ industrielle (La). — Sommaires : I, 379; II, 380; III, 239.

PROPRIÉTÉ littéraire et artistique. — Convention entre divers États de l'Amérique du Sud (11 janvier 1889), Accession de la France, IV, 297.

RAPATRIEMENTS. — Affaires en Suisse, II, 357.

RÉPERTOIRE des Traités, par de Ribier (bibl.), I, 256.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — Analyse du message présidentiel (7 mai), II, 241.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE. — Alliance avec l'État libre d'Orange (mars 1897), II, 118; — Adhésion à la Convention de Genève, difficulté soulevée par l'Angleterre, II, 227; — Message présidentiel du 3 mai, II, 235; — Rapport consulaire sur la situation commerciale, industrielle et financière en 1896, II, 369; — Déclaration du Président Krüger au sujet de la suzeraineté de l'Angleterre (23 août), III, 235.

REVUE de Droit international et de Législation comparée. — Sommaires : I, 254; II, 127 et 378; III, 238.

REVUE d'Histoire diplomatique. — Sommaires : I, 254; II, 379.

REVUE de Paris. — Sommaires : I, 252 et 377; II, 126 et 376; IV, 238.

REVUE des Deux-Mondes. — Sommaires : I, 252 et 377; II, 125 et 376; III, 235 et 362; IV, 237 et 357.

REVUE générale de Droit international public. — Sommaires : I, 255 et 379; II, 378; III, 237.

REVUE politique et littéraire. — Sommaires : I, 378; II, 126.

REVUE politique et parlementaire.

- taire.** — Sommaires : I, 255 et 380; II, 127 et 378; III, 266; IV, 239 et 359.
- RIBIER** (G. de). — Répertoire des Traités (Bibl.), I, 256.
- ROUMANIE.** — Dépêches sur son attitude dans le conflit gréco-turc (29 av.), II, 254; — Visite du Prince de Bulgarie (toasts), III, 229; — Visite du Roi de Roumanie à Pest, III, 347; — Discours du Trône (27 nov.), IV, 235.
- RUSSIE.** — Déclaration avec la France pour les rapports avec la Tunisie (14 oct. 1896), I, 27; — Déclaration télégraphique avec la France (31 mars 1897), IV, 292; Voyage en Russie du Président de la République Française (août), III, 230.
- SALISBURY** (Marquis de). — Discours au banquet du Lord-maire (9 nov.), IV, 229.
- SERBIE.** — Traité d'extradition avec les Pays-Bas (11 mars 1896), I, 129; — Traité de commerce avec la Bulgarie (16 fév. 1897), II, 131; — Convention d'extradition avec la Belgique (4 janv. 1896), III, 241.
- SUCCESSIONS.** — Convention consulaire franco-italienne pour la Tunisie (28 sept. 1896), art. 23-27, I, 14.
- SUÈDE.** — Discours du Roi dans un banquet à la Presse (juin), III, 234.
- SUISSE.** — Règlement des rapports avec la Tunisie (14 oct. 1896), I, 27; — Message relatif à l'unification du droit (28 nov. 1896), I, 352; — Compte de gestion du Conseil Fédéral pour 1896 : Département politique, II, 225; Département du commerce, 335; Département de justice et police, 341; — Bureau de la propriété intellectuelle, III, 213; — Déclaration avec la Grèce pour la communication des recensements (8 déc. 1896), IV, 21.
- TÉLÉGRAPHES.** — V. Union Télégraphique. — Conventions télégraphiques de la France avec la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse, la Russie, IV, 289; — Décret français sur le service télégraphique (28 juin 1867), IV, 292.
- TRAITE.** — Rapport sur la situation de l'Etat du Congo (25 janv. 1897), I, 199.
- TRANSVAAL.** — V. République Sud-Africaine.
- TUNISIE.** — Revision des Traités avec l'*Autriche-Hongrie* (20 juill. 1896), I, 5; l'*Italie* (28 sep. 1896), 6-26; la *Russie* (14 oct. 1896), 27; la *Suisse* (14 oct. 1896), 27; l'*Allemagne* (18 nov. 1896), 28; la *Belgique* (2 janv. 1897), 28; l'*Angleterre* (18 sept. 1897), III, 349.
- TURQUIE.** — Note collective au sujet de la Crète et réponse (mars), I, 348; — Rupture avec la Grèce, Circulaire diplomatique (18 avril, II, 121; — Préliminaires de paix avec la Grèce, III, 350; — Correspondance diplomatique sur le conflit gréco-turc du 29 janv. au 24 fév. 1897, IV, 126-202; — V. Arméniennes (Affaires), Crète (Affaires de), Orient (Affaires d').
- UNION TÉLÉGRAPHIQUE.** — Règlement international de Budapest (juin 1896), IV, 241.
- URUGUAY.** — Situation économique et financière en 1896, III, 352.
- VÉNÉZUÉLA.** — Décret relatif aux étrangers (30 juill. 1897), III, 339.
- ZANZIBAR.** — Dépêches relatives à l'abolition de l'esclavage (février-mars 1897), II, 261 et III, 251; — Décret d'abolition, III, 254.